



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 9 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Coopération au développement
et action humanitaire
Sécurité des réseaux et systèmes d'information

p. 280
p. 296

Sommaire des séances publiques nos 23 et 24
Sommaire des questions parlementaires

p. 303
p. Q184

23^e séance
24^e séance

Mardi 14 mai 2019
Mercredi 15 mai 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Le Luxembourg accueille la 28^e session annuelle de l'APOSCE

« Développement durable : un facteur de sécurité »

« Il ne peut pas y avoir de sécurité sans dialogue et coopération, pas de démocratie sans sécurité ! » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a inauguré la 28^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE), qui a eu lieu du 4 au 8 juillet à Luxembourg.

Dans son discours, le Président du Parlement luxembourgeois a souligné qu'il faut « prévenir aujourd'hui les conflits de demain. La liberté exige un parlementarisme fort et indépendant, une vue claire sur les enjeux d'avenir ». D'où le choix luxembourgeois du thème de la 28^e session annuelle « Encourager le développement durable pour promouvoir la sécurité : le rôle des parlements », a expliqué M. Fernand Etgen aux 700 participants originaires de 57 pays. À son avis, le développement durable est un facteur fondamental de sécurité : « une approche globale de la paix et de la sécurité, incluant le développement durable, est plus indispensable que jamais ».

Le Président de la Chambre a souligné qu'une gestion intelligente des ressources naturelles - pouvant également être un facteur déclencheur de conflit - est tout aussi nécessaire que la sensibilisation de la communauté internationale aux enjeux environnementaux. Finalement, il a relevé que le « Grand-Duché a sa place parmi ceux qui sont résolument orientés vers la promotion de la coopération et du dialogue international ». En effet, il a rappelé que l'histoire du pays a rendu le Grand-Duché conscient de la fragilité de la paix. « L'engagement du Luxembourg pour l'Europe, pour le multilatéralisme et pour les organisations internationales est né des cendres de la guerre », a-

t-il constaté face aux parlementaires venus des quatre coins du monde.

« La diversité est la richesse européenne »

Dans son discours, M. le Premier Ministre Xavier Bettel s'est inquiété de la montée de l'extrémisme dans certains pays membres de l'OSCE. Il est en outre revenu sur les différents défis sécuritaires au sein de l'espace de l'OSCE, comme par exemple le conflit en Ukraine où environ 200.000 enfants ont été déplacés et 13.000 personnes civiles ont perdu la vie. D'après M. Xavier Bettel, le conflit non résolu en Ukraine représente « un fiasco de la communauté internationale ».

Le Premier Ministre a souligné l'importance de respecter les engagements avalisés et d'appliquer l'intégralité des accords de Minsk et insisté dans ce contexte sur la nécessité de miser sur la diplomatie parlementaire pour prévenir et résoudre les différents conflits dans le monde. Finalement, le Premier Ministre a rappelé aux parlementaires que « la diversité n'est pas le problème, mais constitue la richesse du continent européen ».

« Une réponse multilatérale forte »

Dans son discours inaugural, le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. George Tsereteli a rappelé que le changement climatique ne peut plus être ignoré et que les États doivent prendre des mesures décisives pour limiter le réchauffement climatique. Une « réponse multilatérale forte » est essentielle pour relever le défi du changement climatique, a-t-il précisé face aux parlementaires. Après être revenu sur les récentes tensions en Iran, la guerre en Syrie ou encore le conflit dans l'est



M. Fernand Etgen prononce une allocution inaugurale.



M. Xavier Bettel à l'occasion de son discours.

de l'Ukraine, le Président Tsereteli a rappelé que l'OSCE offre un modèle de résolution de conflits alternatif à celui de l'action militaire, à savoir le dialogue et la médiation. « Pour la sécurité et le développement, nous avons besoin d'un engagement ferme en faveur des droits de l'homme et de la bonne gouvernance », a-t-il conclu son intervention devant l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

« Déclaration de Luxembourg »

Pendant quatre jours, 274 parlementaires ont discuté entre autres de la situation sur le

plan de la sécurité et des droits de l'homme dans certaines régions de la Géorgie, de l'éducation comme moyen d'éviter la traite des êtres humains, de la promotion de la sécurité énergétique par la garantie de l'accès à une énergie durable ou encore des problèmes liés au retour et à la réinstallation des combattants terroristes étrangers.

À la fin de la session annuelle, les députés de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

(Suite en page 2)



L'APOSCE réunie en plénière au Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

Le Luxembourg accueille la 28^e session annuelle de l'APOSCE (Suite de la page 1)

ont adopté une déclaration axée sur la paix et la coopération. La « Déclaration de Luxembourg » sera transmise aux Gouvernements des États participants de l'OSCE réunissant des pays tels que la Russie, l'Ukraine ou encore les États-Unis. Les membres des délégations russe et turque ne

soutiennent pas la « Déclaration de Luxembourg ».

Les parlementaires ont également adopté une résolution condamnant l'« occupation illégale et la tentative d'annexion de la Crimée par la Russie ». Ils ont réitéré leur préoccupa-

tion face à « l'intention de la Russie de déployer des armes nucléaires dans cette région ».

La « Déclaration de Luxembourg » inclut en outre une résolution concernant la sécurité énergétique dans la région de l'OSCE.

L'importance de la diversification des sources d'énergie et la nécessité d'éviter l'isolement d'un pays par rapport aux grands réseaux énergétiques y sont mentionnées. Dans ce contexte, les parlementaires encouragent les États participants de l'OSCE à créer les infrastructures nécessaires - notamment en améliorant les interconnexions régionales - pour accéder à un marché du gaz naturel de plus en plus mondialisé.

Réélection du Président

M. George Tsereteli a été réélu Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ; il s'agit de son deuxième mandat. Au cours de chaque session annuelle, les parlementaires élisent un président qui agit en tant que plus haut représentant de l'Assemblée.

Qu'est-ce que l'APOSCE ?

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE (APOSCE) est une institution de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Réunissant 320 parlementaires issus de 57 pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE fournit une tribune pour le dialogue parlementaire, dirige des missions d'observation électorale et renforce la coopération internationale pour tenir les engagements pris



Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Eugène Berger

en matière politique, économique, de sécurité, d'environnement et dans le domaine des droits de l'homme.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'APOSCE se compose des députés suivants : M. Eugène Berger (DP), président de la délégation, M. Dan Biancalana (LSAP), M. Claude Haagen (LSAP), M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) et Mme Josée Lorsché (déi gréng). Les membres suppléants sont : M. Emile Eicher (CSV), M. Franz Fayot (LSAP), M. Gusty Graas (DP), M. Henri Kox (déi gréng) et M. Fernand Kartheiser (ADR).



M. Emile Eicher, Mme Josée Lorsché, M. George Tsereteli, Président réélu de l'APOSCE, M. Roberto Montella, Secrétaire général de l'APOSCE, et M. Dan Biancalana (de gauche à droite)

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Maintenir le dialogue avec la Russie

La session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui a eu lieu du 24 au 28 juin 2019 à Strasbourg, a marqué le 70^e anniversaire du Conseil de l'Europe. Les débats étaient dominés par la question du retour de la délégation de la Fédération de Russie à l'Assemblée.

En effet, suite aux sanctions imposées par l'APCE dans le contexte de l'annexion de la Crimée par la Russie, la Fédération de Russie avait décidé de ne pas présenter de délégation à l'Assemblée et n'avait plus participé aux travaux de cette dernière depuis 2016.

Après des débats mouvementés, les membres de l'APCE ont finalement voté en faveur de la ratification des pleins pouvoirs de la délégation russe, soulignant qu'ils souhaitaient « maintenir le dialogue comme moyen de parvenir à des solutions durables ».

L'APCE a rappelé en même temps la résolution adoptée en 2014 dans laquelle elle condamne fermement les graves violations du droit international commises par la Fédération de Russie dans le cadre du conflit dans l'est de l'Ukraine et de l'annexion illégale de la Crimée.

L'APCE demande à la délégation russe de reprendre « sans plus tarder » les travaux à l'Assemblée, de coopérer avec les organes de suivi et de « prendre part au dialogue

constructif sur le respect de ses engagements et obligations ».

L'Assemblée s'attend à ce que son « offre sans équivoque de dialogue soit réciproque et aboutisse à des résultats concrets ». Elle s'est engagée à discuter d'un rapport sur le respect des obligations et engagements de la Russie au plus tard lors de la session d'avril 2020.

L'APCE a finalement élu comme nouvelle Secrétaire générale du Conseil de l'Europe Mme Marija Pejčinović Burić, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République de Croatie.

En ce qui concerne le rapport sur les mesures de renvoi de migrants prises par les États membres, M. Gusty Graas a déclaré que le désaccord sur l'immigration au niveau de l'Union européenne est en train de s'approfondir alors que le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter selon les estimations de l'ONU.

D'une part, M. Graas a estimé qu'il est indispensable de réformer le système du règlement dit « de Dublin », mais que, d'autre part, il sera difficile de trouver un accord si certains pays continuent à s'opposer aux quotas de répartition.

Le député luxembourgeois a déploré que certains pays membres sanctionnent des bateaux qui prêtent de l'aide aux migrants, qu'ils

renvoient des migrants sans raison acceptable ou hébergent les réfugiés dans des conditions inadmissibles, comme le démontre le rapport.

Il a appelé à respecter davantage le rôle des ONG qui, dans la majorité des cas, s'engagent avec fermeté et sincérité dans l'intérêt des migrants.

Parmi les autres points discutés figureraient notamment :

- l'assassinat de Daphne Caruana Galizia et l'État de droit à Malte ;

- la Convention d'Istanbul et plus particulièrement la violence à l'égard des femmes et les réalisations dans le domaine de l'égalité de genre ;

- la violence à l'égard des enfants et
- la contrainte en santé mentale.

L'Assemblée a débattu en outre de la situation en Syrie, du dialogue postuvi avec la Bulgarie, de l'assassinat de Boris Nemtsov, ainsi que du budget du Conseil de l'Europe et de l'APCE.



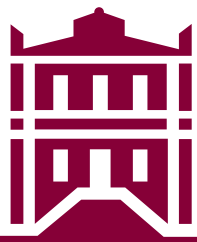
La délégation luxembourgeoise était composée de M. Claude Wiseler, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, président de la délégation, Mme Josée Lorsché et M. Marc Spautz (de gauche à droite).



Zwee nei Beamte fir d'Chambersverwaltung

Ufanks Juli sinn zwee nei Beamte vum Generalsekretär Claude Frieseisen (4. vu riets) vereedegt ginn: d'Marie Fischer aus dem Service financier (3. vu riets) an de Christoph Herbrig aus dem Service des Relations internationales (4. vu lénks). Si hate virdu vum Chambersbureau hir definitiv Nominatioun als Fonctionnaire an der Redaktion kritt.

De bäiguerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (1. vu lénks), déi bäiguerdnet Generalsekretärin Isabelle Barra (2. vu riets) souwéi d'Responsabel vum Finanzservice Ginette Biasini (1. vu riets), vum Service vun den internationale Relatiounen Tania Tennina (3. vu lénks) a vum Personalservice Manon Hoffmann (2. vu lénks) hunn och un der Zeremonie deelgeholl.



Sociétés de secours mutuels

7058 - Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Le présent projet de loi se propose de réviser la législation sur les sociétés de secours mutuels, régies actuellement par la loi modifiée du 7 juillet 1961 sur les sociétés de secours mutuels, ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels.

Le cadre légal en vigueur actuellement n'est plus adapté aux réalités des mutuelles. Le présent projet de loi vise dès lors à introduire une nouvelle définition de la notion de mutuelle et à adapter le champ d'application de la loi. Il instaure par ailleurs une procédure d'agrément et de retrait d'agrément en cas d'observation par une mutuelle des dispositions légales ou statutaires, ainsi qu'un contrôle efficace des sociétés de secours mutuels.

L'actuel Conseil supérieur de la mutualité, composé par les responsables des différentes mutuelles, sera supprimé. En effet, celui-ci était appelé à s'exprimer sur la conformité avec les textes légaux et réglementaires de toute

modification statutaire proposée par les sociétés de secours mutuels, ainsi que sur la répartition des subsides alloués par l'État à ces sociétés. Il était par ailleurs chargé du contrôle de la gestion financière des mutuelles, ce qui, compte tenu de l'envergure de certaines d'entre elles, n'était plus approprié.

Le nouveau cadre légal remplace donc ce contrôle par un nouveau contrôle des comptes effectué, selon l'envergure de la mutuelle, soit par un comptable, soit par un expert-comptable, soit par un réviseur d'entreprise agréé. La vérification de la conformité des modifications statutaires sera faite par les services du ministre ayant la sécurité sociale dans ses attributions.

Finalement, la révision de la législation sur les sociétés de secours mutuels rend inévitable la mise en conformité avec la législation relative au Registre de commerce et des sociétés (RCS) avec entre autres le dépôt des statuts des mutuelles au RCS.

Le référentiel d'évaluation définit, pour chaque compétence, les indicateurs et les socles qui déterminent l'évaluation chiffrée de la compétence. La pondération des compétences est définie par les équipes curriculaires. Pour motiver l'élève à progresser dans ses apprentissages, une mention sera donnée pour chaque module ;

- l'instauration de la formation professionnelle en cours d'emploi, afin de donner aux salariés ne disposant pas de certification pour le métier ou la profession qu'ils exercent la possibilité d'accomplir une formation parallèlement à leur emploi, de développer ainsi leurs connaissances et compétences et de décrocher un diplôme au terme de leur formation.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 22.03.2018

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles) :

11.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
18.07.2018 Continuation des travaux

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président: M. Gilles Baum) :

30.01.2019 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.02.2019 Examen et adoption d'une proposition d'amendement supplémentaire
03.04.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
08.05.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports (Président: M. Mars Di Bartolomeo) :

12.02.2019 Examen et adoption d'une proposition d'amendement supplémentaire

Vote en séance publique : 19.06.2019

Loi du 12 juillet 2019

Mémorial A : 2019, n° 497, page 1

Sécurité des systèmes d'information

7314 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant

1° la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et

2° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale

L'objet du projet de loi 7314 consiste en la transposition en droit national de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union (ci-après « la directive »).

La digitalisation progressive de la quasi-totalité de notre société va de pair avec une croissance continue du nombre, de l'ampleur et des répercussions des attaques informatiques sur les systèmes et réseaux numériques.

Dans notre ère numérique, les systèmes d'information représentent dans beaucoup de cas des éléments essentiels pour le fonctionnement tant des entreprises que des administrations publiques, mais également en ce qui concerne la vie sociale des citoyens. Par conséquent, il est inéluctable de renforcer constamment les efforts de sécurisation des systèmes et réseaux informatiques, d'autant plus que la connexion de toujours plus d'appareils électroniques augmente en parallèle la vulnérabilité et les sources de risque pour ces attaques.

Partant, la directive vise à harmoniser et renforcer davantage la coopération des États membres de l'Union européenne (UE) en termes de gestion des risques cyber.

Elle établit des règles communes horizontales pour ce qui est de la gestion de la sécurité cyber, en particulier en ce qui concerne :

- les opérateurs qui fournissent des services essentiels (OSE), ainsi que
 - les fournisseurs des services numériques (FSN).
- Les secteurs considérés essentiels au fonctionnement de la société sont les suivants :
- l'énergie,

- les transports,
- les banques,
- les infrastructures des marchés financiers,
- la santé,
- la fourniture et distribution d'eau potable et
- les infrastructures numériques.

Ainsi les acteurs concernés doivent se soumettre à certaines obligations, à savoir, entre autres, à

- l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer au mieux la sécurité de leurs systèmes informatiques, ou encore

- l'obligation de signaler les incidents qui ont un impact considérable sur leurs activités aux autorités compétentes.

Le projet de loi 7314 prévoit notamment des critères détaillés pour déterminer la gravité d'un incident numérique.

Au niveau national, la directive prévoit le renforcement des capacités nationales. Les États membres de l'UE doivent désigner des autorités nationales compétentes qui contrôlent le respect par les OSE et les FSN de leurs obligations respectives.

De plus, les États membres de l'UE sont tenus

- à se doter d'équipes nationales de réponse aux incidents informatiques, et

- à élaborer une stratégie nationale de cybersécurité.

Finalement, au niveau européen, la coopération et l'échange d'informations sont renforcés. À cette fin, un groupe de coopération et un réseau de centres de réponse aux incidents de sécurité informatiques (« réseau des CSIRT - Computer Security Incident Response Teams ») sont mis en place.

Réforme de la formation professionnelle

7268 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

La formation professionnelle au Luxembourg propose quelque 120 formations et accueille la moitié de la population scolaire. Les différentes formations, telles que définies dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, s'inscrivent dans les trois voies de formation suivantes :

- le certificat de capacité professionnelle d'une durée normale de formation de trois ans,

- le diplôme d'aptitude professionnelle d'une durée normale de formation de trois ans, et

- le diplôme de technicien dont la formation dure en principe quatre ans.

Les années qui suivent la mise en vigueur de la loi de 2008 précitée font apparaître des incohérences et déficiences dans le système de formation professionnelle mis en place. Afin d'y remédier, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse charge l'Institut « Lifelong Learning and Guidance » de l'Université du Luxembourg de dresser un bilan de la formation professionnelle telle qu'elle se présente en 2016. Malgré quelques critiques, les groupes de personnes questionnées ne remettent pas en cause la bien-fondé de la réforme, sa philosophie générale et ses objectifs.

Suite aux conclusions tirées du rapport de l'Institut précité et aux échanges de vues avec les partenaires concernés, le Ministère décide de mener, de concert avec les acteurs impliqués, une analyse approfondie du système existant. Cette analyse aboutit à un certain nombre de propositions censées améliorer durablement la

qualité de la formation professionnelle, tout en augmentant les chances de réussite des élèves. Les principales modifications se présentent comme suit :

- l'intégration des dispositions ayant trait au contrat d'apprentissage et à la convention de stage dans le Code du travail, en vue d'en renforcer la sécurité juridique. Le contenu du contrat d'apprentissage, sa durée, les conditions de l'accord du droit de former pour un métier sont précisés ;

- la création d'une base légale pour le groupe de pilotage de la formation professionnelle, qui a comme missions de coordonner le processus de développement de la formation professionnelle ainsi que de valider des travaux curriculaires réalisés dans ce cadre ;

- la possibilité de mettre en place un projet d'innovation pédagogique, à l'instar du projet d'innovation pédagogique qui peut être organisé par un lycée ;

- la durée de la formation peut être prorogée d'une année si l'élève en a besoin pour terminer sa formation. Une deuxième prorogation du contrat d'apprentissage pour une durée maximale d'une année peut avoir lieu avec l'accord des parties signataires du contrat ;

- l'introduction d'une évaluation chiffrée combinée à l'évaluation par compétences, afin de rendre le système d'évaluation et de promotion plus compréhensible.

Outre l'évaluation des compétences, des notes sur 60 points sont réintroduites.



Plus particulièrement, le rôle du groupe de coopération consiste à échanger des informations, du savoir-faire et de bonnes pratiques, ainsi qu'à encourager la coopération stratégique entre les

États membres. Le réseau des CSIRT quant à lui sert à promouvoir une coopération opérationnelle rapide et effective entre les États membres.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.06.2018

Rapporteur : M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président: M. Guy Arendt) :

- 26.02.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 12.03.2019 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 07.05.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.05.2019

Loi du 28 mai 2019

Mémorial A : 2019, n° 372, page 1

Protection des secrets d'affaires

7353 - Projet de loi sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Il s'agit d'établir des règles conférant une protection non limitée dans le temps des secrets d'affaires contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites, sans porter atteinte à la liberté d'établissement, la libre circulation ou la mobilité des travailleurs. Elle doit également respecter le droit de conclure des accords de non-concurrence entre employeurs et travailleurs conformément au droit applicable, ainsi que le droit à la liberté d'expression et d'information.

Selon les autorités dans l'Union européenne les secrets d'affaires représentent un facteur clé pour la protection des innovations et des connaissances technologiques ou non technologiques au sein des entreprises de l'Union européenne. Ainsi, une protection efficace des secrets d'affaires est une *conditio sine qua non* pour les créateurs et les innovateurs de bénéfices d'une prévisibilité économique accrue afin de tirer profit de leur innovation. Par conséquent, la protection des secrets d'affaires constitue un enjeu économique sérieux pour la compétitivité de l'économie européenne.

Jusqu'à présent, la notion de secret d'affaires était définie par la jurisprudence. La violation d'un secret d'affaires était régie par quatre volets du droit national : l'article 309 du Code pénal a permis à la jurisprudence de dégager la nécessité de la réunion d'un élément matériel et d'un élément moral ; l'article 1382 du Code civil qui engage la responsabilité civile et exige que la personne ayant causé un préjudice à autrui doive le réparer ; les principes du droit contractuel qui impliquent que toute partie à un contrat est censée exécuter le contrat de bonne foi en vertu de l'article 1134 du Code civil. Également le droit de la concurrence déloyale est appliqué aux litiges opposant deux concurrents potentiels.

Compte tenu de l'absence de législation spécifique sur la protection des secrets d'affaires, il a été décidé de prévoir un texte de loi autonome, reprenant le plus littéralement possible les termes de la directive.

d'invalidité et de survie. La convention exclut les législations concernant l'assurance maladie, mais prévoit la possibilité de la souscription d'une assurance volontaire par les pensionnés coréens qui résident au Luxembourg. La convention ne s'applique pas non plus aux prestations de l'assurance accident, ni aux prestations de chômage, ni aux prestations familiales.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

La partie I de la convention énonce les principes généraux.

La deuxième partie de la convention a trait à la détermination de la législation applicable. Le principe retenu est que le travailleur est soumis à la législation de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle.

La présente convention retient la dérogation habituelle au principe du pays d'emploi au profit des travailleurs qui sont occupés normalement sur le territoire d'un État et qui sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre État pour y effectuer un travail limité par son objet et dans le temps (détachement). Dans ce cas, le travailleur reste soumis à la législation à laquelle il est assujéti normalement. Il est prévu que les règles du détachement s'appliquent aussi aux indépendants.

Une autre dérogation concerne les travailleurs des entreprises de transports aériens pour les-

quels la législation applicable est en principe celle de l'État contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège. Toutefois, si l'entreprise possède une succursale ou une représentation permanente sur le territoire de l'autre État contractant, la personne employée par cette succursale ou représentation permanente sera soumise à la législation de l'État sur le territoire duquel se trouve la succursale ou représentation permanente (sauf si elle est détachée, auquel cas les règles du détachement ci-dessus s'appliquent).

Une particularité concerne les marins : le Luxembourg n'a pas retenu le critère du pavillon du bateau sur lequel les gens de mer travaillent pour déterminer la législation de sécurité sociale applicable. Dans la présente convention, le critère de la résidence du marin est déterminant.

La convention prévoit par ailleurs les règles traditionnelles en droit international pour les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires, ainsi que pour les fonctionnaires.

La troisième partie de la convention regroupe trois sections en relation avec les prestations, dont la première prévoit des dispositions communes et les deux autres des dispositions spécifiques pour la République de Corée et le Luxembourg.

La quatrième et la cinquième partie de la convention déterminent diverses dispositions concernant notamment les arrangements administratifs, les échanges d'information et l'entraide administrative, ainsi que les dispositions transitoires et finales.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 10.10.2018

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel) :

- 07.02.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 02.05.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.05.2019

Loi du 28 mai 2019

Mémorial A : 2019, n° 381, page 1

Commission d'accès aux documents

7393 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte

Le projet de loi 7393 a pour objet d'apporter des précisions aux dispositions de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte concernant la Commission d'accès aux documents.

Avec la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, une « Commission d'accès aux documents » (ci-après « Commission ») a été créée, dont la mission consiste à veiller au respect du droit d'accès aux documents. Ainsi, lorsqu'un citoyen se voit refuser sa demande d'accès à un document demandé, il peut saisir la Commission qui est habilitée à trancher sur le bien-fondé de la décision de refus de l'administration respectives.

D'après la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, la Commission est composée de cinq membres :

- un magistrat,
- un représentant du Premier Ministre,
- un représentant de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD),
- un représentant du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et

- un représentant du Service information et presse du Gouvernement (SIP).

Or, en pratique il s'est avéré que la Commission risque de ne pas pouvoir siéger en cas d'empêchement du président ou de plusieurs de ses membres.

Partant, il se peut que la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ne soit pas en mesure de rendre ses avis dans le délai de deux mois, tel qu'il est prévu par la loi. Pour pallier à ce problème, le projet de loi 7393 propose de nommer un nombre double de suppléants, selon les mêmes critères que les membres principaux, et qui peuvent remplacer ceux-ci en cas de besoin.

De plus, le projet de loi 7393 prévoit une disposition transitoire pour aligner la durée du mandat des suppléants à celle des membres titulaires. En effet, comme les membres suppléants ne pourront être nommés après l'entrée en vigueur du projet de loi sous rubrique, leur mandat commencera au cours du mandat des membres qu'ils sont appelés à remplacer. Cependant la durée de leur mandat ne pourra pas dépasser celle des membres principaux.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 13.08.2018

Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président: M. Franz Fayot) :

- 14.03.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 21.03.2019 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 23.05.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.06.2019

Loi du 26 juin 2019

Mémorial A : 2019, n° 444, page 1

Convention de sécurité sociale LU-KS

7369 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée, faite à Luxembourg, le 1^{er} mars 2018

Le présent projet de loi vise à approuver la Convention en matière de sécurité sociale entre la République de Corée et le Grand-Duché de Luxembourg signée le 1^{er} mars 2018 à Luxembourg par les autorités compétentes des deux pays.

Les textes officiels de la convention qui ont été signés et qui seront ratifiés par les parlements des deux pays sont rédigés en français, en coréen et en anglais. Ils font foi pour les deux parties en cause. En cas de divergence d'interprétation, le texte en anglais fait foi, car c'est sur base de ce dernier que les négociations ont eu lieu. L'objectif principal de cette convention est de sécuriser les droits et obligations en ma-

tière de sécurité sociale et de parvenir à un instrument juridique international moderne et adéquat.

Dans une large mesure, la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) n°883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'Union européenne. Le champ d'application matériel est cependant moins large, car la convention s'applique exclusivement aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse,

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19.12.2018

Rapporteur : M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

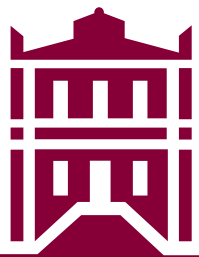
(Président: M. Guy Arendt) :

- 30.04.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et analyse de l'avis du Conseil d'État
- 07.05.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.05.2019

Loi du 28 mai 2019

Mémorial A : 2019, n° 382, page 1



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
- Hommage à la mémoire de M. Nicolas Eickmann, député honoraire
- M. Fernand Etgen, Président
- Communications
- M. Fernand Etgen, Président
- Ordre du jour
- M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen
- Composition du Bureau
- M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. Alex Bodry
- Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
- M. Laurent Mosar
- Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat
- Déclaration : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- Débat : M. Paul Galles (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gusty Graas (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. Marc Angel - M. Fernand Kartheiser - Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner - M. Claude Wiseler - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Neen, Här President.

2. Hommage à la mémoire de M. Nicolas Eickmann, député honoraire

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kuerz no sengem 90. Gebuertsdag huet de fréieren Deputéierten Nicolas Eickmann eis de leschte Freideg fir ëmmer verlooss. Hie war ee ganz engagéierte Mënsch. Sâi Liewe laang ass hien der Gemeng Déifferdeng trei bliwwen. Hie war eng vun de markante politesche Perséinlechkeeten aus dem Süden.

Den Nic Eickmann ass zu Déifferdeng grouss ginn als eelst vu sechs Kanner aus enger Biergaarbechterfamill. No der Schoul huet hie fir d'Éischt an enger Papeterie geschafft, dunn eng Léier als Usträcher gemaach a schliisslech als Aarbechter an du Viraarbechter beim Déifferdenger Hadir-Wierk geschafft. Hien huet sech och fréi gewerkschaftlech engagéiert, deemools am Lëtzebuurger Viraarbechter- an Obermaschinnistverband, wou hien och Nationalpresident gouf. Parallell zu sengem Beruff huet hien an Owescoursé Wirtschaftspolitik a Betribswirtschaftsléier studéiert. Enn de 60er Joren ass hie Kontroller beim Aarbechtsamt ginn. Hie war och zäitweis Lokalkorrespondent am „Tageblatt“.

1962 trëtt den Nico Eickmann der LSAP bäi. A seng politesch Carrière fänkt 1968 un, wéi hie fir déi éischte Kéier an den Déifferdenger Gemengerot gewielt ginn ass, wou hien am Ganze 25 Joer sollt bliwwen. 1978 gouf hie Schaffan an ee Joer méi spéit huet hien d'Successioun vum Jos Hauptert an der Spéttz vun der Gemeng iwwerholl.

Hie war 15 Joer laang Buergermeeschter vun Déifferdeng, wärend enger Period, wou de Süden duerch d'Stolkris gaangen ass. Hien ass och President vun der Fédération des conseillers communaux socialistes ginn. Den Nico Eickmann war och eng Zäit laang President vun der Sidor oder och nach vum Spidolssyndikat vum Hôpital Princesse Marie-Astrid an iwwer 20 Joer President vum Verwaltungsrat vu Sudeg.

1984 ass den Nicolas Eickmann an d'Chamber gewielt ginn, wou hie fënnf Joer war. An där Zäit war hie Vizepräsident vun der Kommis-

sion fir Gemengen- a Landesplanung a Member vun der Ëmweltkommissioun an där vun der Economie an dem Mëttelstand.

Hie war Rapporteur vun enger Rei vu Projeten, zum Beispill d'Reform vun der Forstverwaltung. Deemools sinn och wichteg Decisiounen gefall fir déi weider wirtschaftlech Entwécklung vun Déifferdeng. Ech erënnen do un d'Installéiere vun enger nationaler Industriezon an de Bau vun der Collectrice du Sud.

Den Nic Eickmann war ee Politiker, deen net nëmme wouss, wéi een Decisiounen hält, mä och derzou stoung. Hien hannerléisst vill Spuren, net nëmme an der Déifferdenger Gemeng.

A senger Pensioun huet hie sech virun allem fir d'Solidarwirtschaft interesséiert an zum Beispill zesumme mam John Castegnaro d'ASJ, d'Action sociale pour jeunes gegrënnt.

Den Nic Eickmann huet och Bicher geschriwwen iwwer d'Gemengelegislatioun, wat seng staark Verbondenheet mat de Gemenge weist.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill ausdrécken an hie garantéieren, datt mir eise fréieren Deputéierte-kolleeg net wäerte vergiessen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech dann elo bidden opzestoen, fir eisem léiwe Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 mai 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1282 - Demande de pétition publique : Mettre le Luxembourg en état d'urgence climatique

Dépôt : Vincenzo Cirilli, le 07.05.2019

1283 - Demande de pétition publique : All Mënsch gläich virum Gesetz

Dépôt : Raymond Schmeler, le 03.05.2019

1284 - Demande de pétition publique : Rendre le congé de paternité accessible pour les indépendants, les travailleurs intellectuels indépendants et les non-salariés en général

Dépôt : Jean-François Zimmer, le 08.05.2019

1285 - Demande de pétition publique : Congé familial pour enfant malade non hospitalisé âgé de 13 ans accomplis à 18 ans non accomplis

Dépôt : Ayse Karatay, le 08.05.2019

1286 - Demande de pétition publique : Érection d'un monument honorant la mémoire de SAR le Grand-Duc Jean

Dépôt : Guy Jourdain au nom de Comité Alstad ASBL, le 10.05.2019

1287 - Demande de pétition publique : Nouveaux horodateurs dans plusieurs quartiers de la ville

Dépôt : Maurizio Schena, le 11.05.2019

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll hei am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eemol ausdrécklech drop hiweisen, datt mer definitiv net averstane sinn, wéi mat eis hei als Chamber, virun allem mat den Oppositionsparteien an der Chamber verfuert gëtt.

Et kann net sinn, datt mir froen, fir iwwer verschidde Sujeten an de Kommissiounen ze schwätzen, ouni datt dat Ganzt iergendwelch Suitten huet, ouni datt d'Punkten iergendwann eng Kéier op den Ordre du jour gesat ginn.

Ech ginn lech e puer Beispiller:

D'Justizkommissioun. Do ass iwwerregens elo eng ofgesot ginn. Et wär also Zäit gewiescht, fir dës Punkten op den Ordre du jour ze setzen.

Mir hu gefrot: eng Demande fir d'Evaluatioun GAFI.

Mir hu gefrot, fir iwwer de Rapport annuel vun de Verwaltungsgerichter ze schwätzen. Déi Demande hu mer den 30. Januar 2019 gemaach. Keng Suitten!

Mir hunn an der Finanzkommissioun gefrot, fir iwwer d'Duebelbesteuerungsofkommes ze schwätzen, de 27. Februar 2019. Erëm eng Kéier: keng Suitten!

An awer dat Bescht: Den 22. Februar hu mer gefrot, fir iwwer d'Expo Dubai ze schwätzen. Do hu mer elo een Datum kritt: ...

► **Une voix.**- Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ... de 25. Juni. Véier Méint no der Demande! An dat ass net normal! An et ass virun allem net normal, well d'Madamm Nagel jo awer vun Dubai op Lëtzebuerg komm ass fir en RTL-Interview, an dat den 2. Abrëll.

Ech versti jo, datt een aus Klimaschutzgrënn net andauernd kann hin- an hierfléien, mä wann een awer da schonn hei zu Lëtzebuerg ass, dann ass et awer op d'mannst esou wichtig, an d'Chamber ze kommen, wéi bei den RTL ze goen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dann ass et och nach net akzeptabel, datt mer Froen stellen, déi net beäntwert ginn, weder schrëftlech nach mündlech. Do gëtt u sech mat eis de Geck gemaach. Et ass kee Respekt virun der Chamber an domadder och kee Respekt virun de Leit, well mir si schliisslech déi gewielte Vertrieder vun de Leit.

Duerfir, Här President, erwaarde mer eis definitiv:

datt Der intervenéiert éischstens, fir datt eis Froen tatsächlech beäntwert ginn, net nëmme iergendeppes geschriwwen ass, mä datt mer eng richteg Äntwert kréien,

datt déi Punkten, déi mer froen, fir op den Ordre du jour ze kréien, datt déi definitiv och zäitno kommen,

an datt déi Punkten, déi mer elo schonn ugefrot hunn, definitiv an der nächster Sitzung, déi ass, dann och do op den Ordre du jour gesat

ginn. Well et ass net méiglech an et ass net ze akzeptéieren, datt, wann eppes onbequem ass, dann einfach net an der Chamber driwwer geschwat gëtt respektiv datt mer dann einfach keng Äntwert kréien.

Esou kënnen mer näamlech eis Aufgab, fir d'Regierung ze kontrolléieren, net maachen! An dat ass eis Aufgab, an déi wëlle mer och gäre maachen. An dofir fuerdere mer u sech d'Ennerstëtzung vum President an dese Punkten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn lech Akt vun der Deklaratioun, déi Der gemaach hutt.

An als President wäert ech jiddefalls bei deene concernéierte Ministeren intervenéieren, éischstens datt u sech déi Kommissiounssitzungen, déi gefrot gi sinn, datt déi sollen aberuff ginn, an zweetens datt eben déi Question-parlementairen, déi nach net beäntwert sinn, schnellstméiglech mussen beäntwert ginn.

Da kéime mer dann zum nächste Punkt.

5. Composition du Bureau

D'lescht Woch huet d'Chamber den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 7405 iwwer d'Zusammensetzung vum Bureau ugeholl. Deemno besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten an néng Membere. Mir mussen dowéinst haut zwee nei Membere fir de Bureau wielen.

Ginn iergendwellech Kandidature fir déi zwee Poste vu Member vum Bureau virgeschloen?

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, als CSV schloe mir de Laurent Mosar vir.

► **Une voix.**- Ouh?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo. Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, d'LSAP-Fraktioun schléit den Här Marc Angel vir.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

Sinn nach weider Kandidaturen do?

(Négation)

Mir hunn dann zwou Kandidature fir déi zwee Poste vu Member vum Bureau: den Här Marc Angel an den Här Laurent Mosar. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Marc Angel an den Här Laurent Mosar sinn zu Membere vum Bureau proklaméiert.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwer dës nei Zusammensetzung vum Bureau a Kenntnis gesat.

Haut de Mëtte presentéiert d'Madamm Paulette Lenert, Ministesch fir Entwécklungszesummenaarbecht, ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ah, jo! Jo, entschëllegt.

6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Den Här Mosar hat nach d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze deposéieren. Entschëllegt, Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Vertrauen, wat Der och mir ginn hutt, fir an de Bureau ze kommen.

Ech wollt awer elo d'Wuert froen fir den Depot vun enger Motioun, Här President. An zwar fuerdert meng Fraktioun an där Motioun d'Regierung op, e kloert Bekenntnis zum System

vum Spätzekandidat an den europäesche Wahlen ze huelen.

Mir hunn näamlech mat grousssem Interêt verfollegt an de leschten Deeg, datt den Här Statsminister e bëssen eng aner Meenung do huet, wat déi Spätzekandidaturprozedur betrëfft. Den Här Ausseminister huet en Interview ginn, dee ganz interessant ass, wou ech lech d'Lektür ganz staark recommandéieren, wou e sech expressement fir de System vum Spätzekandidat an der EU ausschwätzt. An och de Kollege Marc Angel huet virun zwee, dräi Deeg op enger Radiostation ganz kloer gesot, datt hien a seng Fraktioun sech géifen zu deem System vun de Spätzeposten an der EU bekennen.

Duerfir hu mir fonnt, datt et wichteg wär, manner wéi 14 Deeg virun den Europawahlen, datt d'Bierger och dobausse wéissten, wat dann elo d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung wär. Mir bekloen eis allegueren iwwert de Skeptizismus, datt d'Bierger dobaussen net wëssen, wuer et higeet. Mir hätte gär, datt d'Regierung hei kloer seet, was Sache ist, an datt se seet, ob se dann elo zu deem System vun de Spätzekandidaten steet.

An duerfir, Här President, froe mir, datt déi Motion nach des Woch zur Ofstëmmung kënn.

Motion

La Chambre des Députés,

- *rappelant l'importance politique du principe des « Spitzenkandidaten » pour l'intégration politique de l'Union européenne en général et la légitimation démocratique du Président de la Commission européenne en particulier,*

- *rappelant l'importance des élections européennes aussi dans ce contexte,*

- *rappelant l'engagement du Parlement européen en faveur du principe des « Spitzenkandidaten »,*

- *rappelant la première mise en application du principe des « Spitzenkandidaten » en 2014 lors de la nomination de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne,*

- *considérant les déclarations récentes du Premier Ministre en la matière : « De Spätzekandidat fir de Poste vum President vun der Europäescher Kommissioun soll dee sinn, deen och op enger Lëscht ass, deen an de 27 Länner sech dann och opsetzt. » (Radio 100komma7, 10.05.2019),*

- *considérant les déclarations récentes du Ministre des Affaires étrangères et européennes en la matière : « Für das Demokratieverständnis der europäischen Bürger wäre ein Geschacher um die Spitzenposten in der EU vor den Wahlen zum Europaparlament fatal. » („Tagesspiegel“, 13.05.2019),*

- *considérant l'article 17 du traité sur l'Union européenne (TUE) : « En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission »,*

invite le Gouvernement

- *à se prononcer clairement pour le respect du principe des « Spitzenkandidaten » lors de la désignation du prochain Président de la Commission européenne,*

- *à défendre ce principe lors des négociations au sein du Conseil européen tout en se gardant, dans le cadre du traité, une certaine marge de manœuvre afin de pouvoir sortir l'Union européenne en dernier recours d'une éventuelle impasse politique lors du Conseil européen en question.*

(s.) Laurent Mosar.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar.

7. Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

Da kënnen mer elo, wéi gesot, un den nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, dee vun der Presentatioun vun der Madamm Paulette Lenert, Ministesch fir d'Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheiten, déi eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef mécht. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. D'Ministesch huet fir d'Éischt d'Wuert. Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration (accompagnée d'une présentation PowerPoint)

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Dir Dammen an Härren Deputéierten, Mesdames, Messieurs les représentants des missions diplomatiques, et ass déi éischte Kéier, dass ech d'Éier hunn, virun der Chamber d'Deklaratioun iwwert d'Lëtzebuergesche Entwécklungspolitik ze maachen. An ech wäert lech net verstoppen, dass ech dësen Exercice hei mat ganz gemëschte Gefiller maachen.

2018 hu mer 401 Milliounen Euro öffentlech Entwécklungsmittel investéiert. A fir 2019, fir d'Joer, sinn et der 20 Milliounen méi: 420 Milliounen Euro. Domadder bleiwe mer eisem Engagement trei, esou wéi et och am Regierungsprogramm zréckbehale ginn ass, fir iwwert déi nächst Jore weiderhin 1 % vun eisem RNB a Projeten ze investéieren, déi onse Matmënschen a manner privilegiéierte Länner direkt zegutt wäerten kommen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Mat dësem Bäitrag, ech brauch lech et net ze soen, läit Lëtzebuerg ganz kloer net nëmmen am Peloton de tête vun de gréisste Geber, de generéiseste Geberlänner, dat heescht un zweeter Stell, direkt hanner Schweden, ma gehéiert domadder och zu deene wéinege Länner, déi hiren internationalen Engagement vun 0,7 % bis elo nach ëmmer gehalen hunn.

Dass mir als eent vun de mëttlerweil räichste Länner vun der Welt och an iewescher Plaz stinn, wat d'Solidaritéit no bausse betrëfft, dat weist, dass mer nach ëmmer wëssen, wou mer hierkommen. Et weist, dass mer d'Häerz op der richteger Plaz hunn an dass eis fundamental humanistesche Valeur vu Solidaritéit an Zesummenhalt fir eis keng eidel Wieder sinn.

Gemëschte Gefiller trotzdeem, well d'Ambitiounen an d'Erausforderungen un d'Entwécklungspolitik si grouss. An et gesäit momentan net esou aus, wéi wa mer se këinten erfëllen.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg, zesumme mat der internationaler Stagegemeinschaft, sech am Joer 2000 duerch d'Millenniumserklärung vun de Vereenten Nationen zum Zil gesat hat, den Undeel u Mënschen, déi an extremer Aarmut liewen, bis d'Joer 2015 op d'Halschent erfroze kréien.

Dat ass eis nëmmen deels gelongen. Wuel ass d'extrem Aarmut, wann ee se prozentual kuckt, erfrogaangen, mä dat täuscht awer net ewech iwwert d'Tatsaach, dass d'Unzuel u Mënschen, déi haut nach ëmmer mat manner wéi 1,90 Dollar pro Dag mussen auskommen, dass dës Unzuel weider erfrogaangen ass. An dat sinn der 800 Milliounen entre-temps. 800 Milliounen Leit, déi äermste Leit op dëser Welt. A mir fanne se virun allem an deene Länner zréck, si sinn do konzentriert an de Länner, déi als sougenannt « pays fragiles » gëllen. Dat heescht Länner, déi vu Konflikter a vu Gewalt gezechent sinn a wou de Stat déi basesch Besoinen a Rechter net ka garantéieren.

Déi global weltwäit APD louch 2018 bei 153 Milliarden Dollar. An et feelen der weltwäit all Joer schätzungsweis ëm déi 2,5 Trilliarden Dollar. Dëst un Investissementer, déi et bräicht, fir an den Entwécklungslänner d'Objectifs du développement durable vun 2030 ze errechen.

Gemëschte Gefiller also, wann een d'Ausmooss vun der Aarmut kuckt, wann een d'Ongläichheit kuckt a letztendlech d'Ongerechtegkeet an d'A kuckt, déi d'Erausforderunge sinn, deenen een als Kooperationsminister oder -ministerin géintwuerstee.

Well och wa 420 Milliounen Euro ganz vill Geld ass an eisem Budget, esou läit et dach op der Hand, dass eise Bäitrag, global gesinn, natierlech ëmmer nëmmen kann e bescheidene sinn.

(Slide 1 : Aide publique au développement 2018)

Ech hunn lech eng Kéier e Slide ageblent, deen der normalerweis misst gesinn, wann ech dat un d'Goe kréien, wou een dat nach eng Kéier virun Aen huet. Do gesitt Der genau dat, wat ech mengen. Mir sinn engersäits effektiv Musterschüler. Dir gesitt eis an der roudre Barre, ënnen direkt iwwer Schweden. Mä wann een natierlech eisen absolute Bäitrag kuckt, da gesäit een, dass déi kleng rout Barre bal net sichtbar ass.

Dëst gesot, sinn ech der Meenung, dass et awer grad dofir eng Prinzipiesach ass a soll si fir Lëtzebuerg, dass mer Verantwortung iwwerhuelen an dass mer eis och engagéieren als en effizienten Akteur an der internationaler Stagegemeinschaft.

Lëtzebuergesche Kooperationspolitik, wat bedeit dat ganz konkret? Dat ass eppes, wat sech ka weise loossen.

- Mir hunn eng Präsenz op sämtleche Kontinenter, mat méi wéi 1.000 eenzelne kofinanzéierte Projeten.

- Et ass eng Aarbecht am Partenariat, mat iwwer 65 agreéierten ONGen zurzäit, mat 24 UNO-Agencen, mat siwen aneren EU-Partnerlänner, mat deene mer ganz enk zesummeschaffen, an awer och, an dat gëtt oft vergiess, mat 20 Lëtzebuergesche Privatbetriber, déi zesumme mat ons um Terrain sinn.

(Slide 2 : Répartition de l'APD par Ministère)

D'Lëtzebuergesche Kooperationspolitik, dat ass awer och net just de Meritt vun der Direction de la coopération. Dat ass eng gedeelte Verantwortung um Niveau vun der Regierung. Dat gesitt Der um nächste Slide. Nieft dem Ausseministère, deen insgesamt dee gréissten Deel, mat ronn 83 % vun der Aide publique au développement verwalt, ass och de Finanzminister mat u Bord mat ronn 10 %. An hien ass zoustänneg fir alles, wat elo international Finanzinstitutiounen sinn: d'Weltbank, den Internationale Währungsfond, d'Afrikanesch an d'Asiatesch Entwécklungsbanken. Dernieft kontribuéieren awer och - an ech géif dat gären ënnersträchen - zu engem klengen Deel nach de Gesundheitsministère, de Kulturministère, den Héichschoulministère an d'Fonction publique.

Fir d'Kohärenz tëscht dësen an och nach aneren Akteuren ze garantéieren, ass de Comité interministériel pour la coopération au développement zoustänneg. Hei gi souwuel déi grouss Orientatiounen vun der Kooperationspolitik diskutéiert wéi och d'Gesamtkohärenz tëscht deene verschidde Politicken, an hire potenziellen Afloss op d'Entwécklungslänner gëtt generell gepréift.

Fir och d'Société civile zu Wuert kommen ze loossen, ass et coutume, dass de Cercle de coopération vun den ONGen all Kéier an dese Comité mat invitéiert gëtt, fir iwwert d'Cohérence des politiques vum Développement ze schwätzen.

(Slide 3 : Répartition de l'aide bilatérale par acteurs en 2018)

Wat elo d'Repartitioun ugeet, esou ass déi och zimlech equilibréiert. Dir wäert dat um nächste Slide gesinn. Mir hunn u sech 30 % vun eiser Aide publique au développement, déi an d'multilateral Zesummenaarbecht ginn. 30 %, dat heescht, dat si Suen, déi direkt un d'UNO-Agencen oder aner international Organisationsginn. An da bleiwe 70 % fir eis bilateral Hëllef.

An déi gesitt Der grad affichéiert. Do gesitt Der, wéi déi sech opdeelt. 36 % gi mat eiser nationaler Agence de développement, der Lux-Development, ëmgesat, mat enger Enveloppe budgétaire - fir lech eng Iddi ze ginn - vun 100 Milliounen Euro d'lescht Joer. Da gi 27 % duerch eis ONGen um Terrain ëmgesat. An déi aner 37 %, déi setze mer u sech direkt als Ministère aus, entweder selwer am Partenariat mat de Länner oder iwwer Mandater, déi mer ginn, wéi zum Beispill ADA oder aneren Institutiounen oder ONGen.

Ech géif awer gär betounen, dass d'Lëtzebuergesche Kooperationspolitik net nëmmen Geld ass a Partneriater, mä dat ass eng ganz motivéiert Equipp vu 76 Leit, dovunner 32 hei um Siège zu Lëtzebuerg a 44 um Terrain, verdeelt op eis 11 Ambassaden a lokal Büren, déi zesummen an direkte Kontakt mat onse Partnerlänner sinn an onni deenen hir Expertise an hiren Asaz et keng Lëtzebuergesche Kooperationspolitik géif ginn.

Dernieft ass ze erwänen, dass mer net eleng präsent um Terrain sinn, mir hunn och eis Agence de développement, d'Lux-Dev. Si steet mat enger Equipp vun 102 Leit do derhannert, wouvun och nees eng Kéier d'Halschent hei zu Lëtzebuerg ass an déi aner Halschent direkt um Terrain präsent ass an en direkte Zesummenaarbecht do mat enger weiderer Equipp vu 483 lokalen an internationalen Experten am Déngscht vun eiser Kooperationspolitik.

An dann zielen ech nach net derbäi déi ganz vill engagéiert Benevollen a Leit, déi an den ONGen aktiv sinn. Mir hunn entre-temps 94 Lëtzebuergesche ONGen, déi en Agreement hunn an déi allegueren uechtert d'Welt ënnerwee sinn an eis do op hir Aart a Weis och ganz gutt a flott representéieren.

Dir Dammen an Dir Härren, Enn Juni kënn den alljäreche Rapport annuel, wou d'Lëtzebuergesche Kooperationspolitik lech wäert Opschloss ginn, wat gelaf ass iwwert déi lescht Joren. Dir kritt do den detailléierte Rapport gemaach iwwer all eis Aktivitéite vum leschte Joer. A mäin Discours ass dofir och net als Paraphrase dovunner geduecht. Et ass éischer geduecht, eng Diskussionsbasis ze ginn, fir e klengen Echange mat lech a fir e gudden Bësch no vir ze leeën an och nei Iddien eventuell mat op de Wee ze kréien.

Et ass mer perséinlech ganz wichteg, dësen Debatt an der Chamber kënnen ze féieren, well d'Gestaltung vun onser Entwécklungspolitik, eleng schon nëmmen budgetär gesinn, ass ee groussen Deel vun onser Aussepolitik. An dofir ass et wichteg, dass d'Bierger vun dësem Land, déi op dëser Plaz duerch lech vertrauede sinn, och e Recht drop hunn, matzeschwätzen an hir Iwwerleeunge mat afléissen ze loossen.

Fir effikass ze sinn an e konkreten Impakt ze hunn, hu mer ons Aktioun iwwert déi lescht fënnef Joer souwuel geografesch wéi och thematesch vill méi staark konzentriert. Mir sinn, Dir wësst et, vun zéng op siwe privilegiéiert Partnerlänner erfrogaangen. A mir hunn e strategesch Fokus geholl op Afrika a méi spezifesch op d'Sahel-Géigend.

(Slide 4 : Répartition géographique de l'APD en 2018)

Ech kann lech eng Kéier weisen, wéi dat am Moment ausgesäit. Do hutt Der eng Kéier eng Vue op sämtlech Länner, wéi se sech opdeelen op déi verschidde Kontinenter. Dat heescht, mir hunn eng Presence an 82 Länner zurzäit. An Dir hutt déi Top Ten an dem Ranking niewendrun eng Kéier stoen.

Ech kann déi natierlech net allegueren elo Revue passéiere loossen, mä eis Schwéierpunkten, déi mer gesat hunn, kann ech lech soen, déi sinn en ligne mat de Recommandatiounen vun der OCDE an och mam europäesche Konsens fir den Développement an och mat der neier strategescher Allianz tëscht Europa an Afrika, déi vum Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker am Juli d'lescht Joer lancéiert gouf an um EU-Afrika-Sommet zu Wien, wou ech am Dezember d'Éier hat, scho ganz fréi, wéi ech dëst Amt iwwerholl hunn, hinzegoen, diskutéiert gouf.

Vu dass d'lescht Joer am Dezember déi traditionell Deklaratioun wéinst de Wahlen net stattfonnt huet, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, op eng Rei Länner anzegoen. Ech hunn der 14 erausgewielt. Dat sinn déi, wou mer a Form vu pluriannuellen Engagementer e bësse méi präsent sinn. Dat wäert net an de leschten Detail goen, mä et ass fir lech e kuerzen Iwwerbléck ze ginn, wou mer an deene Länner stinn a wou eis Schwéierpunkte leien. Dat gëtt lech eng Iddi, wat mer um Terrain maachen.

An ech géif mer och erlaben unzefänke mam Niger, deem Land, dat zurzäit op leschter Plaz vum Indicateur de développement humain vun der UNO läit.

Dëst Partnerland ass enger Villfalt un Defien ausgesat: vum Klimawandel hi bis zu Gewaltdote vun extremistesche Gruppen. Lëtzebuerg ass hei säit 30 Joer scho präsent, ganz staark engagéiert, mat enger lafender Enveloppe vu 85,5 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer, wat den Niger domadder och zu onsem éischte Beneficiaire mécht.

Den Niger ass awer och e gutt Beispill vun europäescher Zesummenaarbecht a weist, dass Lëtzebuerg e geschätzte Partner ass, net nëmmen wéinst sengem finanziellen Bäitrag zur Entwécklungszesummenaarbecht, mä och dorivver ous, opgrond vu senger Expertise um Terrain.

Ech géif lech d'Beispill vum Waassersecteur ginn. Do si mir näamlech Chef de file am Niger. Dat heescht, dass mer d'Koordinatioun vun all de Bailleuren an deem Secteur op der Plaz iwwerhuelen, fir zesumme mat der nigrescher Regierung eng kohärent Strategie auszeschaffen an ëmzesetzen. An dësem ganz wichtige Secteur hu mer et och fäerdegbruecht, aner Länner, an net déi klengsten, wéi Dänemark an Holland, ze mobiliséieren, déi un eiser Säit sinn a mat deene mer zesumme kënnen an dese Beräich investéieren.

Bal gradesou laang, also virun 20 Joer, huet Lëtzebuerg säin Accord général de coopération mam Burkina Faso ënnerschriwwen. An d'Lëtzebuergesche Entwécklungshëllef ass och iwwert déi lescht Jorzénge den kontinuierlech gewuess. Am Kader vun eisem aktuelle Programm si mer nientend eisen traditionelle Secteuren - Education, Formation professionnelle an och déi nohaltege Gestiou vun den natierleche Ressourcen - hei awer och an engem ganz aneren Domän präsent, dee vläicht net jiddwerengem esou bekannt ass. Dat ass den Domän vun den Informatiounstechnologien, wou mer hei ganz konsequent engagéiert sinn.

Zesumme mat der Satellitgesellschaft SES investéiere mer an dësen zukunftsorientéierte Secteur. An et ass eis Ambitioun, d'Regierung vum Niger (veuillez lire : vum Burkina Faso) och weiderhin ze ënnerstëtzen, fir d'Konnektivitéit iwwert dee ganzen Territoire hierzestellen, déi verschidde deels ofgeleeëe Regionen op déi Aart a Weis mateneen ze vernetzen.

Dëst ass besonnesch wichteg an engem Land, wou d'Sécherheetssituatioun zouseeënds ofhëlt



a wou et gëllt, der jonker Bevëlkerung nei Perspektiven an eng besser Zukunft ze bidden. No den Evenementer dësse Weekend, wann Der déi suivéiert hutt, huet sech d'Situatioun nach ëmmer méi zougespëtz an d'Aarbecht um Terrain, déi gëtt ëmmer méi komplizéiert, well et a verschidde Zonen vum Land iwwerhaapt net méi méiglech ass, dohinnerzegoen.

Datselwecht gëllt leider Gottes och fir de Mali, dat nächst Land, wat ech wollt erwänen, wou mer säit 1998 präsent sinn a wat elo scho säit Joren an engem Krisenzoustand ass. Lëtzebuerg ass trotzdeem bliwwen a wäert och do weider aktiv bleiwen, fir der Bevëlkerung, déi schrecklech ënnert dësem Zoustand leit, ënnert d'Äerm ze gräifen.

Dass mir an esou enger schwieriger Situatioun och kënnen Resultater bréngen, dat weist eis de Mali. Beispillsweis am Beräich vun der Agrikultur hu mer et fäerdegbruecht, iwwert déi lescht zéng Joer 2.300 Hektar Land duerch Irrigatiounstechnologien nees fruchtbar ze maachen. An dat huet et eis erlaabt, iwwer 30.000 Mënschen an der Plaine de San hir Liewensmittelsécherheet nees ze garantéieren, andeems se kënnen Râis ubauen.

Dat ass awer just ee Beispill vu villen, mä et weist, dass eis Hëllef, och wann d'Situatioun generell wierklech net méi gutt ass, nach kann e ganz konkreten Impakt hunn an de Leit och direkt zegutt ka kommen.

Am Mali ass d'Sécherheitssituatioun nach méi prekär wéi am Burkina. Terroristesche Gruppementer multiplizéieren sech, d'Kriminalitéit geet an d'Luucht an d'Präsenz vum Stat ass a wäiten Deeler vum Land quasi inexistent.

Dëst a weider Elementer wéi de Kampf ëm natierlech Ressourcen droe leider derzou bäi, dass ethnesh Tensionen sech weider zouspëtzten. Ech géif erënnere un de Massaker virun annerhallwem Mount, wou an engem ganzen Duerf am Zentrum vum Land méi wéi 160 Bewunner vun der Ethnie Peulh hiert Liewen hu misse loossen. Dëst ass en trauregt, awer leider Gottes keen isoléiert Beispill vun der Situatioun, wéi se dohannen um Terrain ass.

Dofir ass et wichteg ervirzehiewen, dass Lëtzebuerg och am Beräich vun der Sécherheit dohannen ënnerstëtzt, an dëst zënter e puer Joer, souwuel op ziviller wéi op militärescher Basis, andeems Lëtzebuerg Polizisten an Zaldoten un den Trainingsmissionen vun der EU an och der MINUSMA deelhuele. Dës Kollaboratioun wäerte mer och an Zukunft nach weider ausbauen, an zwar an der Optik, dass déi malesch Regierung à terme hiren Territoire nees ka selwer securiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht op dëser Plaz e puer Wieder generell zur Sécherheit vun onsen eegene Leit am Sahel ze soen, well déi läit mer am Moment ganz besonnesch um Häerz a mécht eis alleguerte ganz vill Suergen. An ech sinn dofir frou, lech kënnen ze soen, dass mer iwwert déi lescht zwee Joer massiv un der Securitit geschafft hunn an doranner investéiert hunn.

An deem Sënn goufen d'Infrastrukture verbessert, souwuel d'Ambassade wéi och d'Residenzen. Nei Equipementer, nei Kommunikationsmaterial gouf kaaft. Spezialiste goufen a ginn och weider rekrutéiert. Formatiounen goufe gehale mat eise Leit, fir se ze sensibiliséieren, dass se sech bewusst sinn, wéi enge Gefore se ausgesat sinn dohannen, dass se net einfach iwwert den Territoire ginn, ouni sech Rechenchaft ze liwwere vun de Géigenden, wou se vläicht besser net sollen higoen.

An zesumme mam Ausseministère a mat der Police, der ANS, de Bâtiments publics an och der Arméi sinn eng ganz Rei Mesurë geholl ginn, fir generell d'Sécherheit vun eise Leit ze garantéieren, insoufern dat méiglech ass. Eng absolutt Sécherheit kann et an esou enger Situatioun dohannen net ginn.

Ech sinn och frou kënnen matzedeelen, dass mer ganz rezent en Accord mat der Arméi fonnt hunn, fir ons och weiderhi bei dëser Aufgab um Terrain am Sahel ze begleeden. Dëst selbstverständlech an Zesummenaarbecht mat deenen aneren europäesche Partner, déi och sur place sinn.

Fir awer zréck op d'Länner-Revue ze kommen, wollt ech weiderfuere mam Senegal. E Land, wou viru méi wéi zwou Wochen eng éischt Visitt geplangt war, mä déi finalement just op Beamtenniveau stattfonnt huet. Dëst, Dir wësst et, wëinst der Stattrauer.

Dir Dammen an Hären, erlaabt mer och dofir, op dëser Plaz nach eng Keier mäi Respekt virum versterwene Grand-Duc Jean auszedrécken, dee sech säi Liewe laang fir de Fridden an eng besser Welt agesat huet an och den deemolegen éischte President, de Léopold Senghor, vum Senegal ganz perséinlech kannt huet.

Ee Réckbléck op 30 Joer Kooperatioun weist, dass do, wou mer scho mam Senegal an den

80er Jore stoungen ... Dee Secteur, d'Rehabilitatioun vun enger Maternité zu Saint-Louis - domadder ass et ugaangen, dat heescht am Gesondheitswiesens-, dat ass e Secteur, wou nach ëmmer ganz groussen Handlungsbedarf och haut ass. Ganz vill schwanger Frae packen et am Noutfall nach ëmmer net matzäit an d'Spidol. D'Kannerstierflechte ass immens héich. Et feelt u lokalen Infrastrukturen, un Transportmëttel, u ganz villem.

Haut konzentréiere mer eis dofir an dësem Beräich virun allem op de Beräich vun den Urgencen. Mir sinn amgaangen, mam Senegal ee komplette System ze entwéckelen, deen et 24 Stonnen op 24 erlaabt, Uriff an der Urgence ze empfänken an och ze traitéieren, dëst mam Resultat, dass sech d'Interventiounen iwwert déi lescht puer Joer méi wéi verfiefacht hunn an dass mer doduerch och ganz ville Leit hiert Liewe konnte retten.

Iwwert de Gesondheitsberäich eraus engagéiere mer eis am Senegal awer och säit méi wéi 20 Joer an der Formation professionnelle, ee Beräich, an deem d'Erausfuereunge grouss sinn, well all Joer 260.000 jonk Fraen a Männer am Senegal zousätzlech op den Aarbechtsmaart kommen. Am Senegal, wéi an all onsen anere Partnerlänner, leet mer awer och ganz vill Wäert op d'Gläichberechtigung tëscht Mann a Fra. An ech si frou, kënnen ze soen, dass mer och heiansdo no hanne kucken, fir ze gesinn, wat gutt fonctionnéiert huet a wat net. An deem Sënn huet Lux-Dev. ee rezente Rapport de capitalisation publizéiert, deen online disponibel ass, wou mer d'„bonne pratique“ vun deene leschte Joren am Beräich Gender zsummegegeschriwwen kritt hunn an och Recommandatiounen gemaach gi sinn, fir an Zukunft eng besser Verankerung vu verschidde Prinzipien an der Praxis duerchzusetzen.

Een anere grave Problem, iwwert deen net oft genuch geschwat gëtt, ass d'sexuell Gewalt géigeniwwer Fraen an dacks ganz jonke Meechercher, déi nach ganz wäit verbreet ass. Virun dräi Wochen, op der Rees, déi stattfonnt huet, hate mer d'Geleeënheet, zu Ziguinchor en éischte Steen ze leeë vun engem integréierten Zentrum fir d'Affer vu Violences sexuelles. Integriert, dat heescht an dësem Fall, dass souwuel déi medezinesch Betreieung gemaach gëtt vun deene concernéierte jonke Fraen ewéi och hir psychologesch Betreieung an duerno, dat ass ganz wichteg, eng Begleedung, fir se nees an d'Gesellschaft zréckzeféieren, well ganz oft ass dat no allem, wat se duerchlieft hunn, nach een zousätzleche Schrëtt, dee se musse goen, dee guer net einfach ass, a wou ee wierklech muss proaktiv dru schaffen, well se zu multiple Victimme ginn.

Mir wëllen an Zukunft méi bewusst op Präventioun a Sensibilisatioun an dësem Beräich setzen. An dass Lëtzebuerg dat kann, huet sech elo kierzlech nees gewisen duerch dee grouse Succès vun der remarkabeler Konferenz „Stand Speak Rise Up“, déi ons Grande-Duchesse an hir Fondatioun, zesumme mat enger Rei anerer Organisatiounen, an den Dokter Denis Mukwege am März hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach laang weiderschwätze vun all Land, mä ech géif weidergoe bei de Cap-Vert. Dat ass eist fenneft afrikanesch Land, an deem mer präsent sinn, och ee vun eise privilegiéierte Partner, e Land, mat deem mer am Fong geholl déi diversifizéiert Relatiounen hunn. Ech erënnere an deem Kontext un d'Statsvisitt am März 2015, wou och eng Businessdelegatioun deelgeholl huet, mat spezifischem Fokus op den Tourismus, op d'erneierbar Energien an op d'maritim Industrie.

Am Kader vun dëser Visitt gouf den aktuelle Programm ënnerschriwwen mat enger Enveloppe vu 54 Milliounen, déi am Joer 2020 wäert op en Enn kommen. Nieft engem Appui budgétaire sectoriel an der Formation professionnelle ass et mer wichteg, de besonnesche Rôle vu Lëtzebuerg am Beräich vun den erneierbaren Energien ervirzehiewen. Mat der Kreatioun vum CERMI, dat ass e Centre des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle, si mir hei ganz nei Weeër gaangen, fir souwuel d'Betriber wéi och déi kommend Generatiounen op d'Erausfuereunge vun engem konsequenten Émdenken am Energieberäich virzebereeden.

An deem Sënn gouf elo rezent och e Partenariat ënnerschriwwen, en „public-private partnership“ mam Lëtzebuerg Centre de compétences GTB, a mir hunn des Weideren och dem Land gehollef, wat ganz interessant ass, en innovative legale Kader ze schafen, also eng Gesetzgebung, fir erneierbar Energien, fir des op eng ganz gutt Aart a Weis kënnen ze férdere.

Aner Héichpunkte vun eiser Kooperatioun am Cap-Vert sinn ons Hotelschoulen an ons Formatiounen an engem Land, dat plangt, an Zukunft véiermol esou vill Touriste pro Joer ze empfänken, wéi et Awunner huet.

Do stelle sech natierlech ganz vill Froer ronderëm den Émgang mat den natierleche Ressourcen a mat der Nohaltungkeet. An deem Kontext sinn ech och frou, deemnächst eng Rei Projete kënnen ze ënnerschreiwene, fir zum Beispill zwou Solaranlagen ze bauen, fir d'Entsorgung vum Mierwaasser an och verschidde Etüden ze realiséieren, fir d'Insele méi, oder besser - dat ass souguer déi Visioun, déi si hunn - integral op erneierbar Energien opzebauen.

Cap-Vert ass och e Land, dat wäert lech vläicht erstaunen, wou déi éischt Elektroautoe schon hire Wee hi fonnt hunn, dëst duerch eis Kooperatioun. An ech kann lech vu menger Säit aus nëmme confirméieren - ech hat d'Geleeënheet, den Ausseminister kennenzeléieren -, dass dat Land extrem engagéiert op där Schinn ass, fir dohinner weiderzefueren, an dat ass och en Terrain, wou mir ons ganz gäre wäerten niewent si stellen, fir si doranner ze ënnerstëtzen.

Nieft dëse fenneft afrikanesch Länner ass ons Kooperatioun och präsent an Asien, an Zentralamerika an am Noen Osten, well et eis wichteg ass, ech hat et scho viru gesot, eng Präsenz, wann och nëmme eng kleng oder eng bescheiden, op sämtleche Kontinenter ze hunn.

An Asien, do si mer weider amgaangen, d'Kooperatioun a véier Länner ze maachen. Eise privilegiéierte Partner ass de Laos. Do hu mer e lafende Programm vu 75 Milliounen bis 2020, an deen deckt eng ganz Rei verschidde Secteuren of. Dat geet iwwert d'Gesondheet, d'ländlech integréiert Entwécklung, d'Formatioun am Tourismus - dat maache mer do zesumme mat der Schwäiz - an dann och nach d'bonne Gouvernance.

Och do ass eng Rees, déi uesteet. Am September wäert ech an de Laos goen, fir dann zesumme mat eise Partner a mat den Autoritéiten ze kucken, wéi mer iwwert d'Joer 2020 eraus kënnen weiderfuere mat hinnen, a wéi eng Richtung mer eis Entwécklungshëllef do wäerten dirigéieren.

An dann derniewent de Vietnam, dem Laos säin Nopeschland. Do hunn ons traditionell Developpementsaktivitéiten evoluéiert, well de Vietnam jo entre-temps e sougenannt „middle income country“ ass an net méi esou staark op Entwécklungshëllef ënner Form vun Donen ugewisen. An deem Sënn férdere mer och hei d'Diversifikatioun vun de Relatiounen tëscht onsen zwee Länner, wéi dat bis elo och scho wäitgeendst de Fall ass am Finanzsecteur an dësem Land.

Dann och vläicht e puer Wuert zum Myanmar. Do gouf 2017 d'Ënnerschrëft vun engem neien Accord général de coopération op Äis geluecht, dëst wëinst der Rohingya-Kris, wéi Der lech kënn denken. Et ass awer wichteg, dass Der wësst, dass mer aktuell weiderfuere mat eisen zwee Projeten, déi justement de manerbemëttele Minoritéiten am Land zeguttkommen, dëst am Secteur vun der Formatioun, am Tourismus an och an der ländlecher Entwécklung.

Mir wäerten an deenen nächste Méint intern evaluéieren, wéi mer eis Kooperatioun an dësem Land viruféiere kënnen. An dëst wäert net nëmmen ofhängeg si vum Wëlle vun der birmanescher Regierung, mä och vun de Konkusiounen vun enger lafender Étude de faisabilité par rapport zu dësem Land, déi op EU-Niveau leeft.

Des Weideren, fir an Asien ze bleiwen, si mer och an der Mongolei aktiv. Do si mer mat ganz vill Succès am Secteur vun der Gesondheet präsent, an dat scho säit laange Joren. Onsen Telemedizinsprojete, dee ganz vun nationale Partner ëmgasat gëtt, couvriert mëttlerweil sämtlech Provënze vum Land an ass eng regelrecht international Referenz an deem Beräich. Am Domän vun der Kardiologie dann ënnerstëtze mer des Weideren eng laangjäreg Zesummenaarbecht tëscht onsem Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle an hirem nationalen Häerzcenter, dee mer mathëllef opbauen.

An an deem Sënn wäerte mer och weiderhin, jiddefalls an dësem Zenter, an dësem Secteur vun der Gesondheet, an notament der Kardiologie, weiderfuere, well mer do vill opgebaut hunn an dat och wëlle konsolidéieren.

An Zentralamerika, do ass Lëtzebuerg schon zënter den 90er Jore präsent an huet souwuel mat Nicaragua wéi och am Salvador ganz vill Resultater opzeweisen. Am Nicaragua gouf d'Joer 2018 leider duerch d'soziopolitesch Kris bestëmmt, déi dëst Land zënter de gewaltsame Manifestatiounen am Abrëll virun engem Joer fest am Grëff huet. Konfrontéiert mat enger weiderer Verschlechterung vun dëser Situatioun, huet Lëtzebuerg decidéiert, all d'direkt Finanzementer un d'nicaraguanesch Regierung prinzipiell anzefréieren.

Et ass awer wichteg ze ënnersträichen, well dat schon e puermol falsch verstane ginn ass, dass mir um operationellen Niveau zum Beispill

de Bau vun enger strategesch wichtiger Klinik am Norde vum Land net wollte compromettéieren an dofir och do nach amgaange sinn, weider ze finaliséieren, fir dass dës Projet ka vernünfteg op en Enn bruecht ginn.

Iwwerdeems hu mer och eis Ënnerstëtzung fir d'Zivilgesellschaft an d'Mënscherechtsorganisatiounen op der Plaz verstärkt, ënner anerem duerch d'Signatur vun enger neier Konvention mat Oxfam an zwou verschidde Organisatiounen am Beräich vun de Mënscherechter, well grad dës Organisatiounen déi sinn, déi op der Plaz d'Mënscherechtsituatioun observéieren an ebe ganz genee do bäidroen zu enger korrekter Bewäertung vun den Evenementer op der Plaz.

Weiderhin huet d'Lëtzebuerg Regierung dem nicaraguanesche Roude Kräiz ënnert d'Äerm gegräff, eng Organisatioun, déi sech an dëser Kris ganz besonnesch duerch den Transport vu Blesséierten ausgezecht huet. A rezent hu mer och nach eng zousätzlech Millioun Euro zougesot fir den „school feeding program“. Dat ass e ganz flotte Programm vum Programme alimentaire mondiale, vum PAM, dee mer weider ënnerstëtzen, an dat och a besonnesch vulnerabele Regiounen vum Land.

Am Salvador dann - grad ewéi de Vietnam e Pays à revenu intermédiaire - gouf en neie Modell vun Zesummenaarbecht lancéiert, deen de wirtschaftlechen an de soziale Fortschritter vum Land Rechnung dréit. Dësen neie Modell erméiglecht d'Ëmsetzung vun innovativen Projeten, besonnesch am Beräich vun der Coopération Sud-Sud an triangulaire. Am Ganze konnte bis elo 35 esou Projeten ënnerstëtzt ginn, wat de Salvador domadder zu engem Virreider an deem Domän a ganz Latäinamerika gemaach huet. Ee konkret Beispill, fir lech et ze veranschaulichen, ass d'Opstellung vun engem regionale Reseau vun Autoentrepreneuriat, Self-employment, fir lokal Produits du terroir ze vermaarten.

Ech géif dann awer nees zréck an Europa kommen, well do hu mer och e Land, an zwar de Kosovo, wou mer engagéiert sinn. Mir hunn 1999, direkt nom Konflikt, mat humanitärer Hëllef do ugefaangen, a mir stinn haut dem kosovaresche Partner zur Säit um Wee fir säi Rapprochement mat der Europäescher Unioun.

Een Hauptproblem an dësem Land ass de Manktem un Ausbildung, an dofir ënnerstëtze mer virun allem den Educationsministère vum Kosovo a senge strukturelle Reformen, mä awer och Akteure wéi zum Beispill, ech ka se net all nennen, d'Caritas, déi eng lokal ONG am Kosovo gegrennt huet, fir deene vulnerabele Schichten aus der Gesellschaft nei Perspektiven ze ginn.

Wéi och an anere vun onse Partnerlänner wäerte mer och hei ganz geschwënn eng Evaluatioun vun eise Engagement maachen, fir vun do aus dann ze kucken, wéi mer eis weider engagéieren oder orientéiere wäerten.

E puer Wuert dann awer och zum Noen a Mëttleren Osten. Do hu mer zwar keng physesch Präsenz, mä eis Kooperatioun ass trotzdeem och do ganz aktiv, notament a Palästina an an Afghanistan. Iwwert déi multilaterale Schinn ënnerstëtzt d'Lëtzebuerg Kooperatioun d'UNRWA, eisen Hauptpartner fir déi palästinensesch Flüchtlingen. Dernieft ënnerstëtze mer awer och lokal ONGen, an dat an de Secteuren vun der ländlecher Entwécklung, dem Kampf géint d'Korruptioun souwéi der psychosozialer Ënnerstëtzung vun de Leit, déi ënnert dem Konflikt schwéier gelidden hunn an och nach weider leiden.

Zënter 2011 ass d'Lëtzebuerg Kooperatioun och an Afghanistan an an Tadschikistan aktiv mat Hëllef vun der däitscher Fondatioun PATRIP an an Zesummenaarbecht mat den däitsche Kollegen. Mir ënnerstëtzen an dësem Kader awer och eng dänesch ONG, Mission East, déi zoustänneg ass, fir fléissend Waasser a Sanitäranlagen a verschidde ofgeschnidden Dierfer bei d'Bierger ze bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no de Länner wëll ech mat lech ons Secteure méi genee kucken, an deene mer prioritär op der bilaterale Schinn ënnerwee sinn. Do läit un éischter Stell d'Education an d'Formation professionnelle mat 15 %. Op zweeter Plaz kënn d'Santé mat 10,5 %. Duerno d'Gouvernance an d'Société civile mat 8 %, d'Agrikultur mat 7 %, d'Waasser mat 6,8 % an d'Finance inclusive mat 6 %. Weiderer zielen ech net op. Dat dote gëtt lech e Bild vun deene Secteuren, wat am Fong eis Traditionssecteuren sinn, an deene mer och schon zimlech laang ënnerwee sinn, e bësse méi rezent an de Finanzen.

An all dës Secteuren hu mer ganz kloer en Impakt. Dat muss eech sech virun Aen halen. Mir sinn do laang ennerwee, mir konnte vill Expertise opbauen, eng gutt Vernetzung. An dat soen net nëmme mir selwer, well dat ass ëmmer einfach hei. Laut enger rezenter Etüd vun deem ganz renommierten „Overseas Development Institute“ vu London figuréiert Lëtzebuerg op éischter Plaz an der Kategorie vun der gewëssenhafter Hëllef a bekleet domadder eng virbildlech Roll nieft Groussbritannien, Schweden a Länner wéi Irland, Norwegen, Kanada a Japan.

Mäin Uleies iwwert déi nächst Jore wäert et sinn, eng Perspektiv ze schafen, déi Lëtzebuerg och weiderhi visibel mécht als ee klengen, mä dofir awer ëmsou méi effizienten an innovativen Partner, ee Partner, deem ee gären an der Equipp huet, wann et drëms geet, Groussen gemeinsam unzegoen.

Ech brauch lech et net ze soen, den Trend hautdesdaags geet allze oft a Richtung vu méi enger hypokritescher, souguer och skrupelloser Hëllef, wou et den Donateuren haaptsächlech drëms geet, sech selwer wirtschaftlech a geopolitesch Virdeeler ze sécheren.

Lëtzebuerg awer, laut deem Ranking, vun deem ech lech geschwat hunn, glänzt ganz besonnesch duerch seng Aide non liée a wat déi sozial Ausrichtung betrëfft, awer och de Fokus op Problemer, déi nëmme global kënnen geléist ginn, wéi zum Beispill d'Bekämpfung vun Infektiounskrankheeten a Klimawandel.

D'Ambitioun, och weiderhin international als ee wäertvollen a virun allem ee gewëssenhafte Partner ze gëllen, wäert während deenen nächste Joren op alle Fall op menger Agenda ganz uewe stoen.

Wéi eng Secteur gesi mir dofir am Moment als prioritär un? Ma dat ass nach ëmmer d'Education. Et ass a bleift an d'Zukunft eran ee vun onsen Haaptschwiéerpunkten. Weltwäit, do wëll ech drun erënneren, gëtt et nach ëmmer zirka 260 Milliounen Jugendlecher an Erwuesener, déi weder liesen nach schreiw kënnen. Dovu si bal zwee Drëttel Fraen, an dat ass bestëmmt net, well se mannerbemëttelt sinn. Mir wëssen awer alleguerten, dass ouni Bildung weder mënschlech Entwécklung nach wirtschaftlech Fortschritt a virun allem keng Opklärungsarbeit méiglech ass. Dofir wäerte mir an dësem Secteur genausou verstärkt, wéi dat bis elo de Fall ass, och weiderhin aktiv bliwen.

D'Santé, en anere klassische Secteur, fir déi gëllt datselwecht. Do wäerte mer och nach ëmmer als Haaptzill hunn, iwwert déi nächst Joren, well dat ass e grousst Zil, weider um Opbau vun enger universeller Gesondheitsbetreuung ze hëllefen.

Mä dernieft ass och d'Lutte géint iwwerdrobar Krankheeten, insbesonnesch den HIV-Aids-Virus, weiderhin am Fokus mat enger ganz aktiver Präsenz a Westafrika notament iwwert de sougenannten „Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre“ an d'Initiativ 90-90-90, wou de President vun eiser Chamberskommissioun, de Marc Angel, deem ech hei e grouse Merci dofir wëll soen, ganz aktiv an Zesummenarbeit mat der Zivillgesellschaft schafft.

Eng aner Prioritéit, déi lech sécherlech och net wäert erstaunen, ass den Gender, well d'Chancéglichheit tëscht Mann a Fra ass e Mënscherecht a wäert sech och an d'Zukunft net nëmme wéi e roude Fuedem duerch all eis Programmer zéien. Mir wäerten nach vill méi geziilt am Beräich vun der Autonomisation vun de Fraen usetzen.

Der UNO no schaffe méi wéi 740 Milliounen Fraen an der informeller Economie, dës ouni Accès zur Protection sociale. Vill vun hinne mussen mat hire Familljen op enkstem Raum ënner ganz schlechten hygienische Bedéngunge liewen. Duerch onsen Projeten, sief et am Beräich vun der Santé, der Education, mä virun allem och duerch d'Mikrokreditter kënnen mir Hëllef zur Selbsthëllef bidden, déi et hinne erlaabt, fir sech an hir Famill en Akommes ze schafen. Dës, mä och vill aner Usätz um Terrain wierke sech direkt och positiv op hir Kanner aus, déi doduerch zum Beispill eng Méiglechkeet kréien, an d'Schoul ze goen, déi se anescht net hätten.

Erlaabt mer och nach e puer Wuert méi generell zu onser Aarbecht an der Mikrofinanz ze soen. Eis Kooperatioun huet säit méi wéi 20 Jore an dës wichtege Domän investéiert an domadder erlaabt, en dynamischen Ekosystem vun der inklusiver Finanz zu Lëtzebuerg opzebauen.

Mir kënnen haut dës Savoir-faire an d'Technologien vun der Lëtzebuurger Finanzplaz dofir ouni Problem de Leit a Länner zur Verfügung stellen, déi ouni ons net automatesch vun dëse profitéiere kéinten. De Secteur vun der inklusiver Finanz kann a soll dofir och an d'Zukunft e wichtege a feste Bestanddeel vun deem méi breede Secteur vun der nohalteger Finanz ginn an och als solche gesi ginn, deem d'Regierung amgaangen ass proaktiv iwwert déi ganz lescht Joren opzebauen.

An deem Sënn wäert dann och am November den zéngten europäesche Präis vun der Mikrofinanz ënnert dem Thema vum Klimawandel an der Resilienz stoen.

Och eis Zesummenarbeit mam Privatsecteur fänkt un, op ville Pläng Form ze huelen. An dass et vun de Säite vun de Betriber e ganz groussen Interêt gëtt, dat huet sech elo kierzlech beim Lancement vun der drëtter Edition vun der Business Partnership Facility nees gewisen. An Zesummenarbeit mat der Chambre de Commerce hu mer méttlerweil scho 17 Projete kënnen kofinanzéieren an de Beräicher vu FinTech, eHealth, Logistik, Economie circulaire an och Ekinnovationen.

En aneren thematische Schwéierpunkt ass fir mech den Accès un d'Justiz, d'Mënscherechter an d'Rechtsstaatlechkeet. Eng vun de véier Haaptachse vun eiser Strategie a sécher eng grouss Prioritéit fir mech perséinlech ass eng inklusiv Gouvernance. Ech hat direkt am Februar d'Geleeënheet, en enger internationaler Konferenz vun der „Taskforce on Justice“ zu La Haye deelzehuelen, déi op Initiativ vun der hollännescher Regierung zum Thema „Access to Justice“ organiséiert gouf. Ganz ënnert dem Zeeche vum Objectif du développement durable 16, dat heescht den „equal justice for all“, ass et d'Ambitioun vun dëser Initiativ, de Respekt vun de Mënscherechter an d'Elimination vun de villen Ongleichheeten, déi et leider nach ëmmer gëtt, vill méi intensiv weiderzedreiw, dës iwwert de Wee vun enger innovativer an och offensiver Politik, déi de Wee zur Justiz soll fräi maachen.

Et gëtt leider vill ze vill oft vergiess, dass et net duergeet, Rechter ze schafen oder ze proklaméieren, mä dass ee sech vu senger Rechter nëmme eppes kafe kann, wann een och d'Méiglechkeet huet, dës op eng licht accessibel a sécher Aart a Weis anzekloen.

Laut Schätzungen, déi vun dëser Taskforce virbruecht gi sinn am Februar, hunn zurzäit weltwäit ronn zwou Milliarden Mënschen emol iwwerhaapt keng Méiglechkeet, sech iergendwéi vertrauensvoll un e Justizwesen ze wenden, dat heescht, mir sinn nach ganz, ganz wäit ewech vun der Ambitioun a vun der Zilsetzung vun enger „justice for all“, déi mer eis eigentlech fir d'Joer 2030 op der Welt ginn hunn.

Ech fir mäin Deel deele jiddefalls d'Iwwerzeugung vun de Kollegen, déi ech bei dëser Geleeënheet kennegeleiert hunn, dat waren haaptsächlech Justizministere, dass d'Suerg ëm den Objectif du développement durable 16 eng vill méi grouss muss ginn.

D'Justiz ass e Fundament, ouni dat et keng stabil Mënscherechtslag ka ginn. Dofir wäert ech dës Initiativ mat ganz vill Interessi suivéieren. An ech sinn och iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg an d'Zukunft eng vill méi grouss Roll an dësem Beräich ka spillen an e wäertvolle Partner vun dëser Taskforce ka ginn.

Een anere Secteur, ech hunn e schon indirekt beim Cap-Vert elo erwänt, deem ech als absolut prioritär gesinn nieft dem Waasser, wou mer schon iwwer Joren eng grouss Expertise opgebaut hunn, dat ass dee vun den erneierbaren Energien, well si sinn net nëmme de Schlëssel zu enger globaler wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung, mä virun allem och e kruziale Levier fir eng nohaltege Entwécklung am Sënn vun enger effizienter Klimapolitik.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Paulette Lenert, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Lëtzebuerg huet als Land grouss Ambitiounen an och ganz vill Expertise an dësem Beräich. Dofir ass et ons wichtig, och um Niveau vun onsen Partnerlänner an d'Zukunft e verstärkten Akzent op dës Secteur ze setzen, engersäits natierlech an direkter Zesummenarbeit mat de Kollege Ministere fir Ëmwelt an Energie, mä dernieft awer och verstärkt mat eisem Privatsecteur a mat eise Privatbetriber, déi sech op dësem Terrain staarkgemaach hunn an, dovunner sinn ech iwwerzeegt, sécherlech ganz vill Potenzial bidden an zu eiser internationaler Visibilitéit kënnen bäidroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtege Deel vun onser dagdeeglecher Aarbecht, deem ech wëll ervirhiewen an deem och sécherlech iwwert déi nächst Joren, leider, muss ee soen, verstärkt am Fokus wäert sinn, dat ass eis humanitär Hëllef. Si ass nieft

der Entwécklungshëllef selwer eng ganz konkret Illustration vun eiser internationaler Solidaritéit an een essenziellen Deel vun eiser Aussepolitik, wou mir eiser Verantwortung an enger ëmmer méi konnektierter Welt bewosst sinn. A mir wëssen, dass dat, wat mer a Regione maachen, och wa se wäit ewech vu Lëtzebuerg sinn, och zu méi Stabilitéit an onsen eegene Géigende ka bäidroen.

Et zeechent Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerg aus, dass eis d'Leed vun de Mënschen a Krisengebieder wéi a Syrien, am Jemen, der Zentralafrikanescher Republik oder och am Sahel net egal ass. Mir wëssen, dass humanitär Hëllef awer och eleng net en Enn vun de Konflikter oder den Naturkatastrophe wäert erbaüieren, mä trotzdem: Et ass eis moralesch an eis mënschlech Pflicht, dass mir alles maachen, fir dass déi Mënschen, déi alles verluer hunn, een Deel vun hirer Dignitéit zrëckfannen an eng Stäip fanne, fir hiert Liewen erëm opzebauen.

Duerch Krisen, déi sech a leschter Zäit ëmmer méi oft iwwer Joren zéien, ass et ons och ëmmer méi bewosst ginn, wéi wichtig et ass, eng gutt Transitioun tëscht humanitärer Hëllef an Entwécklungshëllef opzebauen.

Ech wëll op dëser Plaz dofir, nieft dem Internationale Comité vum Roude Kräiz an den humanitären UNO-Agencen, besonnesch awer och d'Aarbecht vun de Lëtzebuerg ONGEN ervirhiewen, well och si a Krisen- a Katastrophegebieder aktiv sinn an do am Sënn vun den humanitären Prinzipie schaffen.

Duerch d'Ausmooss an déi gréisser Komplexitéit vun den humanitäre Krise sinn ech iwwerzeegt dovunner, dass mir vill méi staark op innovativ Solutiounen am technologeschen, am logisteschen an och am finanziellen Beräich mussen zrëckgräifen. Ee Beispill, dat duerch déi rezente Aktualitéit am Mosambik an d'Schlagzeile komm ass a wat Der kennt, dat ass eise Projet emergency.lu. Dat ass e Projet, deem et erlaabt, bannent kierzester Zäit mat enger mobiller Infrastruktur Konnektivitéit a Krisengebieder ze erstellen, an dee mer am Partenariat mat eiser SES zesumme maachen, ee Projet, deem eenzegearteg ass vum nationale Savoir-faire hier an op dee mer alleguerten houfreg kënnen sinn.

Mir kënnen och virun allem houfreg sinn op déi fënnf Membere vum CGDIS, déi direkt nom Zyklon Idai op der Plaz waren an deenen éischten zwee Deeg, dës a ganz schwierige Konditiounen, an do mat eise Satellitensystemer virun allem de Rettungsequipe sur place - dat ass e bëssen en Zungenbrecher -, mä och der Bevölkerung op eng ganz pertinent Manier konnten hëllefen.

► **Une voix.** - Bravo!

► **Mme Paulette Lenert, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt vill gutt Grënn fir e staarkt entwécklungspolitescht Engagement, sief et an Afrika oder och an anere Regiounen.

Lëtzebuerg ass keng Insel. Eist Liewen ass ganz enk verbonne mat deem vun de Mënschen aus anere Länner a vun anere Kontinenter. Mir liewe vum Import. Mir reesen duerch d'ganz Welt. Eis Wirtschaft, déi steet an déi fällt mat der Disponibilitéit vun auslännescher Aarbechtskraaft. Eis Zukunft ass klengt Land kann dofir och nëmme eng Zukunft am Zesummespill mat anere Länner sinn.

Feelend Liewensperspektiven, Ëmweltkatastrophen, Krankheeten, Pandemien, verstärkt duerch eng demografesch Explosioun an deenen aneren Deeler vun der Welt féieren onweigerlech zu neie Konflikter, déi d'extrem Aarmut an d'Luucht dreiw. Mir mussen et also fäerdegbréngen, de Mënschen an deene manner entwéckelte Länner nei Perspektiven ze ginn a virun allem och d'Mënscherechter nees vill méi an de Vierdergrond bréngen.

Mir si mat Problemer konfrontéiert, déi nëmme duerch global Léisungen an de Grëff ze kréie sinn. An ech wëll dës Geleeënheet dofir notzen, fir mech ganz kloer en faveur vum Multilateralismus auszuschwätzen. Deen aktuellen Trend zu Nationalismus, dee mer a ville Länner gesinn an och an Europa, ass kontraproduktiv an zudéifst beonrougend. Fir Lëtzebuerg an och fir déi Lëtzebuerg Entwécklungshëllef gëtt et dofir a mengen Ae keng Alternativ zur internationaler Zesummenarbeit. D'EU an och d'UNO si wichtig international Foren, déi besonnesch fir ee klengt Land wéi Lëtzebuerg immens wichtig sinn.

Ech gleewen dofir och haut nach un d'Essenz vum Robert Schuman senger Wierder, wéi hien am Mee 1950 a senger Ried zur europäescher Eenegung d'Meenung vertrueden huet, dass de Wuelstand, deem an Europa duerch eng wirtschaftlech Zesummenarbeit zustane komm ass, och de Schlëssel wäert sinn, fir d'Entwécklung um afrikanesche Kontinent weiderzibréngen.

Dës Iddi vun engem gemeinsamen europäesche Projet fir d'Entwécklungshëllef huet iwwer all déi Joren dozou gefouert, dass Europa a seng Memberstate méttlerweil gréissten Donateur weltwäit sinn, mat enger APD vu ronn 60 %, also ronn 60 % vun der weltwäiter APD stellen.

Dem Robert Schuman seng Wierder, déi sinn haut, ronn 70 Jore méi spéit, nach ëmmer vu grousser Aktualitéit. Europa brauch ee gemeinsame Projet fir Afrika, ee Projet, deem nei Antwerte bréngt op nei Erausforderungen. An dass Lëtzebuerg mat senger europäescher Tradition a laangjäregere Expertise eng dreiwend Kraaft vun dësem Projet kann a soll ginn, dat ass och eng Evidenz. Mir sinn net dee gréissten Akteur oder Donateur, mä mir hunn eng neutral Stëmm. Mir hunn eng Stëmm, déi gehéiert gëtt, eng Stëmm, déi vermëttle kann. Den héije Prozentsatz vun eiser Entwécklungshëllef mécht ons doriwwer eraus zu engem respektéierte Partner a mir kënnen doduerch eng net onwichtig Roll spillen, och op internationalem Terrain.

Den Accord vu Cotonou, also d'Partnerschafts-offkommens tëscht der EU an de Länner aus Afrika, Karibik a Pazifik, leeft am Februar 2020 aus an d'Verhandlungen iwwert dat zukünfteg Offkommens goufen am September d'lescht Joer lancéiert, fir en neie Vertrag da viraussichtlech an der zweeter Halschent vun dësem Joer kënnen ze ënnerschreiw.

Lëtzebuerg huet a wäert sech mat aneren „like-minded“ Länner besonnesch an d'Beräicher vun der Entwécklungszesummenarbeit, der Stärkung vun der Zivillgesellschaft, dem Gender, der sexueller a reproduktiver Gesondheet an de Rechter an deem Beräich, dem Schutz vun onbegleete Migrantekanner, der Landwirtschaft, der beruflecher Ausbildung, dem Notze vun de modernen Informations- a Kommunikationstechnologien fir Entwécklungszesummenarbeit an der Mikrofinanz.

Eng weider Äntwert op déi nei Erausforderunge soll dat neit europäescht Instrument fir Noperschaft, Entwécklung an internationaler Kooperatioun, de sougenannten NDICI, bidden. Déi vereinfacht Architektur vun dësem Instrument, déi steet fir Transparenz a fir méi Flexibilitéit, dës, fir mat enger breeder Palett a politeschen Optiounen déi aussepolitesch Prioritéite vun der Unioen besser kënnen ze vertrieden a virun allem och fir méi séier op nei Entwécklungen an der Welt kënnen ze reagieren.

An de Verhandlungen zum NDICI betount Lëtzebuerg ëmmer erëm, dass d'Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef virun allem an Afrika eropgesat muss ginn, dës fir den Ambitiounen vum Partenariat tëscht Europa an Afrika gerecht ze ginn.

An dësem Kontext verlaangt Lëtzebuerg och ëmmer erëm, dass d'Ustregunge fir d'Bekämpfung vun der Aarmut vum neien Instrument net dären a Fro gestallt ginn oder duerch aner Prioritéiten ersat ginn. Lëtzebuerg setzt sech derfir an, dass d'Memberstaten, awer och d'europäescht Parlament an d'Entscheidung mussen agebonne ginn an dass d'Kommissioun an d'Zukunft net eleng decidéiere kann, wat fir eng Aktivitéit finanzéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun méi Transparenz wäerte mir awer och hiheem schnellstméiglech der sougenannter internationaler IAT-Initiativ bäitrieden, déi fir eng méi oppen an transparent Entwécklungspolitik steet. Et handelt sech dobäi ëm gemeinsam Datennormen, déi duerch d'Initiative internationale pour la transparence de l'aide gefouert a festgesat sinn. Ech ginn net op den Detail dovunner an, well ech dovunner ausginn, dass vill vun lech wëssen, wat IATI ass. Wann dat net de Fall ass, kënn Der kucken, ech hat de Moien dozou getweet, e puer Temoignagen ënnert dem Thema „Why is it important?“ kënn Der lech gären ukucken.

Mä d'Transparenz op den Daten eleng geet och net duer. Gradesou wichtig wéi d'Quantitéit vun der Hëllef ass letztendlech hir Qualitéit an hir Effizienz. An als Kooperatiounsministerin gesinn ech et dofir als meng éischt Pflicht, dës effentlech Gelder och an d'Zukunft esou effizient wéi méiglech anzusetzen an eng méiglechst héich Wierksamkeet um Terrain domadder kënnen ze errechen.

Effizienz, dat ass och en Thema, dat Europa beschäftegt. Ech hu rezent gelies, dass laut eegene Schätzunge vun der Kommissioun duerch eng besser Koordinatioun tëscht de Memberstaten insgesamt bis zu sechs Milliarden Euro kéinten agespuert ginn an domadder natierlech fräigestallt gi fir aner Prioritéiten. Meng eege Prioritéit ass et dofir och, ons besteeënd Programmer op de Leescht ze huelen an etwaeg Optimisatiounspotenzial duerch eng verstärkt Vernetzung mat onsen europäesche Partner sur place ze identifizieren.



Zesumme mat onse Partner a Leit op der Plaz wäerte mer dofir eng éierlech Analys maache vun allem, wat gutt leeft, mä virun allem, an dat ass ganz wichteg, och vun deem, wat vläicht net esou gutt leeft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka meng Ried net ofschléissen, ouni vun engem ganz anere wichtege Partner ze schwätzen, an zwar vun eisen ONGen. Mat ronn 16 % vun eiser Aide publique au développement sti si net nëmme fir e feste Bestanddeel vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht, mä si sinn och ons Partner a si hu ganz aktiv an engem participative Prozess un der Formulierung vun eiser Strategie matgeschafft. Si sinn och déi, déi am noosten um Terrain schaffen, direkt bei de Beneficiairen. A si sinn och déi, déi ganz oft mat neien Iddien kommen, mat neie Konzepter kommen. Ausserdem zeechent sech eis lëtzebuergesch ONG-Landschaft duerch ee groussen Asaz vu Benevollen aus. An zemools deene Benevollen, déi sech Dag fir Dag heiheim an um Terrain asetze fir eng besser a méi nohaltege Welt, wëll ech vun dëser Plaz aus natierlech e grouse Merci soen.

Zesumme mam Cercle des ONG, deen dëst Joer seng 40 Joer wäert feieren, wäerte mer och weiderhin an d'Aarbecht vun onsen ONGen investéieren. De Cercle schafft ee Raum, wou si sech kënnen begéien an austauschen. An dës Synergie si wichteg, an ech encouragéieren all ONGen, sech och weiderhi fir esou eng Mise en réseau staarkzemaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ee leschten a fir mech perséinlech vläicht wichtigste Punkt, deen ech haut wëllt ervirhiewen: Nieft allen Efforten, déi d'Weltgemeinschaft iwwert déi lescht Jorzéngt gemaach huet, gëtt et ëmmer méi ersichtlech, dass déi klassesch Entwécklungshëllef un hir Grenze stéisst. D'Erausfuerrung ginn net méi kleng, am Géigendeel! An et ass dofir dréngend néideg, och an dësem Beräich éimzedenken an de Potenzial vun neien Technologien iwwert de Wee vun der Recherche voll a ganz ze exploréieren an och direkt an den Déngecht vun enger innovativer an enger méi nohalteger Entwécklungspolitik ze stellen.

An deem Sënn huet mech a menger kuerzer Amtszäit ee rezente Besuch zu München beim Innovation Accelerator vum World Food Programme, déi mir säit leschem Joer ennerstëtzen, ganz besonnesch inspiréiert.

Dëst ass eng Plattform, déi nei innovativ Approchen erméiglecht duerch eng iwwergräifend Zesummenaarbecht tëscht Betriber, ONGen, öffentlechen Träger a virun allem awer och jonke Leit a Start-ups, dëst mam Zil, komplett nei Weeër ze goen, fir den Hunger an der Welt ze bekämpfen.

Ech gleewe ganz staark drun, dass et dem Mënsch seng Kreativitéit letztendlech wäert sinn, déi zu neien Erkenntnisser a Léisungssätz wäert féieren, an dass mer nëmme ze gewannen hunn, wa mer alles wäerten dropsetzen, déi richteg Ramebedéngungen ze setzen, fir dës Kreativitéit virun allem bei eise jonke Matmënschen ze fuerderen an och fräizesetzen.

A grad op dësem Gebitt gesinn ech och fir Lëtzebuerg ganz vill Potenzial, fir e wäertvolle Bäitrag ze leeschten, well mir schonn haut international als Digital Nation bekannt sinn, well mer e groust Netz un Akteuren hunn aus alle Beräicher, déi ganz bestëmmt houfreg wäerte sinn, och an dës Richtung wäit iwwer eis Grenzen eraus mat eis zesummenzeschaffen.

Och wann ech elo eigentlech gär - mä ech weess, d'Zäit léisst mir dat net zou - op e puer Beispiller géif agoe vu ganz flotte Projeten, déi, zum Deel och duerch eis Finanzementer, vu München aus ugeduecht gi sinn, géif ech mech drop beschränken, ofschléissend just ervirhiewen, dass ech net méi spéit wéi de leschte Freideg ee gemeinsamen Opruff un d'Europäesch Kommissioun ënnerschriwwen hunn, deen ënner dem villversprechenden Numm „Digital for Development“ am Joer 2015, dat heescht enner eiser Présidence, vun e puer Memberstate lancéiert gouf an ee staarke Plädoyer ass fir e verstärkte Support an dës Richtung.

Dës Initiativ regruppéiert mëttlerweil scho 14 Signataire, Tendenz liicht steigend, an huet iwwert déi lescht Jore scho ganz vill Echoe fonnt. Ech freeë mech dofir ganz besonnesch, och onsem Land an deem Kader iwwert déi nächst Joren eng grouss Visibilitéit kënnen ze ginn. An ech sinn och absolutt iwwerzeegt, dass ons dat geléngt wäert.

Modern Technologien an Innovatioun sinn awer net nëmme Instrumenter, déi eis a verschiddene Beräicher zu neie Léisunge wäerten hëllef, mä si virun allem och ee wichtege Vecteur, fir eis Wäerter an dat, woufir mer an der Kooperatioun stinn, méi no un eis jonk Matbierger ze bréngen. Ech denken do natierlech ganz besonnesch u Schüler a Studenten,

an ech wäert dofir och dëst Joer fir d'Éischt en marge vun den traditionellen Assisè vun der Kooperatioun, déi am Dezember wäerte sinn, en Tech Challenge lancéieren zum Thema „She is equal“, fir dass mir och nieft onsen traditionellen Interlocuteurs vill méi bewusst d'Iddien an d'Usiichte vun deene jonke Generatiounen kënnen mat abréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gutt opgepasst beim Rapport iwwert de Budget. Den André Bauler hat eis e flott Zitat bruecht: „Den Zolwerknapp ass kee Parnass.“ Ech muss soen, dat huet mer vill ze denke ginn. Ech hat dat Bild ganz oft virun Aen, wéi ech déi Ried hei preparéiert hunn. Mä ech si fir mech zur Konklusioun komm, no deenen éischte Méint, dass mer ons net méi kleng solle maachen, wéi mer sinn, an dass grouss Change-menter ganz oft duerch kleng Ustéiss zum Droe kommen.

Jidder Einzelnen zielt, jidder Einzelne ka letztendlech och en Énnerscheid maachen. Vun dëser Plaz also nach eng kéier e ganz grouse Merci un déi vill Leit, déi d'Lëtzebuergesch Entwécklungszesummenaarbecht duerch hiren Asaz mat Liewe fëllen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech soen lech Merci fir d'Nolaschterchen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn der Madamm Kooperatiounsministesch Akt vun hirer Deklaratioun.

Mir kommen elo zur uschlëssender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, den Här Marc Angel, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

(**M. Paul Galles règle la hauteur du pupitre.) (Hilarité)**

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir hat nach ëmmer en Drang no uewen.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Jo, „Den Zolwerknapp ass kee Parnass.“

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Di Bartolomeo, den Här Galles huet d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech wëll lech soen: Ech hat och ëmmer en Drang no uewen.

(**Hilarité**)

► **M. Paul Galles (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Ministesch an hirer Equipé Merci soe fir hir Aarbecht an och fir dës ganz schéin an interessant Weltrees, déi mer grad elo gemaach hunn duerch déi verschidde Länner, an deene mer schaffen.

Erlaabt mer, mat enger klenger perséinlecher Erfahrung unzefänken! Virun aacht Joer war ech mat enger ONG vun däitsche Frënn am Burkina Faso, an entstane war déi ONG iwwerengs eng kéier 30 Joer virdrun aus engem ganz interessanten a spannenden Impuls.

E puer jonk Familljepappe sinn all Joer zesummen an d'Welt gefuer, wollten eng kéier an Afrika fueren an hu sech dunn iwwerluecht, dass se keen Tourismus verantworten kéinten, dee se géife maachen, ouni der Situatioun sur place seriö an d'A ze kucken. Resultat vun där Rees war eng kleng, awer immens motivéiert ONG, déi iwwer Jorzéngten am Burkina Faso tätég war a lues a lues och all déi Bedéngunge vun der Méiglechkeet geschafent huet, fir iwwerhaapt do eppes kënnen ze bewierken: d'Baue vu Stroossen a vu Pëtzer, Schoule fir d'Kanner, Projete fir d'Stäerkung vun der Roll vun der Fra.

Si hate mir eng kleng Roll op där Rees uvertaut, an zwar engersäits Iwwersetzer ze sinn tëschent deem afrikanesche Franséisch an dem lénschrhänneschen Däitsch, oft e Konschtwierk u Vokabelen, wann een dat probéiert ze iwwersetzen, an anerersäits ee Grupp vun 20 däitsche Gymnasialschüler ze begleeten, well hir zwee Lycéien eng Partnerschaft mat zwou vun de Schoule vun der ONG am Burkina hunn. An deene Gespréicher, deem Austausch, oft bis spéit an d'Nuecht, deem Schwätzen iwwert de Kulturschock, iwwert d'Aarmut, d'Rotlosegkeet, d'Bewonnerung fir de Courage vu ville Leit, a besonnesch am Gespréich iwwert déi beschte Methoden, fir dass Hëllef wierklech Zesummenaarbecht ass a wierksam ass, hunn ech fir d'Liewe geléiert, an och iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht!

A wat ech alles do gesinn hunn, hunn ech herno bestätegt gesi bei ganz ville Visitten, private Visitten, bei Projeten an der ganzer Welt, wéi zum Beispill am Burundi, a Südafrika, a Kolumbien, am El Salvador oder am Iran, ëmmer sinn ech erëm confirméiert gi vun dräi Saachen, déi ech do geléiert hunn.

Déi éischt: De Vocabulaire ass entscheidend. Mir schwätzen net vun Entwécklungshëllef, mä vun Entwécklungszesummenaarbecht. Dat bedeit zum Beispill, dass et ëm eng Partnerschaft geet op Aenhéicht, net ëm e liicht kolonialistesche Paternalismus à la: „Mir sinn déi, déi hëllef, an Dir sidd jo déi, déi Hëllef brauchen.“

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - Entwécklungszesummenaarbecht, Kooperatioun!

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Et bleift awer och, dass kee Projet ugefaange gëtt, ier en net mat der lokaler Bevëlkerung beschwat ginn ass, net eleng mat der Regierung oder de Gemengeverantwortlechen, mä mat allen anere Stakeholder, Betroffenen, Involvéierten, besonnesch den direkte Beneficiairë vum Projet. Dës Demarche vu Participatioun, vu Lauschteren, vu Verännerung a vun enger Iddi ass kee flotte Schän, mä d'Bedéngung, fir dass e Projet iwwerhaapt geléngt kann.

Ech hunn et selwer erlieft. Wann eng Strooss soll gebaut ginn, sollen d'Beneficiairë selwer entscheeden, wou a wéi, a solle selwer kënnen eng Hand mat upaken. Mäi Prinzip fir Kooperatioun ass dowéinst: „Ech entscheeden ni iwwer een, ouni virdru mat em geschwat ze hunn.“ Net Entwécklungshëllef, mä Entwécklungszesummenaarbecht!

Dat Zweet, wat ech geléiert hunn: d'Abanne vu Schüler, zum Beispill vun deenen, déi heiheim mat um Projet schaffen. Déi Leit, déi sur place waren, erliewen de Projet ganz anscht. Vill vun deene Jonken hunn deemools fir d'Éischte kéier extrem Aarmut erlieft a hu sech Gedanke gemaach iwwer hiren eegene Liewensstil. Dat ware Gespréicher vu Stonnen a vu Stonnen.

Wéi kann ech esou liewen, dass déi aner keen Nodeel dovun hunn? A woufir schéngt si souguer vläicht méi zefridden ze si wéi ech? A wéi kann ech mäi Liewen organiséieren, soudass ech hinnen iwwerhaapt nach an d'Ae ka kucken?

De Virdeel ass den Effet vun der Kohärenz, dee mer am Kader vun der Kooperatioun ëmmer erëm beschwieren. Mir kënnen net mat där enger Hand ginn a mat där anerer Hand erëm ewechhuelen. Mir kënnen net groussaarteg Gebaier aweien, fir dass Leit aus dem Niger net solle flüchten, wa mer gläichzäitig dozou bäidroen, dass de Klima esou ass, dass hinne bal keng aner Méiglechkeet bleift wéi fortzegoen.

Dat Drëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Kleng Projete si schéin a gutt, mä hannendru brauche mer eng grouss, staark, zielgerichte Strategie. Kooperatioun soll jo als Zil hunn, de Partner net vun eis ofhängeg ze maachen, mä ze stäerken. An et bedeit, net blann ze sinn. Alles dat, wat mer am Burkina deemools erlieft hunn, war immens beréierend a schéin. Mir si behandelt gi wéi Kinnekanner, mä zugläich muss een och dat gesinn, wat net geschitt.

An zwou kleng Erfahrungen hu mer dat gesinn.

Déi eng war, wéi mer eng kéier matten an der Nuecht duerch d'Wüst un der Grenz zum Mali gefuer sinn an e Platten haten, eng onheemlech, zugläich impressionnant an eben onheemlech Erfahrung. Impressionnant, well ech de Stärenhimmel nach ni esou gestache schaarf gesinn hu wéi do, an am Iran an der Wüst. Awer onheemlech, well mer genau bewosst ginn ass, dass trotz der Proximitéit vun e puer Dierfer keng Luuchten u waren. Et war stackdäischer, well kee Stroum do war. Dass et dat nach gëtt, ass eigentlech am 21. Jorhonert e Skandal.

An déi aner: Bei där immenser Hëtzt hunn ech et just ausgehalen dank enger knätschoranger Limonad, déi et och hei zu Lëtzebuerg gëtt an déi am Verglach dozou praktesch keng Faarf huet. Am Burkina ass se voller Faarf, Chemie an Zocker, fir mech iwwerliewenswichtig bei där Hëtzt. Mä wat seet dat aus iwwer hir Ernährung? Wat seet et aus iwwert dat, wat do iwwerhaapt ukënnt an hire Butteker? A wie weess, wéi gesond dat iwwerhaapt ass? Kleng Projeten, jo, mä hannendrun eng grouss Strategie ouni blann Flecken.

Dat huet mech net méi lassgelooss, déi doten Erfahrungen. Nodeems ech zrëck war, hunn ech extra nach e Fernstudium gemaach iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht. D'Konzept vun der Nohaltegkeet hu mer do ugewannt op

d'Entwécklungszesummenaarbecht. An ech kann lech soen, dat war emol e richtig spannenden Exercice, well dann op eemol alles e Sënn kritt a well op eemol eng Strategie entsteet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll versichen, dës dräi Prinzipien op eis Lëtzebuerg Kooperatiounspolitik unzewenden. Dat Éischt, Zesummenaarbecht a Participatioun, dat Zweet, Kohärenz an dat Drëtt, eng grouss a staark Strategie, multilateral an nohaltege.

Den éischte Punkt: d'Strategie. Do spille Volete wéi déi nei Nohaltegkeetsdefie fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, de Budget oder och d'Prioritéit vun der Entwécklungszesummenaarbecht eng Roll, d'Strategie vun eiser Lëtzebuerg Kooperatioun.

An et ass mer eng grouss Éier, fir kënnen am Numm vun der CSV-Fraktioun zu dësem Thema Stellung ze huelen, wat net nëmme menger Fraktioun a menger Partei ganz besonnesch um Häerz läit, mä och mir perséinlech, wéi Der scho gemierkt hutt. An et ass mer eng Eier, do e bëssen d'Fakel ze iwwerhuele vu menger Kolleegein, dem Nancy Kemp-Arendt.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Paul Galles (CSV).** - Et stëmmt, dass et am leschte Joer zu villen a schlëmmen humanitäre Katastrophe komm ass. Déi meescht sinn duerch mënschlech Konflikter ausgeléist ginn. Mä de Phenomeen vun der Klimaerwärmung provoziert och ëmmer erëm nei Katastrophen an dëser Welt. Dat alles weist schonn, dass déi traditionell Entwécklungszesummenaarbecht haut iwwerliefert ass an dass een nei Weeër muss goen, nei Gedanke muss denken. A genau déi sinn an der Agenda 2030 festgehale ginn, déi eng gemeinsam nohaltege Entwécklungspolitik soll guidéieren.

D'Nohaltegkeet kann een zum Beispill esou definéieren: eiser Generatioun hir Bedierfnesser esou zefriddestellen, dass déi nächst Generatiounen op dëser Welt kënnen liewen an op hir Bedierfnesser kënnen agoen. Si bedeit dann eng intergenerationell Gerechtegkeet, dat heescht, tëschent deene jonken an deene méi eelere Generatiounen, an eng intragenerationell Gerechtegkeet, also dass déi, déi gläichzäitig op dëser Aerd wunnen, sech géigesäitig liewe loosse. „Together first“, multilateral.

Dës Grondiddi vun der sozialer, ekologescher an ekonomescher Gerechtegkeet ass elementar, well et hei ëm d'Zesummenaarbecht geet, ëm d'Basis vun all Strategie, déi am Zesummeklang ass mat deene Valeuren, déi mir an der CSV liewen a verteidege wëllen. Esou soll et och eng zäitgeméiss Strategie si fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, déi alignéiert ass mam Plan national pour un développement durable souwéi och mat de sougenannte 17 Objektiv, déi an der Agenda 2030 ugi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklungszesummenaarbecht ass jo an der Vergaangenheet primär iwwer finanziell Spréte gehandhabt ginn, sief dat iwwer eng effentlech finanziell Bedelegung oder iwwer privat Donen. Dës Sue si weiderhin natierlech fundamental wichteg, ouni si geet et net, och wa se elo an engem aneren, näamlech an engem nohaltege Kontext musse gesi ginn.

Kucke mer fir d'Éischt eng kéier op dës Suen an op hire Gebrauch am Sënn vun enger nohalteger Entwécklungszesummenaarbecht. Well d'Fro ass jo: Wat geschitt da mat den effentleche Suen, déi fir d'Entwécklungszesummenaarbecht ausgi ginn? Et brauch een eng Strategie. Et brauch ee kloer definéiert Ziler. An et brauch ee méiglechst och e Suivi an e Bilan.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu virun dräi Wochen hei an der Chamber iwwert de Budget 2019 debattéiert. Meng Fraktioun huet sech och mam Volet fir d'Kooperatioun am Detail ausenanergesat. A wann een dës Chiffere global eng kéier liest, gesäit een, dass d'Regierung sech virgeholl huet, souwuel fir dëst Joer wéi och fir déi Joren duerno 1 % vun eisem RNB an d'Entwécklungszesummenaarbecht ze investéieren. Mir ennerstëtzen ausdrécklech dës Politik. Deen Taux ass och fir d'Éischte kéier enner engem CSV-Minister erreicht ginn an zënterhier och vun de Regierungen duerno bäibehale ginn.

Gutt fanne mer ausserdem, dass an deem Budget weder d'Ausgabe fir d'Lutte géint de Klimawandel nach d'Depensé fir d'Flüchtlingskris matgezielt ginn, wat an anere Länner, déi och ganz virbäi stinn, wat d'Aide publique au développement ugeet, awer de Fall ass. Et wär dohier awer interessant ze gesinn, op wéi vill de Lëtzebuerg Taux da géif kommen, wann een dese Budget matrechne géif.

Eis Partei steet och weiderhin hannert dem Prinzip vun den dräi „D“en, Diplomatie, Defense an Développement. D'Entwicklungsze-summenaarbecht ass en Deel vun der Verdee-degungs- a Sécherheetspolitik an ëmgedrëit en Deel vun eisem insgesamt positive Positionnement an der grousser Weltgemeinschaft. All Effort an der Entwécklung soll och der allgemenger Sécherheet déngen. Dëst Joer sollen iwwer 346 Milliounen Euro an déi sougenannte Coopération au développement et action humanitaire fléissen, dat si bal 20 Milliounen méi wéi dat viregt Joer.

Mir schwätzen also hei definitiv net vu klengen Montanten. A wann ee méi an d'Detailler kucke geet, fällt engem och op, dass et eng gewësse Kontinuitéit par rapport zu de Jore virdru gëtt, ausser dass déi jeeuweilg Montanten ajustéiert ginn, wéi beispillsweis dee vum Fonds de la coopération au développement oder den Deel, deen den ONGen zeguttkennt.

Dat Eenzegt, wat eis opfällt am Pluriannuel, an deem et och eng Evolutioun bis 2022 gëtt, ass de Montant fir dat nächst Joer 2020, deen, relativ gesinn, nëmme ganz liicht no uewe geet. Wéi ass dësen Trend ze erklären?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Donnéeën aus dem Budget sinn awer net eleng ausschlaggebend, well nieft dem Budget brauche mer natierlech och konkret Aktiounen a Prioritéiten, fir dës Aktiounen strategesch ze exekutieren. D'Regierung huet sech och Prioritéite gesat: un éischter Stell d'Bekämpfung vun der extremer Aarmut. Och dat féint eis voll Ënnerstützung esou wéi schonn an der Vergaangenheet. D'Ziler si sensiblement déiselwecht bliwwen, d'Methodologie huet par contre e bësse geännert. Hei géllt et och an Zukunft, ze weider ze adaptieren.

Ech wëll awer trotzdem kritesch hannerfroen, wéi déi Prioritéit vun de PMAen definéiert gëtt. Wann ech richteg verstinn, gi mer vun enger OECD-Lëscht aus, déi d'Länner un hirem PIB misst. Ass deen eenzege Kritär net an der Tëschenzäit anachronesch? Misst een am Sënn vun der Nohaltegkeet net och den Indice du bien-être oder den Indice du développement humain derbäihuelen? Well an deem räichste Land kanns de ëmmer nach aarm si wéi eng Kierchenaus.

D'Regierung wëllt mat enger multidimensionaler Approche virgoen a véier Thematiken: den Accès op qualitativ sozial Déngschtleeschungen, déi sozioekonomesch Integratioun vun de Fraen a vun deene Jonken, d'Governance inclusive an den nohaltege Wuesstum.

Am Regierungsprogramm steet am Kapitel iwwert d'Entwicklungsze-summenaarbecht op ville Plazen, dass d'Efforten, déi zum Deel scho gemaach gi sinn, weidergefuert musse ginn, och wann net ëmmer konkret derbäistee, wat genee gemengt ass. An et stinn och méi kritesch Elementer am Koalitiounsprogramm, wéi zum Beispill d'Accorde mat de sougenannten AKP-Staten, Afrika, Karibik a Pazifik.

Madamm Ministesch, Dir sidd elo just ganz kuerz drop agaangen, an et géif eis dach interessieren, wéi d'Regierung gewëllt ass virzegoen, a virun allem, wat si an deem Kontext virschléit, fir sech déi zukünfteg Accorde mat deene Länner virzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech dreiweng eng kruzial Fro viru mer hier. Mir dierfen nämlech net dee groussen Kontext vun all dësen budgetäre Froen aus den Ae verléieren: eng staark Strategie. An do si mer trotz all deem, wat ech elo erwänt hunn, der Meinung, dass se net staark genuch an net visionär genuch ass. D'Stratégie générale ass virun allem een „Weider esou“, e Bekenntnis zu deem, wat scho leeft, also keng consequent nohaltege Ëmstellung en fonction vun de groussen Themen Ëmwelt, Klima, Migratioun. Si ginn zwar erwänt als inhaltlech Sujeten, mä spille se strategesch tatsächlech eng Roll? Well dat Spannend um Konzept vun der Nohaltegkeet ass jo net nëmme, dass mer déi eenzel Sailen huelen, Economie, Ekologie a Soziale, an à la „Milchmädchenrechnung“ kucken, wat alles do drapass, mä si musse sech jo géigesäitig inspirieren, kritesch hannerfroen an zu ganz neien Iddien kommen.

Well wat geschitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer esou wéi am Moment an der Strategie générale keng Indicateuren an och keng Timetablen hunn? Mä wat geschitt, wann een déi doten Themen zu Schlüsseltheemen mécht? Da kritt een e ganz neien Usz. Da mécht ee sech bewusst, dass Kooperationspolitik fir ee Land, wat net duerch eng Arméi Aussepolitik mécht, de Kinnekswee ass, fir an der internationaler Gemeinschaft aktiv ze

sinn. Dann ass et voluntaristisch gestalte Politik mat groussen Uspréich. Da gi mer eis bewusst, dass mer immens vill Suen investéieren an dass d'Parlament grondsätzlech der Kooperationspolitik positiv a wohlwollend géintwuersteet.

An da weess een, dass ee perfekt Konditiounen huet, fir eng grouss Roll ze spillen, mat enger grousser, staarker Strategie, mat Ambitiounen. Mä da wëlle mir am Parlament och méi Bilanz, méi Accountability iwwert d'Resultater. Mir wëllen och grondsätzlech d'Méiglechkeet hunn, nach méi Moyene fréi ze maachen, wann eis dat richtig erschéngt.

An da si mer glécklech ze schätzen, dass mer esou vill engagéiert ONGen hunn, vun deenen der eng ganz Rei haut och hei op der Tribün präsent sinn an och all déi aner, déi et hei am Land gëtt. Mä da gestalte mer doriwwer eraus déi international Zesummenhäng mat. Mir zéie mat un de Seeler. Da gi mer net dervun aus, dass mer Almosepolitik bedriewen, mä dass mer zum Beispill wirtschaftlech Entwécklung wierklech férdere.

An hei géif ech och ganz gären nofroen, wéi d'Madamm Minister déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht gesäit, wat fir eng Ziler Lëtzebuerg dobäi verfollegt an ob se déi als ambitiéis astuufft. An et geet mer wierklech hei ëm de wirtschaftleche Punkt, well wa mer Ambitiounen hunn, da wëlle mer deene Länner, mat deene mer zesummeschaffen, eng Visioun bidden als Konsequenz vun eiser Zesummenaarbecht.

Zwee Beispiller, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen dat mat der Visioun verdäitlechen.

Dat éischt: De Choix vun eise Partnerlänner muss strategesch, clever a staark sinn. Mir verstu gutt, dass et net einfach ass a besonnesch d'ONGe belaauscht, wann d'Partnerlänner wiesselen. Et ass awer och novollzéibar, dass ee sech bei engem Partnerland wéi Nicaragua am Moment Gedanke mécht. Prinzipiell fanne mir et gutt, dass mer eis virun allem konzentréieren op déi siwe Pays ciblés: Burkina Faso, Mali, Niger, Cap-Vert, Senegal, Laos an Nicaragua. Lëtzebuerg huet hei exzellente Erfahrung gesammelt a ka stolz sinn op d'Projete mat deene Länner.

Mä eng Fro, déi ech der Ministesch awer gäre géif stellen, ass, firwat mer dann net am Tschad an a Mauretanien an Harmonie mat de G5-Sahel-Länner kéinte kollaborieren, wuel wëssend, dass d'Situatioun politesch do net iwwerall einfach ass. Vun de sougenannte G5-Sahel-Länner gehéieren der dräi zu eisen Zillänner, eben Niger, Burkina Faso a Mali. Woufir net och den Tschad a Mauretanien? Well da kéinte mer gezielt schaffen, openaner ofgestëmmt mat anere Geberlänner zesummen am Interessi vun enger ganzer Region, strategesch nohaltege eben.

Ech kommen nach drop zrëck, mä ech wëll am Kader vun der Fro vun de Partnerlänner nach zwou aner Froen lassginn. Déi eng: Viru méi Laangem ass eng Keier vum Kosovo a vum Myanmar geschwat ginn, fir déi zwee Länner erëm an d'Lëscht vun de Partnerlänner opzuehuelen. Däerf ech froen, ob déi Fro definitiv tranchéiert ass? An déi aner: De Grand-Duché huet seng Partnerschaft mam El Salvador opgehale, well d'Land sech um wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Niveau rasant weiderentwéckelt huet säit den 90er Joren. Eng gréisser Gesondheetsreform an de leschte Joren huet derfir gesuergt, dass d'Leit an den ärmste ländleche Regionen och Accès op d'Grundversuergung kritt hunn. Mä mir sollten dat Land net ganz aus den Ae verléieren, zesumme mat eisen ONGen.

Wéi et an engem Artikel an „Brennpunkt“ geschriwwen gëtt, géllt dat Recht net méi fir eng Fra mat enger Schwangerschaft a haut risque. Et ass awer leider net rar an deem Land, dass jonk Meedercher vun néng, zéng oder eelef Joer schwanger sinn. De Stat hëlleft hinnen zwar wuel ab der Gebuert vun hire Kanner, mä de mentale Schued an d'Liewensperspektive vun deene jonke Frae ginn hinnen ewechgeholl. An dat gëtt dobäi net betruuecht. Doderch ginn et awer ëmmer erëm nei Suicidien bei deene jonke Meedercher. Dat Land also, wat sech esou séier weiderentwéckelt huet um wirtschaftlechen a soziale Plang, schéngt trotzdem nach wäit ewech vun engem moderne Stat, wou d'Gläichberechtigung eigentlech net méi a Fro gestallt dierft ginn.

An ausserdeem sinn am El Salvador d'Korruptioun an d'Mordquot nach immens, immens héich, a besonnesch vill Jonker sinn als Affer betraff. Wannechgelift den El Salvador net ganz aus den Ae verléieren! An d'Fro och: Wéi gesäit da grad an deem Land d'Exitstrategie aus?

Dat zweet Beispill fir eng erneiert, staark, visionär Strategie, an ech kommen domat zrëck an d'Sahel-Region, ass dat heiten. Eise finanzielle Support ass immens héich, relevant, mä

eis „human ressources“ relativ am Verglach dozou schwach. Mir hunn deelweis just e Chef de bureau sur place. Wier et do net Deel vun enger ganzheetlecher, nohalteger, cibléierter Strategie, fir eng regelrecht Kooperationsdiplomatie opzebauen, déi den Numm och wierklech verdéngt, mat genuch kompetente Leit, mat Ressourcen a Strukturen, a mengtewegen och mat enger Ambassade?

Ech bleiwen einfach emol an dëser Géigend, déi ech mer dëst Joer emblematesch erausgewielt hunn, fir den Iwwergang zu mengem zweeten Thema, nämlech dee vun der Zesummenaarbecht a Participatioun, wou mer eigentlech scho längst amgaange sinn, weider auszuféieren. Heizou gehéieren Theme wéi eben déi vun de Partnerlänner, den Asaz vun den ONGen, besonnesch och fir d'Menscherechter, an esou méi konkret Froe wéi Good Governance, Mikrokreditter an nohaltege Energie. Well wann een eng staark Strategie huet, schéngt mer dat déi Schlüsseltheemen ze sinn, fir dass Entwécklungsze-summenaarbecht wierklech als Partnerschaft funktionéiert.

Ech féieren dat aus, virun allem eben unhand vum afrikanesche Kontinent mat senger ville wonnerschéine Länner a staarke Leit, mat esou enorm ville Kulturen a Ressourcen, well et Héichrechnunge gëtt, déi soen, dass am Joer 2100 40 % vun de Mënschen op der Welt aus Afrika stamen. Wann et esou weidergeet, nach 4 % aus Europa. An eiser Europapolitik zum Beispill fuerdere mir och e Marshallplang, ee regelrechte Marshallplang fir Afrika. Afrika duerchlieft am Moment eng kruzial Zäit, gëtt duerch eng Strategie vu China a Russland beafloosst, déi net vill mat Zesummenaarbecht ze dinn huet. A mir mussen als Europa an als Lëtzebuerg matten an Europa mat enger staarker Visioun eis Zeeche setze fir en Émgang mat Afrika, dee mir würdeg fannen.

An Ärer Strategie gëtt zum Beispill Tunesien opgeholl als „pays à projets“. Et wier jo absolute Blödsinn, et zu engem Zilland ze erklären. Mä mat enger ambitiöser Strategie wär awer esouguer nach méi ze bewierken, nämlech, wann een d'Maghrebstate kéint als Partner fir ee gemeinsamt Engagement fir de Sahel gewannen. Zum Beispill zesumme mat de marokkaneschen an tunesesche Banken ee Bankesektor opbaue mat Know-how vu Lëtzebuerg. De mobile Banking méiglech maachen. Woufir net mat enger Rei afrikanescher State cogeréiert wirtschaftlech Zonen opbauen, mat engersäits Lëtzebuerg an/oder der EU an anersäits dem afrikanesche Partner? Ee gemeinsame legislative Kader, eng gemeinsam Verwaltung, soudas d'Regelen net einfach esou vun haut op muer emol kënnen änneren, wéi vill Investoren aus Europa et fäerten a sech do-wéinst eben net engagieren. An dat alles mat Know-how vu Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genau dat ass dach dee sprangende Punkt, dass d'Lëtzebuerg Wëssen a Kënnen an der Entwécklungsze-summenaarbecht Wierkung weisen. Mir kënnen jo eng „consultance bienveillante de gouvernance“ ubidden. Mir hu jo schonn historesch Erfahrung mat de Sécurité-socialen. Mir hunn Expertise an der Gesondheet, och am ICT-Beräich.

Ech wëll an deem Kontext net vergiessen, dass an der Strategie d'Plattform emergency.lu, déi säit 2010 besteet, soll mat enger neier Generatioun Missioun geschéckt ginn, fir a Katastrophegebiddere den Telekommunikatiounsreseau esou séier wéi méiglech nees op d'Been ze stellen. Mir fannen dat nach wie vor eng super Initiativ, well et eng konkret a modern Aart a Weis ass fir ze hëllefen, mat enger Technologie, an där Lëtzebuerg ee vun de Virreider ass. Och dat ass iergendwéi Nation Branding.

Mir kënnen d'Regierung bei der Weiderféierung vun där Plattform also nëmme ausdrécklech ënnerstëtzen. Just nach eng kleng Remark. Et stoung näischt am Budget iwwert déi nei Generatioun vun emergency.lu, an dofir wollt ech nach eng Keier nofroen, wéini dat geplangt ass a mat wat fir engem Budget do geschafft wäert ginn.

Wat fir aner Theme stelle sech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Zesummenhang mat enger staarker, innovativer Strategie, ëmmer nach um Beispill Afrika? Ech wëllt kuerz eppes soen zu Good Governance, Mikrokreditter an nohalteger Energie, well et Lëtzebuerg Atoute sinn.

Zu Good Governance: Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problemer bei den Ursachen upaken, esou heescht et, net waarden, bis esou vill Leit de geféierleche Wee iwwert d'Mëttelmier oder iwwer aner Routë versichen ze maachen. Dat geet jo net vun haut op muer an dat geet och net einfach just mat enger Enveloppe mat Suen dran.

Ganz ofgesinn dervun, dass et schued a politesch inakzeptabel wär, wa Kooperationspolitik just eng Funktioun vun der Migratiounspoli-

tik wär, ass et och wesentlech, dass net nëmme d'Geldgeber, fir et emol esou auszdrécken, sech zesummen un en Dësch setzen an decidieren, wat de Beneficiaire mat de Sue soll oder muss maachen.

Entwécklung vun engem Land geschitt vu bannen eraus, net vu bausse. „Hilfe zur Selbsthilfe“ ass dat Stéchwuert fir déi nei, modern, nohaltege Entwécklungsze-summenaarbecht, Opbau vu bannen eraus. Well och nëmme dann, wann all Akteur op béide Säiten, an d'Regierungen, déi betraff sinn, matmaachen an derfir suergen, dass déi eege Bevëlkerung Profitt aus där Hëllef kann zéien an doduerch hir Wirtschaft selwer kann ukuerbelen an en nohalteger, soziale System kann opbauen an assureieren, selwer kann erwirtschaften, Wuesstum maachen, nohaltege Wuesstum, dann hu mer wierklech eppes bewierkt.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - Good Governance ass dofir d'Viraussetzung. Et erkennt ee se u funktionierende Verwaltungsstrukturen, der Rechtsstaatlechkeet, der Transparenz, der Verantwortlechkeet vun de Regierenden, der Bekämpfung vun der Korruptioun an dem Respekt vun de Mëscherechter. Good Governance, ronderëm dës Prinzipie kann ee Land sech entwéckelen.

Dat bedeit dann awer och, dass mer den „brain drain“, en Thema, wat vill behandelt gëtt, verhéieren, dass mer zum Beispill Joint Ventures agi mat Universiteiten iwwer Theme wéi Educatioun an der Gesondheet, fir dass hir kompetent Leit genuch Grënn fannen, am Land ze bleiwen an et mat opzebauen. Et bedeit awer och, mat sougenannten „change agents“ an der Zivillgesellschaft op d'Sich ze goen no sougenannten „sleeping beauties“, deene Mënschen, mat deenen ee konstruktiv schaffe kann a vun deenen nach keen eppes wousst.

Den Direkter vun SOS Faim seet, dass de Modell vun der Agriculture familiale den Hunger op der Welt kéint stoppen. An hei huet d'Ministesch eppes ganz Richteges gesot an engem Interview: Et geet hei net drëms, einfach mat der Strenz Suen ze verdeelen, fir aneren ze hëllefen. Neen, et soll de Leit an de Gesellshaft gehollef ginn, sech selwer ze entwéckelen a selwer hire Revenu ze schafen, fir dass se am Endeffekt op keng Hëllef vu bausse mäi ugewise wäeren. Dat kléngt ganz gutt an ass natierlech immens begreissenswäert. An awer muss genau dat doten och ëmgemat ginn! An do si mer gespaant, wat de Bilan wäert sinn.

En anert zentraalt Thema, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat vun der nohalteger Energie. An engem interessanten Artikel iwwert d'Stroumversuergung an Afrika huet de Mathias Kamp, den Direkter vum Auslandsbüro vun der Konrad-Adenauer-Stiftung am Uganda, geschriwwen, dass hautdesdaags nach 600 Milliounen Mënschen an Afrika ouni Stroum liewen - 600 Milliounen Mënschen! Et ginn och hei natierlech Differenzen, wann een zum Beispill e Land wéi de Südsudan hëlt, do hu knapps 9 % vun der Populatioun Accès op Stroum. An domat läit dee Kontinent ganz wäit hannendran. An natierlech leien déi ärmste Regione grad an de ländleche Géigenden, an deenen et quasi keng elektresch Versuergung gëtt. A souguer wann eng do ass, heescht dat nach net, dass se fiabel ass an dass se ëmmer funktionéiert. Et kënn ganz oft zu Stroumausfäll. Dofir gëtt op ville Plazen nach ëmmer mat Dieselgeneratore geschafft, fir d'Energie op deem Wee ze kriegen, déi awer, wéi mer all wëssen, extrem ongesond sinn an ëmweltschiedlech an alles anescht wéi nohaltege.

Wat awer de gréisste Paradox bei där Geschicht ass, dat ass wuel de Fait, dass Afrika de Kontinent mat de meeschten Energiereserven ass. Wéi ass dat ze erklären, dass do, wou d'Rohstoffe fir d'Energieversuergung en masse sinn, déi Leit, déi do wunnen, se am mannste benotze kënnen? Ech schwätzen hei net nëmme vun Aerduelech, mä selbstverständlech och vun der Sonnenenergie. Hei ginn et vill Grënn, seet de Mathias Kamp, sief dat finanziell Barrieren, falsch wirtschaftspolitesch Orientierungen, ze vill Fokus op den Export, ineffikass Verwaltungen oder sief et nach Korruptioun a schlecht Regierungsféierung.

Et gi keng anstänneg Kraaftwierker an och keng effikass Stroumnetzer, fir eng flächendeckend Versuergung ze garantieren. An dat féiert dann dozou, dass d'Stroumpräisser fir déi Eenheemesch extrem deier ginn an dass eng grouss Majoritéit vun de Leit a Betriber nach op Kuel, Uelech oder Gas zrëckgräifen an hirem Alldag. Erneierbar Energie mäachen also leider eréischt e ganz geréngen Deel aus.

E Rapport vum Africa Progress Panel gesäit viraus, dass eréischt 2080 de ganzen afrikanesche Kontinent mat Elektresch versuergt kéint sinn. 2080, dat sinn nach 61 Joer! An et ass net nëmme d'Wirtschaft, déi dorënner leit, och de

ganze Schoul- a Gesondheessektor brauch Stroum, fir kënnen ze funktionéieren. Et stierwe méi Leit un de gesondheetleche Folge vum Kueleverbrauch an Afrika wéi un Aids an u Malária.

Et sief dann hei och nach drun erënnert, dass den Accès op modern, bezuelbar an nohalteg Energie fir jiddwereen eent vun den Entwécklungsziler am Kader vun der Agenda 2030 ass. An d'Weltbank gesäit d'Zil als ee fundamentaalt, well 125 vun den 169 Ziler vun der Agenda en direkten oder indirekte Bezuch hunn zur Energieversuergung.

Fir de Klimawandel spillt Afrika am Verglach zu den anere Kontinenten eng ganz kleng Roll, muss awer bäi Wäitem méi mat de Konsequenze liewe wéi aner. Also och dohier den Opruff un déi international Communautéit, fir an innovativ Léisungen ze investéieren, spréich an nohalteg Energien!

Afrika kéint e Virreider ginn, well et den éischte Kontinent kéint sinn, dee sech integral aus erneuerbarer Energie kéint versuergen, esou den däitschen Entwécklungsminister Gerd Müller. Hei hätt emol eng Kéier Afrika d'Chance, den Éischten an der Rei ze sinn. Mir géifen eis wënschen, dass een déi Chance net verpasst. An do muss jiddweree mat un engem Strang zéien, mir och. Vill afrikanesch Länner si sech deem Potenzial och bewusst a si schonn an déi Richtung gaangen.

Op der Paräiser Klimakonferenz am Joer 2015 ass en zentraalt Instrument geschaf ginn, an zwar d'Initiativ fir erneierbar Energien an Afrika. Hei solle bis 2030 bis zu 300 Gigawatt Energieerzeugungskapacités opgebaut ginn. Éleng Däitschland dréit mat dräi Milliarden US-Dollar déi gréisst Kontributioun bäi. D'USA hunn ënnert dem fréiere President e Programm „Power Africa“ opgestallt, deem iwwer en „public-private partnership“ eng 50 Milliarden Dollar fir Investitiounen an den afrikaneschen Energiesektor kanaliséiere soll. Et soll trotzdeem net duergoen, fir d'Ziler ze errechen, well d'Privatwirtschaft nach net staark genuch Deel dovun ass. Och si brauch eng gewësse Sécherheet.

Hei sinn also och nach ënner anerem déi be-
traffte Regierunge sollicitéiert, fir d'Investitiounsklima ze férdere iwwer eng méi zouverlässig Reguléierung, eng rechtsstaatlech Sécherheet, Transparenz, administrativ Vereinfachunge souwéi d'Bekämpfung vun der Korruptioun. An op där anerer Säit sinn natierlech och déi westlech Länner gefuerdert, nach méi Ureizer ze schafen, fir dat privat Kapital ze mobiliséieren. Dat kéint Deel si vun enger staarker, visionärer Strategie.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ee Wuert zu de Mikrokreditter. Et ginn esou vill méi Méiglechkeeten hautdesdaags, fir Hëllef unzëbieden, ouni onbedéngt sech mussen ze deplacéieren. Mir sinn am digitalen Zäitalter an déi ganz Welt soll dovunner kënnen profitéieren. Doduerch kann och schonn een Eenzege viles bewegen oder a Bewegung bréngen, besser gesot, wéi zum Beispill via Mikrokreditter, wou iwwregens Lëtzebuerg ee vun de wichtegste Standuerter ass.

Do si mer da bei den neie Méiglechkeeten, wat d'Entwécklungszusammenaarbecht ugeet, déi och e Paradigmewissel kënnen duerstellen. Doriwwer hunn ech en interessanten Artikel vum Stefan Kunzman an der „Revue“ gelies, wéi een digital géint d'Aarmut ka virgoen. Déi modern, also digital Technologie spillen och eng grouss Roll fir d'Entwécklungslänner. Eng dovunner sinn d'Mikrokreditter, déi am Verglach zu de méi traditionelle Kreditter de Wee méi séier op d'Plaz fannen. Et muss ee sech net all Kéiers deplacéieren, wat a Katastrophegebidder heiansdo extrem schwierig oder guer net méiglech ass.

Dës Kreditter ginn an der Regel fir Aktivitéite mobiliséiert, déi e Revenu generéieren, soudass also net nëmme de Mikrokreditt, also e relativ kleng Betrag, séier zrëckbezuelt ka ginn, mä och nach dem Akteur oder besser nach engem ganze Sektor gehollef gëtt, selbstänneg op d'Been ze kommen, „Hilfe zur Selbsthilfe“. Et muss een hei och onbedéngt un déi ländlech Regiounen denken, oder virun allem un déi, well en technologesche Wandel och do extrem wichtig ass, notament fir d'Bauern.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir mierkt, et gëtt immens viles ze soen zu de Fokusthemen Good Governance, nohalteg Energie a Mikrokreditter. Et gëtt immens vill ze ënnersichen an et gëtt immens vill Entscheedungen ze treffen. Mä wann et dauerhaft eppes bréngen an en Ënnerscheid maache soll, muss mer mat eis selwer kohärent sinn an net mat där enger Hand ginn a mat där anerer huelen.

An domat sinn ech elo bei mengem drëtten a bei mengem leschte Punkt. Et ass schonn dacks an de leschte Jore gesot ginn: D'Entwécklungspolitik vun haut respektiv vu muer muss eng

ganz aner sinn an eng ganz aner gi wéi déi vu gëschter. Dat wëllt heeschen, dass een esou eng Politik an Zäiten, wou d'Gesellschaft an d'Technologie sech rasant weiterentwickelen an d'Welt ëmmer méi komplex gëtt, regelméisseg muss op hir Effikasitéit préiwen an den neie Realitéiten upassen, fir déi nei Problemer - Stéchwuert Klimawandel - mat den neien Technologien - Stéchwuert Digitalisatioun - ze léisen, an zwar nohalteg!

Sécherlech sinn och vill Progrésen ze verzechen. Déi allgemeng Aarmut ass wuel erfogaangen, och wann d'Inegalitéiten nach ëmmer extrem sinn a souguer nach méi grouss gi sinn a verschiddene Regiounen. Et ginn haut vill méi Kanner an d'Schoul an déi allgemeng Gesondheetslag huet sech och weltwäit verbessert. Dat ass wouer. Trotzdeem ass de Misär leider nach net aus der Welt an et kënnst ëmmer erëm nees neien derbäi, sief et duerch Biergerkriicher, sief et duerch Krankheeten, sief et duerch Klimakatastrophen.

Mir wëssen haut, dass viles, wann net esouguer alles matenee vernetzt ass. Net fir näischt gëtt ëmmer nees an deemem Kontext vun der „cohérence des politiques“ geschwat. Jiddwereen ass dobäi concernéiert a jiddweree soll a muss och säin Deel dozou bäidroen a kohärent Politik maachen. All Politikfeld ass be-
trafft, sief dat d'Émwelt, de Logement, d'Finanzplaz, d'Travaux publics, d'Energie an esou weider. Dofir hu mer och 2012 de Comité interministériel pour la coopération au développement an d'Liewe geruff.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Ministesch d'Fro stellen - déi dee Comité jo présidéiert -, wéi si domadder fiert an ob si deem effikass fënn, ob dese seng Roll suffisamment spille kann oder ob do Adaptatioun misste gemaach ginn, a wa jo, wéi eng dat sinn, an och, wéini se géife gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Spigel vun der Kohärenz, dee gëtt eis allermeeschtens vun den ONGen virgehale, zum Beispill am Barometer vun den „Fair Politics“. Et sinn der vill, där ONGen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi vum Stat ënnerstëtzt ginn. Ech kennen do d'Zuel vun 95. Eleng si gesinn, wéi d'Realitéit an de be-
treffene Regiounen a Länner ausgesäit an agéiere konkret op deem Terrain. Et ass keen einfachen Job a kann och fir d'Leit, déi sech do asetzen, richtig geféierlech ginn. Et sief all deene Fraen a Männer, déi sech do all Dag asetzen, fir deenen ze hëlfe, deenen et net gutt geet, e ganz grouss Merci ausgedréckt!

Et ass nëmme normal, dass d'Politik deene Leit och en adequate Kader offréiert a finanziell Moyene gëtt. Eis Regierung huet an deem Kontext Enn Januar nach siwen nei Accord-cadren ënnerschriwwen, fir op insgesamt 24 Stéck ze kommen. Dat entsprécht engem Budget vu 36 Milliounen op fënnf Joer, a mir sinn der Meinung, dass dës Gelder sécher ganz gutt ugeluecht sinn.

Vill Mënsche setze sech och fir de Respekt vun de Mënscherechter an, déi sougenannt „Mënscherechtsverteideger“, déi extrem wichtig sinn an enger Welt, déi ëmmer méi komplex gëtt, wou d'Inegalitéiten och ëmmer méi grouss ginn, fir déi fundamental Mënscherechter, déi viru 70 Joer ancréiert gi sinn, ëmmer nees ervirzehiewen an derfir ze kämpfen. Wéi d'Julie Smit, Member aus der ASTM, an engem Artikel schreift, war 2018 net nëmme de 70. Gebuertsdag vun der Mënscherechtsdeklaratioun zu Paräis, mä och den 20. Gebuertsdag vun der Deklaratioun iwwer d'Verdeedeger vun de Mënscherechter. Laut enger Organisatioun sinn am Joer 2017 net manner wéi 312 verschiddene Länner ëm d'Liewe komm. Dat ass dramatesch!

A firwat ass dat esou? Oft ginn dës Leit vu korrupte Systemer einfach als Terroristen oder Statsfeinde bezeecht a ginn doduerch aus dem Verkéier gezunn. Et kënnst awer och vir, dass se um Terrain selwer konfrontéiert gi mat geféierleche Banden, déi se monddout maachen, menacéieren oder kalbiddeg ëmbréngen. Ganz oft gëtt et dann och nach vertuscht.

An hei gëtt et dann och e Rapporteur, dee mandatéiert gëtt, fir regelméisseg e Bericht iwwer d'Situatioun vun den Aktivisten, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen, ze maachen a mat Regierungen en Dialog ze féieren, fir Strategien ze entwéckelen, fir den Aktivisten e bessere Schutz ze garantéieren. Dee Rapporteur huet awer just e limitéierte Pouvoir. Wann zum Beispill eng Regierung refuséiert, mat deem a Kontakt ze kommen, da passéiert dat, wéi dat zum Beispill de Fall op de Philippinen war.

Den aktuelle Rapporteur, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Michel Forst, huet am Kontext vum 20. Anniversaire gesot, dass d'Deklaratioun ëmmer méi dacks violéiert gëtt,

bewusst, fir hir Pertinenz ewechzehuelen. Et ass och effektiv esou, dass vill Mënscherechtsverteideger guer net wëssen, dass et déi Deklaratioun iwwerhaupt gëtt. Dohier wär et esou wichtig, grad elo un déi essenziell Deklaratioun nach eemol ze erënnere an d'Leit dorop ze sensibiliséieren.

Mënscherechtsverteideger sinn net eleng onbedéngt Eliten oder méi oder manner bekannt Militanten, et kënnen och ganz einfach an normal Bierger sinn - mir allegueren kënnen et sinn -, déi sech asetze fir d'Protektioun vu Grundrechter. Dat kënn Journalisten, Affekoten, Syndikalisten, Environmentalisten, Professioneller, Fräiwëlleger, Enseignanté sinn. D'Definitioun vun der UNO ass u sech eigentlech ganz vag, an och dowéinst ass et esou wichtig, op dës Deklaratioun hinweisen, well jiddweree kéint be-
trafft sinn a jiddwereen doduerch kéint geschützt ginn.

En anert Beispill vu konstitutionellen oder juristesche Moyenen, déi de Baueren an den aarme Länner hëlfe kéinten, beschreift d'Marine Lefebvre vun SOS Faim an engem Artikel, an och hei geet et ëm Mënscherechter. An de räiche Länner maachen hautdesdaags d'Bauern nëmme méi nach 3 % vun der aktiver Bevëlkerung aus. An den aarme Länner dergéint maache se wäit iwwer d'Halschent dovun aus. Gläichzäitg liewen eng 80 % vun de Leit, déi un Hunger leiden, an de ländleche Regiounen, also gréisstendeels Bauerefamilien. Nieft de grousser Multinationeller, déi d'Präisser virginn a wouduerch miserabel Salären entstinn, nieft dem Klimawandel an diverse mën-
schleche Konflikter ass et net verwonnerlech, wann dës Leit dann a Stied oder anerwärts flüchten.

Genau dat ass awer e ganz grouss Problem, géint deem een onbedéngt nach muss méi virgoen. Wéi kann een et fäerdegbréngen, de Baueren an den aarme Länner e konkreten an e korrekten Revenu ze ginn an esou net nëmme hir Liewensperspektiven, mä och den Awunner hir Liewensperspektiven ze verbessere, ouni dass mir selwer hir Marchéen iwwerschwemmen?

Et ginn zum Beispill juristesche Moyenen, wéi de Projet vu Baueren an Indonesien gewisen huet, déi sech zesummedoen hunn, fir d'Iddi vun enger - esou wéi se spéider effektiv vun de Memberlänner aus dem Conseil des droits de l'homme guttgeheescht ginn ass -« Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales » auszeschaffen. Si muss awer nach vun der Assemblée générale vun de Vereenten Natiounen approuvéiert ginn.

Et soll nach Skeptiker ginn, mä duerch dës Instrument sollen d'Rechter vun de Bauere verstärkt ginn, andeems si d'Recht op hir Rohstoffe an op hiert Saatgut kréien. Et soll net méi als Marchandise ugesi ginn, mä als Recht! Dat gefält natierlech net jiddweringem Akteur an der Groussindustrie. Dernieft mussen d'Recht op Ernärung, op d'Souveraineté alimentaire, d'Recht op hir Länneren an déiselwecht Rechter och fir d'Fraen an Zukunft garantéiert ginn. Dat kéint ënner Ëmstänn eng vun de Léisunge si fir de Problem vun der extremer Hongersnout, eigentlech d'Haaptzil vun den Entwécklungszusammenaarbechtziler, déi mat villem verbonne sinn. Lëtzebuerg huet hei zwar kee Stëmrecht, ass awer Kandidat fir an de Mënscherechtscomité vun der UNO ab 2022. Et mussen elo just nach aner Länner, net zulescht eis zwee gréisst Noperen, dovun iwwerzeegt ginn, well et natierlech en europäesche Konsensus brauch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Kohärenz awer op alle Fall nach ee Wuert zum „devoir de diligence“, also zur Sorgfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir d'Entrepreneuren, wou Lëtzebuerg eng Initiativ ergraff huet a sech verpflichtet huet, en nationalen Aktionsplang géint Mënscherechtsverletzungen auszeschaffen, dee fir 2018/2019 gëlle soll. Frankräich ass awer hei e Schrëtt méi wäit gaangen an huet de Prinzip vum Devoir de diligence an d'Gesetzgebung ageschriwwen.

Am Koalitiounsprogramm zu Lëtzebuerg steet Folgendes: « Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée (...) ».

Erlaabt mer dowéinst, d'Madamm Ministesch ze froen, ob si eis do scho méi Detailler ka ginn, wat d'Regierung virgesäit, an och, a wat fir engem Zäitraum. Well de Problem ass héich seriö. Nach den 10. Mee ass vun der „Initiative pour un devoir de vigilance“ e Pressecommuniqué erauskomm iwwer eng Firma mat Sëtz zu Lëtzebuerg, déi Spionagesoftware u Saudi-Ara-

bien verkeeft, mat där hirer Hëllef Journalisten an/oder Mënscherechtsverteideger ëmbruecht ginn. De Kolleg David Wagner huet dozou schonn zwou Questions parlementaires gestallt.

An et ginn och nach aner Rapporten iwwer Firmen, déi zum Beispill an Asien, an Afrika fir d'Verdreiwung vun Dausende vu Mënsche vun hirem Land matverantwortlech sinn oder a Brasilien duerch dee Bau vum Amazonasstaudamm dozou bäidroen, dass 10.000 Eenheemescher hiert Doheim verléieren. Iwwerall, wou Mënsche kee Recht méi op hiert Doheim hunn, geet et duer! Wat plangt d'Regierung am Kader vun eisen Ambitiounen fir d'Kandidatur fir de Mënscherechtscomité 2022 an deem Punkt ze ënnerhuelen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun vu menger Ried. Kooperatiounspolitik ass keen Nieweschauplatz, mä eise Kinnekswee, fir um internationale Parquet matzedecidéieren. Mir wëllen hei méi Selbstbewusstsein! Mir erklären eis solidaresch mat der Regierung, fir eng effizient, modern, nohalteg a kohärent Entwécklungspolitik ze maachen, a mir soen eis bereet, fir an deem Sënn d'Gesetz vun 1996 esou ëmzestalten, dass déi Politik och an Zukunft deementsprechend kann ëmgesat ginn.

Gedenkt d'Regierung an deem Sënn an deem Haus am Virfeld eng breet Debatt iwwer de Sujet unzefroen oder awer direkt e Projet de texte virzeleeën, deem an den zoustännegen Kommissiounen analyséiert an diskutéiert gëtt?

Och hei also meng Demande un d'Madamm Ministesch, fir eis esou vill an esou séier wéi méiglech opzeklären, am Sënn vun enger konstruktiver Zesummenaarbecht, well mir als CSV hei ganz gäre wëllen eng Hand matupaken, well et e Politikfeld ass, dat eis fundamental wichtig ass, a well mer och der Meinung sinn, dass et vu gréisster Wichtigkeit ass, zemools fir e klengt Land mat enger oppener Gesellschaft wéi Lëtzebuerg, dass ee méiglechst e breede Konsens huet an domat e wichtegst a positivt Signal kann no bannen an awer och no bausse schécken.

An déi aner Fro ass: Packe mer all eis Ziler aus der Strategie bis 2030? Dat ass geschwënn, a gutt zéng Joer. Ass dat realistesch? Wat feststeet ass, dass et nach e wäite Wee bis dohinner ass an d'Zäit fortleeft.

A villen Hिसichten ass Lëtzebuerg eng Zort Virreider an der Entwécklungspolitik, mat sengem generéieren Undeel u staatlecher Hëllef, mat innovativen Projeten, mat deene villen ONGen, fir nëmme dës ze ernimmen. Firwat net zum Beispill och d'Kultur fir d'Entwécklungszusammenaarbecht matabannen, andeems ee bei kulturelle Manifestatiounen Sensibiliséierung mécht op eng kreativ Aart a Weis? Kultur ass flexibel a kreativ a kann heiansdo vill méi bewierke wéi en einfachen Dialog, férdert iwwerdeems och nach d'Solidaritéit. Och hei kéint Lëtzebuerg sech als eng Zort Laboratoire entwéckelen. De Willen ass bestëmmt do. Et kéint Deel si vun enger staarker, voluntaristescher, visionärer Strategie.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Exzellenzen, d'OECD, also d'Organisatioun fir d'Kooperatioun an déi ekonomesche Entwécklung an Europa, huet sech d'lescht Woch beklot, dass d'Entwécklungshëllef fir besonnesch aarm Länner zrëckgeet. Dat wier schlëmm, well grad déi Länner, déi d'Ënnerstëtzung am meeschte brauchen, elo net méi an de Genoss vun deene Subventiounen kommen. An esou Aussoe kënnen eis natierlech net egal sinn. Ech mengen awer, hei kënnen ze behaupten, dass Lëtzebuerg domadder net viséiert ass, well mir weiderhin an zu Recht 1 % vun eise RNB an d'Entwécklungshëllef investéieren.

Luef krute mer iwwregens och kierzlech vun dem ODI, Overseas Development Institute, dat mengt, eis Kooperatiounspolitik wier virbildlech, awer och net perfekt. Ënner 29 analyséierte Länner, an ech mengen, d'Madamm Ministesch hat dat hei virduz schonn erwänt, sti mir op der éischer Plaz viru Groussbritannien a Schweden. Mir géifen eis Partner net ënnerstëtzen, fir dowéinst Gégeleeschungen ze kréien.

D'ODI, dat muss een hei emol soen, dat ass en onofhängegen Institut, deem 1960 zu London

gegrënnt gouf an dee sech mat Froe vun internationalen Entwécklung beschäftegt.

Et gëtt jo munchmol och vu verschidde Säiten a Fro gestallt, ob d'Entwécklungspolitik justifiéiert wier, déi mir hei zu Lëtzebuerg maachen, munchmol mam Argument, datt et jo awer schlussendlech och hei an eisem Land géife Leit ginn, déi op eng gewëssen Ennerstëtzung ugewise wäeren. Dat Argument ass net direkt vun der Hand ze weisen. Allerdéngs muss een direkt soen, datt mir awer hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis e ganz soziaalt, enkt Netz (veuillez lire: e ganz enkt Sozialnetz) hunn, wat och net soll driwwer ewechtäuschen, datt natierlech hei zu Lëtzebuerg och nach ganz vill Efforten ze maache sinn.

Mä ech mengen, et brauch een awer nëmmen ee klengen Tour duerch d'Welt ze maachen, a Südamerika, an Asien, da gesäit een, wat wirklech Misär ass, an da stellt een awer munchmol a Fro, ob mir net hei zu Lëtzebuerg op engem ze vill niddregem Niveau kloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng vun de groussen Ursache vun der Aarmut ass ...

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Héijen Niveau!

► **M. Gusty Graas** (DP).- Héijen Niveau. Et ass deemno, wéi een et gesäit. Et kann een och vun niddregem Niveau schwätzen.

Eng vun de groussen Ursache vun der Aarmut ass natierlech och d'Zweedeelung vun der Welt. Op där enger Säit, an dat ass leider déi grouss Majoritéit, hu mer Leit, déi um Existenzminimum liewen. Op där anerer Säit eng Minoritéit, zu där mir, muss ee soen, glécklecherweis jo gehéieren, déi am Iwwerfluss leeft. Wann et iwwerall sozial Mindeststandarde géife ginn, da wier dat Verhältnis tëschent Aarm a Räich mat Sécherheet vill méi kleng.

E Beispill: Wann de Minnenaarbechter am Kongo e korrekte Loun fir seng Aarbecht géif kréien, da wieren natierlech bei eis d'Handyen hei zu Lëtzebuerg e bësslecher méi deier. Et géif och vläicht deen een oder deen aneren dovun ofhalen, fir all Joers en neien Handy ze kafen. Mä trotzdem géif et awer vläicht duergoen, fir datt deen Aarbechter am Kongo och e méi wierdegt Liewe kéint maachen.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Gusty Graas** (DP).- Eng zousätzlech Gefor, déi sech ëmmer méi bemierkbar mécht, ass natierlech och eng nei Scholdekrise besonnesch fir déi méi aarm Länner. Op der ganzer Welt, an et gi Statistiken, déi dat ganz kloer beweisen, geet d'Scholdelaascht erëm an d'Luucht, net nëmmen um Niveau vun de Staaten, mä och um Niveau vun de Privatleit.

Do virdu gouf jo och d'lescht Woch zu Paräis gewarnt, wou sech Verrieder aus méi wéi 40 Länner begéint haten. Dat ware Finanzministeren, dat ware Banker. An do ass festgestallt ginn, datt 24 vun de 60 ärmste Länner hir staatlech Kreditter de Moment net méi zréckbezuelt kënnen. Um G20-Sommet, deen elo am Juni a Japan ass, soll dat dote jo och zur Sprooch kommen an do soll dann och e Kodex fir eng nohalteg Verschuldung zréckbehalde ginn.

D'Fro, déi also muss gestallt ginn, ass, ob mer hei, besonnesch an eiser Hemisphär, op deem Niveau weiderfuere oder ob mer gewëllt sinn, och eppes ze änneren. Ech mengen, da si mer natierlech och ganz séier bei engem Sujet, deen einfach net lasszekoppelen ass vun der Entwécklungspolitik, dat ass natierlech d'Ärderwiermung, de Klimaschutz, well déi en direkten Afloss och op d'Migratiounspolitik huet. Och déi hänken zesummen.

Ech mengen, dat sinn dräi Voleten, déi een net ka lassgetrennt diskutéieren. Ech kommen och herno nach eng Kéier dorobber zréck. Wa mer weider natierlech ëmweltschiedlech Branché wéi zum Beispill de fossille Secteur ënnerstëtzen an och subventionéieren, da wäert d'Situatioun natierlech weltwäit nach méi dramatesch ginn.

Et ass allerdéngs haut net méi illusoresch, drop hinzeweisen, datt een och kann eng Zukunft gestalten, wou de fossille Secteur zréckgedrängt gëtt a wou mer vill méi verstärkt op alternativ Energie wäerte setzen. A besonnesch Europa ka jo an deem Kontext eng ganz interessant Roll spillen. Och wann Europa u sech „nëmmen“ - tëschent Guillemeten - fir 9 % vun den CO₂-Ausstéiss verantwortlech ass, esou mengen ech awer, datt grad d'Europäesch Unioun sech kann un d'Spëtzt vun de Klimarettler setzen. Firwat? Ma virun allem well mir awer och déi kulturell Denkart a -weis

matbréngen, fir wirklech op deem Niveau aktiv ze ginn.

Mir mussen och feststellen, datt fréier verlässlech Partner net méi do sinn. Ech denken natierlech do un Amerika. Ech mengen, mir hunn e President, deen do eng aner Astellung huet. Dee seet, de Klimawandel wier eng Erfindung. Dat ass natierlech eng Ausso, déi een net kann deelen. A wat ganz besonnesch grav ass, ass, datt Amerika, wéi gesot, och aus dem Paräiser Ofkommis ausgetrueden ass, och wann dat eréischt soll de 4. November 2020 definitiv ginn, een Dag, mengen ech, no deenen nächstten amerikanesche Wahlen.

D'DP gesäit jiddefalls och an der Entwécklungspolitik d'Bekämpfung vum Klimawissel als eng ganz wesentlech Aufgab un. Ech mengen, an deem Kontext muss een och op eng gréng Finanzpolitik hiweisen, eng nohalteg Finanzpolitik. Och do läit ganz vill Potenzial. Grad mir hei zu Lëtzebuerg kënnen do och Virreider sinn, Stéchwuert zum Beispill Green Bonds. Et ass also och wichteg, datt mer um europäeschen Niveau e Label schafen, datt mer do u sech och gemeinsam Kritäre schafen, wéi an Zukunft nach vill méi an nohalteg Projeten investéiert ka ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der BEI, bei der Banque européenne d'investissement, déi och an Zukunft vill méi e staarke Rôle nach ka spillen. Ech wëll drop hiweisen, datt se zum Beispill schonn 2007 Green Bonds geschafen huet ënner dem Titel Climate Awareness Bonds.

Et ass awer evident, an dat wësse mer och, datt virun allem déi Länner aus der südlecher Hemisphär vill méi ufälleg fir de Klimawissel sinn. A mir sollten eis do näischt virmaachen: Wann net relativ schnell Ännerunge kommen, da wäerte grad déi Länner d'Konsequenzen am meeschten ze spiere kréien. Mir wëssen, datt grad déi Länner méi op Selbstversuergung ugewise sinn. A mir wëssen och, datt virun allem d'Landwirtschaft wäert an Zukunft besonnesch dorënner leiden.

Deene Länner feelt et natierlech och virun allem un deem néidege Steierakommes, fir kënnen déi néideg Investissementer ze maachen. An ech kommen hei op een Interview zréck, deen am „Quotidien“ war vum 24. Abrëll. Do huet den Hér Cédric Leterme, deen ass Chargé d'étude am Centre d'étude sur le développement et les rapports Nord-Sud vu Louvain, behaupt, datt d'Länner am Süde steierlech net vun Investissementer vun de groussen Entreprisë profitéieren, well eben des Entreprisë sech meeschtens an anere Länner domiciliéieren. An ech zitieren den Hér Leterme: « Ce que ces pays perdent du fait de l'évasion fiscale correspond à dix fois plus que ce qu'on leur donne en aide au développement. » Dat sinn also och Aussoen, déi zumindest ze denke ginn. Hie schwätzt dann och vun engem hypokritesche System.

Eppes ass kloer, ech mengen, do si mer eis alleguer eens: Mir brauchen och méi eng gerecht Steierpolitik hei op der Welt. Dat erkläert och zum Beispill, firwat mer eben dat Gefäll tëschent Nord a Süd hunn. An hei muss een natierlech och direkt u multinational Firmen denken. Ech muss allerdéngs hei nach eng Kéier erënneren, datt awer och do en Emdenke schonn amgaangen ass, ze kommen, zum Beispill hunn Institutiounen wéi den FMI oder d'OECD sech verstärkt Gedanken iwwert déi Problematik gemaach. An dat war viru Joren net de Fall. Ech mengen, datt ass awer och eng positiv Entwécklung, déi een nach eng Kéier sollt hei ënnersträchen.

Virun allem dat Instrument BEPS, dat eis jo och net onbekannt ass, vun der OECD soll jo déi steierlech Praktike vu Multinationale limitéieren. Iwwregens hunn 121 Länner bis elo zougesot, datt se de BEPS wëllen ënnerstëtzen. An eist Land huet de leschten 9. Abrëll den Depot vun där Ratifikatioun gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdu schonn duerchblécke gelooss: Wa mer iwwert d'Entwécklungspolitik schwätzen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, fir iwwert d'Migratiounsproblematik hei ze diskutéieren. Sécher, an där Thematik ass virun allem erëm eng Kéier d'Europäesch Unioun och gefuerdert.

A mir mussen eis do an deenen nächste Joren nach vill méi staark dermat beschäftegen. Eppes ass ganz kloer, an dat kristalliséiert sech ëmmer méi an deene leschte Méint eraus: Et feelt u Solidaritéit um europäeschen Niveau. Verschidde Länner wëllen iwwerhaupt keng Flüchtlinge méi ophuelen. D'Situatioun op eenzelne Plazen ass desastré. Ech denken hei un déi griichesche Insele wéi zum Beispill Lesbos an och Chios, wou mer iwwregens am Conseil d'Europe elo kierzlech och e Rapport virgestallt kruten, datt eben déi Zoustänn do inakzeptabel sinn.

Da muss een och drop hiweisen, datt zum Beispill den Hér Salvini, den Innenminister vun Italien, net méi spéit wéi gëschter dekretéiert huet, datt an Zukunft e Schëff, wat illegal - wat och ëmmer dat wëllt heeschen - e Flüchtling u Bord ophëlt, ka mat bis zu 5.000 Euro pro Flüchtling bestrooft ginn. Et muss ee sech dat also emol eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, datt esou Praktiken de Moment och um Territoire vun der Europäescher Unioun vir sech ginn. Do gesäit een also, datt dat eng onmenschlech Behandlung ass.

An nach e lescht Beispill: An Ungarn, ënner dem Regimm vum Hér Orbán, ass et elo esou wäit, datt verschidde Flüchtlingen, déi sech illegal um Territoire do ophalen, alt bis zu fénnef Deeg näischt ze iesse kréien. A wéi gesot, datt geschitt um Niveau vun der Europäescher Unioun. Duerfir ass eng dréngend Reform och vun der Asylpolitik ganz noutwendeg. Engersäits muss natierlech versicht ginn, d'Bausegrenzen nach méi verstärkt ze schützen, dat virun allem duerch Frontex, wou jo elo eng Opstockung vu bis zu 10.000 Leit virgesinn ass bis d'Joer 2027. An op där anerer Säit muss awer och zum Beispill den Eurodac oder den Dublin III-Vertrag reforméiert ginn.

Mir si jiddefalls als Demokratesch Partei och der Meenung, datt onbedéngt muss de System vun de Quoten agefouert ginn, datt all Land muss verflücht ginn, proportionell zu senger Awunnerzuel Flüchtlingen op sengem Territoire opzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet sech jo elo eng nei Gesamtstrategie gi fir d'Kooperatiounspolitik bis d'Joer 2030. D'Haaptobjektiv ass jo, fir déi extrem Aarmut ze eliminéieren. Ech mengen, dat ass en nobel Zil, wat mir ouni Zweifel och kënnen ënnerstëtzen. Et gëtt och versicht, fir verstärkt mam Privatsektor zesummeschaffen. Och dat ass eng Strategie, déi mer nëmmen kënnen ënnerstëtzen.

Ech wëll och op dës Plaz zum Beispill nach eng Kéier un déi Initiativ Business Partnership Facility erënneren. Evident ass, wéi gesot, ech hunn et virdu schonn hei ernimmt, datt et fir eis och an Zukunft ganz kloer ass, datt eis Hëllef muss weiderhin op engem Prozent vum Revenu national brut bleiwen.

Et ass kloer, ech si virdu schonn op d'Problematik vum Klimawandel agaangen, op d'Problematik vu Flüchtlingen agaangen, datt awer déi Depensen, déi fir déi zwee Volete gemaach ginn, net d'äerfen als Fonge gesi gi fir d'Entwécklungspolitik. Mir sinn och der Meenung, datt Lux-Development och an Zukunft sollt en Haaptpilier bleiwe fir d'Emsetzung vun eiser bilateraler Kooperatiounspolitik.

Lëtzebuerg huet jo de Moment siwen Zillänner. Als Zillänner solle jo nëmmen sougenannte PMAen, also Pays les moins avancés zréckbehalde ginn. Ech mengen och, datt mer net sollten d'Ambitioun hunn, déi Zuel massiv eropzesetzen, wat natierlech net wëllt heeschen, datt mer net dat eent oder anert Zilland kënnen nei derbäikréien.

Wéi eng Zillänner kënnen natierlech elo a Fro kommen? Et ass schonn e puermol hei erwäant ginn, datt de Maghreb kéint eng Méiglechkeet sinn. Do si schonn eenzel Länner genannt ginn. Do kéint een och un Algerien denken. Algerien, wat elo an enger schwierigerer Phas ass, politesch schwieriger Phas, wou déi Protester dozou bäigedroen hunn, datt de President Bouteflika sech awer elo zréckgezunn huet. Mä do ass awer d'Situatioun alles aneschters wéi roseg.

Perséinlech sinn ech allerdéngs der Meenung, datt mer eis net sollten a priori op de Maghreb konzentrieren. Ech mengen, et ginn awer och nach aner Länner, an ech denken natierlech direkt erëm un d'Sahelzon, déi nach vill méi op eis Hëllef ugewise sinn.

Da gëtt et natierlech och Länner, wou mer deelweis schonn engagéiert sinn, wou et allerdéngs schwierig ass, eng definitiv Decision ze huelen, zum Beispill de Myanmar. Wëlle mer de Myanmar an Zukunft als Zilland unerkennen? Ech war selwer virun e puer Méint an deem Land doënne, konnt mer also e bësslechen e Bild maachen.

De Myanmar ass ouni Zweifel e Land vun den totale Géigesätz: Engersäits kann ee scho bal soen de grouse Luxus, op där anerer Säit, an dat ass awer déi large Majoritéit vu Leit, déi dann tëschent Plastik an aneren Offäll hiert Liewen do fristen an och versichen, mat deem absolutt Noutwendegen eens ze ginn. Mir hunn awer natierlech ee Problem am Myanmar, dat ass de politesche Regimm. Ech brauch net méi zréckzekommen op d'Situatioun vun de Rohingyaen, wou jo besonnesch d'lescht Joer awer ganz schlëmme Situatiounen age-truede waren. Ech mengen, datt Land ass och nach ufälleg, fir Minoritéiten eben net an deem Sënn ze respektéieren.

Mir wëssen, datt am Joer 2020, dat ass d'nächst Joer, erëm Wahlen an deem Land sinn. Da schléit d'Stonn natierlech och vun der Partei vun der Madamm Aung San Suu Kyi, der NLD, also National League for Democracy. Ob se dann nach eng Kéier wäert d'Nues vir hunn, dat sief emol dohinnergestallt. Déi Wahle sinn och emol nach net definitiv virgesinn.

Mä mir sëtzen natierlech do e bëssen, ech ginn dat gären zou, tëschent zwee Still. Solle mer eis wirklech méi an deem Land engagéieren? Soll de Myanmar en zousätzlech Zilland ginn oder net? Wa mer reng déi politesche Situatioun analyséieren, huet een natierlech d'Tendenz, fir eischter zréckhalend ze agéieren. Op där anerer Säit, wa mer ëmmer nëmmen reng de politesche System consideréieren, da géife mer wahrscheinlech a kengem Land oder bal a kengem Land méi Entwécklungshëllef leeschten.

Ech mengen, et muss een nach ëmmer d'Situatioun vun de Leit selwer hei gesinn. An do wéinst ass et och wichteg, wa mer do Projekte maachen, a Lux-Development ass jo ganz aktiv doënne, datt déi Fongen och ganz geziilt bei deene Leit ukommen, déi se och néideg brauchen.

Dann een anert Land, wat eis ganz vill Suerge mécht, dat ass den Nicaragua. Den Nicaragua ass nach en Zilland. A wat am Nicaragua elo schonn zënter iwwer engem Joer lass ass, och dat ass intolerabel. Ech mengen, den Hér Ortega, dee jo u sech do quasi e klenge Biergerkrich declenchéiert huet, wou entre-temps, kann ee bal soen, iwwer 300 Leit ëmkommen sinn, deen huet sech elo als Diktator erausgeschicht. Wann ee bedenkt, datt e sech un d'Spëtzt vun de Sandiniste gesat hat, fir dat Land deemools vun enger anerer Diktatur ze befreien, an zu wat datt e sech elo entwéckelt huet, dann ass dat natierlech net méi esou ze akzeptéieren.

Et ginn och de Moment nach vill Protester an deem Land, obwuel et net méi erlaabt ass. Dat heescht Piquete exprés, wou dann elo spontan virun allem jonk Leit sech zesummeffannen, fir ze protestéieren géint de Regimm Ortega, obwuel, wéi gesot, déi Manifestatiounen verbuede sinn.

An zënter dem Ausbroch vun deenen Onrouen, dat war den 18. Abrëll 2018, si plus ou moins 300 Leit schonn ëm d'Liewe komm. An den UNHCR schätzt, datt ronn 62.000 Leit d'Land och verlooss hunn.

Natierlech stellt ee sech dann d'Fro: Firwat gëtt net och vun internationaler Säit aus méi Drock ausgeübt? Firwat gëtt u sech net mat méi Sanktiounen do gedrot? Well ech mengen, datt den Hér Ortega sech da géif munches awer och an Zukunft iwwerleeën. Duerfir ass eben d'Fro, an ech ginn déi och direkt weider un d'Madamm Minister: Wéi verhale mer eis elo an Zukunft méi konkret vis-à-vis vum Nicaragua?

Relevant ass et natierlech, datt mer an Zukunft virun allem déi Länner, wou en ëmstriddene politesche Regimm ass, musse méi kritesch gesinn an datt mer vläicht dann och dee Moment musse méi am Verbond mat internationalen Organisatiounen eis Entwécklungspolitik ëmsetzen.

Erlaabt mer awer och nach, e puer Kommentarer ze maachen zu aneren Zillänner. Ech ginn net op se all eenzel an. Ech mengen, d'Madamm Minister huet och schonn e puer interessant Aussoen hei gemaach. Fir d'Eischt natierlech awer och de Burkina Faso, wou den drëtter PIC jo nach bis 2021 leeft. Wat och do interessant ass, datt mer am Moment ee Projekt lafen hunn, deen eben och dozou bäidroen soll, fir e bessere Klimaschutz ze errechen, dat och am Kader vun der Véizuucht.

Natierlech ass och de Burkina Faso e ganz kritesche Land. Ech mengen, et läit an enger ganz kritescher Zon. Mir wëssen, datt do vill Sprengstoff an där Regioun ass. An net méi spéit wéi virgëschter kouw et jo nach zu engem ganz groussen Terrorakt op eng kathoulesche Kierch mat sechs Doudegen. An et gëtt geschat, datt de Moment praktesch dräi Uschleier pro Woch an deem Land sinn. A virdu ass dat och schonn hei ugeschat ginn. Ech mengen, eis Aufgab ass et natierlech och, derfir ze suergen, datt eis Leit doënne op der Plaz maximal ofgeséichert sinn, datt net, wéi gesot, eis Leit ënner esou Terrorakten eng Kéier géife leiden. Mä ech weess allerdéngs och, wann een eise Budget kuckt, datt d'Regierung do grouse Efforte mécht.

Vum Burkina Faso ass et natierlech net wäit bis an de Mali, en anert Zilland mat groussen innenpolitesche Problemer. Do hu mer schonn zënter 21 Joer e Kooperatiounssaccord. A wat awer do besonnesch interessant ass, ass, datt mer eng enk Zesummenaarbecht och hu mat eisen zwee anere Beneluxpartner, virun allem um Niveau vun enger Enquêtékommisioun. An dat beweist also och eemol méi, wéi wich-

teg datt et ass, datt mer och mat Länner, déi eng selwecht Besënnung hunn, enk zesummeschaffen.

Jiddefalls, eppes muss mer eis bewosst sinn: Wann dat Polverfaass Sahelzon eng Kéier géif explodéieren, dann hätt dat och direkt negativ Konsequenze fir Europa. Dowéinst ass et och wichteg, datt mer grad an deem Beräich do mat aktiv ginn. Net méi spéit, mengen ech, wéi d'lescht Woch war och d'Bundeskanzlerin, d'Madamm Merkel, an där Zon do, wat u sech, géif ech soen, och e wichtegt Zeeche war, fir d'Sympathie an awer och den Ausdrock ze weisen, datt Däitschland gewëllt ass, do e Maximum un Hëllef ze leeschten.

Entwécklungspolitik ass allerdéngs net eleng d'Aufgab vum Stat, net eleng d'Aufgab vum Gemengen an och net eleng d'Aufgab vum ONGen, mä ech mengen, och jiddwer Einzelne muss sech hei an d'Flicht huelen. Dat fänkt natierlech direkt beim Konsumverhalten un. Och do soll emol jiddweree mat sech selwer e bëssen zu Kouer goen. Ech mengen, mir maachen alleguer Feeler, deen ee méi, deen anere manner. Mir hunn natierlech och de Reflex, munchmol aner Kritäre spillen ze loossen, virun allem de Präis. Wann een en Hiem oder eng Blus keeft vun zéng Euro, da wier et vläicht net vu Muttwëll, wann een emol eng Kéier géif e bësse méi genee d'Etikett kucken, wat dann do hannendrop steet, wou dat produzéiert gëtt, wéi dat produzéiert gëtt, virun allem enner wat fir enge Konditiounen.

Duerfir ass besonnesch um Niveau vum der Textilindustrie ganz villen ze kritiséieren. Ech denken och do, an et ass jo och bekannt, datt bei der Hierstellung vun esou Produiten d'Menscherechter net onbedéngt ëmmer respektéiert ginn. Virun allem an der Moudindustrie gi ganz vill Chemikalien, ganz vill Pestiziden agesat. An ech wëll an deem Kontext emol op dee schwéieren Accident vum 24. Abrëll 2013 an der Fabrik Rana Plaza a Bangladesch hiweisen, wou jo net manner wéi 1.135 Leit - dat muss ee sech emol virstellen: 1.135 Leit! - gestuerwe waren. An am Januar koum et eben elo erëm zu Streiken och a Bangladesch vun Aarbechter, déi sech eben derfir agesat hunn, fir e méi gerechte Loun ze kréien. Déi Streike sinn allerdéngs relativ brutal vun der Polizei opgeléist ginn.

A Bangladesch sinn iwwregens Milliounen vum Aarbechter an iwwer 4.500 Kleederatelieren ugestallt, an déi stellen natierlech Kleeder fir weltbekannte Marken hier. 30 Milliarden Dollar aus der Textilindustrie ginn all Joer exportéiert, dat si ronn 80 % vum gesamten Export. Et weess een also, datt dat do en héijen ekonomesche Wäert fir dat Land huet.

Ech mengen awer, datt déi schrecklech Katastroph do awer e gewëssene Mentalitéitswiesel beaflosst huet. Et koum jo dunn och zur Grënnung vun dem Kollektiv Fashion Revolution, wouraus dann och de Fashion Revolution Day entstanen ass, deen 2018 net manner wéi 92 Länner matgefeiert hunn. Et spiert een also trotzdeem och do e gewëssent Emdenken, wat sech bemierkbar mécht. An duerfir sinn eben och esou Initiativ wéi Fair Fashion ze begrëissen. An och hei zu Lëtzebuerg konnt een elo esou positiv Usätz erkennen. Ech erënnere drun, datt tëscht dem 5. an dem 7. Abrëll d'Fashion Days och hei bei eis organiséiert gi waren. An dat ass eng extrem gutt Initiativ, déi ee wierklech nëmme ka begrëissen.

Och d'Caritas huet elo en interessante Projet a Bangladesch lafen, wou wéi gesot d'Konditiounen vun den Aarbechter da solle verbessert ginn. An deem Kontext, an et ass schonn deen een oder anere Virriedner drop agaangen, kann een natierlech och iwwert deen Aspekt vum Devoir de vigilance vun de Betriber schwätzen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et kann een net nëmme, mä et soll een dat souguer maachen. Dat heescht, datt eben och déi betraffe Betriber sech mat der Iddi vum fairen Handel an och vun de Mënscherechter auseruesetzen. Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et jo déi eng oder aner Firma, déi net onbedéngt gutt dosteet. Mengen Informatiounen no ass jiddefalls eng Lëtzebuurger Holding wéinst Verletzung vun Mënscherechter ugeklot. 16 ONGen an 2 Gewerkschaften froe jo, datt den Devoir de vigilance dann och contraignant fir Firmsoll ginn. An et muss een awer och drop hiweisen, datt schonn 2014 am Conseil des droits de l'homme vun der UNO en intergouvernementalen Aarbechtsgrupp geschaf ginn ass, dee bis elo zwar erëischt véier Sëtzungen hat. Et soll also e contraignant Instrument geschaf gi fir déi transnationale Firmen.

An ech kommen dann och nach eng Kéier zréck op d'Regierungserklärung, wou dat do jo och thematiséiert ginn ass. An ech mengen och, datt dee Punkt ouni Zweifel vun eis hei zu Lëtzebuerg nach verdéift soll ginn. Mir mussen et och fäerdegbréngen, méi e responsabele Kapitalismus, wéi gesot, opzebauen.

Och an Zukunft muss eis Entwécklungspolitik hei zu Lëtzebuerg an enger Relatioun mat der Europäescher Unioun ofgestëmmt ginn. Et dierf een net vergiessen, datt schlussendlech awer d'Europäesch Unioun dee gréisste Geldgeber ass, wat d'Entwécklungspolitik ugeet. Ech verweisen hei och op dat net Instrument vun der Noperschaft, der Entwécklung an den Ausserelatiounen. 90 Milliarde stinn iwwert dee Fong zur Verfügung. A wat interessant ass: Lokal Banken an Entwécklungslänner kënnen dann eng Garantie bis zu 50 % vun hirem Invest kréien.

De Moment besti jo och nach Problemer mat den AKP-Staten, also den asiateschen, karibeschen a pazifesch Staaten. Lëtzebuerg soll jo och do versichen, am Kader vun der OMC d'Interesse vun den AKP-State besser ze vertrieben. Den Accord vu Cotonou, dee leeft jo aus, dat dierfte keng einfach Verhandlung ginn. An do si jo ronn 79 AKP-Staten dra vertrauten an 28 EU-Memberstaaten, dat maachen iwwer 700 Milliounen Leit.

Eppes ass och kloer, an ech kommen nach eng Kéier eriwuer op den afrikanesche Kontinent: Och do muss Europa nach vill méi aktiv ginn. Mir kënnen dat China net eleng iwwerloossen. China ass do ganz aggressiv, muss ee scho soen. A mir wëssen allerdéngs, datt d'Chinesee wahrscheinlech eng aner Wäertschätzung hu vu Mënscherechter a vun Nohaltegkeet, wéi dat d'Europäer hunn. An ech mengen, och dat ass e wesentleche Punkt, wou mir als Europäer muss genee nokucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtege Volet vun der Entwécklungspolitik ass natierlech och den humanitären Aspekt. Et si jo ronn 15 % vun eiser APD, déi jo fir humanitär Zwecker zur Verfügung gestallt ginn. Leider gëtt et regelméisseg gréisser Naturkatastrophen. An der Aktualitéit ass jo enner anerem elo de Mosambik, dee jo vun net manner wéi zwee Zyklonen elo heemgesicht gi war. Datt grad datt ëmmer elo an deenen ärmste Länner passéiert, ass nach zousätzlech dramatesch. Et waren awer och nach aner Länner, déi betraff waren: Malawi a Simbabwe. An duerfir ass et ebe wichteg, datt dann esou schnell wéi méiglech Hëllef op der Plaz geleescht ka ginn. Mir hate jo als Regierung do direkt 250.000 Euro interveniessen. Dann hu mer och, wéi gesot, eis Interventiounsméiglechkeet iwwert den emergency.lu, dee jo 2012 gegrënnt ginn ass. An déi ka jo bannent zwielef Stonnen agesat ginn.

Dat ass jiddefalls e ganz gudd Beweis, datt mer och beschtméiglech technesch Equipementer brauchen. An dat bréngt mech dozou, och vläicht e kuerze Lien zu eisem Militärfliager ze maachen. Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat huet de Militärfliager mat der Entwécklungspolitik ze dinn? Dach, en huet eppes domat ze dinn!

Mir hate jo selwer d'Chance, e puer Kolleegen heibannen, viru 14 Deeg op Sevilla deen Apparat emol kucken ze goen. Jiddefalls, wat fir mech do ganz interessant war, ass, datt dee Flieger praktesch iwwerall ka landen! A grad dat ass ee wesentlechen Aspekt an och grad dat huet den Didier Reynders, de belschen Ausseminister, herno op der Plaz jo och ennerstrach, datt ebe grad dee Flieger och bei Katastrophen direkt agesat ka ginn!

An dowéinst mengen ech och emol vläicht vis-à-vis vun deene Leit, déi mengen, esou Apparate missten net onbedéngt ugeschafft ginn, se solle sech och emol eng Kéier bewosst ginn, datt awer och ganz vill positiv Aspekter bei der Acquisitioun vun esou engem Flieger sinn.

Wa mer natierlech vun humanitären Asätz schwätzen, da komme mer net derlaanscht, och op dat eent oder dat anert grëssert Krisengebitt hinze weisen, natierlech, leider muss ee soen, op Syrien, do, wou een ee Moment gehofft hat, de Problem kéint geléist ginn. Dat schéngt nach net de Fall ze sinn. Wa mer kucken, wat de Moment esou an der Provënz Idlib lass ass, wou den Assad wierklech elo versicht, an enger leschter grausamer, brutaler Offensiv jiddefalls do nach seng Oppositionstruppen nidderschloen, dann ass dat eng ganz grav Entwécklung, wou och gefaart gëtt, datt eben elo d'humanitär Hëllef an Zukunft nach vill méi wäert muss verlaangt ginn. An d'Caritas schwätzt vun 13 Milliounen Leit, déi do, wéi gesot, op déi Hëllef ugewise sinn.

Een Aspekt, deen och munchmol grad a Krisengebitt ennerschat gëtt, datt sinn déi psychosches Traumat, déi natierlech ganz vill Schied bei de Leit hannerloossen. Ech denken do zum Beispill un d'Regioun Diffa am Niger. An do, laut Informatiounen vu Médecins sans frontières, sinn 250.000 Leit, déi och elo hir Haiser hu misse verloossen. A virun allem en Drëtter dorënner si Kanner. Duerfir ass och déi psychesche Betrieger enorm wichteg, vläicht eppes, wat munchmol e bëssen ennerschat gëtt oder net genuch mat consideréiert gëtt.

An duerfir mengen ech och, datt och mir als Lëtzebuerg an eiser Entwécklungspolitik deem Aspekt nach an Zukunft méi Rechnung sollen droen.

Jiddefalls verdäitlechen e puer Zuele ganz kloer, wéi dramatesch déi humanitär Situatioun de Moment op der Welt ass. Ech beruffe mech hei op de Global Humanitarian Assistance Report 2018, laut deem zwou Milliarde Leit als aarm ugesi ginn. Déi mussen mat manner wéi 3,2 Dollar den Dag eens ginn. An da gëtt et nach 753 Milliounen Leit, déi an extremer Aarmut liewen, an zwar mussen déi mat 1,9 Dollar den Dag eens ginn. 201 Milliounen Leit an 134 Länner hunn 2017 humanitär Hëllef gebraucht.

Wat zwar interessant ass, oder och deemno wéi een et gesäit, ass: Als datt spendabelst Land, jiddefalls emol a Chiffres absolut, huet sech d'Türkei erauskristalliséiert. Allerdéngs sinn do och déi Fraisen, déi si investéiert hu fir d'Opnam vu Flüchtlingen aus Syrien, mat integriert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt awer och net ofschléissen, ouni op déi vill ONGen anzegoen. Wat déi genee Zuel vun deenen ugeet, esou ass eng Kéier vu 65 geschwat ginn. Ech hu vun 81 op hirem Site gelies, virun huet awer e Kolleg hei vu 95 geschwat, da loosse mer soen: Et läit iergendwéi do derteschent.

Jiddefalls, eppes muss ee soen: Mir sollen eis glécklech schätzen, datt mer esou eng héich Zuel vun ONGen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi sech dann, wéi gesot, virun allem fir d'Drëtter Welt asetzen. An et ass och ëmmer immens interessant festzustellen, wéi, jo et kann ee scho bal soen, Dausende vu Leit sech ëmmer erëm hierginn, fir duerch eng Heedewull vun Aktivitéiten dozou bäizedroen, fir datt solle Recetten entstoen, déi dann och kënnen an deem Sënn investéiert ginn. Duerfir fanne mir et jiddefalls net méi wéi normal, datt de Stat dann awer och sech un deene Projeten dee Moment beedelegt.

Et dierf een net vergiessen, datt dat och e wesentlechen an e wichtege pädagogesche Bäitrag ass, well se duerch hir vill Aktivitéiten awer och zu enger Sensibiliséierung bäidroen, well munchmol huet ee jo nach d'Gefill, wéi wann awer deen een oder anere sech nach net der Dramatik an der komplexer Situatioun an der Drëtter Welt bewosst wär. An dowéinst, wéi gesot, e ganz grouse Merci - an dat ass net einfach esou dohiergesot, dat ass éierlech gemengt - un déi ganz vill Leit, déi sech ëmmer do mat där ganzer Aktivitéit ofginn.

An et dierf een och net vergiessen, datt d'ONGen och eng aner wichteg Roll ze spillen hunn. Si si jo déi, déi och duerch hir Communiquéen, duerch hir Entrevuen, duerch hire permanenten Asaz op d'Politiker munchmol zum Emdenke bewegen.

An ech wëll op ee Punkt hei zréckkommen, deen awer beweist, datt, wann och eng ONG sech jorelaang asetzt, se eppes kann errechen, an zwar geet et hei ëm d'ILO-Konventioun 169 zum Schutz vun de Rechter vun den indigene Völker, wou laang, laang den Drock aus deem Milieu komm ass a wou, jo, dat muss een awer soen, wou déi viregt Regierung, loosse mer soen, net onbedéngt am fénnefte Gank an deem Dossier virgaangen ass, mä wou dann awer schlussendlech eppes ëmgesat ginn ass, wat och gutt ass a wat och richtig ass, an ech mengen och roueg hei kënnen ze behaupten, dat dank enner anerem awer och dem Drock vun, wéi gesot, enger Rei vun ONGen.

Duerfir ass et och wichteg, datt och an Zukunft deen enke Kontakt tëscht der Regierung an den ONGen bestoe bleift, well si och oft méi Fachwësse vum Terrain matbréngen. Natierlech bleift ëmmer d'Politik déi, déi d'Decisiounen muss huelen, mä dat soll awer an Ofstëmmung mat ONGen an eenzelne Punkten de Fall sinn.

Ech wëll an deem Kontext hiweisen op eng Fuerderung, déi oft aus deem Milieu kënn, déi net vun der Hand ze weisen ass, datt Projetdelioun, déi awer am direkte Kontext vun der Entwécklungspolitik stinn, datt déi sollten, oder och anerer, jiddefalls datt déi vläicht am Virfeld ennersicht sollte ginn, wat fir eng negativ Konsequenze gegebenfalls déi fir Länner aus der Drëtter Welt kéinten hunn.

Den Henri Dunant, de Grënner vum Roude Kräiz, deen huet emol gesot eng Kéier, ech mengen, et ass och säi wichtigste Saz a säi bekanntste Saz: „Zivilisatioun bedeit, sech géigesäitig ze hëllef vu Mënsch zu Mënsch, vun Natioun zu Natioun.“ Dat sinn natierlech Wieder, déi een op alle Fall ëmmer ganz eescht soll huelen. Ech mengen, säi Schlüsselerlebnis, dat datéiert jo aus dem Joer 1859, wéi d'Schluacht vu Solferino war.

Jiddefalls kann een am Resumé soen, datt d'Demokratesch Partei hannert der Regierung hirer Entwécklungspolitik steet. Mir mengen allerdéngs, datt ee sech och nach verstärkt Ge-

danke muss maachen iwwert d'Modifizéierung vum Gesetz vum 6. Januar 1996.

An dann awer ofschléissend eng Kritik nach. Déi riicht sech net esou direkt un d'Regierung. Déi riicht sech éischer hei un d'Chamber selwer, méi spezifesch dann un d'Conférence des Présidents. Ech si perséinlech der Meinung, datt mer sollen déiselwecht Formule huelle wéi bei der aussepolitische Debatte.

► Une voix. - Très bien !

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et kann net sinn, ech soen dat ganz éierlech, mir hunn de Mëtteg d'Ministesche hei héieren, déi eng exzellente Ried hei gehalen huet, mä wou een am Virfeld awer net genee weess, wou d'Schwéierpunkte sinn. Et huet een also als Deputéierten net d'Méiglechkeet, direkt op d'Ried vun der Madamm Ministesch ze reagéieren.

Ech géif also proposéieren, Här President, datt mer dat d'nächst Joer aneschters maachen an datt fir d'Éischt d'Deklaratioun ass an den Dag drop dann eben den Debat ass, esou wéi dat och bei der Aussepolitik de Fall ass. Da kënnen mer deem ganz Volet vun der Entwécklungspolitik, an deen huet e verdéngt, nach vill méi Opmierksamkeet schenken.

An deem Sënn, wéi gesot, Madamm Minister, ech wënschen lech dann och nach all Guddes fir d'Zukunft. Dir sidd nach relativ nei, mä ech sinn awer iwwerzeugt, datt Der mat deem néidegen Engagement dat och genauso gutt wäert maache wéi Äre Virgänger.

Ech soen lech Merci.

► Une voix. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, Exzellenzen, mir Sozialiste setzen eis säit jeehier a fir e friddlecht an e solidarescht Zesummeliewen, an dat net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä iwwer national an europäesch Grenzen ewech. Onst Zil ass eng sozial an ekonomesch gerecht Welt, an där all Mënsch e gutt a selbstbestëmmt Liewe féiert, an där seng Grondbedierfnisse befriedegt sinn an an där hien och respektvoll mat senger Matmënschen a mat der Émwelt ëmgeet.

Lëtzebuerg huet eng laang Traditioun vun exzellenter Kooperatiounspolitik. A fir d'LSAP gëllt et, des och an Zukunft an engem sech steteg wandelnden internationale Kontext a mat neie Méiglechkeete fortzeféieren.

Souwuel de Passage vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik vum Comité d'aide au développement vun der OECD 2017 wéi och Appreciatione vu verschiddenen Organisationswéi zum Beispill dem ODI, dem Overseas Development Institute, de Gusty Graas huet dat virun erklärt, oder vum Center for Global Development attestéieren eiser Kooperatioun en héijen Niveau a mir kréien och vun deenen onofhängegen Instituter eng gutt Zensur ugestallt.

Fir dass d'Lëtzebuurger Kooperatioun och weiderhin en héije Standard anhalen kann, gëllt et, sech net op Gemaachtem auszerouen, mä am Géigesaz nei Usätz ze sichen, sech un déi nei Kontexter unzepassen an innovativ Léisungen ze fannen. Eng gutt Kooperatiounspolitik ass kee Selbstzweck, mä soll aus enger Perspektiv an am Zil vu Solidaritéit gemaach ginn, am Aklang mat eise Wäerter, fir Mënschen aus der extremer Aarmut erauszehuelen an hir Mënscherechter ze verwierklechen an duerch d'Welt d'Inegalitéiten ze verklengeren.

An heibäi ass et wichteg, virun allem de Mënschen, de Mënschen an de Partnerlänner hir Besoinen a Prioritéiten ze verwierklechen an net eis eegen. Entwécklungszesummennaarbecht ass gläichzäitig och eng Form vu Präventioun, déi am beschte Fall Konflikt- a Gewaltpotenzial verringert an esou zum internationale Fridde bäidroe kann.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstate si weiderhi weltwäit déi gréissten Donatoren, mä dat an engem international politesche Kontext, deen am Wandel ass. Nei Akteure wéi China, Indien a verschidde Golfstaaten engagéiere sech an der Entwécklungspolitik. D'USA énnert dem President Trump senger Regierung huelen eng ëmmer méi politiséiert an eng transaktionsbaséiert Approche, dat heescht, si diktéieren de Partner d'Konditiounen.

China probéiert am Kader vu senger One-Belt-One-Road-Initiative seng eege Visiounen vun der Politik, der Gesellschaft a vun der Entwécklung

ze universaliséieren, déi op ville Punkten net mat den europäesche Wäerter ze vereene sinn. An dësen Zäiten ass et fir d'LSAP ëmsou méi wichteg, de Multilateralismus ze ënnerstëtzen. Gläichzäitig erschwéieren awer d'Konflikter, de Klimawandel an d'Gesondheitsrisiken eng nohalteg Entwécklung.

De Kofi Annan säin Diktum bleift och haut nach relevant: „Ouni Entwécklung keng Sécherheet, ouni Sécherheet keng Entwécklung, a weder dat eent nach dat anert ouni de Respekt vun de Mënscherechter.“

Et géllt also, d'Entwécklungshëllefzesummenaarbecht an engem méi largé Kontext ze gesinn an eng kohärent Politik ze bedreiwen, déi d'Däiwelskreeser brécht an eng nohalteg Entwécklung zouléist. Dowéinst bleift d'Approche vun den 3D - Diplomatie, Développement an Defense - an eiser Aussepolitik fir eis elementar wichteg, fir d'Erausforderungen, déi mer och an de Lëtzebuurger Partnerlänner, wéi a Westafrika, gesinn, global unzegoen; Beispill Mali. An Dir hutt, Madamm Minister, dat jo exzellent an Ärer Interventioun beschriwwen.

Mat der Agenda 2030 an hire 17 Objectifs de développement durable huet sech d'international Communautéit ee Kader ginn, fir primär d'extrem Aarmut ze bekämpfen, eng Kontinuitéit zu de Millennium Development Goals, mä och doriwwer eraus déi nohalteg Entwécklung universell op sozialem, ökologeschem an och wirtschaftlech Plang ze fërderen.

Zesumme mam Paräiser Klimaofkommes hu mer also elo e Kader, deen d'Politike vun de Länner an hir Zesummenaarbecht zesummebréngen kann an eng grouss Kohärenz brauch. Dëst géllt natierlech och fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun an och eis Politik heiheem méi generell.

Den neie Koalitionsaccord weist, dass d'Kooperatioun och weiderhin en Hauptbestanddeel vun der Lëtzebuurger Aussepolitik bleift, a probéiert, dës Erausforderungen op eng koordinéiert Manéier unzegoen.

D'LSAP-Fraktioun begréisst selbstverständlech, dass Lëtzebuerg weiderhin 1 % vu sengem RNB an Entwécklungshëllef investéiere wäert, eng Decisioun, déi, denken ech, och weiderhin e grouss Konsens ervirbréngt, an der Politik, an der Communautéit vun den ONGen, mä och bei de Leit dobaussen. An dat weist, dass eist Land eng besonnesch Sensibilitéit fir Entwécklungshëllef an Zesummenaarbecht huet.

Virun allem sti mer op internationalem Plang nach ëmmer als ee vun deene weinegen do, déi d'Zil vun der OECD, vun der UNO vun den 0,7 % erreechen. Hei kéint eng Aufgab op dat nächst Europaparlament duer, an zwar permanenten Drock ze maachen op d'Memberstaaten op deem rächste Kontinent vun der Welt, fir dass se wéinstens hiert Engagement an hir Verantwortung wouerhuelen.

Mir begrëssen als LSAP-Fraktioun awer och, dass de Prinzip vun der Additionalitéit vun de Fonge bäibehale gëtt, wat heescht, dass Suen, déi am Kader vun der Bekämpfung vun Klimawandel oder fir den Accueil vu Flüchtlingen agesat ginn, net zu den Ausgabe fir Entwécklungshëllef gezielt ginn.

Och dëst si wichteg Themen, déi grouss Investissement brauchen, mä mir solle vermeiden, dass d'Bekämpfung vun der extremer Aarmut doduerch diluëiert gëtt.

Mä Suen eleng, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen keng Resultater. Wichteg ass et, wéi a firwat mer déi Suen och ausginn. An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer eng kohärent a strategesch ausgericht Politik verfollegen.

Mir begrëssen als LSAP dofir déi nei Strategie, fir d'Kooperatioun, déi d'lescht Joer zesumme mat villen Akteuren um Terrain ausgeschafft gouf, an d'Lëtzebuurger Entwécklungspolitik op Basis vun der Agenda 2030 vun enger Secteur-spezifischer op eng méi integral a multidimensional Approche ëmzestellen. De Fokus op d'Partnerschaft mat enge sëlliche relevanten Akteuren, d'Kontinuitéit an der geografischer Konzentratioun mat Fokus op am weinegsten entwéckelt Länner an d'Fërderung vun der Innovatioun sinn alles wichteg Punkte fir d'LSAP.

Mat dëser Strategie äntworte mer och op eng Recommandatioun vum CAD, déi Lëtzebuerg 2017 am Kader vu sengem Passage virum CAD kritt huet. Och déi strategesch Ausrichtung am Fong a Form vun de véier thematesche Prioritéiten ënnerstëtze mir.

Fir d'LSAP si virun allem den Accès zu soziale Servicer a méi allgemeng eng Verbesserung vun der Sécurité sociale weltwäit e kruzialen

Aspekt. Et ass effektiv bewisen, dass d'Sécurité sociale e wichteg Element ass, fir Aarmut, Vulnerabilitéiten an Ongläichheeten ze verréngeren an inklusive Wuesstum, politesch Stabilitéit a mënschlecht Kapital ze fërderen.

Dofir ënnerstëtzen d'Sozialisten och déi sougenannten „Social Protection Floors“. Allerdéngs haten 2015 weltwäit just 45 % vun de Mënsche soziale Schutz a mindestens engem Domän, wat weist, dass et nach genuch ze maache gëtt.

D'LSAP-Fraktioun begréisst, dass Lëtzebuerg sech staark an dësem Domän asetzt, virun allem wat de soziale Gesondheetsschutz ugeet. An an deem Kontext kann een zum Beispill de Projet vu Lëtzebuerg, zesumme mat der OIT, der Weltaarbechtsorganisatioun, nennen, deen d'Extenssioun vun der Sécurité sociale am Beräich vun der Gesondheet a Südostasien fërdert, genauou wéi eise Soutien fir den Universal-Health-Coverage-Projet vun der OMS, duerch dee mer virun allem eis Partnerlänner a Westafrika an de Laos ënnerstëtzen.

Wat vläicht ganz interessant ass un deem Projet vun der Sécurité sociale am Laos, ass, dass e sech am Laf vun de Joren entwéckelt huet an iwwert d'Grenzen erausgaangen ass vum Laos a sech zu engem regionale Projet weiderentwéckelt huet an dass elo niewent dem Laos och de Myanmar an de Vietnam do matgeholl ginn.

Ech mengen, déi Approche vun der OIT huet als Zil eng Couverture sociale universelle a soll d'Bevëlkerung schützen virun de finanzielle Konsequenze vu Krankheet. An dësem Kader geet et drëms, eng adequat Legislatioun, den Accès zu medezinnesche Servicer zu abordabele Präisser ze garantéieren.

Mir als LSAP begrëssen natierlech och, dass eng Rei Lëtzebuurger ONGen och esou Projete ënnerstëtzen, wéi zum Beispill Solidarité syndicale vum OGB-L, déi aktiv ass an der sozialer Protektioun am Ghana an am Cap-Vert, oder Pharmaciens sans frontières, déi en äänleche Projet mat Mutuellen hunn am Bénin, wann ech mech net iren. Den Zougang zu Gesondheet, mengen ech, ass ee vun deene wichtigste Aspekte vun der Entwécklung, well eng gesond Bevëlkerung bréngt e Land weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP ass och de Fokus op Fraen a Meedercher wichteg, an dëst och am Kader vun der Politique étrangère féministe, wéi se am Regierungsprogramm jo beschriwwen ass a wéi mer se och an der Debatt zur Aussepolitik hei erklärt hunn.

Mir wëssen, dass Frae méi oft leiden ënnert de Konsequenze vun der Aarmut a si hunn aner Problemer a Besoinen, wat eben eng gender-differenziéiert Approche freet. Mä eng gender-orientéiert Entwécklungspolitik ass net nëmme wichteg, fir de Fraen hir Rechter ze schützen, et ass och eng noutwendeg Konditioun, fir dass d'nohalteg Entwécklung erfollegräich ka sinn.

Nëmme wa Frae méi autonom ginn duerch den Accès zur Educatioun an anere Servicer a wirtschaftlech Onofhängegkeet kréien, kann eng Gesellschaft nohalteg wuessen. An et geet dobäi och net drëms, den aktuelle System einfach mat der Participatioun vu Fraen ze ergänzen, mä duerch transformativ Approche alternativ Strukturen ze schafen.

Mir fannen et als LSAP richtig, dass bei alle Beméiungen am Beräich vun der Aussen- an Entwécklungspolitik d'Besoine vu Frae speziell ugeschwat mussen ginn an dann awer och duerch Moosname solle begleet ginn, déi et de Männer erlaben, sech an hirer neier Roll zu rechtzefannen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Evaluatioun bleift e wichteg Bestanddeel vun der Kooperatiounsaarbecht, souwuel vun der allgemenger Richtung wéi och vun de spezifische Projete. Et geet heibäi souwuel drëms, den Impakt an d'Effikassitéit vun de Programmer ze assuréieren, den Dialog mat de Partner ze verbesseren, mä och fir d'Transparenz an d'Rede-vabilitéit sécherzestellen.

Mir begrëssen et dofir, dass mer och an dësem Domän vun der Evaluatioun op innovativ an op nei Weeër ginn, fir och d'Evaluatioun nach an den nächste Joren ze verbesseren.

Zum Beispill gëtt et de Projet FEVE 3, dat ass de Projet „Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA“ a Westafrika. Et ass e Projet, deen néng Länner touchéiert, 108 Milliounen Mënschen, also e Véierel vun der Populatioun vu Westafrika. Et ass e Projet, deen an Zesummenaarbecht mat der senegalesescher ONG Enda Santé gemaach gëtt.

An do gëtt d'Evaluatioun elo selwer vun den Akteuren um Terrain duergedouert, nodeems festgestallt gouf, dass extern Evaluatiounen net ëmmer dat besch Resultat bruecht hunn. Dëst heescht also, dass et sech ëm e Peer-Review-Mechanismus handelt, bei deem sech déi ver-

schidden Akteuren, déi um Projet schaffen, géigesäitig evaluéieren an dobäi Best Practices an Erfahrungen austausche kënnen. Och wann dese Prozess nach net fäerdeg ass, zeechent et sech schonn elo of, dass dat e Succès gëtt.

Dës Partnerschaft mat den Akteuren um Terrain weist an eisen Aen eng grouss Stärkt vun der Lëtzebuurger Kooperatioun, nämlech déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Akteuren, zum Beispill dem Ministère, der Chamber, den ONGen an och de Privatakteuren.

An effektiv, d'Objectifs du développement durable kënnen nëmme dann erreecht ginn, wann zesummegeeschafft gëtt. D'Zivilgesellschaft an d'ONGen spillen um Terrain an eisen Aen dofir eng besonnesch wichteg Roll, well si kennen d'Realitéit an och d'Erausforderungen oft am beschten. Mä mir wëssen et, a leider ass dat och eng Tatsaach, dass d'ONGen et ëmmer méi schwéier kréien, hir legitim Aktivitéiten auszuféieren a verschiddene Länner.

Verschidde Regierungen probéieren, fir de Spillraum vun den ONGen ze verklengeren oder se quasi ganz ze ënnerdrécken, och andeems se d'Finanzementer méi schwéier maachen. An dat geschitt och an Europa, wou et Regierungen gëtt, déi humanitär Akteuren, déi Mënsche wëlle retten am Mëttelmier, wëlle kriminaliséieren.

D'Défenseurs des droits, déi sech fir d'Ëmwelt oder fir d'Rechter vun de Peuples indigènes asetzen, an dat oft am Kontext vun Entwécklungs- an Infrastrukturprojeten, bei deenen d'Regierungen déi lokal Communautéiten net befreien an hir Mënscherechter iwwerginn, liewen oft liewensgefäerlech.

Als Lëtzebuerg an als Europäesch Union mussen mer eis fir d'Protektioun vun dese courageierte Leit an Organisatiounen ausschwätzen an hiren Droit d'expression an och den Droit d'opinion an hiren Droit de rassemblement et d'association mussen mer schützen a verteidegen.

Et gëtt och, méi spezifesch op d'Entwécklungszesummenaarbecht bezunn, e puer international Tendenzen, wou ech weess, dass Lëtzebuerg déi net matgeet, mä déi eis awer Suerge maachen an déi eis e bësse vigilant maachen a wou mer als Lëtzebuurger Entwécklungsakteuren op internationale Foren dergéintsteiere mussen.

Ech wëll der e puer opzielen.

Esou weist zum Beispill d'Hëllef vun den „low-income countries“ an déi Länner, déi am Risiko sinn, pour compte gelooss ze ginn, dass déi ganz lues eropgeet, am Verglach zu de Länner mat engem mëttleren Akommes oder mat engem „upper-middle-income“, wéi dat an der Terminologie heescht. Déi ganz aarm Länner, do ass et tëschent 2010 an 2017 just ëm 1 % eropgaangen, am Verglach mat 18 % a 40 % bei deene mëttleren an den „upper-middle-income countries“.

An ech mengen, dëst ass ëmsou méi problematesch, well d'Leit, déi an absolutter Aarmut liewen, zu engem ëmmer méi groussen Deel a just eben deene Länner mat deenen extrem niddrege Revenue liewen.

Ausserdeem weisen och aner Statistiken, dass an deene leschte Joren ëmmer méi a Secteure wéi Infrastruktur, Business an Industrie investéiert gëtt, während d'Entwécklungszesummenaarbecht fir sozial Protektioun an Educatioun ganz weing wësst an deelweis och zréckgeet. An dat sinn Evolutiounen, déi eis Suerge maachen a wou mer eis müssen als Lëtzebuerg international an um europäesche Plang dergéint wieren.

Fir d'LSAP bleift et eng Prioritéit, virun allem a Secteuren ze investéieren, déi d'mënschlecht Kapital fërderen. An och ginn an deenen am weinegsten entwéckelt Länner lokal ONGen an de private Secteure ganz rar fir déi primär Implementatioun vu Projete benotzt. An och do mussen mer derfir suergen, dass grad déi lokal ONGen an eise Partnerlänner mat agebonne ginn, an net Akteure vu bausse geholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Problem, deen der LSAP um Häerz läit, sinn déi héich Transaktionsfrais, déi Mënsche mussen berappen, wa se Suen an hir Heemechtslänner iwwerweisen. Iwwert déi lescht Joren ass d'Wichtigkeet vun den „remittances“, wéi dat och nees am Fachjargon heescht, am Kader vun der Entwécklung staark an d'Luucht gaangen.

Wichteg sinn dës Heemiwwerweisunge souwuel fir Privatpersounen, déi am Alldag der Aarmut entfléie kënnen oder e Betrib op- an ausbaue kënnen, mä och um Niveau vun de Statsfinanze vun Entwécklungslänner. Effektiv stellen „remittances“ fir verschidde Länner bis zu 30 % vum PIB duer.

Virun allem ass et esou, dass déi Heemechts-iwwerweisungen ze oft mat héije Käschte verbundene sinn. Esou gi bis zu 7 % vun de Banken oder aneren Transferdienstleistern zréckbehalten. A fir eis Partnerlänner, besonnesch an der Subsahara-Regioun, kann dat bis zu 9,5 % sinn. An dat ass net am Interessi vun de Mënschen.

D'LSAP fuerdert dofir d'Regierung op, sech derfir anzesetzen, en accordance mat der Agenda 2030 an aneren Initiativen, dës Käschte fir „remittances“ op 3 % ze senken. Dës Käschte bleiwen deelweis esou héich, well de Maart ebe relativ kleng ass. An dëst kéint sech ënner anerem doduerch änneren, wann aner Akteure mat bankexternen Zuelungssystemer méi mat abezu kéinte ginn.

Och innovativ Léisungen, wéi d'Utilisatioun vu Kryptowährungen, déi op Blockchain baséieren, hunn do Potenzial. An an deem Kontext kann de Privatsektor, zum Beispill FinTech-Firmen, eng Roll spillen.

Fir Lëtzebuerg kann d'Finanzplaz méi generell eng wichteg Roll an der Kooperatioun spillen. Loosst eis net vergiessen, dass Lëtzebuerg an den 90er Jore schonn d'Mikrofinanz an d'inklusive Finanzen als een Deel vun der Entwécklungszesummenaarbecht adoptéiert huet a weiderentwéckelt huet! An et ass och net fir näischt, dass mer do ee vun de Leadere weltwäit sinn.

Et ass ëmmer wichteg bei Innovatioun, dass een direkt matmécht an derbäi ass; d'Beispill vun der Mikrofinanz beleet dat wierklech. Dofir sinn ech frou, Madamm Minister, dass Der an Ärer Ried vill op Innovatioun och agaange sidd. Wann ee vun Ufank an derbäi ass, da kann ee mathalen a matdiskutéieren.

Finanziell Inklusioun ass e wichtige Facteur fir wirtschaftleche Wuesstum a ka Leit a Betriber grouss Avantagë bréngen duerch den Accès zu finanzieller Servicer, wéi Spuerkonten, Prête, Mikroassurancen oder den Transfer vu Suen.

An als staark Finanzplaz hu mer den néidegen Know-how, fir innovativ Finanzmechanismen auszeschaffen an an den Déngscht vun der nohalteger Entwécklung ze stellen, zum Beispill duerch Investmentfonge mat engem sozialen Impakt, gréngen Investissementer oder Garantien an Instrumenter, fir Risiken ze limitéieren. An och an Zukunft soll Innovatioun e wichtige Deel vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik bleiwen.

Och an anere Secteuren, wéi dem Finanzsektor, kann de Privatsektor eng wichteg Roll spillen an en Impuls fir Innovatioun an Nohaltegkeet sinn. Mä och hei mussen mer oppassen, dass déi Projete, déi mam Privatsektor gemaach ginn, och richtig evaluéiert ginn. Och do muss evaluéiert ginn. Et ass net nëmme, dass déi Projete, déi Regierungen maachen oder international Organisiatiounen maachen, evaluéiert ginn. Och hei, mengen ech, ass en Nohuelbedarf, fir do ze evaluéieren.

D'Business Partnership Facility, déi 2019 an hir véiert Ronn geet, ass an deem Kontext, mengen ech, e wichtige Projet, bei deem den Ausseministère de Secteur privé zu Lëtzebuerg derzou incitéiert, sech mat Partner an Entwécklungslänner zesummenzedeien, fir nohalteg kommerziell Projete an d'Liewen ze ruffen.

Während mer dese Projet vun der Business Partnership Facility vollends ënnerstëtzen, wär et an eisen Aen awer wichteg, fir d'Kritäre vun der Diligence raisonnable - also den Devoir de diligence, wouriwwer virdu scho meng Virriedner geschwat hunn - an de Bewerbungsprozess ze integréieren, fir dass d'Mënscherechter an d'Ëmwelt an esou Projete och respektéiert ginn. Dat géif och passen an de Kontext vun deem Plan national, deen den Ausseministère d'lescht Joer adoptéiert huet, wou et ëm d'Principes directeurs vun der UNO fir Entrepreneurs a Mënscherechter geet.

Ech erënnere an deem Kontext och un de Regierungsprogramm - ech zitieren en net méi, den Här Galles huet et gemaach, den Här Graas huet och driwwer geschwat -, dass mer do eng grouss Aufgab hunn, wat den Devoir de diligence ugeet. An ech kann lech soen, Madamm Ministesch, do sinn net nëmme d'ONGen derhannert, do ass och dës Chamber derhannert, a meng Kommissioun an och aner Kommissiounen. A mir hoffen, dass mir an deem Projet do virukommen. A mir wäer frou, haut och, wéi gesot, Informatiounen vun lech dozou ze héieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och op EU-Niveau gëtt et eng jett Entwécklung, déi an eisen Ae grouss Wichtigkeet hunn. Am Kader vun neie finanzielle pluriannuelle Kader sollen, wéi gewosst, déi verschidde Finanzinstrumenter fir extern Politik an och fir d'Noperschaftspolitik zesummegefuert ginn. An dat gëtt deen neien „Neighbourhood, Development and International Cooperation Instru-



ment“, fir Drëttlänner a fir Nopeschlänner ze ënnerstëtzen.

An och de Fonds européien de développement, dee jo bis ewell ausserhalb vum EU-Budget ugesidelt war, géif an dëst Instrument integréiert ginn. An natierlech, dat huet just een Avantage, dass och de Fonds européien de développement dann enger demokratescher an enger parlamentarescher Kontroll ënnerleie kann.

Prinzipiell kann een dës Entwécklung ënnerstëtzen, well se der EU méi Flexibilitéit, Effektivitéit a Kohärenz gëtt an et hir erméiglecht, hire politesche Poids besser auszepillen.

Mä awer op där anerer Säit muss mer gläichzäiteg oppassen an et muss séchergestallt ginn, dass d'Bekämpfung vun der extremer Aarmut en Haaptzil vun dësem Instrument bleift an net duerch aner Prioritéiten diluéiert gëtt. Esou gëtt et Statistiken, déi weisen, dass weltwäit de Prozentsaz vun der Aide publique au développement, déi d'Donateurslänner net verléisst, vun e bësse méi wéi 2 % 2010 op 10 % 2016 geklommen ass. Et ass net gutt, wann déi Suen an den entwéckelte Länner bleiwen an net erauskommen.

Dës Evolutioun ass virun allem drop zrëckzuführen, dass wéi virdu mentionnéiert, d'Aide publique au développement fir den Accueil vu Refugiéien a verschidde Länner verwennt ginn ass.

Mir sinn als LSAP houfreg, dass déi sozialistesche Fraktioun am Europaparlament an den Negotiatiounen fir d'Positioun vum Parlament duerch hiren Asaz et duerchgesat huet, dass d'Europaparlament eng staark Roll spille soll, wat d'Setze vun de Prioritéiten, d'Programmation an d'Kontroll vun der Benetzung vun deene Suen aus deem nei geschafene Fong ugeet. Mir ënnerstëtzen ënner anerem och dem Parlament seng Demande, fir méi Suen a Mënsche-rechter an och demokratesch Aktivitéiten ze investéieren.

Der Relatioun vun der Europäescher Unioun mat Afrika gëtt zu Recht eng besonnesch Bedeutung zougeschriwwen. E Kontinent, mat deem Europa ganz enk zesummenhängt. Dofir gesi mer eng positiv Partnerschaft mat Afrika als elementar un. Eng Partnerschaft, déi allerdings vill méi wäit goe muss wéi just Entwécklungszesummenaarbecht.

Mir ënnerstëtzen dofir de Projet, fir eng EU-Afrika-Allianz fir nohaltegen Investment an Aarbecht, a fir d'Approche vum Donor-Recipient hanner eis ze loossen. Ganz wichteg ass fir eis den Investissement an d'Mënschen duerch Investissementen an d'Éducatioun an an d'Skills.

D'Migratioun ass e wichtige Sujet, mä en däerf op kee Fall eis Relatioun mat Afrika definéieren an dominéieren. Och d'Verdeiwung vum Joint Programming am Kader vun deem neien europäesche Konsensus fir den Développement, fir méi eng koordinéiert a kohärent Approche vun den EU-Institutionen an de Memberstaaten an der Entwécklungsarbecht ze garantéieren, ass an eisen Ae wichteg.

Weiderhin ass 2020 eng wichtige Echeance, an och mäi Virriedner Gusty Graas huet se ugeschwat. Mir müssen de Post-Cotonou-Prozess weiderbréngen. De Cotonou-Accord leeft 2020 of a mir müssen do en neien Accord ausschaffen.

Deen Accord couvréiert iwwer 100 Länner an eng 1,5 Milliarde Leit an adresséiert Theme wéi de Klimawandel, Ernärungssécherheet, regional Integratioun an eben och d'Entwécklungszesummenaarbecht.

An d'Ausschaffe vun deem neien Accord däerf net just en technokrateschen Exercice ginn, en Update vum aktuellen Accord. Villméi muss mer d'Ambitiounen hunn, d'Erausforderung vun dëser Kooperatioun ze verstoen a se un deem haitege Kontext unzepassen.

Fir d'LSAP muss mer dese Länner eng gerecht a fair Partnerschaft op Aenhéicht ubidden um Niveau vum Commerce an der politescher Zesummenaarbecht an enger Rei vun Domänen, an deenen d'Entwécklungshëllef nëmmen en Deel, wann och e wichtige, vun engem méi largé Kader ass.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech nach e puer Wuert och zu der humanitärer Hëllef soen, déi, wéi d'Ministesch scho gesot huet, e weideren Ausdruck vun onser internationaler Solidaritéit ass.

De Global Humanitarian Overview vun der UN, vum United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs weist op en Neist, dass d'Besoinen enorm sinn. Se si gigantesch! 131,7 Millioune Leit brauchen humanitär Hëllef. An d'UN freet 21,9 Milliarden US Dollar, fir 93,6 Millioune ... fir all déi Mënschen ze errechen.

Och wann d'Spende global eropginn, esou klafft dach bei ze villen humanitäre Reaktiounen-

pläng eng finanziell Lück op. Aus der LSAP-Sicht ass et awer grad ... Mir sinn och frou - an dat ënnersträichen ech och ëmmer all Joers -, dass mer, wat eis Politique d'action humanitaire ubelaangt, net nëmmen do tätég si bei Krisen, déi an de Medie sinn, mä dass mer och déi sougenannten „crises oubliées“ net vergiesen an dass mer déi um Radar halen. Dat, mengen ech, ass ganz wichteg.

D'Grënn fir humanitär Hëllef si villfälteg, mä et si leider virun allem arméiert Konflikter, déi d'Besoinen an deene leschte Joren an d'Luucht dreiwien. A wat och dramatesch ass: dass humanitär Krisen am Moment eng duerchschnëttlech Dauer vun néng Joer hunn. An et sinn och déi grouss a laang unhalend Krisen, meeschtens och duerch de Mënsch verursaacht, déi déi meescht Ressourcen brauchen.

Humanitär Hëllef ass an esou Kontexter eng noutwendeg Moossnam, fir Liewen ze retten a Leiden ze verréngeren. Mä op laang Siicht ass et keng Léisung. An dofir muss mer als international Communautéit eis vill méi drop konzentréieren, politesch Léisunge fir déi Konflikter ze fannen an och déi deif Ursachen ze adresséieren.

An och deen Nexus, deen Zesammenhang vun Développement an Humanitärem, ech mengen, do si mer 2017 an den Assisen drop agaan, do war dat den Haaptthema. Do ass vill hei zu Lëtzebuerg dru geschafft ginn. Och do, dat ass en Thema, deen an de Vierdergrond gestallt muss ginn, well eben déi aktuell Krisen esou laang daueren an iwwert déi traditionell Linnen tëschent humanitärer Hëllef a Kooperatioun erausginn. Et geet also drëms, am beschte Fall d'Besoinen net nëmmen ze erfëllen, mä op laang Siicht ze eliminéieren a gläichzäiteg Risike besser ze geréieren a Vulnerabilitäten ze reduzéieren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt e puer Wuert als President vun der zoustänneger Chamberskommissioun soen. Mir si frou, dass Äre Virgänger ëmmer vill an d'Kommissioun komm ass an d'Kommissioun immens matagebonnen huet. Dir, Madamm Ministesch, waart och schonn ëfters bei eis.

Dir waart do och fir de Budget. Do hu mer et besonnesch begréisst, dass de Budget gehéicht ginn ass, wat d'Sécherheetsmoossnamen ubelaangt fir eis Leit, déi an eisen Ambassade sinn. D'Formatiounen, dass dat eng grouss Prioritéit ass vun eiser Regierung, ech mengen, dat ass ganz gutt. Mir sinn och frou a mir wëllen och weiderhin als Chamber matagebonne ginn.

Ech erënnere drun, dass mer an d'Strategie matagebonne waren. Ech ka mech un dee formidable Seminar/Workshop vum 14. Juni 2018 erënnere. An dunn, den 19. September hu mer op den Assisen och weidergeschafft un där neier Strategie. Wann Dokumenter an enger Dunkelkammer entstinn, da gi se net akzeptéiert vun der Chamber an och net vun de Leit dobaussen. Hei ass e gudden Exercice geschwächt, dass Der den Terrain matagebonnen hutt.

Mir wäerten eis och freeën, weiderhin Informatiounen iwwert déi verschidde PICen ze kréien. Et ass och gutt, dass Der eis ëmmer d'Invitéen aus de Partnerlänner an d'Kommissioun schéckt, well och dat ass wichteg, dass mer net nëmmen déi eng Säit vun der Medail gesinn, mä och déi vun eise Partner.

Ech wëll kuerz drop zrëckkommen, op déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer als Kommissioun mat der Émweltkommissioun haten, mat där viregter, déi presidéiert gouf vum Henri Kox, an elo mat där neier Émweltkommissioun vum François Benoy, wat de Plan national de développement durable ubelaangt, dee jo déi ganz Agenda 2030 mat de 17 SDGe soll ëmsetzen. An och do ware mer als Chamber matagebonnen. Do waren ursprénglech jo nëmme sechs Champs d'application prioritaires, et sinn der elo zéng. An do ass besonnesch déi extern Dimensioun gestärkt ginn, och op Drock vun den ONGen a vun de Leit vun den Entwécklungs-ONGen, déi an deene Workshopen derbäi waren. An ech mengen, dat ass och eng gutt Saach.

An deem Kontext wëll ech den europäeschen Daachverband vun den Entwécklungs-ONGen zitieren, dat ass d'CONCORD, déi an hirem AidWatch-Rapport 2018 positiv ervirgestrach huet, dass déi intergouvernemental Kollaboratioun zu Lëtzebuerg am Kader vun der Agenda 2030 an dem Paräiser Klimaaufkommen géif déi richteg Prekonditiounen setzen, fir de Problem vun der Cohérence des politiques richteg unzuegoen. An dee Rapport vu CONCORD recommandéiert Lëtzebuerg och, sech an den internationale Foren anzusetzen, fir dass d'Länner hir Engagement anhele sollen, an dat besonnesch virum Hannergrond vun nationalisteschen a populistesche Stréimungen an Europa.

An erlaabt mer, gläich hei nach ze soen, dass mir als LSAP den Hetz- an de Ligecampagnen,

déi géint déi international Zesummenaarbecht duerch rechtspopulistesche Parteei gemaach ginn, dass mer deene resolutt entgéintrieden.

Dat gesot, Madamm Minister, wëll ech lech als Konklusioun Merci soe fir Äre exzellente Ried a fir Äre Bereetschaft, weiderhi mat eis, der Chamber, enk zesummenzeschaffen. Ech soen all den Akteure vun der Lëtzebuurger Kooperatioun heiheem an um Terrain Merci. An ech war frou ze héieren an deenen Zuelen, déi Der genannt hutt am Ufank vun Ärer Ried, Madamm Minister, dass mer méi Akteuren dobaussen hu wéi heiheem. Dat ass och wichteg, well et gëtt jo oft gesot, et wäeren ze vill Leit, déi hei schaffen, an net genuch an de Länner. Äre Zuelen hunn dat beluecht, dass souwuel de Ministère wéi Lux-Development wéi och d'ONGen heiheem kleng sinn an dobausse grouss sinn. An ech mengen, dat ass och eng ganz gutt Saach.

Ech wëll lech an deenen nächste Joren eng gutt Hand wënschen, vill Kraaft a Courage, fir dass Der um europäesche Plang an an den internationale Foren d'Wärter vun der Entwécklungszesummenaarbecht a vum Multilateralismus verteidege kënt.

An dat gesot, soen ech lech alleguete Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser, mam Accord vun der Madamm Empain.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Vergiesst dat net!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An ech fänken och direkt un - wat net gewéinlech ass -, fir deene Gréngen en häerzleche Merci ze soen, dass dat hei elo méiglech war.

(Hilarité et brouhaha)

Speziell natierlech der Madamm Empain. Voilà!

(Interruption)

Jo, ech wëll op jidde Fall dann och net allze laang schwätzen, mä ech mengen, et ass awer wierklech wichteg, einfach e puer méi analytesch Saache vläicht ze soen. An ech fänken u mat der humanitärer Hëllef. Si steet e bëssen ëmmer am Schied vun der Entwécklungshëllef. Si ass awer sécher net manner wichteg wéi d'Entwécklungshëllef. An ech mengen, et kann een och argumentéieren, dass se souguer vläicht méi wichteg ass, well se méi immediat do ass, wou Leit wierklech Hëllef brauchen. Duerfir vläicht just zwee oder dräi Kommentarer zu der humanitärer Hëllef.

Dat Éischt ass: Si soll grousszüeg sinn. Et däerf een net higoen a wa wierklech eng grouss Katastroph ass, dann net generéis sinn. Ech mengen, dat ass eppes, wou dat ganz Land, net nëmmen d'Politik, d'accord wär, fir ze soen, wa wierklech, wierklech Leit an der Nout sinn, dass een do muss séier a grousszüeg hëllef.

Dat Zweet ass e Gedanken, deen och scho virun drun hei ugeschwat ginn ass: Wa mer militäresch Capacitéite schafen, wéi mer et elo maachen, well mer eben ënner Drock stinn, fir dat ze maachen, da soll een och kucken, dass déi militäresch Capacitéite kënnen agesat gi fir humanitär Operatiounen. Dat géllt fir de Fliger, wéi den Här Graas dat och scho gesot huet, den A400M. Et géllt och fir déi eventuell medezinesch Capacitéiten, déi mer an der Arméi schafen, fir déi kënnen och fir esou Zwecker ze benotzen.

Dat Drëtt ass: Mir muss kucken, dass humanitär Operatiounen och zilgericht sinn, dass déi net eparpilléiert ginn, och ënner verschiddeenen Organisatiounen, déi sech dee Kuch wëllen deelen. Mir plädéieren zum Beispill derfir, am Kader vun der UNO eng humanitär Flüchtlingsorganisatioun ze hunn, an net zwou, an dat ass den UNHCR, den Haut-Commissariat pour les réfugiés, an deen och grousszüeg ze ënnerstëtzen. Wa mer dat gemaach hätten am Kader vun der Syrien-Kris zum Beispill oder och vun anere Krisen, dann hätte mer haut manner Refugiésproblemer, well d'Genfer Konventioun vun 1948 respektiv 1949, déi berout jo op där Iddi, dass Flüchtlingslager ronderëm d'Konfliktzonen agericht ginn, an déi solle vum UNHCR geréiert ginn. Da solle mer deen och grousszüeg ënnerstëtzen, fir dass déi Leit, déi an deene Lagere si wéinst enger Krichssituatioun, fir dass déi och kënnen e Liewen opbauen.

Dann ass ee Punkt och nach, mengen ech, ze berücksichtegen, wa mer iwwer humanitär Hëllef schwätzen, an dat ass d'Bréck zur Entwécklungshëllef. Wann iergendwou an der Welt eng Kris ass, wou humanitär Hëllef muss geleescht ginn, dann ass et net nëmmen, fir punktuell dohinneerzegoen a mengetwegen Nouthaiser opzerrichten oder alimentaire Hëllef ze ginn,

mä et muss een och un déi Weiderféierung denken, wéi deem Land ka méi mëttelfristeg oder laangfristeg gehollef ginn.

E klassescht Beispill ass Haiti: Wéi dacks ass Haiti schonn vum Buedem gewiescht? Et ass wahrscheinlech nach ëmmer dat ärmste Land op der Welt. Wéini komme mer zu engem Punkt, wou mer soen: „Mir müssen net nëmmen humanitär Hëllef leeschten, mä et muss och fir esou Länner einfach en international concertéierten Effort gemaach ginn, fir deene wierklech ze hëlfe, souwäit et méiglech ass“, an och dat an déi lwwerleeunge matanzebezéien, wa mer drun denken, fir nei Partnerlänner ze designéieren fir Lëtzebuerg?

D'Entwécklungshëllef selwer, Dir hutt dovu geschwat, Madamm Minister: 420 Millioune. Neen, et ass méi! Mir ginn u sech méi, well mer jo dee Prinzip hu vun der Additionalitéit, dee mir och als ADR net esou gär hunn, wou mer soen: „Mir maachen alles dat, wat normalerweis kéint ugerechent ginn op d'Entwécklungshëllef no de Regele vun der OECD, dat maache mir net.“ Mir maachen additionell Flüchtlingsleeschtungen, mir maachen additionell Klimaleschtungen, mir maachen additionell OMPen. Alles dat, wat dozou kéint matagegerechent ginn, maache mer net. A wann een dat alles géif zesummerechnen, och bei de Gemengen an esou weider, wat wierklech kéint ugerechent ginn un déi ëffentlech Entwécklungshëllef vu Lëtzebuerg, da wäere mer wahrscheinlech Nummer eent an der Welt!

An et ass ëmmer d'Fro: Ass dat onbedéngt néideg? Ass et besonnesch néideg, wann een e groussen Defizit huet? Dofir muss een ëmmer och iwwerleeën: Wou ass d'Proportionalitéit zu deem, wat mer u Valeur ajoutée hunn?

Et ass esou, dass mer déi Entwécklungshëllef ëmmer müssen hannerfroen, well se zum Deel nach aus engem Denke staamt, wat net méi esou aktuell ass. Et ass nach ëmmer e bëssen dat postkoloniaalt, dat iwwerleeënt Denken. Wa mir ufänken, deenen anere Partnerlänner Konditionalitéiten ze setzen, och ideologescher Natur, wéi et am Europaparlament dacks gemaach gëtt, wou mir ufänken, aneren ze soen, wéi si hir Gesellschaft kulturell opbaue sollen, dann ass vläicht e Problem do an eisem Denken. An da brauche mer eis och net ze wonnen, dass Angeboter vun anere Staten, wéi China zum Beispill, och doduerch interessant ginn, net nëmmen aus ekonomeschen oder strategesche Grënn, mä och doduerch, dass esou Länner ebe keng Konditionalitéite setzen.

Mir kënnen dat moralesch contestéieren. Mir kënnen soen: „Dat ass net korrupt!“; an: „Et ass nach vläicht méi korrupt!“; a wat weess ech. Mä et ass eng Tatsaach, dass mer an enger strategescher Konkurrenz sinn, och wéinst Matière premières, wéinst aneren Ur-saachen, an dass einfach aner Länner wéi China, déi mat anere Standarden operéieren, awer hir Plaz virun allem an Afrika ëmmer méi markéieren.

Et ass also fir eis eng Fro, wéi mer mat der Entwécklungshëllef sollen ëmgoen. Mir kënnen déi advers Effekter vun der Entwécklungshëllef. Mir hu se iwwer all déi Jore kommentéiert. Mir kënnen d'Korruptioun, mir kënnen d'Problemer bei dem Opbau vun enger Eegeverantwortung an deene Staten. Mir kënnen d'Problemer vun der Verscheldung duerch d'Entwécklungshëllef. Wéi solle mer viruoen? Vill Leit soen: „60 Joer Entwécklungshëllef waren eigentlech kee richtige Succès. A ville Länner hu mer net vill Progrès gesinn. Vill Problemer bleiwe bestoen.“ Ass also d'Antwort op all déi Problemer vun der Entwécklungshëllef, dass mer der elo sollen nach méi maachen? Ass dat dat Richteg?

Mir hunn déi Diskussioun bei de Migratiounsbewegungen. Mir hunn déi Migratiounsbewegungen aus Länner, déi zum Deel 60 Joer Entwécklungshëllef kruten a wou et net gewierkt huet. Solle mer elo nach méi Entwécklungshëllef ginn? Ass dat déi Antwort, déi wierklech de Problem soll léisen?

Virun allem - et ass gesot ginn, ech mengen, den Här Graas hat et gesot -, mir sinn als Europäer an e puer Joer nach 4 % vun der Weltbevölkerung. Afrika huet 2050 2,5 Milliarde Leit, duebel esou vill wéi China, an 2100 véiermol méi Leit. Mir kënnen jo net mat deene Mëttele vun deene 4 % Weltbevölkerung géintiwuer do ëmmer esou maachen, wéi wa mir kéinten déi finanziell oder aner Ressourcen zur Verfügung stellen, fir Afrika opzebauen, wa mer net higin an eng ganz aner Approche wielen, fir einfach deene Länner ze erméiglechen, op eegene Been ze stoen an dann hir eege Wirtschaft ze stärken.

Mir hunn och Widderspréich an eiser Politik géintwäer Afrika, net nëmmen um Niveau vun de Mënscherechter, mä och zum Beispill dee ri-sege Widdersproch, deen eis wäert an deenen nächste Jore begleeden, tëschent Klimaschutz oder Ëmweltschutz an der Entwécklungspolitik.

Mir soen engersäits: „Déi Länner solle sech entwéckelen.“ Si kucken natierlech och op eis Standarden. Entwécklung heescht Energie. Et ass geschwat gi vum Stroum, dee feelt, an esou weider. Mä mir hunn einfach eng Situatioun, wou mer an deenen nächste Joren - och mat chinesescher Hëllef - iwwer 300 Kuelekraaftwierker méi bauen! An natierlech steet dat an engem Widdersproch zu der Agenda 2030. An u sech hu mer op engem Weltniveau déi Kontradiktioun eklatant, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn: Et geet net, wann ee wëllt op där enger Säit de Wuesstum virundreiwen an op där anerer Säit d'Ëmwelt schützen. Do sinn einfach Kontradiktiounen, do sinn Arbitragen. A mir sollen net esou maachen, wéi wann et do keng Kontradiktioun gëife ginn!

Mir kënnen och net higoen a soen: „Mir mussen alternativ Energien do maachen.“ Dat kann ee soen, dat ass och gutt gemengt. Mä d'Realitéit ass, datt elo säit zwee Joer hannereenen d'Investissementer an alternativ Energien an den Entwécklungslänner zrëckginn, si ginn net no uewen, mä si ginn zrëck. Dat heescht, déi Diskrepanz tëschent all deenen internationalen Agendaen, déi gutt gemengt sinn, an der Realitéit, déi mussen mer och gesinn an och deemtenspriedend handelen.

Mir als ADR, mir si fir d'Entwécklungshëllef, soulaang se néideg ass, dat heescht soulaang mer net wëssen, datt déi Länner wierklech kënnen op eegene Bee stoen. Mä mir mussen eng Strategie hunn, fir ëmzedenken, fir lues a lues an eng aner Richtung ze goen, déi de Realitéiten an eise Méiglechkeete vill méi ugemoss ass.

An do gëtt et eng Rei Schrëtt. Et ass emol eischtens eng Rationaliséierung virzugesinn, eng statistesch Urechnung, fir datt mer och hei am Land einfach éierlech soen, wat mer ginn, dat heescht net 0,7 %, mä wäit iwwer 1 % vum Bruttonationalakomes. An da kucke mer, wéi mer dat am beschten asetzen a wéi laang an op wéi enge Plazen.

Dat Zweet ass de Problem vun der Kohärenz an der europäescher Industrie-, an der Handels- an an der Agrarpolitik. Dat ass e richtige Problem. Mir mussen vläicht dohinnergoen, datt mer soen: „Mir mussen méi Taxen erlaben, och an deene Länner“, fir datt se sech kënnen wiere géint eng Rei vun Importer, déi notament der Agrikultur an deene Länner schueden. Et heescht, mir mussen nei denken, och an der europäescher Handelspolitik, fir do deene State Chancen ze ginn, wou mer der bis elo vläicht ze dacks geholl hunn.

Mir mussen och - an dat ass en Opruff un lech, Madamm Minister - déi Accorden, déi Der mat anere Länner ofschléisst an der Entwécklungshëllef, hei am Parlament ratifizéieren. Dat ass eppes, wat d'ADR d'lescht Woch och hei thematiséiert hat. Wann en Ofkommes mat engem anere Land gemaach gëtt, muss dat hei ratifizéiert ginn.

Mir mussen de Commerce extérieur férdere. Dat ass nëischt Onmoralesches. Et ass net onmoralesch, fir Handel mat Entwécklungspolitik ze verbannen, well et sinn ebe just den Handel an d'Entwécklung vun der Economie, déi et de State laangfristeg erlaben, dat ze entwéckelen, wat si brauchen, fir hir Economie ze stäerken.

De private Secteur soll also agebonne ginn. A mir brauchen net ëmmer ze soen: „Mir bannen d'Entwécklungshëllef net an“, well et einfach laangfristeg net méi intelligent ass, Entwécklungshëllef an Handel vuneneen ze trennen, well déi demografesch an déi politesch Entwécklung op der Welt dat net méi hierginn, fir esou ze denken.

D'Mënscherechter, ganz wichteg! Mir haten hei viru Kuerzem geschwat iwwer Kannerarbeit am Kongo fir Kobalt an esou weider. Et ass esou, datt do gesot gëtt, jo, dat wär net méi esou. Dach, et ass esou! Den Här Mukwege, dee jo hei war, huet hei nach en Interview gehat am „Tageblatt“ am Ufank vum Joer, wou e seet, datt net nëmmen de Krich am Kongo ëm d'Buedemschätz geet an deem Land, mä eben och d'Kannerarbeit, fir Elektromobilitéit, fir Handyen an esou weider. Mir mussen dat thematiséieren op eng éierlech Manéier an dovunner ewechkommen.

En zweete Punkt, wa mer vu Mënscherechter schwätzen, ass den Antisemitismus. Mir fuerde-

ren d'Regierung kloer op, keng antisemitesch Bewegungen ze finanzéieren, och keng, déi sech antizionistesche nennen! Dat huet keng Plaz, zemools net ..., et huet ni eng Plaz, zemools net zu enger Zäit, wou Lëtzebuerg d'Presidentschaft huet an der International Holocaust Remembrance Alliance. Dat geet net! Mir kënnen net ufänken an och an eise Schoulen antisemitesch oder antizionistesche Bewegungen einfach do hir Propaganda maache loosse. Dat gehéiert sech net!

D'selwecht muss ee soen, wa mer iwwer Mënscherechter schwätzen, datt et muss fir eis eng Prioritéit sinn, deene Länner, déi et brauchen, ze hëlfe, Krankheeten ze bekämpfen. An et gëtt nach ganz schlëmm Krankheeten dorëmer. Et gëtt net nëmmen den Ebola, dee mer viru Kuerzem haten, Lepra, Cholera. Alles dat, do ass eng Plaz do, eng Plaz do och fir d'Universitéit Lëtzebuerg, eng Plaz fir eise Luxembourg Institute of Health. A mir solle Leit ausbilden! Mä déi Leit, déi mir hei ausbilden aus Drëttwëltlänner, ebe just déi sinn do, fir hir eege Länner herno do erëm opzebauen. Dorëm geet et! A mir solle kucken ... Net wéi mer et hei gemaach hunn, wéi dës Regierung et virun zwee Joer gemaach huet, datt déi kënnen nom Studium hei en Aarbechtsvertrag kréien, dat ass falsch! Loosse mer d'Leit gutt ausbilden an hinnen hëlfe zrëckzegoen an hir Länner, fir hire Länner eng nei Chance ze ginn!

Mir brauchen einfach nei Konditiounen, fir eng Eegestännegkeet ervirzeruffen, fir déi ze begënschtegen. Mir brauchen eng kloer Approche, och wat d'Refugiéen ugeet oder Migranten, déi heihinnerkommen.

Wat mer net brauchen a wat mer net moralesch kënnen verrieden, dat ass, hei eng Immigratioun ze begënschtegen zulaaschte vun deene Länner, déi hir ausgebilte Leit méi noutwendeg brauchen, wéi mir se brauchen. Mir brauchen net d'Dokteren, d'Krankeschwësteren oder aner ausgebilte Leit aus Syrien oder aus anere Länner heihinnerzezéien, déi a Syrien oder an hire Länner batternéideg gebraucht ginn! Dat ass net de Wee, fir eis Aarbechtsmaartproblemer ze léisen, fir ze soen: „Mir brauchen eng legal Migratioun“, oder: „Mir legaliséieren déi, déi illegal heihinnerkomm sinn“, an déi Qualifikatiounen hunn, déi bei hinne gebraucht ginn. Mir kënnen dat net maachen!

Ech weess, et gëtt vill Leit, déi esou schwätzen. Mä och déi, déi iwwer eng legal Migratioun schwätzen, dären net vergiessen, datt déi och e Käschtepunkt huet, e Käschtepunkt fir Länner, déi déi Leit brauchen. A mir sollen net op dee Wee goen. Mir sollen och déi Leit, déi hei sinn, gutt ausbilden an hinnen hëlfe zrëckzegoen. Dann hu mer eppes gemaach fir déi Leit a fir hir Länner. Dat ass dee richtige Wee. Alles anescht léisst sech an eisen Ae moralesch net verrieden.

De Finanzsektor ass genannt ginn. Jo, de Finanzsektor huet eng wichteg Roll ze spillen an eise Land: Transfer vu Suen an esou weider. E muss sech och ethesche Kritäre stellen: bei der Steierhannerzéiung, beim Geldwäschen. Mä ech sinn iwwerzeegt, datt do an deene leschte Jore scho ganz vill geschitt ass an der Mentalitéit. Mä de Finanzsektor ass e Partner an der Entwécklungshëllef a mir sollen dorobber zrëckgräifen.

Et ass och finanziell interessant: Eleng an Afrika, ech schwätzen emol net vun Indien oder anere Plazen, déi u sech keng Entwécklungshëllef brauchen, mä eleng an Afrika hu mer eng Classe moyenne hautzudaags vun 350 Milliounen Leit, an dat ass natierlech och ekonomesch interessant.

Mir mussen déi afrikanesch regional Integratioun férdere. Dat ass e politeschen Opdrag. Et ass och dat, wat hëlleft, Afrika ze entwéckelen: Verkéiersverbindungen, Kommunikatiounsverbindungen tëschent afrikanesche Länner, an net nëmmen tëschent deene Länner an hire fréiere Kolonialregimenter. Dat ass et!

Et ka jo net sinn, datt, wann ee vun zwou verschiddene Stied an Afrika wëllt vun enger an déi aner reesen, een da muss iwwer eng europäesch Stad fléien, fir erëm zrëckzegoen. Alles dat geet net. Et muss Stroosse sinn, et muss Verbindungen sinn, déi Afrika et erlaben, ënnerene Süd-Süd-Handel ze driewen. Dat ass e Wee, dee mer sollen exploréieren.

Mir solle keng Sue ginn un Organisatiounen, déi se un den Terrorismus weiderleeden. D'Palästinensesch Autoritéit zum Beispill ass e Beispill derfir, wou mer mussen einfach kloer soen: Natierlech wëlle mir och déi Regiounen ënnerstëtzen, selbstverständlech, awer et kann net sinn, datt mer dat maachen, soulaang mer wëssen - an dat ass international an effentlech bekannt -, datt een Deel vun deene Suen un d'Finanzéierung vum Terrorismus geet. Dat däreft et net sinn!

Dat gesot, ech kierzen of, Merci un eis gréng Kolleegen.

► **Plusieurs voix.** - Ah voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà! An ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir hat ee gudder Porte-parole.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Wéi dann?

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir hat ee gudder Porte-parole.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och vun eis e grouse Merci soen der Madamm Lenert fir hire ganz detailléierten Iwwerbléck, e klengen Tour du monde, wéi et schon ugeschwat ginn ass. Et ass en därmoosse breet Themefeld. Ech ka leider och net op alles agoen an ech géif mech haut gäre konzentrieren op d'Relatioun vun der Kooperatioun zur Zivillgesellschaft an och zu der Wirtschaft, well ech denken, dass d'Kooperatioun ee vun deene Politikfelder ass, wat am allermoeschte mat der Zivillgesellschaft verbonden ass. Do ginn et immens vill Lienen, wou ee sech als Persoun dran ermëfent a gesäit, wat een och selwer ka leeschten.

All Einzelnen, dee sech engagéiert fir déi eng oder aner Cause, dee seng Gewunnechten a Fro stellt, dee säint derzou bäidréit, eppes Positives ze hannerloossen, ass wichteg an dréit e groussen Deel zu enger erfollegräicher Kooperatiounspolitik bäi. Dat ass fir mech e ganz wichtige Message, well wéi oft liesen ech, dass Mënsche sech d'Fro stellen, wéi esou se iwwerhaapt bei sech sollen ufänken, wann et dach dobaussen esou vill Beispiller gëtt vu Saachen, déi vill méi schlëmm sinn, vu Mënscherechtsverletzungen oder Ëmweltsënnen, wou een d'Gefill huet, dass een net dergéint ukënnt.

Ech klenge Mënsch, wat huet mäin Handeln dann iwwerhaapt fir en Impakt op dat grousst Ganz? Ech verstinn, wou déi Iwwerleeung hierkënnt, ech ka se awer an där Form net wierklech deelen. Well wa mir kucken, wou mir haut stinn, da kënnen mir eis et wierklech net erlaben, drop ze waarden, dass een aneren, ee méi e groussen oder méi e räichen, ufänkt, mam gudder Beispill virzegoen. Mir brauche positiv Beispiller op all Niveau. Mir brauche Leit, déi weisen, dass et och aneschters geet. Mir brauchen Entrepreneuren, déi ëmdeken, a mir brauchen national an international stamm Regelen, déi grad déi grouss Multinationallen an d'Flicht huelen, fir dass esou Geschichten, esou Mënscherechtsverletzungen net méi stattfanden.

Déi Fro „Wat kann ech scho Groussen ausriichten?“ mag vläicht fir ee perséinlech gerechtfertegt sinn. Mir mussen eis just bewosst sinn, dass et genee déi Aart a Weis ass fir ze denken, déi wäert verhënnere, dass mir aus där Spiral vum Misär and iergendwann eng Kéier erauskommen.

Esou gëtt et och heibanne Stëmmen, déi soen, mir sollten eis als klengt Land do elo net selwer schueden, andeems mir ze vill mam gudder Beispill virginn. Wat kënnen mir mat eise puer Awunner do scho groussaarteg änneren? Dat ass awer genau déi Argumentatioun, déi och zum Beispill a verschiddene vun eisen Nopeschlänner gebraucht gëtt, zum Beispill an Däitschland. Do gëtt et och Stëmmen, déi soen: Firwat solle mir an Däitschland eiser Wirtschaft schueden, wann et an Europa keng contraignant Regele gëtt? An dat Spill, dat geet da monter esou weider, well da seet d'EU sech: Jo, firwat solle mir op EU-Plang eiser Wirtschaft schueden, vläicht manner kompetitiv ginn, Direktiven erausginn, déi eis en Nodeel bidde par rapport zu den USA oder zu China?

Mir mierken also schnell, dass déi Aart a Weis ze denken an ze iwwerleeën iwwerhaapt net tragbar ass, well mir esou ni vum Fleck kommen an ni eppes wäerten änneren un der Situatioun.

Wéi soe se esou schéin: „Little by little, a little becomes a lot.“ Dat wëllt heeschen: Eng Drëps op de waarme Stee verpufft effektiv ganz schnell, mä ganz vill Drëpsen zesumme kënnen e groussen Ennerscheed maachen.

Dofir sinn ech immens frau an dankbar, dass mir hei an eise Ländchen esou vill Leit hunn, déi sech am Alldag derfir engagéieren, e positiven Impakt ze hannerloossen, unzefänke mat ganz villen engagéierte Bierger - ëmmer méi iwwregens -, déi eng Hand rechen, déi spenden, déi hir Akafsgewunnechten iwwerdenken,

déi manner consomméieren an och ëmmer méi bewosst akafen.

Weider zu de ganz villen ONGen, déi zesumme mat hire ville Benevollen a mat hire Salaréie Sensibiliséierungsarbecht leeschten, Drock op d'Politik maachen a Projeten ëmsetzen, déi e reelle positiven Impakt op Dausenden an Dausende vu Mënschen op der Welt hunn.

Ech weess och aus perséinlecher Erfahrung, wéi vill alleguerten dës Leit dru gleewen, dass eng aner Welt méiglech ass, an ech bewonnere si fir hiren Asaz a fir d'Tatsaach, dass si sech hir Efforten net muedeg maache loosse, och net duerch alles dat, wat een heiansdo esou an de sozialen Netzwerker ze liese krit.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Abberzuel vun ONGen, déi allesamt mat engem ganz, ganz grouse Savoir-faire ënnerwee sinn. Si hu wäertvoll Kontakter zu hire Partner, déi si oprechterhalen. A si suergen derfir, dass d'Hëllef do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. Si sinn duerch hir grouss Präsenz och hei um Terrain e ganz, ganz wichteg Spoochrouer. Dat ass och haut e puermol ugeschwat ginn. Si schwätze fir alleguerten déi Leit wäit ewech vun eis, déi a prekäre Situatiounen liewen an déi hir Stëmm soss net géifen zu Sprooch kréien.

Ouni alleguerten déi ONGe wär et och quasi onméiglech, déi Hëllef, déi mir haut als Land leeschten, op den Terrain ze kréien, an dofir mussen mer hinne Merci soen. Net zulescht awer och eiser Regierung, déi zënter ville Joren eng Selbstverständlechkeet draus gemaach huet, iwwer 1 % vum PIB an d'Kooperatioun ze investéieren an dat oui, wéi och schon ugeschwat, wéi aner dat maachen, Efforte fir den Accueil zum Beispill vu Flüchtlingen et cetera mat ze kontabiliséieren.

Net nëmmen eis finanziell Engagementer hale mir weiderhin héich. Mir hunn eis mat der „Stratégie générale pour la coopération luxembourgeoise. En route pour 2030“ en neie Kader ginn, no deem mir eis verschidden Aktiounen ausriichten. Dobäi hale mir natierlech u verschiddene Grondprinzipie fest, dat ass kloer.

An eis Strategie, déi baut sech ronderëm véier prioritär Themen op, dat ass den Zugang zu engem anstännege Gesondheetssystem, d'sozioekonomesch Integratioun vu Fraen a jonke Leit, en nohaltegen an inklusiv Wuesstum an déi inklusiv Demokratie. Dese Choix kënnen mir esou natierlech nëmme begrëissen.

Des Weidere begrëisse mir och, dass mir an eiser Entwécklungszesummenaarbecht virun allem bei deene bilaterale Projeten a Programmer systematesch dräi transversal Theme consideréieren. Dat sinn d'Mënscherechter, dat ass d'Gläichheet tëschent de Geschlechter an natierlech och d'Nohaltegkeet am Sënn vun der Ëmwelt. Dës sinn alles ganz wichteg Punkten. Leider erlaabt d'Zäit mer et och net, op déi alleguerten anzegoen.

Ech wëllt just ee vun deene Punkte besonnesch ervirhiewen, anerer viru mir hunn dat jo och scho gemaach, dee läit mir awer och um Häerz, dat ass d'Gläichheet vun de Geschlechter. Well mat dëser transversaler Prioritéit bedreift eis Kooperatioun eigentlech scho ganz laang dat, wat eis Regierung sech elo an der Aussepolitik och offiziell op de Fändel geschriwwen huet, nämlech eng feministesch Aussepolitik.

Mä wéi esou ass virun allem an der Kooperatioun eng feministesch Aussepolitik esou wichteg? Fir et kuerz ze resuméieren: Frae spillen natierlech och eng wichteg Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung vun engem Land. Si am sozialen an ekonomesche Kader ze stäerken, bedeit och, hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech fir hir Rechter anzusetzen a mat un der Entwécklung vun engem Land deelzehuelen.

D'Gläichheet tëschent de Geschlechter, och an der Aarbechtswelt, ass ee vun de ganz grouse Schlüsselen zum Erfolleg, wa mir d'Ziler vun der Agenda 2030 fir eng nohaltege Entwécklung erreeche wëllen. Schoulesch Ausbildung, och vu Meedercher a grad vu Meedercher, erméiglecht et de Fraen, och wirtschaftlech op eegene Féiss ze stoen, sech um Entscheidungsprozess kënnen aktiv ze bedeelegen an domadder eng méi inklusiv wirtschaftlech Entwécklung fir dat Land ze erreechen.

Dofir wollt ech der Madamm Lenert och nach eng Kéier e grouse Merci ausschwatze fir hir ganz detailléiert an interessant Äntwert op eis Question parlementaire zu Projeten, déi en direkte Bezuch zum Thema Gewalt géint d'Fraen hunn.

Aus där Äntwert ass kloer ervirgaangen, dass Lëtzebuerg och an dësem spezifesche Beräich e ganz groussen Effort mécht, souwuel am Kader vun der bilateraler a multilateraler Kooperatioun, wou mir Projeten - wéi mir matgedeelt kruten - iwwer ronn 13,2 Milliounen Euro am Zäitraum 2016 bis 2022 matdroen, wéi och am Kader vun de Projeten, déi iwwer eis ONGe



lafen, déi mer kofinanzéieren, an déi Kofinanzementer lafen an enger Héicht vu ronn 5,6 Milliounen Euro, wat jo och net onwesentlech ass.

Zréck zu eisem Engagement. Mir mussen eis als klengt Land Prioritéite setzen, dat ass haut e puermol ugeschwat ginn, dat ass jo och kloer. Mir mussen eis iwwerleeën, wéi mir eis Hëllef am beschten an am nohaltegsten ubidde kënnen. Mir verstinn et eigentlech ganz gutt, eis mat eisen dach bescheidene Moyene grad déi Beräicher erauszesichen, wou mir e reelle positiven Impakt kënnen leeschten. Genauou verst mir et, grad an deene Beräicher eng Plus-value ze bréngen, wou mir innovativ sinn an eis e Standbeen amgaange sinn opzebauen; emergency.lu ass hei jo ugeschwat ginn.

Mir hunn also eng duerchduechten Approche. Natierlech muss ee se ëmmer erëm a Fro stellen a kucken, wou een nach kann nobesseren. Dozou muss een awer och soen, dass eise Ministère hei ëmmer en oppent Ouer huet an déi verschidde Recommandatiounen, zum Beispill vun der OECD, ëmmer eescht hält a kuckt, dës och an eis Prozesser anzubannen an ze integrieren.

Mä ee Punkt, deen heibäi wahrscheinlech am komplexsten ass, dat ass dee vun der Kohärenz vun de Politicken. Ech si frou ze gesinn, dass hei eng Partie Initiative geschafte gi sinn, fir d'Kohärenz tëschent de verschiddene Politikberäicher och tatsächlech ze garantéieren. Esou hu mer dee Comité interministériel pour la coopération au développement gegrënnt, dee sech soll drëm këmmen, dass eis Politik, iwwert déi verschidde Ministèren ewech, kohärent ass. Nächst wier jo méi sennlos, wéi wa mer op där enger Säit géifen Hëllef leeschten, déi mer op där anerer Säit erëm ewechhuelen.

Dat alles ass och ganz luewenswäert, a mir sollten, ouni op d'Noperen ze kucken, alles drusetzen, eist Engagement an d'Qualitéit vun eisem Engagement ganz, ganz héichzehalen. Trotzdeem muss mir eis virun Aen halen, dass villes vun all deeme ausser Reechwäit bleift, wa mir et net fäerdegbréngen, bestëmmte Froen op dem europäeschen, wann net souguer dem weltwäiten Niveau ze klären.

Ech wëll heizou zwee Beispiller erauspicken. Dat eent wärd d'Rüstungsexporter. Rüstungskonzerner, och europäesch Rüstungskonzerner wuelbemierkt, beliwieren direkt oder indirekt Konfliktparteien, déi un direkte Krichshandlung bedeelegt sinn. Huele mir ee vu ville Fäll, de Jemen. Hei gëtt d'Golf-Allianz, ugefëiert vu Saudi-Arabien, grousstzueg vun europäesche Rüstungsfirme beliwert. Et goufe vun däitscher Säit aus zäitweilig och Embargo fir Exporter, a Saudi-Arabien zum Beispill, allerdéngs ëmmer mat Schlupflächer. A souwisou, vu dass alleguerten déi Rüstungsgesellschaften iwwert d'Grenzen ewech ganz staark verflecht sinn an Duechtergesellschaften hunn, fanne si souwisou ëmmer Weeër, fir laanscht déi Embargoen ze kommen an d'Regelungen ze ëmgoen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer Léisunge fannen op europäeschem an op internationalem Plang.

Wa mir all wëssen, wat déi Waffen u Misär, och elo grad an dësem Moment, urriichten, a virun allem, wa mer wëssen, dass iwwer en Drëttel vun de Loftgräffer am Jemen bis elo zivill Ziler erreicht hunn, Klinicken, Schoulen, landwirtschaftlech Flächen - déi ganz Infrastruktur vum Stroum bis iwwert d'Waasser ass futti -, ech mengen, da si mer eis eens, dass do dréngend, ganz dréngend, op internationalem Plang muss gehandelt ginn, well dat dote si genau déi Saachen, déi mer herno duerch d'Kooperatioun versiche mat Geld erëm riichtzebéien. Gelder, déi mer u sech ausgi fir eppes, wat guer net hätt misse futti gemaach ginn.

En anert Beispill ass d'Agrarpolitik. Och hei muss mer eis der Tatsaach stellen, dass mer net ganz kohärent sinn an eiser europäescher Agrarpolitik an der Hëllef, déi mer dann op där anerer Säit awer ginn. Mir brauchen endlech eng europäesch Agrarpolitik, déi net just fir eis Landwirten do ass, mä déi sech och dem globalen Impakt vun eisem Wirtschafte stellt. Et ass e ganz komplex Thema, ech kann och elo net hei am Detail drop agoen.

Mä mir mussen awer festhalen, dass mir, fir eis Landwirtschaft um Dréien ze halen, ënner anere massiv op Importer ugewise sinn, zum Beispill Importer vu Fudder fir d'Beischten, zum Beispill de Soja, woufir ënner anere a Latäinaamerika riseg Bëschfläche gerodet gi fir den Ubau vu Monokulturen. Fir also eis Beischten hei ze fiddere, ginn op där anerer Säit vun der Welt riseg Bëschflächen ofgeholzt, an domadder verléiere mer natierlech och ganz vill Méiglechkeeten, fir CO₂ ze späicheren.

Engersäits gi mer also hin a mir brauchen anzouscht anescht massiv Ressourcen op, fir hei eis Landwirtschaft um Dréien ze halen, an anersäits gi mer dann awer en plus och nach hin

an iwwerschwemme verschidden afrikanesch Länner mat eise Iwwerschoss u Produktioun, dat wuelverstanen zu Präisser, mat deene si net méi kënnen mathalen, soudass déi kleng Baueren aus Afrika, aus verschiddenen afrikanesche Länner, sech dann och kee Liewensënnerhalt méi verdénge kënnen. Wa mir do grondleeënd eppes wëllen um System änneren, da wäert och weiderhin e groussen Deel vun Efforte muss gemaach ginn, fir dass déi Efforten, déi mer an d'Kooperatioun stiechen, net einfach esou verpuffen.

An domadder wier ech dann och beim Devoir de vigilance ukomm. Ech weess, en ass haut schon e puermol ugeschwat ginn. Et ass awer en immens wichteg Thema, an ech si méi wéi dankbar, dass dat en Thema ass, wat hei quereet esou eng Ennerstëtzung fënnt, well ech denken, wa mer alleguerten do derhannert bleiwen, da kënnen mer och reell eppes änneren.

Nach eng Kéier: Wat ass den Devoir de vigilance? Den Devoir de vigilance, dat ass eng Obligatioun, derfir ze suergen, dass ee sech fir all Decisioun, déi een als Stat oder als Betrib hält, soll Mechanisme ginn, déi sécherstellen, dass se keng, oder kaum, Auswierkungen op Mënsch an Natur hunn an dass se d'Rechter vun anere respektéieren. Heizou gehéiert natierlech dann och den Ëmweltaspekt.

Dat ass a komplizéierte Wieder am Fong geholl näischt aneres wéi dat, wat d'Leit dobause permanent fuerderen, näämlech, dass grouss Firme sech endlech e Minimum u Gewësse ginn a sech Regele ginn, déi se an de Prozess mat abréngen, fir bewosst derfir ze suergen, dass d'Mënschen an d'Natur an Zukunft net méi ausgebeut ginn, fir den eegene Profit ze generéieren.

Et ass en Thema, dat zum Gléck net just heibannen ëmmer méi oft gefuerdert gëtt, net zeslecht och vun de villen ONGen hei am Land. An ech mengen, d'Tatsaach, dass mer et haut alleguerten esou en force uschwätzen, huet vläicht och dermat ze dinn, dass et ONGen an Associatioune gëtt, déi zënter Jorene risegen Drock op eis ausüben, zu Recht, an ech si wierklech frou doriwwer, dass endlech eppes an deem Dossier geschitt.

Esou ass och eng wichteg Initiativ gegrënnt ginn, dat ass d',Initiative pour un devoir de vigilance au Luxembourg', wou eng ganz Partie Organisatioune sech zesummedoen hunn, fir zesammen eng contraignant Gesetzegebung fir d'Betriben hei zu Lëtzebuerg op d'Been ze stellen, an zwar iwwer hir ganz Chaîne de valeur, dat heescht, wierklech vun der Matière première bis zum fäerdege Produit.

Lëtzebuerg huet en éischte Schrëtt gemaach. Mir hu mam „Plan d'action national pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme“ - e komplizéierten Numm - en Outil, fir d'Entreprises an d'Responsabilitéit ze huelen. An an deem Dokument hale mer fest, dass mer eis bewosst sinn, dass eis Aart a Weis ze wirtschaften eis gréissere Risiken aussetzt, en negativen Impakt op anerer an op eis Ëmwelt kann hunn an och huet, an dass mir deem wëllen entgéintwierken iwwert d'Ëmsetzung vun dësem Plang.

De sprangende Punkt bei dëser Diskussioun ass, mengen ech, dass een dat schwéier ka maachen, wann een déi grouss Multinationalen net direkt am Boot huet. A wa mer éierlech sinn, mengen ech, wäert dat esou laang net de Fall sinn, wéi et keng international Regele gëtt, un déi se sech wierklech mussen halen. Dat heescht awer net, dass mer zum jëtzege Zäitpunkt nach iwwerhaapt keen Afloss hätten. Mir kënnen och elo schon derfir suergen, dass d'Betriben, déi hei néiergelooss sinn, op d'mannst emol den Exercice maache mussen, hir Mesuren am Sënn vun hirer sozialer Responsabilitéit opzeleeën.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - Oder se ebe muss Faarf bekennen, wa se déi néideg Schrëtt nach net gemaach hunn.

Eng Etüd vun der KPMG aus dem Joer 2017 huet gewisen, dass mir als Land zu de Schlusslichter gehéieren, wann ee kuckt, wéi e Prozentsaz vun den Entrepreneurs tatsächlech Rapporten iwwer hir sozial Responsabilitéit ofliwwert. An ech denken, do unzesetzen, dat wär net just Kosmetik, well wat méi Entrepreneurs hir Kaarten op den Dësch leeën, wat de Respekt vun de Mënscherechter ëmmer méi zu engem Kritär am Kader vun de Geschäftsbeziung ka ginn. An ech denken, dass et grad just dowéinst och wichteg ass, dass jiddweree sech un deem Prozess bedeelegt.

Dofir, a grad well dës Plang elo, wann ech dat richtig gelies hunn, am zweete Semester 2019 soll iwwerschaaft ginn, plädéiere mir derfir, dass mir eis verstärkt d'Méiglechkeete ginn, eis En-

trepreneurs op dee Wee ze bréngen. A mir sinn natierlech och Demandeur, fir iwwert d'Kommissiounsaarbecht an dës Aarbecht kënnen matgebonnen ze ginn.

Et gëtt awer och elo schon eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2014, déi en éischte Schrëtt kéint duerstellen. Do handelt et sech ëm d',Directive concernant la publication d'informations non financières', déi bei eis am Januar 2017 a Kraaft getrueden ass. Dës gesäit vir, dass grouss Entrepreneurs mat iwwer 500 Mitarbeiter mussen Rechenschaft ofliwweren iwwert d'Anhalen vun de Mënscherechter, an dat am Kader ebe vun hiren Aktivitéiten.

Allerdéngs weist och hei eng Analys vun der CSSF, dass just zwee Drëttel vun de concernéierten Entrepreneurs den Exercice och maachen. Och hei muss mer onbedéngt usetzen, dass jiddweree sech un déi Direktiv hält a seng Kaarten oppen op den Dësch leet.

Den Devoir de vigilance gëllt fir ganz vill Secteuren, woubäi et verschidde Secteurs à risque gëtt. Dat ass d'Textilindustrie, d'Liewensmëttelindustrie, de Bankesecteur an natierlech och d'Industrie extractive, souwuel vu Konfliktnieralie wéi och vu Pétrol. Mir brauchen eng wäitreechend Gesetzegebung, déi kloer Regeln opstellt an déi verflüchtend ass, déi Betriben bestrooft, wa se mat hiren Aktivitéite Mënscherechtsverletzungen a Kaf huelen oder féerden.

Mir brauchen dës Gesetzegebung, fir ze verhënnere, dass et iwwerhaapt zu Mësstänn kéint a fir dass mir als Konsumenten och eng gewësse Sécherheet kréien, dass mir mat deem, wat mir kafen - a mir sinn eis alleguerten eens, dass mer alleguerten iergendwou, fir ze fonctionnéieren, och consomméieren mussen -, mir awer domadder keng Mënscherechtsverletzung wëllen ënnerstëtzen. Well mir sinn eis och eens, dass et hei net just kann drëm goen, de Konsument an d'Flicht ze huelen.

Jo, mir als Konsumente kënnen Drock maachen. Mir kënnen eis fir Alternativen entscheeden, an all eenzelne Geste zielt och. All Alternativ, déi mir ënnerstëtzen, ass wichteg.

Mä et geet net duer, déi ganz Responsabilitéit herno op de Client ofzewälzen. Well kommt, mir kucken emol eng Kéier an d'Regaler vun de Supermarchéen! Wann een do all Produit géif eraushuelen, deen eventuell problematesch ass, da géif a ville Supermarchéen oder a ville Kleederbutteker kaum méi eppes hanken.

Mir sinn tatsächlech op engem Punkt ukomm, wou ee quasi am Normalen, wann een net fir d'Éischt nach Recherche mécht, wat een iwwerhaapt ka kafen, net méi einfach esou mat rougem Gewësse kann zougräifen.

Fir dat Ganz mat e puer Beispiller ze ënnermauern:

Do hu mer d'Textilindustrie, a Rana Plaza ass ugeschwat ginn, wou eng ganz Kleederfabrik an de Koup gefall ass, mat iwwer 1.100 Doudegen. Dat war am Joer 2013. Fir d'Käschten ze senken, gëtt also net nëmmen un de Mënsche gespuert, mä och un der Infrastruktur. Et gëtt un hire Léin gespuert, wann een dat iwwerhaapt e Louen kann nennen! Déi Leit, déi schufte 14 bis 16 Stonnen den Dag a risege Fabricken. Si hu kee Recht op Aarbechtsschutz. Si produzéieren en masse Kleeder, déi net emol gemaach sinn, fir e puer Saisonen ze halen. Si ginn effektiv produzéiert, fir relativ séier futtizegoen, fir dass mer séier erëm neier mussen kafen. Si gi produzéiert, fir eis Schief hei ze féllen, an zwar wäit iwwert dat eraus, wat mer eigentlech brauchen.

Ech war virun enger gudder Woch op engem Ciné-Débat zu Wolz. Dat war organiséiert vun de jonke Gréngen. Mir hunn eis de Film „The True Cost“ ugekuckt, an zwar „the true cost“ net fir dat, wat mir hei op d'Téik, op den Dësch leeën u Suen, mä: Wat sinn d'Käschten fir déi Leit, déi deelweis mat hirem Liewen a mat hirem Gesondheet derfir bezuelen, dass mir kënnen Kleeder undoen?

Dat war e ganz emouvante Reportage, well e weist, ënner wéi enge Konditiounen d'Leit schaffe mussen, wivill Schued déi ganz Textilindustrie och an deene Länner urriicht. D'Textilindustrie ass net nëmme problematesch fir d'Mënschen, mä och fir d'Ëmwelt. Et ass ee vun deene gréissten Ëmweltsündeger, wou ganz vill Chemikalien am Asaz sinn. D'Industrie mécht d'Leit krank: e rasanten Ustig u Kriibsfäll, u Kanner, déi mat Behënnerungen op d'Welt kommen, chronesch Krankheeten, déi direkt op d'Auswirkung vun dëser Industrie zrëckzuféieren sinn - wuel wëssend, dass déi Leit guer keen Accès zu engem Gesondheetssystem hunn, fir hinnen iergendwéi e bëssen ze hëllefen.

A wann ee kuckt, wivill Tonne Kleeder mir hei an Europa all Joer ewechgeheien oder vläicht an déi orange Tonne ginn, och nach vläicht mat engem gudden Gewëssen, well mer

mengen, mir hätten domadder eppes Guddes gemaach, da gesäit een, wéi batter néideg et wier, dee ganze System ze hannerfroen.

Well just, fir nach eemol op de Volet Louen ze kommen: D'Aarbechter am Bangladesch hunn zum Beispill gefrot, fir 160 Dollar de Mount ze verdénge. Dat wier dat, wat si bräichten, net fir gutt ze liewen, mä wat se bräichten, fir hallefweegs an Dignitéit ze iwwerliewen. Dat heescht, domadder kéinte si sech esou eppes wéi en Daach iwwert dem Kapp leeschten a vläicht och genuch z'iesse fir sech an hir Famill. Méi net! Wat si de Moment kréien, ass awer wäit manner. De Salaire läit elo bei ëm déi 60 Dollar de Mount. Dir kéint lech also virstellen, wéi prekär hir Liewenssituatioun ass.

A fir dann och emol op eist Thema zrëckkommen: Soulaang mir Leit esou ausbeuten, soulaang grouss Firme riseg Profitter um Bockel vun den Aermste vun dëser Welt maachen, soulaang erhalte mir wëssentlech eng Struktur, déi mir mat eiser Aide au développement éierlech gesot och net wierklech redresséiere kënnen.

D'Liewensmëttelindustrie ass och e Sujet, dee wichteg ass, sief dat op de Kaffisplantagen a Kolumbien, den Téiplantagen an Indien, de Räisubau an Thailand, d'Fëscherei a Südostasien, den Orangéjus aus Brasilien ... Et ginn esou vill Beispiller, iwwerall ginn et riseg Diskrepanzen tëschent de Léin, déi ausbezuelen ginn, an deem, wat d'Leit eigentlech bräichten, fir an Dignitéit ze iwwerliewen.

An da schwätzen ech hei emol nach net vun den Ëmweltschied, vun de Pestiziden, déi deelweis iwwert de Käpp vun de Leit versprézt ginn. An och hei brauche mir eng Gesetzegebung, déi verflüchtend ass.

Bis dohinner ass et awer net esou, dass mir als Konsumente just nokucke missten. Mir kënnen eis bewosst fir aner Produiten entscheeden, fir fair Produiten, well all dës opgelëschten Artikel, déi kritt een och als fair Produiten ze kafen. Et muss een och net wäit lafen derfir, si sti gutt visibel an de Regaler vun eise Butteker.

Natierlech wëll ech och op d'Thema vun de Mineralien ze schwätze kommen. Heizou gehéieren och de Kobalt, wéi grad ugeschwat, den Nickel, de Lithium, déi jo am Moment relativ grouss an der Diskussioun sinn. Mä et geet net just ëm dës Mineralien, et geet och ëm anerer, wéi Zënn, Tantal, Wolfram a Gold.

An elo géif ech och eng kleng Klammer opmaachen an d'Social Media Team vun de Kollegen hei niewendru bieden, elo net hei den nächsten Extrait erauszepiddelen an domadder just e klengen Extrait ze reproduzéieren an ze verbreedere; dat géif vläicht e bësselchen e falscht Bild erëmginn.

D'Fërdere vun dëse Mineralien ass grad doewéinst problematesch, well et oft a Konfliktegioune stattfënnt. Hei schwätze mer vun Zwangsarbecht - mir sinn eis däre bewosst -, vu fierchterlechen Aarbechtsbedéngungen, vu Kannerarbecht an och vun Ëmweltschied. Dat ass e Kader, deen alles duerstellt ausser exemplaresch Nohaltegkeet! En plus ginn d'Recetten heivunner allze vill oft gebraucht, fir Konflikter ze finanzéieren. Mä loosst mech deem just bäifügen, dass Äänlech och, an deels an engem vill méi groussen Ausmooss, fir d'Fërdere vun Pétrol gëllt. Mir sollten an där Diskussioun also net permanent eent géint dat anert opweien.

Ech wëllt hei awer och umierken, dass et schon Usätz gëtt op EU-Niveau, fir der Problematik Meeschter ze ginn. Sou gëtt et eng europäesch Reglementatioun, déi 2021 a Kraaft triede soll an déi festhält, dass d'Betriben hiren Devoir de vigilance beim Ofbau an Import vu bestëmmte Mineralien ausüben mussen. Dës ass och sécher e ganz wichtigen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Allerdéngs huet se och hir Limiten, well se sech just op véier Metaller limitéiert, näämlech den Zënn, den Tantal, Wolfram a Gold. Ausserdeem gëllt se leider just fir déi direkt Importateure vun der Matière première. All déi, déi hallef verschaffte Produite wéi Tablets, Téléfonen an esou weider importéieren, déi mussen sech net un dës Regeln halen.

Dat geet eis ganz kloer net wäit genuch. Mir hätte gär, dass och déi Firmen, déi Produits semi-finis importéieren, sech der Sorgfaltslicht ënnerwerfe mussen. A mir hätten natierlech och gär, dass d'Lëscht vun de Mineralien ausgeweit gëtt, zum Beispill och op de Kobalt.

Eng éischt Initiativ vun der Kommissioun ass hei och an der Maach. A mir gesinn et och als absolutt realistesch un, dass mir an der EU heizou e Konsens fanne kënnen. Mat de richtege

Majoritéiten am EU-Parlament kann dat souguer nach e Strapp méi séier goen.

Den Här Kartheiser viru mir huet gefuerdert, dass mer d'Thema an aller Eierlechkeet uschwätzen. Ech denken, mir maachen dat. Mir maachen d'Aen net do virdrun zou, dass et do Problemer ginn. Wat mer awer maachen, dat ass, mir versichen, de Problem un der Wuerzel ze paken. A mir versichen och net, de Sujet just un engem Thema, näamlech der Elektromobilitéit, festzemaachen. Dat ass de Sujet näamlech e bésse vereinfacht!

Natierlech heesche mir dat net gutt, wat do passéiert. Mä mir heeschen et net gutt och fir alleguerten déi aner Beräicher, och an der Textilindustrie, och am Agroalimentaire an iwverall. Et ka jo net sinn, dass mer hei déi ganzen Zäit just driwwer schwätzen, iwwert déi aarm Kanner am Kongo, déi exploitéiert ginn, a maachen, wéi wann dat an anere Beräicher net géif passéieren. Mir maachen d'Aen net do virdrun zou. A mir hätte gären eng Léisung, déi ganz breet gefächert ass. A mir fuerderen do och eng contraignant Gesetzgebung.

Ech hu jo och nogekuckt e bessen am Wahlprogramm, wéi Dir déi Saach wëllt ugoen, an do liesen ech vun „Fräiwëllegkeet“. Wann Dir driwwer schwätzt, fräiwëlleg Moosnamen ze maachen: Dat ass dat, wat mir elo schonn 20, 30 Joer hunn. Da passéiert näischt! Do passéiert guer näischt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Dir schwätzt dovunner, dass mir als Land eis net sollen en Nodeel gi par rapport zu anere Länner. Da passéiert och guer näischt! Wann et lech wierklech em d'Mënsche geet, wann et lech em d'Kanner geet am Kongo, da muss et lech em d'Kanner iwverall op der Welt goen. Da muss mer Léisunge sichen an net just op Fräiwëllegkeet setzen!

(**Interruption**)

Bon, soit!

Wou sti mer als Land an deem Ganzen? Eise Koalitionsaccord, deen huet déi Saach jo och eng Kéier kloer ugeschwat. An ech si wierklech, wierklech frou, dass do enger grousser Do-leance vun eis och nogaenge ginn ass an dass mer och esou eng grouss Ennerstëtzung am Parlament hefir hunn.

(**Interruption**)

Ech géif mech dofir och gäre wierklech der Fro uschlëssen - ech mengen, dat ass eng Fro, déi eis alleguerten interesséiert -, näamlech éischens, wéi eng Mesurë mir bis elo geholl hunn op europäischem Plang, fir kënnen d'Thema och an der EU oder och international unzeschwätzen an ze férdere, an och, wou déi Demarchen op nationalem Plang dru sinn, respektiv, ob den Dossier elo iergendwa vläicht kéint lancéiert ginn, dass mer do zu éischte Resultater kommen. Ech mengen, d'Viraussetzung si relativ gutt.

Mir sinn op alle Fall och Demandeur fir eng Bestandsopnam vun den Entreprises, déi bei eis am Land concernéiert wieren, a stinn natierlech och nach ëmmer hannert der Iddi, och als Land déi néideg Mesuren um Gesetzesplang eben ze ergräifen.

Virun allem ass et eis en Uleies, an dat ass och scho gesot ginn, am Hibleck op eis Kandidatur fir e Sëtz am UN-Mënscherechtsrot fir d'Period 2022-2024, dass mir weisen, dass et eis esocht ass an dass et net just drëm geet, driwwer ze schwätzen, mä och aktiv ze ginn.

Dozou wëllt ech och soen, dass och aner Länner scho Mesuren ergraff hunn. Frankräich, zum Beispill, huet e Gesetz gestëmmt, dat grouss Entreprises, déi méi wéi 5.000 Mataar-bechter a Frankräich oder 10.000 international beschäftegen, derzou verflucht sinn, Risiken ze identifizéieren an derfir ze surgen, dass hir Aktivitéiten an där ganzer Kette vun de Rohstoffe bis zum fäerdege Produit keng Mënscherechtsverletzungen oder grav Emweltschied verursaachen. Änlech Gesetzgebungen, emol méi emol mander wäitreechend, gétt et och a Groussbritannien oder an Holland. A bis haut hu keng Firmen déi Länner verlooss, nodeems se des Gesetzgebungen erlooss haten.

An domadder wier ech och beim Thema Klimawandel a Klimaflüchtlingen, dat eis haut an der Debatt iwwert d'Kooperatioun an an der Kooperatiounspolitik viru ganz aner Erausforderung stellt. Et ass mëttlerweil allgemeng unerkannt, dass et eng enk Relatioun tëschent Kooperatioun a Klimaschutz gétt. Ech mengen, dat bestreiden déi mannst. De Klimawandel beschleunegt de Misär an ass ëmmer méi mat

derfir verantwortlech, dass Mënschen hir Heemecht musse verloossen. De Klimawandel trëfft déi ärmst Regiounen en plus am härtesten, obwuel si déijéineg sinn, déi am allermannsten dozou bäigedroen hunn, fir des Situatioun ze verschlechteren.

Dofir ass et fir mech net just eng Saach vu Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi duerch de Klimawandel besonnesch staark getraff sinn, et ass ganz einfach eng Saach vu Gerechtegkeet. An ech mengen, mat eiser Emweltministesch hu mir mat déi engagiertest Persoun wäit a breet, déi sech géint de Klimawandel net just hei, mä och an der EU an op UN-Niveau asetzt.

An der Politik ass et net aneschters wéi soss enzwousch: Trotz alle Lëppebekennnisser brauch ee Leit, déi urappen an déi net labber loosse. Esou Leit maachen den Ennerscheid tëschent engem einfachen, allgemengen Abschluss-Statement an engem Accord, deen inhaltlech och eppes hiergëtt. Ouni d'Carole Dieschbourg wier den Accord vun der COP21 zu Paräis, mat all senger positiven Auswierkungen, net esou wäitreechend gewiescht. An dass deen Accord Ziler definéiert, déi grad déi ärmst Regiounen vun der Welt schützen sollen, brauch ech jo och hei kengem ze erklären.

(**Brouhaha**)

Wat mir einfach musse agesinn, dat ass, dass eise Liewensstil an eis Aart a Weis ze wirtschaften en negativen Impakt hunn op eis Emwelt, op eis Gesondheet an op d'Rechter vun de Mënschen op anere Plaze vun der Welt. Wann all Mënsch op der Welt esou vill Ressourcë géif brauche wéi mir an der Moyenne hei zu Lëtzebuerg, da bräichte mir méi wéi aacht Planéiten, fir dat ze liwweren, wat mer benotzen.

Et ass domadder kloer, dass eise Liewensstil net ze verallgemengeren ass, a mir musse eis einfach bewosst sinn, a wat fir enger privilegéierter Situatioun mir hei liewen. Dee Privileeg einfach auszeliewen, bedeit awer och, dass mir all Dag eis Reserven ofgrasen. Domadder liewe mir net just op d'Käschte vu Leit, déi wäit ewech vun eis liewen, mä mir liewen och ganz kloer op d'Käschte vun eise Kanner a vun eisen Enkelchen hei.

Vläicht e puer Beispiller, fir dat ze illustréieren. Ech hu mer bewosst Beispiller erausgesicht, déi weisen, wou och mir als Leit aus der Zivillgesellschaft an als Konsumente kënnen usetzen, fir eise klengen Deel zu enger Besserung bäizedroen.

Zum Beispill: Duerch déi industriell Fëscherei sinn eis Ozeaner iwverfësch. Ganz Gebidder si mëttlerweil och eidel, well alles duerch déi Schwéierindustrien, déi hire Knascht an d'Mier gekippt hunn, füttigaangen ass. Deem klenge Fëscher vu wäit ewech a senger lokaler Communautéit, deem bleift näischt méi iwweg. Domadder verléiert hie seng Liewensgrundlag. An ech denken, dass e méi respektvollen Émgang och mat de Ressourcen aus dem Waasser wichteg wier an och ee Punkt ass, deen eis géif hëllefen, dass mer vläicht herno net déi Sue musse iwwert d'Kooperatioun erëm dohinner zrëckpompelen, fir deem Mënsch ze hëllefen, net an Aarmut ze liewen.

Och eise Fleeschkonsum - an deenen Ausmoossen - féiert derzou, dass a Latäinamerika riseg Fläche gerodet gi fir Monokulturen, wéi de Soja zum Beispill. Des gi gebraucht, dat hat ech jo schonn ugeschwat, fir hei eis Béischten ze fiddere. Domadder geet eisem Planéit wäertvoll Capacitéit fir d'Absorptioun vun CO₂ fort. An datselwecht géllt fir d'Palmelechplantagen, woufir zum Beispill an Indonesien wahn-sinneg Flächen néiergemaach ginn. Dat ware Beem! Dat ware schéi grouss Beem, déi do-stoungen, déi néiergemaach gi sinn. An déi Beem, dat war net just e Bam, dat war en Doheem fir vill Déieren, wéi Orang-Utanen, déi mer vläicht deemnächst da just nach hanner gliese Fënstere kënnen kucke goen.

Duerch d'Äerderwärmung verännert sech och den Jetstream, deen eigentlech d'Drockënerscheeder tëschent dem Äquator an der Arktis ausgläicht. Dat féiert derzou, dass et ëmmer méi oft zu extreme Wiederlage kënn, déi sech net änneren, zum Beispill ebe wochelaange Reen op där enger Plaz an da méintelaang Dréchent op där anerer. Alles dat begënschtege mir duerch d'Äerderwärmung.

An domadder si mir maassgeblech dru bedeelegt, dass anere Leit op anere Kontinenter hir Liewensgrundlag ewechbrécht. Si verléieren hiert Doheem, hir landwirtschaftlech Flächen, si verléieren einfach alles. Doduerjer, dass natierlech Ressourcen ëmmer méi rar ginn, entstet Konflikter. D'Leit hu keng Perspektiv méi. Extrem Aarmut ass eng logesch Konsequenz.

An hei si mer da beim Thema vun de Klimaflüchtlingen ukomm. Rieds geet vun 200 Millioune Leit, déi an Zukunft wäerte wéinst dem Klimawandel hiert Doheem verléieren. Dat sinn dann déi Leit, déi Verschiddener als „falsch

Flüchtlingen“ bezeichnen oder als „Wirtschaftsflüchtlingen“. Ech fannen dat e flotten Ausdruck, deen näischt aneschtens soll maachen, wéi eis gleewen ze dinn, dass déi Leit e Choix gehat hätten!

Aner Länner hunn do schonn Initiative lancéiert, fir déi aktuell Approche, oder déi Rhetorik, e bessen ze iwwerdenken. Well u sech kann et jo net sinn, dass mir eng Distinctioun maachen tëschent deenen, déi e Recht op e Statut hunn, well se politesch verfollegt sinn, an deenen, déi wannegegelfitt solle bleiwen, wou se hierkonn sinn, well erhéngere eigentlech kee Kritär anscheinend ass, fir sech kënnen op de Wee ze maachen!

D'Fro, déi mir eis stelle sollen, a besonnesch da stelle sollen, wa Kritiker de Klimaschutz als ze deier duerstellen, dat ass, wéi deier et eis gëtt, wa mir net handelen. Kënnen mir eis et iwverhaapt leeschten, esou weiderzemaache wéi bis ewell an domadder d'Aarmut vu Millioune vu Leit nëmme nach ze erhéien? An och wann ech hei am Haus während der Budgetsdebatt mat enger dach gewëssener Enttäuschung hu missen nokucken, wéi Verschiddener heemlech gelaacht an de Kapp gerëselt hunn, wéi den Här Kox genau des Fro opgeworf huet, bleiwen ech derbäi, dass mir eis alles dat iwverhaapt net leeschte kënnen an och net leeschten dierfen!

Wann all Sou, dee mir an d'Kooperatioun stiechen, verpufft, well mer op där anerer Säit dräimol méi Schued urichten, wéi mer bezuele kënnen, dann ass dat fierchterlech an et fällt och iergendwann eng Kéier op eis zrëck.

Ofschlëssend wëllt ech soen, ouni wëllen déi ganz Responsabilitéit op de Konsument ofzewälzen - an ech mengen, ech hunn dat och net gemaach, well ech wierklech am Detail drop agaange sinn, wat mer alles musse maachen, fir de Problem un der Wuerzel unzepaken -, dass ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass mir als Konsumenten och de Kapp net an de Sand stiechen a mengen, mir misste kapituléieren, well mer näischt zu enger Besserung vun der Situatioun kënnen bäidroen. Och mir als Konsumenten hunn awer bis zu engem gewëssene Grad d'Méiglechkeet, Drock op Firmen auszeüben, andeems mir fair akafen, op Produkter verzichten, déi exzessiv a Plastik verpaakt sinn, Secondhand kafen, Krunnewaasser amplaz Waasser aus Plastikflaschen drénken an iwverall eisen To-go-Becher oder eng eege Wasserfläsch mathuelen, an andeems mir Drock op Supermarché maachen, dass se ophale sollen, alles duebel an dräifach unzepaken, an erëm fir e Sortiment surge sollen, wou een am Lassene kafe kann. Duerch deen Drock huet sech jo och scho villes gedoen, wéi mer rezent gesinn hunn.

Och op Regierungsniveau kënnen mir hei Impulser setzen. An dat maache mir jo och: Mir setzen op Sharing Economy, op Energieeffizienz, mir sensibiliséieren, fir ze reduzéieren, weiderzeverwäerten an ze recycléieren. D'Thema Plastik ass jo och ganz grouss de Moment, an dat zu Recht. Zum Gléck!

Mir stinn also allgemeng guer net schlecht do. Mir huelen eis Verantwortung international, andeems mer en héijen Undeel vun eisem PIB fir d'Kooperatioun zur Verfügung stellen. Mir versichen, eis op déi Beräicher ze konzentriieren, wou mir eng richtig Plus-value kënnen bidden. Mir maachen eis Hausaufgaben heimeem, fir eis Economie anescht opzestellen an aner Automatismen ze entwëckelen, hin zu enger Low-Waste- oder enger Zero-Waste-Gesellschaft idealerweis. Mir sollen och weiderhin alles drusetzen, eise Liewensstil esou ze gestalten, dass mir domadder weder eis selwer nach Leit wäit ewech am Endeffekt schueden. Mir sollen eis weiderhi fir international Solidaritéit asetzen.

Wat mir awer nach verstärkt musse maachen, ass drop ze pochen, dass op europäischem Plang Efforte gemaach gi bezüüglech dem Devoir de diligence. A wéi gesot sollte mir och eng national Gesetzgebung uesteieren.

Ech wëllt domadder mat engem positiven Ausblick ofschlëssen: D'Erausforderungen, déi si bekannt, an d'Léisunge sinn net onméiglech ze fannen. Mir solle weider dorunner schaffen. An doriwwer eraus ginn et esou vill Initiativen dobassen, déi mech wierklech, wierklech hoffen dinn. Esou vill Leit, déi ëmdenken! Esou vill Leit, déi sech iwwer Produiten informéieren, ier se se an de Caddie leeën.

A grad eis Jugend spillt och do eng immens wichteg Roll. An de Gespréicher mat jonke Leit héiert een eraus, wéi vill hinnen eng besser Welt um Häerz läit. Si ginn ënner anerem duerch d'Social Media vill méi sensibiliséiert. A mir sinn zwar och nach net grad do ukomm, mä ech gleewen awer un deen Dag, wou hemmungslose Konsum net méi „in“ ass, mä wou deen e bësseleche kritesch beaugelt gétt.

Eng aner Welt ass méiglech! En anere System ass méiglech! Natierlech net mat deem éiweg

gestregen Denken, dat fir all Léisung zwee nei Problemer féint an ëmmer erëm eng Ausried féint oder sicht, fir jo nëmme näischt musse ze änneren. All des Gedanke si wichteg. Si sinn och wichteg am Hibleck op d'Zukunft vun der Europäescher Unioun. D'Zukunft ass keng Fatalitéit. Mir, d'Gesellschaft, zesumme mat der Politik, kënnen de System Change méiglech maachen. Dofir brauche mer just déi richteg Majoritéiten a Leit, déi dru gleewen. A mir gleewen drun!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ier ech ufänken, wollt ech, muss ech awer ..., ech wollt mech awer och nach deem uschlëssen, wat den Här Gusty Graas gesot huet virdrun. Mir géifen dat och begréissen, wann een u sech d'Kooperatiounsdebatt géif deen aneren Dag féieren, genau wéi mer et beim État de la nation oder bei der auseppolitescher Debatt maachen. Dat géif och justement d'Deklaratioun vun der Regierung opwäerten. An da kéinte mer och drop äntwerten. Mä ech ginn dovunner aus, datt ...

► **Une voix.** - Et war ëmmer esou.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ... mer dat vläicht d'nächst Joer maachen.

Här President, an enger Welt, déi normal funktionéiere géif, bräicht een u sech guer net iwver Entwécklungshëllef ze schwätzen, well d'Rächtümer vun eiser Welt, déi sinn zwar net gläichméisseg iwwert de Globus verdeelt, mä si géifen duergoe fir déi iwver siwe Milliarde Mënschen, déi mer sinn, fir hinnen en agreabelt Liewen ze sécheren, a souguer fir iwver siwe Milliarde Mënschen driwwer eraus.

Mä de Problem, dee läit net bei der Bevëlkerung, mä bei der Ongläichheet. Fir et graff ze soen: Ganz wéineg Mënschen hu ganz vill a ganz vill Mënschen hu ganz wéineg, op der Welt an och innerhalb vun den Natiounen. An dofir brauche mer Entwécklungshëllef. An och wa Lëtzebuerg ee Prozent vu sengem RNB an d'Entwécklungshëllef investéiert, a souguer wann all eenzel industrialiséiert Land genausou vill géif investéieren, da wier dat wahrscheinlech nach ëmmer eng Dréps op e waarme Steen.

Natierlech ass Entwécklungsarbeitsch eng ganz nützlech Aarbecht. An zemoos wann een och un all déi Leit denkt, un all déi Mënschen denkt, déi Entwécklungsorganisatiounen ënnerstëtzen, un all déi, déi sech och an deenen Organisatiounen engagéieren, un all déi Mënschen, déi fir se schaffen, an awer och un d'Agente vun der Kooperatioun a souguer un d'Madamm Minister selwer, déi zwar nei am Amt ass, mä déi, mengen ech, wierklech och d'Envergue verstanen huet, dat huet een och elo gemierkt. All déi Leit sinn awer nach net genuch par rapport zu all deene Leit, déi Muecht hunn a Geld hunn an déi u sech alles maachen, fir datt een nach weider jorelaang a jorzéngtelaang wäert Entwécklungspolitik brauchen.

Här President, ech mengen, et gëtt ni genuch ënnerstrach, wouhier, historesch gesinn, eise Rächtum kënn - e Rächtum, deen och hei ongläich verdeelt ass, am Norden - an och wouhier d'Aarmut vun de Populatiounen am Süde kënn. Et huet natierlech mam Phänomeen um Kolonialismus ze dinn, wat eent vun deene gréisste Verbriechen un der Mënschheet an der Geschicht vun der Mënschheet war. An dat gëtt net ëmmer genuch thematiséiert hei am Norden. A heiansdo gëtt et och verharmlast.

An duerno gëtt och heiansdo gesot: „Jo, mä bon, et ass scho laang hier.“ Et ass manner laang hier wéi den Zweete Weltkrich zum Beispill. Den direkte Kolonialismus huet bis an d'60er Jore gedauert, voire d'70er Joren, wann een u Portugal denkt. An dovunner ofgesinn, och wann den direkten, de juristesche Kolonialismus, bis op e puer Ausname vläicht wéi Palästina oder Westsahara, net méi existéiert, gëtt et nach ëmmer eng Ofhängegkeet, déi ee geleeft als Neokolonialismus bezeichent.

Ech wollt just ... Ech maachen awer trotzdem eng Klammer op, och wann ech net vill Zäit hunn. Et ass wierklech esou, den Här Kartheiser dierf soen, wat e wëllt. De Comité pour une paix juste (veuillez lire : De Comité pour une paix juste au Proche-Orient) ass keng antisemitesch Organisatioun. D'Autorité palestinienne ass och keng antisemitesch Organisatioun. Ech wëllt dat just erëm eng Kéier ermennen. An dat ze soen, ass eng fierchterlech Frechheet.

A wann ech am ganz rietsen Eck géif séizen, da géif ech ganz virsichteg emgoe mam Begrëff Antisemitismus. Well ech fänken un, d'Flemm



ze kréien, datt aus engem ganz komeschen Eck, aus deem lamentabele rietse Krabbekuerf permanent ëmmer Leit, déi sech éierlech engaagéieren an déi och justement déi Schwächst ënnerstëtzen, verleumt ginn. Mä datt aus dem rietse Eck déi Mächtig ëmmer ënnerstëtzt gi géint déi Schwaach, ass jo näischt Neies. An et wunnert mech och net vun der ADR. Dat hunn ech emol eng Kéier misse soen.

Bon. Ech wär erëm beim Neokolonialismus, well mir haten eng direkt Bevormundung. An elo hu mer eng indirekt politesch Bevormundung. An et ass jo och bezeichnend, datt, wann zum Beispill eng politesch Kris an enger ehemoleger Kolonie stattfënn, da relativ kritiklos u sech och ëmmer op d'Reaktioun vun der sougenannter Communauté internationale gewaart gëtt. Communauté internationale kléngt zwar gutt, ass awer meeschtens inféierend, well dorënner versteet ee Paräis, London, Washington, Berlin, deemno wéi Tokio. Awer ganz seelen Alger, Nouakchott, ganz seelen Ulan-Bator oder Lima oder Brasilia a bestëmmt och net Moskau.

A Wierklechkeet misst ... Déi eenzeg Communauté internationale, déi legitim ass, dat ass d'UNO. Bon. Mä dovunner ofgesinn, Här President, och déi ekonomesch Strukturen, déi deemools d'Ausbeutung erméiglecht hunn, si weiderhin intakt. A si hu sech u sech och nach intensivéiert a verfeinert.

Millioune vu Mënsche liewen haut an Aarmut an Ausgrenzung, genee wéi deemools. Vill Länner, virun allem an Afrika, sinn nach ëmmer just Rohstoffliwwerente fir Fabriken an Europa, China oder an den USA. An dat, ouni datt d'lokal Bevëlkerung eppes dovunner hätt. An domadder kommen ech och zum eigentlechen Thema vu menger Interventioun, nämlech de katastrophalen Impakt vun de Multinationallen op d'Entwécklungslänner.

Déi westlech Länner maache sech vill Suergen ëm de staatlech dirigéierten Neokolonialismus vu Peking. A juste titre. Si maache sech heiansdo awer vill manner Suergen ëm den hausgemaachten Neokolonialismus, dee vläicht net esou staatlech dirigéiert ass, mä deen iwwer privat Konzernern fiert. Well hautzudaags sinn et d'Multinationallen, déi den Hauptpilier vun der westlecher Ausbeutungspolitik sinn. A si ginn duerch d'Politik maassgeblech ënnerstëtzt: duerch direkt politesch Interventiounen an den Entwécklungslänner, duerch onfair Handelsaccorde wéi zum Beispill déi faméis Accords de partenariat économique, iwwer eesäiteg Investitiouns- a Steieraccorden, iwwer privat Schiidsgeriichter a villes méi.

Här President, bei der UNO gëtt et en Aarbechtsgrupp, dee sech mat Mënscherechtsverletzung vum de Multinationallen auserneeetzt, an deen heescht - passt op, et gëtt erëm Englesch! - Working group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - A wann een déi Rapporte liest, ...

► **Une voix.** - Dir maacht dat guer net esou schlecht.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ... deemools, zemoos d'Rapporten iwwert d'Missionen vum Grupp an eenzelne Länner, da kritt een en Androck vum Ausmooss vun der Problematik.

Dat sinn net e puer vereenzelt Incidenten oder Accidenter, net just e puer schwaarze Schof.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass eng regelrecht Systematik, mat där d'Multinationallen Umweltzerstörung a Mënscherechtsverletzungen a Kaf huelen a beginn. Mir schwätze pèle-mêle vu Sozial- an Aarbechtsrechtsgesetzter, déi vun de Multie systematesch ënnerlaf ginn. Mindestlounbestimmungen, do wou et der gëtt, ginn net agehalen. Sécherheetsnorme gi violéiert. D'Aarbechtsrecht gëtt mat Féiss getréppelt, bis hin zu Kanner- an Zwangsarbeit. Umweltstandarde ginn natierlech net agehalen. Dann hu mer och nach de risege Problem vum „land grabbing“, dee stänneg u Vitesse gewénnt, net nëmme bei Agrarprojeten, mä och beim Biergbau oder beim Bau vu Staudämm.

E gutt Beispill ass och de Wëlle vun der rietsextrimer Regierung elo a Brasilien, déi wëlles huet, weiderhin den Amazonas ofzeholzen. Mä mir kéinten och vun der franséischer Regierung schwätzen an der Guyane française mat der Montagne d'or zum Beispill.

An do ass et och esou, u sech wéi déi lescht Raiber eegne sech privat Firme Milliounen un Hektare pro Joer an a verdreiwen dobäi meeschtens Famillje vun hirem Land, déi do säit ëmmer wunnen, mä natierlech keng offiziell Besëtztitel hunn. A wann déi Bevëlke-

rung sech, legitimmerweis, wiert, gi se vum Stat brutal bekämpft oder awer och duerch privat Sécherheetsfirme bekämpft. Déi lokal Ökonomie gëtt zerstéiert an ersat, sief et an der Landwirtschaft oder am Biergbau, duerch héich mechaniséiert Industrien, déi natierlech och manner Leit beschäftegen.

Schlussendlech sinn d'Konzessiounen oder d'Royalties ganz déif ugesat, well se en enorme politeschen Afloss hunn, ënner anerem duerch d'Korruptioun. An, do komme mer Lëtzebuerg e bësse méi no, si bezuele ganz wéineg Steieren, well se hir Profitter duerch Auditfirmen optimiséieren an a Steieroaese verstoppen.

Ech hat virun zwee Joer d'Geleeeënheet, un enger internationaler Konferenz deelzehuelen zu Madrid iwwert d'Steierflucht, organiséiert vun der politescher Bewegung Podemos. Déi gouf u sech am Schlepptau vun de Panama Papers organiséiert.

An do war och déi deemoleg Presidentin vun der Enquêtékommissioun iwwert d'Panama Papers vum bolivianesche Senat, d'Madamm Adriana Salvatierra, déi elo Presidentin vum Senat ass, d'ailleurs. Well dohannen hu se eng Enquêtékommissioun gemaach. Hei net. A si huet och ganz gutt den Zesummenhang u sech tëschent der Offshore-Steierflucht mat der batterster Aarmut vun de bolivianesche Baueren hiergestallt. Dat kann een d'ailleurs och op Youtube nokucken, fir déi, déi interesséiert sinn.

An et ass natierlech och net schwéier, ze verstoen. E groussen Agrarmulti, dee säi Räichum exponentiell accumuléiert doduerch, datt e keng oder bal keng Steiere bezilt, op där enger Säit, a Klengbaueren op där anerer Säit. Dräimol därer ee roden, wie wien opkeeft a wien seng Produkter méi bëlleg sinn a wien deem anere seng Produkter ewechdreift. Wien ass herno ruinéiert? Wie kann herno vu senger Aarbecht net méi liewen? A wie gëtt wéi e Kriminellen traitéiert, wann e sech wiert? Dat ass de Bauer an net d'Multien!

Da kann een natierlech soen: „Jo, Offshore-Gesellschaften, dat ass legal. Steieroptimiséierung ass legal.“ Et ass vläicht legal, mä um Enn sinn et déi Äermst, déi dorënner leiden an heiansdo och stierwen.

De Combel ass jo och, datt déi Multie vun enger totaler Stroffräiheet profitéieren. An eng vun den Haaptursache besteet jo doranner, datt déi Länner, sief et an Afrika oder a Latäinamerika, drastesch neoliberal Strukturereformen hu missen duerchsetzen, ganz oft ënner Militärdiktaturen. A mir schwätze vu Staten, déi nach keng reell industriell Revolutioun gemaach hunn. Dat erkläert och den héijen Taux un Inegalitéiten, u feelenden effentlechen Infrastrukturen an un enger endemescher Korruptioun. A souguer wann et zu enger Veruertelung kënn viru Gericht, da kënnen déi Multie sech de Konsequenze vun deenen Uerteeler entzéien oder si erkenne se einfach net un.

An dat huet och domadder ze dinn, datt déi Multien zwar engersäits straff hierarchesch strukturéiert sinn, anerersäits sech awer esou organiséiert hunn, datt se aus enger Abberzuel vu Filiale bestinn, déi hir juristesche Responsabilitéit total diluëiert.

An do si mer erëm ganz no bei Lëtzebuerg, well vill vun deene Multien hunn och eng Filial hei zu Lëtzebuerg. Dat ass natierlech och en Instrument, fir dee sougenannte Profit Shifting ze maachen. Dat heescht, datt d'Multien hir Profitter an deene Filiale verschreiwen, déi sech a Länner befannen, wou se wéineg Steiere bezuele mussen, wéi zum Beispill Lëtzebuerg. Dohier och déi vill Bréifboitten. Dat heescht konkret, déi Suen, déi a Wierklechkeet an Entwécklungslänner misste sinn, landen an dese Bréifboitten. Also net reellement. Dir brauch net dra sichen ze goen.

D'Banken, déi hire Sëtz hei hunn, investéieren natierlech och an déi Multien. E groussen Deel vun den Investmentfongen, an och déi vun der sougenannter grénger Bourse maachen dat och. An dann natierlech, same procedure as every year, de Pensionsfong hei zu Lëtzebuerg an den Zukunftsfong maachen dat och. An do geschitt och relativ wéineg.

Dofir, Här President, wär et och interessant, emol eng onofhängeg Etüd maachen ze loosse, fir ze vergläichen, wivill mir ginn an der Kooperatiounspolitik an anerersäits wivill mer den Entwécklungslänner erëm huelen. Well viru Joren hat de Chercheur Rainer Falk jo bewisen, datt duerch eis Finanzplaz u sech d'Entwécklungslänner schlussendlech méi verléiere wéi dat, wat mer duerch eis Entwécklungspolitik do investéieren. Mir hunn engersäits Agents de la coopération an anerersäits Agents de la non-coopération. Déi sinn net an Ärem Ministère, Madamm Ministesch, déi si vläicht an anere Ministère oder op anere Plazen éischer ze fannen.

Dofir wier et Zäit, eng Etüd ze commanditéieren. Wannechgelift awer net bei de Big Four, well soss wësse mer scho ganz genau, wat se wäerte soen!

Här President, déi ganz Verstréckunge vun eiser Finanzplaz erkläre vläicht och, firwat eis Regierung sech esou schwéierdeet, fir eng konkret Gesetzgebung iwwert den Devoir de vigilance ze kréien. Et gouf schonn e puermol gesot, am Regierungssaccord steet dran: „Mir studéieren dat.“ Am politesche Slang heescht dat meeschtens: Mir sinn eis net eens oder et ginn e puer Hindernisser. Mä mir wäerten emol ofwaarden.

Mä ech ginn lech awer trotzdem e Beispill, an den Här Galles ass drop agaange virdrun, well ech hunn tatsächlech zwou Question-parlementairen zu enger Gesellschaft gestallt. An der Tëschenzäit, zënter gëschter, ass eng drëtt komm. Dat konnt Der net wëssen. Si ass och nach net am Courrier électronique. Well et geet nämlech ëm déi, dat ass elo e Beispill, israelesch Spionage-Gesellschaft vun der NSO (veuillez lire : israelesch Spionagesoftware vun der Gesellschaft NSO), mat där laut „Haaretz“ an „New York Times“ den Här Khashoggi jo vu Saudi-Arabien ausspionéiert gouf. A mir wëssen, wéi dat ausgaangen ass.

Anscheinend soll déi Software jo och an anere Länner benotzt gi si géint Mënscherechtsaktivisten, wéi a Mexiko zum Beispill. Ursprénglech huet et geheescht: „Déi Filial ass um Kierchberg. Et ass just eng Filial, déi um Kierchberg ass.“ Mä anscheinend, an dat huet e Communiqué vun ... ONGen hei zu Lëtzebuerg hunn e bëssen enquêtéiert a gesot: „Voilà, neen, et ass u sech den Headquarter, deen hei zu Lëtzebuerg ass.“

Dofir hunn ech missen eng drëtt Fro stellen. Ech muss och niewebäi soen, d'Madamm Hansen huet sech ganz um Ufank vun der Sëtzung opgereegt iwwert den Traitement vun de Question-parlementairen. Ech schlësse mech deem un. Et ass net déi éischte Kéier. Mir hate schonn zweemol missen den Här Asselborn an dem Här Étienne Schneider déi Fro stellen. Déi zweet Äntwert, déi war Limitt humiliant.

An ech mengen, iergendeng Kéier misst den zweete Pouvoir, deen d'Regierung ass, verstoen, datt ee muss op d'Fro vum éischte Pouvoir, dee mir, d'Chamber, sinn, richtig äntwerthen. Och wann ee vläicht d'Fro net flott fënn. Och wann ee se vläicht debill fënn. Well ech hunn den Androck, soss gi mer iergendeng Kéier richtig rosen. An iergendeng Kéier muss mer dann den drëtten Pouvoir froen, wéi et weidergeet.

Dovunner ofgesinn, also et ass wierklech desagreabel, esou wéi eng Méck e bëssen ewechgescheucht ze ginn.

(Interruption)

Mä passt op! Jo. Mä et fänkt un, sech unzehäufen. Dofir, ech soen dat wierklech solennellement, Här President, Dir wësst, Dir kennt de Problem. Dir kennt de Problem, gewësse Ministère maachen dat guer net seriö. Voilà!

Bon, da sinn ech awer schlussendlech um Enn ukomm vu menger Ried. Dofir wollt ech och nach soen, wa mer tatsächlech d'Häerz, mir Lëtzebuerger, op der richteger Plaz hunn, da muss mer dat och bewisen. An da muss mer och méi global diskutéieren iwwert d'Entwécklungspolitik, méi kohärent diskutéieren. Et wier vläicht och gutt, wann aner Regierungsmemberen op der Regierungsbänk wieren, déi och vläicht heiansdo d'Aarbecht vum Kooperationsministère court-circuitéieren. An da kënnen mer och bewisen, datt eist Häerz net esou no um dem Portmonni vun engem gewëssene Milieu läit, mä awer wierklech op der richteger Plaz.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler.

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmoos Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech fir d'Éischt der Ministesch Merci soe fir den Tour duerch d'Kooperatiounspolitik, dee se virdu gemaach huet, an och de Kollegen, déi hir Contributioun zu enger dach awer wesentlecher Diskussioun hei bäigedroen hunn. Well vum Succès vun der Developpements-, vum Succès vun der Kooperatiounspolitik hänkt och d'Schicksal vun deenen entwéckelte Regionen of, wéi mir eng sinn.

D'Ministesch huet an hirer Ried virdu gesot, datt se dat, wat se géif soen, am Fong als Diskussionsbasis géif consideréieren, fir datt mer hei kënnen Iddien op den Dësch leeën, en Echange hunn, Froe stellen. An ech wëll och hei ganz kuerz just e puer Punkten opwerfen, déi mer wichtig sinn an déi net esou am Detail an der Ried ugaange gi sinn, mä wou ech awer

eng Rei Iddien hu respektiv eng Rei Renseignermenter gären hätt.

Ech stelle fir d'Éischt fest, nodeem ech d'Ried vun der Ministesch gelauschert hunn, datt déi Kooperatiounspolitik vun deene leschte Joren, esou wéi se an deene leschte 5, 10, 15 Joer gemaach ginn ass, an hire Grondzich weidergefouert gëtt, datt elo keng wierklech nei Akzenter momentan presentéiert gi sinn. Dozou zwou Remarken.

Déi éischt Remark: Dat weist jo och eng gewësse Stabilitéit. An ech soen och gradso kloer, datt Stabilitéit an der Kooperatiounspolitik e wesentlech Argument ass. Wann ee Kooperatiounspolitik mécht, da mussen déi Partnerlänner, mat deenen ee schafft, och kënnen dovunner ausgoen, datt déi Politik, déi ee mécht, eng Politik ass, déi laangfristeg op Stabilitéit ugeluecht ass. E Partnerland, op dat ee ka vertrauen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass awer, datt et och wichtig ass, datt ee Perspektiven opmécht, datt een eng Politik entwéckelt, wou ee seet: Wou wëlle mer laangfristeg mat eiser Politik higoen? Wat sinn déi grouss Zilsetzungen, déi mer wëllen hunn?

De Paul Galles huet schonn e groussen Tour gemaach, wéi mir eis d'Kooperatiounspolitik an deenen nächste 5, 10, 15 Joer virstellen, mat all deene Froen, all deene Problemer, déi mer hunn.

Ech wollt just fënnel Punkten, déi mir wichtig sinn, haut nach kuerz opwerfen.

Deen éischten, dat betrëfft d'Finanzen. Dir hutt domadder, Madamm Ministesch, ugefaangen a gesot: 420 Millioune Euro, dat ass de Volume, dee mer ausginn. Dat ass méi wéi 1 % vun eise PIB. Dat ass richtig. Dat ass gutt. Do sti mer hannendrun. Ech brauch dat net nach ze widderhuelen.

Ech hu just eng Fro drivwer ze stellen, dat ass: Wann Der déi Zuel avancéiert, datt ass eng Zuel, begräift déi alleguer déi Suen, déi och nach aner Departementer, wéi d'Kultur, wéi d'Fonction publique - an Dir hutt eis duerno de Prozentsaz ausgedeelt -, wéi d'Santé, wéi d'Finanzen ausginn? Mä wann ech richtig informéiert sinn, begräift se net dat, wat fir d'Refugiéé respektiv dat, wat fir de Klima ausgi gëtt. Wat ech och vum Prinzip hier richtig fannen, datt mer dat net ënnert déi 1 % fale loosse an de Calculen.

Op där anerer Säit wär ech natierlech awer interesséiert, einfach ze wëssen, wat dann de globale Calcul ass, wivill mer dann, wa mer géifen dat bäirechnen, ausginn. Well an der Presentatioun no bausse ass et awer vläicht net onwichtig, wa mer komparativ kucke mat anere Länner, déi sech awer net genéieren, et dranzesetzen, datt mer do och kloer soen: „Mä mir sinn am Fong wäit iwwer 1 %.“

An ech sinn am Fong do net der Meenung wéi d'ADR, déi seet: „Wa mer dat derbäisetzen, si mer immens héich. Mir bräichte guer net esou héich ze sinn.“ Ech sinn der Meenung, mir sollen esou héich sinn. An ech sinn och der Meenung, datt mer dann och kënnen soen, wat dat heescht, de globale Pak, dee Lëtzebuerg fir d'Kooperatioun mécht. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dat ass: Mir hu schonns eng laang Geschicht an der Kooperatiounspolitik. Eng Geschicht, déi eis op vill Kontinenter bruecht huet. Dir hutt se, Madamm Ministesch, virdrun opgezielt: Afrika, Asien, Zentralamerika. An dat erkläert sech jo och alles aus enger ganzer Rei historiesche Grënn. Meng Fro ass: Wat fir eng Perspektiven hu mer an der Zukunft mat eiser Präsenz op deene verschiddene Kontinenter?

Dir hutt am Fong déi Präsenz justifiéiert, andeem Der gesot hutt, datt et eng Noutwendegkeet wär, just duerch seng Kooperatiounspolitik präsent op deene Kontinenter ze sinn. Ech soen lech: Ech fannen, dat geet net duer als Argumentatioun, fir eng Präsenz an Asien respektiv an Zentralamerika ze justifiéieren. D'Kooperatioun ass net just eng Politik vu Präsenz vun engem Land dohannen, mä wesentlech méi.

A meng Konklusioun ass, datt mir als Lëtzebuerg an deem Volume, dee mer hunn, deen zwar héich ass, mä fir déi Problematik awer nach kleng, datt een net kann iwwerall sinn. An ech hunn dat schonn eng Kéier an der Kommissioun kloer gesot: Ech si wierklech der Meenung, wéi dat, wat Der als Akzent an Ärer Ried hat, datt mer eis Efforten op Afrika konzentréieren mussen, well mer an Afrika déi gréisste Responsabilitéiten hunn, well Europa an Afrika och am Fong obligéiert ass, eng Koopera-

tionspolitik ze maachen, déi Succès huet. Well hu mer an deenen nächsten 10, 15, 20 Joer mat eiser Kooperatiounspolitik, mat eiser Developpementsstrategie an Afrika en Echec, dann huet dat och schonn eleng enorm Konsequenzen op eise Kontinent.

Also kloer an däitlech: Wann een iwwert d'Strategie schwätzt, dann ass dat, fir wat ech plädéieren, fir an Zukunft eis Developpementspolitik, eis Kooperatiounspolitik op Afrika ze konzentréieren. An ech géif souguer soen, dass ech den Term vun engem Marshallplang fir Afrika hei wéilt widderhuelen, well déi Besseren, déi mer do hunn, deene mer mussen Meeschter ginn, déi mer müssen an de Grëff kréien, déi sinn enorm, enorm grouss.

An Afrika muss och an Zukunft net nëmmen, dat ass scho méi wéi eng Kéier gesot ginn, e Kontinent sinn, wou mer Kooperatioun an Developpement maachen, mä et muss e Kontinent ginn, wou mer Partner kréien, mat deene mer an Zukunft schaffen. Ansonste wäerte mer an Afrika gesinn, an dat ass jo schonn amgaangen ze geschéien, dass aner grouss Puissance, wéi China, sech do etabléieren, mat ganz aneren Intentione wéi déi, déi mir hunn. Dofir, e Marshallplang fir Afrika schéngt dat ze sinn, wourun net nëmme Lëtzebuerg, mä wourun d'ganz Europäesch Unioun an deenen nächste Jore muss schaffen.

Mäin drëtte Punkt: Mir hu Kooperatiounspolitik gemaach a Länner, wou mer och gutt weiderkomm sinn. An eng Rei vun deene Länner, wou mer momentan Kooperatiounspolitik maachen, sinn haut net méi Least Developed Countries. Mä zum Beispill Länner wéi de Vietnam hunn en Developpement kennt, deen erstaunlech ass, dee positiv ass, iwwert dee mer eis freeën. Mir sinn elo an engem Stadium, wou mer klassischerweis net méi Kooperatioun- an Developpementspolitik maachen.

Dir hutt dat och kuerz ugeschwat, andeem Der gesot hutt, dass mer do elo op eng ekonomesch Kooperatioun sollten eriwergoen. Ech fannen et och fundamental richtig, dass mer déi Approche hunn, mä meng Fro doriwier ass: Wéi gesäit et da mat den Exit-Strategien an deene Länner aus? Well och wann Der an eng aner Politik eriwergitt, misst awer kloer definéiert ginn, wéi mer den Exit vun eiser Kooperatiounspolitik do maachen.

An dofir meng Fro: Wéi gesäit et domadder aus? A wat fir enge Länner, a wat fir enger Timetable, mat wat fir enge Politicke ginn déi Exit-Strategien, déi och hir Zäit huelen, an deenen nächste Joren en place gesat?

Mäi véierte Punkt, dat ass deen, fir ze soen, dass mer selbstverständlech a verschiddene Länner, wou mer sinn, net eleng um Terrain sinn. Och wa mer en héije Prozentsaz vu Kooperatiounsaarbecht maachen, sinn och Kooperatiounsprojete vun aneren europäeschen oder net europäesche Länner ganz oft um Terrain.

An ech weess, dass mer och als Lëtzebuerg eng Rei Joint-Programmer um Terrain hunn, dass mer och verschidde Projete mat EU-Länner zesumme maachen. Mä ech wollt do just d'Fro stellen, ob déi europäesch Koordinatioun, déi op verschiddene Plaze gemaach gëtt, an Ären Aen zefriddestellend ass, oder ob do nach op europäeschem Niveau missten an deenen nächste Joren Efforte gemaach ginn, fir eng Koordinatioun vun deene Kooperatiounsefforten, déi verschidden europäesch Länner heiansdo an darselwechter Géigend maachen, besser an de Grëff ze kréien.

Mäi fënneften a leschte Punkt, dat ass deen, fir ze soen, dass mer och vill an effikass präsent sinn - an Dir hutt dat och ugeschwat - um humanitäre Plang, mat enger immediater Hëllef, déi oft a Krisengebiddern ganz technesch-spezifesch Hëllef schnell en place setzt. An et ass effektiv extrem effizient, wéi mer do eruginn. Mir ginn a Refugiéscampen, mir ginn a Krisengebiddern, wéi zum Beispill de Camp bei Cox's Bazar am Bangladesch, wou - am Fong weess keen et - 800.000 Refugiéen, mengen ech, do sinn, zu enger grousser Ignorance notament vun der europäescher Welt, wou mer och mat humanitärer Hëllef déi eng oder déi aner Kéier präsent sinn.

Meng Fro geet awer am Fong dorëm, well et ass jo, wann humanitär Hëllef kennt, ëmmer esou, dass mer dann an engem Krisengebitt sinn, wou kuerz, eng Woch oder zwou Wochen, an der Zeitung driwwer geschwat gëtt, wou d'Kameraen do sinn, wou d'Scheinwerfer do sinn. An duerno si keng Kamerae méi do, do si keng Scheinwerfer méi do. An eis humanitär Hëllef, well d'Urgenz vläicht net méi esou grouss ass, ass och net méi do.

Meng Fro ass also: Wéi gëtt no der humanitärer Hëllef, deem Asaz, dee jo ganz oft e punktuellen Asaz ass, de Suivi hannendru gemaach? A wéi ass et mat deem Switch, dee jo ganz oft muss kommen tëschent humanitärer Hëllef op där enger Säit an dann där méi mëttelfristeger, laangfristeger Hëllef, déi hannert déi humanitär Hëllef soll hannendrugeschalt ginn? Hu mer do Méiglechkeeten, fir e Suivi ze maachen? Maache mer et, wa mer a Krisengebiddern intervenéieren? A wéi gëtt dat organiséiert?

Voilà, dat ware meng fënnef Punkten.

Nach eng Kéier, fir zur Konklusioun ze soen: Mir ënnerstëtzen all déi Investissementer a Kooperatiounspoliticken. Mir appreciéieren d'Kontinuitéit vun eisen Efforten. Mir begrëssen de Willen, weiderzecommen.

Déi puer Punkten, déi ech hei just an d'Diskusioun bruecht hunn, dat si Punkten, déi just d'Fro stellen, wéi mer déi Kooperatiounspolitik nach méi effikass oder esou effikass wéi méiglech kënne gestalten. An haaptsächlech mat der Ausso, dass et fir eis noutwendeg ass, dass déi Kooperatiounspolitik, déi Lëtzebuerg als Land mécht, eng gemeinsam Kooperatiounspolitik ass, déi hei an der Chamber gemeinsam decidéiert gëtt, vun der Majoritéit an och vun der Oppositioun, well d'Kooperatiounspolitik muss eppes sinn, wat laangfristeg an der Kontinuitéit opgebaut ass.

An d'Kontinuitéit kritt een am beschten, wann net Unanimitéit, mä esou eng grouss wéi méiglech Majoritéit op senger Politik ass. Well heiansdo ka jo e Wiessel an der Majoritéit kommen. An da muss d'Politik vun der Kooperatioun awer weiderlafen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech kéint mech elo ganz beléift heibanne maachen, andeem ech géif soen: „Dat hei war et vu menger Ried.“ Et deet mer leed, ech sinn dee Leschten, deen tëschent lech an Ärem wuelverdängte Feierowend steet.

(**Hilarité et interruption**)

Ah, d'Madamm Ministesch däerf nach eng Kéier schwätzen! Et deet mer leed, Madamm Lenert. Elo hat ech lech bal vergiess. Dat ass, wann een esou ganz eleng op der Bänk do setzt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Kommt zum Punkt!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Wuert „Kooperatiounspolitik“ seet et ewell: Mir sollen hei eng Politik maachen, fir mat anere Länner ze kooperéieren, fir zesummen eng besser Zukunft fir d'Mënschen op deem Planéit ze schafen. Dëst dierf net zu neien Ofhängegkeete féieren. An et ass wichteg, et grad an aktuellen Zäiten ze betounen, dass mir eis enger „debt-book diplomacy“ vehement entgéintsetzen an als Géigenentwurf zu deser ekonomescher Versklavung op Investitioune setzen, déi realistesch kënne emgesat ginn, ouni Mënschen an eng nei Ofhängegkeet ze forcéieren.

Dofir deelen ech der Madamm Ministesch hir gemëschte Gefiller och. Gemëschte Gefiller, well de lëtzebuergesche Bäitrag eng Dréps op de waarme Steen ass. Awer och gemëschte Gefiller, well eis Vue vu Kooperatioun leider net méi vun alle Partner op der Welt gedeelt gëtt a vill ze heefeg ënnert dem Virwand vun enger Entwécklungs- oder Kooperatiounspolitik knallhaart Wirtschaftspolitik bedriwwen gëtt.

Kooperatioun bedeit och, zesummen d'Erausfuerrunge vun haut a vu muer unzegoen an aus de Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren. Dat Ganzt muss an e kohärente Kader gestallt ginn. A mir müssen aus de Feeler vun Import- oder Exportsubventiounen vu fréier léieren, fir lokal Mäert an eise Partnerlänner net futti ze maachen.

Fir d'Mënschen an eise Partnerlänner gutt opzestellen, gëllen déiselwecht Rezepter wéi och zu Lëtzebuerg. D'Bedierfnisser erfellen, en Daach iwwert dem Kapp hunn an eng gutt Bildung sinn d'Grundlagen, fir uschlëssend mat Projeten aus der Mikrofinanz oder Investitiounsprogrammer och lokal eng ekonomesch Zukunft kënne opbauen.

Mir begrëssen dofir déi lëtzebuergesch Initiativen an deem Beräich. An et ass sécherlech eng ganz gutt Ausgangsbasis, fir des Kooperatioun mat Schoulen, awer och mat Mikrofinanzinstituter ze verbesseren an auszubauen.

D'Kooperatiounspolitik an hir Strategie 2030 mat deene véier Achsen, déi mer kennen, ent-

sprechen am grouss Ganzen deem, wat mir Piraten eis vun enger nohalterger Kooperatiounspolitik géifen erwaarden. Et sinn awer, wéi esou oft, Detailer, wou mer e bësse méi Nodrock vermessen. Esou verstinn ech, dass d'Mënscherechter als transversal Aktivitéite solle berücksichtegt ginn, mä gläichzäitig sollt ee bei Kooperatiounen, jo, dem Zesummeschaffen, ëmmer dorop oppassen, dass eis grundsätzlech Wäerter net zur Diskusioun stinn.

Et ass och ze begrëssen, dass d'Regierung d'soioekonomesch Abannung vu Frae férdere wëllt; dëst och direkt als eng vun den Haaptprioritéiten. Madamm Ministesch, sidd assuréiert, Dir hutt eise vollste Support, wann et dorëm geet, des Projeten duerchzusetzen. An ech begrëssen et, geneesou wéi d'Kollegen aus der Oppositioun, dass, wa mer aner Montante géifen aberechnen, mer wahrscheinlech iwwert deem 1 % vum RNB leien; eppes, fir wat mer eis net schomme sollten.

Mir sollen awer oppassen, dass mer dobäi kohärent bleiwen. A kohärent heescht, sech net nëmmen op eenzel Achsen ze konzentréieren, mä et an alle Politikfelder duerchzedeklinéieren. Des Kohärenz bleift awer grad an der Kooperatiounsdirektioun am Moment e bëssen op der Streck, well engersäits soe mer iwwerall: „Aarbecht soll belount ginn, Aarbecht soll gerecht entlount ginn“, fir dann awer am gläichen Otemzuch op der Websäit vun der Kooperatioun eng onbezuelt Stageplaz auszuschreiben. Wéi soll eis Kooperatiounspolitik international fir Versteedsdemech vu kohärente Politikmodeller suergen, wa gläichzäitig heihem Stagiairen net bezuelt ginn?

(**Interruption**)

Et ass vläicht eng kleng Inkohärenz, mä et ass eng.

Eng aner grouss Erausfuerrung fir d'Zukunft vun eis all ass de Klimawandel. Ech mengen, do wäert heibanne keen eppes dergéint soen. An et ass sécherlech déi gréissten Erausfuerrung. Well wann d'Klimakrise weltwäit weider em sech gräifen a Stierm, Dréchten an aner Katastrophen d'Liewen an d'Iwwerliewen an eise Partnerlänner ëmmer méi komplizéiert bis hin zu onméiglech maachen, da muss mer reagéieren.

Wann ee weess, dass um afrikanesche Kontinent haut erneierbar Energien nach ëmmer an eestellige Beräich ze fanne sinn, obwuel d'Dieselverstroumung, déi a ville Géigenden a grad an de ländleche Géigende praktizéiert gëtt, net nëmmen ëmweltschiedlech ass, mä souguer heefeg méi deier wéi Solar-, Wand- oder Waasserenergie, da weess een och, dass hei Opportunitéiten ze fanne sinn, fir e wierklech wirtschaftlechen Opschwung an eise Partnerlänner ze stimuléieren, andeem mer en Technologietransfer erméiglechen, Investitiounen ënnerstëtzen an duerch den Opbau vu Stroumnetzer, gespeist mat erneierbaren Energien, net nëmmen nei ekonomesch Aktivitéiten erméiglechen, mä och d'Resilienz vis-à-vis vu Klimaschwankunge verstärken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lëtzebuergesch Entwécklungspolitik wier näischt ouni d'ONGen, déi um Terrain aktiv sinn. Si liewen d'Kooperatioun um Terrain. Si baue Relatiounen partnerschaftlech op engem ganz konkreten a perséinleche Plang op. Jo, op deser Basis schafe si d'Grundlage fir eng néidegerweis méi abstrakt Kooperatiounspolitik. Eis ONGe sinn dofir och e wichtige Bestandteil vun enger aktiver Kooperatioun. Dofir muss mer des Brique nach weider stärken an hinnen hëlfe, fir um Niveau vun der Compliance, souwuel vu sech selwer wéi och vun hire lokale Partner, nach besser ze ginn. Hei kéint ganz konkret de Stat respektiv eis Entwécklungsagence déi néideg personell Ressourcen zur Verfügung stellen, fir d'Käschten ze reduzéieren an d'Vertrauen an Donen an doduerch och an eis ONGen ze stärken.

Nieft de finanzielle Ressourcen ass et awer och um Niveau vun Personal op der Plaz wichteg, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Mir begrëssen, dass d'Madamm Ministesch dëst och an de Fokus setzt an d'Sécherheet vun alle Matarbechter vun der lëtzebuergescher Kooperatioun weider op engem héijen Niveau garantéiere wëllt an do, wou dat an der Vergaangenheet net de Fall war, schonn ugefaangen huet nozebesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kooperatiounspolitik ass eent vun deene Politikfelder, wou all Euro, dee mir investéieren, en immensen Impakt kann hunn. Dofir ass et och déi lëtzebuergesch Dréps op de waarme Steen, déi ech virdu genannt hunn, déi esou wichteg ass. Mir dierfen eis Investitiounen an eng Verbesserung vun der Liewenssituatioun vu ville Mënschen net als Käschtpunkt gesinn. Mir sollten et als wierklech Investitioun an d'Mënschen op der Plaz interpretéieren. Mir sollte

vum Kannerheem iwwert d'Schoul, d'Héichschoul bis hin zu eiser Hëllef bei Energiegewinnung oder besserer Gouvernance et esou gesinn, dass mer domadder d'Welt e klengt Stéck besser maachen.

De Baden-Powell, iwwert deen am Kontext vum Doud vun eise Chefscout an dem honnertste Gebuertsdag vun de Lëtzebuerg Gudden a Scoute vill geschwat gouf, sou verkierzt: „Try and leave this world a little better than you found it.“ Dëst Zitat ass sécherlech net eleng dem Grënner vun der Scoutsbewegung zoueschreiwene, well vill Mënschen, ob Scout, Politiker oder einfach Mënsch, deen aktiv an der Entwécklungsarbecht ass, hunn dëst Zitat net nëmme benotzt, mä gelieft.

Eis lëtzebuergesch Entwécklungspolitik steet an eisen Ae genee an deem Esprit. Mir als klengt Land probéieren, d'Welt zu enger besserer Plaz ze maachen. An dofir brauch et e Konsens, deen och a wirtschaftlech méi schwieerege Zäiten net a Fro gestallt gëtt. Dësen hu mir zu Lëtzebuerg gehat, mir hunn en, an dese gehéiert verdeedegt!

Och an Zukunft solle mir weider mat anere kooperéieren, hinnen hëlfe, déi beschtméiglech Entwécklung an hire Länner sur place ze errechen an doduerch d'Welt zu enger besserer Plaz ze maachen. Mir sollten onofhängeg dovunner, wéi aner Länner Entwécklungshëllef fir eege geopolitesch oder wirtschaftspolitesch Zwecker méissbrauchen, weiderhin eis Kooperatiounspolitik ouni Erwaardung vun engem Quid pro quo exekutéieren.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, viles an eiser Kooperatiounspolitik leeft richtig. Déi meescht Indicateure weisen an déi richteg Richtung a wa mir e Schratt zrëck huelen, kënne mer mam Gesamtbild zefridde sinn. Wa mer awer e Schratt no vir maachen, an d'Bild vu ganz no analyséieren, mierke mer awer, dass net alles ganz perfekt a feelerfräi ass. Vill muss nach gemaach ginn, fir mat eisen europäesche Partner zesummen un engem Strang ze zéien an eng gemeinsam Visioun vun der néideger Form vun Entwécklungshëllef ze schafen. Mir müssen nach méi op d'Situatioun vu Mënscherechter an eise Partnerlänner agoen an dëst konkret suivéieren.

Och muss mer bereet sinn, eise Partner op Aenhéicht ze begéien an net interpretéiert ze ginn, wéi wa mer géifen Almose verdeelen. Neen, zesummen un der Zukunft bauen, Brique fir Brique, Projet fir Projet, ganz ouni nei Ofhängegkeete vun Hëlfe oder Scholden ze schafen!

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Do dernieft muss mer och d'Situatioun vun de Fraerichter, d'Klimasituatioun op der Plaz an eng Hicheckt u weidere Parametere an Problemer am A behalen.

Fir evidenzbaséiert Entwécklungspolitik ze erméiglechen, brauche mer gemeinsam Indicateuren a méi Transparenz bei der Notzung vun dese Fongen an eben och e Contrôle, ob se dann des Indicateuren an déi richteg Richtung bewegen.

Et bleift also nach genuch ze di fir eng besser Kooperatioun tëschent der EU, Lëtzebuerg an eise Partnerlänner, fir esou net nëmmen de genannte Fluchtursachen entgéintzewierken, mä tout court d'Liewenssituatioun vun de Mënschen an eise Partnerlänner ze verbessern. Dofir wëll ech och hei e Punkt a menger Interventioun maachen an ech wënschen der Madamm Ministesch eng glécklech Hand an hirem Ressort. Mir wäerten d'Entwécklungspolitik op alle Fall konstruktiv begleeden. A ganz ënnert dem Motto vun engem Kollege, dee selwer an der Kooperatioun ënnerwee ass, deen ëmmer den Hashtag benotzt: „#Nix Blabla!“, wënschen mer lech eng gutt Hand. Loosst eis et upaken!

An ech soen lech villmools Merci fir d'No-lauschteren. An alles Gutts!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Kooperatiounsministesch, et ass un lech.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Jo, et ass vill ze beäntwerten. Villmools Merci allegueren, als Alleréisch emol fir déi ganz vill gutt Iddeen, déi komm sinn.

(**Interruption**)

Kann ech opstoen? Okay. Soll ech eropkommen?

► **Une voix.** - Kommt roueg erop!

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ah okay. Ech weess dat jo alles nach net.

(**Hilarité**)



Voilà. Elo muss ech kucken, ob ech all déi richteg Blieder matbruecht hunn.

Jo, villmools Merci op alle Fall fir dee ganzen Input. Dat war fir mech e bëssen de But vun dëser Debatt, fir och ze héieren, wéi eng Iddien Dir hutt. Vill vun lech si scho méi laang ënnerwee op dësem Thema, wéi ech et sinn, an et ass fir mech ganz beräicherend, eng Rei Iddien mat op de Wee ze kréien.

Vläicht e puer Präzisierungen, méi technescher Aart, déi ugefall sinn opgrond vun de Froen, déi komm sinn.

Wat d'ONGen ugeet, do wore verschidden Zuelen am Raum, déi hu sech awer net widdergesprochen. Dat eent ass 65 gewiescht. Effektiv, ech hu 65 zitéiert, mä dat sinn déi ONGen, mat deene mer am Moment um Terrain sinn am Kader vu Projeten. An d'Zuel vu 94, dat ass déi vun deenen ONGen, vun deene Lëtzebuurger ONGen, déi en Agreement hunn. Dat heescht, eng Saach ass et, en Agreement ze hunn, zoulässeg ze sinn, och fir Hëllef bei eis ze kréien. Dat sinn ONGen, déi selbstverständlech och ënnerwee sinn an der Welt. Mä mir sinn als Ministère mat 65 am Moment eben zesummen um Terrain. Dat war e bëssen, wou do déi zwou Zuelen hierkommen.

A fir op dem Här Wiseler seng méi technesch Fro ze komme vun de Grafiken: Effektiv sinn de Klimafong an och déi Migratiungsgelder, déi mer jo separat berechnen wëinst der Additonalitéit, net a mengem Grafique gewiescht. Dat heescht déi, déi mentionéiert sinn, déi Ministère, dat sinn déi, déi Gelder ginn, déi och bei der APD derbäigerechent ginn. Also dat ass schonn esou ze verstoe gewiescht, mengen ech, wéi Dir et och verstanen hat.

Ech géif vläicht kuerz op den Devoir de vigilance agoen. Deen ass e puermol erwänt ginn. Do huet d'Regierung hir Aufgab gemaach. An zwar ass d'lescht Joer en Aktiounsplang, en nationalen Aktiounsplang virgestallt ginn, ënnert dem Titel « Entreprises et droits de l'homme ».

Dat ass en Aktiounsplang, deen am Juni, den 22. Juni 2018, duerch de Regierungsrat gaangen ass. An ech géif lech och allegueren zu deem Thema elo schonn invitéieren op eng Konferenz, déi fir de 7. Juni ugesat ass. Ech kucken nach eng Kéier dorobber ... Ass den Datum richteg? Jo, 7. Juni. Dat ass eng Konferenz vum Ausseministère, organiséiert zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, ebe justement iwwert dat doten Thema « Entreprises et droits de l'homme », wou Der och Opschluss wäert kréie méi am Detail, wat un Aktivitéiten an deem Kontext ugeduecht ass.

Mir huelen dat also esicht. Et ass en Aktiounsplang do. Deen ass an der Ëmsetzung. A mir hunn och transparent vir, andeems mer iwwer Konferenzen och an den Dialog gi mat de Leit, déi sech dofir am Detail interesséieren. Ech mengen, dat wär déi richteg Plaz, fir dat ze verëiwelen.

Da wor d'Fro gestallt gi vum Entrepreneuriat, wéi dat genau um Terrain leeft, wou mer de Rapprochement mat der Privatwirtschaft sichen. Dëst ass an zwou Dimensionen: Eischens emol probéiere mer iwwer Projeten, wéi eis Business Partnership Facility, Betriber hei am Land ze motivéieren, mat eis zesummen op den Terrain ze goen. Dat ënnerstëtze mer. Mir ënnerstëtze se dobäi. Si kréien eng Bezouschossung, natierlech ëmmer an der Rumm vun deem, wat op EU-Ebene zoulässeg ass. Mä d'Iddi derhannert ass natierlech, dass se och Mäert fir sech entwéckelen an dass dat eng nohalteg wirtschaftlech Aktivitéit fir si ka ginn, an der Dauer.

Dat anert si Finanzemeter, déi mer zur Verfügung ginn. Ech géif do vläicht den ABC-Fong zitieren, en neie Fong, dee mer elo rezent och lancéiert hunn. Dat si Gelder, déi mer zur Verfügung stellen, net just fir Lëtzebuurger Betriber, mä fir wien och ëmmer wëllt investéieren an Afrika an och an anere Länner. Et ass e grouse Fokus op Afrika.

Dat gëtt iwwer Leitlinie festgesat, wéi eng Investissementer dat solle sinn. Déi sinn am Agrarberäich. Et mussen nohalteg Projete sinn. A genau dat ass eben ee Vehikel, wou mer Suen zur Verfügung stellen, och Garantje stellen, net elo fir den nämlechte Creneau wéi d'Mikrokreditter - do viséiere mer jo wierklech déi ganz kleng Strukturen -, hei ass et wierklech op déi mëttelgrouse Betriber ausgerichtet, dass een deenen och ka wierklech iwwert déi éischt Joren ewechhëlfen, dass, wa Betriber do sinn, déi an eng nohalteg Agrarpolitik wëllen investéieren an eisen Zillänner, een déi dobäi ënnerstëtzt. Well dat ass ganz oft mat vill Risiko awer beluecht. Et ass net einfach, a verschiddene Länner, déi nach net esou stabil sinn, ze investéieren. An iwwert dee Wee wëlle mer dat och pushen, dass mer soen: „Mir komme mat Gelder.“

Fir lech Detailer ze ginn: Am ABC-Fong hu mer, wann ech mech richteg erënneren, 40 Milliounen vun der EU, déi do sinn, 10 vun eis an 10 vun ..., nee pardon, 5 vun eis a 5 nach eng Kéier vun engem Betriber, dat ass Agram, dat ass e grouse Konzern, dee mat investéiert huet. A mir viséieren drop, dass mer eng ronn 200 Milliounen kënnen zousätzlech dann iwwert dee Wee mobiliséiert kréie vu privaten Investisseuren, déi mat eis op dee Wee ginn.

Mir hunn och scho vill Werbung dozou gemaach. Mir stinn am enke Kontakt mat de Schwäizer, déi eventuell mat an dee Fong wäerten erakommen. Dat ass alles nach ze gesinn. Mä dat sinn déi verschiddene Weeër, déi mer am Moment undenken, fir effektiv d'Privatwirtschaft méi aktiv souwuel bei eis mat op de Wee ze kréien, mä och dozou ze kréien, dass se wierklech op méi prekären Territoir sech traue ze investéieren doduerch, dass se eng kleng Stäip kréien, eben och a Form vu Garantien.

Wouriwwer ech ganz frou sinn, dat ass, dass mer eis, mengen ech, allegueren quescht duerch de Gaart eens sinn, dass mer eng aner Politik brauchen. Ech mengen, ech hat d'Zuele virdru genannt: 2018 louch d'Aide publique au développement bei 153 Milliarden Dollar. An dat, wat geschat gëtt, wat een eigentlech bräicht, fir d'Objectifs de développement durable ze erreechen, dat wäeren zousätzlech 2,5 Trilliarden. Ech ka mir dat a mengem Kapp scho guer net méi richteg virstellen. Dat sinn esou enorm Betrag. Dat ass dat, wat et bräicht un Investissementer, fir wierklech déi Ziler ze erreechen.

Dat heescht, wann een déi Zuele virun Aen huet, da weess een einfach: Mir mussen ëmdecken. Et mussen aner Weeër fonnt ginn. Et kann een net op där nämlechter Schinn weiterfuere, wéi mer dat bis elo maachen.

Effizienz ass genannt ginn, Kohärenz, och um Niveau vun den Handelsofkommessen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg, soss kann een nimools déi Ziler do erreechen.

Ech géif och betonen, dass dat ee vun den neien Akzenter ass, déi ech virdru erwänt hunn. Mir hu wuel eng Strategie, déi d'lescht Joer verabschit ginn ass, mä déi gëtt déi grouss Marschroute un. Eng Strategie eleng geet fir mech awer net duer. Ech spieren dohanner ganz kloer de Besoin, fir nach en Aarbechtsprogramm nozerechen, dee vill méi konkret gëtt, wou een och mat Timetablë kënnt, mat enger Zäitschinn kënnt an och mat Zilsetzung kënnt.

Effizienz, awer och en neien Akzent, deen ech nach eng Kéier wëll widderhuelen: Dat ass dee vun der IATI-Initiativ, wou ech mech engagéiert hunn. An dat ass eng éischt Saach, wou Der mech kënnt beim Wuert huelen: Mir wäerten déi elo ëmsetzen. An dat ass näischt Klenges. Dat ass wierklech e groussen neien Akzent. Do fir si mer do net onbedéngt esou an der Kontinuitéit mat virdru, well dat ass bis elo net geschitt. An dat wäert och näischt Einfaches ginn. Dat ass e Projet, deen eis iwwer Jore wäert beschäftegen. Dat ass eng ganz grouse Saach, fir déi international Standarden an eisem klengen Lëtzebuerg hei ëmzesetzen.

Wa mer déi bis stoen hunn, an dat wäert eng Zäit daueren, do kann ech lech nach net genau soen - mir sinn amgaangen, dat ze evaluéieren -, wéi laang dat elo wäert brauchen, ier mer eis Daten an där Form opbereet kréien, da wäert dat e ganz anere Bléck op eis Politik ginn. Dir wäert ganz genau, wann Der lech dat ukuckt ... Däitschland zum Beispill huet d'IATI-Standarder scho laang ëmgesat. Wann Der do op hire Site gitt - dat sinn open Daten -, do kënnt Der extrem detailléiert kucken, wat leeft, wierklech ganz am Detail. Dat wäert eis hei och fir d'Debatt eng ganz aner Basis ginn, fir ze diskutieren, well dat, wat mer maachen, ganz einfach wäert open source a liesbar sinn. An dat ass e grouse Schrëtt a Richtung vu méi Effizienz an och vu méi Transparenz.

Nei Weeër, d'Innovation, et ass oft gesot ginn an et fret mech, dass dat och vun anere Säiten ënnerstëtzt ginn ass. Indicateure selbstverständlech och, déi gehéiere fir mech an en Aarbechtsprogramm, deen all Verwaltung soll hunn dobäi, dass ee sech effektiv Zilsetzung gëtt, déi iwwer eng Strategie erausginn, dass ee wierklech seet: Wat maache mer elo konkret an deenen nächste Joren? A wat wëlle mer liwweren?

Do si mer amgaangen drun ze schaffen. Do kënnt Der mer elo net soen: „Wéi sou steet dat nach net?“ Dofir sinn ech nach net laang genuch hei. An et wär och net ganz professionell, wann ech elo scho géif mat esou eppes kommen, well da wär et einfach aus dem Aarm geréelt. Grad an der Entwécklungspolitik, ech mengen, dat ass wierklech ganz breet gefächert. An ech gesinn et als meng Aufgab un, an enger éischer Phas wierklech ze verstoen,

mech dofir ze interesséieren, wat mer genau maachen, d'Projete kennenzéieren. Dir wësst, ech sinn ënnerwee, relativ intensiv, an all eis privilegiéiert Partnerlänner. Ech mengen, ech muss mech zesummesetze mat de Leit um Terrain, mat eisen Experten. Dat ass eng Aarbecht, déi ech wëll seriö maachen, an dofir dierft dat och nach eng Rei Méint daueren.

Da kommen ech och direkt eriwuer op d'Länner, well do wäert och keen haut mer kënnen e Land entlocken, wou ech soen: „Duer gi mer net méi“ oder: „Duer wäerte mer an Zukunft goen“, well dat ass enk verbonne mat där Analyse, déi ech amgaange sinn ze maachen, mat deem Aschaffen, wat ech maachen, fir eis Projete genau ze analyséieren, och ze präiwelen.

Ech sinn och ganz frou, dass den Här Wiseler et erwänt huet: Mir hunn eng Programmation conjointe an Europa. Déi gëtt et säit ..., déi steet am Fong geholl scho säit 2018, mat enger ganzer Rei Länner, wou et Programmer gëtt, wéi een als Europa zesummen an der Entwécklungszesummenaarbecht soll virgoen. Mir sinn do zum Deel alignéiert, awer och nach net iwwerall. Mir gehéieren zu deene Länner, wou den Alignment nach à l'étude ass.

An et ass och meng Ambitioun, wierklech déi Programmation-conjointe genau ënnert d'Lupp ze huelen, a wa mer kucken, do wou mer am Land sinn, wa mer d'Evaluatiounen maachen, déi nächst, déi ustinn - Dir wësst, déi kommen am laufenden Band, et ass jo net, wéi wann elo eng Echeance wär, dass op eemol an iergendengem Mount x alles matene misst nei verhandelt ginn, mir hu lafend Evaluatiounen -, do wäert ech profitéieren, fir bei all lafender Evaluatioun och wierklech mat ze kucken, wat eis europäesch Partner maachen, ebe justement, fir am Sënn vu méi Effizienz och do e besseren Alignment ze kréien an ze kucken, dass mer eis net ze vill disperséieren.

Ech mengen, mir si kleng - da si mer erëm beim Zolverknapp -, a wann een d'Besoin kuckt, kéint een iwwerall sinn. Et kéint ee wahrscheinlech ouni Problem 20 nei Länner fannen! Dat kréie mer net hin. Mir mussen och räsonabel sinn an och do iwwerleeën: Wéi kënne mer dat strategesch am beschte maachen? Mir mussen kucken: Wou hu mer souwiesou schonn eng Präsenz? Wou si mer gutt vernetzt? Dat ass wichteg, wann een an d'Land erageet, dass ee schonn eng Präsenz och huet, eng diplomatesch Präsenz huet, en Netz huet vu Relatiounen, déi ee ka spillen doen.

Mir mussen kucken: A wéi enge Secteure si mer staark? Wou hu mer Expérience opgebaut? Wat kënne mer wierklech, wou kënne mer virbildlech sinn? Et mécht och net vill Sënn, a sechs neie Secteuren unzefänken. Do mécht et da vläicht méi Sënn, mat anere Partner zesummeneschaffen.

An deem Sënn si mer jo och schonn an e puer Domäne Chef de file. Ech hat de Waassersecteur virdru erwänt. Dat ass e Secteur, wou mer ganz vill - eben och iwwer Lux-Development - an eng ganz gutt Expérience hunn um Terrain, à tel point, dass och anere grouse Länner un eis eruntriiden an eben eis Sue ginn, fir da gemeinsam mat eis do ze investéieren. Dat ass dee Wee, deen ech u sech wëll goen, fir e bësselchen op „weniger ist mehr“ eventuell ze kommen, dat méi ze bündelen. Ech mengen, dat ass och an eiser Strategie kloer ugeduecht. Dat ass dee Wee, op deem mer am Moment sinn, an och, wou ech wierklech kloer wëll drop weidergoen.

Vläicht eng Kéier e bësselche méi konkret zu de Länner: De Sahel ass effektiv e ganz schwiereg Eck. Do kann ee sech d'Fro stellen ..., a wéi gesot, ech wëll mech wierklech net festleeë loossen op ee Land oder dat anert, mä et kann ee sech ganz vill Froen stellen: Gi mer eis nach där ganz schwiereger Länner zousätzlech? Oder beschränke mer eis op déi, wou mer sinn?

Mir sinn an dem G5 entre-temps bäigetrueden. Mir diskutieren och mat. Mir kucken, wéi mer do kënne méi effizient sinn, wéi mer dat, wat mer do maachen, kënnen optimiséieren eventuell. Och den Tschad war erwänt ginn. Do si mer beispillsweis mat humanitärer Hëllef präsent, ganz staark präsent, mam Emergency. Dat heescht, mir si schonn am G5 ganz präsent. Et geet net drëms, ech mengen, dat ass och ee vun den ... Afrika ass a bleift eise gréisste Beneficiaire, dat wäert och ganz kloer an Zukunft esou bliwen.

D'Beméiunge ginn éischer an d'Richtung, fir ze kucken: Wéi kënne mer dat, wat mer maachen, optimiséieren a méi effizient maachen a wierklech an eng kohärent europäesch Politik matabringen, an eis och parallel, ebe grad um europäesche Plang, vläicht e bësse méi aktiv matabringen, méi eng staark Stëmm hunn, fir ze kucken, dass dat och an déi Richtung geet, wéi mir et als Land bis elo ëmmer promouvéiert hunn? Dat heescht, wierklech eng net lieiert Hëllef, wou ee wierklech d'Entwécklungs-

hëllef an d'Zesummenaarbecht am Vierdergrond huet. An do ass et och wichteg, dass mer effektiv eng Stëmm do behalen.

Jo, wéi gesot, d'Iwwerleeunge ginn a ganz vill Richtungen. Et lafen och scho ganz vill Aarbechten. Et ass jo net, wéi wann näischt gemaach wier. Dir hat et gesinn, ech mengen, d'lescht Joer war Tunesien erwänt, d'Aarbechten um Terrain lafen. Mir maachen eis ganz vill Gedanken, wuer ee ka goen. Et kann een an de Maghreb goen. Et kann ee weider ausbauen an Afrika.

D'Fro vun de Kontinenten, ech mengen, ass definitiv net just eng Fro vu präsent sinn. Wa mer präsent sinn, ass et selbstverständlech, fir eng gutt Entwécklungszesummenaarbecht op der Plaz ze maachen. Et geet net just drëms, präsent ze sinn. Mä mir hunn diplomatesch Präsenzen an et steet eis awer och, fannen ech, gutt zu Gesiicht als klengt Land, dach awer zumindest eng minimal Präsenz an der ganzer Welt ze hunn, well mer jo och deen diplomatesche Reseau op deene Plazen hunn. Mä wou d'Rees wäert higoen, wéi gesot, dat ass nach, zu dësem Zäitpunkt jiddefalls, net kloer.

Dat, wat kloer ass, fir mech jiddefalls, dat ass, dass ech perséinlech den demokrateschen Echange ganz vill schätzen. An dat wäert - wa mer bis esou wäit sinn an dat e bësse méi konkret gëtt -, dat wäert net éiweg méi daueren, dass mer och wierklech an der Chamberskommissioun dat wäerten uschwätzen an diskutieren. Ech deelen do absolutt d'Meenung, ech mengen, mir ginn hei als Land eraus a mir sollen och gemeinsam wäitméiglech e Konsens fannen, dass dat, wat mer maachen, Sënn mécht, dass mer dat allegueren kënnen droen.

Kosovo a Myanmar ware kuerz ugeschwat ginn. Kosovo, do si mer selwer intern amgaangen ze evaluéieren. Dat ass en typesche Projet, wou mer dat maachen, wou mer dat humanitär ugefaangen hunn an elo méi an enger zweeter Phas sinn, wou een dem Land hëllef, sech op d'Been ze stellen. Ech mengen, do ass d'Ambitioun, fir sech der EU unzeschleissen. Do hëllef mer och. Dat si mer amgaangen ze evaluéieren. Dat ass net déi typesch Aarbecht, déi mer maachen, am Sahel beispillsweis, mä si huet och hire Sënn. Do muss ee kucken: Fuere mer do weider oder net? Dat wäerte mer och op der Plaz gesinn, do ass eng Reunion, déi usteet, wou mer dat wäerten am Detail diskutieren.

Myanmar, d'selwecht. Myanmar illustréiert awer och ganz gutt, dass mer net eleng iwwerall wäerten evaluéieren, well am Kader vun der Programmation conjointe ... Wann Der mat där familiariséiert sidd, déi huet verschidden Etappen. An eng Etapp besteet och doranner, dass d'Europäesch Union selwer Evaluatiounen mécht, Etudes de faisabilité mécht. Dat heescht, et ass och do e permanente Prozess, wou gekuckt gëtt: Do, wou mer sinn, leeft dat gutt? Bleiwe mer do? Gëtt et aner Weeër, déi ee sollt goen?

Dat heescht, et gëtt evaluéiert an et gëtt och prospektiv Aarbecht gemaach. Am Myanmar ass zum Beispill am Moment eng lafend Etude de faisabilité amgaangen. Mir wäerten déi secherlech ganz genau kucken an eis och do uschlüsse mat eisen eegenen Erfahrungen um Terrain, fir ze kucken, wéi mer do weiderfuere, an eis eben och wäitgoend dann uschlüssen un anere Partner, déi jo och do musse Positionen huelen.

Dann ass Salvador genannt ginn, oder neen, et war gefrot ginn, ech mengen, vum Här Galles, wat mer do genau maachen an der Exit-Strategie, fir dorop ze äntwerten.

Dat ass effektiv e gutt Beispill, wou mer op méi eng diversifiéiert Zesummenaarbecht iwwergeswicht sinn, ebe grad an der Coopération Sud-Sud an triangulaire - ech hunn d'Terminologie nach net honnertprozenteg drop, mä et kënnt awer lues a lues -, dat heescht, et ass regional, wou mer wierklech och kucken, dohannen d'Wirtschaft unzedriewen, e bësselchen e Levier ze sinn, fir dass et dréit.

Et ass och do, wou mer beispillsweis mat eiser Finanzplaz da ganz präsent ginn, mat neien ... Den Accès aux finances ass jo och oft en Hemmschong, fir dass et richteg ka weidergoen. Dat si Projeten, déi eben do ugeduecht sinn. Ech hat et, mengen ech, virdru zitéiert an der Ried: Am Salvador, do hu mer eben e Projet, wou mer eng Plattform schafen, fir Betriber zesummenzebréngen, de klengen Entrepreneuriat ze facilitéieren. Esou Saache maache mer do. Dat ass am Fong déi Transition, wéi se och am Vietnam d'ailleurs ugeduecht ass.

Da muss ech kucken, et war esou vill elo vun alle Säiten ... Nicaragua, jo, ganz kloer, Nicara-



qua ass en suspens. Ech mengen, ech hunn et virdu gesot an der Ried: Mir sinn do, mir bleiwe präsent, bei der Zivillbevölkerung, natierlech och bei de Mënscherechtsorganisatiounen, well déi si grad am Moment an esou enger Situatioun, wéi mer se am Nicaragua hunn, wichteg, well si déi sinn, déi d'Antennen op der Plaz sinn an déi eis ebe just eng neutral Berichterstattung kënnen maachen. Mä esou, wéi d'Situatioun haut do ass, ass eis direkt Hëllef un d'Regierung natierlech agefruer. Dat wäert och elo emol bis op Weideres esou bleiwen. Mir hunn dat um Radar. Mä do ass et agefruer.

„Ee Plang fir Afrika“, dat ass e puermol gesot ginn. Sécherlech ënnerstëtzen ech dat. Ech mengen, ech hunn et och gesot virdu. Afrika brauch e Plang vun Europa a brauch och nei Weeër. A mir wäerte sécherlech derbäi sinn, fir do mat nozedenken, wéi dat kann ausgesinn, wou dat kann higoen. Mir hu vill Erfahrung um Terrain. Wéi gesot, och wa mer kleng sinn, denken ech, dass mer eis mat eisen europäesche Partner ganz gutt kënnen abréngen.

An och, fir op d'Fro ze äntwerte vun der Programmation conjointe - dat ass eng Fro, déi ech och vill gestallt hunn an deene leschte Wochen u meng Leit -: Dat leeft deelweis ganz gutt, op anere Plaze manner gutt. Et ass wéi iwwerall. Och do geet et drëms, vläicht ze orten: Wou leeft dat ebe grad ganz gutt? Wou kënnen mer eis gutt mat uschlëssen? Wou fanne mer vläicht gutt Leit un eiser Säit, mat deene

mer kënnen zesummeschaffen? Mir schaffe vill am Partenariat mat eise Länner aus der EU, mä och mat der Schwäiz a mat Norwegen zum Beispill. Dat si Partner, mat deene mer ganz gutt schaffen. Dat ass och natierlech e Facteur, e pragmatische Facteur, dass ee seet: „Eppes, wat gutt leeft, hale mer vläicht bäi“, anstatt dass een ze vill Neies op eemol probéiert an et net méi gestemmt kritt.

Dann hat ech mer nach opgeschriwwen, zum Taux: Do wor direkt vum Här Galles, mengen ech, am Ufank bemierkt ginn, firwat dass d'nächst Joer elo d'Croissance net esou wär, wéi ee sech et kéint erwaarden. Do si mer tribulaire vun de Chiffere vum Statec. Dir wësst, den RNB, zwee- oder dräimol am Joer gëtt dat eng kéier frësch berechent, do kréie mer Chiffere vum Statec. Dorops gëtt dat da festgesat.

Ech muss soen, dat ass eppes, wat mer och selwer net richtig gefall huet, well dat ganz oft zu Fluktuatiounen zum Schluss vum Joer féiert, bis elo glécklecherweis ëmmer esou, dass mer méi Suen hate wéi geplangt. Mä do ass och net esou nohalte, wann een déi da muss am Nullkommanäischt nach iergendwéi ënnert d'Leit bréngen.

Mir sinn do an den Diskussioun mam Finanzministère, fir méi e stabile Modell ze kréien. Mir sinn och do esou gutt wéi duerch. Ech halen d'Daumen, dass dat riichtgeet. Mä d'Iddi ass, dass mer kënnen eng Planung iwwer e puer Joer maachen an e Pufferartikel kréien,

wou mer kënnen ausgläichen. Dat heescht, wann et liicht driwwergeet, dass een dat kann sammelen an drop zréckgräifen, wann et eng kéier drënner ass. Dat ass am Sënn vu jiddwengem. Mir hunn dann eng Planungsscherheet. Mir kënnen wierklech op ee Prozent, dee mer eis jo als Zil gesat hunn, plangen. A mir hunn awer an engem eng Reserv, déi mer kënnen uspueren an déi mer och kënnen unzape goen, wann et eng kéier vläicht da manner wär.

Dann hate mer nach ... De Konsum ass ugeschwat ginn, ganz wichteg, mäin zweeten Departement, wat mech ganz vill fret. Et kann een et net eleng dem Konsument op d'Schëlere leeën, dat ass richtig, mä en huet awer eng ganz grouss Responsabilitéit. An ech sinn der Meenung, dass, wa mer wierklech Sensibilisatioun maachen, wéi mer se mam Projet maachen - dat ass dee Projet, deen ugeschwat ginn ass, de Fair-Clothes-Projet, deen och vum Kooperationsministère ënnerstëtzt ass -, dass dat e ganz gudd Wee ass, fir ënner anerem wierklech déi jonk Generatiounen, déi extrem empfänglech sinn, mengen ech, fir des Mesagen, ze informéieren.

Och am Beräich vum Konsumenteschutz, kann ech lech soen, gëtt et - oh, ech fänken och elo net domadder un, soss sprengt mer haut wierklech de Kader -, mä do gëtt et wierklech ganz interessant Dossieren, och op EU-Ebene, wou ee sech ka fir méi Transparenz asetzen. Wat mer méi kloer wëssen, wat mer consom-

méieren, wat ech méi zouversichtlech sinn, dass mer d'Leit och op dee Wee kréien, dass se och wëlle sech engagéieren fir en nohaltege Konsum. An am Endeffekt huet de Konsument en immensen Impakt, well wa mir Produite froen an also weider fuerderen, déi an d'Masseproduktioun eraginn, brauche mer eis net ze wonneren, dass dat en Impakt natierlech an eisen Zillänner huet. Soudass dat e Levier ass, ganz kloer, nieft Standarden, déi musse gesat ginn.

Voilà! Ech gleewe ganz staark un d'Ëmenden. Ech weess net, ob ech eppes Wichteges vergiess hunn, soss kënnt Der mer et signaléieren. Mä dat ass dat, wat ech elo emol opgeschriwwen hunn. Et ka sinn, dass ech elo dohannen nach eppes méi leien hat. Mä mir gesinn ons jo souwisou erëm an der Kommissioun, wou mer dat dann nach kënnen alles verdéieren.

Da géif ech lech op alle Fall Merci soen. Voilà!

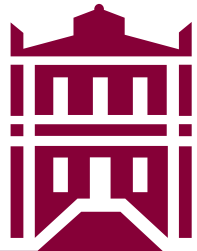
► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.18 heures.)



SÉANCE 24

MERCREDI
15 MAI 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

3. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)

- M. Fernand Etgen, Président

- Vote secret sur la candidature unique

4. 7314 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant

1° la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et

2° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Eugène Berger

- Discussion générale : Mme Diane Adehm (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Gilles Baum, Mme Octavie Modert et M. André Bauler) - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. Sven Clement - M. Eugène Berger - Mme Diane Adehm

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)

- M. Fernand Etgen, Président

- Nouveau vote secret sur la candidature unique

6. 7393 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Eugène Berger

- Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. Motion de M. Laurent Mosar relative au respect et à la défense du principe des « Spitzenkandidaten » lors de la désignation du prochain président de la Commission européenne

- Exposé : M. Laurent Mosar

- Discussion générale : M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Alex Bodry) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Alex Bodry) - M. Laurent Mosar

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Laurent Mosar

- Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President.

2. Ordre du jour

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass, fir déi Motioun,

déi gëschter vum honorabelen Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass iwwert d'Spëtzekandidaten, als véierte Punkt vum Ordre du jour, dat heescht no deenen zwee Projets de loi ze traitéieren.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)

Mir ernennen elo e Commissaire aux comptes vun der SNCI, esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert d'Schafe vun enger Société nationale de crédit et d'investissement an d'Artikelen 146 bis 154 vum Chambersreglement dat virgesinn. D'Kandidatëlëscht ass un all d'Deputéiert verdeelt ginn a läit lech och vir.

Laut Artikel 154 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 152 vum Reglement gesäit vir, datt des Nominatioun duerch eng absolut Majoritéit erfollegt.

Well mer just ee Kandidat fir ee Posten hunn, kënnen mir de Vott iwwer eisen elektronische System maachen.

Vote secret sur la candidature unique

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert dem Här Daniel Croisé seng Kandidatur.

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi ass geheim. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Et hu 56 Deputéiert um Vott deelgeholl. Déi absolut Majoritéit läit deemno bei 29 Stëmmen. Et si 56 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen a keng Abstentiuon. Den Här Daniel Croisé huet also domadder d'absolut Majoritéit an ass als Commissaire aux comptes vun der SNCI ernannt.

4. 7314 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant**1° la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et 2° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7314, dem Ëmsetze vun enger Direktiv, fir méi en héije Sécherheetsniveau vun de Reseauen an den Informatiounssystemer ze assuréieren. D'Riedezäit

ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn agedroen: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierten Eugène Berger als Rapporteur vum Projet de loi. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

► **M. Eugène Berger (DP)**, rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a léif Kollegeen, wann een den Zuele vun enger bekannter Internetsécherheetsfirma gleewe kann, da goufen d'lescht Joer méi wéi eng Milliard Cyberattacke weltwäit registréiert. Am Verglach dozou: 2016, een, zwee Joer virdrun, waren et der - et kann ee soen „nëmmen“ - 758 Milliounen. Et gesäit een also, datt d'Tendenz steigend ass, an et gesäit een, wat fir eng enorm Zuel vun esou Attacke gemaach ginn.

2017 hunn Hackerugréff e wirtschaftleche Schued vu ronn 500 Milliarden Dollar op der ganzer Welt verursaacht. Bal d'Halschent vun allen Entrepreneuren an Däitschland, fir elo méi no hei an Europa ze bleiwen, waren am Laf vun de leschten zwee Joer Affer vun enger Attacke, also bal d'Halschent vun allen Entrepreneuren. Grouss Firmen, wéi zum Beispill Siemens, fir se net mam Numm ze nennen, gi bis zu 1.000-mol den Dag ugegraff.

Och öffentlech Institutione sinn ëmmer erëm d'Zilscheif vun esou Attacken. Et erënnert ee sech zum Beispill un déi Cyberattack op den Däitsche Bundestag am Dezember 2018, bei deem riseg Datevolumme vun Honnerte vu Politiker an d'Effentlechkeet gerode waren.

Och Lëtzebuerg, muss ee soen, ass keng Insel, wat d'Cyberkriminalitéit an och -attacken ubelaangt. 2016 huet de CIRCL bei 1.200 Entrepreneuren wéinst engem Virfall intervenéieren misse oder ass kontaktéiert ginn. Och staatlech Verwaltungen an Institutione hu sech scho misse an der Vergaangenheet mat Attacken an Intrusionen an hir informatesch Systemer ausenanersetzen. Ech mengen, d'Chamber war och net ganz verschount bliwwen; voilà, einfach nëmmen, fir awer ze ënnersträchen, datt dat eng ganz grouss Problematik ass.

Mir liewen natierlech an enger Welt, déi ëmmer méi digital ass am Alldeeglechen. Net nëmmen d'Entrepreneuren oder d'staatlech Institutione, mä och all Einzelnen ass all Dag konfrontéiert oder schafft all Dag mat dem Digitalen. Et kann een haut alles online akafen. Et kann ee seng Rechnunge per E-Banking bezuelen. All, oder ganz vill administrativ Prozedure kënnen digital gemaach ginn. Dat ass jo och eent vun den Ziler vun der Regierung, fir ze kucken, wierklech all d'Operatioune respektiv all Kontakt an all Prozedur wa méiglech och eng kéier digital ze hunn.

An et ass dann natierlech evident, datt an esou enger digitaler, vernetzter Welt ëmmer méi de Risiko vu geziilten Ugréff op d'Systemer besteet, an natierlech net nëmmen op d'Systemer an der Wirtschaft, mä och op de Fonctionnement vun der Gesellschaft. Dat ass dann natierlech eng Gefor insgesamt fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft, well esou eng Attacke jo ganz vill Auswierkung kann hunn.

Heiansdo seet ee sech: „Okay, et ass en eenzelnen Akteur,“ - fir et emol esou ze nennen -, „deen attackéiert ginn ass.“ Mä dat kann heiansdo awer Implikatiounen hunn op ganz vill aner Elementer, op ganz vill aner Saachen aus dem alldeegleche Liewen. Ee Beispill: Ganz viles, wat Energieversuergung ass, d'Elektresch an esou weider, gëtt jo och deelweis zentral gesteuert. Stellt lech einfach nëmmen en Hackerugréff oder eng Cyberattack op déi Zentral vir, wou, ech soen emol, déi ganz elektresch Versuergung vun engem Land, och vu Lëtzebuerg, géif attackéiert ginn. Ech mengen, do seet een am richtege Sënn vum Wuert, datt da géifen d'Luuchten iwwerall am Land ausgoen an datt dat nach eng ganz Rei aner Konsequenzen hätt.

Bon, ech mengen, et ass awer kloer, d'Regierung ass jo determinéiert, Lëtzebuerg als Smart Nation, also als Virreider am Beräich vun den digitalen Technologien an als ICT-Standuert ze positionéieren. An da läit et natierlech op där anerer Säit op der Hand, datt ee muss all Efforte maachen, fir datt een eng optimal Cybersecherheet ka garantéieren. An et muss een awer och soen, wann een d'Statistike kuckt, datt mer do net déi Schlechtst sinn, an dat ass jo dann och en Argument fir eisen ICT-Standuert, wa mer awer eng grouss Garantie, oder grouss Garantie kënnen ginn, sief et, datt se ni absolutt sinn am Beräich vun der Cybersecherheit.

Mir fänken also net bei Null un an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg. Eleng d'Tatsaach, datt zum Beispill déi éischt digital Ambassade - eng Ambassade! - hei am Land steet, ass jo de Beweis, datt Lëtzebuerg awer eng gewëss Kreditibilitéit huet um internationalen Niveau, wat d'Sécherheet ubelaangt. An dat spigelt sech och am Global Cybersecurity Index fir d'Joer 2018 erëm, dee viru Kuerzem verëffentlicht ginn ass, bei deem Lëtzebuerg als eelft vun 175 Länner ofgeschnidden huet. Dir kënnt soen, et ass nach Loft no uewen, mä ech mengen, et ass awer schonn net schlecht, wann een esou wäit vir an esou engem Index steet!

Mir sinn also gutt opgestallt. Et kann een awer all Dag kucken, wat een nach ka besser maachen, och an deem Beräich. Dat géillt fir Lëtzebuerg, dat géillt awer och fir allegueren d'EU-Memberlänner. Do gëtt et eng Rei Länner - ech ziele se net op -, déi och e guddes Klassement an deem Index hunn. Wat een awer gesäit: Och wann déi eenzel Länner relativ gutt opge-

stallt sinn, muss ee kucken, datt een an der Zesummenaarbecht am Domän vun der Cybersecherheit, um Niveau vun der EU an och tëschent de Memberstater, awer nach Saache verbessert. Besonnesch feelen do d'Formater an d'Mechanismen, déi derzou bäidroen, d'Zesummenaarbecht ze verdeiwen an och d'Sécherheet an de Standarden an der EU ze harmoniséieren.

Bon, déi sougenannt NIS-Direktiv, d'Direktiv iwwert d'Sécherheet vun den Netzwierker an Informatiounssystemer, déi mer also dann hei mat deem Gesetzesprojet an nationaalt Recht transposéieren, stellt en éischte Grondsteen duer, fir en EU-wäite legale Kader fir d'Sécherheet vun de Reseauen an den informatesch Systemer ze schafen.

Dës Direktiv, déi mer also ëmsetzen, zeechent sech virun allem duerch déi horizontal Approche aus, déi sech dann hei erëmpigelt. Amplaz eenzel Secteuren ze viséieren - Silodenken -, gëtt hei fir d'Éischt gekuckt, datt d'Sécherheetsufoerderungen esou definéiert sinn, datt se queesch duerch all d'Branchë gëllen, fir datt een dann och wierklech op déi Manéier an der ganzer EU op engem gemeinsame Standard a ganz ville Beräicher ass.

D'Direktiv setzt sech grosso modo aus dräi Voleten zesummen, op déi ech elo ganz kuerz wëll agoen. Ech versichen, net ze vill technesch ze sinn.

Éischters ginn Obligatiounen definéiert, déi fir déi national wirtschaftlech Akteure gëllen, déi kruzial Fonctione fir d'Gesellschaft hunn. D'Direktiv definéiert do zwou Kategorien: op där enger Säit all déi Operateuren, déi dat, wat een essenziell Servicer nennt, ubidden, am Beräich vun der Energie, dem Transport, der Gesondheet, dem Waasser, mä och d'Banken, d'Infrastrukture vun de Finanzmäert.

Dat sinn also wierklech Servicer, wann do iergendei géif zesumme fallen, da géif dat riskéieren, en Dominoeffekt ze ginn a Repercussionen ze hunn op eng ganz Rei aner Secteuren. Ech hat virdrun d'Beispill genannt vun der Energieversuergung, wann déi géif coupéiert ginn, oder d'Waasserversuergung, oder, fir Lëtzebuerg als Finanzplaz, wann do all déi Infrastrukturen, déi digital Infrastrukturen, déi d'Finanzmäert ubelaangen, géifen zesummebriechen, attackéiert ginn, da géif dat wierklech ganz vill Repercussionen hunn.

Bon, dat sinn also op där enger Säit déi Operateuren, déi essenziell Servicer ubidden. Op där anerer Säit, déi zweet Kategorie, dat sinn dann déi sougenannt „fournisseurs de services numériques“.

(Signal sonore d'un portable)

Mir liewen an engem digitalen Zäitalter, gesitt Der!

(Hilarité)

D'Fournisseurs de services numériques - mir haten elo grad een héieren -, dorënner fale verschidde Servicer. Dat si Servicer am Beräich vum Cloud Computing, Sichmaschinnen an och Verkaufsplattformen am Internet. Déi sinn all esou definéiert. Dat sinn also esou Servicer, déi dann och ënnert déi Direktiv falen. Fir déi hei Servicer, Operateuren, ginn also verschidde Obligatioune festgeluecht.

Bon, éischters: Si mussen all déi néideg Mesuren ergräifen, fir d'Risiken esou minimal wéi méiglech ze maachen, also hir Reseauen, hir Systemer esou geréieren, datt se am beschte Fall verhënneren, datt et zu engem Virfall kënnt, respektiv, wann e Virfall géif virkommen, datt deen esou kleng wéi méiglech ka gehale ginn an datt ee schnell kann drop reagéieren.

Da kënnt awer zweet Element och nach derbäi, datt eng Meldeflicht agefouert gëtt. Wann en Incident war, en informatesch Incident, deen e gréisseren Impakt huet, net vläicht all kleng Versuch vun Attacke, mä wann e gréisseren Impakt war op de Fonctionnement vun den Aktivitéiten, da muss een dee bei enger zoustänneger Autoritéit mellen.

Et kéint ee sech elo froen: Wien ass dann déi zoustänneg Autoritéit? Dat sinn der zwou. De Gesetzesprojet gesäit op där enger Säit d'CSSF als kompetent Autoritéit vir fir déi Akteuren aus dem Bankesektor. Dat läit jo och op der Hand, och wat d'Infrastruktur vun de Finanzmäert betrëfft. An anerersäits gëtt et den Institut luxembourgeois de régulation, den ILR, dee mer och allegueren kennen, deen dann als zoustänneg Autoritéit fir all déi aner Beräicher genannt ginn ass; ech hat der virdrun ernimmt: d'Energie, den Transport an esou weider. Et kann ee sech och froen: Firwat den ILR? Mä well dee jo eigentlech och elo schonn eng Rei regulatoresch Missionen huet par rapport zu verschidde Servicer.

Bon, et ass also d'Aufgab vun der CSSF a vun dem ILR, ze kontrolléieren, datt déi eenzel Akteuren dann hir Obligatiounen a Bezuch op

d'Sécherheetsmesuren erfëllen. A si mussen, wéi gesot, och gemellt kréien, wann e Virfall geschitt ass.

Doriwwer eraus gesäit dann d'Direktiv och nach Dispositione um nationalen Niveau vir, fir d'Resilienz vun de Memberstater vis-à-vis vun de Cyberattacken ze stäerken. An nieft der Designatioun vun nationalen Autoritéiten, déi zoustänneg si fir déi wirtschaftlech Akteuren, gëtt dann och nach den ILR als Kontaktpunkt fir déi grenzüberschreidend Kooperatioun an der Cybersecurity designéiert. Dat heescht, den ILR ass hei zoustänneg fir déi lëtzebuergesch Servicer, mä en ass och d'Kontaktstell fir de Reseau um europäeschen Niveau, fir do en Austausch ze hunn, fir och déi Kooperatioun do ze verstärken.

Bon, dann ass et esou, datt all Memberstat muss iwwert d'Direktiv eng national Strategie a Bezuch op d'Cybersecurity ausschaffen, an där da strategesch Ziler festgehale sinn an déi och konkret politesch Mesuren definéiert, fir eben des Ziler, des Objektivier ze erreechen.

An och hei fänke mer zu Lëtzebuerg net bei Null un. Ech wëll an deem Kader einfach drop hiweisen, datt d'Regierung hei hir Hausaufgabe gemaach huet. Virun engem Joer ass schonn déi drëtt Aktualiséierung vun der nationaler Strategie presentéiert ginn, déi fir den Zäitraum 2018 bis 2020 gültig ass. Wéi gesot, mir sinn do net bei Null, an dat ass jo och wichtig, wa mer wëlle Virreider sinn, wa mer e gudden Image wëllen hunn, datt mer do wierklech gutt opgestallt sinn.

Dann nach den drëten a leschte Volet vun der Direktiv, dee betrëfft dann d'Verdéiwung vun der europäescher Zesummenaarbecht an den Austausch vum Savoir-faire an der Expertise an deem Beräich. D'Direktiv schafft do zwou nei Organisationsgruppen, en europäesche Kooperationsgrupp an e Reseau vun den „Centres de réponse aux incidents de sécurité informatiques“, wéi dat esou schéin op Franséisch heescht.

Dee Kooperationsgrupp, dat ass dann éischer d'Zesummenaarbecht op strategeschem Niveau, wou een dann zum Beispill Best Practices kann austauschen: Wéi maacht Dir et bei lech? Da kucke mir vläicht bei eis, et och esou ze maachen. An d'Centres de réponse, dat ass da méi en operationellen Niveau, wou ee kuckt, wann e Problem ass, wéi ee kann zesummen dann direkt déi Attacke behandelen. Wéi kann een dorobber reagéieren? Wéi kann een d'Incidente besser geréieren?

Bon, voilà! Ech hu versicht, graff déi wichtegst Punkten aus där Direktiv hei kuerz ze illustréieren, déi mer dann also heimadder an dat nationaalt Recht wäerten ëmsetzen. An ech hoffen dann och op eng grouss Zoustëmmung vum Parlament fir dee Projet hei, dee sécherlech ganz wichteg fir Lëtzebuerg ass an eigentlech fir jiddwereen hei am Land, fir datt eis Gesellschaft optimal preparéiert ass géint esou Attacken.

An ech wëllt hei och nach zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Här Berger. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e Merci un den Här Eugène Berger als Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport, deen e gemaach huet.

Ier ech e puer Remarken zu deemem Gesetzesprojet maachen, soen ech direkt, dass mir als CSV dese Gesetzesprojet matstëmme wäerten, well et sech ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv handelt. Dës Direktiv behandelt déi ëmmer méi grouss Risiken, déi et an enger Wirtschaft gëtt, an där alles numeriséiert gëtt. Grad an esou kruziale Beräicher wéi Energie, Transport, Kreditinstituter an Infrastrukture vun de Finanzmäert, der Santé, Drénkwaasser an numeresch Infrastrukturen ass et wichteg, dass et an Europa e gemeinsam Regeliwerk gëtt, fir des Risiken unzegoen.

Mat deser Direktiv gëtt d'Zesummenaarbecht vun de Memberstater am Beräich vun der Gestiou vun de sougenannte Cyberrisiken geregelt. An alle Memberstater gëtt an Zukunft d'Gestiou vun dese Cyberrisiken d'selwecht behandelt. An eisen Aen ass dat e wichtige Meile-

Le saviez-VOUS ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle.

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

steen um Wee zu enger Wirtschaft, déi ëmmer méi numeriséiert gëtt.

An trotz deem wëll ech eng Partie Remarken zu deem Gesetzesprojet maachen. Déi éischt Remarque sinn éischter organisatorescher Natur. Als Opposition fanne mir et bemierkenswäert, dass dese Mëtteg, also haut de Mëtteg, iwwer e Gesetzesprojet ofgestëmmt gëtt, obschonn keen eenzege Procès-verbal virläit vun de Sitzungen, wou mer iwwer dee Gesetzesprojet geschwat hunn.

► **Une voix.** - Komesch!

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Jo, voilà! Mir haten de 26. Februar - de 26. Februar, dat war virun zwee an engem hallwe Mount - eng Kommissiounssitzung, wou souwuel den Haut-Commissaire à la protection nationale wéi och den Institut luxembourgeois de régulation präsent waren. Si hunn eis eng Presentatioun gemaach. Et war och eng Diskussioun. Um Enn vun där selwechter Sitzung ass den Här Berger - wann ech mech richtig erënneren, mä ech kann et net behaupten, vu dass jo kee Procès-verbal virläit - nach als Rapporteur genannt ginn. Mä wéi gesot, e Procès-verbal läit net vir.

A wat ech nach méi remarkabel fannen, dat ass, dass den Här Berger a sengem Rapport, deen e gemaach huet, déi Sitzung vum 26. Februar mat kengem Wuert ernimmt huet. Duerfir, Här Rapporteur, kënnt Dir eis vläicht eng Erklärung dozou ginn, firwat dass dat keen Agang an Are Rapport fonnt huet?

(**Brouhaha**)

Mä an Zukunft kënnt Der jo dann, Här Berger, als ...

(**Interruption**)

Jo. Mä an Zukunft, Här Berger, kënnt Dir jo dann Are Mataarbechter aus der Fraktioun mathuelen, an da gi mer dervun aus, dass dann an Zukunft Ar Rapporte wäerte wesentlech méi komplett sinn an dass dann och d'Sitzungen alleguerter wäerten drastoen an dass dann och drasteet, wéini dass Dir als Rapporteur genannt gitt, amplaz dass mir dann elo haut musse rätselen, ob et an der Sitzung vum 26. Februar war oder ob et an der Sitzung vum 12. März war, wou mer dann eng Kéier véier Amendementer ugeholl hunn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madamm Aدهم, gleeft net un de Kleeschen! Gleeft net un de Kleeschen!

(**Brouhaha**)

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Bon, Här President, esou vill zur Aart a Weis, wéi an der Chamber ënnert der jëtzege Majoritéit geschaff gëtt. Mä d'Erklärung kann awer och eng aner Ursach sinn, an dat ass: Déi Direktiv, déi mer dann haut ëmsetzen, hätt eigentlech scho missen den 9. Mee 2018 ëmgesat sinn. Mir sinn haut de 15. Mee 2019. Mir hunn also e ganz Joer Verspéidung bei der Ëmsetzung vun deser Direktiv.

A kommt elo net, dass dat der CSV hir Schold wier, well d'CSV sëtzt zënter fénnef Joer an der Opposition! A wann een dat dote verschlof huet, dann ass et déi haiteg Regierung a soss keen!

(**Protestations et coup de cloche de la présidence**)

► **M. Gilles Baum (DP).** - Wann Der esou weiderfuert, da sëtzt Der nach zéng Joer an der Opposition!

(**Hilarité**)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Firwat? Well Dir domm a frech mat eis sidd?

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Also mir hu kee Problem, well mir kënnen lech op d'Fangere klappen an all Är Dommheeten hei virbréngen.

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift!

(**Brouhaha**)

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Komme mer zrëck zum Inhalt vum Gesetzesprojet!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - E bësse méi Disziplin, wannechgelift!

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Komme mer zrëck zum Inhalt vum Gesetzesprojet!

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. André Bauler (DP).** - Zum Wesentlechen.

(**Interruptions diverses**)

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Ah d'Gesichter, déi sinn 1A.

(**Brouhaha et hilarité**)

Bon, ech wollt zrëckkommen op den Inhalt, wannechgelift!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Aدهم, et ass eleng un lech. Fuert roueg weider!

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - Vu dass ee jo net allze vill soe kann, well keng PVE virleien an den Här Berger dat och net a sengem Rapport erwänt huet, hunn ech mer dann eben den Avis vun der Chambre de Commerce emol am Detail ugekuckt, ...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - ... wou dann och den Här Berger net allze vill drop agaangen ass.

(**Brouhaha**)

Bon, et ass elo net esou, dass deen Avis dramatesch wier, mä et stinn awer verschidden interessant Saachen dran. Zum Beispill bedauert d'Chambre de Commerce, dass si eigentlech net vun der Regierung saisiert gouf, fir déi 35 Amendementer, déi d'Regierung zu hirem eegene Gesetzesprojet virgeluecht huet, och eng Kéier ze aviséieren.

D'Chambre de Commerce stellt des Weidere fest, dass mir bei der Ëmsetzung vun deser Direktiv méi wäit ginn, wéi virgesinn ass. Normalerweis hu mir hei zu Lëtzebuerg de Prinzip, dass mer d'Direktiven ëmsetzen, a just d'Direktiven, an net méi wéi d'Direktiven. Hei si mer awer méi wäit gaangen.

Dëst ass notament de Fall, wann d'Effentlechkeet muss informéiert ginn, wann et iergendee Virfall gouf. Well d'Direktiv seet nämlech, dass d'Effentlechkeet kann informéiert gi vun der Autorité compétente, wann d'Sensibiliséierung vun der Effentlechkeet néideg ass, fir e Virfall ze vermeiden oder fir e Virfall ze handhaben. Am Gesetzesprojet gëtt awer zousätzlech derbäigeschriwwen, dass d'Effentlechkeet och kann informéiert ginn, wann dëst fir hiren Interessi ass. An d'Autorité compétente ka souguer dem Opérateur de services essentiels vorschreien, dass hie selwer muss d'Effentlechkeet informéieren. An d'Chambre de Commerce fäert, dass dëst de Risiko mat sech bréngt fir d'Operateuren, dass si an Zukunft kéinten Imageproblemer hu respektiv och Konsequenzen op kommerziellem Plang spieren.

Des Weidere fäert d'Chambre de Commerce, dass mat deem Gesetzesprojet d'Prozedure verduebelt ginn, notament wat de Beräich vum Dateschutz ugeet. An d'Chambre de Commerce fäert, dass hei fir d'Lëtzebuurger Betriber eng Verduebelung vum administrativen Opwand an Zukunft kënnt.

Mä bon! Komme mer weiderhin zrëck zum Text! An ech hätt dann och e puer Froen un de Minister, wannechgelift.

Här Minister, ...

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.** - Jo?

► **Mme Diane Aدهم (CSV).** - ... ech géif gäre vun lech wëssen, op der Basis vum Artikel 7 Paragraf 4, ob déi verschidden Autorité-compétenteë scho Lëschten opgestallt hunn, déi d'Services essentiels festhalen.

Am Allgemenge steet och am Gesetzesprojet e puermol dran, dass déi zoustänneg Autorité-compétenteë muss verschidde Reglementer ausschaffen. D'Chambre de Commerce huet ënner anerem och bedauert, dass des Reglementer hir net virleichen, wéi si hiren Avis geschriwwen huet. Duerfir froen ech de Minister, wou des Reglementer haut dru sinn. Well laut der Direktiv hätt jo eigentlech alles scho virun engem Joer missen ëmgesat sinn, an da missen zumindest d'Brouillone vun dese Reglementer scho virleien. Well ech ka mir net vorstellen, dass d'Autorités compétentes, also d'CSSF an deem Fall an den ILR, eréischt muer ufänken, d'Texter ze liesen, an dann d'Reglementer ausschaffen.

An dann en anere Punkt, op deen ech nach wéilt zrëckkommen, ass dee vun den neien Attributioun vum Haut-Commissariat à la protection nationale. Dese Commissariat kritt jo haut a sengem Gesetz e Kapitel 4bis bäigesat, an deem steet, dass ebe grad desen Haut-Commissariat an Zukunft eng national Strategie ausschafft, an ech zitieren: « (...) en matière de sécurité des réseaux et des systèmes d'information, qui porte, en particulier, sur les points suivants », an da kënnt ënnert dem Punkt g): « une liste des différents acteurs concernés par la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de sécurité des réseaux et des systèmes d'information ».

Zu deem präzise Punkt wëll ech da vum zoustänneg Minister wëssen, ob des Lëscht schon ausgeschafft ginn ass. Ass des Lëscht effentlech? A goufen déi betreffen Opérateurs de services essentiels respektiv déi betreffen Fournisseurs de service numérique informéiert, dass si op deser Lëscht dropsti respektiv dropstoe wäerten? Voilà!

Ofschléissend soen ech lech Merci fir d'Notulauschteren a waarden da gespaant op d'Äntwerte vun der Regierung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Aدهم. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. 80 % vun den europäeschen Entrepreneurs ginn all Joer op d'mannst eng Kéier Affer vu sougenannte Cyberattacken. A verschiddenen EU-Memberstater si 50 % vun alle Crimen entre-temps Cyberkriminellen. Et gëtt geschat, dass d'Käschte vu Cyberugriff sech weltwäit all Joer op méi wéi 400 Milliarde belafen. Déi wirtschaftlech Auswierkung vun de Sécherheitsincidenten am Netz hu sech säit 2013 carrement verfénnefacht.

87 % vun den Europäerinnen an Europäer gesinn d'Cyberkriminalitéit als eng vun de bedéiendsten Erausforderunge fir d'bannescht Sécherheet vun der Europäescher Unioun un. An et gëtt geschat, dass bis 2020, also bis d'nächst Joer, Dosende vu Milliarden digital Apparater, vu Computeren iwwer Tablet bis Handyen, weltwäit genotzt wäerte ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, des Zuele weise méi wéi däitlech, dass d'Cyberkriminalitéit net nëmmer eng Realitéit ass, mä och mat Risiko verbonnen ass an eis dofir viru gewaltge Defie stellt, fir d'Bierger an d'Entrepreneurs ze protegieren.

Mä dat Ganzt geet nach méi wäit. Wann nämlech bei d'Cyberkriminalitéit, déi e reng wirtschaftlechen Hannergrond huet, och nach Desinformatiounscampagnen, Cyberugriff zum Beispill op Wahlsystemer oder Wahlprozesser derbäikommen, da kënnt de politesche System, d'Demokratie, eng ganz Gesellschaftsuerdnung an d'Viséier vu kriminellen Auteuren. Staatlech Institutione gehéieren deemno genauou zu de potenziellen Affer vun der Cyberkriminalitéit wéi déi privat Economie.

Jo, mir sinn eis bewosst, dass d'Cybersecuritéit e Beräich ass, dee sech wéi kaum en aneren am permanente Wandel befënt, an deemno déi absolutt Sécherheet am Netz wuel ni bestoe kann. Trotzdeem muss alles drugesat ginn, aus wirtschaftlechen, mä virun allem och aus politesche Grënn, déi ech virdu genannt hunn, fir e Maximum u Sécherhet unzestriewen.

Här President, laut EU-Kommissioun hu méi wéi zwee Drëttel vun den europäeschen Entrepreneurs nëmmer eng ganz elementar oder guer keng Notioun vun hirer Vulnerabilitéit am digitale Raum. Eleng drunner erkennt een, dass dréngend legislativen Handlungsbedarf besteet. Ee wichtege Deel vun de Beméiungen, fir op europäeschem Niveau d'Netzer an d'Informatiounssystemer méi sécher ze maachen, ass d'EU-Direktiv, iwwer déi mer haut debatieren an déi mer bei eis an nationaalt Recht ëmsetzen.

Wéi de Rapporteur et scho betount huet, gesäit des Direktiv vir, d'Zusammenarbecht tëschent den einzelne Memberstater a Saache Gestioune vun de Cyberrisiken ze harmoniséieren.

Le saviez-VOUS ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Jalone gesat, fir Lëtzebuerg digital optimal ze positionéieren.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, dass eis „Digital innovation strategy“, esou heescht se, „for a sustainable trusted data-driven economy“ als eng vun den hei definéierten acht Achsen elo scho festhält, dass Lëtzebuerg sech en adaptéierte reglementareschen an normative Kader gëtt am Beräich ebe vun der Cyber-sécherheet an dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Méi Sécherheet, méi Effikasitéit a méi Attraktivitéit sinn hei d'Stéchwierder.

Wichtig ass et, an den Ae vu menger Partei zumindest, dass déi praktesch Ëmsetzung vun dësem Gesetz och intensiv an aktiv derfir genotzt gëtt, fir de Privatsektor verstärkt a Saachen Datasécherheet, Cyberugriff an Industriespionage ze sensibiliséieren. Ech erënneren nach eng Kéier un déi Zuelen, déi ech um Ufank vu menger Interventionen genannt hunn, un déi méi wéi zwee Drëttel vun den europäeschen Entrepreneuren, déi nëmmen eng ganz elementar oder guer keng Notioun hu vun hirer Verwundbarkeet am digitale Raum an dofir eis voll Ënnerstützung brauchen.

Am Resumé kann ee soen, dass Lëtzebuerg ganz kloer erkannt huet, dass d'Digitalisierung enorm Chancë bereet hält, sief et am wirtschaftlechen, techneschen, awer och am soziale Beräich. Gläichzäitig hu mir ni aus den Ae verluer, dass dës Entwécklung bei alle positiven Elementer och ëmmer eng ganz Rei Geforen a Risiko mat sech bréngt. Mat deenen entspriechenden nationale Regelen a Mesurë setze mir de Kader, fir am Zesummespill mat den europäeschen Instanzen a mat der europäescher Legislatioun dës Risiken ofzefiedereen a gezielt deene Risiken entgéintzewierken.

Och d'Europäeschen Unioun - an da kommen ech zum Schluss - ass weider aktiv. Esou huet den Ausschuss vun de permanente Vertrieeder viru ronn zwee Méint der rumänescher Presidence d'Mandat ginn, fir mam Europäeschen Parlament zesummen d'Verhandlungen opzuehale fir d'Schafe vun engem europäeschen Kompetenzzentrum fir Cybersécherheet an de Beräicher Industrie, Technologie a Fuerschung a vun engem Reseau vun den nationale Koordinationszentren. Béd Strukturen sollen, esou den zoustännege Conseil, d'Sécherheet am digitale Bannemaart erhéien an d'Europäeschen Unioun am Beräich vun der Cybersecurity méi eegestänneg a méi staark maachen. Och dës Begrësse mir ausdrécklech!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleift zum Ofschluss nach, dem Rapporteur e grouse Merci ze soe fir seng exzellent schrëftlech a mündlech Rapporten. An domat ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. Merci villmools, Madamm Mutsch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, och ech wëll dem Här Berger Merci soe fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport zu engem Thema, dat extrem komplex ass an net nëmmen déi sougenannten Opérateurs de services essentiels a Fournisseurs de service numérique betrëfft, mä doriwir eraus all Einzelnen och vun eis.

Firwat? Ma well mer vun Dag zu Dag ëmmer méi digital funktionéieren a vernetzt sinn, eng Vernetzung an der Alldags- an Aarbechtswelt, der Industrie, der Wirtschaft, dem Gesondheitswiesem an esou weider. An all dës Beräicher gëtt et Schwaachpunkte, a wann een déi ausnotzt, da kann dat och eis betreffen. Ausserdeem si mer als IT-Notzer och oft een Deel vum Problem, well mer duerch e Manktem u Formatioun oder Virsicht selwer d'Schwaachstell vum System kënne sinn.

Duerfir just e puer simpel Beispiller, fir ze verdäitlechen, wéi wäit dat ka goe respektiv wéi wäit dat och scho gaangen ass:

Hautzudaags hunn ëmmer méi Anlagen an Apparater eng Internetverbindung, wou ee sech deemno vu bause ka konnectéieren, esou och zum Beispill modern Heizungen, wou den Installateur vu bause ka kucken, wat de Problem ass. Méi problematesch sinn awer nach méi al Anlagen aus der Offlinezeit, wou den Internet zwecks Fernwartungszugang nodréiglech nogérscht ginn ass.

Egal ob nei oder al, dësen Onlinezugang iwwert den Internet misst duerch e méiglechst staarke Code respektiv eng staark Authentifizierungsprozedur protegéiert sinn. An d'Software respektiv d'Firmware aus der Heizung misst idealerweis och regelméisseg geupdatet respektiv géint entdeckte Schwaach-

stelle gepatcht ginn. Béd ass awer leider oft net de Fall an d'Responsabilitéit gëtt hin- an hiergedréckt. De Produzent verweist op den Installateur, den Installateur op de Client. De Besëtzer huet meeschtens keng Anung, dass dat existéiert, a falls dach, vertraut de Client an der Regel zu Recht oder Onrecht op d'Kompetenz an d'Kënnen vun der Firma an der Mark.

En Hacker, deen d'Netz gezielt ofsicht, mierkt dann zum Beispill, dass d'Heizung vu bausen iwwert den Internet zougänglech ass, fënnt en plus online dat technesch Dateblat oder de Mode d'emploi vun der Heizung, wou dropsteet, dass de Code ab Wierk zum Beispill 000 oder 1234 ass a bei der Installatioun muss geännert ginn, wat awer an der Praxis net geschitt. Dat ass, wéi wann een doheem de Schlüssel bausen op der Dier géif stieche loosse, an dat kënnt an der digitaler Welt leider vill ze oft vir.

Oder et gi Schwaachstellen an der Software entdeckt an ausgenotzt. Beispill 2 aus der Heizungswelt: Eng bekannte Mark, déi et och zu Lëtzebuerg gëtt, gouf iwwer eng héichkritesch Sécherheetslück informéiert, duerch déi et méiglech war, d'Heizungsanlag iwwert den Internet un- an auszuschalten, d'Puissance ze manipuléieren an d'Anlag ze beschiedegen. An engem Schreiwes huet dës Firma dunn de Leit misse carrement dozou roden, de Stroumstecker vun der Heizung erauszehéien an op de Besuch vun engem Techniker ze waarden.

Dat war viru sechs Joer, an haut sinn esou konnectéiert Systemer nach vill méi verbreet, souwuel an eisen Haiser, am Handwerk, an de Geschäftslokaler oder an der Industrie. An och haut gi regelméisseg Software- a Firmware-Schwaachstelle fonnt an ausgenotzt.

En drëtt Beispill, a priori e bësse méi amusant, betrëfft speziell Steuerungsmoduler fir Kierche vun enger Schwäizer Firma. Dës System huet et erméiglecht, dass een à distance ka Luuchten ufänken, d'Heizung méi héich setzen, d'Glacke laude loosse oder d'Kierchtuermisauer verstellen. Eng däitsch Computerzeitung hat viru e puer Joer erausfonnt, dass iwwer 100 Systemer an Däitschland relativ einfach iwwert den Internet erreechbar an och ganz einfach ze kapere waren. Deemools war et dann och zu deem engen oder aneren ongeplangte Glackelauden a verschiddenen Dierfer komm.

E weidert Beispill ass e bësse méi rezenta a betrëfft eng Kichelersfabrik. An dës Firma war laang gemengt ginn, dass IT-Sécherheet fir si elo net esou ultrawichtig wär. Well wat soll scho grouss passéieren? Am schlëmmste Fall wär dann eng Dagesproduktioun Kichelcher eben net genéisbar a misst entsuert ginn.

Abee, et kum dunn awer ganz anescht. De Betrib gouf effektiv Affer vun enger Cyberattack op seng Produktiounsplan mam Resultat, dass d'Anlag stoe blouf a länger net méi ugaangen ass, wat mat sech bruecht huet, dass dee ganzen Deeg an de Réier vun der Anlag gedrécht ass a se definitiv onbenotzbar gemaach huet. Dës Réier hunn all missen erausgeschnitten an ersat ginn.

Leet een esou Beispiller dann ëm op méi grouss a méi kritesch Industrie- a Service-public-Beräicher, wéi Stolindustrie, Glasindustrie, Waasserversuergung oder Stroumproduktioun a Stroumnetz, oder op eng Atomzentral, och wann et méi schwierig ass, deenen hir Systemer ze hacken, kritt dat dach eng ganz aner Envergere. Dës si Beräicher, wou d'Netz- an d'Systemsécherheet permanent mussen à jour gehale ginn an de modernste Standarden entspriechen. An och den néidege Manpower an Know-how muss do sinn, fir am Fall vun enger Cyberattack direkt richteg kënnen drop ze reagieren.

Cyberattacken op Industrieanlage gëtt et schonn zanter Jorzéngten. Eng vun de bekanntsten ass schonn zeng Joer al a wuel op e Geheimdénsgsch zréckzeféieren. 2009 gouf gezielt eng Schwaachstell a Siemens-Industrie-komponenten attackéiert, fir am Iran d'Zentrifugen ze kapere, déi den Iran fir d'Uräichere vun Uran benotzt huet, fir atomwaffefäeg Material ze kréien. Dës Zentrifuge sinn du bis an de roude Beräich lafe gelooss ginn, fir se ze sabotéieren an onnotzbar ze maachen. Vläch ass Einzelne vun lech heibannen „Stuxnet“ e Begrëff.

En anere Virfall vu viru e puer Joer, och an Däitschland, deen awer gréisstendeels geheim gehale ginn ass, betrëfft en Héichwuewe vun engem Stolwierk. Dësen Ugrëff huet derzou gefouert, dass den Héichwuewe net méi kontrolléiert konnt erofgeuer ginn an déi ganz Anlag schwéier beschiedegt ginn ass. Detailler dozou - wéini, wou a bei wéi enger Firma - sinn awer ni public gemaach ginn.

Déi meescht Beispiller, déi ech opgezielt hunn, si schonn etlech Joren hier, mä säitdeem si mer nach méi digital an nach méi konnectéiert. An

de Risiko ass deemno geklommen. Zanterhier ass awer och d'Sensibilisatioun vun den Notzer a vun de Firme geklommen an d'IT-Sécherheet réckelt ëmmer méi an de Fokus vun der Effentlechkeet, vun der Industrie an der Politik.

Mä mir sinn hei an engem permanente Kaz-a-Maus-Spill. Mat den Ofwiertechniken veränneren a verbessere sech och d'Ugrëffstechniken. Eng méi rezent Attack vun 2017/2018, déi net just an de Medien ëm d'Welt gaangen ass a speziell Windows-Computere betrëfft huet, war de WannaCry- oder WannaCrypt-Ugrëff. Et ass e sougenannten Erpressungsugriff, bei deem de Computer infizéiert gëtt, d'Donnéeën all verschlüsselt ginn, Lésegeld gefrot gëtt - an dësem Fall war et per Bitcoin - a sech den digitale Schädling gläichzäitig iwwert de Reseau weider verbreet.

De Schued goug an d'Milliarden a weltwäit ware mindestens 230.000 Computere an 150 Länner betrëfft; also deen éischte wierelech globale Schädling. Et gouf Klinicken, déi hu misse zoumaachen. Der Deutsche Bahn hir Ticketsautomaten an d'Tafele waren ausgefall. Renault huet misse e puer Produktiounswierker temporär zoumaachen. Telefonica, FedEx, Stolwierker an esou weider ware betrëfft. An a China war de Bancomat-System ausgefall.

Laut „ZEIT ONLINE“ vum 9. Januar 2019 geet d'Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik (BSI) dervun aus, dass 70 % vun den Entrepreneuren an Institutionen an Däitschland 2016 an 2017 Affer vun enger Cyberattack gi sinn. Dovu konnt bei der Halschent an d'IT-Systemer agedronge ginn. A bei deene kum et da bei der Halschent zu méi oder manner grouse Produktiounsschied. De Schued fir déi däitsch Industrie gëtt op järelech 50 Milliarden Euro chiffriert.

Duerch wat entstinn d'Schied? Dat kann Datteklau oder Industriespionage sinn. Spionage duerch Geheimdénsgschter ass och net ëmmer ausgeschloss. Et kann awer och sinn - ech hunn et grad schonn erwänt -, dass a Systemer agedronge gëtt, fir de Betrib lamzeleeën a just nom Bezuele vun engem Lésegeld erëm produktionsfäeg ze maachen.

Et ass natierlech och net ausgeschloss, dass terroristesch oder Cyberkriechsattacke gemaach kënnen ginn, fir gezielt engem Betrib, engem Land oder engem Wirtschaftssystem ze schueden. Et ass also extrem wichtig, dass eis digital Welt héchstméiglech protegéiert gëtt.

A well mer net nëmmen um nationale Plang, mä um europäeschen an internationale Plang vernetzt sinn, geet et net duer, eng lokal Cybersécherheitsgesetzgebung ze hunn, mä déi verschidde Länner mussen zesummeschaffen. Duerfir ass et wichtig, dass mer d'EU-Direktiv 2016/1148 ëmsetzen, fir eis och op gesamteuropäeschem Niveau besser géint Cyberattacken opzustellen.

Hei muss een awer soen, dass Lëtzebuerg bis elo eng virbildlech Approche gewielt huet an dass déi privat wéi öffentlech Instituter, Firmen a Plattformen eng exzellent Aarbecht maachen. An deem Sënn wëll ech hei explizitt déi gutt Aarbecht ënnert dem Daach vun der Initiativ „security made in Lëtzebuerg“ mat cases.lu, Circl an dem C3 ausdrécklech luewen, an och déi vun der digitaler Wirbelsail vum Stat a vun de Gemengen, dem SIGI an dem CTIE.

Hir Aarbecht gëtt all Dag e Stéck méi wichtig. An dobai geet et net just ëm déi passiv an aktiv Ofwier vun Attacken. Et ass och vun extremer Wichtigkeet, dass d'Fäll gemellt ginn, dass d'Situatioun kann analyséiert ginn an dass ee kann novollzéien, wéi ëmfangräich d'Attack war a wéi eng Schuedsoftware am Émlaf ass, fir deem da kënnen effikass entgéintzewierken. Duerfir sollen esou vill wéi méiglech Fäll gemellt ginn an net nëmmen déi, déi zu engem Ausfall gefouert hunn, mä och déi, déi just zu Stéierung gefouert hunn oder idealerweis scho virun entdeckt goufen.

Fir dës kënnen um Terrain ëmzesetzen, muss all Land déi zoustänneg Autoritéiten definéieren, eng Equipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatiques en place setzen an eng national Cybersecurity-Strategie entwéckelen. Zu Lëtzebuerg sti mer, wéi gesot, ganz gutt do, mä d'Cybersecurity ass e Kaz-a-Maus-Spill an et dierf een ni ophalen, sech wëlen ze verbessere.

Dass mer als Lëtzebuerg am internationale Verglach zimlech gutt dostinn, beweist zum Beispill de rezente Global Cybersecurity Index vun der ITU, der Internationaler Telekommunikationsunioun, wou Lëtzebuerg elo op eelefter Plaz weltwäit steet. An dat illustriert, dass d'Lëtzeburger Rahmbedéngunge momentan souwuel wat déi präventiv Aarbecht ugeet wéi och bei dem Entdecken, der Analys an der Ofwier vun Ugrëffer a priori gutt sinn.

Um europäeschen Niveau sollen d'Kooperatioun an den Austausch vun Informatiounen

weider verstärkt ginn. Dës international Kooperatioun, den Austausch vu Best Practices a schnell an effikass Koordinatioun am Krisefall si mat entscheidend fir en héije Schutzniveau an der gesamter Unioun.

An där ganzer Cyberattack-Diskussioun muss ee sech ëmmer bewosst sinn, dass et keng absolutt Sécherheet gëtt. En héije Cybersecurity-Niveau ze hunn, bedeit awer net nëmmen eng Erhéijung vun der öffentlecher Sécherheet, mä et bréngt och e Standuervirdeel fir eis Wirtschaft an eis Entrepreneuren.

Als leschte Gedanke wëllt ech dann awer nach eng Kéier op eis alleguer als IT-Notzer zréckkommen. Am „ZEIT ONLINE“-Artikel seet den Hans-Wilhelm Dünn, President vum Cyber-Sicherheitsrat Deutschland, dat heiten - an ech zitieren -: „Für Unternehmen ist ein fahrlässiges Verhalten im digitalen Raum, etwa von Mitarbeitern, sehr riskant. Da jeweils das schwächste Glied in der Kette zählt, sind über unvorsichtige Angestellte selbst hochgerüstete IT-Sicherheitsstrukturen überwindbar.“

Dës wëllt heeschen, dass dee beschte Cybersécherheitssystem duerch onvorsichteg an onopgeklärte Matarbechter ka court-circuitéiert ginn, wat och an der Realitéit ëmmer erëm geschitt.

Als Notzer misst ee sech vis-à-vis vum IT-System behuele wéi vill Lëtzeburger vis-à-vis vun hirem léifste Kand, dem Auto. Dat heescht: e regelméissegem Entretien an noutwendeg Update maachen, en Antivirus-Filter installéieren an och regelméisseg kucken, ob de Computer net infizéiert ass; well och am Auto ginn d'Filtere regelméisseg gewiesselt.

Esou wichtig dës Gesetz ass, däre mer deemno den Notzer net vergiessen. Dës muss eis och heibanne bewosst sinn. An der Chamber an als Deputéiert si mir IT-Notzer a mussen eis däers bei all Uklicke vun E-Maile bewosst sinn. Och mir heibannen dreive bestëmmt regelméisseg dem Chamber-IT-Service d'Schweesspärelen op d'Stir. Duerfir och hei e Merci fir hir Geduld mat eis 60 net ëmmer ganz technikaffin Membere vun dësem éierewäerten Haus.

Et läit awer, wéi gesot, net just um Notzer. Mat der wuessender Vernetzung wiisst net nëmmen de Risiko, mä automatesch och d'Verantwortung vun allen Elementer vun der Sécherheitsketten. An do bleift nach vill ze dinn.

Ee präzise Punkt, dee mir perséinlech ganz staark um Häerz läit, ass dobai d'Responsabilitéit vun de Produzenten a Firmen. Net nëmmen aus ekologesche Grënn wär et wichtig, als Verbraucher méiglechst laang Updates a Sécherheits-Patche fir elektronesch Komponenten ze kréien. „Méiglechst laang“ heescht dobai, iwwert déi arbiträr „kommerziell“ Liewenserwaardung vum Produit erauszegoen. Soss sollten anerer d'Méiglechkeet kréien, entspriechend Updates kënnen ze entwéckelen an unzébiden.

An domat soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech wëll fir d'Eischt dem Rapporteur, wéi dat sech gehéiert, Merci soe fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport an enger Matière, déi jo awer zimlech komplex ass.

D'ADR stëmmt dës Projet mat, net „well“ et, wéi d'Djane Adehm vun der CSV gemengt huet, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass, mä „obwuel“ et d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass.

Mir hunn als ADR hei schonn oft kritiséiert, an ech reiteréieren nach eng Kéier, datt zu Bréissel Accorde geholl ginn, ouni datt eis Chamber och am Virfeld nëmme consultéiert gëtt. Accorden, déi gutt oder schlecht kënnen sinn. An dësem Fall si se gutt, an anere Fäll ware se schlecht.

Mir refuséieren, hei Saache musse matzestëmen, just well et d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass. An ech denken, wa mer vun Opwärtung vun eise Parlament schwätzen a géint d'Politikverdrossenheet wëllen ukämpfe bei de Bierger, da musse mer där doter Praxis en Enn setzen a kucken, wéi mer eis do als Parlament kënnen éischter, besser a méi effizient abréngen.



Mir stëmmen also als ADR dës Projet mat, „obwuel“ an net „well“ et eng Direktiv ass, well an dëser Matière ass de virleidenen Text gutt, richteg a wichteg a fënnt dofir eis Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et geet em IT an da wonnert ee sech net, datt ech fir eis erauskommen, fir e bëssen driwwer ze schwätzen.

(Brouhaha général et hilarité)

► **Une voix.**- ... eng gutt Meenung vu sech huet!

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech soen och dem Här Reding Merci fir déi vill Zäit, déi e mer dozou gelooss huet.

(Interruption)

Här President, dësen Text ass immens technesch. An ech wëll ee klengt Beispill ginn, wéi technesch dësen Text ass, an dat ass: D'Lëtzebuerger Regierung huet e Portail, fir am Krisenfall d'Populatioun ze informéieren. Dese Portail heescht infocrise.lu.

An elo stellt sech d'Fro: Ma wien ass an där Chaîne vun deem Portail dann elo alles en Operateur de services essentiels? Ass dat mäin Internetprovider doheem? Ass dat deen, deem de Kabel gehéiert, iwwert deen den Internet fonctionnéiert? Ass dat den DNS-Provider, deen et eis erlaabt, vun dem .lu op den dns.lu ze kommen, vun do da weider erof op den DNS-Server vun der Regierung a vun do da weider op den infocrise.lu?

Dir mierkt, déi meescht wäerte wahrscheinlech elo soen: „Merde, vu wat schwätzt deen?“

► **Une voix.**- Richteg!

► **M. Sven Clement (Piraten).**- An Dir hutt recht! An dat ass de Problem vun dësem Gesetz. Mir mussen, wa mer iwwer esou Gesetzer schwätzen, dat vill méi konkret ënnerleeën.

(Brouhaha)

Firwat mussen mer et méi konkret ënnerleeën? Ma et ass e wirtschaftleche Facteur op där enger Säit, et ass e Sécherheitsfacteur op där anerer Säit. De Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi Rapport, huet et schonn erwänt: 1,5 Billiounen Euro Profitter am Cybercrime pro Joer! 300 Milliarden Euro gi Firme weltwäit pro Joer aus, fir sech ze schützen.

Dir gesitt, do ass schonn e Riseninequilibrium téschent deem, wat ausgi gëtt, an deem, wat op där anerer Säit vu Malfaiteure kann erageholl ginn. D'Schied bei de Firmen, wa se da gehackt ginn oder hir Produktioun gestoppt gëtt, leie bei iwwer 25 Billiounen pro Joer. Dat si 25-mol 1.000 Milliarden oder, fir et anescht auszudrücken, dat ass eng 25 mat zweief Nullen hannendrun.

► **Une voix.**- Weltwäit.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Weltwäit.

► **Une voix.**- Elo verstinn ech ...

(Hilarité)

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Dat ass substanzuell, géif ech elo emol behaupten. Do sinn e puer lëtzebuerger Statsbudgete pro Joer dran, déi do eleng verluer ginn, well eis Internet- a weider IT-Systemer net sécher genuch sinn.

De Rapporteur huet et gesot: Eng Milliard Cyberattacke pro Joer. Dat heescht, datt all 39 Sekonnen op der Welt eng Cyberattack geschitt. Dat heescht, an där ganzer Zäit, wou mer hei geschwat hunn, sinn eng jett Cyberattacke geschitt. An - wie weess? - vläicht ass och eng erëm hei zu Lëtzebuerg drënner gewiescht, well mir si keng Insel der Glückseligen.

Elo kommen ech awer méi konkret zu dësem Gesetz. Et ass eng Transposition vun enger Direktiv an duerfir wäerte mer och den Text matstëmmen. Et ass e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung, mä et ass an eisen Aen nach net kloer genuch. Ech hunn et an der Kommissioun gesot, an och do war d'Antwort: „Mir mussen waarden, bis d'Gesetz do ass. Mir mussen als Éischt emol déi Lëschten, déi Questionnairen opstellen.“

Ech hat d'Chance, an der rezenter Vergaangenheet op enger Missioun mat der Chamber zu Singapur ze sinn, an do ass et genau em d'Cy-

bersécherheet gaangen. An eng vun de Saachen ass: Zu Singapur - e Stadtstaat, dee 5,6 Milliounen Awunner op 720 km² huet, also e bësse méi kleng wéi Lëtzebuerg vun der Taille, e bësse méi grouss, wat d'Populatioun ugeet -, déi hunn eng eegen Agence fir Cybersécherheet.

Déi hunn also net d'Cybersécherheet nach eng Kéier enger Agence, déi schonn aner Regulation mécht, mat an d'Aufgabenheft geschriwwen. Déi hunn tatsächlech eng dedéiert Agence, déi sech dorëm këmmert an déi en äänlecht Gesetz d'lescht Joer transposéiert huet an do och Questionnairen ausgeschafft huet, wéi een dann aus deenen 30 Kategorien, déi mer elo als Opérateurs de services essentiels definéieren, dat erofkritt op konkret: Wéi eng Firma ass et?

Well dat ass d'Essenz vun dësem Gesetz um Enn vum Dag: Mir stëmmen eppes haut, wou mer guer net wëssen, wéi vill Firmen a wéi engem Empfang hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt betraff sinn. An do kann den Text esou gutt sinn, wéi e wëllt, dës Onkloerheet sollte mer an Zukunft behiwe! Mir sollten eis Weeër a Moyene ginn, fir an Zukunft am Virfeld den Impakt op eis Economie, jo, op déi lokal Betriber besser kënnen ofzeschätzen.

Ech sot et: Et ginn 30 Kategoriën vu potenziellen Opérateurs de services essentiels. 30 Kategorien, wou drasteet: „Wann däi Betrib ënner d'Gesetz esou an esou fällt, da bass du potenziell en Operateur de services essentiels.“ Ob een et da wierklech ass, dat ass elo un dem ILR oder am Banken- an Assurancésecteur un der CSSF ze decidéieren.

Dës Reglementer kënnen forcéiert nach net getraff sinn, soulaang d'Gesetz net en vigueur ass. Et wär awer ganz interessant, fir a sechs Méint, voire an engem Joer ze kucken, wéi vill Betriber dann elo tatsächlech ënner dës nei Regele wäerte falen an ob dat flächendeckend ass oder eben net, ob mir net vläicht zu Lëtzebuerg méi wäit mussen goen, wéi d'Direktiv dat elo an engem konsensuelle Verfahren zu Bréissel beschloss huet.

Well et kënn nach eng zweet Fro: Wéi gi mer dann an de Reseauen vun den Operateuren em mat Hardware, wou et Doute ginn iwwert d'Sécherheet?

Et gëtt am Moment ee grousst Beispill, wou vill an der internationaler Press driwwer diskutéiert gëtt, an dat ass Huawei. Soll een a sengen nationalen, séchere Reseauen Equipement verbauen, wat vun engem chinesesche Statskonzern produzéiert gëtt? D'Amerikaner soe kloer Neen. D'Britte si sech onsécher. Iwwert déi Diskussioun huet missen e brittesche Kabinettsminister goen.

Also, dat ass alles anescht wéi anodin, esou eng Diskussioun ze féieren. An ech mengen, mir dierfen et, wann et em d'Sécherheet vun eisen IT-Systemer geet, net eleng bei dësem Gesetz beloussen. Mir mussen och d'Fro stellen: Wat kënn duerno?

Wa mer näamlech bis eng Lëscht vun de Prestatairen hunn, déi heirënnerfalen, da mussen mer eis d'Fro stellen: Wat mussen déi Prestataire vläicht iwwert dëst Gesetz eraus weider erfillen?

Ech hu virdrun dat Beispill vum DNS ginn. Den DNS steet fir Domain Name Service. Dat ass d'Adressbuch vum Internet, d'Telefonbuch vum Internet. Wann ech „google.com“ aginn, wëll ech op engem Computer erauskommen, dee mer d'Websäit vu Google uweist. Just, d'Computere schwätzen net an Nimm, déi schwätzen an Zuelen, an IP-Adressen.

Ech benotzen elo - fir déi, déi dann technesch inclinéiert sinn - eng IPv4-Notatioun a keng IPv6: 8.8.8.8 ass eng Adress vu Google, eng vu villen. Dat heescht, den DNS-Server iwwersetzt dat aus „google.com“ op eng IP-Adress. Mä da ass net ee Server. Dat ass eng ganz Chaîne vu Serveren, déi duerfir responsabel sinn. An déi Servere sinn dezentral organiséiert an awer hierarchesch.

Dat heescht, fir op eng belibeg Websäit ze komme vun engem Operateur, deen herno „de services essentiels“ genannt gëtt an deem seng Websäit vläicht och als en „service essentiel“ klasséiert gëtt, muss een net nëmmen deem säi Server kënnen uschwätzen, et muss een och deem sengem Provider säi Server kënnen uschwätzen. A wa mer am DNS-Service ganz wäit eropginn, da komme mer bei déi sougenannt „Root-Serveren“, an déi ginn net vu Lëtzebuerg bedriwwen, mä déi gi vun der IANA, enger amerikanescher NGO bedriwwen, zesumme mat Regierunge weltwäit.

Dat heescht, wa mer dat Gesetz hei à la lettre ausleeën, da bedeit dat, datt mir hei dem ILR d'Kompetenz ginn, fir e Contrôle ze maache vun internationale Root-Serveren am DNS-System.

Juristesche Problem. Si hunn elo d'Mandat a si kréie gesot: „Lëtzebuerg seet lech: Maacht dat!“ Praktesch weess ech net, ob de Budget, dee mer hinnen zousätzlech dëst Joer ginn hunn, fir genau dës Missioun ze exekutieren, wäert duergoen, fir esou eng international Missioun wouzerhuelen. Deementspreechend ass et wichteg, datt mer a sechs Méint, an engem Joer eng Reevaluatioun maachen, ob mer hei net vläicht mussen méi kloer ginn, ob mer eis hei net vläicht mussen aner Moyene gi wéi nëmmen déi vum Contrôle.

An dann e leschte Punkt, deen och guer net ugeschwat gëtt, well d'Gesetz ..., well d'Direktiv sech do guer net driwwer prononcéiert huet, dat ass: Wat geschitt mat Schwaachstellen an de Reseauen vun eisen Opérateurs de services essentiels?

Wien haft, wann den Hack net op d'Feelverhale vum Operateur zrëckzeféieren ass, mä wann den Hack dorobber zrëckzeféieren ass, datt de Prestataire, den Hersteller vun engem Switch, d'Passwuert, „admin/admin“ fest aprogramméiert huet? Rezent, gëschter nach, ass erëm esou e Fall bei engem groussen Hersteller bekannt ginn, dee weltwäit a quasi all de Reseauen ze fannen ass, wou ee mat engem Standardpasswuert op eemol „Admin“ am ganze Reseau ass.

Wien haft an deem Fall? Ass et um ILR, fir dann eisen Operateur de services essentiels ze responsabiliséieren? Oder ass et um deem, fir vu vireran ze soen: „Mä ech benotze folgend Equipement. Léiw den ILR, ass dat iwwerhaapt konform?“ Wat fir e Waasserkapp ka sech do raus erginn, wann een d'Gesetz à la lettre applizéiert?

Et ass e gutt Gesetz. Et ass e wichteg Gesetz, mä et bleiwen awer nach Froen op. A grad wann ee sech technesch e bësse méi detailléiert domat auseruesetzt wéi just mam ekonomeschen oder mam penale Volet, da gesäit een, datt do nach Froen opbleiwen.

Dës Froe wäerte mer haut net an der Plenië kënnen léisen. Duerfir freeën ech mech, datt mer an deenen nächste Wochen, Méint, Jore sécherlech d'Geleeënheet kréien an de Kommissiounen, genau déi Froen nach eng Kéier opzuerwerfen, och eventuell duerch nei Gesetzesproposen dat dann och kënnen nozebesseren.

Mä fir haut sollte mer deen éischte Schrëtt maachen. An duerfir gi mir och eisen Accord fir dës Projet.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Ier ech der Regierung d'Wuert ginn, wéilt ech nach dem Här Berger d'Wuert gi fir eng Kloststellung. Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Déi honorabel Spriecherin vun der CSV, d'Madamm Adehm, hat virdrun dem Rapporteur reprochéiert, datt de PV vun der Sitzung vum 26. Februar net géif virleie respektiv duerfir och net säi Nidderschlag a mengem Rapport fonnt huet. Et war e Reproche un de Rapporteur, natierlech, deen ech gären assuméieren. Mir wëssen awer, datt dat gewéinlech d'Secrétaire-Administrateure vun der Chamber sinn, Beamten, déi d'PVe maachen.

Et ass esou ...

(Interruptions diverses)

Wann ech dierft meng Explikatioune fäerdeg ginn! Merci!

Et ass esou, datt effektiv, ier ech de Rapport finaliséiert hat ... Ech hat dat virdrun net gemaach, well ech do och net wollt mam Fanger op e Beamte weisen, mä au contraire, ...

(Interruptions)

... ech stelle mech och virun dee Beamten, well dat ka jiddwerengem passéieren. En hat mer an engem Mail gesot, ech zitieren hei: „Duerch e Méssel mam Enregistrementsprogramm - d'Sitzung ass net opgeholl ginn - war et mer leider net méiglech, fir e Procès-verbal vun der Sitzung vum 26. Februar ze schreiwen.“

(Brouhaha)

Dat ka jiddwerengem virkommen. Einfach awer als Explikatioun, datt doduerjer kee PV virläit vun där Sitzung an datt ech dat doduerjer och net konnt a mä Rapport afléisse loossen.

Wéi gesot, ech mengen awer, datt dat jiddwerengem emol ka virkommen, datt d'Technik do ... - mir hu jo iwwer en technesch Projet geschwat -, datt dat och emol eng Kéier ka passéieren. Mä ech wëll awer hei soen, datt ech awer och de Beamten excuséieren an datt ech dann do och awer d'Responsabilité respektive assuméieren, datt do da kee Rapport konnt vum Beamte gemaach ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Berger, fir déi Kloststellung. D'Madamm Adehm, wannechgelift.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Ech géif just gären dorop äntwerten, datt ech dat verstoe kann. Jiddwerengem kann en technesch Fehler ënnerlafen. Mä aus Transparenzgrënn an aus Manierlechkeet wier et awer ubruecht gewiescht, déi aner Parteien an der Kommissiounssitzung ze informéieren, an net, dass mir doheem sëtze PVen ze sichen an ze sichen, déi mer net fannen!

A wann Der et schonn net wëllt an Äre Rapport draschreiwen, deen dann doduerjer eben net komplett ass, hätt Der wéinstens kënnen e Wuert an der Sitzung doriwwer verléieren, am-plaz dass mir dat dann hei mussen an enger Plenarsitzung gewuer ginn, dass ee Beamten iergendwou op e falsche Knäppche gedréckt huet!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, an där doter Affär ass elo alles gesot. An domadder géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Stats- an Digitalisationsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.**- Villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Effektiv, d'Europäesch Kommissioun huet och d'Analys gemaach, dass an deene leschten zwee Joer méi oder manner grouss Cyberincidenten ongeféier bei 80 % - bei 80 %! - vun den europäeschen Entreprises stattfonnt hunn, well se selwer vläicht net genuch Precautiounen geholl hunn oder eben wéinst Attacke vu baussen.

An ech mengen, de Gros vun den Orateuren haut de Mëtten huet och insistéiert eben op d'Wichtigkeet, déi dat Digitaal huet. Dat Digitaal ass haut net nëmmen dat Digitaal. Dat Digitaal geet - an den Här Hansen huet eng Retsch vu Beispiller gesot - vun enger Kierch bis zu enger Cookiesfabrik. Et ass vu Santé geschwat gi vun anere Riedner, vum Transport, vun all deene verschiddene Secteuren, déi haut awer wierklech och mam Digitalen ze dinn hunn a firwat et dann eben och esou wichtig ass, dës Direktiv hei ëmzesetzen.

Ech hunn och eng Retsch Froe gestallt kritt vu verschiddene Membere vun der Chamber. Den ILR huet am Fond de Secteur analyséiert an ass och prett, fir d'Designatioun ze maachen. Mä si kënnen awer net d'Designatioun maachen, soulaang se d'Gesetz net hunn. Well d'Gesetz gëtt hinne jo déi Méiglechkeet, fir et ze maachen. Mä dowéinst, wéi gesot, déi Designatioun ass gemaach (veuillez lire : ass prett, fir gemaach ze ginn).

A wéi gesot, d'Gesetz gesäit och vir, dass den ILR déi Notificatioun dann och elo wäert maachen un déi verschiddenen Entreprises. Dat wäert dann och an den nächste Woche kënnen stattfannen.

Ob den ILR Reglementer geholl huet oder net? Neen, mä dat wäert awer och schnell goen, well den ILR mécht dat och schonn hautdesdaags am Kader vum Telekommunikatiounsberäich mam Gesetz vum 27. Februar 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, wou et och scho virgesinn ass. Dat heescht, dass dat och wäert ganz rapid goen.

An dann ass och gesot ginn - dat ass zum Avis vun der Chambre de Commerce -, dass et och ebe méi wäit hei geet wéi d'Direktiv. Jo, et ass och op Demande vum ILR gewiescht, dass een et eben och selwer public ka maachen als Akteur. An dat ass eben och, fir e Parallelismus ze hu mat de Fournisseure vum Service numérique, wou mer och en Text hunn, deen dat och virgesäit. Dofir ware mer der Meenung, dass een dat dote sollt als Parallelismus och an deem dote Secteur maachen.

An dann eng lescht Fro ass zu deene verschiddenen Akteuren, déi eben och concernéiert sinn. Erlaabt mer, dass ech déi ernimmen. Dat ass dann den HCPN - an ech soen och do dem Luc Feller a senger ganzer Equipé Merci fir déi Koordinatiounsarbecht, déi se och an dësem Beräich maachen -, den SRE, de GovCert, d'ANSSI, den SMC, de CTIE, de Wirtschaftsministère, de SMILE, den Aussemistère an d'Direktioun vun der Defense.

An ech soen, wéi gesot, Här President, dem Rapporteur, dem Eugène Berger, Merci fir säi schrëftlechen a säi mündlechen Rapport an och fir d'Diskussioun heibannen, well wann ech richtig verstanen hunn, wäerte mer och eng Unanimitéit op dësem Text hunn. Et ass am Interêt vun ons alleguerten. Et huet e wirtschaftlechen Impakt, mä et geet och wäit iwwert de wirtschaftlechen Impakt eraus, wann ee gesäit, wéi eng Wichtigkeet d'Digitalisatioun haut huet, mä och nach an Zukunft wäert kréien.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Premierminister. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7314. Den Text steet am Document parlementaire 7314⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7314 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7314 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Aehm), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) (suite)

Kolleeginnen a Kolleegen, leider mussen mer de Vott iwwert d'Ernennung vum Commissaire aux comptes bei der SNCI widerhuelen. De Vott war wuel secret, mä et ass mat Procuratioun ofgestëmmt ginn, wat awer bei engem Vott iwwer eng Persoun net de Fall ka sinn. D'Procuratioun ass par conséquent aus dem System geholl ginn an esou net méiglech.

Mir géifen dann elo nach eng Kéier iwwert d'Kandidatur vum Här Croisé ofstëmmen.

Nouveau vote secret sur la candidature unique

D'Ofstëmmen fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Et hu 57 Deputéiert um Vott deelgeholl an et si 57 Jo-Stëmmen. Domadder ass den Här Daniel Croisé zum Commissaire aux comptes vun der SNCI ernannt.

Merci villmools.

6. 7393 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte

Mir kommen dann zum Projet de loi 7393, enger Ofännerung vum Gesetz iwwer eng transparent Verwaltung, déi méi spezifesch d'Commission d'accès aux documents betrëfft. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Aehm, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Et ass e ganz kuerze Rapport, deen ech hei ka maachen. Virun net grad engem Joer ass op dëser Plaz de Gesetzesprojet 6810 gestëmmt ginn. Dat war déi legal Basis fir eng oppen an transparent Verwaltung. E kuerze Rappell vläicht fir déi, déi et scho vergiess hätten: Mat deem Gesetz war d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir datt een Dokumenter, déi bei öffentleche Verwaltungen a bei Gemenge sinn, virun allem déi, déi sech op administrativ Fonctionnement bezéien, per schrëftlech Demande ka consultéieren. Dat Gesetz ass a Kraaft.

Dir kënnt lech och vläicht erënneren: Am Kader vun deem Gesetz gouf och déi sougenannt „Commission d'accès aux documents“ geschaaft. Déi Kommissioun ass eng Ulaftell fir déi Bierger, deenen hir Demande, fir en Dokument ze consultéieren, refuséiert ginn ass. Déi Persounen kënnen also e Recours maache respektiv da bei där Kommissioun do reklaméieren, fir datt déi dann eng Kéier nokuckt, ob dat dann awer alles an der Rei war.

Déi Kommissioun setzt sech aus fënnf Memberen zesummen. An déi Kommissioun huet dann zwee Méint Zäit, fir en Avis zu där Fro ofzeginn. Et huet sech elo an där kuerzer Praxis erausgestallt, datt dat awer deemno wéi schwierig ass, haaptsächlech mam Delai. Et ass elo net d'Unzuel vun den Demanden, mä awer haaptsächlech fir den Delai anzehalen, sief et, datt dann awer emol e Member gefeelt huet, d'Kommissioun net beschlossfäeg war, de President net do war oder zwee Membere verhéinert waren. A fir awer do elo schnell drop ze reagieren an dee Problem ze léisen, gesäit dann dës kleng Gesetzesprojet vir, fir zwee Stellvertrieder fir all Member festzeleeën, déi asprange kënnen, wann dat néideg ass.

Déi Ersatzmemberen ginn natierlech no deeneselwechte Kritären erausgesicht wéi déi initial Memberen. Déi Kommissioun setzt sech jo zesummen aus engem Magistrat, engem Vertrieeder aus dem Statsministère, engem Vertrieeder vun der CNPD, engem vum Syvicol an engem Vertrieeder vum SIP. Also deemno kënnen sech déi jeeweileg Memberen och just vu Leit, déi déiselwecht Kritären erfëllen oder aus deemselwechte Gremium oder aus deeneselwechten Institutionen kommen, ersetze loosse.

Dann nach eng zweet kleng Präzisioun: Et ass esou, datt am Gesetz virgesinn ass, datt d'Mandatsdauer eng gewëssen Zäit huet - véier Joer - an datt déi (veuillez lire : datt déi initial Memberen) also och genannt gi waren, wéi d'Ge-

setz a Kraaft getrueden ass. Dat heescht elo, déi Suppleanten oder déi Ersatzmemberen, déi ginn natierlech och elo nëmmen fir déi Zäit genannt, also e bësse manner wéi véier Joer, fir datt dat alignéiert ass mat deenen anere Memberen. Wann also eng nei Kommissioun genannt gëtt oder deenen hiert Mandat ofgelaf ass, leeft automatesch och dat vun den Ersatzmemberen of.

Voilà! Dat sinn déi zwou Präzisiounen, déi do gemaach gi sinn, déi haaptsächlech sollen als Zweck hunn, datt déi Kommissioun do awer an deenen Delaie kann zesummekommen an dann och doriwwer befannen, ob d'Demande valabel war oder net.

Ech géif och nach den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm ageschriwwen.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech wéilt dem Här Berger Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt awer trotzdem ee Saz soen. Dat heiten ass e Gesetz vum 14. September 2018. An den 19. Dezember, also dräi Méint méi spéit, ass schonn e Gesetzesprojet vun der Regierung agereecht ginn, fir e Gesetz ëmzeänneren, wat ganzer dräi Méint al ass. Esou vill zur Aarbechtsaart a -weis vun dëser Regierung.

(Interruptions)

Mä dovunner ofgesi wëlle mir natierlech och, dass dat Gesetz hei fonctionnéiert, dass déi Kommissioun fonctionnéiere kann. An ech gi selbsterständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Aehm. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci. Och mir sinn der Meenung, dass hei gutt, schnell a pragmatesch reagéiert ginn ass, fir an esou engem wichtege Beräich wéi der oppener an transparenter Administration och déi Exekutiounsgremien esou opzestellen, dass se optimal funktionnsfäeg sinn.

An dofir hu mir kee Problem, fir eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Och ech wéilt dem Här Berger Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. déi gréng sinn natierlech och der Meenung, dass et noutwendeg ass, Suppléanté fir déi eenzel Memberen vun der Commission d'accès aux documents ze nennen, fir dass d'Kommissioun esou zu all Moment beschlossfäeg ass a ka schaffen, wéi et virgesinn ass.

Domat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Och ech wollt drop hiweisen, wéi d'Diane Aehm dat scho gemaach huet, datt mer eis heiansdo an eiser legislativer Aarbecht e bësse ze vill hetzen oder hetze loosse an datt esou Feeler wéi déi, déi hei geschitt sinn, kënnen vermidde ginn.

Mä dat hei ass eng ganz gutt Upassung, déi d'Zoustëmmung vun der ADR fënn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer dat heiten upasse mussen, ass aus dem Rapport ganz kloer ervirgaangen. Mir hätten eis nach eng ganz Rëtsch aner Ännerungen un deem Gesetz insgesamt gewünscht. Ech mengen, do ginn et awer nach aner Deeg, fir dat nach eng Kéier duerchediskutéieren, wéi haut.

Duerfir wäert dës Projet och eisen Accord fan-

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.** - Här President, hei gëtt vu verschiddene Leit probéiert, e bësse Polemik ze maachen, wéi wann hei an der Hetz geschafft gi wier. Et sinn tatsächlech fënnf Leit, déi virgesi sinn. Et ass op Demande vum President selwer, dee gesot huet, dass, wann hien indisponibel wier oder aner Memberen indisponibel wieren, da vläicht keng Avise kéinten direkt kommen an duerfir ze vill Zäit kéint verluer goen. An do-wéinst ass dësen Text dann eben amendéiert ginn, fir kënnen méi effikass ze schaffen.

Ech sinn och frou, wann en d'Zoustëmmung hei an dësem Haus fënn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Premierminister. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7393. Den Text steet am Document parlementaire 7393⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7393 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dësé Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Aehm), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Tess Burton), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Motion de M. Laurent Mosar relative au respect et à la défense du principe des « Spitzenkandidaten » lors de la désignation du prochain président de la Commission européenne

Mir kommen dann elo zur Motioun vum Här Laurent Mosar iwwert de Prinzip vun de Spëtze-kandidate bei der Designatioun vum nächsten europäesche Kommissiounspresident. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Bodry, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement.

Här Mosar, Dir hutt als Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Mosar, wannechglift.

Exposé

(Motion de M. Laurent Mosar déposée en séance publique n° 23 du 14 mai 2019 - à consulter en page 280 de ce compte rendu)

► **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.** - Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Statsminister, ech hat gëschter schonn den Objet vun der Motioun kuerz exposéiert, soudatt ech mech relativ kuerz kann halen. An ech wollt och nach e bësselechen Zäit behalen, fir herno ze äntweren. Ech wéll also nach eng Kéier widerhuelen, datt et eis hei ëm de Prinzip vun de Spëtze-kandidate bei den Europawahle geet. Mir froen do an der Motioun eigentlech zwou Saachen:

Déi éischt ass, dass dee Prinzip och vun der Regierung wäert verteidegt ginn, wann et dann no den Europawahlen zu der Formation vun enger neier Kommissioun an och zu der Besetzung vun anere Poste wäert kommen. Ech wëll och direkt hei betounen, fir dass et do nëmme keng Konfusioun gëtt, dass et eis hei net drëm geet, dass elo automatesch déi stäerkst Fraktioun e Recht hätt op de President vun der Kommissioun.

Eis geet et drëm, wann et zu Koalitiounen kënn, wou mer nach net wëssen, wéi déi Koalitiounen ausgesinn, loosse mer soen, wann zum Beispill eng Koalitioun tëschent der EVP an der sozialdemokratescher Branche géif kommen, dass dee Moment, wann de President vun der Kommissioun designéiert gëtt, et deen ass, deen och Spëtzekandidat ass, wann et herno eng Koalitioun gëtt tëschent der Sozialdemokratie an anere Parteien, dass et dann dee Moment den Här Timmermans gëtt.

Wat mir net wëllen, an dat wëll ech hei ganz kloer betounen, dat ass, dass et zu Postengeschacher kënn an dass et herno zu Nominatiounen vu Persounen kënn, déi net zur Wahlstoungen an déi herno iwwert de Wëllen eigentlech vun de Wieler ewech op déi Poste gesat sinn.

D'CSV wëllt hei total Transparenz. Mir wëllen, dass de Wieler gesäit, wien d'Kandidat sinn. A mir wëllen och, wann déi Kandidaten oder déi Parteien herno och eng Majoritéit am Europaparlament kréien, dass deenen hir Spëtzekandidaten och op déi verantwortlech Poste gesat ginn. Mir wëllen net, dass d'Europaparlament eng Dunkelkammer gëtt, dass d'Kommissioun eng Dunkelkammer gëtt. Duerfir insistéiere mir hei op eng voll Transparenz.

Mir hunn awer och - an dat ass den zweete Punkt, Här Statsminister - Verständnis, dass et herno zu Diskussiounen kënn. Duerfir hu mir och an eisem zweeten Invite kloer gesot, dass d'Regierung natierlech muss eng Marge de manoeuvre behalen, fir och kënnen herno deenen Nominatiounen zoustëmme.

Elo awer nach eng Kéier ganz schnell - an dat ass och e bësselchen den Objet eigentlech vun eiser Motioun gewiescht -: Mir hu gesinn, dass Dir, Här Statsminister, lech an de Medien, an der Press kloer géint dee Spëtzekandidatprinzip ausgeschwat hutt. Mir hunn awer och konstatiéiert, dass den Här Ausseminister Jean Asselborn sech net méi spéit wéi gëschter am „Tagesspiegel“ ganz kloer fir dee Prinzip ausgeschwat huet a genau dat gesot huet, wat ech och elo gesot hunn. An ech wëll och nach eng Kéier hei en Extrait aus dem Interview vum Här Asselborn zitieren. Den Här Asselborn seet also: „Für das Demokratieverständnis der europäischen Bürger wäre ein Geschacher um die Spitzenposten in der EU vor den Wahlen zum Europaparlament fatal.“ Den Här Asselborn wëllt also genau datselwecht wéi mir och.

Ech hunn och den Här Angel héieren, deen an déiselwecht Richtung argumentéiert huet. Duerfir hätte mir gär, an dat ass den Objet vun eiser Motioun, dass d'Regierung sech fir de Prinzip vum Spëtzekandidat asetzt. A mir hoffen och, dass mir do eng méiglechst grouss Ënnerstützung an deem Haus kréien. Ech zweifelen net drun, dass d'Lëtzebuergesch Sozialistesch Aarbechterpartei eis hir Ënnerstützung wäert ginn, well ech zitieren hei wuertgenau, wat den Här Asselborn a sengem Interview gesot huet.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'LSAP steet als Partei an als Fraktioun hannert dem PSE-Spëtzekandidat, dem Frans Timmermans. A mir trauen dem Frans Timmermans zou, dass en dat néidegt Engagement an déi néideg Stäerkt, och duerch eng staark sozialdemokratesch Fraktioun, wäert hunn, fir kënnen nächste Fraktiounspresident ze ginn. D'Voraussetzung ass allerdéngs, dass en eng ...

► **Une voix.**- Kommissiounspresident.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ... Kommissiounspresident ze ginn.

D'Voraussetzung ass natierlech, dass en eng Majoritéit am Europaparlament fénnt.

De PSE, zu deem mir gehéieren als LSAP, huet déi zweete Kéier d'Prozedur fir eng Bestëmmung vum Spëtzekandidat ulafe gelooss an de

Frans Timmermans ass eise Kandidat, wéi de Martin Schulz de Kandidat war viru fënnf Joer. Dat ass dat eent. Dat ass dat, wat d'Parteien decidéiert hunn. An net wéi vläicht an anere politesch Gruppen, wou et anscheinend scho praktesch zwee Kandidaten ginn, een offiziellen, den Här Weber, an een inoffiziellen, den Här Barnier, deen eng parallell Campagne mécht, ass d'Situatioun beim PSE ganz kloer.

A wann ee vun Transparenz schwätzt, ass et immens wichteg, dass keng Grabenkämpf an den eegene Fraktiounen, an den eegene europäesche Parteien sinn. Dat ass bei de Sozialisten net de Fall. A mir sti selbsterständlech hannert där Ausso vum Ausseminister, dee gesot huet, dass e Postengeschacher em d'Posten - et ass jo net nëmme en Posten, deen nei besat wäert ginn - virun de Wahlen nefaste ass fir déi Europawahlen. Dat Bild, wat Europa gëtt mat deenen Diskussiounen iwwer Nimm, iwwer Posten - kritt deen een dat eent, kritt deen aneren dat anert -, dat ass nefaste!

Mir sollen déi Europawahl schloen. Mir sollen derfir suergen, dass mer e staarkt Europaparlament kréien an e staarkt proeuropäescht Europaparlament kréien, an duerno soll iwwert déi wichteg Posten och diskutéiert ginn.

Wat zielt, dat sinn emol d'Traitéen, d'Applikatioun vun den Traitéen. Dolaanscht kënn keen. An do ass et zënter dem Lissabonner Vertrag och relativ kloer determinéiert, wéi dat elo ass. Et war virun anescht. Elo ass et esou, dass de President proposéiert gëtt mat Majoritéit qualifié vum Conseil vun der Europäescher Unioun, dat sinn d'Stats- an d'Regierungschefen. A si mussen dem Resultat vun de Wahlen Rechnung droen. A si mussen och viru Consultatiounen froen.

Dat heescht, si mussen ganz einfach feststellen, ob déi Persoun, déi si proposéieren, eng Chance huet, eng Majoritéit an deem Europaparlament ze kréien. Well och en Europaparlament brauch stabel Majoritéiten, entgéint deem, wat d'Bundesverfassungsgericht eng Kéier gemengt a gesot huet: bei hinnen dierft keng Mindestklausel gëlle fir Procenter, well et jo am Europaparlament eigentlech Koalitiounen net richteg géif ginn.

Nee, och a grad en Europaparlament mat deene Pouvoire brauch stabel Majoritéiten, an déi hängen un engem politesch Kräfteverhältnis, wat sech aus deenen nächste Wahlen wäert erginn. A si hängen dann natierlech och un där Persoun, déi et fäerdegbréngt, eng Majoritéit op hiren Numm an op hire Programm ze federéieren.

An dat ass essenziell. An ech denken, dass de Conseil européen net derlaanscht kënn, egal wéi déi perséinlech an déi politesch Sensibilitéiten sinn, déi Persoun ze nennen, bei där e festgestallt huet opgrond vum Wahlresultat, opgrond vun deene Consultatiounen, déi e gemaach huet, dass se eng Chance huet, eng Majoritéit hannert sech ze kréien.

A si wëssen natierlech, dass an enger Resolutioun, déi d'Europaparlament 2018 ugeholl huet, d'Europaparlament als Institutioun - dat ass natierlech d'Europaparlament vun elo, et ass net d'Europaparlament, wat den 23. bis de 26. Mee gewielt gëtt - gesot huet, et wär prett, fir géint eng Propositioun fir de President ze stëmmen, deen net Spëtzekandidat gewiescht wier bei deenen dote Wahlen. Dat weiss och de Conseil européen. Déi Menace ass do. An dat Ganzt hëlt e selbsterständlech mat eran an déi Debaten, déi do ze féiere sinn.

Duerfir mengen ech, dass mer hei eigentlech eng falsch Fro stellen. An deen Text vun der CSV ass jo eigentlech och net esou transparent an esou kloer, wéi e virgëtt. En hält zwar de Prinzip vum Spëtzekandidat héich, mä seet awer gläichzäitig: „Jo, mä wann awer keen Accord kënn, da muss natierlech d'Regierung genuch Flexibilitéit behalen, fir vläicht awer en aneren ze bestëmmen.“ Wou ass dann do d'Transparenz an deem Ganzen?

Duerfir mengen ech, dass een hei sollt dee Schrëtt respektéieren, deen d'Partei gemaach hunn, fir Spëtzekandidaten opzustellen, a wat wichteg ass, déi sech och de Wieler stellen. Dat war jo an der Vergaangenheet net de Fall bei de Spëtzekandidaten vu groussen europäesche politesch Familien, déi sech deem dote Test net gestallt hunn. A gläichzäitig mussen natierlech selbsterständlech d'Traité respektéiert ginn. An da sinn ech sécher, dass eigentlech nëmme ee ka bestëmmt ginn a virgeschloe ginn, deen eng Majoritéit, eng politesch Majoritéit herno wäert ronderëm sech a ronderëm säi Programm kréien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. An da wier et un der honorabelen Madamm Lorsché.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mat deem, wat Der elo gesot hutt, kënn Der d'Motioun jo stëmmen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, neen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat war e Plädoyer fir eis Motioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech maachen et e bësse méi kuerz. Ech wëilt elo net hei mat Nimm jongléieren, Här President. Ech hu mech e bësse schlau gemaach, wat an den europäeschen Texter steet. Ech hunn näischt fonnt, wou vu Spëtzekandidaten rieds gaangen ass, an och näischt dervun, dass déi politesch Grupp, déi bei de Wahlen déi meeschte Stëmme kritt, d'office de Kommissiounspresident soll stellen. Dat ass eng Ofmaching vun den eenzelne Parteien an engagéiert deemno och just si.

Laut den EU-Texter, dat hu mer dann och zesammen erausfonnt, ass et eenzeg an eleng esou, dass d'Wahlen an där Logik solle stattfannen, an dat wäert och esou sinn, an dass et duerno ebe grad um Europaparlament ass - Dir kënn elo laachen, mä ech mengen, ech soe keng Dommheet -, ...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt och e Spëtzekandidat bei den europäesche Gréngen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... ze decidéieren, wie Kommissiounspresident gëtt. An ech sinn och frou, dass Dir dat och esou gesitt.

► **Une voix.**- Zweek souguer!

► **Une autre voix.**- Zweek souguer!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt souguer zwee Spëtzekandidaten bei den europäesche ... Erkläert eis dann och, firwat Der dat gemaach hutt!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat heescht ganz einfach ...

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Wiseler, d'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat heescht ganz einfach an eisen Aen, dass deen, dee gewielt wëllt ginn, am Parlament eng Majoritéit muss fannen. An ech mengen, do si mer eis alleguer eens. Fir eis als Gréng zielt op alle Fall d'Majoritéitsverhältnis, wat duerch d'Wahlen zustane kënn, an den inhaltleche Programm, deen eng Majoritéit sech no de Wahlen zesummestell, op dee se sech kann eene-gen.

An deem Sënn schléissen ech mech dann och dem Här Bodry un, dee gesot huet, dass d'LSAP fir e staarkt an demokratescht Europaparlament steet. Duerfir stinn och déi gréng. An dat ass e Parlament, wat d'Traité respektéiert. A mir hoffen, dass sech duerfir eng Majoritéit fénnt. An duerfir wëlle mer eis elo net hei iwwer Spëtzekandidaten ausloossen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, et ass eng ganz fundamental Debatt. Ech hunn awer nëmme drai Minutten.

(Hilarité)

Et ass elo esou, dass een hei eng Fro muss stellen: Wien decidéiert, wie President vun der

Kommissioun gëtt? Den Traité seet kloer: de Conseil européen. Dat ass am Interessé vu Lëtzebuerg, loosse mer et kloer gesinn! Well ech mengen, de Conseil européen, dee statuéiert zwar mat enger Majoritéit qualifié, mä do hu mir méi Matsproocherecht, wéi mer et hätten, wann d'Europäesch Parlament dat elo mécht. D'Europäesch Parlament spillt säin eegent Spill laanscht d'Traitéen. D'Europäesch Parlament hätt gär eng Federaliséierung. Et hätt gär, dass d'Parlament de Kommissiounspresident designéiert an domadder e Parallelismus hierstellt, deen et an Europa net gëtt. Mir hu keng europäesch Regierung.

De President vun der Kommissioun gëtt net vum Europaparlament an deem Sënn gewielt, wéi eng Regierung hei eng Majoritéit an der Chamber brauch. Et ass net datselwecht. Mir hunn net deeselwechte System an Europa, wéi mer dat hei hunn. An natierlech, am Traité steet: « en tenant compte du résultat des élections européennes ». Mä wat heescht dat? Dat ass net präziséiert. Wat heescht dat?

Dir musst lech och bewosst sinn, mengen ech, a mir mussen eis all bewosst sinn, dass, wa mer elo eng Wahl hunn an Europa, wou staark europaféindlech Tendenzen un d'Muecht kommen, dass et gutt ass, dass an den europäesche Regierungen, déi am Conseil européen vertruede sinn, vill méi moderat an aner Usiichte vertruede sinn. Mir wësse jo net, wat laangfristeg am Europaparlament geschitt. Awer mir wëssen, dass déi 28 verschidde Kompositiounen vun nationale Regierungen méi Stabilitéit a méi Zouverlässigkeet bidde wéi dat, wat mer elo eventuell an den Europaparlamentwahlen erliewen.

Ech mengen, fir eis als ADR ass och eng Situatioun kloer: Mir si géint de System vum Spëtzekandidat. Als Europäesch Konservativ hu mer awer ee gemaach. Firwat hu mer dat gemaach? Well en doduerch méi Mediapräsenz huet. Awer eise Spëtzekandidat, den Här Zahradi, dee fir d'AKRE, d'Allianz vun den Europäesche Konservativen, an d'Wahlen geet, seet awer och all Kéiers, wann hien optrëtt, dass déi Tatsaach, dass hie Spëtzekandidat ass, näischt ewechhëlt vun de Prerogative vum Europäesche Conseil. Mir erkennen déi Legalitéit an der Europäescher Unioun un, esou wéi se an den Traité steet. Et ass de Conseil européen, deen de President vun der Kommissioun designéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- D'Europaparlament wielt awer de President. Et gëtt eng Propos vum Conseil an d'Europaparlament muss iwwert déi Propos ofstëmmen.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat ass den Traité. Dat ass genau den Traité!

► **Une voix.**- Sidd Dir de Marc Baum?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- No deem klenge Civiquestkurs vum Här Bodry, wou en awer recht huet an deem, wat d'Prozedur

Le saviez-VOUS ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Sommaire des séances publiques n^{os} 23 et 24

23^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 279
Hommage à la mémoire de M. Nicolas Eickmann, député honoraire	p. 279
Communications	p. 279
Ordre du jour	p. 279
Composition du Bureau	p. 279
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	p. 279-280
Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat	p. 280-296
24^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 296
Ordre du jour	p. 296
Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	p. 296
7314 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant	
1 ^o la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et	
2 ^o la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale	p. 296-301
Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	p. 301
7393 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte	p. 301
Motion de M. Laurent Mosar relative au respect et à la défense du principe des « Spitzenkandidaten » lors de la désignation du prochain président de la Commission européenne	p. 301-303

ugeet, mengen ech, sollt een an der Diskussioun awer zwou Saachen ausereenhalen: Engersäits gëtt et déi formal Prozedur, wéi se och elo duergeluecht ginn ass. Et ass eng Proposition vum Conseil, déi da muss vum Europaparlament validéiert ginn.

Déi Diskussioun ronderëm d'Spätzekandidaten ass notament am Europaparlament gefouert ginn, an d'Parlament ass Institutioun huet sech relativ kloer dozou expriméiert. A wann ee sech ukuckt, wéi bei diesen Europawahlen déi eenzel Parteifamillje sech opstellen, da stellt ee fest, datt eigentlech jiddweree mat Spätzekandidat schaff, och mir als Lénk. Mir sinn an der European Left, an do hu mer den Nico Cué an d'Violeta Tomić als Spätzekandidaten, fir President vun der Kommissioun ze ginn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Duerfir, Här President ...

Dir kënt vläicht op Ärer rietser Säit, Här Bodry, déi gréng froen, déi hunn dann en äänleche Problem.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ech hat geduecht, Här Bettel, d'Madamm Vestager wär Är Spätzekandidatin.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Majo, Dir kënt mech dann herno nach weider opklären.

Den Haaptpunkt ass awer, an do verstinn ech éierlech gesot awer net d'Konklusioun vun deem, wat den Här Bodry an d'Madamm Lorsché soe par rapport zu deser Motioun: Dës Motioun freet eigentlech d'Regierung, d'Positioun vum Parlament, déi d'Europaparlament ageholl huet, innerhalb vum Conseil ze verteidegen, a just als allerleschte Recours, wa wierklech keng aner Optioun do ass, en anere Wee ze goen.

Duerfir mengen ech, datt een déi hei Motioun wierklech ennerstëtze soll, well se den Ausdrock ass an d'Ennerstëtzung géif ginn, deen demokratische Poids, deen d'Europaparlament probéiert, sech selwer ze ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech probéieren elo net nach eng kéier, op dee Civiquesours anzegoen. Mir wëssen, wéi d'Rolleverdeelung an den Traitée geregelt ass. An

trotzdeem, wa mer wëllen Demokratie liewen, wa mer wëllen e Parlament a senger Roll stäerken, wa mer wëllen d'Veutraue vun de Biergerinnen a Bierger an d'Prozeduren, déi vu Bréssel oder Stroosbuerg kommen, stäerken, da musse mer esou Nominatiounen aus dem Hannerzëmmer (veuillez lire: esou Nominatiounen aus dem Hannerzëmmer vermeiden). An ech bezeichnen de Conseil zu engem Deel do als Hannerzëmmer, deen awer méi ontransparent fonctionnéiert wéi e Parlament, well um Enn vum Dag daagt d'Parlament, wéi och hei üüblech, éffentlech, während de Conseil hanner zouenen Dieren zesummekennt.

Ech mengen, duerfir wär et wichteg, wa mer géifen deen Debat iwwert den nächste Kommissiounspresident éffentlech féieren, net nëmmen am Conseil, mä tatsächlech am Parlament. An duerfir, mengen ech, ass déi Motioun hei och ganz passend.

Wa mer awer och eis eng aner Fro stellen, déi mat de Spätzekandidaten zesummenhänkt, dann ass et d'Fro, datt et haut guer net kloer ass, a wéi enge Parteifamilljen, a wéi engen Allianzen dann déi jeeeweileg Parteien no den Europawahlen iwwerhaapt nach wëllen zesummeschaffen. Ech mengen, bei verschiddeenen ass et ganz kloer, bei aneren ass et vill manner kloer. Dat heescht, ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- De Piraten.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- ... déi Leit, déi haut e Spätzekandidat genannt hunn, hu gläichzäitig awer vläicht de Problem, datt se sech no de Wahlen an enger anerer Fraktioun erëmfannen. Dat ass eppes, wat vläicht e méi fundamentale Problem um europäesche Plang ass, dee mer nieft engem méi transparenten Nominatiounsprozess vun de Spätzekandidaten (veuillez lire: vum Conseilspresident), vum Kommissiounspresident, mä och vun deenen aneren Topposten an der EU missten ugoen.

Mir Piraten plädéiere fir transnational Lëschten. Mir wäre fro, wann de President vun der Kommissioun direkt kéint gewielt ginn. Jo, dat ass e bësse méi revolutionär, mä et géif op alle Fall déi heiten Diskussioun onnëtz maachen.

Nichtsdestotz wäerte mer déi Motioun hei matdroen, well mir mengen, et sollt éffentlech iwwert de Kommissiounspresident debattéiert ginn an net nëmmen am Conseil ronderëm den Dësch hanner zouenen Dieren.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Den honorabelen Här Laurent Mosar hat nach eemol d'Wuert gefrot.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, ech géif vläicht fir d'Éischt nach d'Positioun

vun der gesamter Regierung wëllen héieren, an duerno - ech hunn nach e bëssen Zäit - huelen ech mer nach eng kéier d'Recht, dorobber ze reagéieren.

Merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Selbstverständlech, Här Mosar. Da géif ech d'Wuert ginn un de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Merci, Här President. Jo, tatsächlech ass säit deene leschten Europawahle fir d'Éischt mat där Iddi vu Spätzekandidat bei den Europawahle gehandelt ginn. A wann den Här Mosar selwer seet, et dierft kee President sinn, deen net zur Wahl stoung, sinn ech fro, dass d'Lëtzebuerger Regierung méi flexibel war mat deem haitege President vun der Kommissioun, dee jo och net Kandidat zu Lëtzebuerg war, an dass mir déi Meenung net gedeelt hunn, well soss wier den Här Juncker haut net President vun der Kommissioun, well den Här Juncker stoung net zur Wahl hei zu Lëtzebuerg fir d'Europawahlen. Mä ech mengen, dass dat net d'Ursach war, fir elo derfir oder dergéint ze sinn.

De Fait ass elo tatsächlech, dass d'Partei sech géeneegt hunn, fir esou e System wëllen anzeféieren. A fir et nees op d'Parteien zrëckzebréngen: Et ass souguer eng Partei, déi Member ass vun der EVP, mä elo zwar e bëssen en pause gesat ginn ass, mä de Fidesz, zum Beispill, deen huet virun zwou Woche gesot, dass en elo zum Beispill den Här Weber net méi géif ennerstëtzen, mä als Partei - als Partei! Doweinst, et sinn d'Parteien, déi sech géeneegt hunn, fir esou e System ze hunn.

Ech hu virun am Geck dem Här Baum gesot, dass zum Beispill d'ALDE siwe Leit, also e Kompetenzteam vu siwe Leit huet, déi se opgesat huet. Déi eng hunn een, déi aner hunn der zwee. Ech mengen, et sinn eng Retsch vu Spätzekandidaten, déi mer jo kennen, an aner, déi mer manner kennen.

De Fait ass: Am Moment ass et deen Automatismus, dee vu Verschiddene vläicht virun der Kamera zitëiert gëtt, oder och net virun der Kamera, mä bannen zitëiert gëtt, deen einfach Problemer stellt. An haut ass d'Diskussioun déi: Ass deen dote System dee richtegen?

Ech perséinlech sinn der Meenung, dass eng transnational Lëscht oder eben e Vott an deene 27 Länner eng Méiglechkeet ass, déi ee soll diskutéieren, jo, déi ee soll diskutéieren. Et ass am Europaparlament jo net ugeholl ginn. Do war eng Diskussioun wéinst de Britten, déi jo d'Europaparlament verloossen, wou Plaze fräi wäeren, a wou dann och esou e Spätzekandidat kéint un enger Spëtzt vun enger transnationaler Lëscht sinn. Dat ass eng Iddi.

Aner Kollege si komm mat der Iddi, dass d'Leit deem Kandidat do dann, niewent deenen nationale Parteien, och nach kéinten eng Stëmm ginn. Dat wär eng Legitimitéit, déi am Moment an der Diskussioun wier, wann dat dann e Poids hätt, fir dass deen da vun deene 500 Milliounen Awunner, déi e soll vertrieben, och eng Légitimité électorale hätt.

Et steet och tatsächlech fest, dass - ech weess elo net, wien et gesot huet, ech mengen, den Här Clement - d'Kompositiounen vun de Familles politiques iwwerhaapt nach net fest sinn. An et soll een net mengen, dass dat den Dag no de Wahle fest ass. Och den 28., wa mir zesummekommen, sinn d'Gruppen am Europaparlament iwwerhaapt nach net gemaach - iwwerhaapt nach net gemaach!

Dir wësst jo, dass et elo Diskussiounen gëtt, dass vläicht verschidde Leit deen een oder anere Grupp wëlle verloossen, anere Gruppe sech wëlle créieren. Dat heescht, iwwerhaapt schon, fir ze soen, dass den Dag vun de Wahle muss festgehale ginn, wien deen nächste Kandidat ass a wien deen nächste Kommissiounspresident, dass dat falsch ass.

Wat wichteg ass tëschent den Institutiounen: Am Moment hu mer Traitée. An ech mengen, den Här Bodry huet et ganz richtig gesot, an d'Madamm Lorsché och: Mir hunn Traitée. D'Traitée gesinn eng Prozedur vir. An ech sinn der Meenung, dass des Regierung déi Traitée och ze respektéieren huet, esou wéi d'Gesetzgebung se virgesäit.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Premierminister. Da géif ech d'Wuert nach eng kéier zrëckginn un den honorabelen Här Laurent Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Also de Mëtteg sinn zwou e bësse méi aussergewéinlech Saache passéiert. Ech hu sielen eng Motioun, wou praktesch jiddweree mam Contenu d'accord war, ausser dem Här Kartheiser, deen eng aner Meenung huet. Mä all déi aner Kollegen, déi dozou d'Wuert ergraff hunn, hunn eigentlech en faveur vun där

Motioun geschwat. Dat heescht, déi Motioun misst eigentlech, ausser de Stëmme vun der ADR, vun der gesamter Chamber gestëmmt ginn.

Zweetens huet den Här Baum, besser wéi ech dat kéint maachen, d'Positioun vu mengem Grupp hei duergeluecht. En huet näamlech op e wesentlechen - e wesentlechen! - Punkt hei insistéiert, an dorobber wollt ech och nach eng kéier kommen:

Här Premier, hei geet et net drëm, wat fir eng Partei, wat fir eng Fraktioun, wat fir eng Positioun huet. Dir vertritt hei d'Regierung am Ganzen. Dir vertritt och herno d'Regierung beim Conseil européen. A mir hätte gär - an ech hu verstanen, praktesch all aner Fraktiounen -, datt Dir do de Prinzip vum Spätzekandidat mat verteidegt!

Bien entendu wësse mer net, wéi déi Wahlen ausginn. Mir wëssen net, wéi d'Kompositiounen sinn. Mä et ass jo net dat, wat mir froen, Här Statsminister. Mir froen, datt hei e Prinzip, deen eis alleguerte wichteg ass, deen dem Europaparlament wichteg ass, vun der Regierung - an déi vertritt Dir, Här Statsminister - bei deem Conseil européen vertruede gëtt, net méi an net manner!

Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ... Dat ass och Civique, éischt Trimester. Wann dat do ofgeleent gëtt an all Parlament, huet dat eng offiziell Stellungnam gemaach.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Duerno de Vote par procuration.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, eng Ofleennung ass keng Stellungnam.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dach, dach, Här Bodry, dach, dach!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, neen!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dir sot eppes aneres hei um Mikro, wéi Der an der Motioun ausdréckt. Genau dat ass et!

(Brouhaha)

Mir hu ganz gutt nogelauschtert, ganz gutt nogelauschtert!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- D'EVP soll de Weber-Problem selwer léisen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter; MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch;

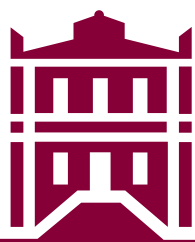
MM. Carlo Batsch, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënt muer nees um zwou Auer zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

► **Une voix.**- Très bien!

(La séance publique est levée à 15.47 heures.)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0430	Marc Lies	Finances communales	0614	Marc Goergen	Avertissements taxés
0443	Sven Clement	Réserve foncière	0616	Gilles Roth, Martine Hansen, Léon Gloden	Immixtion d'un ministre dans une affaire judiciaire
0444	David Wagner, Marc Baum	Garantie pour la jeunesse	0617	Marc Goergen	Tablettes
0484	Marc Goergen	Systèmes d'exploitation utilisés par le secteur public	0619	Marc Goergen	Adhésion à l'OTAN et stockage d'armes nucléaires en Europe
0497	Gilles Roth	Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire	0620	Marc Goergen	Incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019
0536	Félix Eischen	Carte grise	0621	Mars Di Bartolomeo	Implants mammaires
0551	Martine Hansen	École nationale pour adultes	0623	David Wagner	Procédures visant les cas de harcèlement au sein de la fonction publique
0563	Jeff Engelen	Problématique des trains supprimés	0624	Fernand Kartheiser	Rééquipement de véhicules à moteur diesel
0566	Alex Bodry	Évaluation de la loi sur l'euthanasie	0625	Sven Clement	Airbnb
0567	Mars Di Bartolomeo	Changement d'heure saisonnier	0626	Martine Hansen	Épreuves standardisées
0568	Gilles Roth	Politique de la majorité gouvernementale	0627	Yves Cruchten	Voitures immatriculées au Luxembourg et émissions de CO ₂
0573	Marc Goergen	Emballages en plastique	0628	André Bauler	Médecins
0574	Gilles Roth	Réseaux de communication	0629	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'abolition du vote unanime en matière de fiscalité de l'énergie et de l'environnement
0578	Martine Hansen, Michel Wolter	Projet Google	0630	Mars Di Bartolomeo, Marc Angel	Réduction de la TVA sur les bicyclettes
0579	Laurent Mosar	Durcissement du droit pénal du Brunei	0632	Diane Adehm	Pollen
0581	Fernand Kartheiser	Violence à l'école	0633	Marc Goergen	Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement
0582	Mars Di Bartolomeo	Vaccin contre la grippe	0634	Fernand Kartheiser	Réseau 5G au Luxembourg
0583	Yves Cruchten	Infrastructure et équipement de l'enseignement fondamental	0635	André Bauler	Détérioration de la couche de roulement de la N7
0584	Laurent Mosar	Déplacement en Chine	0637	Roy Reding	Animaux domestiques pour les maisons de retraite
0585	Sven Clement	Collaboration entre « Sesame Credit » et le consulat luxembourgeois	0638	Yves Cruchten	Déduction de dons
0586	Marc Goergen	Chantier sur la collectrice de Pétange	0639	Diane Adehm	Réforme fiscale
0587	Fernand Kartheiser	Signes national-socialistes lors d'un match de football international	0641	Serge Wilmes	Incendie de Notre-Dame de Paris
0588	Dan Biancalana	PAG « nouvelle génération »	0642	Josée Lorsché	Collaboration des services d'éducation et d'accueil avec les associations sportives et culturelles
0589	Serge Wilmes, Claude Wiseler	Fonds souverain intergénérationnel	0643	Claude Wiseler	Zone d'activités économiques « Wolser »
0590	Sven Clement	Détenus à Schrassig	0644	Jeff Engelen	Registre de commerce et des sociétés
0591	Marc Hansen, Josée Lorsché	Déploiement du réseau 5G à Luxembourg	0645	André Bauler, Gusty Graas	Limite d'âge pour les médecins
0592	Marc Goergen	Précarité des sans-abri	0646	Gilles Baum	Supplément personnel de traitement des policiers
0593	Yves Cruchten	Opération Sophia	0648	Michel Wolter	Clôture contre la peste porcine africaine
0594	Nancy Arendt épouse Kemp	Arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres	0650	Jeff Engelen	Sécurité alimentaire
0595	Marc Goergen	Mineurs détenus aux centres pénitentiaires luxembourgeois	0651	Paul Galles	Offices sociaux
0596	Fernand Kartheiser	Avions gros-porteurs	0652	Laurent Mosar	Position luxembourgeoise relative au pouvoir en Libye
0597	Georges Engel	Projet au château de Sanem	0654	Martine Hansen, Emile Eicher	Plan d'aménagement général (PAG)
0598	Marc Baum	Dépôt militaire à Sanem	0656	Marco Schank	Plan d'aménagement général (PAG)
0599	Sven Clement	Code de déontologie pour les élus locaux	0657	Yves Cruchten	Chenille processionnaire
0600	Mars Di Bartolomeo	Jeunes artisans embauchés par l'État et les communes	0658	Laurent Mosar	Agrément pour les sociétés FinTech
0601	Yves Cruchten	Panneaux d'affichage électronique	0659	Henri Kox	Ressources d'eau souterraine
0602	Fernand Kartheiser	Situation des réfugiés	0661	Sven Clement	Nouveaux hélicoptères pour la Police grand-ducale
0603	Fernand Kartheiser	Hausse des tarifs postaux	0663	Mars Di Bartolomeo	Nouvelle « Fixerstuff » à Esch-sur-Alzette
0604	Mars Di Bartolomeo	Consommation d'antibiotiques	0664	Sven Clement	Adaptation du Code de la route à la mobilité électrique
0605	Henri Kox, Josée Lorsché	Rejets de la centrale nucléaire de Cattenom	0665	Mars Di Bartolomeo, Lydia Mutsch, Franz Fayot	Halle des soufflantes à Belval
0606	Henri Kox	Promotion du bois comme matériau de construction	0667	Carole Hartmann	Dons d'organes
0607	Josée Lorsché	Progression de la myopie au Luxembourg	0669	Carole Hartmann	Randonnée VTT Mill-Man-Trail
0608	Laurent Mosar, Gilles Roth	Récupération de TVA dans le contexte de la gratuité des transports publics	0674	Marc Baum	Reconnaissance des Pacs étrangers
0609	Jeff Engelen	Navires battant pavillon luxembourgeois	0675	François Benoy	TVA sur les couches en tissu
0610	Jeff Engelen	Contrôles du transport fluvial de marchandises sur la Moselle	0676	Georges Mischo	Fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette
0611	Viviane Reding	Politique luxembourgeoise vis-à-vis de la Roumanie	0679	Aly Kaes	Ancienne cité militaire à Diekirch
0612	Yves Cruchten	Élections européennes	0680	Aly Kaes	Indice social
0613	Marc Goergen	Émoluments touchés par les administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme			



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0689	David Wagner	Devoir de diligence	0696	François Benoy	Dégâts causés par des gelées tardives
0690	André Bauler	Construction d'un internat pour le Lycée Edward Steichen à Clervaux	0713	Marc Goergen	Publications des autorités gouvernementales
0691	Gilles Baum	Dégâts causés par des gelées tardives	0717	Diane Adehm	Réforme fiscale
0692	Laurent Mosar, Gilles Roth	Présomption d'innocence et secret d'instruction	0718	Dan Biancalana	Plans directeurs sectoriels (PDS)
0693	Laurent Mosar, Gilles Roth	Mendicité en réunion	0721	Jeff Engelen	Chiens d'assistance
0694	Léon Gloden, Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch	Dégâts causés par des gelées tardives	0722	Marc Angel, Yves Cruchten	Carte européenne d'invalidité
			0724	Jeff Engelen	Contrôles de diesel

Question 0430 (28.02.2019) de M. Marc Lies (CSV) concernant les finances communales :

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes. Les communes viennent de recevoir le décompte de l'année 2018.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2018 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'Impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2018 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2018 ?

- Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015, 2017 et 2018 ?

Réponse (29.03.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs de ce fonds, qui regroupe une partie des recettes de l'Impôt commercial communal à savoir :

1. une dotation forfaitaire
2. la population ajustée (82 % de la dotation)
3. les emplois salariés (3 %)
4. l'indice socio-économique (9-10 %)
5. les logements sociaux (0-1 %)
6. la superficie totale ajustée (5 %).

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'Impôt commercial communal ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales.

Par ailleurs la réforme des finances communales a supprimé la participation des communes dans le coût des rémunérations du personnel de l'enseignement fondamental, compensée, en partie, par la suppression de la contribution de l'État au financement de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires communaux.

Pour compléter, un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales des années 2015, 2017 et 2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Je tiens cependant à ajouter que les chiffres demandés ne permettent pas d'évaluer la réforme des finances communales vu qu'il échet d'apprécier les différents éléments de la réforme décrits ci-avant, dans leur ensemble.

Ainsi, comme annoncé par le Gouvernement précédent, les effets de la réforme des finances communales seront évalués en 2020.

De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes des années 2015, 2017 et 2018, telles que de-

mandées par l'honorable Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective.

Question 0443 (04.03.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la réserve foncière :

No der Presentatioun vun der Etüd vum LISER zur sougenannter „réserve foncière“ huet de Maître Georges Krieger op RTL behaupt, datt e Gros vun der mobiliséierbarer Reserv an den Hänn vum Stat a virun allem vum Fonds du logement wier.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Wunnengsbauministesch dës Froe stellen:

- Wéi vill Parzelle vu wéi vill Surfacen, déi nach net bebaut sinn, sinn haut am Besëtz vum Fonds du logement? Wgl. als Lëscht mat: Kadasternummer / Surfacen / mat enger Indikatioun, ob se am PAG leien, mat Indikatioun vun der Zon (HAB1, HAB2, ...), respektiv mat enger Nott, ob schonns e PAP besteet / dem Joer vun der Acquisitioun / dem Präis pro Ar vun der Acquisitioun.

- Wéi vill Parzelle vu wéi vill Surfacen, déi nach net bebaut sinn, sinn haut am Besëtz vum SNHBM? Wgl. als Lëscht mat: Kadasternummer / Surfacen / mat enger Indikatioun, ob se am PAG leien, mat Indikatioun vun der Zon (HAB1, HAB2, ...), respektiv mat enger Nott, ob schonns e PAP besteet / dem Joer vun der Acquisitioun / dem Präis pro Ar vun der Acquisitioun.

- Wéi vill Parzelle vu wéi vill Surfacen, déi nach net bebaut sinn, sinn haut am Besëtz vum Fonds de Kirchberg? Wgl. als Lëscht mat: Kadasternummer / Surfacen / mat enger Indikatioun, ob se am PAG leien, mat Indikatioun vun der Zon (HAB1, HAB2, ...), respektiv mat enger Nott, ob schonns e PAP besteet / dem Joer vun der Acquisitioun / dem Präis pro Ar vun der Acquisitioun.

- Wéi vill Parzelle vu wéi vill Surfacen, déi nach net bebaut sinn, sinn haut am Besëtz vum Fonds Belval? Wgl. als Lëscht mat: Kadasternummer / Surfacen / mat enger Indikatioun, ob se am PAG leien, mat Indikatioun vun der Zon (HAB1, HAB2, ...), respektiv mat enger Nott, ob schonns e PAP besteet / dem Joer vun der Acquisitioun / dem Präis pro Ar vun der Acquisitioun.

- Wéi vill Parzelle vu wéi vill Surfacen, déi nach net bebaut sinn, sinn haut am Besëtz vum Fonds d'assainissement de la cité Syrdall? Wgl. als Lëscht mat: Kadasternummer / Surfacen / mat enger Indikatioun, ob se am PAG leien, mat Indikatioun vun der Zon (HAB1, HAB2, ...), respektiv mat enger Nott, ob schonns e PAP besteet / dem Joer vun der Acquisitioun / dem Präis pro Ar vun der Acquisitioun.

Réponse commune (20.05.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

A senger Nott Nummer 22 berechent den Observatoire de l'habitat fir d'Joer 2016 de Potentiel foncier fir Logement zu Lëtzebuerg op 2.846 ha. Dat sinn Terrainen, déi am Bauperimeter fir Wunnengsbau leien, awer nach net bebaut sinn.

Vun dësen 2.846 ha Baulandpotential sinn 89,1 % am Besëtz vu private Propriétaires (dovunner Privatpersounen: 64 %, Gesellschaften: 15,7 % a gréisstendeels privat Copropriétaires: 9,4 %). Weiderhi leie 6,1 % vun deene Surfacen an der Hand vun de Gemengen a jeeeweils nëmmen 2 % an der Hand vun der SNHBM an dem Fonds du logement.

De Fonds du logement verfüügt zurzäit iwwer e Baupotential vun ronn 70 ha op den Industriefrichen op der Diddelenger Schmelz an zu

Wolz. Ausserdeem ass de Fonds du logement Propriär vu ronn weideren 55 ha. Do ginn d'zäit op 22 ha Projeten am Wunnengsbau realiséiert an op 33 ha gi PAPen ausgeschafft.

D'Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) verfüügt zurzäit iwwer e Baupotential vu ronn 51,5 ha, wouvunner awer 26 ha am Kader vum Projet Elmen amgaange si bebaut ze ginn a bei ronn 8 ha de PAP nach net ofgeschloss ass. Bei de ronn 17 ha, déi doriwwer eraus nach zur Verfügung stinn, ass an de meeschte Fäll eng Konstruktioon an der Planung.

De Fonds de Kirchberg ass Propriétaire vun enger Rei Terrainen, déi d'zäit net ausschliesslech als Bauterrain parzelléiert sinn, mä wou zum Deel Stroossen driwwer lafen oder provisoresch Konstruktioonen dorobber stinn. Dofir sinn déi Zuelen net vergläichbar mat deene vum Fonds du logement an der SNHBM. Op de respektive Kadasterparzelle sine d'Sitte vun dem deemolegen Eurocontrol, dem Site wou dem Institut national des langues temporär ënnerbruecht war, dem Bâtiment Jean Monnet T (transitoire) niert dem Parking Adenauer, an och déi vum Parc central du Kirchberg, dem Parc Réimerwee an dem Parc Klosegrënnchen. Ausserdeem lafen deelweis folgend Stroossen iwwert déi betraffe Kadasterparzellen: Rue L. Hengen, Bd K. Adenauer, Bd Pierre Frieden, Rue A. De Saint-Exupéry, Rue des Coquelicots, Rue du Fort Thüngen an d'Rue des Labours.

De Fonds de Kirchberg verfüügt d'zäit iwwer 91 ha, vun deenen awer nëmmen 30 ha Nettofläch fir de Wunnengsbau kënnen genotzt ginn. Dozou gehéieren de PAP NQ Kuebeberg, de PAP NQ JFK Sud, de PAP NQ Laangfur an de PAP NQ Grünewald Ouest.

De Fonds Belval huet eng Rei Projeten um Lafen, dovunner ass awer nëmmen am Fall vum Projet „Porte de France“ virgesinn, Wunnengen ze bauen. Déi véier Tierm vun dësem Projet leien op enger Parzell vun 82 Ar, déi awer och op 21 Ar reservéiert ass fir d'Maison des sciences humaines an eng zukünfteg Erweiderung vun der Universitéit.

De Fonds d'assainissement de la cité Syrdall ass Propriär vu ronn 4,5 ha. Op dësen Terrainen ass en neie PAP an Ausaarbechtung, deen an den nächste Wochen an d'Prozedur geet an de Bau vun enger Rei Een- a Méifamiljenhaiser virgesäit.

Déi weider Donnéeën zu der Klasséierung vun den eenzele Parzellen am Kader vum PAG an de respektive Kafpräis sinn effentlech Donnéeën, déi den honorabelen Deputéierte beim Kadasteramt oder um Geoportail, respektiv beim Hypothéikebüro vum Enregistrement kann nofroen.

An der Annex fënnt den honorabelen Deputéierten d'Kadasternummere vun den net bebauten Parzellen, déi am Besëtz vun den ënnerschiddlechen effentleche Fonge sinn an déi wéinstens zum Deel fir Wunnzwecker genotzt kënnen ginn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0444 (04.03.2019) de MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk) concernant la Garantie pour la jeunesse :

En avril 2013, le Conseil européen de l'Union européenne a recommandé aux États membres de « veiller à ce que tous les jeunes de moins de 25 ans se voient proposer un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'ensei-

gnement formel. »¹ Ce dispositif dénommé Garantie pour la jeunesse est depuis censé être un instrument de l'Union européenne et de ses États membres dans la lutte contre le décrochage scolaire et pour une réduction du taux de pauvreté et d'exclusion sociale de la population européenne, notamment des jeunes âgés de moins de 25 ans.

Au Luxembourg, le plan de mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse a été présenté en mai 2014 dans un contexte d'un chômage global de 7 % et d'un chômage de jeunes se situant à 15,5 %. Presque cinq ans après la mise en place de la Garantie pour la jeunesse, le chômage des jeunes se situe toujours à 11,9 %² et n'a pas diminué au même rythme que le chômage global qui se situe actuellement à 4,9 %. En effet, il ressort des bilans de l'ADEM que - malgré une tendance positive - le nombre d'inscriptions à la Garantie pour la jeunesse n'a pas sensiblement diminué depuis son entrée en vigueur et s'est situé à 3.237 en 2016 et à 2.014 pour les neuf premiers mois de l'année 2017³. En dépit de l'évolution du nombre de ses bénéficiaires, la mise en place de la Garantie pour la jeunesse prévoit la création de nombreux programmes et offres à destination des jeunes ainsi que l'interaction de tout un éventail d'acteurs publics et privés et d'acteurs sociaux chargés de guider les jeunes demandeurs d'emploi dans leurs démarches.⁴

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est chargé de la coordination générale du dispositif et de tous les acteurs tandis que des agences publiques nationales et/ou locales (ALJ), sont responsables de la formation et de l'accompagnement des jeunes en vue de leur réintégration scolaire ou de leur intégration sur le marché du travail. En l'occurrence, l'ADEM est compétente pour les jeunes à la recherche d'un emploi, le Service de la formation professionnelle et l'Action locale pour jeunes le sont pour ceux et celles qui veulent reprendre leurs études, et le Service national de la jeunesse (SNJ) entre en compétence pour l'accompagnement des jeunes qui ont besoin d'aide avec la définition de leur projet professionnel. Après la fusion en 2017 du SNJ et de l'ALJ, dans le contexte de leur regroupement au sein de la nouvelle Maison de l'orientation avec d'autres acteurs publics, chargés de l'orientation des jeunes, le paysage des acteurs de la Garantie pour la jeunesse est désormais plus centralisé.

Il s'avère pourtant difficile de connaître le détail du fonctionnement du dispositif de la Garantie pour la jeunesse et ainsi d'apprécier son succès et ses faiblesses. De même, le plan de mise en œuvre du dispositif en question prévoit des évaluations et améliorations continues des offres. Pourtant un tel bilan n'a pas encore été réalisé ou du moins pas rendu public.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Le dispositif de la Garantie pour la jeunesse est-il continuellement évalué ? Dans l'affirmative, quels acteurs sont impliqués dans cette évaluation et quels en ont été les résultats ?
- 2) Les personnes concernées par la Garantie pour la jeunesse - les jeunes de moins de 25

¹ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013H0426\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013H0426(01)&from=EN)

² Eurostat

³ <http://adem.public.lu/de/publications/adem/2018/rapport-annuel-succinct/Annual-report-2017.pdf>

⁴ <https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/actualites/communiqués/2014/06-juin/26-garantie/plan.pdf>



ans - sont-elles impliquées dans cette évaluation tel que recommandé par le Conseil européen ?

3) Dans l'affirmative à la question 1), quels enseignements ont pu être tirés de ces évaluations et quelles adaptations ont été faites suite aux évaluations réalisées depuis 2014 ?

4) Parmi les acteurs œuvrant de différentes manières dans le cadre du dispositif de la Garantie pour la jeunesse, quels en sont précisément les missions et comment se répartissent exactement les responsabilités entre ces acteurs quant à l'application du dispositif en question ?

5) Quel est l'organigramme précis de la coordination du dispositif susmentionné et selon quelles règles/instructions se déroule la coopération entre les différents acteurs responsables de l'encadrement des jeunes bénéficiaires de la Garantie pour la jeunesse ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations sur l'effectif du personnel chargé de l'encadrement et du suivi des jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre de la Garantie pour la jeunesse pour chacun des acteurs impliqués (ADEM, SNJ, respectivement ALJ) ? Messieurs les Ministres estiment-ils que ces effectifs soient suffisants ou que l'encadrement puisse être amélioré avec des effectifs plus importants ?

7) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse peut-il nous informer sur les répercussions de la fusion de services des ALJ et SNJ en termes d'attribution de nouvelles responsabilités face à l'encadrement et l'accompagnement des jeunes ? Que reste-t-il des compétences attribuées auparavant à l'ALJ avant son intégration au sein du SNJ ?

8) Comme l'actuel accord de coalition prévoit une restructuration du Service national de la jeunesse, dans l'objectif de créer un département entièrement dédié à l'éducation non formelle, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale peut-il nous informer des éventuels changements qu'une telle restructuration implique pour les services actuellement hébergés à la Maison de l'orientation ?

9) Monsieur le Ministre peut-il nous dire s'il existe un cadre de référence précis pour la coordination de ces différents services ?

10) Quel est le service qui gère en première instance la répartition des personnes demandeurs vers les services compétents ?

11) Au sein de chaque service hébergé à la Maison de l'orientation, quel est le nombre d'effectifs et quelles sont leurs qualifications requises ?

12) Combien de temps d'attente y a-t-il en moyenne entre l'inscription d'un jeune demandeur d'emploi à la Garantie pour la jeunesse et son premier rendez-vous avec un conseiller ou une conseillère de l'ADEM ou d'un autre ser-

vice compétent ? Les jeunes demandeurs d'emploi peuvent-ils bénéficier d'un encadrement de la part de l'ADEM ou d'un autre service durant cette période ?

13) Quelles sont les modalités de sanction en cas de non-respect des obligations de suivi ? Combien de jeunes demandeurs d'emploi ont été concernés par une sanction en 2017 et comment le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a-t-il évolué depuis la mise en place de la Garantie pour la jeunesse ?

14) Les jeunes ayant abandonné, peuvent-ils encore profiter d'un encadrement de la part des acteurs impliqués dans le dispositif ? Dans l'affirmative, quel acteur prend en charge cet encadrement et quelles en sont les modalités ?

15) S'agissant d'une garantie pour la jeunesse, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'exclusion de jeunes du dispositif constitue une contradiction, surtout parce que les jeunes de moins de 25 ans sont exclus du Revenu d'inclusion sociale ?

16) Comment vos ministères respectifs définissent-ils une offre de qualité ? Un stage est-il considéré comme une offre de qualité ? Quelle est la part des contrats à durée indéterminée parmi les offres de qualité ?

17) Pouvez-vous nous indiquer le nombre de jeunes ayant accepté un stage ?

18) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer à l'aide d'informations précises quels sont actuellement les secteurs d'emploi où les jeunes de moins de 25 ans, concernés par la Garantie pour la jeunesse, sont le plus représentés ?

19) Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations concernant l'impact des contrats d'appui-emploi et d'initiation à l'emploi sur l'accès des jeunes de moins de 25 ans à un emploi stable ?

Les bulletins mensuels de l'ADEM sur l'évolution du chômage ne tiennent actuellement pas compte du chômage des jeunes de la tranche d'âge de 16 à 25 ans, mais ne fournissent que des informations sur le chômage des personnes âgées de moins de 30 ans. Ainsi, il n'est pas possible de connaître la durée d'inscription au chômage, ni la durée d'inactivité et le niveau de diplôme des jeunes de moins de 25 ans.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

20) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la prise en compte dans les bulletins mensuels du nombre de chômeurs dans la tranche d'âge de 16 à 25 ans serait utile afin de pouvoir suivre plus régulièrement l'évolution du chômage des jeunes de moins de 25 ans ainsi que les effets de la Garantie pour la jeunesse ?

21) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les chiffres concernant l'évolution du chômage des jeunes de moins de 25 ans depuis la mise en place de la Garantie pour la jeunesse, de préférence sous forme d'un graphique ?

22) Monsieur le Ministre peut-il également nous fournir des données sur l'évolution des durées d'inscription au chômage et d'inactivité ainsi que sur le niveau de diplôme des jeunes demandeurs d'emploi depuis la mise en place du dispositif ?

Réponse commune (17.06.2019) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

La Garantie pour la jeunesse est une initiative européenne des ministres en charge de l'Emploi. Au Luxembourg le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a été associé à l'initiative.

Le Gouvernement vise ainsi à soutenir deux publics cibles, à savoir d'un côté les jeunes qui veulent accéder à l'emploi et de l'autre côté les jeunes qui ont quitté l'école sans encore savoir s'ils désirent commencer à travailler ou bien entamer une nouvelle formation.

ad 1) Le Service national de la jeunesse (ci-après SNJ) offre aux jeunes du conseil et des alternatives à l'inactivité (par exemple par le biais des ateliers, services volontaires, parcours formation). Le Service volontaire a été évalué sur la période de 2008 à 2011. Une évaluation du parcours formation est actuellement en cours et dont le rapport est attendu pour fin 2019. L'offre des ateliers constituant une offre « bas seuil » est constamment adaptée aux besoins des jeunes alors qu'une évaluation externe n'est pas prévue. Le SNJ a aussi lancé une étude sur les jeunes NEET (« Not in Education, Employment or Training ») afin de mieux connaître les besoins des jeunes en difficulté d'insertion. Le rapport final de ce projet de recherche publié en 2017 a non seulement permis d'identifier les jeunes à risque, mais indique

également des recommandations d'intervention publique dans différents champs d'intervention : petite enfance, jeunesse, éducation, marché de l'emploi et social.

Depuis 2016, les maisons de jeunes conventionnées avec l'État offrent la méthode d'intervention « outreach », une méthode spécifique de travail éducatif mobile de proximité visant à repérer les jeunes NEET de longue durée et à les encourager à s'adresser à un des partenaires tels le SNJ ou l'ADEM afin de bénéficier d'une mesure spécifique de la Garantie pour la jeunesse. Initialement conçu comme projet pilote, le projet a été évalué par l'Université du Luxembourg et vu les effets positifs sur les jeunes et l'évaluation positive par les jeunes eux-mêmes, la méthode de « outreach » a été pérennisée au sein des maisons de jeunes pilote. Le MENJE compte étendre le concept à d'autres maisons de jeunes intéressées.

De même, le rapport sur la jeunesse 2015 de l'Université du Luxembourg comprenait une large analyse des offres soutenant les jeunes vers l'autonomie. D'une manière générale, les évaluations ont démontré le bien-fondé des offres et ont mis l'accent sur l'importance de la qualité des offres proposées en fonction du besoin et des aptitudes des jeunes. Le rapport a également souligné l'importance de la visibilité des différentes mesures et offres pour jeunes. Afin d'améliorer l'information sur les offres et mesures disponibles, un catalogue systématique sur l'ensemble des mesures au Luxembourg, s'adressant aux jeunes ainsi qu'aux professionnels du secteur socio-éducatif et de l'emploi, est actuellement en élaboration par l'Université du Luxembourg avec le support du Fonds social européen et du MENJE.

La Commission européenne demande en outre une fois par année des statistiques sur le nombre des participants. Ces statistiques sont publiées dans le rapport annuel de l'ADEM et renseignent sur les chiffres-clés de la Garantie pour la jeunesse.

ad 2) Dans le cadre du dispositif de participation des jeunes à la politique du Gouvernement, une consultation avec les quatre organisations de jeunesse, à savoir le Parlement des jeunes, le Conseil supérieur de la jeunesse, la Conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise (CGJL) et la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL), a été menée entre octobre 2013 et avril 2014 au sujet de la Garantie pour la jeunesse. Afin de présenter les résultats de cette consultation aux acteurs politiques et acteurs du monde du travail, une table-ronde dite « Jugenddësch » a eu lieu le 15 mai 2014 au siège fédéral de la Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg (FNEL) guides et scouts en présence du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Claude Meisch et du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit.

La deuxième table-ronde « Jugenddësch » sur la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse au Luxembourg eut lieu le 24 octobre 2016. La rencontre a réuni les jeunes du Parlement des jeunes, de la CNEL, de la CGJL et les représentants de l'Entente des gestionnaires des maisons de jeunes ainsi que le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Claude Meisch et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit.

L'ADEM a effectué des sondages de satisfaction auprès des demandeurs d'emploi parmi lesquels se retrouvaient également des jeunes demandeurs d'emploi.

Les jeunes ont été impliqués dans l'évaluation et le développement des offres du SNJ (service volontaire, parcours formation) et du projet « outreach ».

ad 3) Un des défis est d'aborder les jeunes qui sont sans emploi ou qui ont quitté l'école ou encore qui ne participent pas à une formation. Le projet pilote « Outreach youth work » de l'Entente des gestionnaires des maisons de jeunes vise à rechercher et à identifier ces jeunes par le travail de rue dans les quartiers et de les accompagner dans leurs démarches. Actuellement, plusieurs communes ont intégré la méthode « outreach » dans leur offre pour les jeunes.

Depuis le lancement de la Garantie pour la jeunesse toute une panoplie d'offres de qualité pour les jeunes demandeurs d'emploi a été créée et améliorée au cours des années afin de répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Ces offres sont également en adéquation avec les besoins du marché du travail.

L'évaluation du Service volontaire a montré que ce dispositif est bien adapté pour une partie des jeunes NEET. Ce programme permet une insertion stable dans une formation ou dans le marché de l'emploi. Pourtant, il a été constaté que certains jeunes, souvent inactifs

depuis une période plus longue, ont du mal à y accéder respectivement abandonnent ce programme. C'était une des raisons principales qui a amené le SNJ à développer une offre « bas seuil », à savoir les ateliers.

En ce qui concerne l'évaluation du parcours formation, les premiers résultats sont encourageants en ce qui concerne la réinsertion scolaire durable des participants. L'évaluation interne des ateliers a démontré que ce dispositif constitue un tremplin vers une offre plus exigeante (service volontaire, mesure ADEM, formation, etc.). En moyenne, 70 % des jeunes dont on dispose d'une information s'insèrent dans une telle mesure.

L'Université du Luxembourg a activement impliqué les jeunes bénéficiaires du modèle d'intervention « outreach » dans l'évaluation du modèle.

ad 4) En ce qui concerne le Pacte « solidarité emploi des jeunes » avec les partenaires sociaux, la coordination est assurée par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS).

L'ADEM, le MENJE et plus particulièrement le SNJ, l'Antenne locale pour jeunes (ALJ) et le Service de la formation professionnelle (SFP) sont responsables pour la mise en œuvre sur le terrain.

Avec la mise en place de la Garantie pour la jeunesse, l'ADEM a repensé son accueil destiné aux jeunes de 16 à 25 ans. Les jeunes bénéficient d'un encadrement pluridisciplinaire grâce à des conseillers spécialement formés afin d'assurer un suivi optimal des jeunes inscrits à l'ADEM.

Au cours de l'année 2018, la Garantie pour la jeunesse a été étendue jusqu'à l'âge de 30 ans. Tous les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans sont dorénavant inscrits et suivis aux trois agences principales de l'ADEM, c'est-à-dire Luxembourg, Esch/Beival et Diekirch⁵.

Il est à noter qu'actuellement, les données qui sont recueillies afin de guider les jeunes dans le programme de la Garantie pour la jeunesse se basent sur la population des moins de 25 ans. Ceci pourra être adapté au cours de l'année 2019.

Tous les jeunes demandeurs d'emploi sont accueillis sur rendez-vous, soit de 30 minutes, soit de 60 minutes en fonction de leur type d'encadrement, partant du principe que le type d'encadrement est défini selon le profil du demandeur d'emploi. Bien que tous les demandeurs d'emploi, indépendamment de leur âge, bénéficient des différents types d'encadrement, seuls les jeunes sont actuellement accueillis sur une base mensuelle avec rendez-vous lors des six premiers mois de leur suivi.

Les différents types d'encadrement sont définis comme suit :

- l'encadrement régulier : le demandeur d'emploi est prêt à intégrer le marché de l'emploi. Il bénéficie d'un suivi mensuel pendant les six premiers mois de son inscription avec un conseiller référent spécialisé en insertion professionnelle. Par la suite, le suivi s'effectue une fois tous les deux mois ;

- l'encadrement modéré : le demandeur d'emploi est proche du marché de l'emploi mais il doit encore fournir des efforts (par exemple, améliorer son niveau en une ou plusieurs langues). Tout comme le demandeur d'emploi en encadrement régulier, il bénéficie d'un suivi mensuel pendant les six premiers mois avec un conseiller référent spécialisé en insertion professionnelle. Par la suite, le suivi s'effectue une fois tous les deux mois. Toutefois, dans l'encadrement modéré le conseiller référent va se baser sur un plan d'action défini qui lui permettra de travailler en collaboration avec le demandeur d'emploi ;

- l'encadrement intensif : le demandeur d'emploi est éloigné du marché de l'emploi. Tout comme pour les autres encadrements, le demandeur est suivi mensuellement au début et de manière plus espacée par la suite, mais cet encadrement se distingue des autres dans la mesure où ce sont des conseillers spécialisés, c'est-à-dire des éducateurs gradués, des assistants sociaux ou des psychologues, qui prennent en charge les demandeurs d'emploi. Les conseillers travaillent avec un plan d'actions étendu sur huit domaines (démarches, facteurs sociaux, mobilité, parcours professionnel, projet professionnel, santé, situation individuelle spécifique et la garde d'enfants) afin de faire évoluer les personnes et de les rapprocher au marché de l'emploi.

Lors du suivi, le jeune se présente alternativement chez son conseiller référent et auprès d'un agent de suivi intermédiaire qui prend note de sa présence et récolte des documents

⁵ Quelques demandeurs d'emploi sont encore encadrés sur les petites agences.



ou des informations destinées au conseiller référent.

Il est important de noter que les demandeurs peuvent changer d'encadrement au cours de leur parcours à l'ADEM. L'idée est que si la personne en encadrement modéré ou intensif a travaillé sur tous les points bloquants relevés dans le plan d'actions et que toutes les difficultés ont été surmontées, la personne pourra donc intégrer le parcours de l'encadrement régulier puisqu'elle est dorénavant prête à regagner le marché de l'emploi.

Par ailleurs, le SNJ, qui a comme mission de soutenir la transition des jeunes vers la vie active, est en charge des jeunes qui ont quitté l'école sans avoir d'idée précise quant à leur avenir. Il s'agit surtout de jeunes décrocheurs scolaires et de jeunes NEET. Le SNJ a mis en place un réseau d'Antennes locales pour jeunes (ALJ) dont la mission est de soutenir les jeunes dans leur transition vers la vie active en offrant information et conseil. Elles proposent également des alternatives à l'inactivité (services volontaires, ateliers, parcours formation). Des stages de découverte et des formations peuvent être organisés en complément des offres susmentionnées. Une autre mission consiste à prévenir le décrochage scolaire des élèves à risque en collaboration avec les lycées de la voie de préparation. L'objectif premier des interventions du SNJ est de développer avec les jeunes un projet personnel réaliste, de déterminer avec eux la voie de formation qui correspond le mieux à ce projet et de les préparer à un retour, voire le maintien à l'école ou une formation qualifiante.

De même, la Maison de l'orientation (MO) a comme mission de faire fonction de guichet unique pour les citoyens cherchant information et conseil par rapport à l'orientation scolaire et professionnelle.

Vu l'évaluation positive, le modèle d'intervention « outreach » a été pérennisé et sera élargi à des maisons de jeunes supplémentaires.

ad 5) La coordination nationale de la Garantie pour la jeunesse est située auprès du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Les représentants de chaque acteur forment le Comité de pilotage de la Garantie pour la jeunesse. Ce comité de pilotage se voit régulièrement afin de discuter des différents aspects du dispositif en vue d'améliorer l'offre proposée aux jeunes.

Par ailleurs, la coopération du dispositif est assurée à travers un comité de pilotage comprenant des représentants de l'ADEM, du SNJ, de la MO, du MTEESS et du MENJE. Les réunions de concertation permettent d'adapter le dispositif de manière continue. Le comité de pilotage est présidé par le MTEESS qui est aussi le correspondant de la Commission européenne en la matière.

Il n'y a pas d'instruction précise qui règle la coopération. Ceci n'a pas été jugé nécessaire vu que les groupes cible des acteurs sont bien définis (jeunes désireux d'accéder à l'emploi / jeunes qui n'ont pas de projet personnel précis), de même que leurs objectifs (accès à l'emploi / retour à l'école ou à une formation qualifiante).

ad 6) Au 31 décembre 2018, l'ADEM comptait 21 conseillers qui s'occupaient exclusivement de l'encadrement et du suivi des jeunes faisant partie du programme. En plus des conseillers, cinq agents administratifs se chargeaient de la gestion des mesures proposées aux jeunes.

Actuellement, le SNJ compte un total de 36 collaborateurs répartis sur ses douze antennes locales. Quatre collaborateurs sont en charge de la coordination et de l'administration des ALJ. Les maisons de jeunes de cinq communes différentes (Differdange, Dudelange, Pétange, Rumelange et Schifflange) occupent au total quatre postes équivalents temps plein. Les effectifs des services sont jugés adaptés à la situation actuelle.

ad 6bis) Par la loi du 22 juin 2017 portant entre autres modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, l'ancienne Action locale pour jeunes a été intégrée au sein du SNJ. L'objectif était de créer des synergies entre deux services qui s'adressaient à un même public cible. Les douze Antennes locales pour jeunes (ALJ) constituent des points de contact, d'information et de conseil pour les jeunes qui connaissent des difficultés, voire des ruptures au niveau des transitions ; elles proposent des activités structurées permettant de découvrir les réalités du monde du travail et d'établir un projet professionnel réaliste (ateliers, services volontaires, stages de découverte) ; elles organisent des parcours de formation visant le développement de compétences sociales ; et elles offrent un accompagnement individuel aux jeunes.

Les ALJ se tiennent également à disposition des parents ou de personnes travaillant avec des jeunes qui cherchent information et conseil en lien avec des jeunes ayant des difficultés au niveau de la transition vers la vie active.

Les douze ALJ sont coordonnées par une responsable, qui convoque les collaborateurs à des réunions de concertation régulières. La responsable coordonne l'action des ALJ avec les lycées et différents services ministériels.

Les collaborateurs des ALJ sont spécialisés chacun dans l'un des axes de travail « conseil », « service volontaire », « ateliers » respectivement « parcours formation ». Il y a une coordination par axe de travail, répartie sur trois agents.

Il convient de souligner que les ALJ ne sont pas centralisées au sein de la MO, mais que seule une des ALJ est installée à cette adresse. En effet, la MO est un regroupement de services et administrations publics actifs dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle. En dehors de la présence sur place à travers une ALJ, le SNJ est représenté dans le comité de pilotage de la MO, présidé par le Service de coordination de la Maison de l'orientation (SCMO). Il contribue à ses actions et prises de décision, ceci non seulement à travers les ALJ, mais aussi à travers d'autres programmes comme par exemple le Service volontaire européen.

ad 7) La restructuration du SNJ, prévue dans le programme gouvernemental, n'affectera pas les missions du SNJ en matière de soutien à la transition vers la vie active.

ad 8) Il est vrai que l'idée initiale était de voir la MO comme instance centrale pour répartir les parties demanderes. Il s'est avéré que ceci ne correspondait pas aux besoins des jeunes et qu'il vaut mieux avoir des points de contact locaux ayant des offres bien définies. Les jeunes qui veulent s'orienter vers l'emploi s'adressent à l'une des trois agences de l'ADEM. Les jeunes qui n'ont pas de plan personnel précis s'adressent à l'une des douze ALJ. Étant donné que l'ADEM et le SNJ concertent leurs actions et connaissent les offres de l'autre partie, les collaborateurs orientent facilement les jeunes vers le service qui est le mieux approprié pour répondre à leur demande.

ad 9) Le cadre de référence est la loi du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant : 1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires ; 2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques ; 3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI : De l'enseignement secondaire) ; 4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ; 5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire ; 6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue ; 7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote ; 8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ; 9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers ; 11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée ; 12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 13) l'article L.622-18 du Code du travail (ci-après la loi du 22 juin 2017).

ad 10) En réponse à la question n° 10, il y a lieu de se référer à la loi du 22 juin 2017 citée ci-avant qui prévoit à l'article 4 :

« Il est créé un Service de coordination de la Maison de l'orientation, désigné ci-après par "le Service". Le Service est placé sous l'autorité du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et sous la direction d'un directeur. [...]

Dans le cadre de ces missions, le Service assure les tâches suivantes :

[...]

3. il organise l'accueil des visiteurs de la Maison de l'orientation ; [...]

ad 11) La situation en termes de services hébergés et nombre d'effectifs sous le toit de la MO au 31.12.2018 se présente comme suit :

au niveau du Service de coordination de la Maison de l'orientation (SCMO) :

1 directeur, 1 secrétaire, 2 coordinatrices, 1 chargée de communication ;

au niveau de l'ADEM-OP :

1 chef de service, 1 chef de service adjoint, 2 agents central téléphonique, 2 agents de gui-

chet (BIZ), 12 conseillers d'orientation, 3 rédacteurs, 1 apprenti, 1 CAE ;

au niveau du Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) :

1 chef de service, 1 chargée de communication, 1 psychologue, 3 employés, 1 inspecteur principal, 12 médiateurs interculturels, 7 chargés de mission ;

au niveau du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) :

1 directeur, 1 attaché à la direction, 1 secrétaire, 1 gestionnaire financier, 1 réceptionniste, 1 documentaliste, 1 employé, 20 consultants (psychologues) ;

au niveau du SNJ/ALJ :

10 éducateurs gradués.

ad 12) L'attente moyenne entre l'ouverture d'un dossier et le premier rendez-vous avec un conseiller était de 15 jours en 2018.

Pendant ce temps le jeune demandeur d'emploi n'a accès à aucun service de l'ADEM. Néanmoins, le jeune peut contacter l'ADEM par téléphone ou courriel pour recevoir des renseignements d'ordre général.

ad 13) Les jeunes demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM signent, au moment de leur inscription, la convention de collaboration par laquelle ils prennent connaissance des obligations envers l'ADEM, parmi lesquelles figurent le respect des rendez-vous par convocation et les propositions d'offres ainsi que des sanctions liées au non-respect des obligations.

L'ADEM prévoit deux types de sanctions qui dépendent de la situation du jeune demandeur d'emploi concerné, notamment du fait si le jeune demandeur d'emploi touche des indemnités de chômage ou non.

Au cas où le jeune demandeur d'emploi touche les indemnités de chômage, des sanctions de retrait partiel des indemnités sont prévues de manière suivante :

- pour la première fois, un retrait pendant sept jours s'impose ;

- pour la deuxième fois, un retrait pendant un mois s'impose ;

- pour la troisième fois d'affilée, une perte totale des indemnités s'impose.

Le jeune demandeur d'emploi qui ne touche pas d'indemnités de chômage est sanctionné par une suspension de son dossier pour une durée de deux mois.

En ce qui concerne les sanctions prononcées en 2017 :

- 918 dossiers des demandeurs d'emploi non indemnisés ont été clôturés pour cause de sanction, sachant que pour 745 d'entre eux cet événement a eu comme conséquence la fin de la Garantie pour la jeunesse ;

- 494 personnes ont reçu des sanctions de retrait d'indemnisation, sachant que pour 482 d'entre eux cet événement a eu comme conséquence la fin de la Garantie pour la jeunesse.

Concernant l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans depuis la mise en place de la Garantie pour la jeunesse :

Le nombre de personnes participant au programme varie d'année en année. En 2015 le nombre était le plus élevé et se trouve en baisse continue depuis 2016.

ad 14) Jusqu'en juin 2018 la participation d'un jeune demandeur d'emploi à la Garantie pour la jeunesse était unique, sachant que l'encadrement qui suivait après l'abandon de ce programme contenait le même type d'offres que celles proposées pendant la Garantie pour la jeunesse. La différence résidait dans le fait que le suivi du jeune demandeur d'emploi se faisait sur rendez-vous lorsqu'il participait à la Garantie pour la jeunesse et sans rendez-vous lorsque les jeunes demandeurs d'emploi avaient abandonné le programme.

Aujourd'hui tous les jeunes demandeurs d'emploi en dessous de 30 ans sont accueillis sur rendez-vous.

ad 15) L'encadrement des jeunes demandeurs d'emploi après leur participation dans le programme de la Garantie pour la jeunesse et l'encadrement de ceux qui sont âgés entre 25 et 29 ans se distinguaient uniquement au niveau du suivi et de la structure des entretiens. Les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans pouvaient néanmoins profiter des mêmes offres de qualité.

À noter également que les offres du SNJ s'adressent à des jeunes âgés de moins de 30 ans.

ad 16) Les offres de qualité proposées par l'ADEM peuvent être regroupées en trois catégories :

- un emploi (contrat à durée indéterminée [CDI] ou contrat à durée déterminée [CDD]) ;

- une mesure d'activation : contrat d'initiation à l'emploi (CIE), contrat d'appui-emploi (CAE), Jobelo, occupation temporaire indemnisée (OTI), service volontaire, pool des assistants, formations qualifiantes organisées par l'ADEM ;

- la reprise d'études ;

- l'apprentissage (initial ou adulte).

Un stage peut être considéré comme une offre de qualité s'il est réalisé dans le cadre d'une des mesures d'activation citées ci-dessus (p. ex. Jobelo, service volontaire, formations, etc.).

De juillet 2014 à décembre 2018, 10.487 jeunes de moins de 25 ans ont reçu une offre de qualité. Parmi ces offres de qualité 6.892 constituaient un emploi, soit 66 %.

Malheureusement, il n'est pas possible de renseigner la part des contrats à durée indéterminée. Néanmoins, d'après les chiffres fournis par l'Inspection générale de la sécurité sociale, 53 % de tous les travailleurs âgés de moins de 25 ans ont été recrutés sous CDI entre juin 2017 et juin 2018, contre 74 % des travailleurs âgés de 25 à 34 ans et 78 % des travailleurs âgés de 30 ans et plus.

Selon le MENJE, une offre de qualité est une offre qui correspond le mieux aux besoins du jeune et à sa situation actuelle. Toutes les offres des ALJ (conseil, ateliers, service volontaire, stages de découverte, formations) sont à considérer comme offre de qualité comme chaque élément constitue une étape importante dans le parcours du jeune vers une intégration ou un maintien scolaire. En 2018, le SNJ a compté 660 jeunes ayant réalisé une expérience pratique dont : 212 stages de découverte, 357 services volontaires et 91 expériences pratiques dans le cadre des ateliers.

ad 17) Pour les raisons évoquées ci-dessus (question n° 16) il n'est pas possible de fournir ce nombre. Par contre, le tableau ci-dessous montre la ventilation des offres de qualité reçues entre juillet 2014 et décembre 2018 selon quatre catégories.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 18) Le tableau ci-dessous indique les secteurs vers lesquels les jeunes sont passés à l'issue de la Garantie pour la jeunesse. Les lettres entre parenthèses font référence à la Nomenclature NACE rev2 (voir <https://gd.lu/5QP17X>).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 19) Entre le 1^{er} décembre 2017 et le 30 novembre 2018, 351 jeunes de moins de 25 ans ont terminé un contrat d'appui-emploi (CAE). Parmi eux, 188 se sont retrouvés en emploi trois mois après la fin de la mesure. Par ailleurs, sept jeunes se sont retrouvés dans un contrat d'initiation à l'emploi (CIE), six dans une formation organisée par l'ADEM et cinq dans un autre contrat d'appui-emploi (CAE).

Sur la même période, 533 jeunes de moins de 25 ans ont terminé un contrat d'initiation à l'emploi (CIE). Parmi eux, 328 se sont retrouvés en emploi trois mois après la fin de la mesure. Par ailleurs, douze jeunes se sont retrouvés dans une mesure d'activation : six dans un autre contrat d'initiation à l'emploi (CIE), quatre dans une formation organisée par l'ADEM, un dans une mesure spéciale et un dans le pool des assistants.

ad 20) Depuis janvier 2018, l'ADEM propose une nouvelle publication mensuelle de ses statistiques (voir <https://gd.lu/12DxrX>). Cette publication est constituée de quatre éléments :

- communiqué de presse ;

- publication imprimée (« Chiffres clés ») ;

- tableaux interactifs ;

- fichiers statistiques détaillés (« Open Data »).

Pour le communiqué de presse et la publication imprimée, l'ADEM a choisi de se limiter, dans un souci de clarté et de synthèse, à trois classes d'âge : de 16 à 29 ans, de 30 à 44 ans et de 45 ans et plus. Il s'agit des classes emblématiques par rapport aux services et prestations que l'ADEM propose. Certaines prestations sont réservées aux jeunes de moins de 30 ans (p. ex. les contrats CAE ou CIE), d'autres aux demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans (p. ex. stage de professionnalisation), d'autres encore aux personnes âgées de plus de 45 ans (p. ex. aide à l'embauche d'un chômeur âgé).

Néanmoins, si la tranche d'âge de 16 à 25 ans a disparu du communiqué et de la publication imprimée, l'information est toujours disponible via les données fichiers détaillées, stockées sur la plateforme des données luxembourgeoises (voir <https://gd.lu/6rQrff>).

ad 21) Le nombre de demandeurs d'emploi réside disponibles âgés de moins de 25 ans est en recul. Le graphique ci-après à gauche montre la tendance pour la période de juillet 2014 (mise en place de la Garantie pour la jeunesse) et janvier 2019 (dernière donnée disponible actuellement). Le graphique fait également état d'une forte saisonnalité. Chaque année, le nombre de demandeurs d'emploi atteint son minimum au mois de juin. Par la suite, ce nombre commence à augmenter, pour atteindre son maximum dans le courant du dernier trimestre. Ensuite, il commence à baisser jusqu'en juin de l'année suivante. Pour cette raison il faut évaluer l'évolution en glissement annuel, c'est-à-dire en comparant un mois donné au même mois de l'année précédente.

Le graphique ci-après à droite affiche le nombre de demandeurs d'emploi pour le mois de janvier entre 2015 et 2019. Ce chiffre a baissé en passant de 2.323 en janvier 2015 à 1.368 en janvier 2019, soit une baisse de 41 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 22) Le tableau ci-dessous fournit les informations pour les différents niveaux de formation, la durée d'inscription et la durée d'inactivité. À cause de la saisonnalité décrite à la question précédente (question n° 21), la comparaison porte sur les mois de janvier 2015 et de janvier 2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les données sous-jacentes à ce tableau sont dorénavant disponibles sur la plateforme des données luxembourgeoise (voir <https://gd.lu/6rQrff>).

Question 0484 (12.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **systèmes d'exploitation utilisés par le secteur public** :

Wéi d'Plattform heise.de an engem Artikel vum 1. März 2019 berichtet, hu Gemengen an Däitschland op Problemer mat Windows-Betriebssystemer an effentleche Verwaltungen opmierksam gemaach. Et solle Schwierigkeete ginn, fir d'Sécherheet vun den Donnéeën ze garantéieren, well Windows-Notzerdaten zu all Zäitpunkt un hir Serveren an den USA schécke kann. An Informatikerkreesser sinn d'Schwächen an d'Gefore vu Windows-Betriebssystemer a Programmer scho säit laangem bekannt; Windows Lizenze kaschte Geld, bidde keen effektiven Dateschutz, sinn immens ufällig fir Malware a repercutéieren domadder déi national Souveränitéit iwwert digital Donnéeën.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun, der Madamm Innenminister an dem Här Minister fir den effentlechen Déngscht des Froe stellen:

- Opgelëscht no Ministère an ausgedréckt a Prozent, wéi eng Betriebssystemer ginn am effentleche Secteur agesat?

- Wéi eng Mesurë benotzt d'Regierung, fir sech géint déi uewe genannte Schwächen a Gefore vu Windows-Betriebssystemer ze schützen? Sinn des Mesuren als erfollegräich anzestufen?

- Wéi garantéiert d'Regierung, dass vertraulech Dokumenter net duerch Windows-Programmer op net gewollte Servere kenne kopéiert ginn?

- Wéi eng Virdeeler gesäit d'Regierung am Benotze vun Open-Source-Léisungen? Wäert d'Regierung beim Ausbau vun der Informatik am effentleche Secteur - dorënner och an de Gemengen - Open-Source-Léisung virzéien?

- Vu dass d'Regierung aus Lëtzebuerg ee Virreidermodell an der Digitaliséierung maache wéilt, ass den Här Minister der Meinung, dass d'Regierung méi Efforte maache misst, fir zumindest am effentleche Secteur de Gebrauch vun alternative Betriebssystemer ze férdere? Wéi eng Efforte sinn an deem Beräich scho konkret gemaach ginn?

Réponse commune (11.04.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre de la Fonction publique*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Beim effentleche Secteur ginn et méi Entitéiten, déi informatesch Servicer ubidden. Dës Entitéiten hunn en eegene Budget fir Informatik a geréieren e groussen Deel vun hirer Informatik selwer. De CTIE - Centre des technologies de l'information de l'État - steet ënnert der Tutelle vum Minister fir Digitaliséierung an equipéiert e groussen Deel vun de staatlechen Institutionen. D'Ministèren an d'Verwaltungen, déi vum CTIE geréiert ginn, lafen op folgende Server-Betriebssystemer: Linux 59 %, Windows 29 %, Unix 11 %, aner 1 %. En Opdeelen op eenzel Ministère ass net eendeiteg méiglech, well e groussen Deel vun de Serveren net engem spezifesche Ministère zougevisse sinn.

99 % vun den Aarbechtsstationen, déi vum CTIE bei de Ministère a Verwaltungen installéiert ginn, funktionéieren op Windows-Systemer. Wat déi mobil Geräter ugeet, funktionéieren 69 % op Android an 31 % op iOS-Systemer.

Fir eng méiglechste héich Sécherheet beim Notze vu Betriebssystemer a Programmer ze erreechen, ginn déi vum CTIE installéiert Aarbechtsstationen intern geréiert. Doduerch si si, bei Umeldungen a bei Updaten, net vu Microsoft-Cloud-Déngschter ofhängeg.

Duerch eenheetlecht Configuréieren vun de Stationen per Group Policy, gëtt d'Sende vun Telemetrie-Informationen u Microsoft op e Minimum reduzéiert. De CTIE notzt dofir d'Versioun Windows Enterprise, déi et erméiglecht, d'Kommunikatioun mat Microsoft vill méi ze begrenzen, wéi dat zum Beispill de Fall bei der normal verfügbarer Versioun Home a Professional ass.

D'Standardconfiguratioun vum CTIE gesäit vir, dass Dokumenter net op net gewollte Servere kenne kopéiert ginn. Ausserdeem gëtt eng strikt Recherverwaltung op allen Niveaue an eng gutt Gestéioun vun alle Systemer mat séierer Verdeelung vu Sécherheetsupdaten assuréiert. De CTIE fleegt och eng enk Zesammenaarbecht mam GovCERT.

D'Lëtzebuurger Gemenge benotzen haapt-sächlech Windows als Betriebssystem. Verschidde Gemenge geréieren hiren eegenen Informatikpark, wougéint anerer vu Sociéitéten ënnerstëtzt ginn, déi op deem Gebitt spezialiséiert sinn.

De Betriebssystem Windows ass, grad ewéi och aner Betriebssystemer, eng Zilscheif fir Malware. Fir dogéint virzegoen, gëtt vu Microsoft all Joer investéiert, fir esou e Cyber-ciblage ze ënnerbannen.

Fir d'Gemengen ass Windows e gängeg an iwwersichtlecht Betriebssystem, an der Gestéioun ewéi och am Émgang.

D'Gemenge benotzen och effentlech Clouds, fir d'Donnéeën ze späicheren. Trotz der Tatsaach, dass viru kuerzem vun der neiséilännescher Dateschutzautoritéit eng Analys zum Thema Dateschutz publizéiert ginn ass (Oktober 2018), an där festgestallt gëtt, dass d'Microsoft Cloud eng ganz gesécher Optioun ass, kenne sech 101 vun deenen 102 Lëtzebuurger Gemengen op den „SigiDrive“ verlossen, eng kommunal Cloud, déi esouwuel den Austausch ewéi och d'Date mat dem kommunale Secteur séchere soll. D'Iddi ass et, effentlech Clouds net ze benotzen, fir esou Informationsfluten ze evitéieren. Eng Erweiderung un aner effentlech Akteuren ass zu all Moment méiglech.

De Lëtzebuurger Gemengesector favoriséiert, niest dem Opbau vun enger kommunaler privater Cloud, den Asaz vun oppene Betriebssystemer, ewéi zum Beispill oppe Progiellen esou wéi Entwécklung mat oppene Programméiersproochen. Am Kader vum „Data Centre communal“ hunn, säit 2016, 101 vun 102 Gemengen en ambitiöse Migratiounsplang en place gesat, fir all kommerzielle Progiel duerch eng oppe Léisung ze ersetzen. Esou baséiert haut méi ewéi en Drëttel vun den zentrale Systemer vun de Gemengen a quasi all Neientwécklungen op Open-Source-Léisungen.

Am Fall vun engem konkrete Besoin un neien informatesch Produiten, ginn all potenziell Léisungen no den Aspekter Käschten, Erfüllung vun de Besoinen, Supportabilitéit a Folgekäschte gepréift. Dobäi kommen dann och Open-Source-Léisungen zum Asaz.

Wéi déi uewe genannten Zuelen et weisen, ginn also oft alternativ Betriebssystemer beim Stat genotzt. De Gebrauch vun esou Systemer hânt an der Haaptsaach vun den ugebuedene Léisungen an de garantéierte Sécherheets- a Qualitéitskritären of.

Question 0497 (13.03.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire** :

Depuis des années déjà, le Conseil d'État dénonce le foisonnement de prérogatives de puissance publique attribuées à toutes sortes de fonctionnaires qui « a priori n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves ».

C'est dans ce contexte que j'aimerais obtenir les informations suivantes de la part de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et de la part de l'ensemble des ministres composant le Gouvernement :

1) Le Gouvernement partage-t-il les réserves émises par le Conseil d'État ?

2) Le Gouvernement peut-il me fournir la liste, sinon le nombre de fonctionnaires et autres agents disposant de la qualité d'officier de police judiciaire et ce par administration et service concernés, de même que par domaine de compétence et matières concernés ?

3) Le Gouvernement peut-il me préciser à chaque fois (i) les conditions auxquelles l'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire est soumis, de même que (ii) les prérogatives qui résultent de la qualité d'officier de police judiciaire dans les domaines de compétence et matières concernés ?

4) Le Gouvernement peut-il me confirmer que les personnes disposant actuellement de la qualité d'officier de police judiciaire ont toutes suivies une formation adéquate prévue par la loi ? Sachant que de nombreux textes légaux renvoient à un règlement grand-ducal pour préciser les modalités d'organisation et le contenu des formations à suivre, le Gouvernement peut-il me fournir la liste de ces règlements grand-ducaux ? Le Gouvernement peut-il également me fournir la liste des lois pour lesquelles ledit règlement grand-ducal d'exécution fait défaut ?

Réponse commune (15.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé*, de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Grande Région*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de la Protection des consommateurs*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture, Ministre du Logement*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme* :

ad 1) Le Gouvernement ne partage pas les réserves émises par le Conseil d'État.

ad 2) + 3) En ce qui concerne le nombre de fonctionnaires et autres agents disposant de la qualité d'officier de police judiciaire (ci-après « OPJ ») par administration et service, par domaine de compétence et matières concernés⁶, ainsi que les conditions de l'octroi de la qualité de police judiciaire et les prérogatives résultant de la qualité d'officier de police judiciaire, le Gouvernement peut informer l'honorable Député de ce qui suit.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural dispose d'un total de 28 OPJ.

L'Administration des services techniques de l'agriculture a six OPJ dont :

⁶ Hormis les membres de la Police grand-ducale tels que définis à l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale qui ont tous la qualité d'OPJ en vertu de l'article 10 du CPP.

- deux pour le Service de microbiologie et de biochimie et deux pour le Service de la production végétale, qui sont compétents en matière de la commercialisation des semences et plants sur base de l'article 16 de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques ;

- deux qui sont compétents pour la réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux sur base des articles 3 et 4 de la loi du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux.

Le Service d'économie rurale dispose de deux OPJ compétents pour les règles concernant la commercialisation du bétail de boucherie sur base de l'article 2 de la loi du 8 juin 1984 fixant le cadre général pour l'établissement des règles concernant la commercialisation du bétail de boucherie.

L'Administration des services vétérinaires dispose de 19 OPJ dont :

- sept pour le contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels sur base de l'article 5 de la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels ;

- 18 en ce qui concerne la réglementation relative aux chiens et protection des animaux sur base des articles 22 et 23 de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens.

L'Institut viti-vinicole compte un seul OPJ en charge du contrôle des vins et des boissons similaires sur base des articles 22 à 24 de la loi du 24 juillet 1909 sur le régime des vins et boissons similaires.

Le Ministère de l'Économie dispose d'un total de 13 OPJ.

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) dispose de onze OPJ dont :

- quatre pour la métrologie légale (poids et mesures) sur base de l'article 10 de la loi de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesure ;

- sept pour la surveillance du marché sur base des articles 14 et 15 de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Le Conseil de la concurrence dispose de deux OPJ en matière de droit de la concurrence sur base de l'article 9 de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dispose d'un total de huit OPJ, dont six pour le Département enfance et jeunesse et deux pour les Centres socio-éducatifs de l'État tous compétents pour le secteur ASFT - domaines social, familial et thérapeutique sur base de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes dispose d'un total de trois OPJ pour couvrir le secteur ASFT - domaines social, familial et thérapeutique sur base de l'article 9 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable dispose d'un total de 116 OPJ.

L'Administration de la nature et des forêts dispose d'un total de 72 OPJ dont :

- 44 pour le régime d'autorisation relatif aux importations de bois sur base de la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne ;

- 44 pour le contrôle des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché sur base de la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché ;

- 72 en matière de protection de la nature et des ressources naturelles sur base de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'Administration de l'environnement dispose d'un total de 34 OPJ dont :



- 15 en matière de déchets sur base de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

- 16 en ce qui concerne l'appauvrissement de la couche d'ozone sur base de la loi modifiée du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;

- 15 en matière de lutte contre le bruit sur base de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit ;

- 29 pour les établissements classés sur base de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

- 17 en matière de pollution de l'atmosphère sur base de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère ;

- dix pour la mise sur le marché de récipients aérosols sur base de la loi du 14 avril 1992 portant

- réglementation de la mise sur le marché de substances qui appauvrissent la couche d'ozone

- modification de l'article 4 de la loi du 29 juin 1989 portant réglementation de la mise sur le marché de récipients aérosols contenant des chlorofluorocarbones ;

- 16 pour les substances et mélanges chimiques sur base de la loi modifiée du 16 décembre 2011 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques ;

- sept pour les exportations et importations de produits chimiques dangereux sur base de la loi du 5 juin 2014

- concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

- abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux ;

- sept en matière d'interdiction des exportations de mercure métallique sur base de la loi du 23 février 2010 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance ;

- sept en matière de polluants organiques persistants sur base de la loi du 12 mai 2011 portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n° 850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE ;

- cinq pour les installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés sur base de la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés ;

- six en matière de déchets de piles et d'accumulateurs sur base de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.

L'Administration de la gestion de l'eau dispose de dix OPJ en matière de pollution des eaux sur base des articles 58 et 59 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'un total de douze OPJ dont six pour les personnes âgées/handicap/solidarité dans le secteur ASFT - domaines

social, familial et thérapeutique sur base de l'article 9 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et six au sein de la Caisse pour l'avenir des enfants pour opérer les contrôles sur base de l'article 411 du Livre VI du Code de la sécurité sociale.

Le Ministère des Finances dispose de 201 OPJ au sein de l'Administration des douanes et accises qui interviennent dans le cadre de l'application et du contrôle de nombreuses lois dont certaines tombent sous la compétence d'autres départements ministériels et dont la réponse à la présente question parlementaire s'apprête mal en tant que support pour leur publication.

Le Ministère de la Protection des consommateurs dispose d'un total de deux OPJ dont l'un est en charge du contrôle de l'affichage des prix et l'autre pour la protection des intérêts collectifs des consommateurs.

Le Ministère de la Santé dispose de 24 OPJ en application de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé dont :

- 20 en matière de santé publique sur base de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé ;

- quatre pour le contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels sur base de la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels ;

- deux pour le secteur ASFT - domaines social, familial et thérapeutique sur base de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le Ministère de la Sécurité intérieure dispose d'un total de 25 OPJ parmi le personnel civil du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale en matière de criminalité économique et financière et plus particulièrement la cybercriminalité, les nouvelles technologies et la police scientifique.

ad 4) En ce qui concerne la formation des OPJ, le Gouvernement souhaite préciser que l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires et autres agents respecte le cadre légal tracé par le législateur.

Tout d'abord, l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire est du ressort de la loi.

Ensuite, il incombe à la loi de fixer les exigences relatives à la formation requise dans chaque matière visée en renvoyant, le cas échéant, à un règlement grand-ducal pour définir les modalités pratiques.

Or, le Gouvernement donne à considérer que si les législations relatives aux matières touchant notamment aux douanes et accises ou encore à l'environnement ou à la santé, qui comptent d'ailleurs en nombre la très grande majorité des officiers de police judiciaire en fonction, prévoient des dispositifs de formation professionnelle spécifiques, il existe une série de législations dont celles qui datent encore du début du 20^e siècle, qui ne contiennent aucune disposition touchant à la formation.

Malgré l'absence d'une telle contrainte légale, la presque totalité des officiers de police judiciaire en fonction a néanmoins suivi une formation adaptée soit en interne, soit auprès de l'Institut national d'administration publique qui organise deux formations spécifiques concernant « l'officier de police judiciaire ».

Question 0536 (21.03.2019) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **carte grise** :

Wann een e Gefier, sief dat en Auto, Moto oder Trakter, fir eng gewëssen Zäit ofmellt, muss een, esou wéi d'Gesetz et virschreift, nieft der Déclaration de mise hors circulation d'un véhicule och den 1. Deel vum Certificat d'immatriculation, also déi gro Kaart aschécken.

Säit enger Rei Jore gëtt et nieft der groer Kaart och eng giel Kaart, déi een am Fall vun enger temporärer Mise hors circulation als Propriétaire muss halen, als Preuve fir de Moment, wou ee säi Gefier erëm offiziell wëllt umellen.

Éier dës giel Kaart agefuert gouf, hat een als Besëtzer vum Gefier awer just déi gro Kaart, déi een am Fall vun der temporärer Mise hors circulation huet missen aschécken.

Mengen Informatiounen no si gro Kaarten, déi virun 2002 ageschéckt gi sinn an déi am Gebai vum Contrôle technique zu Esch stockéiert waren, kierzlech zerstéiert ginn, ouni datt se viru gescannt gi wieren.

Ouni weider Preuve de propriété ass et domat engem Besëtzer, dee säin ale Moto zum Beispill

viru 25 Joer ofgemellt huet an déi gro Kaart ageschéckt huet, haut net méi méiglech, dëse Moto erëm, fir de Verkéier unzemellen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Kann de Minister dës Informatiounen confirméieren?

- Wa jo, firwat goufen déi gro Kaarten zerstéiert?

- Firwat sinn déi gro Kaarten net gescannt ginn, éier se zerstéiert goufen?

- Wéi gedenkt de Minister, de betraffene Leit weiderzehliefen?

Réponse (14.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

A senger parlamentarescher Ufro wëllt den honorablen Deputéierte Félix Eischen verschidde Informatiounen hunn iwwer den Archivage vun den „gro Kaarten“, déi un d'Société nationale de circulation automobile (SNCA) mussen geschéckt ginn, am Fall wou ee Gefier temporär ofgemellt gëtt, notament vun de gro Kaarten, déi virun 2002 un d'SNCA geschéckt goufen.

Laut Artikel 13 Paragraf 2 vum ofgeännerte groussherzogleche Règlement vum 26. Januar 2016, betreffend d'Reception an d'Immatriculation vun de Stroossegefierer, muss, am Fall vun enger temporärer Ofmeldung vun engem Gefier, d'Partie I vum Certificat d'immatriculation (gro Kaart) un d'SNCA geschéckt ginn; d'Partie II vun deem Certificat behält de Propriétaire vun betraffene Gefier. An der Zäit, wou de Certificat d'immatriculation just aus engem Dokument bestanen huet, huet d'Dokument (gro Kaart) missen un d'SNCA geschéckt ginn.

A béide Fäll ass all gro Kaart, déi un d'SNCT (virun 2012) respektiv d'SNCA geschéckt ginn ass, fir e Gefier temporär ofzemellen, an der Datebank vun de Gefierer enregistriert ginn. Dëst geschitt esou zënter dem Aféiere vun dëser Datebank an den 1970er Joren. Et ginn deemno keng gro Kaarten archivéiert oder zu engem gewëssenem Zäitpunkt zerstéiert, ouni datt déi Dokumenter virdrun an déi respektiv Datebank agebroe goufen. Dëst ass och de Fall, wann e Gefier ganz ofgemellt gëtt.

Deemno kann all Propriétaire, dee seng gro Kaart ageschéckt huet, fir säi Gefier temporär oder ganz ofzemellen, zu jidder Zäit säi Gefier och nees umellen, wann hien erëm domadder fuere wëllt.

Et kënn awer och vir, datt ee Gefier net an der Datebank agebroe ass, well et beim Transfert vun dem ale Lachkaartsystem op déi informatesch Plattform an den 1970er Joren net iwwerholl ginn ass. Hei handelt et sech meeschtens ëm Trakteren oder Motoen, déi laang stoungen, ouni gefuer ze ginn, an de Propriétaire d'Pabeieren net méi erëmfënnt. An dëse Fäll gëtt d'Gefier an d'Datebank opgeholl an de Propriétaire kritt iwwer eng ministeriell Genehmigung d'Gefier erëm ugemellt. Dës Fäll sinn allerdéngs ganz rar.

Question 0551 (22.03.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**École nationale pour adultes** :

Laut Aussagen von Infrastrukturminister Herr François Bausch im „Luxemburger Wort“, wird der für die neue École nationale pour adultes (ENAD) vorgeschlagene Standort Mamer nicht zurückbehalten. Die Schule soll nach Belval kommen. Grund dafür seien Bedenken der Straßenbauverwaltung bezüglich der Verkehrssituation, sowie die Tatsache, dass die Schüler zum großen Teil aus dem Süden des Landes stammen.

Hinsichtlich dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Sportminister, den Herrn Bildungsminister sowie den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

1. Können die Minister diese Informationen bestätigen?

2. Verfügt der Minister für Bildung über Statistiken über die Herkunft der Studenten vom ENAD?

3. Laut unseren Informationen sind die bestehenden Verbindungen des öffentlichen Transportes nach Belval nicht optimal für Studenten, insbesondere aus dem Norden und Osten des Landes. Welche konkreten Maßnahmen/Verbesserungen sind im öffentlichen Transport vorgesehen, um eine unnötige Zunahme des Individualverkehrs nach Belval zu verhindern?

4. Wird Mamer als Standort für das neue Sportlyzeum beibehalten beziehungsweise wo soll

das Sportlyzeum gebaut werden, falls der Standort Mamer nicht beibehalten wird?

5. Können die Minister uns mitteilen, wie weit die Arbeiten für den Bau des neuen Sportzentrums in Belval vorangeschritten sind?

Réponse commune (07.05.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Der geplante Standort in Mamer bleibt momentan aktuell, auch wenn die ENAD während einer Übergangsphase an einem anderen Standort angesiedelt wird.

Was den Standort Mamer betrifft, so soll eine Verkehrsstudie den Impact einer zusätzlichen Schule auf den Verkehr erörtern. Diese Studie soll helfen, um über geeignete Maßnahmen zur Reduzierung des Verkehrs in Spitzenzeiten zu befinden.

Tatsächlich ist die bestehende Verkehrsinfrastruktur auf dem Schulgelände Tosseberg täglich überlastet und führt aktuell zu Staubbildungen, welche auch zu Attraktivitätsverlusten des öffentlichen Verkehrs führt. Maßnahmen zur Verbesserung der aktuellen Situation wurden zurückbehalten und ein diesbezügliches Projekt ist aktuell in Ausarbeitung.

Diese Maßnahmen müssen natürlich nicht nur den aktuellen Randbedingungen, sondern auch allen möglichen zukünftigen Entwicklungen in der Umgebung Rechnung tragen. Die angelegte Ansiedlung zusätzlicher Schulinfrastrukturen, welche natürlich zu einem höheren Verkehrsaufkommen führen würde, muss deshalb in diesem Fall Berücksichtigung finden; die bereits oben genannte Verkehrsstudie soll Aufschluss darüber bringen. Resultate und belastbare Aussagen zur Machbarkeit liegen allerdings zu diesem Zeitpunkt noch nicht vor und werden voraussichtlich erst im Sommer 2019 zur Verfügung stehen.

ad 2. Herkunft der Studenten vom ENAD:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Die Zugverbindung von Luxemburg-Bahnhof nach Esch/Belval sieht einen 15-Minuten-Takt vor. Somit besteht eine gute Verbindung.

ad 4. Zurzeit werden neben Mamer auch andere Standorte für das Sportlyzeum geprüft. Eine definitive Entscheidung steht unterdessen noch aus und soll noch bis zu den Sommerferien zusammen mit dem Minister für Sport und dem Minister für Bildung, Kinder und Jugend getroffen werden.

ad 5. Durch eine europäische Ausschreibung wurde eine Planungsgemeinschaft beauftragt, die Konzeption des Sportzentrums auszuarbeiten.

Question 0563 (26.03.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **problématique des trains supprimés** :

Fir vill Leit, déi op den effentlechen Transport ugewise sinn, ass d'Onzouverlässigkeet an d'Onpénktlechkeet vum Zuchtrafic eng regelrecht Plo. Laut engem „Wort“-Artikel vum 26. März fällt den Zuch 9.024-mol pro Joer aus, dat mécht eng Ausfallquot vu 25 Zich (!) pro Dag. D'Konsequenz dovunner ass, datt vill Leit d'Vetrauen an den effentlechen Transport verléieren an erëm op den Individualtransport ëmklammen. D'Pressesprecherin vun der CFL betount, datt d'Grënn fir den Ausfall vun den Zich villfälteg sinn: Netverfügbarkeet vum Rollmaterial, divers Materialpannen. Zudeem ass mir och zu Ouere komm, datt oft personaltechnesch Problemer fir den Ausfall vun Zich verantwortlech sinn.

Déi betraffe Passagéier si jiddefalls mat enger onzoumutterbarer Situatioun konfrontéiert.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Mobilitéitsminister:

- Gëtt bei der CFL e Gesamtkonzept ausgeschafft, wou all d'Problemfacteuren, déi oft matenee spillen, consideréiert ginn, fir an enger Zort „Master-Plang“ nohalteg Léisungen, fir de Mobilitéitsproblem bei der CFL ze fannen?

Le saviez-VOUS ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Réponse (24.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Zuel vun de komplett oder deels ausgefallenen Zich beleeft sech am Joer 2018 op 9.024.

„Extern Grënn“ sinn den éischte Faktor fir d'Ausfale vun den Zich (32 %). Dës ëmfaassen d'Streiken (den Zäitraum vum Streik bei der SNCF, dee sech vun Abrëll bis Ufank Juli gezunn huët, war den Ausléiser fir iwwer 2.000 ausgefallenen Zich); d'Virfäll, déi vun Drëttpersounen verursaacht ginn (blockéiert Autoen op Barrièren, Ustousse vun Déieren, Persounen op de Schinnen asw.); a Virfäll klimateschen Ursprongs oder natierlech Ursachen. Deen zweetgréisste Grond fir d'Ausfale vun den Zich ass bedéngt duerch d'Asazbereetschaft vum Rullmaterial (31 %). Duerno kommen d'Virfäll um Niveau vun den Eisebunnsinstallatiounen (10 %) an d'Ausfale wéint Problemer op aneren Netzer (9 %).

Grouss Beméiunge gi vun der CFL gemaach, fir dës Ausfäll ze vermeiden.

All d'Grënn fir d'Ausfale - d'nämlecht wéi d'Grënn fir d'Verspéidungen - gi regelméisseg, strukturéiert a koordinéiert op zwee Niveaue opgeléicht.

Jiddwer Ausfall gëtt no internationalem Standard der Ursach no kategoriséiert an d'Verantwortung gëtt deem jeeeweils betreffende Service zougedeelt. Am System vun der Ursachbekämpfung ass d'Reduktioun vun de Verspéidungen an Ausfäll d'Zil vun alle Verantwortlechen. Esou sinn all d'Servicer vun der CFL organiséiert, fir hiert Zil ze errechen, an et fënnt een déi nämlecht Struktur vum Suivi an de verschiddene Servicer. D'Verspéidungen an d'Ausfäll ginn iwwerwaacht:

- all Dag vun eegens beoptragten Equippen,
- all Woch mat de Verantwortlechen, fir déi néideg Moosnamen ze huelen,

- all Mount vun de Ressortdirektoren mat enger Presentatioun vun de Resultater esou wéi d'Moosnamen, déi geholl gi sinn, an

- all dräi Méint vun engem Comité de coordination, zesummegeat aus den Direkteren Aktivitéit voyageurs, Gestion infrastructure a Fret, fir den Ensembl vun de Resultater ze analyséieren an d'Prioritéite festzelleen.

All déi Analyse si méiglech duerch performant Systemer vun der Gestiou vun zäitlech reellen Trafic an der Gestiou vu Virfäll, ënnerstëtzt vun engem Data Warehouse a stänneger Weiderentwécklung.

Ausserdeem gëtt en Aktiounsplang „Pénktlechkeet“, eenheetlech op der ganzer CFL, agesat, koordinéiert a regelméisseg iwwerwaacht. Dësen Aktiounsplang gëtt, ënner anerem, regelméisseg gespeist vun de Resultater an Analyse vun de Grënn vun de Verspéidungen an Ausfäll. En enthält an enger Keier e Portefeuille vu Projete vu méi oder manner groussm Ausmooss, méi oder manner laang Zäit souwéi pragmatesch a konkret Aktiounen vun der Zort „Quick Wins“.

Als Beispill:

- Zënter September 2018 ass d'Betriebsleitendzentral (poste de commande centralisé) operativ. All Kompetenzen, déi matspille bei den Entscheedungen iwwer d'Regelung vum Trafic, sinn elo zesummegeleecht an engem Sall, deen ausgestatt ass mat den zweckméissegsten Technologien. Den Entscheidungsprozess a reeller Zäit ass säitdem verbessert.

- Zënter Enn 2017 gëtt en neien Horaire gefore, mä d'Beméiungen halen net op: Déi nei Horaire sinn ugepasst ginn opgrond vun dem Bilan vun der Erfahrung, deenen zueräiche Baustellen, déi op dem Lëtzebuurger Netz sinn, a fir d'Verbetterung vun der Strapazéierfäegkeet ëmmer am A ze behalen.

- De Reseau Qualitéit verfollegt deeglech Zich, déi als „problematesch“ agestuuff sinn a sicht „Quick Wins“-Léisunge fir dës spezifesche Zich, an dës, sief et um Niveau vun der Optimisatioun vun administrativer Prozedure beim Wiesel vun de Chauffieren, bei der Signalisatioun oder beim Beleeungsplang vun de Gleisen.

- Eng besonnesch Opmierksamkeet läit all Dag op dem iwwerlaaschte Beleeungsplang vun der Gare Lëtzebuerg, fir heefeg Problemer ze identifizéieren a Léisunge fräizelleen, fir all d'Zich afueren ze loossen, haaptsächlech an de Spëtzenzäiten.

- D'Gleise ginn no an no ausgestatt mat Apparat, déi et erméiglechen, am Virfeld eng kommand Pann ze erkennen, déi en Ausfall vun engem Zuch verursaache kéint.

- D'CFL schafft ebenfals u Projete „Digital Innovation“, déi hinne mëttel- a laangfristeg erméiglechen, vu Spëtzentechnologien ze profitéieren (postes de signalisation informatisée, systèmes d'assistance à la conduite, „Conditioned Based Maintenance“ asw.).

Dëse Portefeuille vu spezifesche Projete an Aktiounen betreffend Verspéidungen an Ausfäll ass Deel vun engem groussen, méi globale Verbesserungsplang vun der Qualitéit vun der CFL fir den Zäithorizont 2024, an enthält net nëmmen den Aspekt vun der Strapazéierfäegkeet mat engem Zil vun 92 % Pénktlechkeet an 1 % Ausfäll vun den Zich, mä och:

- D'Vergréisserung vum Zuchnetz duerch eng Villzuel vun onabdeglechen Investitiounsprojete fir d'Verbetterung vun der Offer vum Service an der Qualitéit an d'Empfänke vun enger steeteg klammender Zuel vu Reesenden: d'Erweiterung vun der Gare Lëtzebuerg, d'Baue vun enger neier Zuchlinn Lëtzebuerg-Beetebuerg, den Ofbau vun de Barrièren, d'Verlängerung vun de Quaien asw.

- Eng méi séier a méi zouverlässeg Informatioun fir d'Reesenden duerch een zu 100 % equipéiert Zuchnetz mat automatiséierten Affichen a sonoren Ukënnegungen.

- Eng Erhéijung vum Confort duerch eng Zounam vun de Sëtzplaze vu 46 %.

- E besseren Empfang mat enger erhéichter Zougängelechkeet fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit, d'Schafe vu weideren 3.850 Parkingsplazen, 24 Garen, déi mat Wi-Fi ausgestatt sinn, 28 Garen an Arrêt mat gehéizte Gebaier oder Ennerstänn an 43 ofgeséichert Vélosparken.

Question 0566 (27.03.2019) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'évaluation de la loi sur l'euthanasie :

À l'occasion du dixième anniversaire de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, l'Association pour le droit de mourir dans la dignité Lëtzebuerg, rebaptisée « Mäi Wëllen, Mäi Wee », a fait un communiqué de presse dans lequel elle déplore que la loi n'ait « pas encore pris racine dans notre société », ni n'est-elle « considérée comme faisant partie de la normalité ».

L'association s'explique cette lenteur par la résistance des milieux médicaux, des résistances politiques et le manque de formation.

Elle réclame une nomenclature pour la prise en charge des actes médicaux et des soins liés à l'assistance au suicide, respectivement à l'euthanasie, de même qu'un endroit adéquat pour la pratique de ces actes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Où en sont les travaux de la plateforme « fin de vie » lancée dès 2016 par le Ministre de la Santé ?

- Ces travaux vont-ils bientôt aboutir à un plan « fin de vie » tel que prévu dans l'actuel programme gouvernemental ?

- L'information et la sensibilisation des jeunes et du grand public afin de briser les tabous feront-elles partie de ce plan ?

- Ce plan prévoit-il des formations spécifiques pour les professionnels de santé ?

- Qu'en est-il de la nomenclature, à savoir une base juridique pour permettre le remboursement, respectivement la tarification, des actes médicaux des médecins et des autres professions de santé relevant de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ?

Réponse commune (03.05.2019) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Une plateforme « fin de vie », regroupant des représentants des principaux acteurs concernés - dont « Mäi Wëllen, Mäi Wee » - a été en effet lancée par la Ministre de la Santé en 2016. La plateforme s'est réunie une première fois le 18 novembre 2016 sous la présidence du Directeur de la santé, puis une douzaine de fois entre 2017 et début 2019. Elle a établi d'abord une liste des thématiques à aborder dans le cadre de la fin de vie et des soins palliatifs. Ensuite, elle a discuté plus en détail les aspects d'information du public et des professionnels de santé, des aspects de formation et d'un certain nombre de contraintes relatives à la mise à disposition de médicaments dans différentes situations de fin de vie. Ces travaux ont mené à des résultats concrets comme :

- La publication d'une brochure d'information en quatre langues « Ma volonté en fin de vie », à destination du grand public sur les lois d'application en fin de vie et les choix possibles, parue en mars 2019 sous format électronique. Les versions papier sont sous presse et vont être distribuées via les cabinets des médecins, maisons de soins, pharmacies et autres acteurs de la santé.

- La publication du règlement grand-ducal du 8 février 2019 relatif à l'organisation de formations en soins palliatifs et en accompagnement de fin de vie pour les médecins, les autres professionnels de santé et le personnel d'encadrement des services pour personnes âgées.

- Un projet de loi déposé à la Chambre des Députés (PL 7383) facilitant notamment à l'avenir l'accès à certains médicaments nécessaires en fin de vie en situation extrahospitalière.

- Un projet de conférence grand public sur la fin de vie en automne 2019.

Suite à l'accord de coalition 2018-2023, la plateforme « fin de vie » s'est vue attribuer une mission supplémentaire, à savoir établir un plan national fin de vie et de soins palliatifs. À noter que cette mission se retrouve dans les chapitres « santé » et « famille » de l'accord de coalition, reflétant la volonté du Gouvernement de mettre ce plan sous la double tutelle du Ministère de la Santé et du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Dès février 2019, la plateforme a commencé ses réflexions sur ce plan national et a fait les démarches suivantes :

- Instaurer une coprésidence de la plateforme (Directeur de la santé et un représentant du Ministère de la Famille et de l'Intégration). Il est aussi prévu de s'adjoindre, dès le vote du budget de l'État 2019, les services d'un coordinateur afin de faciliter sur le plan administratif, organisationnel et rédactionnel les activités de la plateforme.

- Demander aux ministres de la Santé et de la Famille et de l'Intégration de nommer officiellement les membres de la plateforme, en y incluant des représentants de certaines organisations supplémentaires afin d'avoir une représentativité correcte du secteur concerné, et de leur conférer formellement la mission d'établir ce plan qui devrait se concentrer principalement autour des cinq axes suivants :

- respect du choix de fin de vie du patient ;

- réduction des inégalités d'accès en fonction des lieux de vie et de l'âge aux soins palliatifs/fin de vie ;

- formation des professionnels ;

- mise en réseau de l'offre de soins palliatifs/fin de vie ;

- transparence de l'offre de soins palliatifs/fin de vie.

Le plan devra évidemment inclure des aspects d'information et de sensibilisation des jeunes et du grand public, ainsi que des formations pour les professions de santé (qui sont déjà possibles selon le RGD susmentionné).

La plateforme « fin de vie » sera saisie officiellement dans les prochaines semaines de l'élaboration de ce plan national, qu'il est prévu d'établir pour fin 2020.

En ce qui concerne la tarification des actes médicaux, il a été constaté lors des échanges avec les médecins impliqués que les actes médicaux liés à l'euthanasie peuvent être mis en compte avec les codes figurant dans la nomenclature actuelle des actes et services des médecins. Il n'est dès lors pas nécessaire de prévoir des actes spécifiques intégrant la mention de l'euthanasie dans le libellé desdits actes.

Question 0567 (27.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le changement d'heure saisonnier :

À quelques jours du changement d'heure saisonnier, le Parlement européen vient d'adopter la proposition, déposée l'année dernière par la Commission de l'UE, d'abandonner le changement coordonné d'heure dans l'Union.

Selon cette proposition, à partir de 2021, il ne sera plus procédé au changement heure d'été/heure d'hiver dans l'Union.

Il reste au Conseil européen d'adopter la proposition et puis à chaque État d'opter soit pour l'heure d'été, soit pour l'heure d'hiver.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement luxembourgeois a déjà fait son choix.

- Dans la négative, entend-il entamer une phase de consultation et le cas échéant selon quelles modalités ?

Réponse (26.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

En réponse à question parlementaire de l'honorable Député au sujet de la position du Gouvernement à l'égard de l'heure d'été ou de l'heure d'hiver, le Gouvernement se concertera d'abord avec ses voisins et ses partenaires du Benelux et ensuite au niveau des autres États membres de l'Union européenne avec pour finalité de veiller à arriver à une position commune sur le sujet.

En toute hypothèse, il faudra éviter que les citoyens et les acteurs économiques se voient confrontés à une heure légale différente, à côté des fuseaux horaires déjà existants, au pire des cas au sein même de la Grande Région sinon à l'intérieur du marché unique.

Question 0568 (28.03.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la politique de la majorité gouvernementale :

Au vu de la réponse évasive de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à notre question parlementaire n° 0475, que nous reproduisons ici :

« Le Gouvernement n'a pas à commenter les propos tenus par un membre de la Chambre des Députés et renvoie pour le reste au programme gouvernemental. »

nous nous permettons de reposer les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame le Ministre du Logement, à Madame le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Madame le Ministre de l'Environnement :

1) Le Gouvernement envisage-t-il la mise en place d'un impôt sur la fortune pour personnes physiques ?

2) Quels impôts/taxes en matière de propriété immobilière le Gouvernement entend-il augmenter ? Le Gouvernement entend-il mettre en place un frein à la hausse des prix de l'immobilier ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de davantage taxer les véhicules qualifiés de « SUV » ? Quel serait l'impact d'une telle mesure d'un point de vue environnemental ?

Dans l'édition du « Tageblatt » du 27 mars 2019, on peut lire : « Der Energieminister ist angetreten, um aus Luxemburg ein Umwelt-Musterschüler zu machen. „Meine Aufgabe ist es, das Land ultraeffizient zu bekommen“, so Turmes. Ein Weg dorthin führt über den Geldbeutel der Konsumenten. „Diese Regierung muss die Besteuerung hochfahren“, sagte Turmes. Um zu verhindern, dass empörte Bürger sich der Gelbwesten-Bewegung anschließen, schlägt er „kleine Schritte“ vor. Wenn die Ökosteuer auf Raten eingeführt wird, werden es die Verbraucher nicht bemerken, hofft Turmes. »

4) Le Gouvernement peut-il nous expliquer cette politique des « petits pas » pour les prochaines années ? Comment évolueront les accises sur les produits pétroliers les années à venir ?

Réponse commune (06.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*, de **Mme Taina Boffending**, *Ministre de l'Intérieur*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Il est à rappeler que l'impôt sur la fortune pour les personnes physiques résidentes a été aboli suite à l'introduction de la retenue libératoire sur les intérêts (Relibi) en 2006. L'impôt sur la fortune ne s'applique aujourd'hui que sur le patrimoine global des sociétés de capitaux. L'accord de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement signé le 3 décembre 2018 ne prévoit pas la réintroduction d'un impôt sur la fortune pour les personnes physiques.

ad 2) Il est précisé dans l'accord de coalition que le Gouvernement réformera l'impôt foncier sur base de la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) « nouvelle génération ». Une tranche exonérée sur l'impôt foncier, qui grève les biens immobiliers habités par leurs propriétaires, sera également introduite. La réforme de l'impôt foncier devrait permettre de contrecarrer la spéculation immobilière et de remplacer, voire de simplifier, le système de la taxe communale spécifique d'innoculation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles.

ad 3) L'accord de coalition prévoit des mesures spécifiques sur la décarbonisation du transport



et l'électromobilité. La décarbonisation des véhicules routiers sera encouragée à travers des incitatifs financiers plus substantiels, plus directement accessibles et éligibles pour davantage de catégories de véhicules.

En plus, les véhicules à zéro ou faibles émissions de roulement seront davantage privilégiés par une mise à jour de l'avantage en nature des voitures de fonction. Pour ne pas pénaliser les employés qui choisissent de se déplacer par d'autres moyens que la voiture, il est envisagé d'introduire un avantage fiscal « budget mobilité » équivalent et alternatif à celui pour les voitures de fonction.

Le Gouvernement n'envisage donc pas d'introduire des taxes spécifiques pour les véhicules dits « SUV », mais continuera à orienter ses mesures selon le principe du pollueur-payeur.

ad 4) Dans son discours, le Ministre de l'Énergie a évoqué la hausse des droits d'accises sur les carburants qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2019. Il a souligné la nécessité de procéder par étapes afin de faire un monitoring sur l'impact social et financier et de favoriser la mise en place des alternatives aux énergies fossiles.

L'augmentation constitue le premier ajustement conformément aux dispositions de l'accord de coalition concernant la fiscalité écologique qui stipule que l'imposition des produits pétroliers (carburants et mazout) sera adaptée dans le but d'atteindre les objectifs souscrits par le Luxembourg dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.

Le Comité interministériel composé de représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, du Ministère de l'Énergie et du Ministère de l'Économie effectuera un monitoring détaillé de l'évolution des ventes de carburants routiers.

Ce comité dégagera des mesures devant être prises en vue de réduire de façon continue l'impact de la vente des carburants sur le respect des objectifs en matière de protection du climat.

Question 0573 (28.03.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **emballages en plastique** :

Den Här Minister Delles hat an der Kommissiounssëtzung vum 20. Mäerz, am Kader vum Suivi vun der Petitioun 1107 iwwert d'Reduzierung vu Plastikverpackungen, d'Ausso gemaach, dass de Plastik am Einzelhandel, zum Beispill bei Kornischongen (concombre), weiderhi benotzt soll ginn. Wéi d',Süddeutsche Zeitung' an engem Artikel vum 21. Mäerz 2019 bericht, huet Aldi ugekënnegt, ab Abrëll 2019 op d'Plastikverpackung bei Kornischongen ze verzichten. Intern Tester beim Discounter hätte bestätegt, dass duerch eng Upassung vun der Transportketten d'Qualitéit vum Produit och ouni Plastikverpackung erhale bleift. D'Erspuernis fir den Discounter duerch dës Measure beleeft sech op 120 Milliounen Tonne Plastik pro Joer.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mëtzelstand an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Bleift den Här Minister Delles bei senger Ausso, dass Plastikverpackunge bei Kornischongen net ewechzedden sinn?

2. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Mesure, wéi den Discounter se applizéiert, och zu Lëtzebuerg ëmsetzbar wär?

- Falls neen, firwat net?

- Falls jo, kéint déi vum Discounter presentéiert Léisung och op aner Produiten applizéiert ginn?

3. Op der Säit 176 vum Koalitiounsprogramm präziséiert d'Regierung zum Thema Plastik: « Des alternatives seront élaborées en associant davantage le secteur du commerce. » Gedenkt d'Regierung, de Gebrauch vum Plastik am Einzelhandel, onofhängeg zu den EU-Direktiven, weider ze legiferéieren? Falls jo, wéini gedenkt d'Regierung, de Gebrauch vu Plastik ze legiferéieren a wéi eng zousätzlech Mesurë si virgesinn?

4. Huet d'Regierung scho Gespréicher mat de Vertrieeder vum lëtzebuergeschen Einzelhandel gefouert? Falls jo, wat waren d'Auskomme vun dëse Gespréicher am Hannergrond vun enger Reduzierung vu Plastik am Einzelhandel?

5. Ass den Här Minister Delles der Meenung, dass duerch eng Reduzierung oder ee Verbuert vum Plastik am Einzelhandel d'Produite präisstabill bliewen?

Réponse commune (07.05.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et

de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Betreffend d'Froer vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen, kënn mir folgend Äntwerte ginn:

ad 1. Erlaabt eis als Éischt den honorabelen Deputéierte Marc Goergen dorobber hanzeweisen, dass et net richteg ass, dass de Mëtzelstandminister an der Kommissiounssëtzung vum 20. Mäerz 2019 d'Ausso gemaach huet, dass de Plastik am Einzelhandel, zum Beispill bei Kornischongen, „net ewechzedden wier“. Deemo kann de Minister net bei enger Ausso bleiwen, déi hien net gemaach huet. Richteg ass, dass de Minister op d'Wichtigkeet vun enger ganzheetlecher Approche higewisen huet an op d'Noutwennege, déi gesamt Ökobilanz vun engem Produit ze analyséieren. An deem Kontext huet de Minister erwänt, dass de Plastik zum Beispill beim Verpake vu Kornischongen derfir suergt, dass de Produit méi laang haltbar ass an och manner Transportschied zustane kommen. Weiderhin huet de Minister gesot, dass een dowéinst misst kucken, ob a wéi eng Alternativen et zur Plastikfolie ginn.

ad 2. D'Regierung wäert zesumme mat den Akteuren analyséieren, wéi eng Mesuren am Einzelhandel sënnavoll sinn, fir de Plastikverbrauch ze reduzéieren.

ad 3. Momentan lafen d'Aarbechte fir déi verschidden Direktiven, déi am Kader vum Paquet Économie circulaire ugeholl goufen, an d'Lëtzeburger Legislatioun ze transposéieren. Dozou gehéiert och, datt déi nei Direktiv iwwert d'Eeweplastiker, déi eréischt viru kuerzem vum Europaparlament ugeholl ginn ass, direkt mat iwwerholl gëtt.

D'Regierung wäert iwwerpräieren, awéiwäit et méiglech a sënnavoll ass, iwwert d'EU-Legislatioun erauszegoen, fir och Verpackungen oder aner Plastikproduiten ze verbidden.

An enger éischer Phase ass d'Regierung amgaangen ze kucken, awéiwäit de Gebrauch vu Plastik am Einzelhandel kann an därer iwwer nei legislativ Mesurë reduzéiert ginn, wann déi Mesuren iwwert den EU-Kader eraus ginn, ouni dobäi géint d'Regele vum Marché unique ze verstoussen. De legalen Aspekt gëtt am Moment analyséiert, fir déi zukünfteg Mesurë juristisch ze sécheren.

Am Kader vum Ausschaffe vun der Zero Waste Strategy Luxembourg, a vun der Ëmsetzung vun deene verschidden Offall-Direktiven, ginn nach virum Summer Workshoppen uechtert d'Land organiséiert, fir bestëmmten Theme souwuel mat de Bierger wéi och mat de Secteuren unzeschwätzen an déi besch méiglech a realistesch Léisungen ze identifizéieren. Dës Workshoppe wäerten Input liwweren, fir zukünfteg legislativ Mesuren opzestellen, déi och wierklech ëmsetzbar sinn.

D'Zero Waste Strategie selwer, souwéi de legislative Kader dozou, ginn dann duerno vum Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable mat der Ëmweltverwaltung bis dësen Hierscht weider ausgeschafft.

Dozou muss och der IMS hir Initiativ fir eng Zero Single Use Plastic Strategy an de Betriber ernimmt ginn, zu där de Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable an d'Ëmweltverwaltung bäidroen. 50 Betriber hu sech bis elo schonn där Demarche ugeschloss, fir op e méi plastikfräie Wee ze kommen. D'Resultater, wa se dee Moment scho virleien, wäerten och als Input fir nei Mesuren opgegraff ginn.

ad 4. Gespréicher, fir Eeweeverpackungen ofzeschaffen, sinn amgaange gefouert ze ginn an nei Léisungen, fir Eeweeverpackungen ze vermeiden, sinn am Ausschaffen. Den Einzelhandel weist op deem Gebitt eng staark Motivatioun, fir senger Clientë Léisungen unzébiden.

Un deene Gespréicher bedeelege sech d'Confédération luxembourgeoise du commerce, d'Confédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution, d'Handwierkskammer an d'Chambre de Commerce, esou wéi d'Distributeur, déi alleguer mat ageluede sinn.

Dës Aarbechte ginn an den nächste Méint weider, fir kënnen am Einzelhandel konkret an nohalteg Léisungen auszeschaffen an ëmzesetzen.

D'Konzept vun der Ecobox ass zum Beispill eng erfollegräich Léisung, déi mam Secteur vun der Restauratioun ausgeschafft ginn ass: An deene méi wéi 100 ugeschlossene Restaurants an och a ville Kantinen, déi bis ewell matmaachen, gi keng Eeweplastiker méi benotzt, fir d'lessensreschter vun de Clienten anzepaken. D'Ecobox steet haut als Modell fir weider äänlech Léisungen, déi momentan diskutéiert ginn, fir am Einzelhandel lesswueren anzepaken.

ad 5. Finalement wëlle mer drop hiweisen, dass d'Präisser am Einzelhandel vu ville Facteuren

ofhänken, notament vun der Offer an der Demande vun eenzelne Produiten. Eng pauschal Ausso iwwert d'Präisstabilitéit a Relatioun mat Plastikverpackungen ass dofir net méiglech.

Question 0574 (28.03.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **réseaux de communication** :

Dans leur réponse du 30 janvier 2019 à la question parlementaire n° 0078, Messieurs les Ministres indiquent :

« POST Luxembourg benotzt kee Material vun engem chineesesche Fabrikant am Kär vum Festnetz. No den Informatiounen, déi mir vun den Operateuren kritt hunn, benotzt aktuell och kee vun deenen dräi mobillen Operateuren e Kärnetzwerk vun engem chineesesche Four-nisseur. »

Il ressort toutefois d'un article paru dans le « Luxemburger Wort » du 23 mars 2019 que : « Auch in Luxemburg ist Huawei in den derzeit bestehenden Netzwerken der Betreiber schon unterwegs - darauf weist Cliff Konsbruck, Direktor der Post, hin. Wer derzeit in Luxemburg mit dem chinesischen Konzern arbeitet, will er nicht verraten. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir de plus amples renseignements au sujet des dres du directeur de POST Telecom SA ?

- Quels sont les opérateurs qui ont actuellement déjà recours à la technologie d'une entreprise chinoise ?

Réponse commune (15.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Un réseau mobile est constitué d'une partie « Core » (la partie d'un système de télécommunication mobile qui permet à des terminaux mobiles de communiquer entre eux et avec des éléments du réseau fixe PSTN Public Switched Telephone Network), d'une partie « RAN » (le Radio Access Network est la partie antennes radio d'un système de télécommunication mobile) et d'applications périphériques. La question parlementaire n° 0078 de Monsieur le Député Sven Clement portait sur le recours au matériel de fabricants chinois dans l'élément « Core » du réseau mobile.

Les propos auxquels fait référence l'honorable Député concernent en revanche les réseaux mobiles dans leur entièreté. Or, selon nos informations, tous les opérateurs mobiles luxembourgeois utilisent d'une façon ou d'une autre également de la technologie d'entreprises chinoises.

Il y a lieu de noter dans ce contexte que cette précision, tout autant que celles fournies dans la réponse à la question parlementaire n° 0078, ne concernent pas le réseau 5G, qui n'est pas encore déployé, mais les générations antérieures de réseaux de communications mobiles.

Question 0578 (29.03.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Michel Wolter** (CSV) concernant le **projet Google** :

Am Kader vun der Aktualitéitsstonn vum 27. Mäerz 2019 iwwert de Projet Google sinn eng Rei vu Froen ouni Äntwerte bliwwen. Dofir wëlle mir déi an aner Froen nach eng Kéier un d'Regierung richten.

Laut Informatiounen vun der Press kéint een eventuellen Datenzenter zu Biissen eng 2.500 Gigawattstonne pro Joer verbrauchen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wann een eventuellen Datenzenter vu Google géif 2.500 Gigawattstonne Stroum pro Joer verbrauchen, geet dann eis aktuell Netzcapacitéit duer oder muss de Reseau fir esou eng zousätzlech Nofro u Stroum verstärkt ginn, fir dass d'Versuergungssécherheet weiderhin assuréiert bleift?

- Sinn theoretisch Berechnungen an esou engem Sënn getätegt ginn an, wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëse Berechnungen?

- Wa wéinst dem Projet Google an de Reseau misst investéiert ginn, wéi wëllt d'Regierung verhënnern, dass déi Méikäschten op den Endkonsument repercutéiert ginn?

Am Fall wou een eventuellen Datenzenter vu Google géif 2.500 Gigawattstonne Stroum pro

Joer verbrauchen, géif de Gesamtenergieverbrauch hei am Land massiv an d'Luucht goen.

- Kann d'Regierung an dësem präzise Fall nach hiert am Energie-Effizienz-Plang gesaten Zil errechen a puncto Reduktioun vum Gesamtenergieverbrauch zu Lëtzebuerg?

- Wann dëst Zil net erreecht gëtt, riskéiert Lëtzebuerg dann eventuell, Strofen ze bezuelen?

- Kann d'Regierung an dësem präzise Fall nach hiert Zil am Beräich vun den erneierbaren Energien erfëllen?

- Wéi ka séchergestallt ginn, dass, wa Google ass, daten zenter zu Lëtzebuerg ze bauen, si net op bëllegen Atomstroum zréckgräifen?

- Wat ass d'Positioun vun der Regierung zur Ausso vum Mouvement écologique, den Tanktourismus géif duerch e Stroumtourismus ersat ginn, well ee vun den Haaptargumenter, fir Google op Lëtzebuerg ze kréien, ass den nidrege Stroumpreis?

- Huet d'Regierung een Accord mat Google fir Terrainen zréckzekafen, wann de Projet vum Datenzenter net réaliséiert géif ginn? Wa jo, zu wéi engem Präis?

- Ginn et respektiv gi separat steierlech Konditiounen ënnert der Form vun engem Steier Ruling fir Google agefouert, wa si decidéiert géifen, een Datenzenter zu Biissen ze bauen?

Réponse commune (06.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Nodeems de 27. Mäerz 2019 eng Aktualitéitsstonn iwwert de Sujet vun engem eventuelle Projet vun engem Google Datenzenter am Parlament war, ënnersträicht d'Regierung, dass och aktuell net iwwer e konkrete Projet ka rieds goen.

Soulaang ewéi d'Terrainen, déi an der Gemeng Biissen leien, net ëmklasséiert sinn, sinn Informatiounen iwwer eng eventuell Envergure vun deem Projet spekulativ.

Doriwwer eraus sief drop higewisen, dass déi gesetzlech Prozedure respektéiert ginn an et keng steierlech oder aner Virdeeler ginn, déi op een Akteur eleng applicabel wieren, an am konkrete Fall sief och ënnerstrach, dass d'Firma Google net an Diskussioun mat der Regierung ass oder war, wat Steierfroen am Kader vun enger Implantatioun betrëfft.

D'Regierung ass ausserdeem beméit an decidéiert, d'Ziler, wat de Gebrauch an den Asaz vun erneierbaren Energien ugeet, anzehalen.

Question 0579 (29.03.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **durcissement du droit pénal du Brunei** :

En effet, plusieurs ONG ont déjà mis en garde contre une nouvelle traduction de la charia dans le droit pénal du sultanat de Brunei. Selon elles, le pouvoir préparait le 3 avril la mise en place dans le Code pénal de la peine de mort pour les musulmans reconnus coupables de relations homosexuelles, d'adultère ou de sodomie, avec comme moyen d'exécution le fouet ou la lapidation, et ce sur tout le territoire.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le bien-fondé des précités avertissements de la société civile internationale ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment le Gouvernement entend réagir politiquement à cet anachronisme aux niveaux bilatéral, européen et international ?

Réponse (24.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Les avertissements de la société civile internationale se sont révélés être fondés. En effet, le 3 avril 2019, un Code pénal révisé est entré en vigueur au Brunei Darussalam. Ce nouveau Code pénal menace gravement les droits humains, notamment en imposant une série de châtements corporels, ainsi que l'application de la peine de mort par lapidation pour punir l'adultère et les rapports sexuels entre personnes de même sexe. Ce Code pénal est contraire aux obligations auxquelles le Brunei

Darussalam a souscrit en signant la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en 2015. Il est en outre susceptible de contrevenir aux obligations qui incombent au Brunei Darussalam en tant que partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

ad 2) Dès le 3 avril 2019, l'Union européenne s'est exprimée par le biais d'une déclaration de la porte-parole du Service européen pour l'action extérieure, à laquelle le Luxembourg souscrit pleinement. Cette déclaration souligne qu'il est essentiel que le Gouvernement de Brunei Darussalam veille à ce que la mise en œuvre du Code pénal n'enfreigne pas les droits de l'homme et soit pleinement conforme à l'ensemble des obligations et engagements internationaux et régionaux en matière de droits humains contractés par le Brunei Darussalam. La déclaration précise que l'Union européenne attend également du Brunei Darussalam qu'il maintienne son moratoire de fait sur l'application de la peine de mort.

En outre, en tant que membre de la Coalition pour les droits égaux (Equal Rights Coalition, ERC), le Luxembourg a cosigné avec 35 autres pays membres de l'ERC la déclaration suivante sur la situation au Brunei Darussalam :

Les membres soussignés de la Coalition pour les droits égaux souhaitent exprimer leur profonde consternation devant la décision du Brunei de promulguer intégralement son Code pénal révisé. Dans ce nouveau Code, qui est entré en vigueur le 3 avril 2019, des dispositions prévoient une série de peines incluant l'amputation de membres, la flagellation et la mort par lapidation pour certains gestes reconnus comme des infractions. Les gestes punissables par ces peines comprennent les vols, les viols, les adultères et les rapports sexuels entre personnes de même sexe.

Ces peines extrêmes soulèvent de graves préoccupations quant aux obligations et aux engagements internationaux du Brunei en matière de droits de la personne, y compris ceux liés à l'interdiction de la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi qu'au droit à une protection égale pour tous de la loi, sans discrimination. Ces peines ont également des répercussions négatives sur de nombreux groupes vulnérables du Brunei, notamment sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT), les femmes et les enfants. Les nouvelles dispositions accentuent la marginalisation des personnes appartenant à ces groupes et augmentent les risques qu'elles subissent de la discrimination, de la persécution et de la violence, et ce, même si elles ne font pas l'objet de poursuites pour transgression du Code.

Selon la Coalition pour les droits égaux, toute personne a droit au respect de ses droits fondamentaux, sans distinction. Nous pressons le Gouvernement du Brunei à abolir les nouvelles peines et à s'assurer que toute mesure introduite est cohérente avec les obligations et les engagements internationaux du pays en matière de droits de la personne.

Cosignataires :

Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Islande, Israël, Italie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, République tchèque, Slovénie, Suède, Suisse, Uruguay

Cette déclaration a été publiée le 13 avril 2019.

Au niveau des Nations Unies, la situation au Brunei Darussalam sera évoquée le 10 mai prochain à Genève, quand le pays se soumettra à l'examen périodique universel dans le cadre du Conseil des droits de l'homme.

Question 0581 (29.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **violence à l'école** :

Et héiart ee vu ville Membere vum Léierpersonal, datt et a Primärschoulen an an anere Schoule leider ëmmer nees zu Gewaltdote kënn, déi vu Schüler ausginn a sech géint aner Schüler an och géint d'Léierpersonal riichten.

1. Huet den Här Minister aktuell Donnéeën iwwert d'Gewalt an de Schoulen? Wéi entwéckelt

sech d'Situatioun a sengen Aen a wéi gräifen déi Moosnamen, déi fir sougenannten „verhaltensopfälleg“ Kanner ageféiert goufen?

2. Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Léierpersonal, fir an engem akute Fall vu Gewalt ze reagieren? Huet d'Léierpersonal dat Recht, fir op eegen Initiativ d'Police ze ruffen, wann eng Geforesituatioun festgestallt gëtt?

3. Kann d'Léierpersonal dovun ausgoen, datt d'Police agräift an direkt kënn, wa si bei engem Gewaltausbroch vum engem Schüler, bei deem Kanner an/oder Membere vum Léierpersonal a Gefor sinn, geruff gëtt? Gëtt et do Instruktiounen, zum Beispill vergläichbar mat enger Situatioun vu Gewalt doheem?

4. Gëtt et eng Verflichtung fir d'Léierpersonal oder eng Recommandatioun un d'Léierpersonal, fir bei engem Fall vun heftegen an deels regelméissege Gewaltausbréch vu bestëmmte Kanner, fir d'Elteren oder aner erzéiungsbe-rechtete Persounen, sozial- oder psychologiesch Dénsgchter, oder d'Police direkt, ze informéieren? Wa jo, a wéi enger Reiefolleg an ënner wéi enge Konditiounen?

5. Wéi eng Konsequenzen hätt et fir d'Léierpersonal, wann engem Kand oder engem Enseignant bei engem Gewaltausbroch vum engem Kand, dat dacks oder regelméisseg aggressiv ass, e kierperlecht Leed geschéie géif, am Fall wou dat opfällegt Verhalen net scho virdrun den Elteren, de Sozialdénsgchter oder der Police gemellt gi wär?

6. Wat geschitt am Fall an deem e Kand, dat am Interessi vum der Sécherheet vum anere Kanner oder Persone vum Léierpersonal huet misse kuerzfristeg physesch immobiliséiert ginn, dobäi Verletzung wéi zum Beispill blo Plaze kritt? Wéi ass d'Verantwortung an esou engem Fall geregelt?

7. Kann d'Léierpersonal sech der Ennerstëtzung vum dem Ministère an den Direktiounen sécher sinn, wann ee vun hinnen am Fall vun hefteger Gewalt vum engem Schüler muss d'Police rufen? Gesäit de Ministère d'Prioritéit ëmmer am Schutz vu potenziellen Affer virum engem Kand, dat aggressiv gëtt?

Réponse commune (27.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Statistisch Donnéeën iwwer Gewalt an de Schoule si schwéier ze erfassen: Gewalt ass e vasten Term, well dorënner kann ee Verhaltensstéierungen, Pathologien, ma och Delinquenz verstoen. Doriwwer eraus bezitt sech d'Fro vum honorablen Deputéierte souwuel op d'Schüler aus der Grondschoul wéi och aus dem Lycée.

Am Lycée huet d'Zuel vun de Conseil-disciplinellen am Zäitraum vun 2014 bis 2017 ofgehall:

Schouljoer 2014/2015: 186 Reuniounen

Schouljoer 2015/2016: 151 Reuniounen

Schouljoer 2016/2017: 144 Reuniounen

A ronn 25 % vun de Fäll hat de Conseil de discipline sech iwwer Gewaltdoten ze prononcieren. Dësen Trend bleift säit Jore konstant.

De CePAS an d'SePAS hirsäits konzentréiere sech bei hire Statistiken op d'psychologiesch Problematiken hannert de Verhaltensopfällegkeeten a gi keng Informatiounen iwwert d'Symptomer vun de Schülerinnen a Schüler.

Virum allem bei de Kanner am Grondschoualter ass et dofir och wichteg ze gesinn, dass Gewaltausbréch meeschtens den Ausdrock vun enger psychologiescher Detresse vum dem Kand sinn. Och wann d'Sécherheet vum dem betroffene Kand, senge Matschüler an dem Léierpersonal am Mëttelpunkt steet, muss en adäquate psychosozialen Encadrement vum dem Kand assuréiert ginn.

Dofir gouf an der viregter Legislaturperiod reagiert mat:

- enger personeller Opstockung vun den ambulante Servicer vun de Schoulen;

- der Schafung vum Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel; an

- der Schafung vu Centre-sociothérapeutiquen.

Déi eischt positiv Auswierkung vum dese Moosname maache sech bemierkbar an encouragéieren de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, mam Op- an Ausbau vun dese Mesurë virunzefueren.

Déi eenzeg Donnéeën, déi bei der Police kënnen erfassé ginn, sinn d'Unzuel vun de Plainten, déi entgéintgehall gi sinn, onofhängeg dovunner, ob et sech beim Plaignant ëm ee Schüler, e Member vum Léierpersonal oder eng aner Persoun gehandelt huet, an onofhängeg dovunner, ëm wéi eng Gewaltdot et sech gehandelt huet:

Zuel vun de Plainten, am Zesummenhang mat Gewaltdoten an de Schoule vun 2014 bis 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Total:	70	71	78	73	88

Dës Zuele bleiwen iwwert d'Zäit gesi konstant. Et bleift ofzewarten, ob déi licht Augmentatioun am Joer 2018 op déi zäitgläich Aféierung vun den neie Centre-thérapeutiquen an eng Sensibilisatioun vum dem Léierpersonal zréckzeféieren ass. Fir d'Problematik vun der Gewalt an der Schoul ze belichten, lount et sech och e Bléck op den internationale Verglach ze geheien. D'PISA-Etüd aus dem Joer 2015 iwwert d'Wuelbefanne vun de Schüler (ëm 15 Joer) weist, datt zu Lëtzebuerg 3,5 % vun de Schüler gesot hunn, Affer vu Gewalt säitens vun anere Schüler gewiescht ze sinn. D'OECD-Moyenne louch hei bei 4,3 %.

ad 2. Vill Schoulen hu sech en Interventiounspang opgestallt, op dee si an enger akuter Kris zréckgräifen. An esou engem Plang gëtt sech d'Schoul dann am Viraus eng Prozedur, wat ze maachen ass, a wien zu wat fir engem Ament am Schoulgebai zousätzlech zur Verfügung steet.

Et ass am Ermoosse vum Léierpersonal respektiv der Schoulleedung, déi adäquat Hëllef ze ruffen, sief et d'Police oder eng medezinesch Hëllef.

D'Léierpersonal huet natierlech ëmmer d'Méiglechkeet, sech un déi psychosozial a sozio-educativ Servicer an hire jeeweilige Lycéien ze richten. Dës kënnen direkt Mesurë proposéieren, respektiv un den nationalen CePAS verweisen.

ad 3. Am Fall vun enger urgenter Ufro fir eng Interventioun am Kader vu Gewaltdoten am Flagrant an enger Schoul, fiert d'Police direkt op d'Plaz a gräift do mat den adäquaten a proportionéierte Mëttelen an, fir d'Situatioun nees an de Grëff ze kréien. Dobäi intervenéiert si am Kader vum Code de procédure pénale.

Ausserhalb vun der frëscher Dot ginn et speziell intern Uweisungen, wéi d'Police ze verfuere huet am Fall vun enger Enquête an enger Schoul.

ad 4. Et häntk vu Fall zu Fall of, wat bei engem etwaege Gewaltausbroch vum enger Schülerin oder engem Schüler chronologesch geschitt: Am optimale Fall gëtt dat Kand oder dee Jugendleche schonns betreit an all betraffe Leit - d'Elteren, d'Schoul an d'Therapeuten - schaffen zesummen. An deem Fall gëtt sech och ënnerneen eens gemaach, wéi bei enger Kris virgaange gëtt.

ad 5. D'Schoulgesetz vun 2009 leet enorm vill Wäert op de regelméissegen Austausch tëscht Schoul an Elterehaus. En net appropriéiert Verhale vun engem Kand, dat zudeem och nach aner Kanner oder Erwuessener a Gefor bréngt, gëtt sécherlech den Eltere vum Kand matgedeelt, ma och der zoustänneger Direktioun, an déi Hëlfe, déi et an der Schoul gëtt, souwéi spezialiséiert Dénsgchter a Servicer (fräischaffend Dokter an Therapeuten, Spidol, konventionéiert Servicer, den uewe genannte Centre de compétences) gi sollicitéiert.

An enger extremer Situatioun, wou d'Wuel vum betraffene Kand oder Jugendlechen oder d'Sécherheet vun de Matschülerinnen a -schüler respektiv dem Léierpersonal latent a Gefor sinn, gëtt de Parquet informéiert.

ad 6. Fir déi duergestallte Situatioun gëtt et keng schoulesch Sonnerregelung, ma do géllt dat allgemengt.

ad 7. De Ministère an d'Direktiounen engagéieren sech esou vill wéi nëmme méiglech, fir d'Schoulen an d'Léierpersonal an dese Kris-situatiounen ze ennerstëtzen. D'Prioritéit muss sinn, jiddereen an esou engem Ament ze schützen, Matschüler a Léierpersonal, ma och de betraffene Schüler oder déi betraffe Schülerin viru sech selwer.

Question 0582 (29.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **vaccin contre la grippe** :

La pandémie de grippe A H1N1 survenue en 2009 a montré les faiblesses concernant l'accès aux vaccins et médicaments dans les différents pays de l'UE.

En plus, ces pays se sont vu dicter les prix par les laboratoires producteurs et ont été traités à la tête du client.

Ceci a encouragé la plupart des pays de l'UE à charger la Commission européenne de préparer un mécanisme de passation conjointe de marché en matière de vaccins pour faire face à une future pandémie.

Le Luxembourg a été dès le début l'un des promoteurs d'une telle démarche commune et a été parmi les premiers signataires de l'accord.

Comme vient de l'annoncer Monsieur le Ministre de la Santé, le premier contrat entre l'UE et le laboratoire producteur de vaccin Seqirus a été signé cette semaine.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quel est le contenu exact de ce contrat.

2) Dans quelles circonstances exactes jouera-t-il ?

3) Quelles sont les conditions auxquelles se sont engagés les partenaires ?

4) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une formule comparable devrait être envisagée pour l'achat de vaccins contre la grippe saisonnière, ceci d'autant plus que les différents pays ont été confrontés à une pénurie de vaccins au courant de cet hiver ?

5) Ce modèle est-il envisageable pour la fourniture de vaccins en général ?

Réponse (02.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le contenu du contrat-cadre pour la fourniture du vaccin pandémique signé le 28 mars 2019 avec la société pharmaceutique Seqirus est conclu pour une période allant de quatre à six ans. Il désigne la quantité maximum de doses de vaccins à laquelle a droit le Grand-Duché de Luxembourg, le montant des frais de réservation par dose et par année et son prix unitaire à l'achat. Il définit également les conditions auxquelles doit répondre le vaccin, les modalités de sa livraison, la responsabilité respective de Seqirus et de l'État envers les parties tierces et envers eux-mêmes. Par ailleurs, il détermine les causes, les procédures et les effets de la résiliation du contrat et les conditions d'annulation des doses du vaccin. Il indique aussi la nature et le montant des sanctions pour non-respect des dispositions du contrat et la juridiction en cas de litige.

ad 2) Les circonstances suivantes sont à l'origine du déclenchement de la livraison du vaccin pandémique au Grand-Duché de Luxembourg : la déclaration de la pandémie par l'Organisation mondiale de la santé ou bien la reconnaissance par Commission européenne d'une situation d'urgence sanitaire en relation avec l'épidémie humaine de grippe considérée comme ayant un potentiel pandémique et la commande du vaccin passée par le Ministère de la Santé auprès du fabricant du produit.

ad 3) Par le contrat-cadre, la société s'est engagée pendant la durée du contrat à livrer au Grand-Duché de Luxembourg la quantité du vaccin pandémique indiquée dans la commande, de respecter les délais de livraison et les bonnes pratiques de fabrication et de distribution, de détenir une autorisation de mise sur le marché, de contracter une assurance y compris contre les effets indésirables, à reconnaître une certaine responsabilité notamment en matière des événements indésirables graves, à respecter le droit à l'annulation des doses et à la résiliation du contrat dans certaines conditions, à subir des sanctions financières en cas de non-respect des engagements et de se soumettre à la législation et la juridiction luxembourgeoise en cas de litige.

De son côté, le Ministère de la Santé s'engage à respecter les conditions d'annulation et de la résiliation du contrat, de verser annuellement les frais de réservation du vaccin et de payer la quantité livrée du produit une fois la commande passée.

ad 4) Le recours à la procédure de passation de marché conjointe utilisée pour l'acquisition du vaccin pandémique est soumis à plusieurs contraintes légales et procédurales.

En effet, selon l'article 5 de la décision n° 1082/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013, les institutions de l'Union européenne et les États membres qui le souhaitent peuvent engager une procédure conjointe de passation de marché en vue de l'achat anticipé de contre-mesures médicales relatives à des menaces transfrontières graves sur la santé sous certaines conditions, notamment que cette procédure ne produit aucune influence sur le marché intérieur européen, respecte les droits et les obligations des États membres ne participant pas à cette procédure et n'a pas d'impact sur leur budget.

L'accord de passation de marché conjointe en vue de fourniture de contre-mesures médicales définit pour sa part les procédures déterminant



les modalités pratiques régissant cette procédure et le processus décisionnel en ce qui concerne le choix de la procédure, l'évaluation des offres et l'attribution du marché.

L'article 2 de l'accord susmentionné définit les contre-mesures médicales comme tout médicament, dispositif médical, autre marchandise ou service qui ont pour but de combattre les menaces transfrontières graves sur la santé.

D'après l'article 2, paragraphe 1, lettre a), point i), de la décision 1082/2013, les maladies transmissibles font partie de la catégorie de menaces d'origine biologique des menaces transfrontières graves sur la santé.

La grippe figure à l'annexe I, point 1, de la décision d'exécution 2018/945 de la Commission européenne du 22 juin 2018 relative aux maladies transmissibles et aux problèmes sanitaires particuliers connexes qui doivent être couverts par la surveillance épidémiologique ainsi qu'aux définitions de cas correspondantes.

Néanmoins, cette liste de maladies transmissibles présente seulement une valeur indicative, car ces maladies doivent également répondre à la définition de la menace transfrontière grave sur la santé pour pouvoir rentrer dans la portée de la procédure de passation de marché conjointe.

L'article 3, lettre g), de la décision 1082/2013 définit la menace transfrontière grave sur la santé comme un danger mortel ou tout autre danger grave pour la santé, d'origine biologique, chimique, environnementale ou inconnue, qui se propose ou présente un risque important de propagation par-delà les frontières nationales des États membres, et qui peut nécessiter une coordination au niveau de l'Union européenne afin d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine.

En principe, le vaccin contre la grippe saisonnière peut être sujet à la procédure de passation de marché conjointe à condition que plusieurs États membres déclarent la volonté d'y participer.

Le Ministère de la Santé a d'ailleurs signalé cette année à la Commission européenne son intérêt pour l'acquisition du vaccin saisonnier à travers cette procédure.

ad 5) Par analogie à la réponse donnée à la question 4, il est possible de conclure que d'autres vaccins contre les maladies transmissibles couverts par l'annexe I de la décision d'exécution 2018/945 de la Commission européenne susmentionnée sont éligibles à la procédure de passation de marché conjointe, y compris ceux du Programme national de vaccination.

Question 0583 (29.03.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant l'**infrastructure et équipement de l'enseignement fondamental** :

Le développement des compétences digitales à l'enseignement fondamental a été particulièrement mis en avant dans l'accord de coalition de 2018. Ainsi, la coalition a proclamé qu'on voudrait « amener l'enfant de façon ludique vers un apprentissage des principes de base du codage, des modules et des matériels pédagogiques seront élaborés qui seront progressivement intégrés dans les cours de mathématiques, d'éveil aux sciences et sciences naturelles. »

Le financement du matériel nécessaire est la condition sine qua non pour atteindre un tel développement des compétences digitales à l'enseignement fondamental.

L'article 35 de la loi modifiée du février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit que « Toute commune est tenue de mettre à la disposition les infrastructures et équipements nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental. »

En outre, l'article 75 de ladite loi dispose que « Les frais de construction et d'équipement des infrastructures scolaires communales et régionales de l'enseignement fondamental sont à charge des communes. Les sommes nécessaires à ces fins sont portées annuellement au budget communal. »

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Est-ce qu'à ce jour toutes les communes luxembourgeoises subviennent à ces dispositions ?

- Est-ce que certaines communes bénéficient de subsides ou de subventions étatiques pour financer l'équipement informatique dans les écoles ?

- Est-ce que l'État met à disposition des communes le matériel nécessaire ?

- Est-ce qu'il existe des recommandations respectivement des prescriptions pour l'acquisition du matériel informatique ?

- Comment le Ministère procède-t-il pour garantir que tout enfant dans n'importe quelle commune luxembourgeoise ait accès à un équipement et des infrastructures comparables ?

- Est-ce que le Gouvernement entend à l'avenir soutenir financièrement les communes pour l'acquisition de matériel informatique ?

Réponse (07.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Conformément aux dispositions législatives évoquées par l'honorable Député, la mise à disposition des infrastructures et équipements nécessaires à l'enseignement fondamental revient en effet aux communes. Cela comprend - au même titre que le tableau noir - l'équipement et l'infrastructure informatiques.

L'article 75 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule en outre que « L'État contribue à ces dépenses dans une mesure qui est déterminée annuellement par la loi du budget. Un règlement grand-ducal détermine, d'après des principes uniformes, les bases de répartition entre les communes des subsides en faveur de l'enseignement fondamental. »

À l'heure actuelle, les communes ne bénéficient cependant ni de subsides ou de subventions étatiques pour financer en particulier l'équipement informatique des écoles de l'enseignement fondamental, ni de mise à disposition de la part de l'État du matériel nécessaire. À noter cependant que les autorités communales qui en font la demande, bénéficient de l'appui logistique et pédagogique de la part du Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) et du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, convaincu de la plus-value que peuvent apporter les outils et supports pédagogiques numériques, entend également promouvoir le développement des compétences digitales, et ce dès l'enseignement fondamental. Force est cependant de constater que l'équipement informatique et le recours à des outils pédagogiques numériques dans les écoles de l'enseignement fondamental présentent de fortes disparités selon les communes du fait que les investissements en la matière y varient considérablement, et ce dans le cadre de l'autonomie communale. Il s'agira à l'avenir de trouver un juste équilibre entre cette dernière et la nécessité d'assurer l'équité en matière d'offres numériques pour les élèves de l'enseignement fondamental sur l'ensemble du pays.

Quant à une éventuelle participation aux frais d'acquisition de matériel informatique de la part de l'État, et au cas où celle-ci serait à l'avenir souhaitée par les communes et expressément réclamée par le Syvicol, une réflexion en profondeur devra être menée au préalable sur la répartition des compétences entre l'État et les communes et sur le rôle que les communes joueraient à l'avenir en matière d'organisation scolaire, notamment en ce qui concerne le matériel qui serait à fournir par les communes et par l'État respectivement ainsi que les responsabilités en matière de gestion et de maintenance de ce matériel. Cette discussion serait à mener avec toutes les instances concernées avec en premier lieu le Ministère de l'Intérieur, alors qu'une nouvelle base légale en la matière s'imposerait dès lors.

Question 0584 (29.03.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **déplacement en Chine** :

En effet, Monsieur le Premier Ministre a effectué un déplacement en Chine du 27 au 28 mars 2019 à l'occasion du Forum de Boao pour l'Asie sur l'île de Hainan. Dans ce cadre, un mémoire d'entente bilatéral sur la coopération dans le cadre de l'initiative « Belt and Road », la nouvelle route de la soie, a été signé. Les relations bilatérales furent l'un des sujets d'une entrevue avec Monsieur le Premier Ministre de la République populaire de Chine, Li Keqiang. Lors de son déplacement en Asie, Monsieur le Premier Ministre a affirmé vouloir « approfondir davantage » les relations sino-luxembourgeoises, « notamment dans les domaines économique, financier et de la logistique ». Selon le communiqué du Ministère d'État, plusieurs accords furent signés.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me préciser le contenu et la portée des précités accords signés avec la Chine dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » ?

2) Monsieur le Premier Ministre peut-il également m'informer sur les autres conclusions politico-diplomatiques de son déplacement en Asie ?

3) Monsieur le Premier Ministre peut-il enfin me renseigner sur ses attentes politiques relatives au 21^e sommet bilatéral entre l'Union européenne et la Chine le 9 avril à Bruxelles ?

Réponse (29.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1) Le 27 mars 2019, en marge du Forum de Boao pour l'Asie, le Luxembourg et la Chine ont signé une déclaration d'intention sur la coopération dans le cadre de l'initiative « Belt and Road ». Cette déclaration d'intention qui n'est pas juridiquement contraignante identifie les domaines où le Luxembourg entretient des relations privilégiées avec la Chine et dans lesquels les deux partenaires souhaitent approfondir leur coopération. Parmi ces domaines figurent notamment la logistique, le commerce électronique ou encore les services financiers.

Il a également été procédé à la signature de quatre accords entre la Bourse de Luxembourg et respectivement la Bourse de Shanghai, la Bourse de Shenzhen, la Clearing House de Shanghai et la Bank of China visant à approfondir la coopération entre la Bourse de Luxembourg et les autres signataires.

ad 2) Monsieur le Premier Ministre est intervenu le 28 mars 2019 lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence annuelle du Forum de Boao pour l'Asie, consacrée au sujet « Shared Future, Concerted Action, Common Development ». Ce forum constitue une plateforme d'échange qui a vocation à faciliter un dialogue sur les défis communs. Dans son intervention, Monsieur le Premier Ministre a plaidé pour préserver le cadre multilatéral et s'est exprimé en faveur d'un modèle de gouvernance mondial juste et équitable qui respecte les règles, un modèle où la coopération l'emporte sur la confrontation. Dans ce contexte, Monsieur le Premier Ministre a mis en exergue le rôle de l'Union européenne, un projet de paix basé notamment sur les libertés individuelles, qui continuera à rester un espace ouvert permettant notamment à l'Europe et à l'Asie de se rapprocher en créant de nouvelles connexions.

En marge de la conférence, Monsieur le Premier Ministre a eu des entrevues avec son homologue chinois le Premier Ministre Li Keqiang, ainsi qu'avec les chefs de Gouvernement de la République de Corée, Lee Nak-yeon, et du Laos, Thongloun Sisoulith. Ces entrevues ont permis de passer en revue les relations bilatérales et les dossiers régionaux relevant d'un intérêt commun. Monsieur le Premier Ministre s'est également entretenu avec divers acteurs économiques.

ad 3) Le 21^e sommet UE-Chine qui s'est tenu le 9 avril dernier à Bruxelles a permis de faire progresser les relations entre l'Union européenne et la Chine au regard des enjeux bilatéraux et multilatéraux. Une déclaration commune fut adoptée à l'issue du sommet qui illustre l'étendue et la profondeur de la coopération entre l'UE et la Chine.

L'UE souhaite poursuivre des relations justes, équilibrées et mutuellement bénéfiques avec la Chine. L'UE ambitionne notamment de mettre en place une relation économique plus équilibrée avec la Chine, tout en approfondissant le dialogue sur les questions multilatérales, y compris la réforme de l'Organisation mondiale du commerce.

fir Kreditter zrëckzebeuzelen, perséinlech Informatiounen an hir „Social Media Accounts“.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Här Aussen- an Europaminister dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister bestätegen, dass d'Generalkonsulat zu Shanghai en Accord mat Sesame Credit huet?

- Wéi vill Persounen hu bis elo e Visa mat engem Rating vu Sesame Credit ugefrot?

- Zënter wéini offrëiert d'lëtzebuergesch Generalkonsulat zu Shanghai d'Méiglechkeet, mat Hëllef vu Sesame Credit e Visa unzefroen? Wäert dës Offer an Zukunft op aner Länner an/oder aner Entreprises erweidert ginn?

- Wéi ass dem Ausseministère seng Entscheidung, mat enger privater Entreprise zesummenzeschaffen, déi Date vu Privatleit sammelt a späichert, zustane komm? Sinn och aner Entreprises a Consideratioun geholl ginn?

- Wéi garantiéiert d'Regierung, dass d'Informatiounen, déi Sesame Credit un de Konsulat weidergëtt, der Realitéit entsprechen?

- Wéi eng Base légale garantiéiert, dass de Ranking vu Sesame Credit beim Konsulat mat engem offiziellen Dokument iwwert d'Solvabilitéit vun enger Persoun gläichgestallt muss ginn?

Réponse (05.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Den MAEE bestätegt, dass de Generalkonsulat zu Shanghai en Accord mat Sesame Credit huet.

De Generalkonsulat huet 32 Ufroe fir e Visa entgéintgehol, déi, nieft aneren Dokumenter, e finanzielle Rapport vu Sesame Credit enthalten hunn.

De Generalkonsulat zu Shanghai huet säit dem 10. Mäerz 2017 en Accord mat Sesame Credit. Eng Erweiterung op aner Länner an/oder Entreprises ass net virgesinn.

De Kontrakt mat der chineesescher Entreprise Ant Financial, dee vum Generalkonsulat zu Shanghai ënnerschriwwen gouf, erlaabt et, een Element vun de Konditiounen, déi en Demandeur fir e Visa muss erfüllen, ze vereinfachen. D'Schengen-Zesummenaarbecht schreift vir, dass d'Lëtzebuurger Autoritéit Bankauszich verlaange mussen, fir d'finanziell Situatioun vum Demandeur ze iwwerpräiwen. Et sief dobäi ënnerstrach, dass eng Persoun, déi eng Demande mécht, eng Rei vu Konditiounen muss erfüllen, fir e Visa kënnen ze kréien, déi konform musse si mat de festgeluechte Regele fir e sougenannten „Schengen-Visa“. Vill Chinesen hu kee Bankkonto, deen dat kéint noweisen, mä gebrauch amplaz en Internetservice („Internet Finance“). Déi Date vun Ant Financial, déi sech nëmmen op d'finanziell Situatioun vum Demandeur begrenzen, ginn direkt un de Generalkonsulat, wat de Problem vu gefälschten Dokumenter, deen a China ganz heefeg ass, staark reduzéiert. Och aner Drëttlänner benotzen aus dësem Grond de Service vun Ant Financial.

Ant Financial gëtt vum staatleche Regulateur vum chineesesche Finanzsektor iwwerpräift an huet dofir déiselwecht Glafwierdegkeet wéi all aner Finanzinstitut. Et ass eng Gläichbehandlung vun engem digitale Kont rapport zu engem klassesche Bankkont an ënnerläit darselwechter Supervisioun a Kontroll.

De Ranking gëtt net als Beweis fir d'Solvabilitéit vun enger Persoun a Betruecht geholl. D'Informatioun iwwert d'finanziell Situatioun vum Demandeur ass virgeschriwwen am Code Visa. Fir China ass d'Lëscht vun den Dokumenter, déi fir eng Demande néideg sinn, festgeluecht an der Decisioun vun der Europäescher Kommissioun vum 4. August 2011.

Question 0586 (01.04.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **chantier sur la collectrice de Pétange** :

Op der Collectrice vu Péiteng a Richtung Käerjeng ass schonn zënter Méint ee Schantjen, bei deem scheinbar keng Avancé gemaach ginn. Et handelt sech heibäi ëm de Streckenofschnëtt vun der Avenue de l'Europe, déi an der Péitenger Gemeng tëscht de Weiere verleeft. Vu dass et sech ëm eng Nationalstrooss handelt, ass de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Baute fir dës Streckenofschnëtt zoustänneg.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aarbechte sinn um genannte Streckenofschneitt virgesinn?

2. Op wéi engem Dag ass dës Schantjen opgaangen? Bis wéini ass d'Färdgestellung vun den Aarbechte geplangt?

3. Sinn d'Aarbechten op dësem Schantje schonn ugefaange ginn? Falls jo, wéi eng Aarbechte si bis elo, ausser der Markéierung vun der Fuebunn, bewältigt ginn? Falls neen, wéi eng Grënn verzögeren den Ufank vun den Aarbechten um Schantjen?

Réponse (16.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

A senger parlamentarescher Ufro wollt den Här Deputéierte Marc Goergen sech iwwert de Schantjen op der Collectrice du Sud N31 zu Péiteng informéieren.

Et ass richtig, datt dës Streckenofschneitt a main Zoustännekeetsberäich fällt, den Optrageger vum concernéierte Schantjen op der Collectrice vu Péiteng ass awer de Gemengesyndikat „Syndicat intercommunal pour l'assainissement du bassin de la Chiers (SIACH)“.

Op dësem Streckenofschneitt gëtt eng Adaptation vun engem Reewaasserbaseng zu Péiteng an der Rue de la Piscine gemaach (→ genee Bezeichnung vum Projet: „Adaptation d'un bassin d'orage respectivement adaptation d'un déversoir Rue de la Piscine“).

Dës Baseng gëtt un d'Kuer (Chiers) ugeschloss, soudatt op enger Déift tëscht 5 a 7 Meter ënnert der Collectrice de Kanal duerchgebuert gëtt. Des Weidere gëtt ee Schacht („de visite“) an eng Trap mat engem Gelänner, fir bei dësem Schacht ze kommen, gebaut.

Dës Aarbechte sinn duerch eng Permission de voirie ofgedeckt an et ass ëmmer main Uleies, fir esou Aarbechten op staark frequentéierte Stroossen an engem kuerzen Zäitraum ofzuschléissen, fir de Verkéiersfloss esou wéineg wéi méiglech ze stéieren.

Question 0587 (01.04.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **signes national-socialistes lors d'un match de football international** :

A gläich e puer Artikelen an der Press gouf de 27. an den 28. März 2019 dokumentéiert, datt am Fussballstadion Josy Barthel, beim Spill vu Lëtzebuerg géint d'Ukrain, nationalsozialistesch Symboler gewise goufen. Dorop gouf awer vun offizieller Säit anscheinend „aus Sécherheetsgrënn“ net reagéiert.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Justizminister, dem Här Sportsminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng nationalsozialistesch Symboler sinn zu Lëtzebuerg verbueden?

2. Firwat gouf net vun der Police intervenéiert, wéi am Stadion de sougenannten „Hitlergruß“ gemaach gouf?

3. Goufen déi Schëlleg identifizéiert a protokolliert? Huet de Stat Pursuitten ageleet?

4. Fannen déi Här Ministeren et normal, datt hei am Land nees den „Hitlergruß“ gewise gëtt, ouni datt d'Police agräift? Lëtzebuerg war och international duerch d'decidéiert Opriede vun eise Sécherheetskraftern 1994 (Rudolf-Hess-Opmarsch) an e ganz positivt Liicht geréckelt ginn. Riskéiert net d'Feele vun enger Reaktioun beim Lännermatch, dëst Bild ze beschiedegen?

5. Firwat goufen déi ukrainesch „Supporteren“ net méi streng am Virus kontrolléiert an iwwert déi legal Bestëmmungen am Hibleck op nationalsozialistesch Symboler hei am Land opgekläert?

6. Firwat goufen „aus Sécherheetsgrënn“ esou Delikter toleréiert? Waren déi ukrainesch nationalsozialistesch Zeen an hir Präsenz am Sport ënnerschat ginn? Waren net genuch Polizisten do, fir den Aktiounen vun deenen Neonazien effektiv entgéintzotrieden?

7. Firwat gouf toleréiert, datt eng Foto vun engem bekannten Nazi-Collaborateur, dem Här Bandera, am Stadion gewise gouf?

8. Firwat war, wann d'Press dat richtig rapportéiert huet, keng oder bal keng Police-Präsenz am Stadion?

9. Wéi konnt et dozou kommen, datt eng 40 Sëtzer am Stadion vun ukraineschen „Supporteren“ beschiedegt oder zerstiéert goufen an d'Police net agegraff huet?

10. Gouf et am Virfeld Kontakter mam Ausseminister, fir sech iwwert déi politesch Situatioun an der Ukrain ze informéieren an de Sécherheetsdispositif deemspriechend unzepassen? Waren déi Här Ministeren fir déi bannenzeg Sécherheet, de Sport an d'Justiz iwwert déi méiglech Präsenz vun „Pravy Sektor“ bei deem Spill informéiert?

11. Wéi eng Léieren zéien déi Här Ministeren aus dësem Tëscheffall?

Réponse commune (10.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Den honorablen Deputéierte freet, wéi eng nationalsozialistesch Symboler zu Lëtzebuerg verbueden sinn. Zu Lëtzebuerg sinn all nationalsozialistesch Symboler verbueden, wa se ënnert d'Bestëmmungen vum Artikel 457-1 vun eisem Code pénal falen. Dës gesäit vir, dass:

« Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 ;

2) quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au paragraphe 1) du présent article ;

3) quiconque imprime ou fait imprimer, fabrique, détient, transporte, importe, exporte, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, met en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoie à partir du territoire luxembourgeois, remet à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454.

La confiscation des objets énumérés ci-avant sera prononcée dans tous les cas. »

D'Police ass fir d'Sécherheet ausserhalb vum Stadion zoustänneg. Fir d'Sécherheet am Stadion ass den Organisator (FLF) mat hirem Sécherheetsdëngscht zoustänneg. D'Police krut zu kengem Moment matgedeelt, dass déi ukrainesch Supporteren déi vum honorablen Deputéierten ernimmten Zeeche géife maachen.

Déi betreffend Persounen goufen net identifizéiert a vun der Police goufen deemno och keng Enquêtes ageleet, well se zu deem Ament keng Kenntnis vun dëser Gestik hat.

De Contrôle d'accès fir an de Stadion gëtt ausschliesslech vun enger Sécherheitsfirma vum Organisator, also der FLF, gemaach. Gemääss den Aussoe vun dem Responsabele vun där Firma, wieren esouguer zwee ukrainesch Fanbeobachter beim Contrôle d'accès derbäi gewiescht.

Déi Kontroll huet vun 18.45 Auer bis kuerz virum Upaff vum Match gedauert.

D'Police huet am Virfeld vum Match iwwert den UEFA National Football Information Point en Austausch mat den ukraineschen Homologen opgeholl, esou wéi dat allgemeng praktizéiert gëtt.

Weder vum UEFA National Football Information Point nach vun de Responsabele vun der ukrainescher Equipe waren déi vun honorablen Deputéierten ugeschwaten Informatiounen bekannt gemaach ginn. De 25. März 2019 war mueres um 10.30 Auer eng grouss Sécherheitsversammlung mat de Responsabele vun der UEFA, de Sécherheetsdëngschter an de Vertrieber vun den zwou Equippen. Och do gouf zu kengem Moment, och net op Nofro vun der

UEFA, iergendeng Informatioun vun esou Virfall vun den ukrainesche Responsabele matgedeelt.

De Match gouf des Weidere als „low risk“ agestuift an de Police-Dispositif, deen op der Plaz war, gouf deemspriechend opgestallt.

Question 0588 (02.04.2019) de **M. Dan Biancalana** (*LSAP*) concernant le **PAG « nouvelle génération »** :

Madame la Ministre vient d'informer les communes par voie de circulaire sur certaines dispositions concernant les PAG dits « nouvelle génération ».

On peut y lire notamment que le nouveau PAG « permet aux communes de disposer d'un outil capable d'affronter les défis que pose l'urbanisme contemporain, en permettant la réalisation de quartiers durables, qui génèrent pour les futurs usagers un haut niveau de qualité de vie dans un environnement attractif ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Selon Madame la Ministre, quels sont les avantages concrets les plus importants de la mise en œuvre des PAG « nouvelle génération » ?

2) Existe-t-il des exemples positifs de communes ayant déjà adopté leur PAG « nouvelle génération » ?

3) La circulaire se contente de parler des PAG basés sur la législation de 2011. Qu'en est-il des PAG basés sur la législation de 2004 ?

Madame la Ministre rappelle également l'accord de coalition qui dit : « Les communes qui n'auront pas soumis le projet d'aménagement général „nouvelle génération“ au vote provisoire du conseil communal au 1^{er} novembre 2019 se verront pénalisées. »

4) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'elle n'envisage pas de reporter le délai encore une fois, sachant que certaines communes ne peuvent avancer dans les procédures à cause des retards dans l'élaboration des études menées dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement (dit « SUP ») ?

5) Des 46 communes qui n'ont actuellement pas encore initié la procédure d'adoption d'un PAG « nouvelle génération », Madame la Ministre sait-elle combien ne seront probablement pas en mesure de respecter le délai ?

6) Comment Madame la Ministre prévoit-elle d'implémenter les sanctions ?

Réponse (02.05.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1) En ce qui concerne la question ayant trait aux avantages concrets les plus importants de la mise en œuvre des PAG « nouvelle génération ».

Le Plan d'aménagement général « nouvelle génération » (dénommé ci-après « PAG mouture 2011 ») permet aux communes de disposer d'un outil, capable d'affronter les défis que pose l'urbanisme contemporain, en permettant la réalisation de quartiers durables qui génèrent, pour les futurs usagers, un haut niveau de qualité de vie dans un environnement attractif.

Les anciens PAG, qui se basent sur la législation de 1937 (dénommé ci-après « PAG mouture 1937 ») ne peuvent que difficilement atteindre les objectifs précités, alors qu'ils contiennent des règles d'urbanisme trop rigides et uniformisées. Ainsi, cela ne permet guère de répondre aux contraintes et spécificités, que posent les différents sites appelés à être urbanisés.

Par conséquent, dans le passé, il fallait fréquemment procéder à une modification ponctuelle des PAG « mouture 1937 » afin de garantir la conformité d'un plan d'aménagement particulier (PAP) au PAG « mouture 1937 », conduisant ainsi à une procédure longue et lourde.

Pour la réalisation de plans d'aménagement particulier nouveau quartier (dénommés ci-après « PAP nouveau quartier »), les PAG « mouture 2011 » prévoient toute une série d'instruments, qui ne se contentent pas de fixer la surface constructible, mais veillent davantage à garantir l'aménagement d'un espace public attractif, une bonne mixité des fonctions (habitations, commerces, bureaux, ...) ainsi qu'une mixité des typologies de logements (maisons unifamiliales, appartements, studios, logements intégrés, ...). Ces éléments favorisent essentiellement la création d'espaces urbains en maintenant un certain sédentarisme des habitants, bénéfique à leur cohésion sociale.

Par conséquent, les PAG « mouture 2011 » sont capables, non seulement de concilier une

densité de construction adaptée aux besoins actuels avec un haut niveau de qualité de vie pour les usagers, mais encore de répondre aux défis auxquels le Grand-Duché fait face, alors qu'il connaît une croissance économique et démographique importante.

Grâce à leur flexibilité accrue, il n'est plus nécessaire de devoir modifier régulièrement le PAG pour permettre au PAP de s'y conformer.

De surcroît, les PAG « mouture 2011 » disposent également de l'instrument du Plan d'aménagement particulier « quartier existant » qui couvre l'ensemble des secteurs urbanisés et permet ainsi la réalisation de projets de construction par le biais d'une simple délivrance d'une autorisation de construire.

Dans les anciens PAG précités se posait souvent la question de savoir si le recours à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier (aussi appelé « Plan de lotissement ») était nécessaire pour la réalisation d'un projet de construction dans un secteur d'ores et déjà urbanisé.

Le PAG « mouture 2011 » met fin à cette insécurité juridique, en effet le Plan d'aménagement particulier « quartier existant » met désormais à disposition des personnes intéressées un corps de règles prédéfini, ce qui évite de passer par l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier, qui devrait parcourir une procédure d'adoption.

Les PAG « mouture 2011 » contribuent ainsi largement à :

- une simplification administrative conséquente en matière d'urbanisme,

- la mise en place d'instruments capables de générer un urbanisme durable et de qualité,

- un renforcement conséquent de la sécurité juridique.

ad 2) En ce qui concerne la question ayant trait aux exemples positifs de communes ayant déjà adopté leur PAG « nouvelle génération ».

La Direction de l'aménagement communal et du développement urbain du Ministère de l'Intérieur (dénommée ci-après « DACDU ») a été amenée à constater, notamment lors des réunions de la plateforme de concertation PAP⁷, avec tous les acteurs concernés, que les PAG « mouture 2011 » se prêtent à une exécution beaucoup plus aisée, puisqu'ils définissent un cadre réglementaire clair et précis en ce qui concerne le potentiel constructible.

En effet, les PAG « mouture 2011 » précisent sans équivoque le nombre de mètres carrés pouvant être construits, la surface pouvant être scellée et le nombre d'unités de logement autorisables.

Par conséquent, les discussions lors de la conception d'un projet de construction d'un nouveau quartier ne tournent dès lors plus autour du potentiel constructible et du nombre de logements, mais davantage autour des aspects urbanistiques essentiels, qui génèrent des quartiers d'habitation attractifs pour les usagers, tels que la conception de l'espace public, les typologies de logements et la mixité des fonctions notamment.

ad 3) En ce qui concerne la question ayant trait aux PAG basés sur la législation de 2004.

Les communes, qui ont, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, procédé à la refonte de leur ancien Plan d'aménagement général basé sur la législation de 1937, sont considérées juridiquement comme ayant satisfait aux obligations légales en matière de refonte. Elles ne sont ainsi pas concernées par le délai prévu à l'article 108 de la loi précitée du 19 juillet 2004.

⁷ Les avis émis par la cellule d'évaluation dans le cadre de la procédure d'adoption des PAP avaient, depuis l'institution de celle-ci en 2004, fait l'objet de certaines critiques émanant tant des autorités communales que des professionnels du domaine de la construction. En effet, étant donné que la cellule d'évaluation n'émet son avis qu'à un moment où l'élaboration du projet est en principe entièrement achevée et déjà soumise à l'enquête publique, il s'avère difficile de réorienter à ce stade un projet ayant déjà fait l'objet d'un certain nombre de réflexions de la part du concepteur du PAP ou encore de discussions avec les administrations compétentes concernées. Afin de pouvoir parer efficacement à ces problèmes, le Gouvernement a mis en place une plateforme de concertation (PAP) de la cellule d'évaluation qui fonctionnerait comme un « guichet unique d'urbanisme ».

Cette plateforme de concertation a pour but de permettre aux communes, ainsi qu'aux initiateurs de projets, de se faire conseiller en amont de l'élaboration d'un PAP avant que le dossier ne soit soumis officiellement à la procédure d'adoption. Cette façon de procéder permet de réunir toutes les administrations concernées autour d'une table à un stade précoce de l'élaboration du projet pour éviter que le PAP ne puisse pas être exécuté, faute d'autorisation de l'une ou l'autre administration. Par ailleurs, il résulte de cette démarche une réelle simplification administrative qui permet un suivi plus efficace des projets et, notamment, un accroissement de la rapidité de traitement et d'exécution des projets d'urbanisme.

Nonobstant le fait que ces communes aient déjà procédé à la refonte de leur PAG « mouture 1937 », elles ont toujours la possibilité de procéder à une deuxième refonte, en optant pour un PAG « mouture 2011 ».

En effet, les PAG « mouture 2004 » contenaient quelques imperfections, pouvant justifier le recours à un PAG « mouture 2011 ».

Ainsi, par exemple, les PAG « mouture 2004 » exigeaient dans la grande majorité des cas, dans les secteurs déjà urbanisés, l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier avant toute demande d'autorisation de construire.

La plus-value urbanistique n'est cependant pas toujours directement identifiable avec ce recours quasi systématique aux PAP, imposé par la loi précitée de 2004.

À cela s'ajoute également une autre imperfection ayant trait au fond de la matière, qui risque de générer des projets de construction d'une qualité urbanistique insatisfaisante.

En effet, les PAG « mouture 2004 » définissent pour chaque terrain constructible (y compris les « Baulücken » ou « dents creuses ») un coefficient maximal d'utilisation du sol (dénommé ci-après « CMU »).

Ce coefficient, qui a pour objet de déterminer la somme des surfaces brutes projetées en fonction de la surface du terrain constructible, est à l'origine d'un urbanisme disharmonieux et hétérogène, qui ne tient guère compte d'une intégration harmonieuse dans le tissu urbain existant.

Illustration de cette problématique :

(illustration à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) + 5) En ce qui concerne la question ayant trait au report du délai dont disposent les communes pour entamer la refonte de leur Plan d'aménagement général ainsi qu'aux communes qui ne sont éventuellement pas en mesure de respecter le délai imposé par l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Par la présente, je tiens à confirmer que je n'envisage pas de reporter une nouvelle fois le délai dont disposent les communes pour la mise en procédure de leur projet de refonte.

En effet, au courant du mois de janvier, la DACDU a contacté toutes les communes qui n'avaient pas encore entamé la procédure d'adoption relative à la refonte de leur PAG.

Il s'est avéré après cette enquête que les pré-dites communes seront en mesure de finaliser leur refonte à un rythme similaire. Ainsi, il est probable qu'une minorité d'entre elles ne soient pas en mesure de respecter le délai, ce qui est en grande partie dû au fait que les études environnementales de terrain ne peuvent être effectuées que pendant la période allant du printemps jusqu'à l'automne.

À cela s'ajoute que le législateur a expressément tenu compte des contraintes en matière d'études environnementales en prolongeant le délai jusqu'au 1^{er} novembre 2019 pour permettre aux bureaux d'études d'effectuer leurs études de terrain.

Pendant l'été 2019, la DACDU dressera un nouveau bilan sur l'avancement des finalisations des communes qui éprouvent des difficultés à respecter le délai pour la mise en procédure du projet de refonte du PAG.

En cas de besoin, il sera proposé aux communes concernées d'être soutenues et accompagnées par la DACDU dans leurs démarches, en vue de leur permettre de finaliser au plus vite leur projet de refonte.

ad 6) En ce qui concerne la question ayant trait à l'implémentation des sanctions.

Comme mentionné au point 4, le délai ne sera pas prolongé une énième fois et les sanctions actuelles prévues à l'article 108 de la loi précitée du 19 juillet 2004⁸ seront seules applicables. Je tiens à souligner qu'à l'heure actuelle, toutes les communes travaillent activement à la finalisation de leur projet de refonte et une très grande majorité d'entre elles sera en mesure de respecter le délai légal pour la mise en procédure de leur PAG refondu.

Cette situation se présentait différemment lors de la rédaction du Programme gouvernemental, où il était pertinent d'évoquer d'autres mesures de sanction étant donné qu'à ce mo-

ment-là plus de la moitié des communes n'avaient pas encore commencé la refonte de leur PAG.

D'après une enquête effectuée auprès des communes par la DACDU, la finalisation des projets de refonte était retardée par les études environnementales en cours qui ne pouvaient être achevées qu'à partir du printemps 2019. La situation ayant évolué favorablement jusqu'à ce jour, introduire des sanctions supplémentaires ne s'avère pas nécessaire.

Question 0589 (02.04.2019) de MM. Serge Wilmes et Claude Wiseler (CSV) concernant le Fonds souverain intergénérationnel :

D'après les comptes annuels pour 2018, le Fonds souverain intergénérationnel (le « Fonds ») aurait réalisé une perte de plus de 8,5 millions d'euros en 2018 (par rapport au bénéfice de quelque six millions d'euros réalisés en 2017).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il confirmer ces informations ?

- Comment Monsieur le Ministre des Finances s'explique-t-il cette mauvaise performance du Fonds au titre de l'année 2018 ?

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il nous indiquer si le Fonds entend revoir sa politique d'investissement ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre des Finances peut-il nous informer des ajustements effectués par le Fonds ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il nous informer de la performance de la SICAV du Fonds de compensation commun au régime général de pension au titre de l'année 2018 ? Si différence dans la performance des deux fonds il y a, comment celle-ci s'explique-t-elle ?

Réponse commune (16.05.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Au 31 décembre 2018, le bilan du Fonds souverain fait état d'un actif total d'EUR 234,92 mio, par rapport à EUR 192,03 mio au 31 décembre 2017, le Fonds ayant bénéficié d'une dotation budgétaire d'EUR 51,46 mio au cours du 1^{er} semestre 2018.

Selon les rapports d'activités du FSIL, publiés sur le site Internet du Ministère des Finances, la performance du FSIL était en 2018 de -3,87 % sur la base du « time-weighted return » et de -3,76 % sur base du « money-weighted return » et en 2017 de 3,64 % sur la base du « time-weighted return » et de 3,42 % sur base du « money-weighted return ». Ces performances sont en ligne avec celles de l'indice de référence pondéré par le poids des classes d'actifs. La performance du FSIL était au 30 avril 2019 de 10,73 % sur la base du « money-weighted return » et de 10,16 % sur base du « time-weighted return ».

En 2018, l'allocation stratégique du Fonds souverain accorde un poids de 3 % aux liquidités, de 57 % aux obligations de notation « investment grade », dont 29 % libellées en EUR et représentées par l'indice Barclays Euro Aggregate Total Return Index Value Unhedged EUR et 28 % libellées en USD et représentées par l'indice Barclays US Aggregate Total Return Index Value Unhedged USD, avec une couverture du risque de change USD contre EUR entre 90 % et 100 % du montant nominal de la position libellée en USD et finalement de 40 % aux actions, dont 25 % en actions des pays développés, représentées par l'indice MSCI Daily Net Total Return World USD, libellé en EUR, et 15 % en actions européennes, représentées par l'indice MSCI Daily Net Total Return Europe, libellé en EUR.

Depuis le 2^e trimestre 2018, environ 7 % des actifs du Fonds souverain, soit 32,95 % de la dotation budgétaire pour l'année 2018, sont investis en ETFs qui répliquent les indices boursiers MSCI SRI, « sustainable responsible (and impact) investing », ce tant au niveau « monde » qu'au niveau européen.

Le tableau ci-après donne un aperçu des positions du Fonds souverain, qui se composent essentiellement d'ETF (exchange traded funds), et il indique leur poids dans le total de l'actif ainsi que leur performance en fin d'année. Il y figure également des indications sur les indices de référence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les investissements du Fonds souverain affichent des performances qui sont similaires à celles de leur indice de référence, dont la performance est indiquée en dernière ligne pour chaque classe d'actifs. Le Fonds souverain a une politique de couverture du risque de change EUR/USD pour au moins 90 % du montant nominal de la position libellée en USD et de ce fait, il a engrangé une moins-value (réalisée et latente) totale d'EUR 4,28 mio sur la couverture de change EUR/USD, au cours de l'exercice social 2018. Cette moins-value est compensée par la plus-value équivalente non réalisée sur les investissements en USD.

En 2018, les marchés financiers ont fait face à une croissance mondiale en cours de ralentissement, aux effets de la réforme fiscale américaine, aux effets ou perspectives de conflits commerciaux, aux perspectives du Brexit. Les marchés obligataires en USD en ont subi la pression de la hausse des taux courts initiée par la Banque centrale américaine. En Europe, les taux ont finalement peu bougé. Les obligations d'émetteurs privés ont souffert d'une hausse des spreads de crédit. Les marchés d'actions ont subi une forte correction en fin d'année, après avoir résisté à certains chocs de volatilité en cours d'année. Cette correction s'explique en partie par les vues de plus en plus négatives des marchés sur la hausse des taux US, les conflits commerciaux et l'impasse du Brexit.

La situation technique des marchés s'était détériorée tout au long de l'année 2018, d'abord avec un « spike » de volatilité au 1^{er} trimestre, puis par un marché de plus en plus étroit et uniquement axé sur les valeurs de croissance américaines, au détriment d'un nombre croissant de valeurs dites de substance. Au 30 septembre 2018, l'indice MSCI World, libellé en EUR, était en hausse, affichant une performance, avec dividendes réinvestis, de 7,48 %. Dû à l'emballage qui s'est emparé des marchés financiers au 4^e trimestre, la performance « total return » du MSCI World, libellé en EUR, était de -4,17 % sur l'ensemble de l'année 2018. Celle de l'indice MSCI Europe était encore inférieure, à savoir de -10,57 % au cours de l'année 2018.

Conformément à l'article 1^{er}, paragraphe (3), de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) -, le Gouvernement en Conseil a approuvé la politique générale du FSIL, y compris la stratégie d'investissement, qui sont publiées sur le site Internet du Ministère des Finances. Eu égard à la mission légale du FSIL, qui consiste à réaliser une épargne dont les revenus pourront être utilisés, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour contribuer au bien-être des générations futures, la stratégie d'investissement s'oriente autour d'un horizon temporel de 20 ans de sorte que le rendement du FSIL doit s'apprécier sur le long terme. Ainsi, le FSIL peut réaliser au cours d'une période donnée des rendements variables, compte tenu de l'évolution des marchés financiers. En effet, si les comptes du Fonds faisaient état d'un rendement annuel négatif au 31 décembre 2018, sa performance actuelle est à nouveau positive.

Nonobstant les fluctuations des marchés, le FSIL poursuit un objectif de rendement sur le long terme dans le respect de la tolérance au risque approuvé par le Gouvernement en Conseil. Tant que la politique générale du FSIL, et plus particulièrement les règles d'investissement, sont respectées, un ajustement des positions ne s'impose pas.

Compte tenu de la taille limitée du FSIL et en conformité avec la politique générale du FSIL, le comité-directeur du FSIL n'a pas jugé nécessaire de réviser la stratégie d'investissement du FSIL. L'investissement en 2018 en ETFs qui répliquent les indices boursiers MSCI SRI, « sustainable responsible (and impact) investing », était conforme à la stratégie d'investissement du FSIL de sorte qu'il n'a pas fallu y apporter de changement.

En réponse aux questions portant sur le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC), il y a d'abord lieu de préciser qu'environ 90 % de la réserve de compensation du FDC sont investis à travers sa SICAV. Les autres 10 % sont constitués d'actions de la SNHBM, d'un portefeuille immobilier direct détenu au Luxembourg, d'un stock de prêts, de la trésorerie ainsi que du solde entre comptes créditeurs et comptes débiteurs représentant essentiellement des cotisations à recevoir de la part du Centre commun de la sécurité sociale et non encore disponibles à la clôture de l'exercice.

La SICAV investit selon une stratégie bien définie dans différentes classes d'actifs, à savoir celle des fonds monétaires, des actions, des obligations et des fonds immobiliers non cotés. Cette stratégie est basée sur les principes de prudence et de diversification des risques. C'est pourquoi aucun investissement n'est réalisé

dans des produits risqués comme par exemple les « hedge funds ». Toutefois, il y a lieu de noter que la stratégie la mieux développée trouve ses limites dans l'évolution globale des marchés et notamment dans les incertitudes qui ont dominé les marchés aux cours de l'année 2018.

Ainsi, à la fin de l'année 2018, la SICAV a affiché un résultat annuel négatif à hauteur de 2,52 %. En déclinant ce résultat au niveau des quatre grandes catégories de placement, les fonds monétaires ont performé à raison de -0,38 %, les actions de -6,21 %, les obligations de -0,44 % et l'immobilier monde non coté de +12,63 %. Il est à souligner que ces chiffres sont encore non audités et ne tiennent pas compte des réévaluations au niveau des fonds immobiliers non cotés relatives au dernier trimestre 2018. De tels ajustements n'impacteront toutefois que marginalement le résultat global. Les comptes de la SICAV sont soumis pour approbation au conseil d'administration une fois que le réviseur d'entreprise aura validé toutes les valorisations de 2018 et terminé son rapport de révision.

Depuis le lancement de la SICAV en 2007, l'exercice 2018 est le premier exercice pour lequel un résultat annuel négatif a été réalisé. Pour la période de référence 2007-2018 le rendement annuel moyen de la SICAV s'établit à 4,50 %. En comparant ce résultat aux placements à court terme, dont la performance annualisée depuis 2007 s'élevait à 0,80 %, la SICAV a ainsi dégagé une surperformance annualisée de 3,70 %.

Les explications du résultat négatif de la SICAV résident principalement dans les fluctuations des marchés tout au long de l'année dues à un contexte international instable. La volatilité des marchés financiers a été très forte au cours du quatrième trimestre 2018 et plus particulièrement au cours du mois de décembre. Si la SICAV affichait encore à la fin du troisième trimestre 2018 un résultat positif de 2,18 %, celui-ci est tombé à 0,62 % au 30 novembre 2018 pour finir l'année à -2,56 %.

Le début de l'année 2019 a cependant largement redressé cette situation puisque les valorisations de la SICAV arrêtées au 31 janvier ont permis de dégager une plus-value de 3,91 %. Ainsi au 31 janvier 2019, la moins-value de l'exercice 2018 a été compensée.

Question 0590 (02.04.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les détenus à Schragg :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3921 vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden huet den Här Justizminister geäntwert, datt en Automatismus vum enger Iwwerstellung vun Netresidenten d'Rechter vun eventuellen Zivillparteie kéint schiedegen. Gläichzäiteg huet de Prisong zu Schraasseg fir 2017 eng Auslaaschtung vun 103,35 % affichéiert (also 20 Persoune méi wéi theoretesch méiglech).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Justizminister dës Fro stellen:

- Bei wéi vill vun den zu Schraasseg inhaftéierten handelt et sech - opgeschlësst no Hierkonftsland - ëm Netresidenten?

- Bei wéi vill vun dëse Persoune bestinn Obligation vis-à-vis vun Zivillparteien?

- Bei wéi vill vun den Detenuen, déi Netresident sinn an och keng Obligation vis-à-vis vun Zivillparteien hunn, besti Méiglechkeeten, hir Strof ënner Applikatioun vum Gesetz vum 28. Februar 2011, dem Gesetz vum 12. Abrëll 2015 oder der Konvention vum Europarat vum 21. Mäerz 1983 an hirem Heemechtsland ze exekutieren?

Réponse (03.05.2019) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice :

Op e Stéichdatum am Abrëll 2019 waren am Prisong zu Schraasseg an am Prisong zu Givernich zesummen 375 Residenten an 304 Netresidenten, Untersuchungshäftlingen a Verurteelter.

Op deeselwechte Stéichdatum gouf et an de Prisongen zu Lëtzebuerg 108 veruerteelt Netresidenten, vun deenen der 49 eng oder méi Zivillparteien ze entschidedegen haten.

Vun deene veruerteelte Prisonéier, déi Netresident sinn, bleiwen der also 59, déi keng Zivillpartei ze entschidedegen hunn, a vun deene 59 Prisonéier sinn der 44, déi d'Nationalitéit vun engem Drëttstat zur Europäescher Union hunn.

⁸ À défaut pour les communes de se conformer dans le délai imparti aux obligations prévues à l'alinéa 2, aucune modification du plan ou projet d'aménagement général, sauf la refonte complète conformément au paragraphe 1^{er}, ne peut être adoptée et aucune nouvelle procédure d'adoption d'un Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ne peut plus être entamée avant la refonte complète.

Well et mat deenen Drëttstaten, vun deenen déi 44 genannte Prisonéier d'Nationalitéit hunn, keng bilateral Konventioun ginn, ass et ganz schwéier, fir si an hiert Hierkonftsland ze transferéieren, fir dass si do hir Prisongsstrof exekutéieren, zu där si zu Lëtzebuerg veruerteelt gi sinn. Mä och wa mat deenen Drëttstaten esou Konventiounen gëfen ofgeschloss ginn, da misst a wëll Lëtzebuerg awer nach, an all Eenzelfall, vun deem Drëttstat déi néideg Garantië kréien, dass d'Haftbedéngunge konform mat de Mënscherechter sinn an dass d'Resozialiséierung an deene Länner och en Objektiv vun der Prisongsstrof ass.

D'Gesetz vum 28. Februar 2011 iwwert déi géigesäitig Unerkennung vun strofrechtlichen Uerteeler, déi d'Décision-cadre 2008/909/JAI vum Conseil vum 27. November 2008 betreffend d'Applikatioun vum Prinzip vun der géigesäitiger Unerkennung vun strofrechtlichen Uerteeler, déi eng fräiheitsentzéiend Strof oder Moosnam virgesi fir d'Strofvollstreckung an der Europäescher Unioun, erlaabt et, eng Demande fir d'Vollstreckung vun engem strofrechtlichen Uerteel, dat géint eng Persoun gesprach ginn ass, déi net d'Nationalitéit vun engem Memberstat vun der Europäescher Unioun huet, un dee Memberstat ze adresséieren, wou déi Persoun gelieft oder legal a permanent wärend op d'mannst fënnf Joer residéiert huet an och dat Residenzrecht behalen huet. An der Praxis ass et esou, dass d'Memberstaten déi Demande refuséieren wéinst Schwierigkeeten, déi déi Persoun huet, fir déi fënnf Joer Residenz kënnen nozeweisen an esou e Rattachement mat deem Stat kënnen ze beweisen.

Wat déi veruerteelt Prisonéier betrëfft, déi d'Nationalitéit vun engem EU-Memberstat hunn, do ass et esou, dass dat uewe genannte Gesetz an och déi Décision-cadre d'Verbesserung vun de Chancen op eng Resozialiséierung als Finalitéit hunn. Dat Zil gëtt am beschten erreecht, wann déi veruerteelt Persoun hir Strofkann an deem EU-Memberstat exekutéieren, vun deem si d'Nationalitéit huet a wou se gelieft huet, oder wou si zréckgaangen ass wéinst der strofrechtlichen Prozedur, déi géint si zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass.

Et geet hei drëms, fir der spezifescher Situation vun all eenzelner, veruerteelter Persoun Rechnung ze droen. Dofir gëtt et och keen internationalen Text, deen en Automatismus vun der Zréckféierung vun enger Persoun an dat Land virgesäit, vun deem si d'Nationalitéit huet. Ausserdeem muss d'Reschtstrof, déi nach ze vollstrecken ass, op d'mannst sechs Méint sinn op deem Dag, wou dat Land, an dat déi Persoun soll transferéiert ginn, déi entsprechende Demande kritt huet. Am Laf vun deene leschte véier Joer si ronn 20 Veruerteelter an hiert Hierkonftsland transferéiert ginn op Basis vun der Décision-cadre 2008/909/JAI.

D'Bestëmmunge vun der Konventioun N° 112 vum Europarat iwwert d'Iwwerstellung vun veruerteelter Persounen vum 21. Mäerz 1983 hunn déiselwecht Finalitéit wéi d'Décision-cadre 2008/909/JAI: Et geet drëms, fir d'Resozialiséierung an deem Land ze favoriséieren, vun deem déi Persoun d'Nationalitéit huet. Am Laf vun deene leschten aacht Joer ass kee Veruerteelten a säin Hierkonftsland iwwerallt ginn ouni säin Averständnes, esou wéi d'Konventioun N° 112 et virgesäit.

Déi beschte Moosnam, fir enger veruerteelter Persoun, déi Netlëtzebuerg ass an déi sech illegal zu Lëtzebuerg ophält, hir Resozialiséierung ausserhalb vu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, ass eng Libération anticipée, esou wéi se am Artikel 687 vum Strofgesetzbuch virgesinn ass, wann déi Bedéngungen, déi an deem Artikel virgesi sinn, erfëllt sinn.

Et muss och nach ernimmt ginn, dass eng ëmmer méi grouss Zuel vu veruerteelter Prisonéier, déi Netresident sinn, no der Halschent oder den zwee Drëttel vun hirer Strof un en aneren EU-Memberstat iwwerallt ginn opgrond vun engem europäeschen Haftbefehl.

D'Décision-cadre 2008/947/JAI vum Conseil vum 27. November 2008 betreffend d'Applikatioun vum Prinzip vun der géigesäitiger Unerkennung vun den Uerteeler an anere Probatiounsdecisiounen zum Zweck vun der Iwwerwachung vun de Probatiounsnaamen an den Ersatzstrofen, déi duerch e Gesetz vum 12. Abrëll 2015 zu Lëtzebuerg transposéiert ginn ass, gëtt esou applizéiert, dass déi vun Gericht operluechten Iwwerwachungsnaamen vun Netresidenten, déi an der Groussregioun liewen an zu Lëtzebuerg schaffen, vun de Mitarbeiter vum Service central d'assistance sociale kontrolléiert ginn. Fir déi veruerteelten Netresidenten, déi méi wäit ewech liewen, gëtt

den Dossier un déi zoustänneg auslännesch Autoritéiten iwwermittelt, esou wéi et den Artikel 3 vun der Décision-cadre 2008/947/JAI virgesäit.

Opgeschlüsselt no Hierkonftsland presentéiert sech d'Zuel vun den Netresidenten esou: Ägypten: 2; Albanien: 1; Algerien: 15; Angola: 2; Armenien: 1; d'Belsch: 5; Benin: 2; Bosnien: 2; Brasilien: 2; Bulgarien: 2; Cap-Vert: 2; China: 1; Däitschland: 6; Ecuador: 1; Frankräich: 35; Gambia: 1; Georgien: 7; Ghana: 1; Griichenland: 1; Guinea-Bissau: 4; Holland: 8; Iran: 3; Italien: 3; Kamerun: 2; Kenia: 1; Kosovo: 2; Kroatien: 1; Lettland: 4; Lëtzebuerg: 5; Liberia: 2; Libyen: 11; Litauen: 13; Marokko: 9; Mazedonien: 2; Moldawien: 1; Montenegro: 1; Niger: 2; Nigeria: 58; Ondeterminéiert: 1; Pakistan: 1; Polen: 6; Portugal: 20; Rumänien: 33; Saudi-Arabien: 1; Senegal: 1; Serbien: 7; Slowakei: 1; Spuenien: 3; Süd-Sudan: 1; Syrien: 2; Tunesien: 8; Türkei: 4; Ungarn: 1; Vereenegt State vun Amerika: 1.

Question 0591 (02.04.2019) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant le **déploiement du réseau 5G à Luxembourg** :

En septembre 2016, la Commission européenne a publié son plan d'action pour le déploiement des réseaux de télécommunication de la 5^e génération (5G) en Europe. Les ministres européens des télécommunications ont adopté en décembre 2017 une feuille de route ambitieuse en vue de positionner l'Europe comme le leader mondial de la 5G. Au Luxembourg, la stratégie nationale en matière de 5G a été arrêtée dans une feuille de route en septembre 2018.

Cette stratégie nationale prévoit, outre des dispositions relatives à la planification, à la mise en place de la nouvelle technologie et à son financement, également un devoir de transparence envers la population quant aux questions relatives à la santé et à l'environnement.

Par ailleurs, il y a lieu d'appliquer le principe de précaution quand il s'agit de protéger la population de champs électromagnétiques excessifs. Ces questions méritent une attention particulière et à valeur au moins égale à celles liées à la nocivité potentielle des nouvelles technologies de communication déjà en place (wi-fi, DECT, 4G et autres) n'ont pas encore été abordées jusqu'à l'heure actuelle.

Face à ce constat, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Les questions de la santé et de l'environnement font ou feront-elles l'objet de discussions dans les workshops thématiques annoncés dans la feuille de route ?

2) Sous quelle forme la population sera-t-elle informée des risques potentiels et des consignes afférentes liés au déploiement de la 5G ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la feuille de route en matière de 5G prévoit l'élaboration d'une stratégie de minimisation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques ? Dans l'affirmative, dans quels délais ce plan sera-t-il finalisé et présenté au public ?

Réponse commune (19.06.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Les questions de la santé et de l'environnement sont en effet adressées dans la stratégie nationale pour la 5G qui prévoit la poursuite de la politique de transparence et du principe de précaution en matière d'exposition de la population aux ondes radioélectriques. La 5G sera aussi une infrastructure qui permettra d'introduire des services innovatifs en matière de santé et en matière de l'environnement. Une caractéristique de la 5G sera notamment la consommation réduite d'énergie.

Une première conférence sur la 5G avec des workshops thématiques a été organisée en novembre 2018. La conférence était ouverte au public et les participants pouvaient eux-mêmes proposer des workshops. Un des workshops proposés a porté sur le sujet des champs électromagnétiques dans le contexte de la 5G. Une nouvelle conférence sur la 5G est prévue au

deuxième semestre 2019. La question des effets potentiels sur la santé des champs électromagnétiques sera certainement à nouveau évoquée.

En outre des concertations entre les différentes instances concernées ont eu lieu au sujet de l'application à la 5G de la législation en matière d'établissements classés. Des discussions à ce sujet ont également été engagées avec les opérateurs actuels de réseaux mobiles.

ad 2) Le Ministère de la Santé met déjà à disposition du grand public une brochure commune au sujet du rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base. Cette publication peut être consultée sur le portail sante.lu : <http://sante.public.lu/fr/publications/i/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr-de-en/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr-de-en/>. Elle contient des informations concernant le fonctionnement d'un réseau de téléphonie mobile (stations de base et portables), le rayonnement électromagnétique, les valeurs limites d'émission et les aspects de santé. Des recommandations pour les utilisateurs de téléphones portables sont également données. Concernant le réseau 5G, le service compétent de la Direction de la santé, à savoir la Division de la santé au travail et de l'environnement envisage de lancer, en temps utile, une nouvelle campagne d'information concernant la thématique des ondes électromagnétiques à hautes fréquences, afin de renseigner le public sur les risques potentiels des émissions provenant des antennes mobiles et leurs éventuels effets sur la santé humaine.

Le cadastre hertzien accessible au public au Géoportail fournit toutes les informations relatives aux autorisations accordées pour l'exploitation des antennes des réseaux mobiles ainsi que sur l'emplacement des antennes concernées et sur le résultat des mesurages effectués : https://environnement.public.lu/fr/emweltprozeduren/Autorisations/Etablissements_classes/Cadastre-hertzien.html

ad 3) La stratégie nationale 5G confirme que le déploiement de la 5G se fera dans le respect du principe de précaution. Le principe de précaution se base sur une gestion des risques technico-environnementale et d'après des règles spécifiques. Les mesures prises dans le cadre du principe de précaution doivent par exemple être proportionnelles. Les mesures doivent aboutir à un niveau adapté de protection, un scénario de « zéro risque » n'étant pas l'ultime but.

L'octroi des autorisations pour les sites d'installations radioélectriques au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, loi dite « commodo/incommodo » fournit le principal moyen pour limiter l'exposition du public aux champs électromagnétiques produits par les réseaux mobiles. Une autorisation est requise si la somme des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes sur un site est supérieure ou égale à 50 W. Des mesurages des champs électromagnétiques seront effectués dans le cadre de la procédure d'octroi des autorisations. Il est utile de souligner que les caractéristiques techniques des fréquences destinées à la 5G pour lesquelles il est prévu d'attribuer les licences en 2019, à savoir les bandes des 700 MHz et des 3,6 GHz, ne sont pas fondamentalement différentes de celles déjà utilisées actuellement pour les communications mobiles. Au cours de cette première étape, il est prévu de préciser l'approche par rapport au nouveau type d'antennes utilisé dans le cadre de la 5G.

Dans une deuxième étape, la 5G pourra également avoir recours aux fréquences de la bande des 26 GHz. Dans cette bande, beaucoup plus de spectre sera disponible, mais la portée du signal de ces ondes dites millimétriques est moins importante. On s'attend pour ces fréquences plutôt à une mise en service localisée, limitée aux zones à usage particulièrement dense. Ces fréquences ne seront pas encore mises en service régulier avant 2021.

Question 0592 (02.04.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **précarité des sans-abri** :

An der Chambersëtzung vum 18. Dezember 2019 sot d'Madamm Ministesch am Kader vun der Froestonn, dass kee Mënsch soll mussen zu Lëtzebuerg op der Strooss liewen oder schloufen. An der Realitéit gesäit een awer nach vill Mënschen an Obdachlosegkeet op de Stroosse vun eisem Land schloufen. Wéi rtl.lu den 2. Abrëll 2019 bericht, sollen am leschte Joer 17 Mënschen, déi sech an Obdachlosegkeet befonnt hunn, verscheet sinn. Ugesichts den Aussoe vun der Ministesch engersäits an dem ambitiëse Plang vum Familljen- an Integratiouns-

ministère fir d'Lutte géint de Sans-abrisme anerersäits, sinn dës Zuele besuergneserregend.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun an dem Här Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch Cahen Kenntnis vun dësen Zuele vun 2018 a ka si dës confirméieren?

2. Falls dës Zuele stëmmen, aus wéi enge Grënn sinn dës Mënsche verscheet?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass den aktuellen Aktiounsplang géint de Sans-abrisme Mënschen an Obdachlosegkeet genuch virun de Gefore vum Liewen op der Strooss schützt?

4. Wéi eng konkret Mesurë wäert d'Regierung an Zukunft ënnerhuelen, fir obdachlos Mënschen an Zukunft besser virun de Gefore vum Liewen op der Strooss ze schützen?

Réponse commune (03.05.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. + 2. Et handelt sech bei de 17 Leit ëm déi Verstuerwen aus dem „milieu du sans-abrisme“, un déi am Kader vun enger reliëser Zeremonie, déi all Joer gehale gëtt, geduecht gouf. Donnéeë komme souwuel vun Organisatiounen wéi vu Privatpersounen, déi e Bekannten oder e Frënd verluer hunn. Medezinnesch Grënn vun dëse Stierffäll sinn domadder net disponibel.

Wann dës Leit och all aus dem Milieu vun Sans-abrisme koumen, heescht dat net, dass si, am Ament vun hirem Doud, ouni Daach iwwert dem Kapp waren oder op der Strooss verscheet sinn.

Nieft den allgemengen Doudesursaache muss ee bei dëse Mënschen dervun ausgoen, dass et an enger méi grousser Frequenz Doudesfäll ginn am Zesummenhang mat enger Ofhängegkeet (Consommatiousverhalen, spéit Nowirkungen) an engem méi fréien „Al ginn“ als Konsequenz vun engem net stabille Liewenswandel, enger schlechter Liewenshygiène a wéineg oder kengem regelméissege medezinnesche Suivi bei akuten a chronische Krankheeten.

ad 3. Den Aktiounsplang géint de Sans-abrisme ass e wichtegt Instrument an e gëtt eis e Kader, an deem mer eng ganz Rei vu Mesurë scho geholl hunn an och nach wäerten huelen.

Esou huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun, an Zesummenaarbecht mat ëffentlechen a privaten Akteuren, an de leschte Joren eng ganz Rei vun neie Mesurë geholl. Den „service premier appel“ ass e wichtegt Element, well et déi éischt Plaz ass, wou Leit, déi op der Strooss liewen, a Kontakt mat soziale Servicer komme kënnen. Donieft sinn zwou „haltes de nuit“ an der Stad opgemaach ginn, wou Leit, déi op der Strooss liewen, an der Nuecht kënnen ënner Daach sinn; de „Café Courage“ ass geschafe ginn, wou d'Leit am Dag kënnen higoen an eng ganz Rei vu Servicer ugebuede kréien. D'CFL hunn am Gebai vun der Gare de „Para-Chute“ opgemaach, wou d'Leit gehollef kréien, andeems se bei déi eenzel Servicer, déi se brauchen, orientéiert ginn.

ad 4. De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun wäert weiderhin alles drusetzen, fir, zesumme mat senger Partner, de Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, ze hëllefen. Esou ass virgesinn, déi Offer vun den „haltes de nuit“ nach ze erweideren an ze dezentraliséieren, fir och deene Mënschen eng Hëllef ze ginn, déi sech net an der Stad ophalen.

Hei e puer weider konkret Beispiller:

Mat der finanzieller Ënnerstëtzung vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun sinn am Altersheem zu Berbourg Zëmmere virgesinn, fir méi eeler Leit aus dem Milieu vun Sans-abrisme ze logéieren, déi Hëllef a Fleg brauchen.

Och d'Strukturen, déi nom Prinzip vum „housing first“ fonctionnéieren a Strukture fir jonk Erwuessener wäerte weider ausgebaut ginn. Generell wäert de Ministère och mat den Organisatiounen weider schaffen, fir zousätzlech Better ze schafen.

Am Wanter 2019/2020 mécht den neien Nuetsfoyer vun der Wanteraktioun seng Dieren op. Bei der leschter Wanteraktioun 2018/2019 war den aktuellen Nuetsfoyer ni komplett besat; Statistike weisen e Réckgang vun den Iwwernuechtungen an der Wanteraktioun an deene leschten zwee Joer.

Bei enger Rei vu Leit ass de Risiko, fir keen Daach iwwert dem Kapp ze hunn, d'Konsequenz vu psychiatreschen oder Ofhängegkeetskrankheeten.

Dofir probéiert de Gesondheitsministère, Léisunge fir dës Leit unzbedden, iwwer Konventioun mat verschiddenen Associatiounen wéi ënner anerem:

- Médecins du monde
- Fondation Jugend- an Drogenhëllef
- Centre national de défense sociale
- Croix-Rouge luxembourgeoise - Service HIV-Berodung
- Stëmm vun der Stroossen
- CHNP - Foyer post-cure
- ARCUS - Quai 57
- Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale
- Réseau Psy - Psychesch Hëllef dobaussen
- Liewen dobaussen
- ATP (Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques ASBL)
- Mathëllef ASBL
- Caritas accueil et solidarité - Atelier thérapeutique Ehlange.

Iwwer esou Konventiounen mat Associatiounen kréien obdachlos Mënschen Accès zu gewësse Servicere wéi zum Beispill: Centres de consultations, Foyers de jour, Centres de rencontre, medezinnesch Versuergung, Méiglechkeeten, fir eng Moolzecht, lesswueren, Kleeder an Dusch ze kréien, Wunnméiglechkeeten (vum Foyer de nuit Abrigado bis zum betreite Wunnen) an encadréiert Aarbechtsplazen an den Ateliers thérapeutiques.

Dës Strukture ginn och an Zukunft kontinuéierlech ausgebaut.

Question 0593 (02.04.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant l'opération Sophia :

En date du 29 mars 2019, le Conseil de l'Union européenne a adopté par procédure écrite une décision prorogeant le mandat de l'EUNAVFOR MED opération Sophia pour une durée de six mois.

Cette opération a pour mandat primordial le démantèlement du modèle économique des passeurs et des réseaux des trafiquants d'êtres humains dans la partie sud de la Méditerranée centrale et devrait également prévenir la perte de vies humaines en mer. Ainsi, selon des estimations, environ 45.000 personnes auraient été sauvées par des navires européens.

Cependant, la décision précitée prévoit la suspension temporaire du déploiement des moyens navals de l'opération, faute d'accord entre les États membres de l'UE sur l'accueil des migrants sauvés. L'accent est désormais mis sur une surveillance aérienne et la formation et le soutien de la marine et de la garde côtière libyenne.

En effet, une porte-parole de la Commission européenne a confirmé que « sans les moyens navals, l'opération ne sera pas en mesure de mettre en œuvre efficacement son mandat ».

Ceci dans un contexte où 2.300 migrants ont perdu leur vie en traversant la Méditerranée au cours de 2018.

Par ailleurs, les ONG ne sont plus en mesure de lancer des opérations pour secourir des migrants en détresse en mer. Cette responsabilité incombe désormais pleinement à la marine et à la garde côtière libyenne.

Dès lors, je souhaite adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre est-il d'accord avec le constat que l'opération Sophia n'est pas à même de pleinement remplir son mandat en l'absence de moyens navals ?

- Dans l'affirmative, quelles démarches envisage-t-il d'entreprendre au niveau européen pour assurer le respect du mandat de l'opération ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il sera possible à l'avenir que des navires européens soient redéployés ? Quelles conditions devraient être remplies en vue de permettre ceci ?

- Dans l'intermédiaire, existe-t-il des alternatives pour mieux protéger les migrants traversant la Méditerranée ?

Réponse (30.04.2019) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le mandat d'EUNAVFOR MED opération Sophia, communément appelé « opération Sophia », s'est développé au fil du temps. Le mandat central de l'opération Sophia est de démanteler le modèle économique des pas-

seurs et des trafiquants d'êtres humains dans la partie sud de la Méditerranée centrale, d'une part en déployant des moyens navals et aériens, et d'autre part en formant les garde-côtes de la Libye, afin que ceux-ci soient en mesure d'effectuer eux-mêmes cette tâche qui leur incombe au premier chef.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a confié deux missions supplémentaires à l'opération Sophia : la lutte contre les trafics d'armes vers la Libye, à travers les résolutions 2292 (2016), 2357 (2017) et 2420 (2018), ainsi que la lutte contre le trafic de pétrole en provenance de la Libye, par le biais des résolutions 2146 (2014), 2362 (2017) et 2441 (2018).

L'opération Sophia n'a donc pas été conçue comme une mission dont le mandat premier serait de secourir des naufragés en mer. Néanmoins, au même titre que n'importe quel navire en mer est tenu de secourir des personnes en détresse, les vaisseaux de l'opération Sophia participent au sauvetage de naufragés. C'est à ce titre que depuis son lancement le 22 juin 2015, cette opération a contribué à sauver la vie de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont la grande majorité l'ont été surtout grâce aux moyens aériens de l'opération Sophia qui ont permis de signaler la présence de naufragés. Ceux-ci ont été sauvés avant tout par les bateaux et navires les plus proches de l'endroit de sauvetage en mer. Les personnes secourues directement par les navires de l'opération Sophia sont très peu nombreuses en comparaison.

Quand une porte-parole de la Commission européenne exprime ses regrets que l'opération Sophia ne soit plus en mesure de mettre en œuvre efficacement son mandat, elle vise avant tout la lutte contre les trafics d'armes et de pétrole, qui nécessitent l'inspection physique de bateaux qui pourraient servir aux trafics en question. Les moyens aériens peuvent signaler la présence de bateaux suspects qui seront contrôlés par les garde-côtes libyens et non plus par l'opération Sophia. La lutte contre les réseaux de trafiquants d'êtres humains pourra continuer avec les moyens aériens qui vont être renforcés. L'efficacité du dispositif aérien a ainsi été clairement démontrée. Le Luxembourg participe à ce dispositif en mettant deux avions patrouilleurs à la disposition de l'opération Sophia.

Au moment où le Conseil de l'Union européenne a adopté la décision du 29 mars 2019 prorogeant le mandat de l'opération Sophia jusqu'au 30 septembre 2019, il y a eu un accord politique entre les États membres selon lequel, une fois que les décisions relatives à l'établissement d'un mécanisme de répartition des naufragés secourus par les navires de l'opération Sophia auront été adoptées, l'opération retrouvera la totalité de ses moyens, y compris navals.

Le Luxembourg, comme d'autres États membres, travaille activement à trouver une solution dans ce sens, sur base des principes de solidarité et de responsabilité. Le délai de six mois fixé par la décision du 29 mars 2019 devrait permettre de trouver un accord entre États membres qui ouvre la voie au redéploiement des navires de l'opération Sophia.

La Présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne a lancé des consultations avec la Commission européenne et les États membres en vue de la mise en place d'arrangements temporaires de débarquement de personnes sauvées en Méditerranée sur une base plus équitable.

Il n'y a par contre pas de discussions en cours au niveau de l'Union européenne sur la mise en place d'un mécanisme alternatif qui viserait spécifiquement la protection des migrants traversant la Méditerranée. Il va de soi cependant que les navires des autres missions européennes en Méditerranée, notamment ceux de l'opération Themis de Frontex, déployés en Méditerranée centrale, et, de façon générale, tous les navires battant pavillon d'un État membre de l'Union européenne ou de toute autre nation continueront d'être tenus de porter secours aux personnes en détresse, conformément aux obligations découlant du droit international.

Question 0594 (03.04.2019) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres :

Den Arrêté grand-ducal deen de Lächentransport zu Lëtzebuerg regléiert datéiert aus dem Joer 1913. Laut Aussoe vum President vun der Fédération des pompes funèbres ass d'Gesetz net méi zäitgeméis a misst dréngend adaptéiert

ert ginn. Esou ass et net méi zäitgeméis, datt fir e Stierfall, deen ausserhalb vun den Éfirungsziite vun der Gemeng geschitt, a wou déi betraffe Persoun op engem Kierfecht an enger anerer Gemeng soll begruewe ginn, een d'Gemeng, wou déi Persoun gestuerwen ass, net dierf verlossen. Als Eischt muss een d'Ofmeldung maachen, da kritt een den Transporteschäin an dann dierf een an déi aner Gemeng fueren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Innenministesche:

- Gedenkt d'Regierung, den Arrêté grand-ducal vun 1913 ze iwwerschaffen an ze adaptéieren?

- Wa jo, wéi eng Ännerunge si konkret virgesinn? Kann d'Madamm Ministesch eis Informatiounen zoukomme loossen?

Réponse commune (06.05.2019) de M. Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*, et de M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé :*

Am Kader vun der Reform vun der Gesetzgebung, déi den Doud betrëfft, an déi am Koalitionsaccord virgesinn ass, gëtt och d'Reglementatioun iwwer de Lächentransport, op déi sech d'Madamm Deputéiert berëfft, neigeschriwwen.

De Gesondheitsministère ass dowéinst och a Kontakt mat der Federatioun vun de Pompes funèbres, fir déi nei Bestëmmungen auszeschaffen.

Question 0595 (03.04.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les mineurs détenus aux centres pénitentiaires luxembourgeois :

Lëtzebuerg besëtzt aktuell ee Kannerschutzgesetz aus dem Joer 1992. D'UN-Kannerrechtskonventioun, déi 1990 a Kraaft getruede war, ass dunn 1993 an der Chamber ratifizéiert ginn. Eng grouss Problematik stellt sech beim Emprisonéiere vu Jugendlechen. Kannerrechtsorganisatiounen zu Lëtzebuerg warnen, dass Lëtzebuerg sech net un déi vun der UN etabléiert Regeln hält. Esou kennt et ëfters vir, dass Mannerjäreger an déiselwecht Prisong wéi erwuennen Delinquenten a Krimineller placéiert ginn, obwuel am Artikel 37 Ofsaz c) vun der Kannerrechtskonventioun geschriwwen steet, dass « En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant (...) ».

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Justizminister dës Froen stellen:

- Opgelëscht no Joer an no Centre pénitentiaire, wéi vill Mannerjäreger sinn am Zäitraum vun 1992 bis 2019, wann och nëmme temporär, an engem vun de Prisongen zu Lëtzebuerg placéiert ginn?

Réponse (03.05.2019) de M. Félix Braz, *Ministre de la Justice :*

Am Duerchschnëtt sinn all Joer 30 Mannerjäreger an der Period tëscht 1992 an 2013 (22, 34, 11, 28, 46, 72, 51, 40, 17, 21, 44, 33, 37, 26, 21, 21, 30, 26, 31, 22, 7) am Centre pénitentiaire zu Schraasseg placéiert ginn. Den Héchststand an där Period läit bei 72 Mannerjäreger am Joer 1997 an, méi rezent, am Joer 2004, bei 37 Mannerjäreger.

An der Period tëscht 2014 an 2018 goufen déi niddregst Zuele vu Placementer vu Mannerjäreger zanter 1992 enregistréiert, dat an de Joren 2015 (véier Placementer) an 2018 (sechs Placementer), an den Duerchschnëtt läit bei 12.

Et ass zousätzlech ze bemierken, datt d'Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech den 12. Februar 2018 eng Circulaire erausginn hunn, déi déiselwecht Kritären zu engem Placement vun engem Mannerjäreger applizéiert, wéi de Projet de loi n° 7276, deen de Jugendschutz reforméiert. Tëscht der Verëffentlechung vun der Circulaire an haut gouf just ee Mannerjäreger fir eng Nuecht am Centre pénitentiaire zu Schraasseg ënnerbruecht.

Am Centre pénitentiaire zu Givenech sinn nach ni Mannerjäreger placéiert ginn.

Question 0596 (03.04.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les avions gros-porteurs :

An deene leschte Jore gouf et ëmmer nees Iddien a Versich, fir de Findel och am Persounverkéier mat e puer méi grouse Länner direkt ze verbannen, emol woren et d'USA, emol China a rezent nees Russland. Bis elo ass nach näischt oder jiddefalls net vill Konkretes aus deene Pläng entstanen.

D'Fro stellt sech natierlech, wat d'Ursachen dofir sinn. Allgemeng muss ee sech froen, ob d'Infrastruktur vum Findel - deen am Moment keng gréisser Hub-Funktioun an Europa ausübt -, dem Handling vu Groussraumflieger, déi aus dem Net-Schengen-Raum kommen, souwuel logistesche ewéi och administrativ gewuess wier.

Dozou wéilt ech der Regierung dës Froen stellen:

1. Gëtt et am Abléck nach Pläng, fir de Findel mat méi groussen Destinatiounen baussent dem Schengen-Raum, ouni Tëschestopp, ze verbannen? Wa jo, wéi eng wärend dat an a wéi engem Stadium sinn esou Iwwerleeungen?

2. Mat wéi enge Länner aus dem Net-Schengen-Raum (wéi et z. B. mat dem Katar de Fall ass) goufen an dësem Sënn bis elo Verträge ënnerzeechent, déi hire Fluchgesellschaften déi fënneft Fräiheet aus der Loft zougestinn?

3. Ass de Findel a sengem aktuellen Zoustand iwwerhaapt drop ausgerichtet, fir grouss Flieger aus Net-Schengen-Destinatiounen opzehuelen, an zwar och wat d'Stellplaz fir Groussraumflieger, de Passagéierhandling, den Check-in-Beräich, d'Immigratiounsschalter, d'Douane, d'Gepäckofwäcklung an de Security-screening ueget?

4. Wéi eng Embau- oder Vergréisserungsarbechte missten eventuell gemaach ginn, fir iwwerhaapt de Findel an en Zoustand ze versetzen, fir kënnen Extra-Schengen-Flich a gudde a kompetitive Konditiounen ofzewéckelen?

5. D'Arrivée vu ville Leit gläichzäiteg géif natierlech och eis Passautoritéiten an eis Immigratiounsautoritéite viru ganz nei Erausforderunge stellen (Passkontrollen, Visa, Verhënnereung vun illegaler Immigratioun an esou virun). Bereede sech dës Autoritéiten op esou en Zee-nario vir, fir datt si enges Daags esou opgestallt sinn, datt de Findel eng effektiv international Destinatioun kéint ginn?

Réponse commune (16.05.2019) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie*, de M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*, et de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Allgemeng decidéieren d'Fluchgesellschaften, wat fir Strecke si bedriewen, an dëst geschitt haaptsächlech aus wirtschaftlechen Iwwerleeungen. Momentan ginn et keng konkret Informatiounen iwwer spezifesche Pläng vun enger Airline, fir Laangstreckefflich vu Lëtzebuerg a Richtung Net-Schengen-Länner ze bedriewen. Op der „Internationale Tourismus Börse Berlin 2018“ hat Qatar Airways eng potenziell Streck op Doha (Katar) ugeschwat, mä bis elo ass vun hinnen nach keng definitiv Entscheedung geholl ginn, wat de Betrib vun dëser Streck ueget.

Aktuell huet Lëtzebuerg mat folgende Länner aus dem Net-Schengen-Raum bilatéral Accorden, déi déi fënneft Fräiheet fir d'Passagéierflich mat Drëttlänner garantéiert, ofgeschloss:

- Bahrain,
- Curaçao,
- Dominikanesch Republik,
- Indien,
- Kanada,
- Katar,
- Malaysia,
- Nepal,
- Panama,
- Paraguay,
- Saint Martin (Sint Maarten / hollännesch Antillen),
- Sierra Leone,
- Singapur,
- Vereenegt Arabesch Emirater,
- Vereenegt State vun Amerika (Accord US-EU).

Souwuel wat déi infrastrukturell wéi och déi operationell Beräicher ugin, ass de Findel duerchaus capabel, fir grouss Flieger aus Net-Schengen-Destinatiounen opzehuelen. Schonn haut gi sougenannt „Widebody Flieger“ aus an a Richtung vun Net-Schengen-Länner ofgefäerdgt. Zum Beispill notzt Turkish Airlines de Groussflieger Airbus A330 bei staarker Nofro op der Streck Istanbul-Lëtzebuerg.

De Fluchhafen Lëtzebuerg huet genuch Capacitéit, fir déi aktuell an zukünfteg erwaarden Nofro un direkten Net-Schengen-Flich ze de-

cken. Et brauchen am Moment also keng Embau- oder Vergréisserungsarbechte gemach ze ginn.

Wat d'Auswierkung vun enger gläichzäiteger Arrivée vu ville Leit op d'Pass- an d'Immigrationsautoritéiten ugeet, esou ass d'Installatioun vun der automatisierter Grenzkontroll an der domat verbunnener Erweiderung vun deem Beräich am Juli 2018 ofgeschloss ginn. Dës Erweiderung gouf an enger Zesummenaarbecht tëschent den Autoritéiten an dem Flughafen op d'Bees gesat. Dës Zesummenaarbecht ass selbsterständlech e kontinuierleche Prozess.

Am Fall vun direkte Flich vun ausserhalb dem Schengen-Raum op Lëtzebuerg, gesäit den europäesche Visa-Code vir, datt Lëtzebuerg als Premier port d'entrée zoustänneg ass fir Visaen auszestelle fir déi Leit, déi ee brauchen. Wann dës Flich aus engem Land kënnen, an deem Lëtzebuerg selwer kee Konsulat huet, géif déi Aarbecht op dat Partnerland zréckfalen, dat Lëtzebuerg op der Plaz vertritt. Am Fall vun Extra-Schengen-Flich aus Länner mat enger Visa-Obligatioun wäerten d'Capacités vun der nationale Visa-Autoritéiten missen der Zuel vun de potenzielle Visa-Dossieren, déi ze behandle wäeren, ugepasst ginn.

Wat d'Douaneskontrollen ugeet, stellt eng Erhéijung vun de Persounlech aus Drëttschtaate kee gréisser Problem duer, well d'Beamte vun der Douane op der Arrivé schonn haut net all Passagéier kontrolléieren, mä déi erausfilteren, déi kontrolléiert ginn. Duerch ee gréisser Flux vun de Passagéier geet d'Zuel vun dese Kontrollen wuel erop, mä dat an engem Mooss, dat ze geréieren ass.

D'Europäesch Kommissioun evaluéiert regelméisseg de Lëtzeburger Flughafen am Kader vun der Schengen Evaluatioun (SCHEVAL), esou wéi all internationale Flughafen aus dem Schengen-Raum. Déi lescht Schengen Evaluatioun war 2016. D'Unzuel vun de Grenzpolitisten, déi vun der Evaluatioun viséiert war, gouf Enn 2018 erreecht. D'Unité de la police de l'aéroport (UPA) gouf am Mäerz 2019 exceptionell mat dräi Grenzpolitisten verstärkt, wat iwwert de Quota, dee vum SCHEVAL festgehale gouf, erausgeet. Et ass och virgesinn, d'UPA an Zukunft weider ze renforcéieren.

Question 0597 (03.04.2019) de M. Georges Engel (LSAP) concernant le projet au château de Sanem :

Depuis 2016, année au cours de laquelle le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) a quitté son ancien siège au château de Sanem dont l'État est le propriétaire depuis 1972, l'édifice n'a plus d'occupant et attend sa réaffectation.

En effet, dans un premier temps après la libération des lieux, il était question d'une installation de l'Institut Paul Bocuse au château de Sanem. Ce projet n'ayant pas abouti, la Secrétaire d'État au Ministère de l'Économie a annoncé en mars 2018 le projet d'y implanter un institut de formation continue pour les métiers de la gastronomie et de l'hospitalité. D'après les dires de la Secrétaire d'État, une telle offre serait complémentaire à celle de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg et permettrait « de proposer une formation continue en matière de gastronomie de pointe, en adéquation avec les attentes et les besoins des restaurateurs luxembourgeois et de leurs clients ».

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes :

- Le projet de l'implantation d'un institut de formation continue pour les métiers de la gastronomie et de l'hospitalité dans le château de Sanem est-il toujours d'actualité ?

- Dans l'affirmative, où le projet en est-il ? Dans quels délais le projet sera-t-il réalisé ?

- Dans la négative, et considérant qu'une inoccupation du château prolongée risque d'engendrer des dommages irréversibles au niveau de la structure du bâtiment, est-ce que le Gouvernement a un autre projet pour la future affectation du château ? Lequel ?

- Le château de Sanem pourrait également se prêter à des manifestations dans le cadre de l'année de Capitale européenne de la culture Esch 2022. Le Gouvernement partage-t-il cet avis et, dans l'affirmative, dans quelle mesure

envisage-t-il de mettre le château à disposition dudit événement ?

Réponse commune (14.05.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

Le projet auquel se réfère l'honorable Député et visant à implanter un institut de formation continue pour les métiers de la gastronomie et de l'hospitalité a en effet été évoqué lors de la législature précédente par la Secrétaire d'État au Ministère de l'Économie. Lors d'une réunion entre le Ministère de l'Économie, en particulier la Direction générale des Classes moyennes, et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il a été retenu qu'au préalable une analyse approfondie devrait être effectuée ensemble avec le secteur de l'Horesca sur les besoins en formation de ce dernier. En fonction des résultats de cette analyse, une offre idoïne en formation continue pourra être définie et la structure adéquate envisagée.

Question 0598 (03.04.2019) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant le dépôt militaire à Sanem :

Depuis la signature en 1978 d'un « Memorandum of Understanding » entre le Luxembourg et les États-Unis, l'armée américaine est présente sur le territoire luxembourgeois avec des dépôts militaires. Tandis que le premier à Bettembourg/Dudelange a été fermé en 2006, le deuxième, situé à Sanem, fonctionne toujours.

Dans sa réponse à une question sur l'affectation de ce dépôt militaire, posée lors d'une séance du conseil communal de Sanem, le bourgmestre Georges Engel a expliqué que le dépôt militaire à Sanem serait actuellement exploité par US Air Force et a exclu la possibilité de la présence, dans le dépôt à Sanem, d'armes nucléaires ou de pièces utilisées dans le déploiement d'armes nucléaires. Pourtant, le bourgmestre a indiqué que, suite à des informations obtenues par les responsables états-uniens, le dépôt à Sanem pourrait être considéré comme étant un partenaire de la base militaire de Ramstein Air Base en Allemagne.⁹

La base militaire de Ramstein était un des deux lieux de stockage d'armes nucléaires des États-Unis en Allemagne. Même si certaines sources indiquent que ces armes auraient été enlevées en 2005, ces informations n'ont jusqu'à présent jamais été vérifiées avec certitude.

Eu égard aux liens de coopération entre le dépôt militaire de Sanem et la base militaire de Ramstein et les informations incertaines sur le statut du dépôt à Sanem, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre de la Défense peut-il me confirmer que le dépôt militaire à Sanem est actuellement exploité par US Air Force ?

2) Monsieur le Ministre de la Défense a-t-il connaissance du matériel stocké au dépôt à Sanem ?

3) Dans l'affirmative, peut-il exclure avec certitude que des armes nucléaires ou des pièces utilisées dans le déploiement d'armes nucléaires sont stockées au dépôt à Sanem ?

4) Dans l'affirmative encore, peut-il m'informer sur la nature et la vocation du matériel militaire stocké à Sanem ?

5) Monsieur le Ministre de la Défense est-il informé par les autorités états-uniennes compétentes en cas d'un changement de statut du dépôt militaire de Sanem ? Dans l'affirmative, peut-il m'informer sur les procédures prévues pour un tel cas de figure ?

6) Monsieur le Ministre de la Défense a-t-il connaissance d'une relation plus étroite entre le dépôt militaire de Sanem et la base militaire de Ramstein ? Dans l'affirmative, cette relation a-t-elle des incidences sur le matériel stocké à Sanem et l'intensité des activités et des mouvements logistiques ?

7) Monsieur le Ministre du Travail peut-il indiquer le nombre de personnes sous statut de travail luxembourgeois actuellement employées au dépôt militaire US à Sanem ? Travaillent-elles sous autorité militaire US ? L'ITM effectue-t-elle des contrôles de leurs conditions de travail ?

Réponse commune (02.05.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Défense, et de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

Le dépôt militaire à Sanem n'est pas exploité par les Forces aériennes des États-Unis en Eu-

rope (USAFE), mais par la W.S.A. SARL (Agence de gestion de dépôts - Warehouses Service Agency), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois. Ses actionnaires sont l'État et ArcelorMittal qui détiennent 75 %, respectivement 25 % des parts. Les USAFE sont le principal client de la W.S.A. qui réalise également des activités de maintenance et de stockage pour l'Armée luxembourgeoise et pour le compte de la fourrière judiciaire. Les autorités états-uniennes n'ont pas l'autorité de changer le statut du dépôt à Sanem.

Les activités réalisées pour le compte des USAFE concernent l'entreposage, la sécurisation, la réparation, l'entretien, la préservation et l'inventaire du matériel de réserve qui lui est confié. En l'occurrence, le matériel traité à Sanem a trait aux ressources expéditionnaires de base pour aérodromes (Basic Expeditionary Airfield Resources - BEAR) et comprend un large éventail d'équipements allant de simples outils en passant par des générateurs d'électricité, des machines de construction jusqu'à des véhicules de sapeurs-pompiers et des ambulances.

En tant que prestataire de services des USAFE, dont le quartier général se situe à Ramstein, la W.S.A. entretient depuis de longues années des relations d'affaires étroites avec la base de Ramstein dans le cadre des activités décrites ci-dessus.

Il convient de souligner que le Mémoire d'entente signé en 1978 entre les États-Unis et le Luxembourg exclut explicitement le stockage de munitions. La question du stockage d'armes nucléaires ou de pièces utilisées dans le déploiement d'armes nucléaires ne se pose donc pas.

La W.S.A. emploie 163 salariés qui travaillent sous l'autorité du comité de direction de la W.S.A. L'ensemble des salariés de la W.S.A. est soumis au droit du travail luxembourgeois. L'ITM est habilitée à effectuer des contrôles de leurs conditions de travail.

Question 0599 (04.04.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le Code de déontologie pour les élus locaux :

„Konform zum Koalitionsaccord vun 2013, wäert d'Regierung e Code de déontologie fir gewielte Gemengevertrieeder ausschaffen, dëst an enker Consultatioun mam Syvicol.“

Ze liesen ass dëst an der Äntwert op eng Question parlementaire un d'Adress vum deemolegen Innenminister vum 25. August 2014. Am Joer 2019 waarden d'Biergerinnen a Bierger weiderhin op en ethesch an deontologesch Regelwierk fir d'Élus locaux. Bei eise belschen Noperen huet d'wallounesch Parlament schonns am Joer 2005 en Dekret votéiert, wat d'Gemengen obligéiert, entspréichend Regeln an hire Règlement d'ordre interne opzehuelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Innenministesch dës Fro stellen:

- Madamm Ministesch Bofferding, gedenkt Dir e Code de déontologie fir Gemengevertrieeder anzeféieren? Wa jo, wéini genee soll dëst ëmgesat ginn?

- Kéint Dir präziséieren, wéi eng Aart vu Regeln Dir de Gemengevertrieeder géift operleëen a firwat?

- Madamm Ministesch, wie géif um Ausschaffe vun engem entspréichende Code de déontologie bedeelegt ginn? Géifen och Vertrieeder aus der Zivillgesellschaft mat abezu ginn?

Réponse (03.05.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

D'Diskussioun iwwert d'Afféiere vun engem Code de déontologie fir Gemengen- a Schäftevertrieeder gëtt zesumme mat de concernéierten Akteuren aus dem Gemengesektor am Kader vun der Reform vum Gemengesetz geféiert. D'Fro iwwert de Contenu vun esou engem Code häntk enner anerem vun där Diskussioun of.

Question 0600 (03.04.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les jeunes artisans embauchés par l'État et les communes :

Récemment, le président de la Fédération des artisans s'est plaint de ce que de nombreux jeunes artisans sont débauchés par l'État et les communes après avoir été formés dans des entreprises du secteur privé, les principaux arguments étant la garantie de l'emploi et des salaires en début de carrière plus élevés.

Lors d'une entrevue récente avec le Ministre des Classes moyennes, une proposition aurait

été faite pour compenser ces pertes par l'attribution d'une indemnité de formation en faveur des entreprises artisanales dont les apprentis les quitteraient avant un certain délai.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes quelle est la position du Gouvernement face à cette proposition.

- Quelles sont les cas échéant les mesures que propose Monsieur le Ministre pour rendre les entreprises artisanales du secteur privé plus attractives face au secteur public en matière de conditions de travail ?

Réponse (30.04.2019) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

À l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération des artisans du 26 mars 2019, le président de la Fédération des artisans a fait la remarque que de nombreux jeunes artisans sont débauchés par l'État et les communes. À cet égard, il a notamment regretté que ce débauchage se fasse généralement après que les jeunes aient été formés dans les entreprises du secteur privé. Par conséquent, le président de la Fédération des artisans a proposé l'élaboration d'une charte entre secteur public et secteur privé et l'introduction éventuelle d'une indemnité d'apprentissage destinée aux entreprises formatrices.

Dans ce contexte, j'ai suggéré d'aborder le sujet au sein du Haut comité PME dans le cadre de l'élaboration du 5^e Plan d'action en faveur des PME. À ce stade, le Gouvernement n'a pris aucune décision en la matière.

Finalement, je tiens à souligner que je ne manquerai pas d'informer la Chambre des Députés du contenu du 5^e Plan d'action en faveur des PME par le biais de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme dès que ce dernier sera ficelé.

Question 0601 (04.04.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les panneaux d'affichage électronique :

De plus en plus de communes installent des panneaux d'affichage électronique qui leur permettent d'afficher, entre autres, l'agenda des manifestations communales. Malgré l'utilité évidente de tels panneaux, ceux-ci risquent également de gêner ou de distraire les automobilistes, si leur emplacement est mal choisi.

Ainsi, la commune de Käerjeng a fait ériger trois panneaux d'affichage électronique, dont un le long de la N5 à l'entrée du site scolaire « Op Acker » et l'autre, à Clemency le long du CR110 devant la cour d'école. Ils sont placés près des passages piétons, ce qui me paraît dangereux.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics les questions suivantes :

1) Est-ce qu'il existe une législation en matière d'installation de panneaux électroniques ?

2) Quels sont les critères pris en compte lors de l'octroi d'une permission de voirie pour l'installation de ce type de panneaux ?

3) Est-ce que la commune de Käerjeng a introduit une demande de permission de voirie pour ériger les panneaux mentionnés ci-dessus le long de routes nationales ? Quand est-ce que cette demande a été faite ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre a autorisé l'installation de ces panneaux et délivré ladite permission ? Et le cas échéant, quelles réflexions ont été à la base de cette décision ?

5) Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour améliorer la sécurité à ces deux endroits précis ?

Réponse (24.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Par sa question parlementaire, l'honorable Député désire recevoir des renseignements concernant l'installation de panneaux à messages variables permettant d'afficher l'agenda des manifestations communales ou des informations sur l'organisation de la circulation.

L'installation de panneaux à messages variables pour le compte d'une administration communale est régie par les dispositions de l'article 3 de la loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie ainsi que par ceux du guide d'application, définissant les règles d'applications usuelles pour l'établissement des permissions de voirie ministérielles, délivrées par le Ministre ayant les travaux publics dans ses attributions.

Les dispositions du guide d'application sont établies afin de limiter les risques engendrés

par les panneaux à messages variables le long de la voirie de l'État et de réduire notamment la distraction des conducteurs. Les critères d'autorisation sont ainsi fonction de la sécurité et la commodité des usagers de la route et des riverains pour ne pas mettre en danger ou gêner la circulation routière.

En ce qui concerne les panneaux installés par la commune de Käerjeng, aucune demande n'a été introduite et par conséquent l'affaire fait objet d'une instruction administrative.

Question 0602 (04.04.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la situation des réfugiés :

Ech wollt dem Här Immigrationminister dës Froen iwwert d'Flüchtlingssituatioun stellen:

1. Wéi vill Leit liewen an de Strukture fir Migranten, déi schonn de Statut kritt hunn?
2. Hëlleft de Stat deene Leit bei der Sich no enger Wunneng an, wa jo, op wéi eng Manéier?
3. Wéi vill vun deene Leit kréien de REVIS, respektiv wéi vill vun deene Leit hunn eng Aarbecht fonnt? Hëlleft de Stat deene Leit bei der Sich no enger Aarbecht an, wa jo, op wéi eng Manéier?
4. Bezuelen déi Leit, déi an de Strukture liewen an en Akommes hunn, e Loyer? Wa jo, wéi gëtt dee berechent?
5. Wat geschitt mat deene Leit, déi hire Loyer net bezuelen? Wéi vill Leit sinn dat? Wéi wëllt den Här Minister dësse Problem léisen?

Réponse (29.04.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

ad 1. Zum 15. Abrëll 2019 hunn 2.873 Leit an de Strukturen, déi vum OLAI gëriert ginn, gewunnt. Dovun hunn 1.382 de Statut als Bénéficiaire de protection internationale (BPI). Deemno wunnen 48,1 % BPI an dësse Strukturen.

ad 2. Am Kader vum Parcours d'intégration accompagnée (PIA) kréien d'Leit eng ganz Rei Informatiounen iwwert d'Liewen hei zu Lëtzebuerg. Esou sinn an de Phasen 2 an 3 vum PIA Seminairen a Coursen iwwer ganz spezifesch Sujete virgesinn; Informatiounen iwwert den Aarbechtsmaart an de Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg gehéieren zu dësse Sujeten.

ad 3. Déi Leit, déi zu Lëtzebuerg de Statut vum Refugié kritt hunn, hunn e Recht drop, de REVIS unzefroen an, wa se all d'Konditiounen erfüllen, de REVIS och ze kréien. Ewéi d'Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS et virgesäit, gëtt all Demandeur vum REVIS vum der ADEM am Kontext vun engem „profiling“ gesinn an entweder an eng Aarbechtsmesure vum der ADEM oder an eng sozial Stabilisatiounsmesure vum Office national d'inclusion sociale (ONIS) orientéiert. An dësem Fall gëtt de BPI d'nämlech encadréiert wéi all aneren Demandeur d'emploi an et gëtt probéiert, hien esou séier wéi méiglech op den Aarbechtsmaart ze kréien. Ab dem Moment wou en Demandeur de protection internationale (DPI) de Statut vum BPI unerkannt kritt, ass dësen dem reguläre Resident gläichgestallt. Ze notéiere bleift, dass all BPI, and wann e kee REVIS-Empfänger ass, sech dierf bei der ADEM aschreiwen.

ad 4. Déi Leit, déi an de Strukture vum OLAI liewen an de Statut als Bénéficiaire de protection internationale hunn, bezuelen eng Participatioun un den Hebergemengskäschten. Wéi schonns an der Äntwert op d'Question parlementaire n° 0175 vum 10. Januar 2019 duergegluecht, ass d'Berechnung wéi follegt:

„De Montant vun der Indemnitéit, déi ee BPI muss bezuelen, ass gestaffelt je no Zesummesetzung vum Menage (mat Kannergeld) a vum Akommes vun der jeeweileger Persoun. Dës Indemnitéit läit am Duerchschnitt tëschent 450 a 650 Euro de Mount.“

ad 5. Am Fall wou Leit hir Participatioun net oder nëmmen onregelméisseg bezuelen, sicht den OLAI eng Léisung, déi der sozialer Situatioun vun de Beträffene gerecht gëtt. Deemno ginn déi betraffe Leit per Bréif kontaktéiert a gebieden, hir Scholden zrëckbezuelen. Duerch en Engagement de remboursement kréien d'Leit d'Méiglechkeet, während enger gewässer Zäit eng manner héich Zomm wéi déi ursprénglech Participatioun ze bezuelen, bis hir Scholden ofbezuelen sinn.

Doriwwer eraus gëtt a regelméisseg Ofstänn déi normal Prozedur bei onbezuelte Leeschtungen applizéiert. Hei gi Rappels de paiement verschéckt, déi, am Fall wou se net respektéiert ginn, zu enger Mise en demeure a gegebenefalls och zu gerichtliche Schrëttler kënnen féieren.

Question 0603 (04.04.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la hausse des tarifs postaux :

D'Post huet eng zolidd Hausse vun hire Bréiftariffer annoncéiert, déi zweet no Dezember 2015. Dës Hausse, déi esouwuel d'Bréiwer wéi och den ATR-Zerwiss betrëfft, läit bei ronn 14 Prozent. Si kënn e puer Wochen no der substanzialer Hausse bei der Autoskontroll a betrëfft nees eng Entreprise, wou de Stat matzeschwätzen huet.

Dofir wëll ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froen stellen:

1. Rechtfäerdigt sech eng Hausse vun de Posttariffer, déi wäit iwwert der Entwécklung vum Index läit?
2. Fënnt den Här Minister dës Hausse berechtigt, wann ee bedenkt, datt d'Post hiren Zerwiss bei der Bréifpost ëmmer méi kleng mécht (samschdes gi keng Boitte méi opgehewen) an datt si, fir ze rationaliséieren, Büroen uechtert d'Land zoumécht?
3. Wéi probéiert de Stat, bei Betriber, wou hie matzeschwätzen huet, op d'Präisser vun effentlechen Dénsgschtleeschungen anzewierken?
4. Si Präishausse op Dénsgschtleeschungen, déi all Mënsch brauch, an Zäiten, wou de Risiko vun der Aarmut klëmmt, net besonnesch kriddelech?
5. Ass de Minister d'accord, fir ze soen, datt bei effentlechen Dénsgschtleeschungen aner Kritäre mussen gëlle wéi bei private Banken, déi och d'Tariffer vun hiren Dénsgschtleeschungen héijen?
6. Hat de staatleche Vertrieeder an den zoustännege Gremie vun der Post Instruktiounen, fir dës Präiserhéijung matzedroen?

Réponse (06.05.2019) de M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :

D'Bréifpost ass zënter dem Gesetz iwwer Postzerwiss vum 26. Dezember 2012 komplett liberaliséiert. Et kann een an deem Zesammenhang also net méi vun effentlechen Dénsgschtleeschungen schwätzen.

Datselwecht Gesetz seet a sengem Artikel 29§1 iwwert d'Principes tarifaires ënner anerem, dass d'Tariffer sech un de Käschte sollen orientéieren.

De Volumen u Bréiwer, deen hautdesdaags nach vu Privatleit verschéckt gëtt, ass zënter Jore staark réckleefeg. Et sief och bemierkt, datt verschidde Präisser (notamment déi vun de Colisen) den 1. Mee erfoginn. De Präis vum Timber ass am Präiswuerekerf enthalen a gëtt also duerch den Indexmechanismus kompenséiert. Et ass also net dervun auszogoen, dass d'Präisadaptatioun vum 1. Mee 2019 sech à terme negativ op d'Kafkraaft vun de Leit auswierkt.

Déi Tariffer, déi hei zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, si vergläichbar mat deenen, déi am Ausland praktizéiert ginn, a ginn, am Iwwerengen, vum ILR approvéiert.

D'Tariffpolitik vu POST ass Aufgab vum Verwaltungsrat. De Minister war vun der Postdirektion au courant gesat ginn, dass si dem Verwaltungsrat dës Hausse vun den Tariffer géif proposéieren.

D'Post schafft kontinuéierlech un der Verbesserung vun hirem Service um Client an ass beméit, hir Produkter an Zerwiss an déi reell Besoinen vun hire Clienten unzepassen. Dat betrëfft esouwuel d'geografesch Präsenz wéi och d'Éffnungszäite vun de Point-de-venten.

Question 0604 (04.04.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la consommation d'antibiotiques :

Selon une étude du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) le Grand-Duché de Luxembourg, malgré une série de campagnes de sensibilisation, demeure un des plus gros consommateurs d'antibiotiques en soins ambulatoires.

En effet, le Luxembourg se place parmi les 28 pays scrutés à la septième place.

1) Sachant que l'usage excessif et inapproprié des antibiotiques rend les bactéries de plus en plus résistantes avec pour conséquences des maladies plus difficiles à soigner, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé comment s'est développée la consommation d'antibiotiques au cours des dix dernières années.

2) Quelles sont les mesures que préconise Monsieur le Ministre pour améliorer la prise de

conscience des problèmes liés à la surconsommation d'antibiotiques, ceci surtout auprès des prescripteurs ?

Réponse (08.05.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1) Dans le cadre de ses engagements par rapport aux organismes internationaux, notamment le réseau ESAC-Net (European Surveillance of Antimicrobial Consumption) établi auprès de l'organisme ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control), la consommation d'antibiotiques en milieu ambulatoire et en milieu hospitalier au Luxembourg fait l'objet d'une surveillance depuis une vingtaine d'années.

L'objectif de cette surveillance étant notamment d'apporter à tous les acteurs de nombreuses informations pour évaluer les résultats obtenus dans le cadre d'une politique de maîtrise de l'utilisation des antibiotiques.

Le dernier rapport de surveillance de l'ECDC¹⁰ montre une diminution significative de la consommation d'antibiotiques en ambulatoire, exprimée en DDD (Defined Daily Doses) par 1.000 personnes et par jour pendant la période de cinq années de 2013 à 2017. Le rapport montre également que la consommation d'antibiotiques en milieu hospitalier est plutôt stable.

Sur une période de onze années, de 2007 à 2017, l'analyse des données fournies par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) montre une diminution de 31 % des prescriptions chez les enfants de 0 à 4 ans et de 39 % chez les enfants de 5 à 14 ans. Le nombre de prescriptions au niveau de la population générale a également diminué de 18 % au cours de cette période.

Cette évolution quantitative est donc encourageante. Sur le plan qualitatif, les antibiotiques les plus consommés en ambulatoire sont constitués par la classe des pénicillines à large spectre, et surtout l'association de ces pénicillines à un inhibiteur enzymatique. La prescription non appropriée de cette classe d'antibiotiques contribue à générer des résistances antimicrobiennes.

Sur la même période on constate que la prescription d'antibiotiques présente toujours de larges variations saisonnières caractérisées par une augmentation de 35 % des prescriptions en période hivernale lors des périodes d'influenza. Ce phénomène affecte les principales classes d'antibiotiques, dont également la classe des fluoroquinolones qui figurent sur la liste des antibiotiques critiques classés à la priorité la plus élevée.

ad 2) Il est à noter qu'au Luxembourg, contrairement à d'autres pays européens, la délivrance d'antibiotiques ne se fait que sur ordonnance médicale et que la délivrance de certains antibiotiques de dernier recours et de la majorité des antibiotiques à usage parentéral est réservée aux pharmacies hospitalières sauf cas exceptionnels.

Le Luxembourg collabore activement avec les différentes organisations européennes et internationales impliquées tant dans la surveillance des résistances aux antibiotiques que dans la rationalisation de la consommation et donc de la prescription. Nous sommes particulièrement actifs dans ce domaine.

Le Conseil de Gouvernement a approuvé en 2018 le Plan national antibiotiques 2018-2022 (PNA). Ce plan ambitieux a pour objectif de réduire l'émergence, le développement et la transmission des résistances aux antibiotiques au Luxembourg selon une approche « One Health », incluant les aspects humains, vétérinaires et environnementaux.

Le PNA fait appel à l'ensemble de la population, au corps médical, aux vétérinaires, aux détenteurs d'animaux, aux personnels de soins et de santé et aux citoyens en général, pour utiliser les antibiotiques de manière responsable, afin de continuer à pouvoir disposer des moyens efficaces contre les infections sévères. De nombreux acteurs contribuent à la mise en place des mesures et actions du plan sur le terrain au niveau du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Famille, de tous les hôpitaux, des centres de soins, des laboratoires et des prescripteurs.

Pour améliorer la prise de conscience des problèmes liés à la surconsommation d'antibiotiques et donc la surprescription tant par les médecins que par les vétérinaires, mais aussi la demande excessive par la population, de nombreuses mesures ont été et sont mises en place :

- Les campagnes de sensibilisation :

Depuis 2006, la Direction de la santé organise chaque année une campagne de sensibilisation

sur l'utilisation des antibiotiques. Ces campagnes sont organisées dans le cadre de la « Journée européenne d'information sur les antibiotiques » le 18 novembre. Elles ciblent principalement la population générale et les soins de santé primaire. L'impact de l'ensemble de ces actions a pu être mesuré par l'Eurobaromètre mené en 2013 et 2016 sur la population adulte. Les personnes interrogées ont par exemple reçu plus d'informations de leur médecin en 2016 qu'en 2013, ce qui s'est traduit par une amélioration des connaissances sur les antibiotiques, dont notamment sur l'inefficacité des antibiotiques en cas de maladie virale. L'Eurobaromètre 2018 confirme ce résultat.

En 2018, afin de promouvoir l'utilisation prudente des antibiotiques, le Comité national antibiotiques a élaboré la campagne : « Antibiotiques : Tirons la sonnette d'alarme ! ». Elle s'inscrit dans la continuité du plan et dans une approche « One Health », qui vise à considérer les multiples dimensions en la matière - humaines, vétérinaires et environnementales.

- Les formations :

- Pour les futurs professionnels de santé et agriculteurs, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) et le Lycée technique agricole (LTA) abordent régulièrement les thématiques autour de l'antibiorésistance, la consommation, la prévention des infections par l'hygiène ou la vaccination... à travers différents modules.

- Pour les professionnels de santé, des formations continues sont organisées sur le sujet de l'antibiorésistance par les associations des professionnels de santé luxembourgeoises ou par des organisations privées.

- Dans le cadre du PNA, une première conférence d'information et de formation sur les antibiotiques a eu lieu le 5 décembre 2018 à l'Abbaye de Neumünster. Cette première soirée a rassemblé une centaine de professionnels de santé avec l'objectif de promouvoir la juste prescription des antibiotiques au Luxembourg. Une deuxième conférence sera organisée le 28 septembre 2019. Elle comportera un volet formation et un volet pratique par groupe professionnel.

- Les recommandations de bonnes pratiques :

Les travaux du groupe de travail « prévention, traitement et diagnostic » portent notamment sur :

- la rédaction de recommandations nationales de traitement et d'usage d'antibiotiques tant en santé humaine qu'en santé animale ;

- le « Antimicrobial stewardship » (gestion et accompagnement de la prescription antibiotique) dans la communauté, les hôpitaux et établissement de long séjour ;

- la promotion de la prévention des infections en diffusant les recommandations de vaccinations en santé humaine et animale ce qui limite dès lors l'utilisation des antibiotiques.

Le Conseil scientifique du domaine de la santé a élaboré et diffusé des recommandations nationales de traitement pour les pathologies les plus courantes dans le domaine ambulatoire et pour l'antibioprophylaxie avant interventions chirurgicales.

La diffusion de l'ensemble de ces recommandations est adaptée aux besoins de l'ensemble des professionnels (exemple : rappels réguliers...).

- La surveillance de la consommation et de la résistance aux antibiotiques :

Elle permet d'améliorer les connaissances, l'identification et l'élaboration des mesures de santé publique à mettre en place ainsi d'avoir une meilleure maîtrise de l'antibiorésistance. Les données de ces surveillances constituent une base objective pour sensibiliser les prestataires :

- En santé humaine, le Luxembourg participe au Réseau européen de surveillance de la consommation d'antibiotiques (ESAC-Net). Chaque année, les données de prescription sont recueillies, tant au niveau des hôpitaux que dans les soins de santé primaire, par la Direction de la santé pour procéder à des analyses de consommation. Le Luxembourg collecte également les données des résistances des infections invasives. Celles-ci sont centralisées au LNS qui les communique annuellement au Réseau européen de surveillance de la résistance aux antibiotiques (EARS-Net). Les résultats des résistances liées aux pathogènes d'origine alimentaire sont également centralisés au LNS qui les communique au Réseau européen de surveillance des maladies liées à l'alimentation, à l'eau et aux zoonoses (FWD-Net).

¹⁰ <https://ecdc.europa.eu/sites/portal/files/documents/ESAC-NET-reportAER-2017-updated.pdf>

- En santé animale, pour les animaux de rente, le Luxembourg participe au Projet européen de surveillance de la consommation d'antibiotiques dans le milieu vétérinaire (ESVAC) établi par l'Agence européenne des médicaments (EMA). Les données de prescription proviennent des grossistes sur base des données de facturation aux pharmacies. Ces données sont analysées par la Direction de la santé.

- En santé humaine et animale, une plateforme de centralisation des données relatives à l'antibiorésistance provenant des deux secteurs est en cours de mise en place.

Question 0605 (04.04.2019) de M. Henri Kox et Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les rejets de la centrale nucléaire de Cattenom :

Les légionelles sont une famille de bactéries se développant dans les eaux douces, notamment dans l'eau stagnante d'une température entre 20 et 50 °C. Ces bactéries sont à la base de la légionellose, une pneumonie dont le traitement requiert un traitement antibiotique.

Les tours de refroidissement et les tuyauteries des centrales nucléaires sont un environnement idéal pour la prolifération et l'émission de ces bactéries dans l'air. Dans l'objectif de désinfecter les tuyauteries et les tours de refroidissement, des produits biocides préventifs assez puissants doivent être régulièrement utilisés, engendrant - dans le cas des réacteurs de Cattenom - des rejets importants de sodium, de chlorures et de nitrates dans l'eau.

Jusqu'à concurrence des limites de rejets autorisées (moyenne 24 h et limite annuelle) pour le sodium et les chlorures, ces substances peuvent donc être déversées dans la Moselle ou dans la retenue artificielle du Mirgenbach. Les limites actuelles sont fixées par l'arrêté du 4 mars 2014 portant homologation de la décision n° 2014-DC-0416 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 16 janvier 2014 fixant les limites de rejets dans l'environnement des effluents liquides et gazeux des installations nucléaires (...) dans la commune de Cattenom ».

Selon nos informations, Électricité de France (EDF), société exploitant la centrale nucléaire de Cattenom, a déposé en septembre 2018 un dossier de demande de modification des valeurs limite pour les rejets liés aux traitements biocides, parce que la société prévoit de renforcer la fréquence de ces traitements afin de contenir le risque lié aux légionelles.

Dans ce dossier, EDF demande une augmentation considérable des limites annuelles de rejets. En effet, l'exploitant souhaite augmenter la limite pour le sodium à 611.000 kg, c'est-à-dire presque au double de la limite actuelle (310.000 kg), voire au triple du flux de sodium effectivement rejeté en 2018 (191.623 kg). Pour les rejets annuels de chlorures, la demande d'EDF est de 855.000 kg, correspondant à une augmentation de presque 50 % de la limite actuelle (575.000 kg) voire de plus de 260 % par rapport au flux réel de 2018 (319.312 kg).

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants :

1) Pouvez-vous confirmer les informations concernant la demande de modification des limites de rejets ?

2) Bien que le traitement biocide contre les légionelles utilisé à Cattenom résulterait selon EDF aussi dans des rejets de nitrates, le dossier ne fait ni référence à des valeurs réelles ni à une limite légale. Est-ce qu'il existe une limite spécifique relative aux rejets de nitrates pour la centrale de Cattenom ? Quelles sont les valeurs de nitrate réellement mesurées dans les eaux de rejets en 2018 ?

3) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la demande d'augmentation des limites de rejets susmentionnées ?

4) Le Gouvernement formulera-t-il un avis officiel relatif à cette demande de modification ?

Réponse commune (15.05.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1) Ces dernières années, EDF a remplacé les milliers de tubes de ses condensateurs en laiton par des tubes en titane. Ce changement a permis de réduire les rejets de cuivre et de zinc mais, en contrepartie, a entraîné la prolifération de légionelles ce qui nécessite une désinfection

régulière. Pour EDF, il s'agit d'assurer une fine balance concernant l'utilisation de désinfectants afin de limiter tant que possible les rejets chimiques d'un côté et de micro-organismes de l'autre.

Les informations concernant une adaptation du traitement biocide de l'eau des tours de refroidissement de la centrale de Cattenom ont été présentées par l'Autorité française de sûreté nucléaire lors d'une présentation donnée lors de la réunion de la Commission locale d'information en date du 2 avril 2019. Il s'agit des seules informations dont les autorités luxembourgeoises ont connaissance à cette date. La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable va adresser un courrier à son homologue français pour demander des informations supplémentaires et y relever plusieurs questions sur le déroulement de la procédure de modification de l'autorisation de rejet, notamment en ce qui concerne la consultation du public et la nécessité d'un échange au niveau des commissions internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

Dans ce contexte, EDF a en effet introduit une demande auprès de l'autorité française de sûreté nucléaire visant l'augmentation de certaines valeurs limites.

ad 2) Les limites spécifiques relatives aux rejets sont fixées par la décision n° 2014-DC-0416 de l'autorité française de sûreté nucléaire du 16 janvier 2014 fixant les limites de rejets dans l'environnement des effluents liquides et gazeux des installations nucléaires de base n°s 124, 125, 126 et 137 exploitées par Électricité de France-Société anonyme (EDF-SA) dans la commune de Cattenom. En matière des effluents liquides, la décision fixe une limite annuelle de 12.000 kg pour l'azote. Cette limite comprend l'ammonium, les nitrates et les nitrites. Elle fixe en plus une limite spécifique sur 24 heures pour les nitrates de 3.100 kg.

En raison de la substitution progressive de l'acide chlorhydrique par l'acide sulfurique depuis 2015, le cumul annuel en sulfates est en nette hausse depuis plusieurs années. Pour la même raison le cumul annuel des rejets en chlorures est en baisse depuis 2015. En ce qui concerne l'azote, les rejets cumulés sont passés de 1.250 kg en 2015 à 1.810 kg en 2017.

Il y a lieu de noter que si le rejet en nitrates ou tout autre rejet de la centrale de Cattenom entraînerait un changement du statut écologique de la Moselle, voire même une dégradation au sein de l'indice de qualité existant, ceci serait contraire aux dispositions découlant de la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive cadre sur l'eau), notamment en terme des objectifs environnementaux tel qu'arrêté par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en l'affaire C-461/13.

ad 3) Vu l'impact environnemental de rejets liquides notamment dans la Moselle, le Luxembourg s'appuiera sur ses administrations compétentes en la matière pour étudier le bien fondé des demandes d'EDF, ainsi que des implications environnementales pour la Moselle et le territoire du Luxembourg.

Sachant que les concentrations en chlorure et en sodium sont déjà très élevées dans les eaux de la Moselle, suite aux émissions provenant de sites industriels situés en amont sur l'affluent de la Meurthe, une augmentation des rejets autorisés pourrait enfreindre l'atteinte du bon potentiel écologique de la Moselle et partant serait en désaccord avec les objectifs très contraignants de la directive-cadre sur l'eau. La ministre a demandé dans la lettre susmentionnée plus d'informations concernant cet aspect aux autorités françaises.

ad 4) Selon l'ASN il y aura des consultations administratives, une enquête publique et une consultation des pays frontaliers proche du site dans le cadre de la procédure d'autorisation. Les ministres soussignés rappellent dans ce contexte que la demande de renouvellement des rejets, introduit par EDF en 2003, avait fait l'objet d'une enquête publique au Luxembourg, communément organisée par le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Intérieur qui à l'époque était compétent pour la politique de gestion de l'eau. Chaque autorité avait, dans son domaine de compétence, analysé le dossier et veillé à ce que l'impact probable de la nouvelle autorisation ne serait pas plus pénalisant que celui de l'ancienne.

Question 0606 (05.04.2019) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant la promotion du bois comme matériau de construction :

Le 21 mars dernier, le « Abgeordnetenhaus » du Land de Berlin a voté en faveur d'un soutien

fort au développement du bois comme matériau de construction permettant d'atteindre les objectifs climatiques définis dans le BEK (« Berliner Energie- und Klimaschutzprogramm ») de la ville. Le « Abgeordnetenhaus » demande au Sénat de soutenir le secteur forestier, l'artisanat, l'industrie et la recherche afin de promouvoir la région de Berlin-Brandenburg en tant que région de la construction en bois.

Les qualités environnementales du matériau bois sont multiples et indéniables. Stockant du carbone, il peut jouer son rôle dans la lutte contre le changement climatique. Contrairement aux matériaux de construction traditionnels, le bois est un matériau dont la revalorisation ou le recyclage s'envisagent sans dommage pour l'environnement. Finalement, l'industrialisation des composants en bois est peu énergivore : il faut peu de puissance électrique pour produire les éléments en bois.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants :

1) De quelle façon le Gouvernement luxembourgeois promeut-il l'utilisation du bois comme matériau de construction ?

2) Quelles initiatives le Gouvernement a-t-il lancées pour inciter les acteurs privés à construire en bois ?

3) De quelle manière le Gouvernement donne-t-il lui-même l'exemple comme maître d'ouvrage ?

4) Quel rôle le Wood Cluster lancé en 2017 joue-t-il dans ce contexte ?

5) Comment le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de valoriser l'emploi du bois dans le cadre du passage vers l'économie circulaire ?

Réponse commune (29.05.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement, de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1) Dans le domaine de sa politique de logement, de la construction durable et de l'énergie, le Gouvernement attache une importance particulière à la promotion du bois comme matériau de construction.

Il encourage notamment les promoteurs publics - le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) - à utiliser le bois comme matériau de construction. L'honorable Député trouvera en annexe à la présente des exemples de projets réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude par le Fonds du logement et la SNHBM. Ainsi, le Fonds du logement a réalisé au cours des dernières années 154 logements, 75 sont en projet et 29 en construction pour lesquels le bois a joué un rôle central dans la conception. La SNHBM vient de réaliser huit maisons unifamiliales et commencera à Kehlen au cours du printemps 2019 le projet Elmen portant sur 194 maisons unifamiliales, lesquelles auront une structure en bois massif. En tout, 16 projets prévoyant un total de 465 logements ont été réalisés respectivement seront réalisés à court terme, où l'utilisation du bois joue un élément central dans la construction des unités d'habitation. Les enseignements tirés de ces réalisations pourront utilement alimenter la conception de futurs projets de construction.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le régime de subvention accessible au secteur privé « Prime House » a été retravaillé au courant de l'année 2016 et a été mis en vigueur le 1^{er} janvier 2017 afin de promouvoir les matériaux de construction durables et notamment le bois comme matériau de construction.

Pour la nouvelle construction, la ressource bois a été mise en évidence parmi une sélection des critères d'évaluation formulés dans le catalogue LENOZ et retenus pour « Prime House ». L'utilisation de matériaux de construction à faibles incidences environnementales et à faible besoin en énergie grise étant deux des critères clés favorisant la construction en bois ainsi que sa capacité de démontage.

ad 3) Le Gouvernement recourt de plus en plus au bois comme matériau de construction. Par ce choix, l'Administration des bâtiments publics souhaite mettre en évidence l'aspect écologique du bois ainsi que ses avantages en matière d'isolation, de durabilité et de rapidité d'exécution. Dans ce contexte, il convient de citer comme constructions qui ont été entièrement réalisées en bois le bâtiment de l'Administration de la nature et des forêts à Diekirch ou le Biodiversum « Camille Gira » à Remerschen.

Actuellement sont en réalisation la Maison d'enfants de l'État à Schifflange, le Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck, l'Internat sociofamilial Pro Familia à Dudelange, l'extension de la Logopédie à Strassen, le bâtiment de la Wanteraktioun au Findel ainsi que les foyers pour les demandeurs de protection internationale (DPI) à Sanem, Bettembourg, Millebach, Bridel et à Bascharage.

ad 4) Créé en 2017 dans le giron de l'agence nationale de l'innovation Luxinnovation, le Wood Cluster est actif au sein de toute la filière bois au Luxembourg. Actuellement, le cluster compte quelque 175 membres, dont 150 entreprises issues de tous les secteurs de la filière bois (exploitation forestière, industrie du panneau, scieries, industrie du papier, centrales à chaleur, planification, menuiseries, construction bois) et quelque 25 acteurs publics (administrations, centres de recherche, etc.).

Constat concernant la construction en bois :

Le marché de la construction en bois est en forte croissance (part de la construction bois/construction totale de 2013-2016 : +/- 7 %). Cette évolution a bien évidemment une incidence directe sur les entreprises actives au marché mais aussi sur les secteurs y liés (menuiseries, scieries, industrie du panneau, etc.). Afin de répondre à cette demande croissante, il faut que les entreprises locales s'adaptent et innovent.

Les missions du Wood Cluster sont les suivantes :

1. Accompagner les entreprises dans leurs démarches d'innovation :

a. Innovation en termes d'industrie 4.0 pour les entreprises au sein de la chaîne de valeur. En effet, la préfabrication efficace constitue aujourd'hui le principal frein au développement de la construction bois et la digitalisation joue un rôle primordial pour les artisans du bois. De façon cross-sectorielle (en partenariat avec d'autres clusters/secteurs et services de Luxinnovation), Luxinnovation accompagne ces entreprises, souvent de type PME, dans leurs démarches d'innovation.

b. Innovation en termes d'utilisation de bois feuillus (hêtre, chêne, etc.) dans la construction. On observe une sous-évaluation de nos bois feuillus (> 2/3 de nos forêts) et un export accru vers les pays asiatiques. L'innovation dans ce sens (qui est aussi réalisée dans d'autres régions phares d'Europe) est un levier essentiel au développement de la filière régionale.

2. Connaissance de la filière et transfert de connaissances :

La connaissance des acteurs, produits et flux au sein de la filière bois constitue la base de tout développement stratégique de la filière au Luxembourg, en Grande Région et en Europe. Le transfert de connaissances, notamment sur les produits et les flux potentiels, est primordial.

3. Mise en relation / Networking :

La mise en relation permet de développer un écosystème de l'innovation performant et compétitif. La proximité et une connaissance mutuelle entre acteurs, universités, centres de recherche et entreprises facilitent l'avancée rapide des projets. Le cluster organise tous les ans plusieurs événements dans ce sens : Wood Cluster Forum, forum annuel pour toute la filière, cycles Meet a Member, portes ouvertes dans les entreprises phares, tournée « Mir paken Holz un », visites de projets phares.

4. Communication et marketing :

La promotion du bois de façon générale constitue une approche importante en termes de développement et d'agrandissement des marchés au sein de la filière. Les actions de communication s'adressent à un public varié (consommateurs, prescripteurs, décideurs politiques).

5. Mise en place de « Flagship Projects » :

À côté des missions en lien avec l'innovation dans l'entreprise, Luxinnovation coordonne des projets de type « Flagship » par secteurs et cross-sectoriels. Les « Flagship Projects » sont des projets collaboratifs, réunissant plusieurs partenaires de la filière qui visent à exploiter ensemble et de façon concrète des nouvelles pistes de développement économique. Ces projets, qui résultent des discussions au sein des groupes de travail thématiques cross-sectoriels, doivent être innovants, bénéficier à un grand nombre d'acteurs et permettre le développement de la filière.

ad 5) Il est évident que seulement l'utilisation en cascade du bois permettra de parvenir à bénéficier pleinement des avantages liés à l'économie circulaire. Dans ce contexte, il faut notamment tenir compte de la contamination éventuelle du bois par des produits chimiques (biocides, etc.) au cours du cycle d'utilisation du bois.



En outre, il faudra veiller à ce que l'énergie grise (lié au transport/préparation à l'emploi, etc.) n'impacte pas de manière disproportionnée cette ressource en principe neutre en matière de CO₂.

En tout état de cause, il faudra veiller à ce que l'utilisation accrue du bois ne mène pas à une dégradation de l'état de nos forêts. À cette fin, l'Administration de la nature et des forêts est en train d'évaluer le potentiel de bois disponible dans nos forêts.

Question 0607 (05.04.2019) de **Mme Josée Lorsché** (déli gréng) concernant la **progression de la myopie au Luxembourg** :

Selon l'OMS, nous assistons à une progression dramatique de la myopie à l'échelle mondiale.

En Asie, la population est à tel point concernée que l'on parle déjà d'épidémie. Face à cette situation inquiétante, l'OMS encourage les pays à se doter de stratégies pour éviter les fortes myopies en tenant plus particulièrement compte du temps d'utilisation des écrans.

Si la génétique est certes une cause de dégradation myopique, d'autres facteurs déterminants sont notamment la surutilisation des écrans allant de pair avec un temps très limité passé à l'extérieur et donc un manque d'exposition des individus à la lumière naturelle. Des études récentes ont ainsi démontré que les myopies touchent d'ores et déjà les enfants âgés de huit à neuf ans, contre 12 ou 13 ans auparavant.

Plus la myopie commence tôt, plus elle évolue rapidement et longtemps. Il s'agit donc de cibler plus particulièrement les enfants. Les experts conseillent ainsi de limiter l'utilisation des écrans dès le plus jeune âge des enfants, de retarder l'âge de la première utilisation et de promouvoir une activité à l'extérieur d'au moins 90 minutes par jour.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre de la Santé dispose-t-il de statistiques quant à la progression de la myopie au Luxembourg ? Quelle est le cas échéant la proportion d'enfants et de jeunes touchés par ce trouble de la vision ?

2) Monsieur le Ministre de la Santé entend-il suivre les recommandations de l'OMS et mettre en place une stratégie nationale pour prévenir la progression de la myopie au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées ?

3) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale n'est-il pas d'avis qu'il faudrait tenir compte du risque de progression de la myopie chez les élèves en limitant au stricte nécessaire l'utilisation des écrans en milieu scolaire et au sein des services d'éducation et d'accueil ? Le personnel enseignant et éducatif est-il sensibilisé à cet effet ?

Réponse commune (07.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le service d'orthoptie de la Direction de la santé ne dispose pas de chiffres quant à l'évolution de la myopie chez les enfants puisque le dépistage visuel du service d'orthoptie n'est effectué chez les enfants que jusqu'au cycle 1 de l'enseignement fondamental. Or, la majorité des cas de myopie ne se développent que chez des enfants plus âgés, voire chez les adolescents et les jeunes adultes.

ad 2) De nombreuses études ont démontré qu'il existe une corrélation entre le niveau d'études et la présence d'une myopie. Par contre, toutes les études ne sont pas unanimes sur le fait que ce soit la vision de près qui induise la myopie. Il est néanmoins conseillé de limiter l'exposition à la vision de près, qui inclut, pour les enfants, la lecture et de préconiser plus de temps consacré aux activités de plein air. En effet, une étude menée à Taïwan (WU 2013) a montré qu'une augmentation de 1,3 heures passées à l'extérieur conduisait à une diminution du pourcentage de myopies chez les enfants de 17,6 % à 8,4 %. Une autre étude (Jones 2007) a montré que le risque de développer une myopie diminue d'un tiers lorsque les enfants passent plus de 14 heures par semaine en plein air au lieu de zéro à cinq heures.

Plusieurs facteurs semblent avoir un rôle préventif. La distance de fixation est plus élevée à l'extérieur qu'à l'intérieur. L'accommodation est donc moins favorisée. La netteté de l'image est homogène sur toute la rétine car les objets sont vus à une distance identique dans tout le champ visuel.

L'explication retenue principalement est que la luminosité peut atteindre 40.000 lux à l'extérieur, alors que la luminosité de la lumière artificielle n'est que de 100 à 500 lux. Alors que les mécanismes en cause n'ont pas encore pu être expliqués, il semble que le diamètre de la pupille et le niveau de la dopamine jouent un rôle protecteur dans le développement de la myopie.

Pour aider parents et professionnels à adapter l'usage de chaque type d'écran à l'âge des enfants, le Ministère de la Santé recommande les repères de la campagne « 3-6-9-12 » élaborée par le docteur Serge Tisseron pour apprendre aux enfants à se passer des écrans et à s'en servir de façon adaptée selon leur âge. L'utilisation des tablettes tactiles est ainsi déconseillée avant l'âge de deux ans et limitée à 15 minutes par jour entre deux et trois ans. Entre trois et six ans, il est conseillé de limiter le temps devant les écrans à des horaires clairement déterminés et courts.

Ces conseils sont prodigués, sur demande des parents, lors du dépistage visuel précoce organisé par le service d'orthoptie de la Direction de la santé, ainsi que lors du bilan 30 organisé par le service audiophonologique de la Direction de la santé.

ad 3) Comme expliqué ci-dessus, la problématique ne se limite pas uniquement au temps d'utilisation des écrans et tablettes tactiles. Concernant une utilisation raisonnable et limitée dans le temps des tablettes tactiles et autres appareils électroniques, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a repris les recommandations « 3-6-9-12 » visant une utilisation adaptée selon l'âge des enfants, notamment dans les publications de BEE SECURE. En outre, le MENJE est en train d'élaborer un cahier d'accompagnement pour parents relatif à cette problématique qui paraîtra dans les mois à venir.

Question 0608 (05.04.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **récupération de TVA dans le contexte de la gratuité des transports publics** :

Le prix des tickets payé par les usagers des transports publics comporte habituellement une partie de TVA. Cette TVA a pu être « valorisée » par les prestataires de services des transports en commun par exemple lors de l'acquisition de matériel roulant. Il paraît maintenant qu'avec la gratuité des transports publics, les prestataires de services des transports publics n'auront plus cette possibilité (comme ils ne perçoivent plus de TVA). Cela signifierait un manque à gagner pour lesdits prestataires.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer les recettes de TVA supplémentaires dont bénéficiera l'État du fait de la gratuité des transports publics ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment lesdits prestataires de services pourraient éventuellement récupérer cette TVA ?

Réponse (07.05.2019) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances* :

Dans le contexte de la mesure annoncée consistant à rendre le transport public gratuit (à l'exception des titres de transport garantissant l'accès à des places en 1^{re} classe), les honorables Députés Laurent Mosar et Gilles Roth demandent à être informés sur le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) payée ou due par les prestataires du transport public sur leurs frais et achats.

Il y a lieu tout d'abord de relever que si le service de transport public est effectué à titre gratuit à la majeure partie des usagers de ce service, il n'est certainement pas fourni à ce titre par les prestataires dudit service. En effet, il semble incontournable que ces prestataires seront à indemniser par l'État pour leurs services fournis, comme tel est déjà actuellement le cas pour les transports scolaires effectués à titre gratuit.

De même que pour l'indemnisation des transports scolaires, l'indemnisation éventuelle future en rapport avec la gratuité, pour les usagers, des transports publics est à considérer comme un subside directement lié à cette prestation de transport. Un tel subside, qui représente, conformément à l'article 29, alinéa 2, point d), de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, la ré-

munération reçue par le prestataire de services, est à soumettre à la TVA, et ce au taux applicable au service subventionné, à savoir le taux super-réduit de 3 %.

En conséquence, la gratuité du transport public pour les usagers ne devrait avoir aucune conséquence sur le droit à déduction des prestataires de ce service.

Question 0609 (05.04.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **navires battant pavillon luxembourgeois** :

Op de Weltmierer sinn och eng Rei u Schëffer ennerwee, déi ënnert dem Lëtzebuenger Fändel zirkuléieren. Et ass deemom wichteg, datt dës Schëffer bei hiren Aktivitéiten engem kloerem rechtliche Kader ennerleien.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Justizminister:

1. Wéi gesäit d'Prozedur aus, fir e Schëff enner Lëtzebuenger Fändel kënnen unzemellen a wat sinn d'Grënn dofir, firwat verhältnisméisseg vill Schëffer op dee Wee ugemellt ginn?

2. Wat fir enge Kontrollmechanismen ennerleien déi enner Lëtzebuenger Fändel ugemellte Schëffer - dëst en vue vun der technescher Sécherheet, awer och en vue vun enger Vermeidung vu potenziellen illegalen Aktivitéiten (z. B. illegale Wueren- an/oder Mënschentransport)?

Réponse (12.06.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie* :

Als éischt géif ech gär drop opmierksam maachen, dass d'Antworten sech ausschliisslech op de kommerzielle Séiregëster (registre maritime) bezéien, also op Schëffer, déi „op de Weltmierer ennerwee sinn“, wéi den honorabelen Deputéierten et a senger Fro formuliert huet. Et geet also hei net ëm d'Banneschëfffaart (transport fluvial) an och net ëm d'Fräizäitschëfffaart (navigation de plaisance).

D'internationalt Séirecht erlaabt et all Stat, och deenen ouni Küst, e Schëfffaartsregëster ze schafen (UNCLOS-Konventioun „United Nations Convention on the Law of the Sea“, Montego Bay, 10. Dezember 1982, Artikelen 90 a 91). Déi eenzeg Konditioun ass e substantielle Lien tëschent dem Land vum Regëster an dem Schëff. Dës Konditioun soll d'Regësterstaten zum strengen Anhalen vum hire Verpflichtungen unhalen (International Maritime Tribunal, SAIGA I, 1999).

Op Basis vun dëser Konventioun huet Lëtzebuerg 1990 en ëffentleche Schëfffaartsregëster gegrennt, esou wéi och munch aner Länner ouni direkten Zougang zum Mier (z. B. d'Schwäiz) een hunn.

Als Memberstat vun der Europäescher Unioun huet Lëtzebuerg sech missen un d'Jurisprudence Factortame (EC), C-221/89 vum 25. Juli 1991) a Viking (EC), C-438/05 vum 11. Dezember 2007) iwwert d'Fräiheet vum Etablissement alignéieren a Schëffer, déi zu méi wéi der Halschent am Besëtz vun europäesche Statsbierger sinn, fir eng Umeldung am lëtzebuergesche Regëster zouloossen. Dese Flagstär, an dee vum substantielle Lien mam Flaggestat, fënnst een och am Artikel 5 vum amendéierte Gesetz vum 9. November 1990 iwwert d'Schafung vum ëffentleche Lëtzebuenger Schëfffaartsregëster erëm.

Den Artikel 6 an déi Artikelen duerno vun deem uewe genannte Gesetz beschreiwen d'Prozedur, fir e Schëff unzemellen.

Als europäesche Pavillon interesséiert de Lëtzebuenger Regëster haaptsächlech europäesch Armateuren, déi sech zu Lëtzebuerg niddleossen. Dobäi kënnst d'Kompetenz vun de Finanz- a Versécherungsfirmer (am maritime Beräich wéi z. B. P&I-Clubs...), déi op der Lëtzebuenger Finanzplaz etabléiert sinn an déi fir d'Aktivitéit vun dese Firmer wichteg ass. Mindestens gradesou wichteg ass och déi politesch Stabilitéit hei am Land.

Den Interessi fir de Lëtzebuenger Pavillon kënnst awer och iwwert d'Qualitéit an d'Effektivitéit vum Service: Lëtzebuerg huet e Regëster vun de kuerze Weeër. Déi meescht Akteuren am Secteur sichen no engem Pavillon mat engem gudde Ruff an de Lëtzebuenger Regëster ass do sécher eng vun den Optiounen. Beim „Paris MoU“ steet Lëtzebuerg op der wäisser Lëscht. Dës Organisatioun organiséiert d'Inspektiounen vu Schëffer a puncto Sécherheet, Aarbechtskonditiounen an Ëmweltstandarden.

D'Qualitéit vum Lëtzebuenger Pavillon ass d'Resultat vun enger strenger Ëmsetzung vun technesche Konditiounen, esou wéi se vun den internationalen Konventiounen an der europäescher Reglementatioun virgesi sinn. Dëst Reglement gesäit gemeinsam Regeln an Norme

vir, déi d'Organismen (Klassifikatiounsgesellschaft wéi Bureau Veritas, DNV GL etc.), déi autoriséiert sinn, Inspektiounen u Bord vun de Schëffer ze maachen, applizéieren mussen. Do derniewent huet Lëtzebuerg en Netzwierk vun onofhängegen Inspektieren opgestallt, déi iwwerall op der Welt kënnen zousätzlech Inspektiounen u Bord vu Lëtzebuenger Schëffer maachen. Wa festgestallt sollt ginn, datt déi internationalen Standarden net agehale ginn, ginn administrativ Mesurë geholl, déi vun enger Demande fir Korrektur bis zum Blockéieren vum Schëff kënnen goen (Art. 70 vum Gesetz vum 9. November 1990). Egal wou se ennerwee sinn, ennerleie Lëtzebuenger Schëffer deeneselwechten internationalen an europäesche Regeln a Kontrollmechanisme wéi alleguer déi aner. An all Hafe gëtt all Schëff esou vun enger Hällewull vun Akteuren kontrolléiert (Douane, Hafenaufritéiten, Police...). Säit dem Bestoe vum Regëster (1990) ass eis kee Fall vun illegalen Aktivitéiten, wéi illegale Mënschen- oder Wuerentransport, bekannt. Wann awer e Schëff un illegalen Aktivitéit bedeelegt sollt sinn, kann entweder déi Lëtzebuenger oder eng auslännesch Gerichtsbarkeit kompetent sinn, jee nodeem ob d'Infrastruktur an internationale Gewässer oder an territoriale Gewässer begaange ginn ass.

Question 0610 (05.04.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **contrôles du transport fluvial de marchandises sur la Moselle** :

Datt zu Lëtzebuerg de Wuerentransport via Camion, wat rechtlech Dispositiounen an och d'Luedungssécherheet ueget, strenge Kontrollen, déi och grenzüberschreidend duerchgefouert ginn, ennerläit, ass eng Selbstverständlechkeet. Donieft ass awer och de Wuerentransport via Schëff op der Musel e wichtege, grenzüberschreitenden Handelswee. Et schéngt awer, ewéi wann déi rechtlech Dispositiounen an/oder Kontrollen hei manner kloer definéiert sinn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Justizminister:

1. Wat fir enge Kontrollen ennerläit de Wuerentransport op der Musel?

2. Ginn dës Kontrollen och an Ofsprooch mat den Nopeschlänner Frankräich an Däitschland duerchgefouert?

Réponse (28.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Op Demande vun de Kontrollagenten, déi territorial zoustänneg sinn, ass eng Kontroll vu geféierleche Gidder op der Musel u Bord vun de Banneschëffer zu all Moment méiglech, an dat gemäss dem europäeschen Accord bezüglech den internationalen Transport vu geféierleche Wueren iwwer Bannewaasserstroossen (Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000 approuvé par la loi du 13 mars 2007), deen op der Musel ugewant gëtt.

De Règlement annexé vum ADN détailléiert d'Virschreft bezüglech geféierleche Matièren a Wueren, hiren Transport a Form vu Colisen oder als „lose Schüttung“ u Bord vun de Bannens- oder Tankschëffer. Weider si Virschreften iwwert d'Konstruktioun an d'Exploitatioun vun dese Schëffer a Prozedure bezüglech den technesche Kontrollen, dem Ausstelle vum ADN-Zertifikat, der Unerkennung vun de Klassifikatiounsgesellschaften, dee se ennerleie mussen, d'Ausnamen, d'Formatioun an d'Examen vun den ADN-Experten, déi Member vun der Schëffsbesatzung sinn, gradesou wéi d'Formatioun vun de „conseillers à la sécurité“ (Règlement grand-ducal du 24 décembre 1999 relatif aux fonctions et au certificat de formation du conseiller à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses).

Eng Kontroll vun der Beluedung vun de Schëffer ass och am Règlement de police pour la navigation de la Moselle, dee Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg gemeinsam hunn, virgesinn, an dat mam Zil, d'Stabilitéit an d'Sécherheet vun de Schëffer ze garantéieren.

Schliisslech ass eng Kontroll vum Wuerentransport op der Waasserstrooss och am Règlement d'application vun de Peagen op der Musel virgesinn, fir eng korrekt Applikatioun vun de

Peagen ze garantéieren. Dofir ginn d'Dokumente bezüglech der Wuer, déi transportéiert gëtt, an der éischter Schléis, wou d'Schëff an d'Musel erafert, kontrolléiert. Eng Kontroll ass och do zu all Moment méiglech.

ad 2. Den Transport vun de Wueren op der Musel charakteriséiert sech doduerch, dass 90 % vum Trafic grenzschwärend ass.

D'Kontrolle gi gemaach duerch d'Waasserpolizei op deem däitsche Secteur vun der Musel. Doduerch, datt déi däitsch-lëtzebuergesch Sektoren vun der Musel ënner gemeinsamer Souveränitéit ass (Kondominium), gëtt et eng gutt Zesummenaarbecht tëscht lëtzebuergesch an däitschen Autoritéiten, fir déi Kontrollen duerchzuführen. D'Kontrolle vun dem Wuerentransport op der franséischer Musel ginn duerch déi zoustänneg franséisch Autoritéiten duerchgefouert. Déi verschidde Kontrollautoritéiten tauschen sech regelméisseg ënnereneen aus.

Question 0611 (05.04.2019) de Mme Viviane Reding (CSV) concernant la politique luxembourgeoise vis-à-vis de la Roumanie :

En effet, la Commission européenne vient d'adresser un avertissement à la Roumanie, qui occupe la présidence tournante de l'UE jusqu'en juillet, sur sa réforme du système judiciaire créant de facto une impunité systémique pour les hauts responsables politiques condamnés pour corruption, menaçant d'user « tous les moyens à sa disposition » si elle était adoptée. Les ambassades de douze pays occidentaux, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et les États-Unis ont, quant à eux, publié mercredi une déclaration commune, se disant « profondément préoccupées pour l'intégrité du système judiciaire roumain » alors que l'adoption de nouveaux amendements controversés apparaît imminente. Et d'ajouter : « Nous exhortons le Gouvernement roumain et tous les acteurs concernés à tenir dûment compte de cette déclaration conjointe et à réaffirmer l'engagement politique de la Roumanie de défendre nos valeurs partagées. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement partage les préoccupations des précités pays occidentaux relatives à la Roumanie ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons pour lesquelles le Luxembourg ne s'est pas rallié à la déclaration conjointe de ces derniers ?

3) Monsieur le Ministre peut-il en outre m'éclairer sur la stratégie gouvernementale pour sauvegarder la libre candidature de Madame Laura Kövesi à la tête du parquet européen ?

4) Monsieur le Ministre peut-il de surcroît m'informer comment le Luxembourg entend réagir d'une manière générale à l'évolution préoccupante de l'État de droit en Roumanie ?

Réponse (02.05.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Le Gouvernement est particulièrement attaché au respect des valeurs de l'Union, telles que définies à l'article 2 du Traité de l'Union européenne (TUE). Il suit de près les développements de la situation en Roumanie susceptibles d'avoir une incidence sur le respect de l'État de droit et des valeurs de l'Union. S'agissant de la déclaration publiée par les ambassades de douze pays à Bucarest, le Luxembourg partage les préoccupations en ce qui concerne l'intégrité du système judiciaire en Roumanie. Les récentes réformes du Code pénal adoptées par le Parlement roumain soulèvent en effet des questions sérieuses et risquent de mettre en cause l'indépendance du pouvoir judiciaire en Roumanie.

ad 2) La déclaration conjointe a été parrainée par douze pays qui disposent d'une ambassade résidente à Bucarest. Ne disposant pas d'ambassade résidente à Bucarest, le Luxembourg n'a pas été en mesure à participer aux travaux de rédaction de cette lettre.

ad 3) Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne nomment d'un commun

accord le chef du Parquet européen. La procédure de sélection est fondée sur un appel ouvert à candidatures, suivi de l'établissement par un comité de sélection d'une liste restreinte de candidats qualifiés. En date du 4 février 2019, le comité de sélection a soumis une liste restreinte de trois candidats qualifiés pour le poste de chef du Parquet européen. Cette liste était établie par ordre de préférence avec le nom de Madame Laura Kövesi en tête.

Sur base de cette liste, chaque État membre participant à la coopération renforcée a été invité au sein du Conseil à exprimer ses préférences sur les candidats retenus. Le Luxembourg s'est aligné sur l'ordre de préférence exprimé par le Comité de sélection.

Suite au vote indicatif des 22 États membres participants à la coopération renforcée, le Conseil a retenu son ordre de préférence avec comme premier choix Monsieur Jean-François Bohnert.

Un trio d'ambassadeurs, n'ayant pas la nationalité des trois candidats présélectionnés, a été mandaté pour mener des consultations avec une équipe de négociation du Parlement européen, celui-ci ayant retenu comme premier choix Madame Laura Kövesi.

Afin de procéder à une nomination d'un commun accord, trois réunions entre les représentants des deux institutions se sont tenues. Pour l'instant, ces pourparlers n'ont pas permis de retenir le futur chef du Parquet européen. Il est très probable que ces pourparlers ne seront pas finalisés avant les élections européennes et seront repris lorsque la nouvelle composition du Parlement européen sera en place.

ad 4) Le Luxembourg continuera de soutenir les efforts de la Commission européenne qui, en tant que gardienne des traités, est appelée à sauvegarder le respect des principes de l'État de droit au sein de l'UE. Un dialogue est en cours entre la Commission et la Roumanie afin de permettre à la Commission de trouver une solution avec la Roumanie de manière à prévenir un risque clair de violation grave des valeurs visées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne.

En l'absence de résultats concrets de ce dialogue, le Luxembourg s'engagera, ensemble avec les États membres faisant partie du groupe des « amis de l'État de droit », à ce que ce sujet soit porté à l'ordre du jour du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg soutiendra les efforts de la Commission européenne dans ce domaine et appuiera de ce fait une éventuelle proposition motivée de la Commission relative à la situation en matière d'État de droit en Roumanie, déclenchant le mécanisme prévu à l'article 7, paragraphe 1, du TUE.

Le Luxembourg soutiendra également la mise en place de procédures plus efficaces en vue de mettre fin à la violation des valeurs européennes par un État membre. Dans le cadre des discussions portant sur le Cadre financier pluriannuel et le budget de l'UE, le Luxembourg soutient la mise en place d'un mécanisme visant à protéger le budget de l'UE contre les risques financiers liés à des défaillances généralisées de l'État de droit d'un État membre.

Le Luxembourg suit également de près les travaux de la Commission de Venise, qui est en train de préparer un avis sur la réforme des lois judiciaires en Roumanie, ainsi que la réaction qui sera réservée par les autorités roumaines aux recommandations qui seront formulées dans cet avis.

Question 0612 (05.04.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les élections européennes :

En raison du Brexit, les ressortissants britanniques ne pourront pas participer aux élections européennes (sauf s'ils ont une autre nationalité européenne).

Le délai prévu initialement pour le Brexit vient d'être prolongé et risque de se prolonger encore.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Qu'en est-il s'il y aura une extension du délai Brexit ou encore une participation du Royaume-Uni aux élections européennes ?

- Est-ce que les citoyens britanniques inscrits sur les listes électorales au Luxembourg seront autorisés à voter ? Est-ce que les listes électorales clôturées seront mises à jour en conséquence et est-ce que les électeurs britanniques rayés des listes électorales devront faire de nouvelles démarches pour se réinscrire ?

- Sachant que le délai d'inscription au vote par correspondance a débuté le 17 mars dernier et se terminera soit 25 jours avant le jour du scrutin, soit 40 jours avant le jour du scrutin si la lettre de convocation doit être envoyée à l'étranger, est-ce que cela ne risque pas d'aboutir à un traitement inégal des électeurs inscrits ?

- Est-ce qu'une participation tardive des électeurs britanniques risquerait de fausser le résultat des élections, respectivement de rendre contestables les résultats ?

Réponse (23.04.2019) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

Le 10 avril 2019, les dirigeants de l'UE27 ont accepté de reporter le Brexit au 31 octobre 2019. Par conséquent, les citoyens britanniques inscrits sur les listes électorales sont autorisés à voter aux élections européennes. Il n'y a pas lieu de mettre à jour les listes électorales alors que les noms des citoyens britanniques, qui ont fait les démarches pour s'inscrire sur les listes électorales, n'ont pas été rayés des listes. Aucune nouvelle démarche pour se réinscrire sur les listes électorales n'est donc nécessaire alors que leurs noms y figurent toujours. Il s'ensuit que les citoyens britanniques jouissent des mêmes conditions pour demander le vote par correspondance que les autres électeurs de sorte qu'il n'existe pas de traitement inégal entre électeurs qui pourrait éventuellement rendre le résultat des élections contestable.

Question 0613 (08.04.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les émoluments touchés par les administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme :

A senger deemoleger Question parlementaire N° 0605 vum 27. September 1996 hat den honorabelen DP-Deputéierten Henri Grethen zum Applizéiere vun der Prozedur vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 1990 nogefrot. Nom aktuelle Gesetz kënn Beamten aus der Fonction publique oder vun den Etablissement-publicken op Decision vum Regierungsröt an d'Verwaltungsreit vun Entreprisé mandatéiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm Entreprisen, an deenen de Stat Aktionär ass. D'Gesetz gesäit vir, dass d'Remuneratioun, déi d'Beamte kréien - am Gesetz ass vun „émoluments“ rieds -, un de Stat weidergeleet gëtt. De Regierungsröt entscheet Cas par cas iwwert d'Héicht vun de Remunerationen, déi de Beamten ausbezuelt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister dës Fro stellen:

1. Wéi héich waren d'Montante vun den „émoluments“, déi säit 2010 vun den Entreprisen, an deenen de Stat Aktionär ass, un de Stat an un d'Etablissement-publicken ausbezuelt gi sinn (opgeléicht no Ministère an Etablissement public a Joer)?

2. No darselwechter Opléschung wéi an der Fro 1, wéi héich waren d'Montanten un Indemnitéiten, déi Beamte vun der Fonction publique oder bei Etablissement-publicke säit 2010 vum Regierungsröt accordéiert kruten?

3. Ënner wéi enge Budgetposten vum Budgets-projet 2019 fënnt een d'„émoluments“ souwéi d'Indemnitéiten erëm?

4. Ass fir d'Ernennung vun engem Beamten aus der Fonction publique en offiziellen Akt am Memorial virgesinn? Falls jo, ëm wéi een Akt handelt et sech? Falls neen, ënner wéi enge Form gëtt de Beamten d'Participatioun an de Verwaltungsreit vun Entreprisen autoriséiert?

Réponse (06.05.2019) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesammenhang mam System vun den „émoluments“, déi d'Beamte kréien, wa se vum Regierungsröt mandatéiert sinn, fir am Verwaltungsrot vun enger Entreprise deelzehuelen, an där de Stat Aktionär ass.

Den Deputéierte weist op d'parlamentaresch Fro N° 0605 vum 27. September 1996 hin. D'Regierung huet an der Vergaangenheet verschidde parlamentaresch Froen iwwert dës Sujet beäntwert a verweist hei notamment op d'Äntwerten op déi zwou parlamentaresch Froen N° 0130 an N° 0274 aus dem Joer 2014.

D'Ernennung vun deenen eenzelne Beamten als Member am Verwaltungsrot vun engem Etablissement public respektiv enger Entreprise, an där de Stat eng Bedeelegung huet, ass eng Decisioun vum Regierungsröt.

Fir den Detail vun alle Gesellschaften, an deenen de Stat eng Participatioun huet an an deenen en duerch een oder méi Beamten am

Verwaltungsrot vertrueden ass, verweist d'Regierung op d'Regelen, déi am ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie de l'État festgehale goufen an no deenen d'Trésorerie gehalen ass, e Regëster vun all de Participatiounen, dat öffentlech zougänglech ass, um Internet ze féieren: <https://te.public.lu/fr/participations.html>

2017 ass en Annuaire zesummegestallt gi mat alle wichtegen Informatiounen iwwert déi staatlech Participatiounen, wou all Gesellschaft mat senger Vertrieeder an de Verwaltungsreit och extra ernimmt waren. Dësen Annuaire vun iwwer 190 Säite fënnt een ënner dem folgende Lien:

<https://mfin.gouvernement.lu/fr/publications/Divers/ParticipationsdelEtat0/ParticipationsdelEtat2017.html>

D'Gesetz iwwert d'Gesellschaft gesäit senger-säits fir, dass all Gesellschaft eng aktualiséiert Lëscht vun de Memberen am Verwaltungsrot muss féieren a beim „Registre de commerce et des sociétés“ deposéieren, déi da jidderengem fräi zougänglech ass op der elektronischer Plattform „RESA - Recueil électronique des sociétés et associations“.

D'Gesetzgebung iwwert den „Registre de commerce et des sociétés“ gesäit d'Verëffentlichung vun den „émoluments“ vir, déi d'Membere vun de Gestions- an Iwwerwaachungsorganer kréien a garantéiert eng komplett Transparenz vun dësem Aspekt vum Fonctionnement vun den Entreprisen.

Question 0614 (09.04.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les avertissements taxés :

No der Prozedur vum Code de la route a senger zougehéiere Reglementer kann eng Infraction, wéi zum Beispill Falschparken, mat engem Avertissement taxé bestrooft ginn. Nieft der Police grand-ducale därefer Gemengebeamten en Avertissement taxé dresséieren, wa se eng Infraction constatéieren. Wéi vertraulech Quelle mer bericht hunn, ginn et aktuell a verschiddene Gemengen erhieflech Schwierigkeeten, fir d'Montante vun den Avertissements taxés anzuedriewen. No mengen Informatiounen bezuelen Netresidenten an enger gewësser Regelméissegheet hir Avertissements taxés net, well déi penal Prozedur vum Gesetz, aus engem Mangel u Ressourcë bei der Police, net ugewant ginn. Dëst bedeit, dass een onbekannte Montant un Avertissements taxés nach als Recette oppe stoe bleift.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir administrativ Reform, bannenzeg Sécherheet, Mobilitéit, Interieur, Finanzen, Justiz an Digitalisatioun dës Fro stellen:

1. Opgeléicht no Joer vun 2013 bis 2019, wéi vill Avertissements taxés si vun 2013 bis 2019 dresséiert ginn?

- No der selwechter Opléschung, wéi vill Avertissements taxés si bezuelt ginn oder net bezuelt ginn?

- No der selwechter Opléschung, wéi vill Recettë sinn duerch d'Avertissements taxés an deene Jore generéiert ginn?

- No der selwechter Opléschung, wéi eng Recetten un Avertissements taxés sti bis Stand Abrëll 2019 nach oppen?

2. Kann d'Regierung confirméieren, dass d'Avertissements taxés, virun allem bei Netresidenten, vun 2013 bis Februar 2019, all agedriwwen gi sinn? Falls neen, aus wéi enge Grënn si se net agedriwwen ginn?

3. Si beim Andreiwe vun den Avertissements taxés prozedural Ennerscheeder tëscht Residenten an Netresidenten gemaach ginn?

- Falls jo, wéi gesäit d'Prozedur fir Residenten aus? Wéi gesinn d'Prozedur fir Netresidenten aus?

4. Kann d'Regierung confirméieren, dass bestëmmten Avertissements taxés eréischt ab engem gewësser Montant agedriwwen gi sinn? Falls jo, a wéi enge Fäll ass dëst bis elo zougetraff?

5. Am Koalitiounsprogramm steet geschriwwen: „afin de renforcer le respect des règlements communaux, les compétences des agents municipaux seront élargies sur base du projet de loi existant“ (Säit 36).

- Wéi eng Grënn schwätze fir d'Ausbaue vun de Kompetenze vun de Gemengebeamten?

- Wéi eng konkret Schrëtt sinn hei virgesinn? Falls de Punkt nach an der Analys oder Evaluatioun ass, wéi setzt sech dës Analys oder d'Evaluatioun zesummen (Kritären, Émfang, Zäitplang)?



6. Kéint de Minister fir Digitalisatioun an administrativ Reform sech virstellen, d'Gemengebeamte méi an de Prozess vum Andriewe vum den Avertissements taxés matanzebannen an doriwer eraus d'Prozeduren digitaliséieren? Wéi eng weider Schrëtt gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen?

7. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Police grand-ducale an hirem aktuelle Fonctionnement mat hiren administrativen Aufgaben iwverlaascht ass?

Réponse commune (13.05.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation*, *Ministre délégué à la Réforme administrative*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

De folgenden Tableau liwwert d'Zuele vum der Police iwwert d'Avertissements taxés vun de Joren 2013 bis 2019.

Déi Zommen, déi ënner „Total vun net bezuelten AT Eier de Parquet saiséiert ginn ass“ stinn, bedeiten net, dass de Stat net awer en Deel vun deem Montant iwver an anere Wee erakritt huet. D'Police huet awer keng Kenntnis iwwert de Montant vun de Recette vun de Protokoller (Residenten an Netresidenten vermëscht), déi weinst net bezuelten Avertissements taxés erstellt an un de Parquet geschéck goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dozou muss ee wëssen, dass:

- ab 2016 de Système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) derbäi komm ass, wat méi wéi eng Verduebelung vun de Recetten erklärt;

- sech de Montant vun de Recetten zesummetzt aus all den Avertissements taxés a Convocationen, déi souwuel vun der Police wéi och vun de Gemengebeamten ausgestallt goufen.

D'Andriewe vum Avertissements taxés betrëfft eng grouss Unzuel vun Instanzen. D'Police, d'Douane an d'Gemengebeamte constatieren d'Infractionen an etabléieren Avertissements taxés. De Parquet ass zoustänneg fir d'Poursuiten, de Parquet général exekutiert d'Gerichtsuerteeler an d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ass zoustänneg, fir d'Geldstrofen an d'Gerichtskäschtchen anzedreihen. A verschidde Situatiounen kann eng auslännesch Autoritéit implizéiert ginn.

Wann den Avertissement taxé net mat Zäit bezuel gëtt, schreift d'Police e Bericht laut Artikel 15 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementation vun effentleche Stroosverkehrer, an d'Poursuite fenne statt ënner der Form vun enger Ordonnance pénale, déi der betroffener Persoun notifiéiert gëtt.

D'Persoun, déi vun engem Radar geblézt gouf an en Avertissement taxé ausgestallt krut, gëtt identifizéiert opgrond vum automatiséierte System fir d'Transmissioun vun Donnéeën iwwert d'Automobilisten, dee vun der Direktiv vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 11. März 2015 iwwert de grenzwärschreidenden Austausch vun Informatiounen betreffend Sécherheitsverstéiss am Stroosverkehrer agefouert gouf. Dës Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 national ëmgesat ginn. A Saache Parkinfractionen ass et schwéier Autoen, déi am Ausland ugemellt sinn, ze identifizéieren. Aktuell gëtt et keng legal Basis, déi et géif erméiglechen, dës Informatiounen bei auslänneschen Autoritéiten unzebroen. Tatsächlech ass den automatiséierte System, dee vun der Direktiv etabléiert gouf, op eng gewëssen Unzuel vun Infractionen limitéiert, dorënner Geschwindegkeetsiwverschreidungen.

Fir Nopeschlänner kann eng Adressiwwerprüfung bei den zoustännige Police-Autoritéiten ugefrot ginn iwwert de Centre de coopération policière et douanière, souwéit dës Informatiounen disponibel sinn an eng Geschwindegkeetsiwverschreidung betreffen. A Länner, déi net iwver eng zentral Datebank verfüegen, kann et méi schwéier oder onméiglech sinn, déi néideg Donnéeën ze kriegen, fir d'Poursuiten ze engagéieren an d'Avertissements taxés anzedreihen.

Wann Netresidenten zu Lëtzebuerg schaffen an ugemellt sinn, da sinn déi Donnéeën prinzipiell verfügbar.

Laut dem Artikel 17 l) vum Gesetz vum 14. Februar 1955, huet d'Police d'Méiglechkeet d'Gefier vun Netresident, deen den Avertissement taxé net bezuel huet, ze immobiliséieren. Dëst géilt haaptsächlech a Saache Parkinfractionen. An dësem Fall gëtt d'Immobilisatioun duerch eng Schlapp duerchgefouert, déi

opgehuewe gëtt, nodeems de Betrag vum Avertissement taxé bezuel ginn ass.

D'Andriewe vum de Geldstrofe gëtt duerch d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a Form vun enger Saisie op der Pai duerchgefouert. Wann d'Geldstrof net beglach gëtt, kann de Parquet général de Signalement vun der betroffener Persoun decidéieren, fir eng Contrainte par corps duerchzeféieren. Ausserdeem kann de Parquet général fir Netresidenten vun der kompetenter auslännescher Gerichtsautoritéit verlaangen, dat Lëtzebuerger Uerteel ze exekutieren.

Et géllt ervirzehiewen, dass kee prozeduralen Ennerscheid tëscht Residenten an Netresidenten gemaach gëtt.

Déi concernéiert national Autoritéiten ënnerhuelen déi néideg Demarchen, fir d'Avertissements taxés anzedreihen.

Am Exposé des motifs vum Gesetzesprojekt Nummer 7126 stellt d'Regierung fest, dass zu Lëtzebuerg ëmmer méi där kleng Infractionen oder Incivilitéite begaang ginn, wou et schwéier ass, den Auteur vun de Faite mat den traditionelle Mëttelen ze sanctionéieren. Als Alternativ zu der klasescher strafrechtlicher Repressioun vu klengen Delikter huet d'Regierung d'Gesetzesprojekt Nummer 7126 deposéiert, deen et soll erméiglechen, dass administrativ Sanctiounen kënnen verhaange ginn, wa sech net u Virschreite vun de polizeileche Gemengereglemter gehale gëtt, déi fir effentlech Uerdnung um Territoire vun der Gemeng solle suergen.

D'Infractionen géint déi Reglementer sollen an Zukunft vun de Gemengebeamte kënnen constatéiert an duerch eng administrativ Geldstrof sanctionéiert ginn. Fir deen neie System vun administrativ Sanctiounen schafft de Gesetzesprojekt och Prozeduren, déi d'Rechter vum Bierger solle garantéieren.

Esou kann een déi Geldstrof an engem gewëssenen Delai bezuelen oder, wann een net mat der Strof averstanen ass, d'Faite virun engem „fonctionnaire sanctionnateur“ contestéieren - dee laut dem Gesetzesprojekt e Statsbeamte beim Innenministère wäert sinn - an och géint deem seng Decisioun ee Recours virun Verwaltungsgericht maachen.

Op alle Fall ass d'Andriewe vum Avertissements taxés eng Missioun vum Stat, wou d'Gemengebeamten net kënnen agebonne ginn.

D'administrativ Tachen, déi d'Police am Alldag muss bewältegen, sinn net ze ënnerschätzen, awer am aktuelle Fonctionnement nach ëmmer ze bewältegen.

Question 0616 (09.04.2019) de **M. Gilles Roth**, **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'immixtion d'un ministre dans une affaire judiciaire :

Um Internetsite guykaiser.lu huet de fréieren RTL-Chefredakter haut e Meenungsartikel mat folgendem Titel publizéiert: „Amëschung vum François Bausch an d'Justiz?“

An deem Artikel geet et ëm e Brëif, deen den deemolegen Infrastrukturminister un d'Madamm Procureur général d'État adresséiert huet. Dora schreift den Infrastrukturminister ofschléissend:

« Permettez-moi de vous faire part de mon étonnement quant [...] à la façon de procéder de M. le Premier Substitut dans cette affaire. »

Am Meenungsartikel heescht et doropshin:

„Wat sauer eropstéisst, ass, dass e Minister higeeet a sech an eng lafend Prozedur vun der Justiz amëschet.“

Opgrond vun de beschriwwene Virgäng wéilt demir folgend Froen un den Här Statsminister an den Här Justizminister stellen:

- Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass et normal ass, dass e Minister sech an eng lafend Affär amëschet, oder huet e Minister sech an engem funktionéierende Rechtsstat net aus enger lafender strafrechtlicher Prozedur erauszehalen?

- Sinn déi Häre Ministeren net der Meenung, dass den Infrastrukturminister domat en Ugrëff op de Prinzip vun der Onofhängegkeet vun der Justiz begaangen huet respektiv Drock op d'Justiz gemaach huet?

- Ass d'Regierung net der Meenung, dass den Infrastrukturminister géint den Deontologieskodex vun de Regierungsmembere verstouss huet?

Réponse commune (17.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

Den Austausch vu Courier tëscht dem Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infra-

strukturen an de Justizautoritéiten erklärt sech hei duerch den Émstand, dass d'Responsabilitéit vum Stat an am Besonnesche vun der Verwaltung vun de Ponts et chaussées en cause war.

An hiner vum Justizminister ugefroter Stellungnam zu dëser parlamentarescher Fro (cf. Annex), schreift d'Madamm Procureur général d'État dann och de 15. Abrëll 2019, dass de Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen a senger Qualitéit als „responsable civil“ agéiert huet.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dernieft weist d'Madamm Procureur general d'État drop hin, dass et keng Amëschung gouf, well: « (...) si j'avais estimé qu'il y aurait eu immixtion quelconque j'aurais bien évidemment pris soin de le signaler ».

Question 0617 (09.04.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les tablettes :

De Bildungsminister hat ugekënnegt, dass an Zukunft all Schüler zu Lëtzebuerg seng eegen Tablet kritt. Dës Tablet soll d'Pabeiermaterial, wéi Bicher a Blieder, ersetzen an d'Schüler den Émgang mat aktuellen Technologie bäibréngen. Nieft dem Sënn an dem Käschtchenopwand vun dësem Projet, stellt sech am Iwwergang d'Fro vun der Nohaltegkeet vun der Tablet, well de Choix op den iPad vun der Mark Apple gefall ass.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0411 iwwert d'Promotioun vun de Reparatiounen, gouf ech vun der Regierung frëndlech op de Programmpunkt „Environnement humain - Économie circulaire et ressources“ vum Koalitionsaccord verwisen: « L'économie circulaire innovante sera promue, pour que les produits et les ressources soient utilisés aussi longtemps que possible. À l'avenir, les déchets doivent être considérés comme une ressource. La réparation, la réutilisation et le recyclage de produits doivent devenir la règle. Par conséquent, les conditions-cadres pour le fonctionnement de l'économie circulaire seront améliorées. »

An deem Zusammenhang wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Goufen et fir d'Planifikatioun, d'Organisatioun an d'Ëmsetzung direkt Kontakter tëscht engem Minister an der Firma Apple?

- a. Falls jo, kann d'Regierung eng Lëscht mat de Kontaktpersoune souwéi allen Entrevüé mat der Firma Apple oppeleeen?

- b. Falls neen, bei wéi engem Fournisseur gëtt d'Tablett akaaft a wat sinn d'Eenzelheete vum Kontrakt mat dësem Fournisseur (Präis, Garantie, Kontingenter)?

2. Aus wéi enge Grënn huet d'Regierung bei dësem Projet den iPad vun Apple gewielt? Louchen eventuell nach weider Optiounen oder alternativ Produiten um Dësch? Falls jo, wéi eng?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Benotze vun enger gängenger Massenindustriehardware- a software eng Plus-value fir d'Bildung vun eise Schüler duerstellt an d'kritescht Denke souwéi de responsablen Émgang mat neien Technologie férdert?

Falls jo, wéi?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass den Émgang mat Open-Source-Systemer eng Plus-value fir d'Bildung vun eise Schüler duerstellt?

- a. Falls jo, firwat gouf bei der Wiel vun den Tabletten net op Open-Source- Betriebssystemer gesat?

- b. Falls neen, wéi e Stellwäert besetzt Open Source an de Pläng vun der Regierung?

5. Gesäit d'Regierung ee Risiko, dass duerch d'Wiel vun der Tabletten vun Apple onbewosst Reklam fir Produkter vun der Mark Apple gemaach an de Konsument - an dësem Fall de Schüler - indirekt un d'Benotze vun engem Betriebssystem gefesselt gëtt?

6. Wéi wichteg sinn d'Nohaltegkeet an de responsablen Émgang vu Ressourcë fir dës Regierung?

7. Et ginn um europäesche Marché nieft de klaseschen Tablettenmoduläre Telefönen an Tabletten ze kafen. Dës Produite besëtzen d'Virdeeler, dass se aus nohalteger Materialien hiargestallt sinn an d'Stécker eenzel ersat kënnen ginn, wat et dem Konsument erméiglecht, käschtegënschtg säin Handy oder seng Tablet ze ersetzen. Hat d'Regierung am Moment vum Choix vun den iPade Kenntnis vu modulären

Tabletten? Falls jo, aus wéi enge Grënn si moduläre Tabletten net zréckbehalen ginn?

8. Ass d'Regierung der Meenung, dass mam Choix vum iPad d'Chance verpasst ginn ass, en nohalteger Choix ze treffen, deen dem uewe genannte Punkt vum Koalitionsprogramm Rechnung gedroen hätt?

- a. Falls jo, wäert d'Regierung an Zukunft ëmdecken?

- b. Falls neen, firwat net?

Réponse commune (23.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation* :

Während der Planifikatioun, Organisatioun an Ëmsetzung vum iPad-Projet goufen et keng direkt Kontakter tëscht engem Minister an der Firma Apple.

De Fournisseur vun den Tabletten gëtt all Joer duerch eng effentlech Ausschreibung bestëmmt. De Soumissionnaire muss d'Konditione vun „cahier spécial des charges“ erfëllen, esou wéi dat am Gesetz iwwert d'„marchés publics“ virgesinn ass. Bei der Garantie applizéiert sech de Standard vun der Firma Apple. D'Quantitéit si 440 iPade fir 2017 an 5.620 iPade fir d'Joer 2018. Déi genee Zuel fir 2019 ass nach net festgeluecht.

De Choix vum Apple iPad gouf unanime vun alle Schoule getraff. Am Kader vun engem Pilotprojet an de Joren 2015 an 2016 goufen a verschidde Schoulen ënnerschiddlech Technologien am Alldag mat de Schüler getest. Dëst ware Windows-, Android- an och Apple-Geräter. Den Apple iPad ass deen Apparat, fir deen et um pädagogesche Plang déi meeschten Uwendunge gëtt, an dee sech um technesche Plang am allerbeschte geréiere léisst.

Déi Hardware an déi Software, déi an eise Schoulen zum Asaz kommen, sinn och déi, mat deenen d'Schüler no der Schoul, entweder am Studium oder am Berufsliewen, konfrontéiert ginn. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Benotzen dovunner eng reell Plus-value fir e modernen an ëmmer méi digitaliséierten Unterrecht duerstellt.

De Bildungsminister ass beméit, e gesonde Mix aus kommerziellen an net kommerziellen IT-Produkten a senge Schoulen ze férdere, fir d'Schüler beschtméiglech op d'Studium an d'Berufsliewe virzebereeden. Esou gëtt et zum Beispill nieft der Offer vum Microsoft Office 365 an eise Schoulen iPad-Klassen, deenen hir Geräter weder vun Apple- nach vu Windows-Software geréiert ginn. Vill Schoule benotze méttlerweil och Google Classroom als Léierplattform oder awer den Open-Source-System „eduMoodle“ vum CGIÉ, deen op Moodle baséiert.

Kritescht Denken an e responsablen Émgang mat Technologie sinn net un e spezifesch Gerät oder eng Software gebonnen. Dëst ass villméi eng edukative Prozess, deen all Dag an deene Klasse stattfënn, wou esou Technologien agesat ginn.

Am Fall, wou de Choix op eng Tabletten mat engem Open-Source-Betriebssystem gefall wär, hätt dat nëmme kënnen eng Android-Tabletten sinn, wuelwëssend, dass Linux-Tabletten kaum verbreet sinn an et heifir wéineg Uwendungen (Apps) am pädagogesche Beräich gëtt.

Och an deem Fall hätt den Adjudicataire sech misse fir eng Mark entscheede mam Risiko, iwwer Joren, en totale Wildwuchs an der Landschaft vun den Tabletten ze schafen, wat d'Maintenance vun dësen Apparater wesentlich erschweiert bis onméiglech gemaach hätt. Den Apple iPad huet de wesentlichste Virdeel, dass en iwver Generatiounen vu véier bis fënnf Joer mat darselwechter iOS-Versioun ka funktionéieren an d'Maintenance deemno einfach ze maachen ass.

De Lëtzeburger Enseignement ass net indifferent, wat den Asaz an d'Evolutioun vun Open-Source-Systemer betrëfft. Esouwuel déi responsabel Akteure vun de Schoule wéi och vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIÉ) suiviere vun no dës Evolutioun.

En etlech Initiative weisen kloer den Interêt an de Wëllen, fir sech och an déi Richtung ze engagéieren:

- An de Programme vun den Technikerformatiounen an der Informatik an an der Elektronik kriegen d'Schüler eng Aweisung an d'Linux-Betriebssystemer.

- Jee no Formatioun, Divisioun oder Sektioon gi folgend Open-Source-Programmen an de

Schoule benotzt: GIMP, Scratch, XMind, BlueJ, Unimoz, Structorizer, P'titStock, VLC, 7-Zip, XnView, InkScape, KompoZer, GeoGebra, Thunderbird. Aner, nach méi spezifesch Programme gi jee no Formation op de Schoulcomputeren installéiert, dat ëmmer méi oft a Form vu virtuelle Maschinen, esou datt einfach kann zwëschen der Windows- an der Linuxwelt gewisselt ginn.

- Op den Desktopcomputeren vum de Schoulen ass nieft dem Microsoft Office oft zousätzlech den Open Office installéiert.

- Vill Serveren an eise Schoule lafen ënner Linux.

- De CGIE schafft säit Joren an engem Serverenvironnement, deen zu engem groussen Deel ënner Linux leeft.

- All d'Firewallen, souwuel an de Schoule wéi an den Administratioune vum der Education nationale, baséieren op Linux.

- Och portabel Raspberry Pi-Geräter ginn ëmmer méi oft an de Makerspacé vum eise Schoule benotzt.

Nohaltegkeet an e responsablen Ëmgang mat de Ressourc vum eisem Planéit ass sécher en Haaptuleies vun der Regierung. Virun allem am IT-Bereich leeë meng Servicer vill Wäert op manner Stromverbrauch a Labelle wéi „Green PC“.

D'Zil ass, d'Notzung vum den iPaden esou laang wéi méiglech ze verlängeren. Et ass ugeduecht, datt, no enger Notzung an de Schoule vu véier Joer, déi Apparater, déi nach gutt funktionéieren, weiderhi kënnen agesat ginn, andeems se fir e geréngte Präis u Schüler verkaaft ginn oder un Associatioune verdeelt ginn. Déi Apparater, déi net méi funktionéieren, gi fachgerecht entsuergt a recycléiert.

Et sief nach bemierkt, datt, engem Guide vu Greenpeace aus dem Joer 2017 no, d'Firma Apple a puncto Nohaltegkeet am Verglach zu aneren Hersteller relativ gutt ofschneit:

<https://www.greenpeace.de/sites/www.greenpeace.de/files/publications/20171016-greenpeace-guide-greener-electronics-englisch.pdf>

Question 0619 (09.04.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'adhésion à l'OTAN et stockage d'armes nucléaires en Europe :

Am Kader vum 70-järegem Jubiläum vum der NATO huet den Här Verdeedegungsminister an engem Interview am Journal vum 4. Abrëll 2019 gesot, dass mer an eiser haiteger Welt d'NATO ëmmer nach brauchen, fir eis europäesch Wäerter ze verdeedegen. Dës Verdeedegung huet awer ee bestëmmte Präis: Zum enge misst all NATO-Memberland 2 % vum Bruttoinlandsprodukt fir d'Verdeedegung ausginn, zum anere verflücht all NATO-Staat sech zur „nuklearen Teilhabe“, wat d'Stationéierung vum US-Atomwaffenarsenal um europäeschen Territoire zur Folleg huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister an dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung uge-sichts der Präsenz vun engem nukleare Waffenarsenal an europäesche Länner? Ass d'Regierung der Meenung, dass Atomwaffen zur Sécherheet an a vun der EU bäidroen?

2. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung seit 2013 um europäeschen Niveau géint d'Stationéierung vun Atomwaffen um europäesche Kontinent ënnerhollt?

3. Wäert d'Regierung sech an Zukunft géint d'Stationéierung vun Atomwaffen an Europa asetzen? Falls jo, wéi eng Aktivitéit sinn hei virgesinn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Verdeedegung wéinst den Defaillancé vum der NATO virun allem misst op EU-Niveau geregelt ginn?

Réponse commune (10.05.2019) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de M. François Bausch, *Ministre de la Défense* :

Fir d'Regierung ass d'Ofrëschtung vun alle Wafekategorien an den Asaz fir d'Netweidverbreede vu Massevernichtungswaffen e wichtegt Uleies, fir d'Welt, an am besonneschen Europa, méi sécher ze maachen.

Op internationalem Plang setzt Lëtzebuerg sech fir eng nukleare Ofrëschtung am Kader

vum Traité iwwert d'Netweidverbreede vun Nuklearwaffen (NPT) an. Hei ass den Engagement vun den Nuklearmuechten, fir hir Atomwaffen ofzebauen, kapital. An deem Kader muss ënnerstrach ginn, dass zanter dem Enn vum kale Krich d'Ziel vun den Atomwaffen, déi an Europa stationéiert sinn, radikal reduzéiert gouf.

Am Allgemengen ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Efforte vun der NATO, fir d'Negociatioune iwwert d'nukleare Ofrëschtung an deene beschte Konditioune virunzedreien, fir d'Endzil vun enger Welt ouni Atomwaffen ze erreechen, am Aklang mam Traité iwwert d'Netweidverbreede vun Nuklearwaffen. Am Kontext vun den Diskussioune ëm den Austritt vun den USA a vu Russland aus dem sougenannten INF-Traité setzt Lëtzebuerg sech an, fir dass den Dialog tëschent béide Parteien erëm opgeholl gëtt a fir dass et net zu enger neier Oprëschtung mat nukleare Mëttelstreckrakéiten an Europa kënn.

D'Roll vun der NATO ass wichteg, fir déi euroatlantesch Sécherheet ze garantéieren. Um EU-Niveau sinn d'Memberstaaten amgaangen, méi enk am Bereich vun der Verdeedegung zesummenzschaffen, besonnesch zanter 2017 am Kader vun der sougenannter „Permanenter strukturierter Kooperatioun“ (PESCO). Lëtzebuerg bedeelegt sech an dësem Effort. Dës méi enk Zesummenaarbecht op EU-Niveau ass komplementär zu den Aktivitéiten vun der NATO.

Question 0620 (09.04.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019 :

Den Här Minister Bausch huet zu mengem Erstaunen net op meng Froe vun der parlamentarescher Fro N° 0520 iwwert d'Sécherheet vun den CFL geäntwert. Zwar huet den Här Minister mer eng Oplëschtung gemaach mat all de Mesuren, déi d'CFL an de leschte Jore getraff huet. Et feele mer awer Äntwerten zu de reschtliche Froen, soudass dës Froe leider nach eng Kéier muss gestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Mam Réckbléck d'Sécherheitsmesuren, déi den Här Minister mer am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 0520 opgeléicht huet, ass den Här Minister der Meenung, dass dës Mesuren ausräichend waren?

2. Wéi eng zousätzlech Mesurë gedenkt den Här Minister nom leschten Tëscheffall ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vum Personal, virun allem bei Nuetszich, ze erhéijen?

Réponse (13.06.2019) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Betreffend Är Fro ob ech déi Sécherheitsmesuren, déi ech lech am Kader vun Ärer parlamentarescher Fro N° 0520 vum 18. März 2019 opgeléicht hat, als ausräichend ugesinn, ass meng Äntwert ganz kloer positiv.

Et geet drëm, d'Gefill vun der Sécherheet, souwuel bei den Zuchpassagéier wéi och beim Personal vun der CFL, ze erhalen an ze erhéijen. Menger Meenung no klëmmt d'Sécherheitsgefill vun de Leit net duerch drastesch Mesuren, wéi zum Beispill d'Schafe vun enger spezieller Eisebunnsplouze oder duerch d'Droe vu Waffe vum Personal vun der CFL. Au contraire sinn ech iwwerzeugt dervun, dass mer méi erreeche kënnen duerch d'Opstocke vun de bestehenden Unitéiten vun der Police, den Agente vun der Douane an dem externe Sécherheitspersonal an de Garen an an den Zich, virun allem bei Faarten, déi een als méi „gefährde“ ugesäit (nuets z. B.). D'Frequenz vun de Kontrolle vun dësen Unitéiten ass natierlech och ze adaptéieren.

Dobäi kënn, wéi ech als Äntwert op Är lescht parlamentaresch Fro N° 0520 geschriwwen hunn, d'Ausbaue vun der Videoiwwerwachung an de Garen an op den Arréten, d'Präsenz vu 35 SOS-Sailen, d'Equipement vum Rullmaterial an de Busse mat Kameraen, d'Formation vun CFL-Personal am Konfliktmanagement souwéi nationalen an internationale Benchmarking iwwer präventiv Moosnamen am effentlechen Transport.

ad 2. Eng zousätzlech Mesur, mengersäits, ass d'Schafe vun engem Aarbechtsgrupp am MMTP, dee sech zesumme mat der CFL, dem AVL, dem TICE, LuxTram, der Police an der Douane mat genee dës Froen auseruesetzt, fir an Zukunft d'Gefill vun der Sécherheet vun alle Betreffenden ze garantéieren. Dëse Comité huet sech bis elo 2-mol gesinn a schafft eng betreffend Legislatioun aus.

Question 0621 (10.04.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les implants mammaires :

Par mesure de précaution, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) en France vient d'annoncer l'interdiction des implants mammaires macrotexurés en silicone et des implants en polyuréthane, qui représentent 30 % des prothèses du marché français.

L'Agence explique que cette décision de police sanitaire a été prise au vu du « risque rare mais grave » que posent ces implants pour les patientes, suite à la constatation d'une « augmentation significative » de cas de lymphome anaplasique à grandes cellules liée à ce type d'implants.

Cette décision fait suite au scandale des « Implant Files » rendu public dans une enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

- Alors que le Ministère de la Santé allemand n'entend actuellement pas suivre la décision française, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé si les implants interdits en France sont utilisés au Luxembourg.

- Comment nos autorités sanitaires vont-elles réagir le cas échéant suite à la décision des autorités françaises ?

Réponse (08.05.2019) de M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé* :

La décision de l'Agence nationale française de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) relative à l'interdiction des implants mammaires à enveloppe macrotexurée et d'implants mammaires polyuréthane, à laquelle se réfère l'honorable Député, résulte d'un travail préalable et n'est donc pas liée aux « Implant Files » publiés en date du 25 novembre 2018.

Le lymphome anaplasique à grandes cellules (LAGC) est un cancer du système immunitaire de type lymphome non hodgkinien très rare. En 2016, l'OMS a intégré le lymphome anaplasique à grandes cellules associé aux implants mammaires (LAGC-AIM) à la classification des maladies.

En octobre 2017, le SCHEER (Scientific Committee on Health, Environmental and Emerging Risk), mandaté par la Commission européenne pour donner son avis, a conclu que les données scientifiques disponibles ne permettent pas d'établir un lien potentiel entre le LAGC et les implants mammaires et a recommandé de recueillir plus de données et d'études pour faire une analyse de risques robuste¹¹.

L'administration américaine FDA (U.S. Food and Drug Administration) a organisé en date du 25 au 26 mars 2019 une réunion consultative publique¹² durant laquelle le Groupe de travail européen relatif aux LAGC-AIM s'est prononcé en faveur de l'acceptabilité du risque de LAGC-AIM en relation avec des implants mammaires texturés, qui doit être évalué de plus près. Actuellement, ce type de lymphome associé à des implants mammaires est considéré comme une maladie rare et la majorité des cas rapportés en Europe sont liés aux implants texturés. Néanmoins ceci ne permet pas d'exclure que les implants mammaires lisses ne sont pas également liés aux LAGC-AIM.

Le groupe de travail continue d'enquêter et d'évaluer les risques, dont les recommandations seront suivies de près par les services du Ministère de la Santé.

À l'heure actuelle, le Ministre de la Santé n'a pas pris de décision quant à l'interdiction d'implants texturés suite aux recommandations de ce groupe de travail.

L'ANSM a, en date du 2 avril 2019, interdit la mise sur le marché, la distribution, la publicité et l'utilisation d'implants mammaires à enveloppe macrotexurée et d'implants mammaires polyuréthane et a ordonné le retrait de ces dispositifs. Selon la législation européenne relative aux dispositifs médicaux, cette décision nationale fait l'objet d'une revue par la Commission européenne afin d'être éventuellement étendue aux autres États membres.

Il convient d'ajouter qu'il est important que toute patiente susceptible de recevoir un implant mammaire soit éclairée sur tout risque relatif à une telle intervention, sur les dispositifs utilisés et sur toute alternative possible.

¹¹ https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/scientific_committees/scheer/docs/scheer_o_007.pdf

¹² <https://www.fda.gov/AdvisoryCommittees/CommitteesMeetingMaterials/MedicalDevices/MedicalDevicesAdvisoryCommittee/GeneralandPlasticSurgeryDevicesPanel/ucm632855.htm>

Enfin, le Directeur de la santé est chargé de recevoir, de recenser et d'évaluer tout incident lié à l'utilisation. Aucun cas de lymphome associé à des implants mammaires n'a été notifié à la Direction de la santé au cours des trois dernières années.

Vu que le LAGC-IAM est considéré comme une maladie rare, il est impératif que les autorités compétentes collaborent au niveau européen et international afin de collecter les informations nécessaires à une meilleure identification des cas et une évaluation des risques plus adéquate.

Question 0623 (10.04.2019) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les procédures visant les cas de harcèlement au sein de la fonction publique :

Bien que l'État dispose d'un arsenal de procédures visant à régler les litiges relatifs aux cas de harcèlement au sein de la fonction publique, il appert que lesdites procédures soulèvent un certain nombre de questions quant à leur efficacité.

Lorsqu'un agent de la fonction publique se plaint d'un comportement susceptible de relever du harcèlement de la part d'un collègue ou d'un supérieur hiérarchique, des agents enquêteurs sont nommés afin de recueillir les griefs, d'entendre les parties en conflit et de confronter les arguments respectifs. Finalement, les agents-enquêteurs rédigent un rapport en formulant leurs conclusions. Une fois le rapport conclu par les agents-enquêteurs, ce dernier est transmis au ministre du ressort de l'agent concerné en vue d'une prise de position ou d'une décision finale. Au cas par cas, le ministre décide de saisir ou non le commissaire aux affaires disciplinaires pour instruction du dossier. Le commissaire instruit l'affaire et transmet par la suite ses conclusions au ministre.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Que prévoit la législation pour protéger la victime lorsqu'une commission a établi le constat de harcèlement ?

2) Suite au fait qu'un comportement de harcèlement par un supérieur hiérarchique a été établi, pourrait-il ressortir que l'agent harcelé puisse continuer à travailler au sein du même service, voire sous l'autorité du supérieur hiérarchique en question et cela même contre l'assentiment de l'agent harcelé ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle situation soit tolérable ? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle solution serait adéquate ? Monsieur le Ministre estime-t-il que d'autres solutions doivent être apportées ?

3) Est-il possible que l'agent dont la qualité de victime de harcèlement a été établie par le rapport des agents-enquêteurs ne soit pas informé des sanctions prises à l'encontre de l'agent dont le comportement de harceleur a été établi par ledit rapport ?

4) D'une manière générale, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait utile de revoir les procédures au sein de la fonction publique afin de régler de manière satisfaisante les plaintes de harcèlement, et surtout afin de mettre en place des mesures effectives et efficaces, destinées à sanctionner l'agent harceleur et à mettre définitivement fin aux actes de harcèlement ?

5) Finalement, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si des rapports annuels sur les cas de harcèlement au sein de la fonction publique et leur traitement sont publiés et, le cas échéant, si les membres de la Chambre ou quiconque peut y avoir accès ?

Réponse (13.05.2019) de M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique* :

L'article 32, paragraphe 4, et l'article 33 du statut général des fonctionnaires de l'État règlent respectivement le droit à protection et la procédure du droit de réclamation du fonctionnaire contre tout acte de la part de ses supérieurs ou d'autres agents publics le blessant dans sa dignité. Les articles 1bis et 1ter respectivement l'article 10, paragraphe 2, du statut général des fonctionnaires de l'État érigent le harcèlement en manquement disciplinaire susceptible de poursuites disciplinaires. L'article 44bis du statut général des fonctionnaires de l'État protège le plaignant cherchant à faire respecter ses droits. L'article 23, paragraphe 2, du Code de procédure pénale prévoit une obligation d'aviser le procureur d'État notamment en cas de délits, y compris donc le harcèlement obsessionnel.

Par une loi du 17 juillet 2007 le législateur a « institué une commission spéciale auprès du ministre, chargée de veiller au respect des dis-



positions prévues au présent paragraphe. Dans le cadre de cette mission, la commission peut notamment entendre les personnes qui s'estiment victimes d'un harcèlement sexuel ou moral ainsi que les autres agents de l'administration d'attache du fonctionnaire en cause. Si la commission considère que les reproches sont fondés, elle en dresse un rapport qu'elle transmet au ministre avec des recommandations pour faire cesser les actes de harcèlement. Le ministre transmet le rapport de la commission au Gouvernement en conseil qui statue dans le délai d'un mois à partir de la remise du rapport au ministre. Le fonctionnement et la composition de la commission spéciale sont fixés par voie de règlement grand-ducal.

Le 12 décembre 2014, la Cour constitutionnelle a toutefois considéré que cette disposition était contraire à l'article 10bis, paragraphe 2, de la Constitution. Sur cette base, la Cour administrative a retenu que la commission spéciale ne pourrait plus valablement statuer. Celle-ci a arrêté ses travaux suite à cette décision.

En cas de harcèlement avéré, l'autorité compétente peut recourir à différentes mesures dont notamment :

- mettre un terme au stage si l'agent concerné est stagiaire ;
- émettre un ordre de justification ;
- procéder à un changement d'affectation ;
- entamer une mesure disciplinaire pouvant aller de l'avertissement en passant par le déplacement, voire même jusqu'à la révocation prononcée à l'encontre de l'agent harceleur ;
- prendre toute mesure qui augmente la probabilité que ces actes ne se répètent plus (coaching du harceleur, clarification des rôles et/ou procédures, ...).

Le choix des mesures s'apprécie au cas par cas en tenant notamment compte de la gravité des faits, de l'attitude des personnes concernées et de l'intérêt du service.

Si les actes de harcèlement ont cessé et que l'atmosphère de travail est redevenue respectueuse et professionnelle, rien ne s'oppose à un maintien en poste de tous les concernés.

L'objectif de la procédure de protection contre le harcèlement consiste à faire cesser les actes de harcèlement au travail et de garantir à ce que les agents de l'État puissent travailler dans un environnement serein, respectueux et professionnel. La procédure a un caractère préventif et la victime présumée y est largement associée.

Il en est autrement de la procédure disciplinaire qui vise à sanctionner le manquement constaté. Cette procédure oppose uniquement le présumé harceleur à son employeur. La présumée victime n'y est pas associée, sauf le cas échéant en qualité de témoin. En cela elle n'a pas d'autres droits que les autres tierces personnes.

Les statistiques détaillées sont publiées dans le rapport annuel du Ministère de la Fonction publique qui est accessible au public et à la lecture de ces chiffres on peut constater que les cas de harcèlement ne sont pas nombreux. Les outils que le droit commun met à disposition permettent de trancher la grande majorité des cas et l'intervention du service psychosocial de la fonction publique y joue un rôle essentiel.

Dans un domaine si sensible et important, il est toujours opportun de revoir à intervalles réguliers les instruments en place.

Question 0624 (10.04.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le rééquipement de véhicules à moteur diesel :

Il en est autrement de la procédure disciplinaire qui vise à sanctionner le manquement constaté. Cette procédure oppose uniquement le présumé harceleur à son employeur. La présumée victime n'y est pas associée, sauf le cas échéant en qualité de témoin. En cela elle n'a pas d'autres droits que les autres tierces personnes.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Energie dës Fro stellen:

1. Kennen déi Häre Ministeren d'Diskussioun ëm d'Méiglechkeeten, fir Autoen mat enger Hardware nozerëschen, déi d'Ofgaswäerter vun deenen elo schonn existéierenden Autoen géif substanzieel verbesseren?

2. Wa jo, fir wéi eng Autosmarke gëtt et esou Méiglechkeeten?

3. Gëtt et politesch, inklusiv legislativ oder reglementaresch, Méiglechkeeten oder konkret Pläng, fir d'Norëschte vun deenen aktuellen Autoen ze favoriséieren, wat d'Leit net géif derzou forcieren, onbedéngt mussen en deieren neien Auto ze kafen, fir hir Mobilitéit méi ëmweltfrëndlech ze maachen?

4. Ass d'Regierung am Dialog mat de Garagisten, fir dës Froen ze diskutéieren?

5. Gëtt et a wéi wäit sinn d'Diskussiounen, fir déi Autosproduzenten, déi iwwert d'Software gefuddelt hunn, fir besser Emissiounswäerter ze errechen, ze forcieren, esou eng Norëschtung nom US-Standard gratis unzebidden?

Réponse commune (17.06.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

Bedéngt duerch déi sëllege Problemer mat Ofgasen vun Autoen, déi zënter 2015 opkomm sinn, huet de Mobilitéitsminister dës Dossier intensiv verfollegt an ass deemno mat dem Thema vertraut. An dësem Kader goufen och Diskussiounen iwwer méiglech Norëschtungen gefouert, wou tatsächlech eng Optioun dora besteet, d'Autoe mat sougenannten „SCR-Katalysatoren“ ze equipéieren. Dës Katalysatoren funktionéieren iwwert de Prinzip, datt et duerch eng Asprézung vun Harnstoff an den Ofgastrakt zu eng Reduktioun vun NO_x kënn, déi zum Deel méi effektiv ka si wéi déi bei engem rengen NO_x-Speicherkatalysator.

Bezunn op d'Emissioun „Frontal21“, wou een Auto virgestallt gouf, deen esou konzipéiert war, datt et zimlech einfach war, een SCR-Katalysator nozerëschen, kann dëst net global uegoholl ginn. Besonnesch bei e bësse méi alen Autoen vun der EURO-4-Emissiounsklass dierften hei Problemer ginn. Deemno ass et schwéier anzuschätzen, bei wéi villen Autoen esou eng Norëschtung einfach duerchgeföhrt wier. Aus dësem Grund beschränke sech Komponentenhändler, déi sech op esou SCR-Katalysatoren spezialiséiert hunn, och meeschtens just op d'Entwécklung vun SCR-Katalysatoren fir Autoen ab der Emissiounsklass EURO 5.

Wann d'Méiglechkeet allerdéngs besteet, kann ee Besëtzer vun engem Auto esou ee Katalysator natierlech norëschen. No dëser Norëschtung muss den Auto vun der Société nationale de circulation automobile (SNCA) ofgeholl ginn, wou dann dëse System muss am Certificat d'immatriculation agedroe ginn, well den Auto net méi deem entsprécht, wéi en ursprénglech homologéiert gouf. Dëst soll natierlech net heeschen, datt et net sénnvoll wier, esou Systemer, déi och tatsächlech bei engem spezifeschen Typ vun Auto funktionéieren, nozerëschen, fir de Problem vun den NO_x-Emissiounen am reale Fuerverhalen ze reduzéieren. An dësem Sënn ass et wichteg, d'Entwécklung an dësem Beräich ze suivéieren, woubäi aktuell d'Regierung duerch verschidden Usätz probéiert, bei neien Autoen, déi sollen zu Lëtzebuerg ugemellt ginn, d'Emissiounen iwwer aner Moyenen ze reduzéieren. Ee Beispill sinn an dësem Kader d'Primmen, déi fir Elektro- an Hybridautoen agefouert goufen.

Question 0625 (10.04.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'Airbnb :

Wéi d'Press mell, gouf ewell am Dezember d'Sociétéit Airbnb Payments Luxembourg SA gegrënnt. D'Geranté vun dëser Sociétéit si Persounen, déi och beim internationale Grupp leedend Funktiounen hunn. An der Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 4033 vum honnorable Deputéierte Léon Gloden huet de Wirtschaftsminister annoncéiert, datt eng Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, wéi Airbnb, fir d'éischt Trimester 2019 ze erwaarde wier.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Finanzen, Wirtschaft a Mëttelestand dës Fro stellen:

- Muss een Akommes, wat duerch d'Verloune iwwer Airbnb entsteet, versteiert ginn? Wa jo, ënner wéi enger Kategorie?

- Ab wéi engem Volume (Nuechten oder Akommes) considéiert d'Regierung d'Notze vun Airbnb als kommerziell a verlaangt domadder eng Autorisation d'établissement?

- Gëtt et eng Ofsprooch mat Airbnb, fir d'Paie-menten, déi u Lëtzebuergesch Contribuabel ginn, automatesch dem Steueramt ze kommunizéieren? Wann neen, firwat gouf dëst net bei de Gespréicher am Silicon Valley thematiséiert?

- Wéini ass mat der genannter Studie ze rechnen?

Réponse commune (29.05.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

Airbnb gëtt engem Hôte d'Méiglechkeet, eng Wunneng oder en Deel dovun ze verloune. Den Hôte kontrolléiert dobäi d'Disponibilitéit, de Präis, de Règlement intérieur an d'Interaktioun mam Reesenden. Airbnb präziséiert a senger Conditions de service pour les utilisateurs européens: « Il appartient aux hôtes de se conformer à l'ensemble des lois, règles et règlements applicables à leurs Annonces et Services hôte. »

An der Regel gëtt en Akommes, dat duerch d'Verloune vun enger Immobilie entsteet, als Loyer ugesinn a konform zum Artikel 98 L.I.R. an der Akommeskategorie Nummer 7 besteiert. Een Akommes, dat duerch d'Verloune generéiert gëtt, kann awer och als kommerziell Resultat gëllen, wann d'Aktivitéit als selbstaneg, gewënnorientéiert, regelméisseg an zur Wirtschaft bäidroend gëllt. An deem Fall gëtt dat Akommes konform zum Artikel 14 L.I.R. an der Kategorie Nummer 1 besteiert.

E klassesche Bail à loyer zitt sech an der Regel op mindestens ee Joer. Allerdéngs lafen d'Kontrakter tëschen dem Hôte an dem Reesende bei Airbnb am Prinzip ni iwwer ee Joer. Villméis sinn d'Kontrakter éischer kuerzzeiteg, dat heescht fir maximal ee Mount, meeschtens awer just e puer Deeg. An deem Fall ginn déi entsprechend Revenuen als kommerziell Aktivitéit konform zum Artikel 14 L.I.R. an der Kategorie Nummer 1 besteiert. Den Hôte muss dat entsprechend a senger Steiererklärung ugin.

Et gëtt aktuell keng Ofsprooch mat Airbnb fir d'Paie-menter, déi u Lëtzebuergesch Contribuabel ginn, automatesch dem Steueramt ze kommunizéieren. Um Niveau vun der Europäescher Unioun lafen awer entsprechend Gespréicher am Kader vun engem Fiscalis Projetsgrupp.

Laut der Jurisprudenz vun eise Gerichter kann d'Verloune vun enger Immobilie op kuerz Dauer net als Zweck vun enger kommerzieller Gesellschaft gëllen: « la location des immeubles ne fait pas [...] l'objet d'une entreprise commerciale, que l'appartement soit loué nu ou meublé ». Wann ee sech awer net just op ee miwweléiert Verloune vu Raimlechkeete beschränkt, mä och aner Zerwisser ubitt, wéi zum Beispill ee Kaffisdësch oder Mëttegiessen, da gëtt d'Aktivitéit als kommerziell ugesinn. Eng Handelermächtigung ass deen Ament och erfuerdert.

D'Notze vu Plattformen wéi Airbnb ass een Trend, dee sech kontinuierlech entwéckelt. Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Kritären, un deene ka festgehal ginn, ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net. De Minister fir Mëttelestand wäert an den nächste Méint analyséieren, ob Handlungsbedarf um legislative Plang besteet.

Betreffend d'Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, esou sinn dës Aarbechten an der leschter Phas a kuerz virum Ofschluss. Den Energieminister an de Wirtschaftsminister wäerten an den nächste Méint déi betreffen Akteuren op e breeden Austauschworkshop alueden, fir d'Konklusivounen virzestellen an och ze diskutéieren.

Question 0626 (11.04.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les épreuves standardisées :

Au début de chaque nouveau cycle d'apprentissage de la scolarité obligatoire (cycles 2.1, 3.1, 4.1 ainsi qu'en 7^e et 5^e de l'ESC/ESG), le Luxembourg Centre for Educational Testing (LJCET) est chargé de faire des dites « Épreuves Standardisées » (ÉpStan) qui permettent de savoir si les objectifs de formation du cycle d'apprentissage précédent ont pu être atteints. Les tests contiennent des tâches de trois niveaux de difficulté : en dessous du niveau socle, niveau socle et niveau avancé. Le niveau socle représente le critère minimum à atteindre.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Pour l'année 2018-2019, combien d'enfants ayant participé aux épreuves standardisées aux cycles 2.1, 3.1 et 4.1 ont atteint le niveau socle respectif ? Combien d'enfants ne l'ont pas atteint ?

- Étant donné que la décision d'un éventuel allongement de cycle ne peut être prise qu'au terme des différents cycles, quelles sont les conséquences des épreuves standardisées respectivement quelles sont les conséquences

concrètes pour les enfants n'ayant pas atteint le niveau socle du cycle correspondant ?

- Est-ce qu'une analyse concrète a été conduite sur l'efficacité du principe de l'allongement de cycle ?

- Le ministre n'estime-t-il pas opportun de pouvoir prendre la décision d'allongement de cycle au cours de chaque année de cycle en question dans le but de remédier plus tôt à d'éventuelles difficultés scolaires de l'enfant concerné ?

- À l'école fondamentale, les bulletins se fondent sur une évaluation par compétences. Au cycle inférieur de l'enseignement secondaire coexistent l'évaluation par compétences et l'évaluation chiffrée, alors qu'au cycle moyen et supérieur de l'enseignement classique l'évaluation est uniquement chiffrée. Pour la formation professionnelle, la réforme prévoit que chaque compétence sera évaluée par une note chiffrée.

Dans ce contexte, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'adapter aussi l'outil d'évaluation à l'enseignement fondamental pour rendre les documents plus lisibles et plus transparents tant pour les élèves et les parents, que pour les enseignants ?

- Ne serait-il pas opportun de définir de manière plus précise les objectifs de formation du cycle d'apprentissage (« Lernziele ») pour que les élèves et les parents puissent, à la fin du cycle, mieux identifier si les objectifs ont été atteints ou non ?

- Selon le programme gouvernemental, les bilans seront digitalisés et les différentes méthodes d'évaluation seront analysées dans le but de les rendre plus compréhensibles « pour toutes les parties concernées ». Monsieur le Ministre peut-il nous donner des précisions à ce sujet ?

- L'organisation de l'école fondamentale en cycles est-elle aussi évaluée ?

- Quels sont les avantages par rapport à une organisation par année scolaire ?

Réponse (31.05.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Permettez-moi tout d'abord, de donner quelques explications sur les « Épreuves Standardisées » (ÉpStan) et leur objectif.

Il est primordial de rappeler que les ÉpStan servent d'outils de monitoring scolaire et d'évaluation du système éducatif luxembourgeois. Ces tests évaluent de manière standardisée les compétences dans les domaines-clés de la formation scolaire. Plus précisément, les ÉpStan permettent de contrôler une fois par an, et ce au début des cycles d'apprentissage subséquents, donc aux cycles 2.1, 3.1, 4.1 ainsi qu'en 7^e et 5^e de l'ESC/ESG, pour tous les élèves des niveaux d'études correspondants, si les objectifs de formation, voire les socles définis à ce stade par le Plan d'études pour le cycle d'apprentissage précédent, ont pu être atteints. Ces tests suivent donc de quelques mois le développement des compétences acquises lors du cycle d'apprentissage antérieur et ne sauraient par conséquent être pris en compte dans le cadre d'une décision d'allongement de cycle ou d'orientation scolaire.

L'honorable Députée s'interroge sur le pourcentage d'élèves ayant atteint le niveau socle à l'enseignement fondamental. L'orientation scolaire à la fin du cycle 4.2 informe sur le nombre d'élèves n'ayant pas atteint le niveau socle à la fin de leur scolarisation à l'enseignement fondamental, alors qu'une orientation vers la voie de préparation de l'enseignement général s'applique à ces élèves. Le pourcentage de cette population a baissé de l'année 2016-2017 à l'année 2017-2018 de 15,0 % à 12,2 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Une autre source d'information provient des résultats des bilans de fin de cycle des élèves établis par les titulaires de classe. Ainsi, les pourcentages des élèves n'ayant pas atteint le niveau de base pour les cycles 2.2 et 3.2 pour l'année scolaire 2017-2018 se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les résultats des bilans de fin de cycle ainsi que l'orientation à la fin de l'enseignement fondamental présentent une image plutôt cohérente



par rapport à l'évaluation des élèves et les niveaux atteints.

La situation est différente en tenant compte des résultats des ÉpStan. Des écarts substantiels sont à constater entre les évaluations établies par les enseignants et les résultats des ÉpStan. Cet état de choses est constaté depuis le début de la mise en place du dispositif.

Le pourcentage des élèves n'ayant pas atteint le niveau socle selon les ÉpStan varie entre 17 % et 51 % selon les matières testées. Le détail des résultats nationaux ÉpStan est librement accessible sous <http://dashboard.eps-tan.lu>.

Les différences entre les résultats des bilans de fin de cycle et des ÉpStan sont d'ordres technique et curriculaire. Elles s'expliquent notamment par le fait que les normes employées divergent, alors qu'un rééquilibrage n'a pour l'instant pas été effectué afin de ne pas impacter l'étude longitudinale en cours.

La fixation de standards éducatifs, voire de socles de compétences, est typiquement un processus itératif entre la théorie et l'empirie, et finalement le produit d'un consensus. Ledit processus s'inscrit sur le long terme et présente un caractère évolutif, alors que dans l'élaboration des socles actuels, il faudra sans doute se pencher sur le « standard-setting ».

Quant à l'allongement de cycle, celui-ci sert à donner aux élèves le temps nécessaire pour atteindre les socles prévus à la fin de chaque cycle. Après un allongement du cycle, pour chaque élève qui n'a pas encore atteint ces objectifs, un plan de prise en charge individualisé doit être établi. À noter que le nombre des rallongements de cycle est très réduit au cycle 4 où il est prononcé seulement dans des cas exceptionnels ; par contre il est assez élevé au cycle où les fondements des futurs apprentissages sont posés.

Je renvoie au commentaire de l'article 22 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental :

« Les deuxième, troisième et quatrième cycles ont une durée de deux années et correspondent aux six années de l'enseignement primaire actuel. Les cycles se substituent à la traditionnelle répartition en années scolaires. En principe, le nombre d'années disponibles n'augmente pas quand on passe d'un cursus structuré en années à un cursus organisé en cycles, cependant des échéances plus éloignées permettent de varier le rythme. Les cycles doivent permettre une organisation de travail plus souple et rendre possible une prise en charge plus intensive et plus suivie des élèves, de ceux qui sont en difficulté, mais également de ceux qui ont la motivation et les capacités d'aller plus vite et plus loin. Voilà pourquoi l'enseignant doit mettre régulièrement à jour le bilan des connaissances et compétences de chaque élève, puis rechercher à chaque étape la meilleure voie pour faire progresser chaque élève vers l'objectif visé. La forme la plus naturelle de l'organisation en cycle est évidemment la classe qui regroupe des élèves de deux années d'études consécutives. Cette organisation est possible dans une classe sous la responsabilité d'un seul titulaire autant que dans des classes fonctionnant sous la responsabilité d'une équipe pédagogique qui se partage les élèves de plusieurs classes. »

Les bilans intermédiaires servent de base de communication avec les parents ; lors des entretiens individuels entre enseignant et parents (et, le cas échéant, l'élève), le point est fait sur les apprentissages de l'élève. Étant donné qu'il s'agit ici d'une situation interactive entre école et maison parentale, j'estime que les parents sont beaucoup mieux informés sur les progressions de leur enfant qu'ils ne le seraient par présentation d'une notation chiffrée.

Les objectifs de formation de chaque cycle (« Lernziele ») figurent de façon explicite au règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental, tel qu'il a été modifié ; les principaux objectifs à atteindre par cycle figurent également dans les bilans intermédiaires.

Après une phase de mise à l'essai d'une version électronique des bilans intermédiaires, il est prévu de généraliser l'utilisation des bilans à partir de la rentrée 2019-2020. Dans un souci d'économiser les ressources naturelles, il est prévu de transmettre les bilans aux parents sous forme électronique après l'entretien prévu à cette fin. Une version imprimée sera toutefois éditée pour les parents qui en font la demande expresse.

Conformément au programme gouvernemental, dans l'enseignement fondamental, l'organisation en cycles scolaires, le fonctionnement des équipes de cycle et le travail en cycle seront évalués par l'observatoire de la qualité scolaire.

Question 0627 (11.04.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les voitures immatriculées au Luxembourg et les émissions de CO₂ :

Avec la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, fut introduit une réforme de la taxe sur les véhicules routiers. Depuis, la taxe sur les véhicules automobiles est essentiellement calculée suivant leur taux d'émission de CO₂ (pour les véhicules immatriculés à partir de 2001).

- À cet égard, je me permets de demander à Monsieur le Ministre des Finances s'il dispose de statistiques précises sur le nombre de voitures immatriculées au Luxembourg et leurs émissions de CO₂. Dans l'affirmative, quelle évolution a pu être observée depuis la réforme de cette taxe ?

Réponse commune (13.05.2019) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

L'honorable Député souhaite avoir des renseignements concernant l'évaluation des émissions de CO₂ des véhicules automoteurs immatriculés au Luxembourg depuis que la taxe sur les véhicules routiers est calculée suivant leur taux d'émission de CO₂.

Tout d'abord il y a lieu de préciser que seule la taxe automobile pour les véhicules M1 est calculée sur base du taux d'émission de CO₂. Il s'agit en l'occurrence des véhicules automoteurs, autres qu'un tricycle ou quadricycle, dont l'habitacle est aménagé exclusivement pour le transport de personnes et qui ne comprennent pas plus de neuf places assises y compris la place du conducteur.

Une évaluation globale de l'ensemble du parc automobile luxembourgeois des véhicules M1 immatriculés depuis 2001 n'est pas possible, car ce n'est que depuis octobre 2017 que les données correspondantes sur le parc automobile luxembourgeois sont publiées par la Société nationale de circulation automobile (SNCA). Elles sont mises à disposition sur le portail www.data.public.lu.

Toutefois, sur base de certaines données encore disponibles auprès de la SNCA, il s'avère qu'en 2015, la valeur moyenne des émissions CO₂ pour tous les véhicules M1 était de 151 g CO₂/km. À l'époque, il s'agissait d'un ensemble de 356.747 véhicules immatriculés disposant d'une valeur CO₂ enregistrée dans la base de données. Selon le dernier relevé de mars 2019, 393.533 véhicules M1 étaient immatriculés au Luxembourg et la valeur moyenne des émissions CO₂ était de 143,07 g CO₂/km.

En ce qui concerne les seuls véhicules neufs qui sont immatriculés chaque année, les données disponibles sont bien plus complètes.

Ainsi, pour l'année 2001 les émissions moyennes pour les nouvelles immatriculations M1 étaient de 175 g CO₂/km. Au cours des années suivantes, une décroissance continue des valeurs CO₂ pour les nouvelles immatriculations a pu être observée pour atteindre en 2016 un minimum de 127,64 g CO₂/km en moyenne. Ceci représente une décroissance de 27 % sur une période de 15 ans.

Cependant, depuis l'année 2016, la tendance s'est inversée et une croissance des émissions moyennes des voitures neuves nouvellement immatriculées a pu être constatée. Cette croissance est en relation directe avec le fait que les consommateurs optent désormais de préférence pour une voiture essence au lieu d'une

voiture diesel. En effet, en 2018 48,9 % des nouvelles immatriculations sont à attribuer aux voitures essence et uniquement 46,9 % aux véhicules diesel.

Les émissions CO₂ pour les modèles disponibles en essence sont fréquemment encore plus élevées que pour les modèles diesel. En conséquence, il y a eu une croissance des émissions moyennes pour les nouvelles immatriculations M1 de 127,64 g CO₂/km en 2016 à 132,1 g CO₂/km en 2018.

Question 0628 (11.04.2019) de M. André Bauler (DP) concernant les médecins :

Il est un secret de polichinelle que le nombre de médecins généralistes est en baisse au Luxembourg. Une étude comparative récente du Statec révèle de plus que le nombre de médecins est de 90 sur 100.000 habitants au Luxembourg par rapport à 166 sur 100.000 habitants dans la Grande Région.

Il me revient d'ailleurs qu'un grand nombre de jeunes médecins luxembourgeois restent après leur spécialisation à l'étranger et ne retournent donc pas au Luxembourg pour y exercer leur profession et garantir ainsi l'accompagnement médical des citoyens.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur :

1) Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur peut-il dire quel est le nombre d'étudiants luxembourgeois qui sont actuellement en train de poursuivre des études médicales et sur quels pays ces étudiants sont-ils répartis ? Dans quelles années d'étude sont-ils inscrits ? Est-il possible de les distinguer selon les différentes spécialités ?

2) Vu que de moins en moins de jeunes médecins luxembourgeois retournent au Luxembourg pour y exercer leur profession, Monsieur le Ministre de la Santé dispose-t-il d'un plan d'action pour lutter contre ce phénomène ?

3) Quelle est l'évolution du nombre de médecins dans les zones urbaines ? Combien de patients peuvent-ils y accompagner en moyenne ?

4) Quelle est l'évolution du nombre de médecins dans les zones rurales ? Combien de patients peuvent-ils y traiter en moyenne ?

5) Monsieur le Ministre de la Santé est-il conscient du manque de maîtres de stage pour la formation spécifique en médecine générale ? Est-il vrai que seulement 18 des 30 places de formation disponibles ont été assignées par de jeunes médecins en cette année ? Quelles sont les mesures envisagées pour éviter une future pénurie au niveau des maîtres de stage et donc également en ce qui concerne le nombre de médecins généralistes pouvant être formés au Luxembourg ?

6) Monsieur le Ministre de la Santé envisage-t-il de subventionner l'établissement de nouveaux cabinets médicaux dans les zones rurales par de jeunes médecins ?

7) Messieurs les Ministres sont-ils disposés à promouvoir de manière plus ciblée la formation médicale au Luxembourg ? Envisagent-ils de réfléchir à une formation médicale complète au Luxembourg, donc la formation de base de six ans ainsi que la formation de médecin spécialiste ?

Réponse commune (22.05.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

Le Luxembourg comptait 534 médecins généralistes en activité en 2017 (cf. question parlementaire n° 0336 du 7 février 2019). Les statistiques ayant trait à la densité de médecins généralistes doivent être interprétées avec précaution quand on les compare à celles de la Grande Région. En effet, contrairement au Luxembourg, les autres pays renseignent les données relatives à l'ensemble des médecins généralistes, y compris de ceux qui n'exercent pas ou plus une activité en contact avec les patients, comme par exemple les médecins qui travaillent auprès d'administrations étatiques. Néanmoins, il est vrai que la proportion de médecins généralistes par rapport aux médecins spécialistes est plus faible au Luxembourg que dans la Grande Région. Ainsi, le ratio est de 30 % de médecins généralistes pour 70 % de médecins spécialistes au Luxembourg, alors que la proportion de médecins généralistes dans la Grande Région varie de 37 % en Wallonie à 48 % en Lorraine.

ad 1) Pour le semestre d'hiver de l'année académique 2018-2019, 1.008 résidents luxembourgeois ayant introduit une demande d'aide

financière de l'État pour études supérieures font des études médicales (études dentaires et médecine), dont 353 en Allemagne, 224 en France, 133 en Belgique, 99 au Luxembourg, 66 en Autriche, 27 au Portugal, 23 au Royaume-Uni et 12 en Espagne.

D'un côté, l'Université du Luxembourg offre pour le moment un programme d'études qui est limité à la première année du premier cycle en médecine. Après avoir complété avec succès le programme d'études en médecine offert au Luxembourg, les étudiants doivent poursuivre leurs études médicales dans des universités partenaires dans les pays voisins. De l'autre côté, de nombreux résidents luxembourgeois commencent leurs études médicales en première année dans des universités en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Portugal et au Royaume-Uni.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne dispose pas d'informations détaillées par année d'études ou selon les différentes spécialisations en médecine. On peut néanmoins préciser que la plupart de ces étudiants suivent une formation de base en médecine.

ad 2) Étant donné le risque pour des médecins résidents luxembourgeois formés à l'étranger de ne pas revenir s'installer au Luxembourg, le Ministère de la Santé envisage d'améliorer la communication par rapport aux besoins en médecins au Luxembourg et de prévoir le cas échéant une incitation financière pour soutenir leur retour. Une étude d'expert sur l'état des lieux de toutes les professions de santé, y inclus des médecins, mandatée par le Ministère de la Santé, en cours de réalisation suivant l'accord de coalition, se penche également sur la question de l'attractivité du Luxembourg pour les jeunes médecins. Le ministère considérera avec grand intérêt les recommandations y relatives qui figureront dans le rapport final de cette étude. Par ailleurs, il convient de rappeler qu'un projet de règlement grand-ducal visant à augmenter les montants des indemnités pour les médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale à l'Université du Luxembourg est en cours de procédure.

ad 3) + 4) Les médecins généralistes sont moins nombreux en zone rurale (voir tableau ci-dessous). Le nombre de patients suivis par médecin n'est pas mesuré et dépend de chaque médecin qui est libre d'organiser son temps de travail. Ce recensement de la couverture actuelle et des besoins futurs en médecins et en professionnels de santé, tel que mentionné dans la réponse à la question 2, est également à la base d'une réflexion en cours concernant l'organisation des soins de santé primaires pour répondre au mieux aux besoins des patients atteints de maladies chroniques dont le nombre augmente, mais aussi pour désengorger les services d'urgence des hôpitaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Le besoin en places de stage au Luxembourg pour la formation en médecine générale est déterminé par le nombre de médecins en voie de formation. La réglementation des études de la formation spécifique en médecine générale prévoit la possibilité de réaliser des stages en médecine générale et dans d'autres disciplines médicales utiles à la pratique de la médecine générale. Ainsi, la durée de la formation pratique en milieu hospitalier est de six mois au moins. Or, la majorité des stages étant réalisés auprès des médecins généralistes, le risque d'une pénurie de maîtres de stage parmi les médecins généralistes pourrait effectivement se poser avec l'évolution future de la formation spécifique en médecine générale. Des mesures correctives ont déjà été prises telles que le stage partagé en cabinets regroupant plusieurs médecins. Une meilleure communication du besoin en maîtres de stage pourrait également contribuer à éviter une pénurie.

ad 6) Comme déjà mentionné dans la réponse à la question 2, des incitants financiers sont inscrits dans le budget du Ministère de la Santé, depuis 2018, pour inciter à l'installation au Luxembourg, notamment dans les zones rurales. Pour le surplus, il est renvoyé à la réponse de Monsieur le Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 0418 du 26 février 2019. Les critères d'attribution de cette subvention sont consultables sur le site Internet du Ministère de la Santé.

ad 7) Le Gouvernement en conseil du 22 mars 2017 a décidé la mise en place à l'Université du Luxembourg d'un premier cycle des études médicales (type bachelor) à partir de l'année académique 2020-2021 et le développement des formations spécialisées en médecine en se basant sur les activités déjà existantes dans la médecine générale et les activités de recherche en oncologie et en neurologie. Après la mise en place du premier cycle des études médicales, une évaluation de cette formation sera réalisée

Le saviez-VOUS ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.



afin d'étudier la mise en place d'un deuxième cycle des études médicales (type master), conformément à ce qui est prévu à l'accord de coalition.

Question 0629 (11.04.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** (LSAP) concernant la **position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'abolition du vote unanime en matière de fiscalité de l'énergie et de l'environnement :**

Dans un rapport paru en début de semaine, la Commission européenne exprime sa volonté de mettre fin à l'unanimité en matière de fiscalité de l'énergie et de l'environnement, prônant la prise de décision à la majorité qualifiée, afin de promouvoir les énergies faibles en émissions CO₂.

Selon le commissaire en charge du dossier « le cadre fiscal sur l'énergie, vieux de 16 ans, est de ce point de vue clairement obsolète ».

Nous aimerions savoir de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Monsieur le Ministre des Finances quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'abolition du vote unanime en matière de fiscalité de l'énergie et de l'environnement.

Réponse commune (04.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Les dernières années ont amplement démontré la capacité de l'Union européenne d'agir et d'adopter des réformes décisives et substantielles en matière de fiscalité, et ceci sans que la nécessité de recueillir à cet effet l'adhésion de tous les États membres n'ait constitué un obstacle insurmontable.

Partant, il est tout à fait imaginable que le cadre fiscal sur l'énergie soit réformé de façon à promouvoir les sources d'énergies sûres, durables, propres à faibles émissions de gaz à effet de serre sans pour autant abolir le principe de l'unanimité. À titre d'exemple il est fait référence aux discussions récentes concernant l'initiative des ministres du Benelux relative au principe de l'introduction d'une taxation carbone au niveau de l'aviation civile qui a fait l'objet de discussions tant au sein du Conseil « Affaires économiques et financières » (COFIN) que du Conseil « Environnement ».

Question 0630 (12.04.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Marc Angel** (LSAP) concernant la **réduction de la TVA sur les bicyclettes :**

Le Parlement belge vient de faire un pas important vers l'abaissement de l'ordre de 15 % de la TVA sur les vélos tous genres. Des réflexions analogues sont actuellement menées en France. L'objectif est d'attirer plus de citoyens vers ce moyen de transport efficace et écologique. La mesure devra encore être soumise par le Gouvernement belge aux instances européennes.

- Monsieur le Ministre entend-il appuyer l'initiative belge au niveau européen ?

- Au cas où cette initiative était approuvée par les instances européennes, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une réduction de la TVA sur les bicyclettes soit aussi envisageable dans notre pays ?

Le Gouvernement luxembourgeois a déjà affiché sa volonté de promouvoir la mobilité douce par l'introduction d'une déduction fiscale de 300 euros pour l'achat d'un vélo ou Pedelec25 neuf à partir de l'année fiscale 2017. Par ailleurs, il vient d'introduire un subside de 25 % du prix hTVA, plafonné à 300 euros, pour le même type de véhicules.

Le fait que les deux mesures existent en parallèle, bien qu'elles ne soient en principe pas cumulables, est peu transparent pour le consommateur qui aura du mal à décider si l'une ou l'autre mesure est plus favorable.

- Nous aimerions donc savoir s'il est prévu de maintenir les deux mesures et si les modalités de leur coexistence seront à l'avenir clairement expliquées aux consommateurs sur les formulaires de demandes et autres publications y relatives.

Réponse commune (15.05.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

L'application éventuelle d'un taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée est réglementée de

façon stricte par le cadre législatif européen en la matière. Il s'agit en l'occurrence de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

En l'état actuel des choses, cette directive ne permet pas aux États membres d'appliquer un taux réduit sur les vélos tous genres.

Dès que le cadre juridique communautaire permettra l'application d'un taux de TVA réduit sur les bicyclettes, le Gouvernement examinera soigneusement la mise en place d'une telle initiative surtout en relation avec les autres mesures d'incitation des moyens de transport alternatifs et écologiques déjà en place.

Question 0632 (12.04.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant le **pollen :**

En 2003, le Ministère de la Santé et le Centre hospitalier de Luxembourg ont fait ériger le site web www.pollen.lu de la Station d'aérobiologie par le Lycée technique des Arts et Métiers. Cette station mesure et informe entre autres sur la teneur atmosphérique en pollens et en spores de moisissures à Luxembourg.

Il apparaît que ce site web n'a pas été adapté depuis longtemps et il s'avère aujourd'hui peu convivial à la consultation.

C'est pour cette raison que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si le site Internet de la Station d'aérobiologie sera mis à jour prochainement afin d'être plus convivial pour les utilisateurs ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est disposé à proposer également une application mobile gratuite afin que les personnes allergiques puissent s'informer sur les concentrations de pollens dans l'air depuis leur téléphone portable ?

Réponse (08.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Depuis 2003, le Ministère de la Santé et le Centre hospitalier de Luxembourg ont établi le site www.pollen.lu en coopération avec le Lycée technique des Arts et Métiers. On retrouve des informations sur la présence de 33 types de pollens et de sept types de spores. Ces données sont recueillies quotidiennement et tout le monde qui désire être informé sur la concentration des pollens peut consulter ce site Internet.

En ce qui concerne la présentation graphique, il faut avouer qu'un nouveau design serait souhaitable. Les travaux à cet effet sont en cours de réflexion.

ad 2) Une application mobile gratuite facilite certainement l'accès aux informations et s'inscrit parfaitement dans l'esprit contemporain. Il est envisagé de créer une application mobile pour la prochaine saison des pollens, c'est-à-dire à partir de début 2020. En attendant il est parfaitement possible de consulter le site www.pollen.lu gratuitement depuis son téléphone portable à l'heure actuelle et de s'informer sur les présences de pollens ou de spores et leurs concentrations relatives.

Question 0633 (15.04.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement :**

D'Benotze via Social Media zu Promotionszwecker ass hautdesdaags een essenziellt Element vun all Publicitéit. Och an der Politik si Social Media Konten nützlich, fir am Austausch mat der Gesellschaft ze sinn. An deem Kontext hat den Här Minister Bausch ugekennegt, säin Twitter-Konto opzeléisen an d'Plattform an Zukunft net méi weider ze benotzen.

All Inhalt, deen e Politiker op de soziale Medie post, ass gläichzäitig eng Informatioun, déi d'öffentlech Perception vum der Identitéit vum der Person an der Partei beaflosst. Wann zum Beispill d'Madamm Familljeministesch op Twitter, wéi et rezent de Fall war, eng Foto vu sech mam Här Premierminister publizéiert, op där d'Logo vun eng grousser internationaler Versicherungs-gesellschaft ze gesinn ass, kéint dat de Bierger noleeën, dass déi ofgebilte Person an hir Partei dës Organisatioun ënnerstëtzen oder vun hir ënnerstëtzt ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Staatsminister, Minister fir Kommunikatioun a Medien, dës Fro stellen:

1. Existéiere fir d'Regierungsmembere Regeln, déi d'Deelen oder d'Publizéiere vu Contenuen

op Social Media definéieren? Wien ass verantwortel fir d'Benotzung vun de Social Media Konte vun de Regierungsmembere? Däerf all Minister seng Contenuen op Social Media selwer bestëmmen?

2. Wéi eng Regierungsmembere verwalten hir Social Media Konte selwer? Wéi eng Regierungsmembere loosse d'Gestioun vun hire Konten duerch Assistenten oder Mataarbechter bedriewen?

3. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung zum Posten an Deelee vu Logoe vu grousser Privatentreprisen duerch d'Konte vu gewielte Vollektivvertrieeder? Mengt d'Regierung net, dass esou Posten falsch Zeeche vis-à-vis vun der Impartialitéit vun engem Mandat setze kënnen? Falls neen, firwat net?

Réponse (07.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Den honorabelen Deputéierte wëllt sech a senger parlamentarescher Fro iwwert den Detail vun der Gestioun vun den Konten op de soziale Reseauen vun de Membere vun der Regierung informéieren. De Statsminister verweist op den Artikel 78 vun der Constitution an ënnersträicht, dass d'Membere vun der Regierung verantwortel sinn an och an der Organisatioun vun der Kommunikatioun iwwert de Contenu vun der Aarbecht an deem jeeeweilige Ministère oder soss Contenuen eng eegerecht Responsabilitéit droen.

Question 0634 (15.04.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **réseau 5G au Luxembourg :**

Lëtzebuerg soll als een vum deenen éischte Länner op der Welt op sengem ganzen Territoire e 5G-Reseau fir nach méi e séiere mobilen Internet kënnen. Dëst huet d'Regierung am Kader vum Koalitionsaccord ugekënnegt.

Schonn Enn vun deem Joer soll mat der Testphas respektiv mam Ausbau ugefaange ginn. Parallell maachen awer weltwäit eng sëllegen onofhängeg Fuerscher op Risiko fir d'Gesondheet opmierksam. Vill Wëssenschaftler fuerderen, datt virum der Aféierung vum 5G fir d'Éischt néideg weider Etüde missten duerghefouert ginn.

Am Fall vum 5G schéngt nach net genuch iwwer méiglech Gesondheitsrisike fir de Mënsch gewosst ze sinn. Verschidden Autoritéiten an der Belsch hunn de 5G-Projet dowéinst viru Kuerzem gestoppt, wéinstens emol provisoresch.

Och zu Lëtzebuerg weise sech vill Leit besuergt.

Dowéinst wéilt ech des Froen un den Här Medieminister, d'Madamm Ëmweltminister, den Här Gesondheitsminister an den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi eng Pläng huet d'Regierung am Kontext vum Reseau 5G zu Lëtzebuerg?

2. Wéi stellt d'Regierung sech zu de Sécherheitsrisike vun där Technologie, besonnesch wat d'Gesondheet vum Mënsch ugeet? Op wéi eng Etüden an Erkenntnisser baséiert si hir Politik?

3. Hält d'Regierung et fir opportunn, dee Projet zu Lëtzebuerg virunzeféieren, och wann am Ausland de 5G plazeweis wéinst potenzielle Gefore fir d'Gesondheet vum Mënsch, op d'mannst provisoresch, gestoppt gëtt?

4. Wéilt d'Regierung d'Resultater vu weideren Etüden ofwaarden, ier si Decisiounen hält?

5. Verschiddene Presseartikelen no solle bei Tester vum 5G an der Stad Den Haag an Holland Honnerte vu Vullen dout vum Himmel gefall sinn. Kann d'Regierung esou Behauptungen aus der Press confirméieren? Wann déi Informatioun soll richteg sinn, wéi eng Konklusiounen zitt d'Regierung aus dem Téeschefall op déi geplangten Aféierung vum 5G zu Lëtzebuerg?

Réponse commune (19.06.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé, de l'Économie* :

ad 1. D'Regierung huet an de leschte Joren a Méint intensiv un deene verschiddene Beräicher geschafft, déi mat der 5G-Technologie ze dinn hunn. Esou ass notament den 12. September 2018 eng national Strategie am 5G-Reseau vum Premier, Kommunikatiouns- a Medieminister presentéiert ginn.

Dës Strategie huet ënner anerem d'Zil, deen néidege Kader ze schafen, fir den Asaz vun dëser zukunftsorientéierter Technologie an dat innovatiivt Potenzial unzëerkennen. Lëtzebuerg soll zu den éischte Länner an der Europäescher Unioun gehéieren, déi d'5G-Technologie aféiere

ren. Deemno huet den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et d'Prozedur lancéiert, fir d'Frequenzen un d'Operateuren ze verginn. Dat betrëfft an enger éischter Phas d'Band 1 an 2. En drëtt Frequenzband gëtt méi spéit lancéiert.

Wéi séier déi nei Technologie operationell ka sinn, hängt zu engem groussen Deel vun den Operateuren of. Déi national Strategie gesäit awer Pilotprojete vir, déi an den nächste Méint méiglech a staatlech ënnerstëtzt solle ginn.

ad 2. D'Regierung huet d'Approche vun engem Principe de précaution (Vorsorgeprinzip), an déi national Strategie baséiert sech op dese Prinzip, genesou wéi op e Maximum vun Transparenz. D'Begrenze vun den elektromagnétesche Stralen ass explizitt Bestanddeel vum nationale 5G-Plang. Et goufen an et ginn eng Concertatiounen op interministeriellem Niveau, mat der Inspection du travail et des mines (ITM) a mat den Operateuren, fir iwwert déi technesch Spezifitéite vun Antenne vun der neier Generatioun ze konsultéieren.

All Antenn, déi mat enger Leeschtung vun iwwer 50 Watt sent, fällt iwwerdeems ënnert d'Kommodo-Legislatioun a brauch deemno eng Autorisatioun vum Ëmwelt- a vum Aarbechtsminister. Esou eng Autorisatioun ass dru gebonnen, dass déi virgeschriwwen Grenzwäerter agehale ginn.

Et sief ënnerstrach, dass d'Ëmweltverwaltung de Principe de précaution (Vorsorgeprinzip) zanter iwwer 20 Joer streng applizéiert, och wat d'Auswierke vun elektromagnétesche Stralen am Allgemenge betrëfft. Et gëtt sech op en ëmwelttechnesch Risikomanagement baséiert an d'Mesurë muss verhältnismëssig sinn an deemno en adaptéierten Niveau u Schutz garantéieren. Dofir gëtt an de Kommodo-Autorisatioun fir all Element, vum deem elektromagnétesch Stralen ausginn, e Maximum vun 3 V/m festgeluecht. Dee Wäert gëllt do, wou Leit sech normalerweis kënnen ophalen.

Déi europäesch « Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques de 0 Hz à 300 GHz » (1999/519/EU) gëtt maximal Wäerter un, fir de Schutz vun der Populatioun vis-à-vis vun elektresche Felder ze garantéieren. Déi Referenzwäerter ginn a Funktioun vun der Frequenz gerechent. Déi nei Frequenzen, déi elo fir de 5G gebraucht ginn, leien och am Frequenzband, dat vun der Recommendation ofgedeckt gëtt. Bei der Frequenz vu 700 MHz ass e Referenzwäert vu 36 V/m applikabel a bei der Frequenz vun 3,6 GHz gëllt e Referenzwäert vun 61 V/m an deeselwechte Wäert gëllt och fir de Frequenzberäich bei 26 GHz, deen an enger zweeter Etapp och soll fir 5G zur Verfügung gestallt ginn.

Doduerch, datt hei zu Lëtzebuerg en zousätzleche Grenzwäert fir d'elektromagnétesch Strale vun Antennen applizéiert gëtt, ass déi allgemeng generell Exposition vun de Leit ganz niddreg. D'Resultater weisen eis, datt an 80 % vun de Miessunge manner wéi 1 V/m fir dat globalt elektresch Feld festgestallt ginn ass. Dëst ass nozeliesch op dem „Cadastre hertzien“ (https://environnement.public.lu/fr/emweltprozeduren/Autorisations/Etablissements_classes/Cadastre-hertzien.html).

ad 3. Déi éischt zwee Frequenzbänner, fir déi 2019 d'Lizenzen attribuéiert ginn (d'Frequenzbänner vu 700 MHz a vun 3,6 GHz), sinn net fundamental verschidde vun deenen, déi elo schonns fir mobil Kommunikatioun genotzt ginn. An enger éischter Etapp ass et virgesinn, fir d'Approche vis-à-vis vun den neien Typen vun Antennen, déi bei der 5G an den Asaz kommen, ze präziséieren.

D'Europäesch Kommissioun huet och e Frequenzband fir 5G an der EU identifizéiert, dat an engem méi héije Frequenzberäich läit (26 GHz). D'Fuerderungen no engem 5G-Moratorium bezéie sech an der Haaptsaach op dës Millimeterwellen. Dëst Band wäert awer zu Lëtzebuerg net virum 2021 zum Asaz kommen. Well dës Frequenz relativ séier vun Objeten absorbéiert respektiv reflektéiert ginn a keng grouss Reechwäit hunn, kann een och dervun ausgoen, dass se just lokal begrenzt, an Zonen, wou besonnesch vill Notzer sinn, genotzt ginn. D'Antennen, déi déi Frequenzen notzen, ginn och mat méi enger schwächer Leeschtung bedriwwen.

ad 4. D'Regierung applizéiert, wéi beschriwwen, de Principe de précaution a verfollegt eng Politik vun héijer Sécherheet op Basis vun aktuell disponibelen Etüden an Erkenntnisser. Dozou gehéieren och Kenntnisser opgrond vum Bedreiwe vun den 2G-, 3G- a 4G-Netzer an och méi rezent aus dem Ausland, wou 5G-Reseau

scho méi laang getest gi respektiv elo schonn am Regelbetrieb lafen. Aktuell leien der Regierung keng Indikatiounen vir, déi géife géint een Deploiment vun der 5G zu Lëtzebuerg schwätzen. Am Kader vun de Pilotprojeten ass vun der Regierung geplangt, fir och zu Lëtzebuerg Moossunge maachen ze loosser, déi da wäerten zu weideren Erkenntnisser féieren.

ad 5. Bei deene betreffenden Artikelen, déi op Däitsch an op Hollännesch ab November 2018 zirkuléiert sinn, hunn d'Recherche séier gewisen, dass et sech ëm eng Falschinformation gehandelt huet. Et sinn zu Den Haag effektiv eng ganz Rei doudeg Spréiwelen an engem Park fonnt ginn. Den hollännesche Ministère konnt de Lëtzebuurger Autoritéiten awer bestätegen, dass zu där Zäit zu Den Haag kee 5G-Test duerchgefouert gouf. Resultater vun den Autopsien hunn erginn, dass d'Vullen en enger Vergëftung gestuerwe sinn, ervirgeruff duerch d'Consummatioun vun Nole vun engem Dännebam, déi fir d'Vullen héichgéifeg sinn.

Question 0635 (15.04.2019) de M. André Bauler (DP) concernant la détérioration de la couche de roulement de la N7 :

La couche de roulement de la N7 est en train de se dégrader sur plusieurs tronçons entre Fridhaff et Wemperhardt suite à un affaissement du soubassement de la route en des endroits divers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de ces dégradations ? Quelles en sont les raisons ? Qu'en est-il du risque d'aquaplanage suscité par des ornières ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures successives que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se propose de mettre en œuvre au fil des temps à venir pour remédier à ces détériorations et pour sécuriser davantage les mouvements sur la N7 ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer quels seront les travaux d'infrastructure qui sont programmés dans un avenir proche le long de cette voie routière importante qui relie le centre du pays aux contrées du Nord ?

Réponse (20.05.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

L'apparition, au fil des années, de dégradations dans la couche de roulement d'une chaussée est normale. Or, seuls les poids lourds ont un effet significatif sur la fatigue des chaussées, tandis que les véhicules légers provoquent uniquement une usure de la couche de roulement, de sorte que leur effet sur les chaussées est négligeable. Un risque élevé d'aquaplaning, éventuellement suscité par la présence d'ornières n'a cependant pas pu être constaté sur le tronçon de route concerné jusqu'à présent, compte tenu du fait que la vitesse maximale autorisée y est fixée à 90 km/h en temps de pluie.

En tenant compte du projet d'envergure programmé pour les années à venir, à savoir la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Wemperhardt avec l'élimination de plusieurs carrefours à niveau et l'insertion d'un terre-plein central sur quelques tronçons, la couche de roulement sera renouvelée de toute façon.

Or, dans le but d'assurer la sécurité du trafic dans de bonnes conditions de confort et de protéger le soubassement de la chaussée, la couche de roulement sera renouvelée aux endroits auxquels cela s'impose, et ce à partir de l'année courante. Ainsi, des travaux de réfection sont prévus sur le tronçon situé entre Fridhaff et Schinker pour cet été. En outre, le renouvellement à court terme du coffre de la chaussée s'impose sur le tronçon situé entre Marnach et le rond-point donnant accès à la transversale de Clervaux.

Au cas où de nouvelles dégradations à d'autres endroits sur la N7 entre Fridhaff et Wemperhardt seraient détectées, l'Administration des ponts et chaussées prendra les mesures appropriées.

En ce qui concerne les travaux d'infrastructures projetés, regroupés dans le cadre du projet de la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Wemperhardt, il y a lieu de citer notamment les carrefours dénivelés à Koepenhaff et à Lipper-

scheid-Dellt, le contournement de Hosingen, l'insertion d'un terre-plein central pour séparer les deux directions de circulation sur les tronçons qui le permettent, ainsi que, à moyen terme, le contournement de Heinerscheid.

L'ensemble de ces travaux ira évidemment de pair avec un renouvellement complet de la chaussée, de sorte qu'une augmentation de la sécurité des usagers de la N7 entre Fridhaff et Wemperhardt ainsi que de la qualité de vie pour les habitants des localités contournées pourra être atteinte.

Question 0637 (16.04.2019) de M. Roy Reding (ADR) concernant les animaux domestiques pour les maisons de retraite :

An den englesche Medie war rezent vill rieds vun där vun de Briten agefouerter Initiativ, systematesch Déieren, virun allem Hënn a Kazen, an d'Altersheemer ze placéieren. D'Erfahrung vun dësem Konzept huet gewisen, datt d'Gewinner duerch den Émgang mat den Déieren, déi eng quasi therapeutesch Wierkung op déi eeler Leit auswierken, spierbar méi Freed a Liensqualitéit hunn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an un den Här Gesondheitsminister:

1. Ass et zu Lëtzebuerg virgesinn, datt eeler Leit, wa se an en Altersheem plënnieren, hiert Déier d'äerfe mathuelen? Wann neen, firwat net a wat geschitt an dësem Fall mat den Déieren?

2. Denken déi zoustänneg Ministeren eventuell drun, dat englescht Virbild ze suivéieren?

3. Wa jo, wéi eng konkret Mesurë wäerten déi zoustänneg Ministeren an Zukunft proposéieren, fir eng schnell an effikass Ëmsetzung vun dësem Konzept ze erméiglechen?

Réponse (16.05.2019) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

De Règlement grand-ducal modifié vum 8. Dezember 2010 iwwert den Agreement fir Gestionnaire vun Aktivitéite fir eeler Leit mécht keng Ausso zu dësem Sujet. Et ass den eenzelne Gestionnairen iwwerloos, dës Thematik am Kader vum Contrat d'hébergement respektiv vum Projet d'établissement vun hiren Institutionen ze regelen.

Verschieden Institutionen erlaben et den eelere Leit hiert Déier, eng Kaz oder en Hond, matzebréngen, aner Institutionen hunn een eegenen Déierpark oder eng Kaz respektiv een Hond, déi zum Haus gehéieren a sech an der Institutionen fräi bewegen.

Den Ministère iwwerléisst de Gestionnairen an den eenzelnen Alters- oder Fleegeheemer d'Entscheidung, ob se wëllen Déieren ophuelen oder net.

D'Ophuele vun Déiere bedeit jo och fir de Gestionnaire, Responsabilitéit ze iwwerhuelen, an eventuell zousätzlech Aarbecht oder esouguer Käschten. D'Versuerge vun engem Déier muss jo och dann assuréiert sinn, wann de Besëtzer krank gëtt oder wann d'Déier bei de Veterinaire muss goen. Donieft sollen déi Gestionnairen, déi sech entscheeden, Déieren opzehuelen, sech bewusst mat der Thematik vun Allergien duerch Déierenhoer befaassen.

Question 0638 (16.04.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant la déduction de dons :

Suite à l'incendie survenu ce lundi 15 avril 2019 à la cathédrale Notre-Dame de Paris un appel a été lancé pour mobiliser des fonds par une souscription nationale pour financer les travaux de rénovation respectivement de reconstruction de cet édifice.

L'appel ne se dirige pas aux seuls catholiques, mais également à tous ceux qui ont à cœur la sauvegarde de ce patrimoine historique et culturel incomparable que représente la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Différentes fondations, telles la Fondation du patrimoine ou la Fondation Notre-Dame, organisent ainsi une collecte de fonds.

Estimant que de nombreuses personnes habitant et travaillant au Luxembourg, indépendamment de leur confession, pourraient désirer faire un don pour contribuer à la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

- Les dons faits par des contribuables luxembourgeois à des fondations étrangères reconnues et donnant droit à une réduction fiscale dans leur pays d'implantation sont-ils déduc-

tibles dans le cadre d'une déclaration pour l'impôt sur le revenu luxembourgeois ?

Réponse (14.05.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

L'honorable Député soulève la question relative à la déductibilité des dons effectués par des contribuables imposés au Luxembourg à des fondations de droit étranger telles que la Fondation du patrimoine ou la Fondation Notre-Dame.

L'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu consacre la déductibilité fiscale à titre de dépenses spéciales de dons effectués à des organismes reconnus d'utilité publique sur la base d'une loi spéciale ou en vertu des articles 26-2, 27 et suivants de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif ou bien d'autres organismes que la loi entend favoriser.

Suite à l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes rendu en date du 27 janvier 2009 (n° C-318/07, affaire Hein Persche c/Finanzamt Lüdenscheid), le législateur a modifié le présent article pour désormais inclure la déductibilité des dons effectués à des « organismes et organisations non gouvernementales similaires dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État membre de l'Association européenne de libre échange ».

Ainsi, les dons effectués par des contribuables imposés au Luxembourg à des organismes similaires à ceux qui sont reconnus d'utilité publique au Luxembourg sont en principe déductibles dans le chef des donateurs.

À ce propos, la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 112/2 du 7 avril 2010 expose plus amplement les conditions de déductibilité. Celles-ci requièrent notamment que la déductibilité des dons versés à ces organismes étrangers soit également reconnue par le pays de leur établissement et que ces derniers poursuivent des objectifs similaires à ceux favorisés par la législation luxembourgeoise.

Sous réserve que les fondations françaises citées par l'honorable Député soient reconnues d'utilité publique en France et poursuivent un objectif culturel et philanthropique, les dons effectués à ces organismes sont déductibles dans le chef du contribuable imposé au Luxembourg, selon les conditions applicables aux dons effectués à des organismes de droit luxembourgeois.

Question 0639 (16.04.2019) de Mme Diane Aehm (CSV) concernant la réforme fiscale :

Laut Informatione vun rtl.lu hätten d'Aarbechte fir eng Steuerreform fir eng eenzeg Steuerklass ugefaangen. Am Finanzministère wieren Aarbechtsgruppen op d'Bee gesat ginn, déi zesumme mat de betraffene Verwaltungen d'Reform solle preparéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

- Kann den Här Minister dës Informatione confirméieren?

- Wéi vill Aarbechtsgruppe ginn agesat a wat ass d'Zil vun dësen Aarbechtsgruppen?

- Gëtt op enger thematescher Basis geschafft an, wa jo, op wei engen Themen?

- Wéi sinn dës Aarbechtsgruppen zesummege-sat? Bestinn dës Aarbechtsgruppen aus Beamten an, wa jo, aus wéi enge Ministèren? Sinn och Leit aus der Privatwirtschaft un den Aarbechtsgruppe bedeelegt an, wa jo, op wéi enger Basis goufen dës Leit erausgesicht?

- Kann de Minister confirméieren, dass eng vun de Virgaben ass, dass eng eenzeg Steuerklass kënnt?

- Stëmmt et, dass kee Steierzueler an Zukunft méi bezilt wéi bis elo?

- Wéi gesäit d'Zäitschinn vun den Aarbechtsgruppen aus? Stëmmt et, dass d'Reform weinst der technescher Komplexitéit véier bis fënnf Joer wäert daueren?

- Ass geplangt, dass virun de Wahlen 2023 konkret Propositione presentéiert ginn?

Réponse (13.05.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Am Kader vum Koalitionsaccord ass zum Thema Steuerreform an Individualisatioun folgend Passage festgehale ginn:

« Le Gouvernement poursuivra de manière conséquente les efforts engagés sur la voie de l'imposition individuelle. Une généralisation progressive, couplée à l'introduction d'un barème d'impôt unique nouveau, garantira à

terme un modèle fiscal neutre quant au mode de vie des personnes.

Un tel changement de paradigme conduira à ne plus décourager l'un des deux conjoints à exercer une activité professionnelle, tel que c'est le cas dans le système actuel. L'introduction d'un barème d'impôt unique nouveau évitera à terme les changements de classe d'impôts auxquels se trouve actuellement confrontée une personne en fonction des évolutions de sa situation familiale (mariage, partenariat, divorce, décès, ...). L'introduction du barème d'impôt unique nouveau vise également à alléger la charge fiscale des personnes physiques et en particulier des catégories de personnes vulnérables, tout en tenant dûment compte de la présence d'enfants à charge. Dans un souci d'équité et de prévisibilité, le Gouvernement veillera à prévoir des mesures compensatoires appropriées et des phases de transition. »

Op där Basis huet de Finanzministère, zesumme mat der Steierverwaltung, en internen Aarbechtsgrupp opgesat, deen amgaangen ass, méiglech Pisten ze analyséieren. Zu dësem Zäitpunkt ass et nach ze fréi, fir iwwer Konklusionen ze spekuléieren.

Et ass d'Ambitioun vun der Regierung, de Koalitionsaccord, an domat och dëse Projet, bis Oktober 2023 ëmzesetzen. Déi entsprechend Texter wäerten, am Hibleck op déi Echeance, zur Zäit virgeluecht ginn.

Question 0641 (17.04.2019) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant l'incendie de Notre-Dame de Paris :

Virgëschter si Millioune vu Leit weltwäit Zeie vun dem fierchterleche Brand an der Kathedral Notre-Dame zu Paräis ginn. Mëttlerweil sinn Honnerte vu Milliounen u Spenden zougesot ginn, fir dëst schwéier beschiedegt Weltkulturierwen a Symbol vun der franséischer an europäescher Kultur erëm opzebauen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Statsminister riichten:

- Ass den Här Statsminister bereet, niewent där gewéinlecher moralescher Ënnerstëtzung, am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung, der Verbonnenheet vun de Lëtzebuurger mat Frankräich, och e Geste beim Neesopbau vun der Kathedral Notre-Dame ze maachen?

- Wei kéint esou ee Geste ausgesinn?

- Wier och eng finanziell Ënnerstëtzung denkbar?

Réponse (13.05.2019) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

Den honorabelen Deputéierte schwätzt a senger parlamentarescher Fro zu Recht vun engem „fierchterleche Brand“, duerch deen d'Kathedral Notre-Dame zu Paräis staark beschiedegt ginn ass.

D'Lëtzebuurger Regierung huet dem franséische President, der Regierung, eisem Nopeschland a senge Bierger seng Solidaritéit zougeséichert.

Wat eng eventuell finanziell Bedeelegung bei engem Projet fir Renovatioun an Neesoprichte vun deem historesche Gebai betrëfft, gouf bis elo keng deementsprechend Demande u Lëtzebuerg gericht.

Question 0642 (17.04.2019) de Mme Josée Lorsché (d'ei greng) concernant la collaboration des services d'éducation et d'accueil avec les associations sportives et culturelles :

Afin de favoriser la participation des élèves aux activités offertes par les associations sportives et culturelles dans les communes, le programme gouvernemental prévoit l'introduction de navettes dites « Kindervereinsbus ». L'objectif en est d'assurer le transport des élèves inscrits dans les services d'éducation et d'accueil (SEA, anc. maison relais) vers les différents sites où les activités en question ont lieu et de leur permettre ainsi de pratiquer de façon régulière une activité sportive ou culturelle de leur choix. Dans cet ordre d'idées, certaines communes ont déjà mis en place une telle navette qu'elles financent actuellement par leurs propres moyens.

Présumant que la généralisation de ce système va augmenter considérablement le nombre d'élèves voulant profiter notamment pendant les jours de classe de l'éducation non formelle assurée par les SEA d'une part et d'autre part des activités assurées par les diverses associations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelles sont précisément les missions des pédagogues sociaux et éducateurs qualifiés travaillant à temps plein dans les services d'éducation et d'accueil lors des plages horaires où une bonne partie des élèves pratiquent des activités dans les associations sportives ou culturelles ?

2) La responsabilité civile des activités susmentionnées et des aspects de sécurité y relatifs incombe-t-elle au SEA ou à l'association respectivement ?

3) Monsieur le Ministre ne craint-il pas que le statut des personnels éducatifs et d'accueil risque d'être dévalorisé au cas où leur mission allait se réduire en grande partie à l'accompagnement aller-retour de groupes d'élèves en navette, voire à une simple présence sur le site des activités, compte tenu du fait que ni l'accompagnement des élèves en bus ni la présence passive à une activité assurée par un acteur externe ne sont à considérer comme missions principales définies dans le plan-cadre de l'éducation non formelle ?

4) Quant aux élèves inscrits à temps plein dans un SEA et de surcroît dans une ou plusieurs associations disposées à accueillir les enfants aux mêmes plages horaires que les SEA, une question supplémentaire se pose au niveau de la présence effective des enfants concernés dans les SEA et de la mise en œuvre des concepts pédagogiques issus du plan-cadre de l'éducation non formelle. Vu qu'une bonne mise en œuvre est tributaire d'une certaine continuité au niveau du fonctionnement et de la présence effective des élèves dans les SEA, ne faudrait-il pas réglementer les heures réservées à la participation des élèves aux activités des associations ?

Réponse (31.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) La mise en place des navettes n'aura pas d'impact sur les missions pédagogiques du personnel d'encadrement des services d'éducation et d'accueil. Celles-ci sont définies par le cadre de référence national sur l'éducation non formelle et resteront inchangées.

ad 2) Dans le contexte de la responsabilité civile, deux cas de figure sont à distinguer :

- La responsabilité incombe au service d'éducation et d'accueil si l'activité proposée fait partie intégrante de son offre pédagogique. Dans ce cas, les principes et caractéristiques de l'éducation non formelle doivent être respectés.

- D'autre part, si l'activité est organisée par une association externe en dehors de l'offre du service d'éducation et d'accueil (p. ex. un club sportif) la responsabilité revient à celle-ci.

ad 3) + 4) L'accord de coalition prévoit la mise en place d'un service de navettes « clubs enfants » qui permettra de renforcer les liens avec la vie associative locale et de promouvoir des activités périscolaires. La mission des navettes sera d'assurer le transport des enfants des services d'éducation et d'accueil (SEA) vers les lieux où les associations locales organisent des activités culturelles ou sportives.

La collaboration entre le SEA, les structures communales et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sera essentielle et constituera un élément-clé de la mise en place de ce projet, dont le succès permettra d'intégrer les enfants au niveau de la communauté locale, et donc de renforcer la cohésion sociale. Les SEA s'acquitteront ainsi de la mission de service public qui leur est affectée par la loi sur la jeunesse.

Les modalités pratiques restent à définir et une concertation entre les différents partenaires sera entamée à cet effet au cours des prochains mois. Ces modalités seront adaptées à l'offre locale des activités, tout en gardant l'intérêt de l'enfant au centre des réflexions.

Question 0643 (17.04.2019) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la **zone d'activités économiques « Wolser »** :

D'après un article paru récemment sur reporter.lu Monsieur le Ministre de l'Économie aurait demandé à la commune de Bettembourg le reclassement de certains terrains sis dans la zone d'activités économiques « Wolser » en zone verte en vue d'y réaliser des mesures compensatoires selon les dispositions de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

2) Vu la pénurie actuelle de sites d'implantation pour les petites et moyennes entreprises dans les différentes zones d'activités, quelles sont les

raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à demander le reclassement en zone verte de terrains dans une zone d'activités existante ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que le pays dispose de sites d'implantation pour des entreprises artisanales et industrielles en nombre suffisant et abordable vu que Monsieur le Ministre envisage le reclassement de terrains dans une zone d'activités existante en zone verte ?

4) Quelle est la base légale respectivement selon quelles procédures les terrains situés dans une zone d'activités économiques existante peuvent-ils être reclassés en zone verte ?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les mesures de compensation à réaliser sur les terrains à reclasser sont prévues dans l'intérêt de l'entreprise Fage ainsi que de l'entreprise Lamesch comme affirmé dans l'article ci-dessus mentionné ?

6) Est-ce que des efforts similaires de la part du Ministère de l'Économie pour trouver des terrains de compensation ont déjà été faits ou sont prévus pour d'autres zones d'activités, respectivement pour d'autres entreprises ?

7) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les terrains à reclasser dont l'État est propriétaire vont subir une dévalorisation du fait de leur reclassement en zone verte ? Qui va supporter le coût de cette dévalorisation des terrains ?

8) Dans une réponse à une question parlementaire concernant l'entreprise Fage, Monsieur le Ministre affirme en décembre 2018 que la procédure en matière d'autorisation d'exploitation dite « commodo-incommodo » devrait pouvoir être lancée sous peu. Le classement définitif des parcelles en question ne pouvant être opéré qu'après l'adoption définitive du PAG de la commune de Bettembourg ainsi qu'éventuellement après l'adoption du Plan directeur sectoriel « Zones d'activités », dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il aujourd'hui que les procédures dont il s'agit pourront avancer ?

Réponse (21.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) Il est confirmé que dans le cadre du processus d'évaluation des impacts sur l'environnement d'une urbanisation des terrains situés dans la zone d'activités économiques « Wolser », il est apparu que des mesures d'atténuation anticipées en relation avec des espèces particulièrement protégées sont à réaliser. Les études ont démontré que certaines parcelles cadastrales classées en zone d'activités économiques nationale et déjà superposées de servitudes écologiques se prêtent idéalement à la réalisation de ces mesures d'atténuation. Comme ces mesures ne peuvent se réaliser qu'en zone verte, un reclassement des parcelles concernées a été demandé.

ad 2) Les raisons de la demande de reclassement de certaines parcelles cadastrales dans la zone d'activités économiques « Wolser » sont d'ordre légal, plus particulièrement la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Aux termes de cette loi, une autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est requise lorsque des projets, plans ou activités à réaliser sur un terrain sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur des espèces protégées particulièrement ou sur leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos, condition remplie en l'occurrence. La précitée loi du 18 juillet 2018 dispose encore que ledit ministre peut prescrire dans son autorisation toutes mesures d'atténuation d'incidence visant à minimiser ou même à annuler cette incidence significative.

Les mesures précitées doivent être réalisées de manière telle à ce qu'elles garantissent une continuité des fonctions écologiques aussi bien au niveau spatial que temporel, et donc être réalisées à proximité du site d'intervention.

La demande de reclassement de parcelles est le résultat de ces dispositions.

ad 3) Comme les mesures d'atténuation doivent se réaliser à proximité du site et comme aucune alternative n'existe, ne pas solliciter le reclassement sous rubrique reviendrait à accepter qu'aucune mesure compensatoire au sens de la précitée loi du 18 juillet 2018 ne serait réalisable. Madame la Ministre de l'Environnement ne pourrait donc autoriser une exploitation de la zone, ce qui reviendrait à créer un moratoire sur celle-ci. Le reclassement de quelques parcelles est donc une mesure qui permet l'urbanisation de plusieurs hectares.

ad 4) La base légale et la procédure arrêtant le reclassement de terrains se trouvent dans la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ainsi que, en ce qui concerne les zones vertes, dans la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 5) Les mesures d'atténuation visent la constructibilité de la zone d'activités économiques « Wolser ». Faute de réaliser ces mesures, aucun nouveau projet économique ne pourra y être réalisé.

ad 6) Des mesures d'atténuation sont réalisées pour toutes les zones d'activités économiques dans lesquelles des incidences de projets au sens de la loi sur la protection de la nature sont identifiées.

ad 7) Hormis le fait qu'une partie des parcelles à reclasser au niveau du projet de PAG sont actuellement encore classées en zone verte et que partant la question d'une « dévalorisation » ne se pose même pas, il y a lieu de renvoyer à la réponse à la question 3 : ne pas solliciter le reclassement sous rubrique reviendrait à accepter que la zone d'activités économiques « Wolser » ne pourrait être développée davantage, avec toutes les conséquences néfastes que ceci engendrerait sur le plan de la mise en œuvre de la politique de développement et de diversification économiques du Gouvernement. La question de la dévalorisation des parcelles ne se pose donc pas, le reclassement étant sans alternative envisageable.

ad 8) L'introduction d'un dossier de demande d'autorisation par application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés relève de la compétence des entreprises et échappe à la compétence du Ministre de l'Économie, tout comme le suivi des procédures citées par l'honorable Député dans sa question sous rubrique.

Question 0644 (17.04.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **Registre de commerce et des sociétés** :

D'ASBL si gehalen, all Joer beim Registre de commerce et des sociétés eng Lëscht ofzegi mat de jeeweilegen Ännerungen an dëst muss an elektronischer Form agereecht ginn. Dës Areechung an elektronischer Form, déi all ASBL eng Kéier am Joer soll maachen, ass awer relativ komplizéiert an zäitopwändeg. De Service Helpdesk ass zwar ganz behëlleflech, fir déi eenzel Veräiner bei dëser Prozedur ze begleeden, mä trotzdem huele bei dëser, dach komplizierter Areechung, mengen Informatiounen no, vill Veräiner eng professionnell Hëllef an Usproch oder loosden d'Ännerung sur place an der Stad maachen, wat dee Moment awer mat zousätzleche Käschte verbonnen ass. Bei de Banken, wou jo och eng héich Sécherheet muss garantéiert ginn, ass d'Prozedur, fir Ännerungen - z. B. vun engem ASBL-Konto - virzehuelen, vill méi einfach an et brauch ee kee PC, deen op dem leschte Stand vun der Technik ass an zousätzlech Spezialprogrammer.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Justizminister:

1. Wäre et net am Sënn vun der Simplification administrative, fir hei eng Vereinfachung anzuleeden?

2. Wa jo, wéi géif dës Vereinfachung ausgesinn a fir wéini ass mat der Ëmsetzung ze rechnen?

Réponse (20.05.2019) de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice* :

De Groupement d'intérêt économique Luxembourg Business Registers (LBR) huet vun Ufank un als Gestionnaire vum Handelsregëster (RCS) vill Energie a Ressourcen investéiert, fir d'Benotzer, ob professionnell oder net professionnell, an hiren Demarché beim Handelsregëster ze ënnerstëtzen.

Den Handelsregëster war eng vun den éischten Institutiounen, wann net déi éischt, déi e komplette Service ugebueden huet, deen integral iwwer Internet gelaf ass.

Um Internetportal vum LBR¹³ fënnt een ausserdeem déi komplett relevant Legislatioun, Broschüren a Circularë mat Explikatiounen iwwer d'Benotzer, déi iwwer Internet kënnen gemaach ginn. Et soll awer hei präziséiert ginn, dass den Internetsite momentan iwwerschaft gëtt, fir méi convivial ze ginn, virun allem fir de Benotzer, deen nëmme geleeëntlech Demarché beim Handelsregëster muss maachen.

Donieft bitt den LBR eng telefonesch Assistenz an e Guichet fir déi Leit, déi Schwierigkeeten hu mat elektronische Prozeduren oder kee Computer besëtzen oder benotze kënnen.

Wat d'Publikatiounen am Recueil électronique des sociétés et associations (RESA) ugeet, huet d'Gesetz vum 27. Mee 2016 eng Rei vun administrativen Erleichterungen erlaabt a gläichzäitig eng Reduktioun vun de Käschte fir de Benotzer mat sech bruecht.

D'Bestëmmung fir d'Presentatioun vun den Dokumenter, déi beim Handelsregëster depo-

siert mussen ginn, sinn an engem Règlement ministériel vum 27. Mee 2016 festgeluecht ginn. Dës Bestëmmung sinn absolut néideg, fir ze garantéieren, dass d'Dokumenter och nach laangfristeg konsultéiert an archivéiert kënnen ginn¹⁴ a kënnen an dësem Sënn net verglach gi mat Bestëmmungen, déi vu privaten Akteure gesat ginn, déi net äänlech Obligatiounen hunn.

2016 ass eng spezifesch Circulaire publizéiert ginn (Circulaire 16/001), fir d'Benotzer iwwer dës Bestëmmungen ze informéieren. Automatesch Kontrollen erlaben, zum Zäitpunkt wou en Depot elektronesch beim Handelsregëster gemaach gëtt, ze iwwerprüfen, ob déi Bestëmmungen agehalten gi sinn, a wann net, gëtt dat dem Benotzer matgedelt.

Et muss awer hei präziséiert ginn, dass déi elektronesch Demarché mat all gängeg rezent elektronesch Plattform a gratis Programme méiglech sinn.

Am Kader vum Iwwerschaft vum Internetsite gëtt den Accent op d'Convivialitéit vum Site gesat, dee méi intuitiv soll ginn, a méi Explikatiounen um Site gi bäigesat.

Den LBR wäert am Zesammenhang mam neie Registre des bénéficiaires effectifs e Video en ligne setzen, wou spezifesch fir d'ASBL d'Demarchen erkläert ginn.

Question 0645 (18.04.2019) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant la **limite d'âge pour les médecins** :

Il nous revient qu'au moins un hôpital du pays n'accepterait plus que des médecins ayant accompli l'âge de 70 ans exercent dans son enceinte. Cette mesure ou « règle » nous semble être contraire à la législation en vigueur. En effet, l'application d'une limite d'âge en matière d'emploi et de travail a été sanctionnée par la directive européenne 2000/78/CE du 27 novembre 2000, dite antidiscriminatoire. La directive en question interdit toute discrimination, en particulier celle fondée sur l'âge. Elle s'applique à toutes les personnes en ce qui concerne les activités non salariées ou le travail, les conditions de travail, les relations de travail entendues au sens large recouvrant une activité en qualité d'indépendant, un agrément et/ou une autorisation par une institution permettant d'y pratiquer. Elle s'applique donc forcément aussi aux hôpitaux publics du Grand-Duché. Ladite directive a d'ailleurs été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 28 novembre 2006.

À notre avis, un hôpital public luxembourgeois ne peut échapper à cette loi. À noter d'ailleurs qu'une jurisprudence belge (arrêt de la Cour du travail de Bruxelles du 26 juillet 2013) a confirmé l'illégalité d'une limite d'âge d'exercice, imposée par une institution hospitalière à un médecin en exercice libéral en son sein.

Voilà pourquoi nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information ?

2) Dans l'affirmative, quelles pourraient être les raisons d'un tel refus d'exercer ? Comment se positionne-t-il par rapport à notre raisonnement ?

3) Face au manque tangible de médecins traitants au Luxembourg, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun d'inviter l'hôpital (ou les hôpitaux) à reconsidérer cette décision en ayant également recours à des médecins qui, se trouvant en parfaite santé physique et mentale, peuvent se prévaloir d'une longue expérience et qui ont dépassé la limite des 70 ans ?

Réponse (17.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

La législation luxembourgeoise ne prévoit pas d'âge limite pour l'exercice d'une profession médicale.

Toutefois, dans le cadre de l'organisation médicale qui relève des attributions de chaque établissement hospitalier, des critères prévoyant de telles dispositions peuvent être prévus par le règlement général suivant l'article 24 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

¹⁴ D'Dokumenter mussen mindestens bis zu 20 Joer, no deems eng Gesellschaft oder Associatioun gestrach ginn ass, accessibel bleiwen.

Cela étant, ni les services du Ministère de la Santé ni ceux de la Direction de la santé n'ont connaissance de telles pratiques.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas connaissance de faits illégaux en relation avec la clôture de protection.

denrée alimentaire qu'il a importée, produite, transformée, fabriquée ou distribuée ne répond pas aux prescriptions relatives à la sécurité des denrées alimentaires, il engage immédiatement les procédures de retrait du marché de la denrée alimentaire en question, lorsque celle-ci ne se trouve plus sous le contrôle direct de ce premier exploitant du secteur alimentaire, et en informe les autorités compétentes. Lorsque le produit peut avoir atteint le consommateur, l'exploitant informe les consommateurs de façon effective et précise des raisons du retrait et, au besoin, rappelle les produits déjà fournis aux consommateurs lorsque les autres mesures sont insuffisantes pour atteindre un niveau élevé de protection de la santé.

informéieren, wann et zu engem Verkauf vun de Produite komm ass, wat net ëmmer de Fall ass.

Éier dat gemaach gëtt, gëtt awer nach kontrolléiert, ob déi betraffe Liewensmëttelbetriber zu Lëtzebuerg effektiv belliwert goufen an ob de Produit am Verkauf war.

Dës verschidden Etappen erklären Delaien tëscht den Informatiounen, déi vu staatlechen Autoritéite publizéiert ginn, an den Informatiounen, déi vun Initiative wéi Food Alerte Lëtzebuerg zesummededroe ginn op Basis vun Informatiounen, déi am Internet vun Autoritéiten aus anere Memberstate public gemaach goufen.

Question 0646 (18.04.2019) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **supplément personnel de traitement des policiers** :

Dans le cadre d'un changement du groupe de traitement, la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit dans ses articles 66, 80, 88, 94 et 95 l'octroi d'un supplément personnel de traitement pour les policiers dont le nouveau traitement serait inférieur à leur traitement de base, y compris les primes de régime militaire et d'astreinte.

Or, la loi précitée omet de préciser si ce supplément personnel est pensionnable ou non, à l'exception de l'article 88 disposant dans son point 11° que « lorsque la somme de l'indemnité et des primes du fonctionnaire stagiaire du cadre policier du groupe de traitement B1 est inférieure à la somme de l'indemnité et des primes du fonctionnaire stagiaire du cadre policier du groupe de traitement C1, le premier bénéficie d'un supplément personnel de traitement pensionnable correspondant à la différence entre ces deux sommes ».

Voilà pourquoi je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Le supplément personnel susmentionné est-il dans tous les cas de figure pensionnable ?

Réponse (08.05.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Les suppléments personnels de traitement font partie des éléments de rémunération pensionnables tant dans le régime de pension spécial transitoire applicable au personnel recruté avant le 1^{er} janvier 1999, que dans le régime de pension spécial applicable au personnel recruté après le 31 décembre 1998.

La question soulevée par l'honorable Député a déjà été thématifiée au sein de la police et une communication en ce sens a été publiée sur le site Intranet de la police au mois de février de cette année.

Question 0650 (19.04.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **sécurité alimentaire** :

D'Privatinitiative Food Alerte Lëtzebuerg stellt zënter 2015 fest, dass déi zoustänneg Autoritéite vun de respektive Ministère d'Effentlechkeet net korrekt respektiv ze spët informéieren, am Fall wou et zu Réckruffaktiounen vu Liewensmëttel kënn, déi aus verschiddenen Ursachen net konform sinn.

Food Alerte Lëtzebuerg kann esou Fäll och faktuell noweisen an informéiert regelméisseg iwwer hir Facebook-Säit.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass et net eng Obligatioun, dass déi staatlech Autoritéiten d'Populatioun esou séier wéi méiglech informéiere mussen, am Fall wou Liewensmëttel vum Maart musse geholl ginn?

2. No wat fir enger Prozedur gëtt d'Populatioun vun den zoustännegen Instanzen an d'Bild gesat? Wien ass zoustänneg fir den Tri vun den Informatiounen a wéi gëtt d'Selektioun dovunner gemaach?

3. Wéi ass et méiglech, dass d'Privatinitiative Food Alerte Lëtzebuerg zum Deel besser a méi séier informéiert wéi déi ministeriell Instanzen?

4. Firwat informéieren déi zoustänneg Instanzen net zousätzlech iwwer déi sozial Medien, fir méi reaktiv ze sinn? Firwat gëtt an dréngende Fäll net och op d'Applikatioun GouvAlert.lu zréckgegraff?

5. Fir d'Populatioun am Kader vu Réckruffaktiounen besser ze informéieren, wär do net och d'Installatioun vun enger Hotline ubruecht? Et ass e Fakt, dass ëmmer méi Lëtzeburger Residenten hir Liewensmëttel an der Groussregioun kafen, missten dofir net och all d'Reckriff aus der Groussregioun hei am Land effentlech gemaach ginn?

Réponse commune (20.05.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Déi europäesch Reglementatioun gesäit vir, dass Liewensmëttelbetriber lafend am Kader vun hirem Autocontrôle iwwerpréiwe mussen, ob hir Liewensmëttel konform sinn zu de Virschreften. D'Autoritéite kontrolléieren dann, ob d'Liewensmëttelbetriber dëszer Obligatioun nokennen. Ausserdeem setzen d'Autoritéite risikobaséiert Kontrollpläng op, fir weidergehend Analysen ze maachen.

D'Responsabilitéite vun de verschiddenen Akteure vun der Liewensmëttelketten am Beräich vun dem Rappel a Retrait si kloer definéiert am EU-Reglement 178/2002.

Dëse Reglement, deen och nach „General Food Law“ genannt gëtt, definéiert a sengem Artikel 10 d'Responsabilitéit vun de staatlechen Instanzen, wat d'Informatioun vun de Bierger iwwer Gesondheitsgefahren, déi vu Liewensmëttel respektiv vu Fudderemittel ausginn, ugeet.

« Article 10

Information des citoyens

Sans préjudice des dispositions du droit communautaire et du droit national applicables en matière d'accès aux documents, lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une denrée alimentaire ou un aliment pour animaux peut présenter un risque pour la santé humaine ou animale, les pouvoirs publics prennent, en fonction de la nature, de la gravité et de l'ampleur de ce risque, des mesures appropriées pour informer la population de la nature du risque pour la santé, en identifiant le plus complètement possible la denrée alimentaire ou l'aliment pour animaux, ou le type de denrée alimentaire ou d'aliment pour animaux, le risque qu'il peut présenter et les mesures qui sont prises ou sur le point d'être prises pour prévenir, réduire ou éliminer ce risque. »

Des Weidere fixéiert deeserwechte Reglement d'Responsabilitéit vun de Liewensmëttelbetriber, am Fall wou e Liewensmëttel net méi de Kritäre vun der Liewensmëttelsécherheet entsprécht a vum Maart geholl muss gi respektiv zréckgeruff muss ginn.

« Article 19

Responsabilités en matière de denrées alimentaires : exploitants du secteur alimentaire

1. Si un exploitant du secteur alimentaire considère ou a des raisons de penser qu'une

2. Tout exploitant du secteur alimentaire responsable d'activités de commerce de détail ou de distribution qui n'affectent pas l'emballage, l'étiquetage, la sécurité ou l'intégrité des denrées alimentaires engage, dans les limites de ses activités propres, les procédures de retrait du marché des produits ne répondant pas aux prescriptions relatives à la sécurité des denrées alimentaires et contribue à la sécurité des denrées alimentaires en transmettant les informations nécessaires pour retracer le cheminement d'une denrée alimentaire et en coopérant aux mesures prises par les producteurs, les transformateurs, les fabricants et/ou les autorités compétentes.

3. Tout exploitant du secteur alimentaire informe immédiatement les autorités compétentes lorsqu'il considère ou a des raisons de penser qu'une denrée alimentaire qu'il a mise sur le marché peut être préjudiciable à la santé humaine. Il informe les autorités compétentes des mesures qu'il prend pour prévenir les risques pour le consommateur final et n'empêche ni ne décourage personne de coopérer avec les autorités compétentes, conformément aux législations et pratiques juridiques nationales, lorsque cela peut permettre de prévenir, réduire ou éliminer un risque provoqué par une denrée alimentaire.

4. Les exploitants du secteur alimentaire collaborent avec les autorités compétentes en ce qui concerne les actions engagées pour éviter ou réduire les risques présentés par une denrée alimentaire qu'ils fournissent ou ont fournie. »

Aus deenen zwee Artikelen (Artikel 10 an Artikel 19 Punkt 1) geet ervir, dass e Liewensmëttelbetriber responsabel ass, fir e Produit, deen net konform ass zu der Liewensmëttelsécherheits-Reglementatioun, vum Maart ze huelen an d'Autoritéiten doriwwer ze informéieren.

Et ass och vum Liewensmëttelbetriber, de Konsument doriwwer ze informéiere respektiv de Produit beim Konsument zréckzeruffen, wann dat néideg ass, fir d'Gesondheet ze schützen.

Wann d'Mesuren, déi de Liewensmëttelbetriber geholl huet, net duerginn, kënnen d'Autoritéiten op Basis vum Artikel 10 nach méi wäitgehend informéieren, respektiv op Basis vun anere Reglementer a Gesetze méi wäitgehend Mesuren ordonnéieren.

An der Praxis ass et esou, dass verschidde Betriber ganz schnell d'Autoritéiten informéieren an och selwer déi néideg Informatiounen un d'Effentlechkeet ginn, während aner Betriber dat net maachen. Dës mussen da vun den Autoritéiten dozou opgefuert ginn. Wann de Betriber seng Responsabilitéit net hält, mussen d'Autoritéite Mesuren ordonnéieren.

Et ass awer och esou, dass d'Autoritéiten nach zousätzlech Informatiounen zu Rappellen a Retrait vu Liewensmëttel a Fudderemittel iwwer de Système d'alerte rapide kréien: den RASFF, Rapid Alert System for Food and Feed.

Ganz oft ginn hei zu Lëtzebuerg Produite verkaaft, déi och an anere Memberstater am Verkauf sinn.

Et ass doduerjer och heefeg, dass e Problem fir d'Eischt emol an engem anere Memberstat festgestallt gëtt, an datt dann do scho Mesurë geholl ginn, respektiv d'Effentlechkeet an deem Land schonn informéiert gëtt.

An deem Kontext mussen Betriber dann den Autoritéiten Traçabilitéitsdonnéeën ginn: an zwar Traçabilitéit no ënnen an no uewen.

Mat der Traçabilitéit no ënnen weess een dann, wéi eng aner Liewensmëttelbetriber déi selwecht Louse vu Produite vum Betriber, deen de Problem festgestallt huet, geliwwert kritt hunn.

Mat der Traçabilitéit no uewen weess een, vu wem de Produit, wou de Problem drop festgestallt gouf, da geliwwert gouf.

Duerch de gemeinsamen europäesche Bannekaart ass et oft esou, dass Liwwerkette sech séier iwwer e puer Memberstate verdeelen, an dat féiert zu Delaien, bis all déi pertinent Informatiounen zesummededroe sinn.

Dës Traçabilitéitsinformatiounen kréien dann och déi Lëtzeburger Autoritéiten a kënnen dann national Mesuren huele respektiv national

ad 2. D'Prozedur vun der Informatioun vun der Populatioun ass ënnert der Fro 1 schonn erkläert ginn.

Bis viru Kuerzem huet den OSQCA (Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire) déi Gestoung gemaach.

Säit dem 1. Abrëll 2019 mécht den Tri vun den Informatiounen de Commissariat du Gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire.

Dëse Commissariat ass eng nei Koordinatiounsinstanz, déi niewent enger Rei anerer Missionen och zoustänneg ass fir d'Gestoung vum Système d'alerte rapide RASFF a fir d'Receptioun vun den Notifikatiounen vun de Rappellen a Retrait vum de Liewensmëttelbetriber.

De Commissariat schafft zesumme mat anere Verwaltung wéi der Division de la sécurité alimentaire, der Administration des services vétérinaires an der Administration des services techniques de l'agriculture. Dës Verwaltung maachen déi néideg Suiven an de Betriber a kënnen och Kontrollen um Terrain maachen, wann dat noutwendeg ass fir de Suivi vun den Alernten.

ad 3. D'Privatinitiative Food Alerte Lëtzebuerg mécht eng systematesch Revue vun den Internetsitte vun den Autoritéite vun eisen Nopeschlänner a publizéiert dann all Rappel vun Produiten, déi do publizéiert ginn.

Dës sinn zum Beispill:

de Site vun der AFSCA an der Belsch: <http://www.afsca.be/consommateurs/rappelsdeproduits/>

de Site vun der DGCCRF a Frankräich: <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Securite/Alertes/Avis-rappels-de-produits>

oder de Site vun dem däitsche Bundesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit: <https://www.lebensmittelwarnung.de/bvl-lmw-de/liste/alle/deutschlandweit/10/0.html>

All dës Sitten hu mëttlerweil eng Newsletterfunktions, wou ee sech kann aschreiwen an esou all Rappel, dee publizéiert gëtt, matgedeelt kritt.

Dat kann och all interesséierte Konsument aus Lëtzebuerg maachen an esou déi entsprechech Informatiounen aus éischer Hand kréien.

Domat weess een awer net, ob den entsprechech Produit dann och elo wierklech zu Lëtzebuerg verkaaft gouf oder net. Dëst kann een eréischt soen, wann Traçabilitéitsdonnéeën do sinn a wa confirméiert ass, dass de Produit och wierklech verkaaft gouf an net, wéi et heiansdo de Fall ass, nach integral am Lager stoung an esou ni beim Konsument ukomm ass.

Esou kann ee soen, dass Food Alerte zwar méi fréi informéiert, mä vill méi generell an ouni kënnen ze präiwien, ob de Produit dann elo wierklech zu Lëtzebuerg am Verkauf war oder net.

D'Flicht vun den Autoritéiten ass et och, d'Populatioun ze informéieren, wann dëst net, wéi déi europäesche Legislatioun et virschreift, duerch d'Entreprise selwer geschitt ass.

ad 4. D'Autoritéiten zu Lëtzebuerg hunn en deëierten Internetsite fir Liewensmëttelsécherheit: www.securite-alimentaire.lu.

Op dësem Site ginn d'Rappelle vu Produite publizéiert, déi Lëtzebuerg betreffen. De Site huet och eng Newsletterfunktions, wou ee sech ka separat op „Alerten“ an op „Avertissement allergène“ abonnéieren.

Wann et sech ëm eng eescht Gefor fir d'Gesondheet handelt, da maachen déi zoustänneg Autoritéiten zousätzlech zu der Publikatioun um Portail nach en offizielle Communiqué de presse, deen dann iwwer den offizielle Wee un all Lëtzeburger Presseorganer geschéckt gëtt.

Alerten, déi Liewensmëttel betreffen, ginn och op der Santé-App Santé.lu an um Portail Santé publizéiert.

Et gëtt och am Kader vun der Digitalisatioun vun de Ministère dru gedenkt, fir aner Applikatiounen mat anzebegräifen, wéi zum Beispill GouvAlert.lu.

Question 0648 (19.04.2019) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant la **clôture contre la peste porcine africaine** :

En date du 26 mars 2019, Madame la Ministre de l'Environnement a accordé une autorisation pour la construction d'une clôture à travers la commune de Käerjeng, et ceci conformément à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. A la lecture de cette décision, il devient apparent que le plan annexé ne correspond pas au tracé décidé par le Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que Madame la Ministre est consciente de cette erreur ?

2) Est-ce que cette erreur a entre-temps été redressée ?

3) Sinon, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la pose de ladite clôture se fait actuellement en violation de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ?

Réponse (17.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) et 2) L'autorisation de la part de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable date du 19 mars 2019. Suite à une visite des administrations techniques sur le terrain, il s'est avéré que le tracé pouvait être optimisé et une modification de l'autorisation a été accordée en date du 26 mars 2019.

Suite aux échanges qui ont eu lieu entre les responsables de la commune de Käerjeng et le membre du Gouvernement en charge de la lutte contre la peste porcine, il a été jugé opportun de prolonger le tracé de la clôture en direction Sud.

Une extension de la clôture dans les alentours de la localité de Clemency a été autorisée en date du 29 mai 2019.



Eng Präsenz vun den Autoritéiten op verschidene soziale Medie gëtt am Moment am Kader vun der Kommunikatiounsstrategie vum Konsumenteschutzministère gepréift, deen an der neier Regierung d'Responsabilitéit vun der Liebensmëttelsécherheet iwwerholl huet.

ad 5. Wann d'Autoritéiten e Rappell effentlech gemaach hunn, gi si och ëmmer eng Kontaktstell un, wouhin interesséiert Konsumente sech kënnen wenen, fir méi Informatiounen ze kréien.

Dës Kontaktstell besteet aus der Verwaltung, déi de Suivi vum Réckruff gemaach huet.

Zousätzlech dozou kann ee sech och ëmmer un de Commissariat alimentaire wenen, am beschten iwwert de Portail www.securite-alimentaire.lu.

D'Kompetenz vun de Lëtzebuerger Autoritéiten ass eng territorial a bezitt sech op den Territoire vum Lëtzebuerger Land.

Wéi ënner Fro 1 beschriwwen, maachen d'Autoritéiten eng Rei Kontrollen, ier e Rappell effentlech gemaach gëtt. Déi Kontrolle kënnen just um Lëtzebuerger Territoire duerchgefëiert ginn.

Déi Lëtzebuerger Autoritéit si sech awer bewosst, dass Konsumenten an der Groussregioun akafen, dofir sinn um Portail vun der Liebensmëttelsécherheet och d'Internetsitten uginn, wou d'Konsumenten Informatiounen zu Réckriff an eisen Nopeschlänner kréien.

Dës Informatiounen stinn ënner:

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/organisme/rasff_alerte_rapide/Resumes-annuels-des-alertes-alimentaires-concernant-le-Luxembourg/AlertePayslimitrophes.html



Question 0651 (19.04.2019) de M. Paul Galles (CSV) concernant les offices sociaux :

Viru Kuerzem gouf d'Etüd vun der Uni Lëtzebuerg iwwert d'Offices sociaux (kommunal Sozialämter) virgestallt. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madam Familijemisteschen stellen:

- Wéi gesäit de weidere Suivi vun de Recommandatiounen aus där Etüd aus?

- Ginn déi verschidden Hëllef an Dispositiv och an den nächste Joren analyséiert an evaluéiert? Wa jo, wéi a vu wem soll dat geschéien?

- D'Etüd huet sech dorobber limitéiert, fir déi intern Akteuren aus de kommunale Sozialämter ze befragen an d'Beneficiairen. Gedenkt d'Madam Ministesch, och d'Erfahrungen net vum Erwaardunge vun de Gemengeverrieder (Schäfferen- a Gemengeréit) nach zousätzlech ze erhiewen, fir ze gesi wéi si d'Instrument vun de Sozialämter am Kader vun der kommunaler Sozialpolitik aschätzen a bewäerten?

- D'Etüd recommandéiert, d'Relatioun tëschent dem Familijemistère an de Sozialämter duerch d'Aféiere vum regelméissegem Informatiouns- an Austauschsetzunge weider ze verbesseren. Wëllt de Ministère heifir eng Austauschplattform institutionaliséieren? Sollten déi elo schonns existéierend regelméisseg Austauschreuniounen a -plattformen net vill méi staark an Zukunft ënnerstëtzt ginn, wéi beispillsweis d'Entente des offices sociaux, déi säit zéng Joer bestoend Journée d'échange vum RESONORD oder déi regional Austauschkreiser um Niveau vun de Presidentinnen?

- Vu datt et keng national gültig Richtlinnen ginn, erfaasst all Office social seng Leit no eegene Kriterien. Ass et virgesinn, fir eng national kohärent an eenheetlech Erfassung bei alle soziale Servicer am Déngscht vun de Betroffenen opzebauen?

- D'Kritäre fir den Octroi vun de Finanzhëlfe duerch d'Sozialämter si gesetzlech net explizit festgeluecht. Envisagéiert d'Familijemisteschen an deem Kontext eng landeswäit Harmoniséierung vun den Hëlfe?

- 80 % vun de Leit, déi sech un d'Offices sociaux wenen, maachen dat eréischt, wann hir Problemer riseg sinn. Gläichzäitig hu méi ewéi d'Halschent uginn, hir sozial Rechter net ze kennen. Gedenkt d'Madam Ministesch, d'Populatioun méi ze sensibiliséieren respektiv méi Opklärungsarbecht ze leeschten?

- Den Artikel 3 vum Gesetz gesäit fir, datt d'Sozialhëllef „präventiv“ sollt sinn. Wéi eng präventiv Mesuren existéieren haut a wéi eng gedenkt de Ministère an Zukunft ze developéieren an der Zesummenaarbecht mat de kommunale Sozialämter?

- D'Auteurs vun der Etüd schloen och vir, fir d'Personalressourcen un e kommunale Sozialindex ze koppelen, esou wéi dat beispillsweis bei

der Grondschoul haut schonns de Fall ass. Wëllt de Ministère op dee Wee goen an d'Personalressourcen un esou en Indice social koppelen?

Réponse (23.05.2019) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Op Demande vum Familijemistère huet d'Uni Lëtzebuerg eng Etüd gemaach iwwert d'Aide sociale, esou wéi se am Gesetz vun 2009 virgesinn ass a wéi se vun den Offices sociaux ëmgesat gëtt. De Ministère huet den Ofschlossrapport am März vun deem Joer kritt an ech hunn der Chamberskommissioun dës Etüd den 20. März 2019 presentéiert. Do gouf och festgehale, dass d'Chamberskommissioun d'Auteurs vun der Etüd wäert gesinn.

Am Ofschlossbericht vun der Etüd gi Konklusiounen gezunn an et ginn eng Rei vu Recommandatiounen gemaach. Mir wäerten all dës Recommandatiounen analyséieren an, wann néideg, och nach méi präzis hannerfroen. Den adäquate Schlüssel fir d'Personalressourcen, eng eventuell Harmoniséierung vun den Hëlfe an d'Problematik vun der Erfassung vun den Donnéeën duerch déi eenzel Offices sociaux si Sujeten, déi mer wäerte wëlle verdéieren.

D'Entente vun den Offices sociaux ass e wichtege Partner vum Familijemistère; d'Entente wäert am Suivi vun dëser Etüd als Relais tëschent den Offices sociaux an dem Ministère eng Roll ze spillen hunn. Am Kader vun dëser Zesummenaarbecht sollen d'Entente an de Ministère klären, ob et eng Noutwendegkeet fir nach eng aner institutionaliséiert Plattform gëtt.

93,5 % vun de Leit, déi d'Hëllef vun engem Office social kritt hunn, sinn zefridde mat der Manéier, wéi se begleet gi sinn.

Mä net all Persoun, déi um Office social virstelt gëtt, sicht eng materiell Hëllef. Vill Leit brauchen Informatiounen, Erklärungen oder Orientatiounen respektiv Hëllef bei administrativen Demarchen. Den Office social ass deemno e wichtege Uspriechspartner a villen Domänen a mécht eng wäertvoll Präventiounsarbecht mat de Leit.

Iwwert déi nächst Méint wäert de Ministère a senger regelméissegem Kontakt mat den Offices sociaux an der Entente des offices sociaux dës méi am Detail diskutéieren, fir dann och zesammen ze iwwerleeën, wat déi beschte Méiglechkeete sinn, fir d'Informatiounen iwwer bestoend Sozialrechter an déi zentral Plaz vun den Offices sociaux als Guichet social besser bei de Biergerinnen a Bierger bekannt ze maachen. Et wier e wichtege Schrëtt och am Sënn vun enger gudder Präventiounspolitik, wann d'Leit méi fréi de Kontakt mat dem Office social géife sichen. Da kéint präventiv Hëlfe besser a méi effektiv agesat ginn, wéi zum Beispill eng Guidance budgétaire, finanziell Hëllef, fir d'Iwwerscheldung ze evitéieren oder eng Orientatioun zu spezialiséierten Servicer bei Problemer an der Familij.

D'Etüd iwwert d'Ëmsetzung vun der Aide sociale ass also en éischt Element an enger méi globaler Reflexioun iwwer eis Sozialpolitik.

Opgrond vun enger Motioun vun der Chamber muss de REVIS an dräi Joer evaluéiert ginn; och déi Evaluatioun wäerte mer mat der Etüd iwwert d'Offices sociaux verbannen, fir eng kohärent Vue vun eiser Sozialpolitik ze kréien. Ech erënneren hei och drun, dass mer am Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS en Observatoire des politiques sociales geschafen hunn, deem seng Missioun et ass, de Minister a Saachen Etüden, Analysen oder Evaluatiounen ze beroden.



Question 0652 (23.04.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la position luxembourgeoise relative au pouvoir en Libye :

Le Conseil de sécurité s'est réuni jeudi sur la Libye sans établir de stratégie pour un cessez-le-feu. L'émissaire de l'ONU, Ghassan Salamé, a mis en garde contre un « embrasement généralisé » en Libye après le lancement par le maréchal Khalifa Haftar d'une offensive sur Tripoli, « encouragée » selon lui par les divisions internationales. La logique militaire semble en effet prévaloir sur le terrain. Selon des diplomates, le maréchal Khalifa Haftar et son « Armée nationale libyenne » (ANL) auraient le soutien de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de la Russie, alors que Fayez al-Sarraj et son Gouvernement d'union nationale libyenne (GNA) auraient celui du Qatar et de la Turquie. Le Ministère de l'Intérieur du GNA a quant à lui accusé la France de soutenir Khalifa Haftar.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser la position luxembourgeoise vis-à-vis du Gouvernement d'union nationale libyenne (GNA) ? Est-ce toujours le Gouvernement reconnu par le Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position luxembourgeoise vis-à-vis du maréchal Haftar ?

3) Monsieur le Ministre peut-il enfin me dire si le Luxembourg envisage de thématiser la question libyenne au niveau européen afin d'arriver à une position commune de l'Union ? Qu'en est-il, dans ce contexte, d'une réponse européenne face à la crise humanitaire du peuple libyen ?

Réponse (02.05.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Le Luxembourg reconnaît le Gouvernement d'entente nationale, qui est le seul reconnu par la communauté internationale dans le cadre du processus politique en Libye.

ad 2) Le Luxembourg joint sa voix à celles des Nations Unies et de l'Union européenne, qui appellent à un cessez-le-feu immédiat et à une reprise sans délai du dialogue politique, en vue de relancer un processus politique crédible en Libye. Le Luxembourg soutient pleinement les efforts déployés en ce sens par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Ghassan Salamé. Il n'y a pas de solution militaire en Libye.

ad 3) Face à cette situation en Libye, aux portes de l'Europe, et dont les populations civiles sont les premières victimes, une réponse européenne coordonnée est nécessaire. L'Union européenne a appelé à une trêve humanitaire et au respect du droit international humanitaire. La situation en Libye figurera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne, qui se tiendra le 13 mai 2019 à Bruxelles.



Question 0654 (23.04.2019) de Mme Martine Hansen et M. Emile Eicher (CSV) concernant le Plan d'aménagement général (PAG) :

Das Stichdatum für die Erstellung des neuen PAGs für Gemeinden wurde bis zum 1. November 2019 verlängert. Laut unseren Informationen ist es auch bis zu diesem Stichtag für viele Gemeinden kaum möglich, die Prozedur abzuschließen. Frau Ministerin für Inneres Tina Boffending hat zudem angekündigt, die Frist keinesfalls ein weiteres Mal verlängern zu wollen. Weiterhin kündigte sie Strafen für die Nichteinhaltung der Frist an. Einer der Gründe, die hierfür oftmals angeführt werden, sind die vielen und langwierigen strategischen Umweltprüfungen (SUP). Ebenfalls spielen die FFH-Verträglichkeitsuntersuchungen (FFH: Fauna-Flora-Habitat-Richtlinie) eine Rolle. Unseren Informationen zufolge können die einzelnen Studien nicht parallel durchgeführt werden, was zu zusätzlichen Verzögerungen führt.

Wir möchten in diesem Kontext folgende Fragen an Frau Ministerin für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung stellen:

1. Kann die Frau Ministerin bestätigen, dass ein Großteil der Verzögerungen auf die Umweltprüfungen zurückzuführen ist?

2. Stimmt es, dass die Untersuchungen zum Teil nicht parallel, sondern nur nacheinander durchgeführt werden können?

3. Sind Vereinfachungen für die SUPs vorgesehen? Können die SUPs und zusätzliche Untersuchungen parallel durchgeführt werden, um den Prozess zu beschleunigen?

Réponse (29.05.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1. Das Gesetz vom 19. Juli 2004 verpflichtete die Gemeinden innerhalb von sechs Jahren, also bis 2011, eine Reform des „Plan d'aménagement général“ (PAG) für ihr jeweiliges Gemeindegebiet zu erstellen. Dieses Stichtagdatum wurde mehrfach gesetzlich verschoben und ist nunmehr auf den 1. November 2019 festgesetzt, 15 Jahre nach Formulierung des gesetzlichen Reformauftrags.

Gemäß der europäischen Richtlinie 2001/42/EG unterliegt jeder PAG einer strategischen Umweltprüfung (SUP). Die Richtlinie wurde durch das Gesetz vom 22. Mai 2008 in die luxemburgische Gesetzgebung umgesetzt. Die SUP ist die einzige Umweltprüfung, der ein PAG unterliegt.

Die Frage nach der tatsächlichen Ursache für die Verzögerung bei der PAG-Erstellung richtet

sich eigentlich an die dafür zuständigen Bürgermeister- und Schöffenräte, nicht an die Umweltministerin, welche die Prozedur lediglich mit Stellungnahmen begleitet. Die diesbezüglich vorgeschriebenen gesetzlichen Fristen wurden und werden weitestgehend eingehalten.

Es sieht vielmehr danach aus, dass viele Gemeinden die Dauer der PAG-Erarbeitung unterschätzt und zu spät mit den Arbeiten begonnen haben.

ad 2. Das SUP-Gesetz vom 22. Mai 2008 schreibt vor, dass die Umweltprüfung parallel zur PAG-Erstellung erfolgt (« L'évaluation environnementale visée à l'article 2 est effectuée par l'autorité responsable du plan ou programme pendant l'élaboration du plan ou du programme et avant qu'il ne soit adopté ou soumis à la procédure législative ou réglementaire. » art. 4 alinéa 1) und dass die notwendigen Analysen und Untersuchungen in die bestehenden Prozedurabläufe eingebunden werden sollen (« Les exigences résultant de la présente loi sont intégrées ou insérées dans des procédures régissant l'adoption de plans et de programmes à moins que lesdites procédures ne contiennent des exigences au moins équivalentes. » art. 4 alinéa 2).

Die fachlichen Untersuchungen zu den verschiedenen Umweltaspekten (Lärm, Verkehr, Biotopschutz, Artenschutz, Wasserwirtschaft, Flächenverbrauch usw.) können und sollen möglichst parallel und zeitsparend erfolgen.

ad 3. Die Komplexität und der Detaillierungsgrad des Plans bestimmen den Inhalt und den Detaillierungsgrad der strategischen Umweltprüfung. Dies ist das Prinzip der EU-Richtlinie.

Einfache Pläne benötigen keine komplizierten Umweltprüfungen. Zweck der SUP ist es, möglichst früh Umweltprobleme zu erkennen, die betroffenen Bürger zu informieren und die Lösungsvorschläge (in diesem Fall des Schöffenrates) darzulegen und zu beurteilen.

Das Umweltministerium unterstützt seit Jahren mittels Stellungnahmen und informellen Besprechungen nicht nur die Gemeinden und die Fachbüros welche die PAG erstellen, sondern auch die Experten welche von den Gemeindebehörden mit der Erstellung des Umweltberichtes beauftragt sind. Auf diesem Wege wird sichergestellt, dass, angepasst an die gemeinde-spezifische Situation, ein möglichst optimaler Ablauf der SUP-Prozedur erfolgen kann.



Question 0656 (24.04.2019) de M. Marco Schank (CSV) concernant le Plan d'aménagement général (PAG) :

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que les communes qui n'auront pas soumis le projet d'aménagement général « nouvelle génération » au vote provisoire du conseil communal au 1^{er} novembre 2019 se verront pénalisées.

Dans une interview donnée au « Luxemburger Wort » le 12 avril 2019, le président du Syvicol a réagi aux dires de Madame la Ministre qui aurait annoncé des sanctions financières vis-à-vis des communes disposant encore d'un PAG « mouture 1937 » et qui ne se conformeraient pas aux exigences de la loi actuellement en vigueur en initiant la procédure d'adoption d'un PAG « nouvelle génération » après le 1^{er} novembre 2019.

Le président du Syvicol a répondu que : « Egalement existiert für einen solchen Schritt keine juristische Grundlage, denn im Gemeindegesetz sind finanzielle Strafen nicht vorgesehen. Das habe ich der Innenministerin auch bereits mitgeteilt. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre prévoit-elle de prendre des sanctions financières à l'égard des communes qui n'auront pas soumis le projet d'aménagement général « nouvelle génération » au vote provisoire du conseil communal au 1^{er} novembre 2019 ?

- Madame la Ministre peut-elle préciser la base légale prévoyant ces sanctions financières ?

Réponse (08.05.2019) de Mme Tina Boffending, Ministre de l'Intérieur :

Afin de répondre aux questions posées par l'honorable Député, ce dernier peut utilement se référer à la réponse de la Ministre de l'Intérieur du 2 mai 2019 à la question parlementaire n° 0588 posée par l'honorable Député Dan Biancalana.

Question 0657 (25.04.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **chenille processionnaire** :

Au courant du printemps de l'année 2018, de nombreuses communes luxembourgeoises ont été confrontées à l'apparition de la chenille processionnaire du chêne dans leurs forêts et parcs. Comme l'exposition aux poils urticants de cet insecte représente un risque de santé pour l'homme et pour les animaux de compagnie (démangeaisons, allergies, rougeurs, asthme), des mesures urgentes avaient dû être prises : fermeture de parcs, élimination des nids, etc.

À cet égard, je me permets de demander à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quelles mesures ont été prises durant les douze derniers mois pour éviter la prolifération de cet insecte ? Qu'en est-il du plan d'action annoncé par le Gouvernement en juillet 2018 ?

2) Par quels moyens, le Gouvernement entend-il assister les communes concernées dans leur lutte contre cette chenille ?

3) Est-ce que des mesures de prévention et de sensibilisation ont été prises pour prévenir les populations les plus vulnérables comme les enfants ?

4) Est-ce que des formations spécifiques pour lutter contre l'expansion de la chenille processionnaire du chêne ont été organisées pour les agents étatiques ? Si oui, combien d'agents ont profité de ces formations ? Est-ce que des formations pour le personnel des communes sont prévues ?

5) Dans quels cas l'utilisation de pesticides peut-elle être envisagée et dans quels cas l'enlèvement mécanique est-il préférable ?

6) Est-ce que l'Administration de l'environnement a procédé à une observation précise du phénomène qui puisse nous permettre de faire des projections quant à l'ampleur du problème à prévoir pour la saison 2019 ?

Réponse commune (17.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) La processionnaire du chêne a fait son apparition au Luxembourg il y a quelques années. L'insecte s'est propagé lentement des régions d'Europe plus méridionales vers les régions situées plus au nord. Cette migration est un phénomène naturel lié à la hausse des températures moyennes observée depuis quelques décennies. Il n'existe pas de moyens techniques valables pour contrarier cette migration.

Le plan d'action national est en phase d'élaboration, ceci en collaboration entre différentes administrations et sous la régie du Ministère de la Santé.

ad 2) Comme les poils urticants de la processionnaire peuvent causer de sévères irritations il y a surtout lieu d'éviter les secteurs infectés et de mettre en place un système d'information efficace. Le combat systématique contre l'installation de cet insecte n'est pas indiqué, alors que les moyens sûrs et simples d'application font défaut. Les mesures de lutte à appliquer par les communes se limitent aux endroits où il y a risque de contact avec des personnes, notamment le long des trottoirs et des chemins ainsi que dans les parcs. Il s'agira de marquer clairement les secteurs dangereux et de mettre en place des barrières si nécessaire. La lutte mécanique ou chimique ne doit être effectuée qu'en situation de risque avéré et uniquement par des personnes formées pour ce type d'intervention. Les administrations de l'État concernées conseillent les communes en ce qui concerne les mesures et les moyens à appliquer.

ad 3) Des recommandations à différentes catégories de personnes concernées sont communiquées régulièrement lors de l'apparition de la forme urticante de l'insecte.

ad 4) Le plan national en élaboration prévoit des formations pour le personnel de toute administration ou service susceptible d'agir activement contre la processionnaire du chêne.

Actuellement la direction de l'Administration de la nature et des forêts a déjà informé ses agents de terrain sur le danger des processionnaires du chêne et les impacts sur la santé humaine. En outre la direction a communiqué à

ses agents des recommandations concrètes en cas de présence des processionnaires du chêne dans les triages. Nous ne disposons pas d'informations concernant les démarches déjà entreprises par les autres administrations étatiques.

ad 5) Toute manipulation des nids de chenilles processionnaires risque de créer une dispersion incontrôlée des poils urticants et d'accroître ainsi le danger pour l'homme. C'est pourquoi les enlèvements ou destructions des nids doivent être exécutés par des professionnels.

La meilleure méthode est décidée par les experts au cas par cas en tenant compte de la situation particulière et de l'exposition des personnes.

De façon générale la méthode la plus efficace consiste à brûler et aspirer les chenilles et leurs nids, de préférence tôt dans la saison quand les poils urticants ne sont pas encore développés.

ad 6) L'Administration de la nature et des forêts a observé la présence de la chenille processionnaire du chêne en forêt à l'aide de pièges à phéromone et documenté l'apparition de nids. Il en résulte que les chenilles sont le plus présentes dans le centre du pays et dans les régions du Sud et de la Moselle. Les présences documentées dans la partie nord du pays concernaient les communes de Diekirch, Rambrouch et Reisdorf.

Sachant que la population des chenilles suit des gradations naturelles, notamment en fonction des conditions météorologiques, il est très difficile, voire impossible, de prévoir l'évolution de la population des chenilles processionnaires une saison à l'avance. Néanmoins avec le printemps chaud et sec que nous venons de vivre, il faut s'attendre à une présence marquée des chenilles processionnaires pour 2019 et rien n'indique que l'ampleur du phénomène diminuera dans les années à venir.

Question 0658 (29.04.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**agrément pour les sociétés FinTech** :

Les sociétés FinTech sont soumises à une panoplie de règles nationales et internationales. Or, il semblerait que ces règles ne soient pas toujours respectées par les sociétés FinTech, de sorte que certaines d'entre elles obtiennent ou risquent d'obtenir un agrément, alors même qu'elles ne remplissent pas les exigences réglementaires financières et bancaires. D'après mes informations, au moins une société d'envergure ayant récemment introduit une demande en vue d'obtenir un agrément, serait pointée du doigt dans son pays d'origine pour non-conformité aux réglementations existantes ainsi que pour non-transparence.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelles sont les procédures que le ministère respectivement la CSSF entendent mettre en place pour assurer la conformité intégrale des activités dans ce secteur par rapport aux réglementations nationales et internationales ?

- De façon générale, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour augmenter la lisibilité et la transparence du cadre légal applicable à toutes les sociétés FinTech ?

- Quelles sont les démarches concrètes prises par le Gouvernement pour codifier davantage le droit bancaire et financier applicable aux FinTech d'envergure internationale ?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour garantir la bonne réputation de la place financière par rapport aux risques engendrés le cas échéant par des sociétés FinTech ?

Réponse (27.05.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Les sociétés FinTech qui exercent une activité financière soumise à agrément et surveillance au titre du droit UE et/ou du droit national relèvent de la surveillance de la CSSF. Tel est notamment le cas des établissements de paiement. Le Ministère des Finances n'est pas en charge de la surveillance du secteur financier, ni du secteur de l'assurance ou des marchés financiers.

Le programme gouvernemental a identifié la digitalisation du secteur financier comme l'un des domaines d'action prioritaires pour les années à venir. Aux fins de préserver la compétitivité et la réputation de la place financière, une réflexion sur une modernisation/adaptation du cadre légal applicable aux activités du secteur financier aux nouvelles technologies - dans le respect du droit de l'UE - fait partie intégrante du plan d'action du Haut comité de la place financière (HCPF).

Question 0659 (26.04.2019) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **ressources d'eau souterraine** :

Selon un rapport récent du « Deutscher Wetterdienst », dans de nombreuses régions allemandes, la mesure de l'humidité du sol au départ de la période de précipitation a relevé un état de sécheresse bien supérieur à la moyenne statistique. En effet, les valeurs d'humidité du sol enregistrées en avril 2018 - une année marquée par une sécheresse étendue - étaient nettement supérieures aux valeurs actuelles. Le service météorologique allemand note que si le temps demeure sec dans les mois à venir, l'Allemagne fera face à une sécheresse similaire - voire pire - que celle de l'année passée, ce qui aurait des retombées négatives sur l'agriculture, la flore et la faune.

À l'instar de l'Allemagne, le Luxembourg a également été frappé par une sécheresse prolongée en 2018, cette dernière ayant été marquée par un déficit pluviométrique significatif dès les printemps.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la situation actuelle des ressources d'eau souterraine au Luxembourg ? Est-ce que les débits des sources ont pu se rétablir de façon suffisante durant la période hivernale 2018-2019 ?

2) Est-ce que des préparatifs ont été réalisés par le Gouvernement en vue d'une éventuelle sécheresse en 2019 respectivement d'une baisse significative des débits de nos ressources d'eau souterraine ? Est-ce que d'autres mesures à long terme sont prévues dans ce contexte ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (28.05.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) L'état quantitatif des eaux souterraines fin mars 2019 reste environ 25 % inférieur par rapport à la situation moyenne pluriannuelle de quarante ans. Par rapport aux années précédentes, la situation s'est stabilisée au cours de l'hiver passé sans pour autant que les réserves aient augmenté. Ceci est dû à des déficits significatifs dans la recharge des eaux souterraines notamment pendant l'hiver de 2017-2018. S'y ajoute que la recharge sur la période hivernale 2018-2019 a été légèrement inférieure à la normale pluriannuelle. En considérant les temps de séjour dans le sous-sol, les précipitations infiltrant dans le sous-sol n'ont des effets sur le niveau des sources eaux souterraines que dans un voire deux ans. Le détail de l'évolution des eaux souterraines est publié de façon trimestrielle sur le site www.waasser.lu.

ad 2) L'Administration de la gestion de l'eau suit de près l'évolution des débits des sources, des niveaux de l'eau souterraine et des consommations en eau potable. Un bulletin trimestriel résumant la situation quantitative des eaux souterraines est publié sur le site www.waasser.lu (https://eau.public.lu/eaux_souterraines/Situation-quantitative-des-eaux-souterraines/index.html). Lorsque les consommations dépassent un seuil critique, une phase de sensibilisation est lancée encourageant les citoyens à limiter leur consommation en eau potable sur base volontaire. En mai 2017, une phase de vigilance a été proclamée au niveau national (<https://eau.public.lu/actualites/2017/05-Mai/Phase-vigilance/index.html>). En cas de pénurie au niveau local, le fournisseur d'eau potable a la possibilité d'interdire certaines utilisations d'eau potable par règlement communal (phase orange/rouge). Cette phase orange ou rouge comprend en général les mêmes mesures que la phase de vigilance, mais leur respect est obligatoire et le non-respect des mesures sanctionnable.

La stratégie pour garantir la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable du Luxembourg à moyen et long terme se base sur trois piliers :

1. La protection de toutes les ressources existantes et potentiellement exploitables à l'avenir par la mise en œuvre des zones de protection autour des captages d'eau souterraine et du lac de la Haute-Sûre. Actuellement, 80 % des captages d'eau souterraine sont respectivement délimités respectivement en cours d'être délimités par règlement grand-ducal.

En application de l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les 20 % restants le seront dans les années à venir. L'élaboration de programmes de mesures prévus par la loi précitée, ainsi que la mise en place des coopérations agricoles sont actuellement en cours.

2. La mise en place d'une stratégie pour économiser l'eau potable. Nombre de mesures visant à économiser de l'eau potable ont été identifiées moyennant une étude finalisée en 2018. À l'heure actuelle, les conditions générales de la mise en œuvre de ces mesures sont en cours d'élaboration au niveau de l'Administration de la gestion de l'eau.

3. L'exploitation de nouvelles ressources d'eau potable. La faisabilité d'une combinaison de ressources souterraines supplémentaires et d'un traitement des eaux de la Moselle est en cours d'étude. En effet, dépendant du taux d'économie en eau potable réalisable, de la croissance démographique, du nombre et du type de grands consommateurs qui s'implanteront à l'avenir au Luxembourg, de nouvelles ressources devront être opérationnelles à l'horizon de 2035, notamment pour couvrir les consommations de pointe. Étant donné que la réalisation d'une nouvelle grande station de traitement avec ses conduites de distribution nécessite environ 15 ans à compter des études jusqu'à la mise en service, les études de faisabilité sont en cours.

Question 0661 (26.04.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **nouveaux hélicoptères pour la Police grand-ducale** :

Am Budget 2019 huet d'Regierung uginn, datt zwee nei Helikoptere vum Verdedegungsministère ugeschaft an der Police zur Verfügung gestallt wäerte ginn.

« L'année 2019 sera également marquée par la livraison de deux hélicoptères Airbus A145M, financés par le Ministère de la Défense sur base de l'effort de défense OTAN. Les frais d'exploitation des deux engins seront à charge du budget de la Police grand-ducale. »

Eisen Informatiounen als plangt de Ministère, dës Helikopteren als zivill Fluchgeräter unzemellen, soudatt se net ënnert de Statut vun engem militäresche Fluchgerät fale wäerten. Weider soen eis Informatiounen, datt dëst Virgoen zu Ennerscheeder bei den operationelle Capacitéite féiere kéint.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Gouf eng Impaktstudie gemaach, an där déi zwou Optiounen, déi et fir d'Umelle vun den zwee Helikoptere ginn (militäresch an zivill), matenee verglach ginn? Wéi eng Ennerscheeder a Konsequenzen ergi sech, wann e Policehelikopter zivill ugemellt gëtt, am Verglach zu enger Umeldung ënnert dem Statut vun engem militäresche Fluchgerät?

2. Wéi erkläert d'Regierung den NATO-Partner, datt Militärausgabe fir zivill Sécherheitsmissionne benotzt ginn?

Wier et an darselwechter Logik dann net och eng Méiglecheit, d'Sue vun engem A400M oder dem LuxGovSat fir zivill Zwecker am Bereich vun der Friddensfuerschung oder der Entwécklungshëllef anzusetzen?

Wann neen, wat ass den Ennerscheid tëscht der Reaffektatioun vun den Helikopteren an z. B. LuxGovSat?

3. Wier de Policehelikopter an der Maintenance an Operatioun méi bëlleg, wann e fir eng militäresche Notzung ugemellt wier? Wa jo, op wéi vill chiffréiert sech den Ennerscheid? Wann neen, wéi vill méi bëlleg ass d'zivill Notzung pro Joer am Budget?

4. Ass garantéiert, datt déi gëllend Gesetzer d'Police net an der Notzung vun hirem neie Gerät aschränke wäerten? Falls neen, wéi eng Gesetzer missten nach ugepasst ginn?

Réponse (07.06.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense* :

ad 1. Déi 2 Helikopteren H145M gi no den Dispositionne vum modifizéierte groussherzogliche Reglement vom 27. Juli 1961 (Règlement grand-ducal du 27 juillet 1961 concernant les transports aériens, l'immatriculation et l'identité des aéronefs) ugemellt. Den Artikel 3 gesäit vir, datt: « Sont immatriculés, lorsque la demande en est faite: 1) les aéronefs de l'État (...) ».

De Gestionnaire vum Register vun den Immatriculationen ass d'Direction de l'aviation civile (Art. 3 de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet (...) d'instituer une Direction de l'aviation civile).

D'Helikoptere gi konform mat dem bestehende reglementäresche Kader bedriwwen. Ee speziellesch militäreschen nationale Kader besteet net. D'Normen an d'Regele vun der europäescher Agentur fir Fluchsécherheit (EASA) sinn applikabel.



ad 2. De Regierungrot vum 19. Januar 2018 huet gréng Luucht gi fir de Lancement vun der Acquisitionsprozedur fir zwoo „multi-role“-Helikopter Airbus H145M fir de Besoin vun der Defense an der Police. D'Ministere vun der bannenzeger Sécherheet a vun der Verdeedegung sinn an deem Kontext ugefuert ginn, Synergien ze envisagéieren, fir déi zukünfteg aeronautesch Capaciteiten, déi dem Lëtzebuerger Stat iwwert d'Verdeedegung zur Verfügung stinn, ze regruppéieren. D'Politik vun der duebeler Benotzung (dual-use), déi geneesou vun eisen NATO-Partner akzeptéiert an applizéiert gëtt, erlaabt et, datt gewësse Capaciteiten, déi iwwert den Effort de défense beschafft ginn, och fir aner Akteuren an Departementer disponibel sinn. Dës Capaciteit wärten eng duebel Utilitéit, souwuel national wéi am Kader vu Missiounen am Ausland, hunn. An där Hisiicht plädéiert d'Imputabilitéit op den Effort de défense vun Investitiounen, déi des Weideren onerlässlech sinn, fir gewëssen Déngschter am Intéressi vun der Natioun kënnen ze erfüllen, och fir esou Synergien.

ad 3. D'Bedreiwung vun den Helikopter ass geplangt un d'Industrie sous-traitéiert ze ginn (wéi dat och schonn de Fall beim viregte Polihelikopter war). Duerch eng Ausschreibung iwwert d'NSPA (NATO Support and Procurement Agency) ass sécherstellt, datt de Stat op déi beschtméiglech Offer zréckgräife kann.

ad 4. De reglementäire Kader vu spezifesche Militäer - oder Polizeimissioune gëtt no Bedarf vun der zoustänneger Autoritéit geregelt.

Question 0663 (29.04.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la nouvelle « Fixerstuff » à Esch-sur-Alzette :

L'ouverture de la nouvelle structure dite « Fixerstuff » à Esch-sur-Alzette était prévue pour le mois de juin prochain.

Cette nouvelle construction doit contribuer à la décentralisation de la structure actuelle située route de Thionville à Luxembourg et contribuer à la réduction des risques en faveur de consommateurs de drogues dures particulièrement fragilisés.

Or, il vient d'être confirmé que l'ouverture de la salle de consommation sera retardée.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé quelles en sont les raisons.

- Endéans quels délais cette structure plus que nécessaire pourra-t-elle ouvrir ses portes ?

Réponse (08.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

La convention de construction conclue entre le Ministère de la Santé et l'administration communale d'Esch-sur-Alzette en date du 15 juillet 2015 prévoyait que le fonctionnement du Centre « Contact Esch » puisse débiter au plus tard en juillet 2018.

Or, au mois d'avril 2018, la Ville d'Esch-sur-Alzette, dans sa qualité de maître d'ouvrage, avait informé le Ministère de la Santé, qu'au vu de l'état d'avancement des travaux et de l'envergure des travaux restant à réaliser, ce délai ne pourrait pas être respecté et devrait être reporté au mois de décembre 2018.

Par la suite, la Ville d'Esch-sur-Alzette avait informé le Ministère de la Santé par écrit que les travaux de construction et d'aménagement des infrastructures visées ne pourraient en fin de compte être achevés que vers la moitié de l'année 2019. Ceci en raison d'une procédure judiciaire engagée à l'encontre de la Ville d'Esch-sur-Alzette par un participant à la soumission dans le cadre de la procédure des marchés publics.

Partant, l'inauguration officielle du « Contact Esch » a ainsi pu être programmée pour le mois de juillet de l'année en cours. Suite à une série d'échanges informatifs avec les habitants du quartier et l'investissement des lieux par l'équipe encadrante, le Café-Contact, offre de jour bas-seuil, et les offres sociales y associées, devront également être opérationnelles dès juillet 2019. La salle de consommation supervisée de drogues viendra compléter l'offre globale du Centre « Contact Esch » lorsque l'équipe d'encadrement sera au complet et pleinement préparée pour ses missions futures, et au plus tard en septembre 2019.

Question 0664 (29.04.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant l'adaptation du Code de la route à la mobilité électrique :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0577 huet de Minister geäntwert, datt de

Police-Tesla, deen den 22. März 2019 op der Autobunn A1 leie bliwwen war, e Problem hat, deen ee bei engem Gefier mat Verbrennungsmotor als „panne sèche“ bezeichne géif. De Code de la route gesäit fir esou Fäll am Artikel 156 Folgendes vir: « Hormis le cas de force majeure, l'immobilisation d'un véhicule est interdite sur les chaussées, les bretelles ou chaussées d'accès et de sortie, les bandes et les places d'arrêt d'urgence ainsi que les accotements d'une autoroute. » An darselwechter Äntwert huet de Minister erkläert, datt sech den Auto an domadder de Chauffeur net op enger Missioun an domadder net am „service urgent“ befonnt hätt, soudatt d'Ausnameregung vum besoten Artikel an dësem Fall net applizéiert ka ginn.

Weider heescht et an deem Artikel explizitt: « Les conducteurs de véhicules doivent disposer à tout moment d'une réserve en carburant suffisante qui leur permette de rallier en toute circonstance une aire de service. »

Well Elektroautoen awer kee Kraaftstoff tanke mussen, stellt sech d'Fro, ob de Code de la route net misst ugepasst ginn, fir d'Besëtzer vun Elektroautoen, déi hir Batterie net genuch gelueden hunn an dowéinst de Stroosseverkéier behënneren, geneesou ze taxéiere wéi Persounen, déi e Gefier mat Verbrennungsmotor fuereen an net genuch getankt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Gouf am Fall vum 22. März 2019 en Avertissement taxé (A156-14 oder A156-18) dreséiert wéinst dem Police-Tesla, dee wéinst enger eideler Batterie op der A1 zum Stoe kouw?

Falls jo, wien huet dësen Avertissement misse bezuelen (de Chauffeur oder en aneren)? Goufe per Décision ministérielle Punkte vun engem Permis ofgezunn?

Falls neen, hält d'Regierung et fir legitim, datt Persounen, déi en Elektroauto fuereen, net verpflichtet ginn, hir Batterie voll genuch ze lueden, fir déi nächstgeleeën Aire de service ze erreechen, während de Code de la route Automobilisten, déi e Gefier mat Verbrennungsmotor fuereen, obligéiert, genuch ze tanken, fir net matzen op enger Strooss leien ze bleiwen?

Hält d'Regierung et fir néideg, de Code de la route un d'Elektromobilitéit unzepassen, soudatt an Zukunft och d'Besëtzer vun Elektrogenfuerer, déi eng Strooss wéinst enger eideler Batterie blockéieren, en Avertissement taxé wäerten ausgestallt kréien?

2. Wéi de Minister sot, befanne sech déi zwoo Tesla-Autoe vun der Police aktuell an enger Testphas. Wéi eng Lektioene goufen aus dësem Virfall vum 22. März gezunn a wéi goufen d'Prozeduren adaptéiert?

Réponse (17.06.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Wéi ech a menger Äntwert op den zweeten Punkt vun der parlamentarescher Fro N° 0577 erkläert hunn, war den Tesla den 22. März um Wee fir an eng Maintenance vun der Batterie, déi all 20.000 km gemaach gëtt a fir déi d'Batterie muss op e Minimum entluede ginn, fir doropshi kënnen bei niddreger Temperatur während enger längerer Zäit opgelueden ze ginn.

Et ass keen Avertissement taxé ausgestallt ginn.

Nom Artikel 156, Punkt 10, vum Code de la route ass et tatsächlech esou, datt all Fuereer, deen op eng Autobunn fuere wëllt, sech muss sécher sinn, datt et him méiglech ass, zumindest bis bei déi nächst Tankstell ze kommen.

Heibäi gëtt d'Formulatioun „réserve de carburant suffisante“ benotzt, wat sech genau geholl just op fossill Energie bezitt.

Fir der eigentlecher Intentioun vum Artikel 156 nozekommen, géif et sech deemno ubidden, fir de Code de la route an deem Sënn unzepassen, datt ausser de Carburanten och all aner Energiequellen ernimmt sinn.

ad 2. D'Police huet decidéiert, fir esou Fäll an Zukunft ze evitéieren, datt d'Trajeten, déi zréckgeluecht gi mam Zil, fir d'Batterie ze dechargeieren am Kader vun „courses techniques“, an der Géigend vun hiren technesch Servicer gemaach ginn.

Question 0665 (30.04.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo**, **Mme Lydia Mutsch** et **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la halle des soufflantes à Belval :

Dës le début de la candidature de la région Sud comme capitale européenne de la culture, les coordinateurs d'alors voulaient réserver un premier rôle à la halle des soufflantes à Belval.

Cette infrastructure a d'ailleurs été présentée comme « très importante » pour le projet Esch 2022 dans le Bid Book, présentant le concept du projet.

Les autorités compétentes du Ministère de la Culture s'étaient montrées plutôt réservées et avaient invoqué des problèmes de sécurité, de délais et de l'étendue des travaux nécessaires.

Un revirement s'annonçait il y a quelques semaines, alors que le président de l'ASBL Esch 2022, la directrice générale d'Esch 2022 et la Ministre de la Culture s'étaient montrés favorables à l'utilisation de la halle dans le cadre du projet Esch 2022.

Or, entre-temps et le bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette et Madame la Ministre de la Culture ont confirmé qu'Esch 2022 ne pourra utiliser la halle des soufflantes à cause de problèmes de sécurité qui ont été détectés.

- Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre quels sont les éléments du dossier qui ont contribué à faire du « ni oui, ni non » initial un « oui » intermédiaire et un « non » final quant à l'utilisation de la halle des soufflantes pour Esch 2022.

- Quels sont les projets de Madame la Ministre de la Culture pour la halle des soufflantes notamment en ce qui concerne le classement du bâtiment comme monument historique et industriel ?

- Quelles sont les infrastructures alternatives sur le site Belval, respectivement sur d'autres sites de la région Sud?

- Est-ce que la direction d'Esch 2022 pourra présenter une alternative à la halle des soufflantes lors du monitoring de la Commission européenne en date du 5 juin prochain ?

Réponse (07.05.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Les honorables Députés me saisissent d'une question relative aux motifs justifiant l'abandon de la halle des soufflantes comme lieu d'implantation pour le projet Esch 2022.

J'ai, dès le mois de décembre, entamé des discussions avec le Ministère des Travaux publics afin d'étudier, au vu des délais très brefs, la faisabilité de ce projet. Or, l'analyse approfondie du projet a démontré que, au regard en particulier de l'état de la couverture de béton du bâtiment, de la présence d'amiante, de l'état de l'enveloppe thermique et des dégradations par ailleurs constatées, la halle nécessite d'importants travaux. Il s'avère ainsi que les soufflantes ne sauraient être remises en état d'ici 2022 dans des conditions permettant d'assurer que la sécurité des milliers de visiteurs attendus soit garantie.

Cela ne signifie pas pour autant qu'une utilisation ultérieure de la halle des soufflantes serait exclue, bien au contraire. Ainsi que le prévoit l'accord de coalition signé en date du 5 décembre 2018, le Gouvernement a l'intention de valoriser le patrimoine industriel et identifie dans ce cadre notamment la halle des soufflantes comme « bâtiment phare de l'histoire industrielle ». La revalorisation de la halle des soufflantes comme élément du patrimoine industriel continue ainsi à figurer parmi les préoccupations du ministère. La question du classement de la halle ne se pose pas pour l'instant, mais nous sommes en pleine réflexion quant à son affectation future.

Les responsables d'Esch 2022 analysent actuellement avec le Fonds Belval les autres sites à Belval se prêtant à une utilisation dans le cadre d'Esch 2022. Néanmoins, aucune décision n'ayant été prise, je ne saurais pour l'instant me prononcer quant à un site précis, ni confirmer que celui-ci sera trouvé d'ici le 5 juin 2019, date du prochain monitoring de la Commission européenne. Nous mettrons néanmoins tout en œuvre afin qu'une solution adaptée soit trouvée dans les meilleurs délais.

Question 0667 (02.05.2019) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant les dons d'organes :

La loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine a introduit une présomption de solidarité en matière de don d'organes. En effet, selon la loi précitée, les organes et tissus peuvent être prélevés après le décès de toute personne ayant eu son dernier domicile légal à Luxembourg et n'ayant pas, de son vivant, fait connaître, par écrit, son refus à un tel prélèvement.

Au fil des dernières années, le Ministère de la Santé a intensifié ses efforts en vue de sensibiliser la population à l'importance d'exprimer leur volonté de devenir donneur d'organes ou non. À titre d'exemple, citons la distribution gratuite du « Passeport de vie » qui pourra faci-

liter et accélérer sensiblement le travail des équipes médicales et soignantes, surtout en cas de décès inopiné.

En 2015, une application dénommée « Passeport de vie » a également été mise en place par le Ministère de la Santé. Celle-ci permet notamment aux usagers d'enregistrer, en quelques clics, leur choix personnel quant à la décision de devenir donneur d'organes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Combien de fois l'application « Passeport de vie » a déjà été téléchargée ?

2) Est-ce que les personnes pourront faire enregistrer leur volonté respectivement leur refus de devenir donneur d'organes dans le dossier de soins partagé (DSP) dès son déploiement généralisé ?

Réponse (08.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Depuis son lancement en 2015, l'application « Passeport de vie » a été téléchargée 6.270 fois.

Les téléchargements se répartissent comme suit :

iOS (iPhone)	
2015 :	921
2016 :	544
2017 :	3.076
2018 :	479
2019 :	191
(jusqu'au 30 avril 2019)	
Total :	5.211
Android	
2015 :	210
2016 :	303
2017 :	241
2018 :	227
2019 :	79
(jusqu'au 30 avril 2019)	
Total :	1.059

ad 2) Comme déjà mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 0561 du 26 mars 2019, le dossier de soins partagé (DSP) permettra à chaque patient de mentionner s'il désire devenir donneur d'organes ou non.

Question 0669 (06.05.2019) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la randonnée VTT Mill-Man-Trail :

Depuis huit ans, la randonnée VTT Mill-Man-Trail organisée au Mullerthal avec départ et arrivée à Echternach attire plusieurs centaines de vététistes venant de toute l'Europe. Ainsi, cet événement d'envergure ne constitue pas seulement un important rendez-vous sportif, mais possède également une valeur touristique importante, en raison du nombre de nuitées réservées dans ce contexte.

Or, selon un article de presse récent, l'événement risquerait de ne pas pouvoir avoir lieu l'année prochaine, comme le Ministère de l'Environnement aurait des objections contre l'organisation d'une nouvelle édition du Mill-Man-Trail.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, Monsieur le Ministre des Sports et Monsieur le Ministre du Tourisme :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, en quoi consistent les objections du Ministère de l'Environnement ?

3) Est-ce que le Ministère de l'Environnement entend s'opposer à d'autres manifestations sportives en forêt, comme des courses de cyclo-cross et/ou des trails voire ultra-trails (à pied) ?

4) Monsieur le Ministre du Tourisme peut-il se prononcer sur l'importance du cyclotourisme, notamment le tourisme de VTT, pour notre pays ?

5) Monsieur le Ministre du Tourisme peut-il m'indiquer combien de nuitées sont réservées en moyenne lors du Mill-Man-Trail dans et autour du Mullerthal ?

6) Quel est l'avis de Messieurs les Ministres des Sports et du Tourisme concernant une éventuelle interdiction de la manifestation précitée ? Quelles pourraient être les conséquences tant pour le tourisme que pour le sport au Luxembourg d'une action aussi significative ?

Réponse commune (18.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

ad 1) + 2) Les propos tenus par le secrétaire de l'association Mullerthal Cyclings ASBL, relatés dans le quotidien « Journal » et sur lesquels se base l'honorable Députée, n'engagent que son auteur.

Fait est que dans son autorisation du 16 avril 2019 la ministre a demandé aux organisateurs de faire élaborer, en prévision de l'édition 2020 du Mill-Man-Trail, une évaluation sommaire des incidences conformément à l'article 32 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et au règlement d'exécution du 1^{er} mars 2019, alors que le Mill-Man-Trail rassemble 2.000 coureurs cyclistes tout terrain qui passent sur des sentiers de promenade souvent étroits dans un paysage sensible et de haute valeur écologique. L'envergure de la manifestation est devenue telle que la concentration de vététistes risque par endroit d'engendrer des incidences notables sur l'état des zones de conservation spéciale « Vallée de l'Ernze noire/Beaufort/Berdorf » et « Herborn-Bois de Herborn/Echternach-Haard », ainsi que sur la faune et la flore protégées.

Une évaluation devra identifier les conséquences possibles de cette randonnée VTT sur les zones Natura 2000 précitées et établir si la manifestation risque d'affecter ces zones de manière significative. Si un tel risque ne peut être écarté par endroits, l'organisateur devra proposer les mesures pour y remédier, comme par exemple des adaptations du tracé ou encore une limitation du nombre de vététistes sur les tronçons les plus sensibles.

ad 3) Comme dans le passé, à chaque fois que le parcours d'une manifestation sportive touche ou traverse un site sensible, les dispositions de l'article 15 de la loi du 18 juillet 2018 précitée s'appliquent. Il échet dès lors de contrôler si la manifestation, par son parcours et son envergure, respecte la faune et la flore sauvage avant de pouvoir être autorisée. Chaque année, plusieurs centaines de manifestations sportives et culturelles sont ainsi autorisées, les refus sont par contre très rares.

Beaucoup d'informations cartographiques sont disponibles sur le site informatique geoportail.lu, ce qui permet aux organisateurs d'un événement sportif de planifier leur parcours en connaissance des principaux sites sensibles. En cas de questions, les organisateurs peuvent s'adresser directement aux agents de l'Administration de la nature et des forêts, voire du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

ad 4) La promotion du tourisme actif (randonnée pédestre, vélo, VTT) est une priorité clairement affichée par le Gouvernement. Pour ce qui est du vélo, nous savons que nous pouvons nous appuyer sur un réseau de pistes cyclables de qualité et en permanente extension grâce aux travaux du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et des communes.

Pour ce qui est de la pratique du VTT au Luxembourg, la DG Tourisme a mis en place au fil des années, et grâce au concours des acteurs locaux, près de 40 parcours totalisant quelque 800 km, spécialement fléchés et maintenus par les équipes d'entretien de la DG Tourisme.

Eu égard à l'impact éventuel sur la nature que pourrait avoir une pratique massive du VTT, il n'y a pas de meilleur moyen pour protéger celle-ci que d'encadrer étroitement les usagers en les guidant sur des pistes spécialement aménagées à cet effet. Tous ces parcours balisés ont été choisis avec l'approbation du Ministère de l'Environnement en vue de minimiser l'impact sur la flore et la faune.

Pour ce qui est de la région du Mullerthal en particulier, une récente étude TNS-ILReS révèle que près d'un visiteur sur trois choisit la région pour l'attrait des activités en plein-air (randonnée, vélo, VTT) ; il s'agit du score le plus élevé, toutes régions confondues.

ad 5) La manifestation Mill-Man-Trail est organisée depuis 2013, issue d'un projet LEADER de 2011 visant à promouvoir la région comme attrayante pour cyclotouristes.

Avec le succès grandissant, le nombre de participants a été volontairement limité cette année à 2.000 inscrits, répartis sur trois parcours. Cette mesure vise tant à limiter l'impact sur la nature, qu'à assurer la sécurité et la logistique.

Sur base de ces chiffres, sachant que près des deux tiers viennent de l'étranger, d'une distance supérieure à 200 km, et nécessitant au moins une, voire deux nuitées, l'impact sur le secteur de l'hébergement peut être chiffré à 3.300 nuitées, soit une dépense totale directe (nuitées) de minimum de 330.000 €, à laquelle viennent s'ajouter des frais indirects d'une valeur quasi équivalente.

À noter également que la date retenue pour la manifestation est telle, qu'elle permet de remplir tous les hébergements à un moment où ceux-ci ne seraient pas pleinement remplis. L'apport économique de la manifestation est dès lors indéniable pour le secteur.

ad 6) Aucune édition du Mill-Man-Trail n'a encore été interdite ces dernières années et cela devrait rester ainsi. Le Gouvernement se prononce en faveur d'une limitation à un quota acceptable de participants, voire une adaptation du tracé, afin de ramener la manifestation dont il est question à une taille raisonnable et compatible avec la nature, mais qui permet néanmoins au grand public de profiter d'un tel événement sportif unique.

Une campagne d'information ciblée à l'attention des organisateurs de telles manifestations, organisée conjointement entre la Direction générale du tourisme, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère des Sports, permettrait de mieux répondre aux attentes des uns et aux impératifs des autres en la matière.

Question 0674 (07.05.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **reconnaissance des Pacs étrangers** :

Par la question parlementaire n° 2278 du 11 septembre 2012, le Député Xavier Bettel attirait l'attention de votre prédécesseur, Monsieur François Biltgen, sur le « parcours du combattant des concitoyens étrangers provenant notamment de la France, de l'Allemagne et de la Belgique souhaitant faire reconnaître leur Pacs (pacte civil de solidarité) au Luxembourg ».

L'honorable Député faisait notamment état de « toute une panoplie de documents » devant être présentés par les intéressé(e)s auprès du Parquet général à Luxembourg à des fins d'inscription au répertoire civil.

Dans beaucoup de cas, les exigences bureaucratiques des autorités luxembourgeoises sont en effet telles qu'elles rendent matériellement impossible l'inscription du Pacs étranger.

Tel est en particulier le cas des Pacs conclus en France. En effet, tandis que les autorités luxembourgeoises, qui considèrent le Pacs comme un acte sous seing privé soumis au régime de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961, exigent que les Pacs conclus à l'étranger soient authentifiés au moyen d'une apostille, les autorités françaises considèrent le Pacs comme un acte d'état civil pour lequel le Luxembourg, en vertu de la Convention CIEC n° 17 d'Athènes, n'aurait pas à exiger cette formalité.

Dans sa réponse en date du 27 septembre 2012, Monsieur François Biltgen, plutôt que de réduire le nombre de démarches exigées de la part des administré(e)s en renonçant à l'exigence de l'apostille, renvoyait le dossier au Ministère des Affaires étrangères. Celui-ci intervint auprès des autorités françaises qui, pendant quelques années, remirent exceptionnellement des apostilles aux pacésé(e)s souhaitant s'installer au Luxembourg.

Le caractère improvisé et peu durable de cette solution, nullement remplacée par un dispositif plus pérenne par les deux gouvernements successifs, se révèle à nouveau aujourd'hui. En effet, à la suite de mesures de réorganisation internes, les autorités françaises ont renoué depuis fin 2017 avec leur pratique de refuser l'apostille aux administré(e)s souhaitant enregistrer leur partenariat au Luxembourg. En Belgique, qui considère également le Pacs comme un acte d'état civil, la délivrance d'une apostille est également très compliquée, et beaucoup d'administré(e)s finissent par y renoncer.

L'impossibilité d'enregistrer leur Pacs au Luxembourg entraîne de nombreux désavantages pour les personnes concernées, surtout lorsqu'un des deux partenaires dépend financièrement de l'autre. Ainsi, le CEDIES refuse le versement de bourses étudiantes aux partenaires dont le Pacs, bien que valablement constitué à l'étranger, n'est pas enregistré auprès du Parquet général à Luxembourg.

Au regard de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du nombre de Pacs enregistrés au Luxembourg au cours des cinq dernières années de ressortissants de nos pays voisins ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le fait d'exiger une apostille pour un Pacs conclu à l'étranger, tout en sachant que la délivrance de ce document est souvent extrêmement difficile à obtenir, voire impossible, est une pratique conforme au droit de l'Union européenne ? En particulier, ne constitue-t-elle pas une entrave illicite à la liberté de circulation des personnes dans l'Union ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette pratique, qui tend à négliger la réalité sociale de la situation des personnes concernées, est conforme à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), qui garantit le droit au respect de la vie privée et familiale ? Dans ce contexte, je tiens à rappeler à Monsieur le Ministre que le fait de négliger la réalité sociale des personnes concernées au profit de considérations formalistes relevant du droit interne a déjà valu au Luxembourg une condamnation pour violation de l'article 8 CEDH (Cour EDH, 28 septembre 2007, Wagner et J.M.W.L. c. Luxembourg, § 132).

- Monsieur le Ministre prévoit-il des mesures permettant d'alléger les formalités exigées de la part des administré(e)s souhaitant enregistrer leur Pacs signé à l'étranger au Luxembourg ? Si oui, lesquelles ? Le plus simple ne serait-il pas que les autorités luxembourgeoises finissent par considérer le Pacs comme un acte d'état civil, comme le font ses États voisins ?

Réponse (07.06.2019) de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice* :

Les faits relatés par l'honorable Député ne sont plus d'actualité.

Une solution a été trouvée au niveau européen, et ce avec le règlement (UE) 2016/1191 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne (JO L 200/1 du 26.7.2016) négocié sous la Présidence luxembourgeoise du Conseil au 2^e semestre 2015. Depuis son entrée en vigueur le 16 février 2019, l'apostille n'est plus exigée pour une attestation d'inscription de déclaration de partenariat conclu dans un État membre de l'Union européenne.

Pour le nombre de partenariats étrangers enregistrés au Luxembourg, il est renvoyé aux statistiques du répertoire civil. Sur les 548 partenariats enregistrés en 2018, 522 étaient des partenariats français et belges.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0675 (07.05.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **TVA sur les couches en tissu** :

Dans la catégorie des produits de consommation soumis au taux de TVA super-réduit, on retrouve les vêtements et chaussures pour enfants âgés de moins de 14 ans. Les couches en tissu sont taxées à un taux normal de 17 %. Or, les couches en tissu sont aussi un article qui est utilisé comme vêtement pour enfant de moins de 14 ans. Elles sont vendues en tailles différentes, remplacent les sous-vêtements et sont lavées selon les instructions figurant sur leur étiquette.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les couches en tissu devraient être considérées comme article de vêtement pour enfant de moins de 14 ans ?

2) Dans l'affirmative, le taux de TVA super-réduit ne devrait-il pas être appliqué aux couches en tissu ?

Réponse (07.06.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Conformément au cadre législatif communautaire, et notamment l'article 114 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, les vêtements pour enfants âgés de moins de 14 ans sont assujettis au Luxembourg au taux de TVA super-réduit de 3 %.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne que les dispositions sur l'application d'un taux réduit de TVA sont à

interpréter de manière stricte, car elles revêtent le caractère d'une dérogation par rapport au principe général, qui est celui de l'application du taux normal de 17 %.

Pour délimiter avec précision les catégories de biens auxquels un taux réduit, voire super-réduit, est susceptible d'être appliqué, les États membres peuvent recourir à la nomenclature combinée (NC), qui est un outil de classification de marchandises, mis en place pour répondre aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du commerce extérieur de l'Union européenne.

En application de celle-ci, les langes et couches pour bébés confectionnés en bonneterie se trouvaient, jusqu'en 2012, classés dans la position tarifaire NC 6111 (vêtements et accessoires du vêtement pour bébés). En 2012, une position 961900 unique a été créée dans le système harmonisé, pour regrouper les articles hygiéniques comme par exemple les serviettes et tampons hygiéniques, les compresses d'allaitement hygiéniques absorbantes, les couches pour adultes souffrant d'incontinence, les protège-slips et les langes et couches pour bébés de toute nature.

Dans ce contexte, il convient de noter que les couches réutilisables à taille adaptée à l'âge de l'enfant ne sont pas les seules couches qui peuvent être réutilisées. Il existe notamment les langes classiques en tissu seul, ou les changes lavables évolutifs de taille unique, munis d'un mécanisme de fermeture adaptable à la taille de l'enfant. Ces deux types de changes lavables, à taille spécifique ou taille unique, existent également en différents modèles, dont certains nécessitent l'achat d'accessoires, notamment les parties absorbantes intérieures (qui peuvent être lavables ou jetables).

Au vu de la complexité et de la multitude des produits et services disponibles en la matière, une étude plus poussée s'impose pour déterminer la possibilité et le périmètre éventuel d'une extension du champ d'application du taux super-réduit de TVA en conformité avec le droit européen.

Question 0676 (08.05.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant la **fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette** :

D'Madamm Kulturminister huet mech informéiert, datt d'Geblihsal um Belval aus Sécherheetsgrënn net fir Esch 2022 „Capitale européenne de la culture 2022“ zur Verfügung steet. Elo ass et jo awer esou, datt d'Fourrière vun der Police an engem Deel vun der Geblihsal ënnerbruecht ass.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbecht, Minister fir bannenzeg Sécherheet, stellen:

- Wéi ass et mat der Sécherheet vun der Police-Agenten, déi sech ëm d'Fourrière këmmen?

- Wat fir eng Moosname ginn ënnerholl, fir d'Sécherheet vun der Police ze garantéieren?

- Wou géif d'Fourrière hikommen, wann d'Geblihsal géif aus Sécherheetsgrënn zouge-maach ginn?

Réponse commune (07.06.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

D'Police aus der Region Südwesten bedreift hir administrativ Fourrière an engem Deel vun dësem Gebai um Belval zënter 2005.

Generell ass et esou, datt d'Poliziste respektiv d'Mataarbechter vun Ofschleefdéngschter, d'Propriétaire vun deenen ofgeschleefte Autoen an d'Visiteure vun Autosteën an dësem Hal just déi Zäit präsent sinn, déi néideg ass.

Säit geraumer Zäit sicht d'Police, a Kooperatioun mat der Administration des bâtiments publics, zesummen no enger gudder Alternativ - rezent lwwerleeunge bestinn, fir déi Fourrière am Beräich vum Rond-point Raemerich zu Esch Belval ze amenagéieren.

Question 0679 (08.05.2019) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'**ancienne cité militaire à Diekirch** :

De 5. Juli 2017 huet den deemolege Wunnengsbauminister d'Konzept vum Reamenagement vun der fréierer Cité militaire zu Dikrech presentéiert. Op dësem Site sollen ënner anderem och 150 abordabel Wunnengen entstoen.



Laut mengen Informatiounen ass an dësem Projet och rieds, de Bâtiment administratif op 2, rue Clairefontaine, an deem an de leschte Joren ëmfangräich Investitiounen getäteg goufen, ofzerappen an duerch ee Bâtiment à usage mixte administratif et commercial ze ersetzen.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister vun den ëffentleche Baute gär folgend Fro stellen:

- Kann den Här Minister informéieren, wéi vill Suen an der Vergaangenheet an dat administratiivt Gebai op 2, rue Clairefontaine investéiert gi sinn?

- Ass den Zoustand vun dësem Gebai op 2, rue Clairefontaine esou schlecht, dass den Neibau sech wirtschaftlech géif justifiéieren?

- Bleiwen déi verschidde Verwaltungen, déi an der fréierer Cité militaire ugesidelt sinn, während der Bauphas weiderhin zu Dikrech oder ginn dës während dëser Zäit op aner Plazen am Land verlagert?

Réponse commune (17.06.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

A senger parlamentarescher Ufro wéilt den honorabelen Deputéierten Aly Kaes verschidden Informatiounen hunn iwwert déi fréier Cité militaire zu Dikrech.

D'Gebai, dat vun 1994 datéiert, ass am Kader vum Delogement vun der Police grand-ducale an der Neioopdeeling vun deenen anere staatléche Verwaltungen an déi respektiv Raimleckeete renovéiert ginn an ass deementsprechend an engem appropriéierten Zoustand. D'Investitiounen an deene leschten zéng Joer belaf sech op EUR 2.500.000.- TTC.

Am Kader vun der Rekonversiou vun der fréierer Cité militaire huet d'Regioun decidéiert, dat administratiivt Gebai an de PAP mat opzehuelen, fir en optimaalt Gesamtkonzept a puncto Amenagement an Architektur ze erméiglechen. Duerch den Neibau vun administratiiv Gebai kann de gesamte Quartier besser un de Kär vun Dikrech ugebonne ginn. Eleng am administratiiv Gebai entstinn nieft de Bürosraim och nach ronn 60 Wunnengen. Ingesamt entstinn esou ronn 180 Wunnengen um Site, also ronn 120 méi ewéi aktuell.

Et ass virgesinn, dass déi verschidde Verwaltungen, déi an der fréierer Cité militaire ugesidelt sinn, während der Bauphas weiderhin zu Dikrech bleiwen.

Question 0680 (08.05.2019) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'indice social :

À partir de l'élaboration de l'organisation scolaire 2020-2021, le nombre de leçons attribuées à une commune ou un syndicat scolaire pour assurer l'enseignement de base est déterminé à partir du nombre d'élèves inscrits, l'indice social défini pour chaque commune par le LISER et l'encadrement de base prévu par l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons.

Le LISER a procédé au mois de mars 2019 à la détermination de l'indice social applicable pour chaque commune. L'indice social n'est déterminé que tous les trois ans et vaut par conséquent pour la période de 2019-2020 à 2021-2022.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il préciser les modalités relatives à l'établissement de l'indice social par le LISER ?

Réponse (18.06.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Par sa question parlementaire, l'honorable Député aimerait avoir des précisions quant aux modalités relatives à l'établissement de l'indice socio-économico-culturel.

Pour rappel, le commentaire des articles du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental évoquait les grandes lignes en matière d'indice social et de contingent de leçons d'enseignement direct :

« Le contingent de leçons attribué à chaque commune sera établi dans le souci d'une répartition plus équitable des moyens qui sont à la disposition de l'État. Il comprend à la fois les leçons nécessaires à assurer l'enseignement de base tout en respectant les normes pédagogiques en matière d'effectifs de classe (± 16 à 18 élèves par classe), les leçons attribuées aux communes pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique

de la population, ainsi que les leçons attribuées pour la réalisation des mesures prévues par le plan de réussite scolaire. L'octroi d'un tel contingent tend à mettre en place une politique volontariste de discrimination positive en faveur des écoles qui ont à faire face aux plus grandes difficultés scolaires.

Afin d'établir un indice socio-économico-culturel selon des procédés scientifiques avérés, cette tâche est confiée au LISER (anciennement CEPS/Instead). Le dernier rapport donne les précisions suivantes quant aux données considérées pour l'établissement de l'indice sous question :

« L'établissement d'un indice socio-économico-culturel reflétant, a priori, les chances de succès liées à l'environnement familial des élèves fréquentant l'école fondamentale, exige la mobilisation de différentes variables en relation avec les ménages dans lesquels les élèves vivent. Quatre grandes thématiques en relation avec les composantes socio-économique et culturelle sont mobilisées. Les thématiques se référant à la composante socio-économique de l'indice sont la structure familiale, l'activité économique des parents et le revenu des ménages. La thématique de la composante culturelle de l'indice se réfère à la langue parlée des enfants. »

À noter que le calcul de l'indice socio-économico-culturel a évolué dans le temps, ce afin de tenir compte de changements survenus comme par exemple l'introduction du statut unique. Mon ministère a toujours veillé à ce que ces changements n'impactent pas l'indice socio-économico-culturel de manière négative. Concernant l'indice socio-économico-culturel établi en mars 2019 et applicable à la période de 2019-2020 à 2021-2022, il est à souligner que le LISER a dû légèrement adapter sa méthodologie en raison de données fournies par l'IGSS qui se révélaient moins détaillées qu'auparavant, et ce notamment pour cause de mise en conformité avec le Règlement européen sur la protection des données. La thématique de l'activité économique a été remplacée par celle de la précarité professionnelle prenant en compte le taux de chômage et le taux de bénéficiaires du RMG (maintenant REVIS) parmi les parents. Une très forte corrélation caractérise les changements de méthodologie. Les résultats obtenus s'avèrent ne pas être au détriment des communes, mais plutôt en faveur de celles-ci. Pour l'année 2019-2020, on a ainsi constaté une augmentation des contingents de l'ordre de 362 leçons (sur un total de 96.435 leçons) par rapport à l'année 2018-2019 (total de 96.797 leçons).

Question 0681 (08.05.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant le « **Memorandum of Understanding** » :

Le Gouvernement informe régulièrement qu'il a signé des « Memorandums of Understanding » (MoU), voire des accords similaires avec un pays, voire avec des entreprises privées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à tous les autres membres du Gouvernement :

1) Mesdames et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste des MoU et accords similaires en vigueur auxquels le Luxembourg est partie avec la précision :

- des signataires de ces accords,
- de la matière / des matières couverte(s) par lesdits accords,

- des engagements financiers et autres pris par le Gouvernement aux termes de ces accords,

- de la date de signature et d'expiration (respectivement des conditions d'expiration) desdites conventions ?

2) Mesdames et Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous indiquer (i) les MoU et autres accords qu'ils entendent soumettre pour approbation à la Chambre des Députés et (ii) évoquer les raisons amenant les membres du Gouvernement à ne pas saisir la Chambre des Députés des MoU et accords autres que ceux visés sub (i) ?

Réponse commune (27.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé*, de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. François**

Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Pierre Gramagnez**, *Ministre des Finances*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de la Protection des consommateurs*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture, Ministre du Logement*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme* :

Les questions posées par les honorables Députés concernent la procédure applicable aux accords qualifiés de « Memorandum of Understanding », ci-après « MoU ».

Par opposition à un accord international créateur de droits et d'obligations de part et d'autre des parties signataires et pour la conclusion duquel notre loi fondamentale règle tant la phase internationale (négociation, signature, ratification) que la phase nationale (loi d'approbation et publication au Journal officiel), un MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties à l'égard d'un projet concret. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction.

La conclusion de telles déclarations n'est partant pas soumise au respect d'une procédure particulière et relève de la responsabilité politique du pouvoir exécutif.

Si ces déclarations ne sont pas per se confidentielles, elles documentent néanmoins la volonté conjointe des parties signataires qui au moment de la signature ont légitimement pu s'attendre à ce que le document ne sera pas rendu public par après.

Finalement, le Gouvernement tient à renvoyer aux explications fournies à la Chambre des Députés en date du 7 mai 2019 à l'occasion de la réponse à la question élargie au sujet des pratiques du Gouvernement dans le cadre de la ratification de conventions et traités.

Question 0683 (10.05.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant la **redynamisation des centres-villes** :

Face aux difficultés que connaissent les commerces des centres-villes à cause du nombre croissant de grandes surfaces en périphérie, de l'augmentation des achats en ligne ainsi que des loyers élevés, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour accompagner les responsables des villes et communes dans leurs efforts pour consolider et revitaliser les centres-villes ?

Réponse (27.05.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Étant donné que la question parlementaire élargie rejoint en grande partie la question parlementaire n° 0355 du 12 février 2019 de l'honorable Député Dan Biancalana, je me permets de renvoyer à la réponse que j'y ai apportée.

Cependant, je souhaite également informer les honorables Députés Di Bartolomeo et Burton des dernières évolutions en la matière.

Ainsi, il a été récemment décidé au sein du Haut comité PME d'élaborer un 5^e plan d'action en faveur des PME. Les mesures concrètes qui figureront dans ce plan d'action seront le fruit d'un travail commun entre la Direction générale des classes moyennes et les différents représentants des organisations patronales. À cet effet, plusieurs groupes de travail seront mis en place, dont un groupe de travail traitera de la promotion du commerce et de l'artisanat en général et des mesures de consolidation et de revitalisation des centres-villes en particulier.

Finalement, permettez-moi encore de préciser que le projet du cadastre du commerce vient d'être finalisé et a été officiellement présenté en date du 25 avril 2019. Cet outil est un résul-

tat concret du « Pakt PRO Commerce » lancé par la Direction générale des classes moyennes, la Chambre de Commerce et la Confédération luxembourgeoise du commerce. Grâce au cadastre du commerce, il est désormais possible d'avoir une vue précise du paysage commercial au Luxembourg. Cet instrument sera assurément d'une aide précieuse aux acteurs économiques et politiques dans leurs prises de décision pour accompagner de manière intelligente le développement du commerce de détail, à l'échelle d'un quartier, d'une ville ou d'une région.

Question 0684 (13.05.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **système des « Spitzenkandidaten » dans le cadre des élections parlementaires européennes** :

Lors du sommet de l'Union européenne à Sibiu en Roumanie le 9 mai 2019, Monsieur le Premier Ministre a remis en cause le système des « Spitzenkandidaten » dans le cadre des élections parlementaires européennes. Selon ce système, c'est la candidate ou le candidat de tête du parti européen qui a recolté le plus de voix qui est susceptible d'être nommé(e) au poste du Président de la Commission européenne. Ce sujet a par ailleurs été largement débattu lors de ce sommet et le Luxembourg s'est rangé parmi les adversaires de ce système.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer son opposition par rapport au système des « Spitzenkandidaten » ?

- Quelle est la position générale et formelle du Gouvernement luxembourgeois relative au système des « Spitzenkandidaten » ?

Réponse (17.06.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Il n'appartient pas au Gouvernement de juger l'opportunité du système qui ne fait pas partie des traités européens mais qui est le résultat d'un accord entre les groupes politiques au niveau européen.

Question 0685 (13.05.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **césariennes au Luxembourg** :

Dans sa déclaration sur les taux de césariennes¹⁵ l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tout en soulignant que « la césarienne est efficace pour sauver la vie de mères et de nouveau-nés, mais uniquement lorsqu'elle est justifiée par une indication médicale », considère que les taux de césariennes « supérieurs à 10 % ne sont pas associés à une réduction des taux de mortalité maternelle et néonatale ».

Or, le nouveau rapport sur les naissances au Luxembourg¹⁶ qui vient de paraître, fait état d'un taux de césariennes de 32 % pour la période 2014 à 2016, dont plus de la moitié (52,8 pourcents) étaient des césariennes dites primaires. Ce taux est largement supérieur aux taux de césariennes en Belgique et en France, qui se situe à 21,3 respectivement à 20,2 % de toutes les naissances.

Les auteurs du rapport précité constatent que le taux national de césariennes continue d'augmenter - malgré la mise en place de groupes de travail réunissant des représentants des professionnels de santé ainsi que la diffusion d'une brochure informative et de recommandations nationales sur les césariennes programmées. Alors que, dans ces recommandations, il avait été spécifié que ni l'utérus cicatriciel, ni le siège n'étaient des indications de césarienne programmée - ces deux cas continuent à figurer parmi les indications les plus fréquemment citées pour la pratique d'une césarienne programmée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions parlementaires suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

¹⁵ « Déclaration de l'OMS sur les taux de césariennes. Résumé d'orientation », Avril 2015, WHO/RHR/15.02

¹⁶ « Surveillance de la santé périnatale au Luxembourg : Rapport sur les naissances 2014-2015-2016 et leur évolution depuis 2001 », 2019, Ministère de la Santé / Luxembourg Institute of Health.

1) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il le taux élevé et continuellement en augmentation de césariennes pratiquées au Luxembourg ?

2) Quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre envisage-t-il pour freiner cette tendance ?

Réponse (29.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Comme le soulignait l'OMS dans sa déclaration sur les taux de césariennes en 2014, « la priorité ne devrait pas être d'atteindre un taux spécifique mais de tout mettre en œuvre pour pratiquer une césarienne chez toutes les femmes qui en ont besoin ».

Selon le rapport de l'OCDE « Health at a glance 2017 », le taux de césariennes reste très variable d'un pays à l'autre (moyenne OCDE 2015 de 27,9 pour 100 naissances vivantes, Luxembourg 27,8, Allemagne 30,2, Suisse 32,9, Belgique 20,8, Pays-Bas 15,9) même si le rapport constate un ralentissement de cette augmentation depuis les cinq dernières années.

Le rapport EuroPeristat - réseau européen de surveillance de la santé périnatale dans 31 pays - publié en novembre 2018 présente les indicateurs relatifs à l'année 2015. Un des indicateurs clés mesurés par EuroPeristat est celui de la proportion des naissances par césarienne. Cet indicateur diffère de celui mesuré au Luxembourg où le taux de césariennes est calculé sur les accouchements et non pas les naissances (pour tenir compte des grossesses multiples). En 2015, douze autres pays européens avaient un taux de césariennes supérieur à 30 % :

Chypre	56,9 %
Roumanie	46,9 %
Pologne	42,2 %
Hongrie	39,0 %
Italie	35,4 %
Suisse	34,2 %
Portugal	32,9 %
Écosse-UK	32,5 %
Allemagne	32,2 %
Malte	32,0 %
Irlande	31,3 %
Slovaquie	31,1 %

Proportion des naissances par césarienne (source : Rapport EuroPeristat)

Cette tendance n'est pas récente. Cet indicateur est suivi régulièrement par le réseau EuroPeristat. Entre 2004 et 2010, les données du réseau ont montré une tendance généralisée en Europe à l'augmentation des naissances par césarienne. Peu de pays parvenaient à maîtriser cette tendance (Finlande et Suède) et de nombreux pays présentaient une progression importante de ce taux.

Au Luxembourg, le rapport de surveillance de la santé périnatale 2014-2015-2016 recense 6.702 accouchements en 2016 dont 2.155 césariennes soit un taux de césariennes de 32,1 % quasiment identique à celui de 2014, ceci malgré une augmentation de l'âge maternel et le taux élevé de recours à la césarienne dans les années passées. Ce taux est légèrement supérieur à celui de 2015 (31,7 %).

Les analyses nationales et internationales ont identifié différents facteurs favorisant cette pratique et notamment l'augmentation de l'âge maternel, les grossesses multiples suite à la procréation médicalement assistée, les pratiques médicales antérieures dont l'indication de césarienne en cas d'utérus cicatriciel, la convenance pour raisons familiale ou professionnelle, la pression juridique déterminant la prise de décision afin d'éviter tout risque materno-fœtal, etc.

En juillet 2014, le Conseil scientifique du domaine de la santé, soutenu par la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique (SLGO) et le groupe national Périnat a rédigé et diffusé des recommandations concernant les indications d'une césarienne programmée à terme. Ces recommandations précisent les situations dans lesquelles une césarienne peut être nécessaire et celles pour lesquelles il n'existe pas de base scientifique pour motiver ce geste chirurgical. L'impact de ces recommandations n'a pas été évalué auprès des praticiens. Nous ne pouvons dès lors pas savoir si les recommandations ont été suivies et si toutes les césariennes réalisées correspondaient à des indications dont la pertinence scientifique est indiscutable.

En novembre 2014, le groupe national Périnat a également publié une brochure informative « Césarienne : Oui ? Non ? Peut-être ? » destinée à toutes les femmes enceintes suivies dans nos maternités pour les informer sur ce mode d'accouchement, les décisions médicales y liées, les risques liés à la césarienne et le désir de césarienne.

ad 2) Les données de santé périnatale - validées, exploitées et publiées - les plus récentes datent de 2016, soit deux ans après la publication, en 2014, des recommandations du Conseil scientifique du domaine de la santé sur les indications d'une césarienne programmée à terme et de la brochure informative « Césarienne : Oui ? Non ? Peut-être ? ».

Le Conseil scientifique du domaine de la santé s'est également saisi de la question, afin de mesurer l'impact de ces recommandations.

Par ailleurs, différentes mesures ont été mises en place dans le cadre de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, comme notamment l'autorisation des services hospitaliers d'obstétrique intégrés dans les maternités identifiées selon deux niveaux avec des obligations d'organisation et de ressources selon le niveau d'activité ou encore la mise en place de la documentation hospitalière permettant le suivi des indicateurs grâce à un recueil des données médico-administratives systématisées.

Ces dispositions permettent de garantir la qualité et la sécurité de la prise en charge de la mère et de son enfant autour de la naissance, et d'assurer le suivi de cette qualité.

Question 0688 (14.05.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Michel Wolter** (CSV) concernant le **projet Google** :

Am Kader vun der Aktualitéitsstonn vum 27. März 2019 iwwert den eventuelle Projet Google an der Gemeng Biissen huet den Här Wirtschaftsminister zum Sujet vun den Industriezonen enner anerem folgende Saz gesot:

„... Wann dann elo, par impossible, aus deem Projet Google näischt gëtt, da maache mer eben eng aner Zone d'activités économiques dohinner.“

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen, déi mir iwwerregens schonns an der Fro Nr. 0578 vum 29. März 2019 an och mëndlech an der öffentlecher Sëtzung vum 7. Mee gestallt hunn, déi awer ouni Äntwerte bliwwen sinn:

- Huet d'Regierung een Accord mat Google, fir Terrainen zréckzekafen, wann de Projet vum Datenzenter net realiséiert géif ginn?

- Wa jo, zu wéi engem Präis?

Réponse (18.06.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie* :

De Projet vum potenzielle Bau vun engem Google-Datenzenter war de 27. März 2019 Sujet vun engem Aktualitéitsstonn an der Chamber. An deem Kader ass kloer ervirgestrach ginn, dass d'Implantatioun vun engem Datenzenter zu Biissen e Prozess ass, deen, ewéi dat üüblich ass, e puer Etappen huet. Esou muss als alleréisch d'Gemeng Biissen déi Terrainen am Kader vum PAG ëmklasséieren, ier an engem nächster Phas en detailléierte Projet ka proposéiert ginn.

All d'Prozedure ginn am Respekt vun den aktuelle Gesetzer ofgewéckelt, ewéi bei all aner Investissement och.

Déi Terrainen, ëm déi et zu Biissen geet, eegene sech weinst der Lag an der Proximitéit zu den Héichspannungsleitunge vu Creos prinzipiell derfir, fir eng Aktivitéitszon ze realisieren.

De Stat huet deemno och eegenen Interêt an deenen Terrainen, fir ekonomesch Aktivitéiten do kënnen ze plangen. Et ass dowéinst och festgehalen, dass de Stat déi Terrainen ka kafen, falls de Projet vum Bau vun engem Datenzenter sech net géif realisieren kënnen.

D'Konditiounen sinn esou gehalen, dass an esou engem Hypothees keng Spekulation a kee Benefiss op deene betreffenden Terrainen ka realiséiert ginn.

Et sief dobäi ennerstrach, dass de Projet vun engem Datenzenter vu Google zu Biissen en extrem wichtige Projet ass, deen den Efforte vun der ekonomescher Diversifikatioun vu Lëtzebuerg Rechnung dréit. Eng Implantatioun hei am Land vun engem vun de bekanntsten Akteuren am Beräich vun der digitaler Économie hätt e laangfristeg positiven Impakt op d'Entwécklung vum Standuert Lëtzebuerg. Esou ass d'Regierung och der Meenung, dass een all Effort soll maachen, fir dass de Projet ka realiséiert ginn.

Question 0689 (14.05.2019) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **devoir de diligence** :

Dans les questions parlementaires enregistrées sous les numéros 0195 et 0394, je me suis permis d'interroger Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères par rapport aux informations révélées par la presse nationale et internationale au sujet d'une société domiciliée à Luxembourg qui commercialise un logiciel d'espionnage. Ce logiciel permettrait de pirater des téléphones mobiles et aurait été utilisé pour intercepter les communications de divers défenseurs des droits humains, engendrant par la suite de graves violations des droits humains.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 0394, Messieurs les Ministres affirment que ladite société est établie en Israël et donc soumise aux procédures administratives israéliennes. Dès lors, le Gouvernement luxembourgeois n'entendrait pas intervenir auprès des autorités israéliennes.

Or, des organisations de la société civile luxembourgeoise affirment dans une communication du 10 mai 2019 que ladite société aurait son siège au Luxembourg et serait dès lors soumise à la juridiction luxembourgeoise.¹⁷

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, auxquels le Gouvernement luxembourgeois dit souscrire pleinement, stipulent dans leur point I.1. : « Les États ont l'obligation de protéger lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme sur leur territoire et/ou sous leur juridiction. Cela exige l'adoption de mesures appropriées pour empêcher ces atteintes, et lorsqu'elles se produisent, enquêter à leur sujet, en punir les auteurs, et les réparer par le biais de politiques, de lois, de règles et de procédures judiciaires. »

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Le siège de la société en question est-il au Luxembourg ?

2) La responsabilité du Luxembourg, en vertu des principes directeurs des Nations Unies, se réfère-t-elle uniquement aux entreprises qui ont leur siège principal au Luxembourg ou à toutes les sociétés domiciliées au Luxembourg ?

3) Est-il envisageable qu'une filiale établie au Luxembourg, mais appartenant à une société mère établie à l'étranger contrevenant aux droits humains, puisse échapper à tout questionnement ou intervention de la part des autorités luxembourgeoises ?

4) Les autorités luxembourgeoises, ne devraient-elles pas enquêter au sujet des allégations formulées dans la presse nationale et internationale à l'encontre de la société en question afin de s'assurer qu'elle n'ait pas contrevenu à sa responsabilité de respecter les droits humains en vertu des principes directeurs des Nations Unies ?

5) Plus généralement, Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis qu'il est inacceptable que des entreprises implantées sur le territoire du Luxembourg soient impliquées dans des violations des droits humains dans d'autres juridictions ?

6) Dans l'affirmative de la question 5, de quelle manière Messieurs les Ministres entendent-ils s'assurer que des entreprises implantées sur le territoire du Luxembourg ne soient pas impliquées dans des violations des droits humains dans d'autres juridictions ?

7) Est-ce qu'à ce stade le Gouvernement compte légiférer en matière de devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg ? Si non, pourquoi ?

Réponse commune (17.06.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) En ce qui concerne le siège de la société à laquelle il est fait référence, il est renvoyé au troisième alinéa de la réponse à la question parlementaire n° 0195.

ad 2) + 3) Les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ne prévoient pas de responsabilité des États, mais établissent pour les États « l'obligation de protéger lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme sur leur territoire et/ou sous

leur juridiction ». Dans l'esprit des principes directeurs, cette obligation de l'État luxembourgeois s'applique à toutes les sociétés établies au Luxembourg.

ad 4) Comme cela a déjà été indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0394, les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure d'apprécier l'opportunité d'enquêter sur base de simples allégations formulées dans la presse nationale et internationale.

À défaut de clairement établir une violation des droits de l'homme dans le chef d'une filiale établie à l'étranger - au-delà des allégations formulées dans la presse -, il n'est pas possible de déterminer si les activités de la filiale comportent un risque de violation des droits de l'homme en relation directe avec les activités, produits ou services d'une entreprise établie au Luxembourg.

Ceci étant dit, les autorités luxembourgeoises ne manqueraient pas de remplir leur obligation découlant des principes directeurs des Nations Unies si des violations des droits humains dans le chef d'une entreprise établie au Luxembourg venaient à se produire et/ou à être démontrées.

ad 5) Le Gouvernement partage l'appréciation de l'honorable Député selon laquelle il est inacceptable que des entreprises implantées sur le territoire du Luxembourg soient impliquées dans des violations des droits de l'homme dans d'autres juridictions. Ce serait contraire aux principes directeurs des Nations Unies.

C'est précisément pour cette raison, ainsi que pour mettre en œuvre ses engagements internationaux, que le Gouvernement a mis en place dans le cadre du Comité interministériel des droits de l'homme le groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme », ensemble avec le secteur privé et la société civile.

ad 6) Afin de mettre en œuvre ses engagements internationaux, le Gouvernement a mis en place dans le cadre du Comité interministériel des droits de l'homme le groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme », réunissant des acteurs du secteur privé et de la société civile. Le Comité interministériel évalue la mise en œuvre du Plan d'action national pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme adopté par le Gouvernement en juin 2018.

Il est rappelé qu'en matière de devoir de diligence, le règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union européenne qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque est en vigueur depuis deux ans.

Dans le cadre des efforts entrepris par le Gouvernement pour renforcer la responsabilité sociale des entreprises, il est rappelé que la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations a notamment pour but de prévenir d'éventuelles atteintes aux droits humains en relation avec des opérations d'exportation, de transit, de transfert, de courtage, d'assistance technique ou de transfert intangible de technologie portant sur des produits liés à la défense ou des biens à double usage.

Enfin, la loi du 23 juillet 2016 concernant la publication d'informations non financières prévoit déjà l'obligation pour les entreprises visées d'inclure dans leur rapport de gestion des informations sur la situation de l'entreprise et les incidences de son activité, relatives notamment aux questions environnementales, aux questions sociales et de respect des droits de l'homme.

ad 7) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises ».

Question 0690 (14.05.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **construction d'un internat pour le Lycée Edward Steichen à Clervaux** :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3500 du 4 décembre 2017 concernant la construction d'un internat aux environs du Ly-



cée Edward Steichen à Clervaux, il avait été précisé de la part du Gouvernement que les besoins en infrastructure seraient déterminés par une analyse relative à la population scolaire future. Puisque cette analyse n'a pas encore été finalisée, un site d'implantation n'aurait pas encore été retenu. Actuellement le nombre d'élèves du LESC s'élève à quelque 180 jeunes. Dans deux ans, la population se situera plus que probablement au-delà de 500 élèves.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer si les services compétents de son ministère sont en train d'élaborer un éventuel avant-projet provisoire afin de projeter la construction d'un tel internat dans un avenir proche ?

- Pour quand au plus tard le Gouvernement juge-t-il opportun de tirer des conclusions définitives dans ce dossier ?

- Le Ministère des Travaux publics est-il en contact avec le Ministère des Finances en vue de préparer l'acquisition d'un immeuble approprié permettant de réaliser le projet en question ?

Réponse (07.06.2019) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

En conformité avec les termes de ma réponse fournie à la question parlementaire n° 3500 du 4 décembre 2017, je ne dispose actuellement ni d'une demande ni d'un programme de construction concernant la construction d'un internat aux environs du Lycée Edward Steichen à Clervaux. Depuis lors, aucun élément nouveau n'est venu s'ajouter à la situation.

Question 0691 (14.05.2019) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant les **dégâts causés par des gelées tardives** :

Deux gelées tardives survenues dans la nuit du 4 au 5 mai et dans celle du 7 au 8 mai ont causé d'importants dégâts dans les vignobles de la Moselle luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'envergure des dégâts constatés après les gelées susmentionnées ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques concernant les dégâts constatés dans les vignobles luxembourgeois liés au gel ou autres phénomènes climatiques défavorables pour les derniers dix ans ?

3) Sachant que l'État prend en charge 65 % de la prime d'assurance payée lors d'une souscription des vigneronns à une assurance multirisque (entre autres contre le gel et le grêle), combien de vigneronns de la Moselle luxembourgeoise ont souscrit à une telle assurance ?

4) Vu l'envergure des dégâts, existe-t-il d'autres subsides étatiques qui peuvent être débloqués pour des pertes de récoltes importantes ? Dans l'affirmative, les pertes causées par les gelées récentes sont-elles éligibles pour un tel subside ?

Réponse (06.06.2019) de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) L'ampleur moyenne du dégât est estimée à 30 %-50 % d'une vendange moyenne de 120.000 hl. Une estimation exacte n'est pas encore possible. Beaucoup dépend encore de la survie éventuelle des bourgeons secondaires ainsi que de leur fertilité.

ad 2) L'Institut viti-vinicole ne dispose pas de chiffres exacts, mais recense chaque année depuis 1966 les dégâts causés par les phénomènes climatiques défavorables. En viticulture il s'agit essentiellement de dégâts causés par le gel et la grêle. Ces informations sont publiées dans la brochure annuelle « Das Weinjahr » et sont reprises dans les tableaux suivants. À noter que les zones sensibles au gel constituent surtout les parcelles exposées à l'écoulement de l'air froide. Une cartographie de l'écoulement de l'air froide (« Kaltluftgefährdung ») peut être consultée à l'Institut viti-vinicole.

Récapitulatif des dégâts causés par les gelées printanières pour les dix dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Récapitulatif des dégâts causés par la grêle pour les dix dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Pour la culture de la vigne il existe la possibilité de souscrire à une assurance contre les dégâts causés par la grêle et le gel. Sur 1.250 ha en production, 815 ha sont assurés contre le gel et 1.060 ha contre la grêle. 82 des 294 exploitations luxembourgeoises ont souscrit à une assurance contre la grêle et le gel et 72 exploitations contre la grêle.

ad 4) Étant donné que la gelée printanière cause des dégâts qui peuvent être couverts par une assurance et que les primes à payer pour une telle assurance sont subventionnées à 65 % par l'État, il n'est, à ce stade, pas prévu de débloquer d'autres aides étatiques.

Question 0692 (14.05.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant la **présomption d'innocence** et le **secret d'instruction** :

Récemment divers médias ont rapporté l'inculpation éventuelle par les autorités judiciaires de plusieurs personnes, une des personnes ayant même été nommé(e) citée.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la mise à disposition de telles informations à la presse soit conforme à l'article 8 du Code de procédure pénale régissant le secret de l'instruction ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la diffusion de telles informations, en particulier l'identité d'au moins une personne qui pourrait éventuellement être inculpée, soit contraire à la directive européenne du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et notamment son article 4, paragraphe 3, qui dispose que la diffusion publique de telles informations sur les procédures pénales ne devrait avoir lieu que « lorsque cela est strictement nécessaire pour des raisons tenant à l'enquête pénale ou l'intérêt public » ?

- Si tel est le cas, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la responsabilité civile de l'État puisse être mise en cause sur base de la loi du 1^{er} septembre 1988 pour fonctionnement défectueux d'un de ses services ?

Réponse (07.06.2019) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice :

Les questions semblent suggérer que ce seraient les autorités judiciaires qui seraient à l'origine de l'information d'une inculpation éventuelle de personnes dans un dossier pénal.

Si aux termes de l'article 8 (3) du Code de procédure pénale, le Procureur général d'État ou le Procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction, il n'est pas dans les habitudes des autorités judiciaires d'annoncer d'éventuelles inculpations dans le cadre d'une instruction préparatoire, justement eu égard au principe de la présomption d'innocence et du secret d'instruction.

Le Procureur général d'État et le Procureur d'État du tribunal d'arrondissement à Luxembourg ne sont pas à l'origine de l'information visée, de sorte que la responsabilité civile de l'État sur base de la loi du 1^{er} septembre 1988 n'est pas engagée.

Question 0693 (14.05.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant la **mendicité en réunion** :

De plus en plus de flyers portant le logo de la Police grand-ducale et mettant en garde contre la mendicité organisée garnissent les vitrines de divers bâtiments.

Vu les explications reçues par le passé de la part des autorités judiciaires, ces actions se limitent à sensibiliser, sans pour autant permettre d'obtenir des résultats probants en termes de condamnation des délinquants.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que l'État doit accepter le reproche de capituler devant ce type d'infractions ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer des mesures mises en place par le Gouvernement pour mieux endiguer ce phénomène, d'un point de vue de la prise en charge sociale et en termes de répression ?

3) Existe-t-il des accords de coopération avec les pays originaires des mendiants, respectivement des chefs de ces organisations criminelles ? Dans l'affirmative, quels sont ces accords ?

4) Est-il prévu de faire circuler des agents de police maîtrisant les langues des mendiants pour permettre une meilleure communication et compréhension entre autorités publiques et mendiants ?

Réponse commune (18.06.2019) de **M. François Bausch**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice :

ad 1) et 2) Selon une jurisprudence constante en la matière, l'infraction de « mendier en réunion » est établie en cas de collaboration mutuelle d'au moins deux individus, respectivement lorsqu'un de ces individus soutient d'une manière quelconque l'action de l'autre. Le seul fait d'être à deux n'est pas suffisant pour établir l'infraction en question selon la jurisprudence.

Il ressort également de cette jurisprudence, qu'à défaut de plus amples renseignements sur la façon de procéder des individus et en l'absence d'éléments du procès-verbal indiquant que les prévenus auraient mendié ensemble, l'infraction de mendicité en réunion ne peut être à suffisance établie.

Au-delà de la question de la preuve, le fait que des personnes visées par ces affaires ne disposent pas de domicile fixe, ni au Luxembourg, ni à l'étranger, rend la continuation d'une enquête pénale difficile.

La mendicité en réunion est punie par l'article 342 du Code pénal d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois.

Ce n'est donc point que les autorités judiciaires auraient capitulé devant ce type d'infractions tel que le suggère la question parlementaire, mais le phénomène ne pourra se résorber par la seule répression.

ad 3) La police utilise tous les moyens de coopération à sa disposition dans le cadre de la coopération policière internationale.

ad 4) Jusqu'à présent, la barrière de la langue n'a pas constitué un obstacle à la communication ou à la compréhension entre la police et les mendiants.

Question 0694 (14.05.2019) de **M. Léon Gloden, Mmes Octavie Modert, et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **dégâts causés par des gelées tardives** :

De Frascht an der Nuecht op de leschte 5. Mee huet mat sech bruecht, datt op der Musel bis zu 40 % vun de Riewe beschiedegt sinn. A verschiddene Lage si souguer 100 % vun de Riewen zersteiert. Experte ginn dervun aus, datt et déi schlëmmste Fraschtschied an de leschten 30 Joer sinn.

Wann 2018 en exzellent Joer fir de Wäibau war, souwuel wat d'Quantitéit wéi och d'Qualitéit ugeet, esou muss ee wëssen, datt d'Wënzer an de leschte sechs Joer aus verschiddene Grënn grouss Ertragsausfall hatten.

Haut huet e Mataarbechter vum Wäibauinstitut an der Press Aussoe gemaach, datt d'Wënzer eventuell zousätzlech Hëllefren ufroe kéinten.

Aus dëse Grënn géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wëssend, datt et scho verschiddene Kompensatiounsmoosnamen am Fall vu Fraschtschied ginn, an opgrond vun den extrem héije Schied, gedenkt d'Regierung zousätzlech Hëllefren ze ginn?

2. Wa jo, wéi eng Hëllefren wieren dat?

3. Wëssend, datt a Frankräich, wéi zum Beispill rezenterweis an der Bourgogne, an äänleche Fäll oppe Feier an de Wéngerte gemaach ginn, fir Fraschtschied ze vermeiden, firwat ass esou eng Mesure op der Musel net machbar no den Aussoen haut an der Press?

Réponse (06.06.2019) de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1. Am Kader vun neien Agrargesetz ass d'Participatioun vum Stat un den Assurance-Primm vu 50 % op 65 % eropgesat ginn. Versécherbar ass dobäi den Ertragsausfall duerch Frascht a Knëppelsteng. D'Regierung gedenkt zu dësem Moment dofir keng zousätzlech Hëllefren ze ginn.

ad 2. + 3. Verschidde Moosnamen, déi d'Loft ëmwälzen, wéi zum Beispill oppe Feier, hunn eng gewëssen Effikasitéit géint de Frascht. Dat ass eng Moosnam, fir déi eng oder aner Parzell géint de Frascht ze schützen. Wéinst dem héijen Aarbechts- a Käschtenopwand ass awer eng flächendeckend Uwendung net machbar.

Question 0696 (14.05.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant les **dégâts causés par des gelées tardives** :

Pendant la nuit du 4 au 5 mai de cette année, des températures inférieures à - 2° C dans les bourgeons de vigne luxembourgeois ont détruit une grande partie de la récolte. L'institut viti-vinicole estime que les viticulteurs doivent s'attendre à une forte perte de rendement. La perte globale est évaluée à près de 50 %, selon le journal « L'essentiel ». Non seulement les vignes portant des raisins, mais aussi les jeunes plantes qui ne portent pas encore de fruits ont été affectées par le gel.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'ampleur de la perte causée par le gel pour les viticulteurs luxembourgeois ? Y a-t-il des moyens afin de minimiser la perte ?

2) Existe-t-il un mécanisme d'assurance afin d'indemniser les viticulteurs pour cette perte importante ? Dans l'affirmative, quelles sont les modalités de ce mécanisme ? Tous les viticulteurs luxembourgeois sont-ils couverts par une telle assurance ?

3) Quelle est l'ampleur des dommages chez les jeunes plantes ne portant pas encore de fruits ? Existe-t-il aussi un mécanisme d'assurance pour ces pertes ?

4) Vu que le nombre de conditions météorologiques extrêmes augmente (gel, grêle, inondations, etc.), dans quels cas le mécanisme d'assurances prend-il effet ? Les agriculteurs sont-ils aussi couverts par des assurances dans le cas de conditions météorologiques extrêmes ? Dans l'affirmative, quel est le nombre d'assurés ?

Réponse (06.06.2019) de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) L'ampleur moyenne du dégât est estimée à 30 %-50 % d'une vendange moyenne de 120.000 hl. Une estimation exacte n'est pas encore possible. Beaucoup dépend encore de la survie éventuelle des bourgeons secondaires ainsi que de leur fertilité. Il n'y a pas de moyens qui puissent être mis en œuvre pour minimiser les dégâts.

ad 2) Pour la culture de la vigne, il existe la possibilité de souscrire à une assurance contre les dégâts causés par la grêle et le gel. En application du règlement grand-ducal du 28 avril 2017 relatif à la prise en charge par l'État des primes d'assurance contre certains risques agricoles, l'État prend en charge 65 % des primes de ces assurances. Les primes d'assurance prises en charge sont plafonnées à concurrence de 5.000 euros par hectare de vignes. Les demandes sont à introduire annuellement auprès de l'Institut viti-vinicole. Le montant pris en charge est payé par l'État à l'entreprise d'assurance. Le paiement de l'indemnité à l'assuré se fait sur base d'un constat des dégâts réalisé sur place dans les vignobles. Les superficies ne sont pas toutes couvertes par une telle assurance. Sur 1.250 ha en production, 815 ha sont assurés contre le gel et 1.060 ha contre la grêle. 82 des 294 exploitations luxembourgeoises ont souscrit à une assurance contre la grêle et le gel et 72 exploitations uniquement contre la grêle.

ad 3) Certaines jeunes plantations ont été fortement affectées par le gel. L'ampleur dépend encore de la survie éventuelle des bourgeons secondaires. Il n'y a pas d'assurance au Grand-Duché de Luxembourg qui permet de couvrir ces dégâts.

ad 4) Pour la culture de la vigne il existe la possibilité de souscrire à une assurance contre les dégâts causés par la grêle et le gel. En agriculture les dégâts causés par le gel, les tempêtes, la grêle, les pluies abondantes ou persistantes, la sécheresse, les excès d'eau, le grésil, les vagues de chaleur et les inondations sont couverts par une assurance. 748 exploitations agricoles ont souscrit à de telles assurances.



Question 0713 (16.05.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **publications des autorités gouvernementales :**

Déi verschidde Ministèren zu Lëtzebuerg informéieren d'Bierger regelméisseg iwwert déi vun hinne geleeschten Aarbecht. Heiansdo ginn derfir just Publikatioune op den Internetsäite vun der Regierung héichgelueden an heiansdo ginn derfir souguer extra Broschüre gepréint, déi dann a sämtleche Bréifboitten uechtert d'Land ageht ginn. Rezent goufen esou zum Beispill Flyere verdeelt, déi d'Aktiounen an d'Positioune vun engem ehemolege Minister, deen elo och Kandidat fir d'Europawahlen ass, duerstellen. Kuerz virun de Wahlen stellt sech virun dem Hannergrond awer d'Fro, ob am Wahlkampf net garantéiert misst ginn, dass d'Regierungsparteien hir Participatioun un der Regierung net méssbrauchen, fir wahlkampfstrategesch relevant Material ausdeelen ze loosse.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Statsminister des Froe stellen:

- Wéi garantéiert d'Regierung, dass et a Wahlkampfzäiten net zu engem Ressourcéméssbrauch duerch aktuell oder fréier Regierungsmemberen an hir Mataarbechter kéinnt?

- Denkt de Premierminister, dass et der Regierung wärend der offizieller Wahlkampfzäit sollt ennerst sinn, Publikatioune mat Inhalter, déi Themen aus dem Wahlkampf oder Informatiounen iwwer Kandidaten enthalen, ze verëffentlechen?

- Deelt de Minister d'Aschätzung, dass et rezent vu ministerieller Säit aus Publikatioune gouf, déi als eng Form vu Méssbrauch vun administrative Ressourcë gewäert musse ginn?

Falls jo: Wéi wéilt d'Regierung an Zukunft esou ee Ressourcéméssbrauch verhënneren?

Falls neen: Wéi rechtfertegt de Minister déi aktuell Publikatioune, déi Inhalter enthalen, déi eng wahlkampfstrategesch Relevanz hunn?

Réponse (17.06.2019) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État :

D'Regierung informéiert a sensibiliséiert d'Populatioun op verschiddene Froen, déi vu Bedeitung fir den Alldag vun de Leit sinn, déi zu Lëtzebuerg wunnen, liewen a schaffen. Dat betrëfft rezent notament d'Affaire vun engem Primm fir elektresch Gefierer. Dese Mount ass och eng Campagne lancéiert ginn, fir d'Leit nach méi iwwert d'Modalitéite vun der „subvention loyer“ ze informéieren, well do d'Potenzial bäi Wäitem net genotzt gëtt.

Eng Korrelatioun mat engem Wahlkampf kann do net festgestallt ginn.



Question 0717 (20.05.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **réforme fiscale :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0639 vum 16. Abrëll 2019 zum Thema Steierreform an Individualisatioun, huet den Här Finanzminister confirméiert, dass de Finanzministère, zesumme mat der Steierverwaltung, en internen Aarbechsgroupp opgesat huet, deen amgaangen ass méiglech Pistes ze analyséieren. Leider huet den Här Finanzminister op eng Partie Froen zu den Aarbechsgrouppen, déi an der Fro Nr. 0639 och gestallt goufen, keng Äntwerte ginn, soudass ech mir erlaben, folgend Froen nach eng Kéier un den Här Finanzminister ze riichten.

- Besteet dësen Aarbechsgroupp exklusiv aus Beamten aus dem Finanzministère an der Steierverwaltung?

- Sinn och Leit aus der Privatwirtschaft un dem Aarbechsgroupp bedeelegt?

- Wa jo, op wéi enger Basis goufen des Leit erausgesicht?

Réponse (21.05.2019) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances :

Den Aarbechsgroupp, op deen déi honorabel Deputéiert Referenz mécht, besteet exklusiv aus Beamten aus dem Finanzministère an der Verwaltung, déi op Basis vun hirer Kompetenz an Erfahrung erausgesicht goufen.



Question 0718 (21.05.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant les **plans directeurs sectoriels (PDS) :**

L'enquête publique concernant les quatre plans directeurs sectoriels (PDS) actuellement en pro-

cédure a eu lieu du 28 mai au 17 septembre 2018.

Selon la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire, il incombe désormais au ministre d'établir un rapport de ces avis qu'il soumettra au Gouvernement dans l'objectif de proposer les suites à donner aux avis. Le Gouvernement délibère par la suite sur l'approbation définitive des PDS.

Dès lors, et tenant compte du fait que les réponses aux avis communaux et aux observations des intéressés seraient également utiles pour certaines communes dans le contexte de l'élaboration de leur Plan d'aménagement général, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre d'avis communaux ainsi que le nombre d'observations d'intéressés qu'il a reçus ?

2) Ces avis et la suite que leur réserve le Gouvernement seront-ils rendus publics ?

3) Quel est l'état des lieux de l'analyse des avis communaux et des observations ?

4) Quelle est l'échéance prévue pour la transmission du rapport de Monsieur le Ministre au Gouvernement ?

5) Les communes et les intéressés recevront-ils une suite quant à leurs avis et leurs observations relatifs aux projets de PDS ?

6) Dans l'affirmative, à quel stade Monsieur le Ministre entend-il transmettre les réponses aux communes et aux intéressés ?

Réponse (20.06.2019) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire :

ad 1) Dans le contexte des enquêtes publiques, sont parvenus au Département de l'aménagement du territoire (DATer), sans préjudice quant au nombre exact, environ 101 avis des communes ainsi qu'environ 300 avis, observations et suggestions de particuliers et d'organismes consultatifs concernant les quatre projets de plans directeurs sectoriels (PDS) et les rapports sur les incidences environnementales (RIE) y relatifs.

ad 2) Conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 (art. 57), les délibérations des conseils communaux - approuvant l'avis portant sur les projets de PDS et les observations des personnes intéressées - ont été rendues publiques.

Dans un souci de protection des données à caractère personnel, les observations et suggestions des particuliers ne seront pas rendues publiques. Par contre, le rapport ministériel établi, conformément à l'article 12(6) de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire (incluant les éléments à prendre en considération en vertu de l'article 9 de la loi modifiée du 22 mai 2018 concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement) sur base duquel il est proposé les suites à réserver auxdits avis et observations et les modifications aux projets de plans directeurs sectoriels, sera rendu public après approbation définitive des projets de plans par le Gouvernement en conseil.

ad 3) + 4) L'analyse des avis, observations et suggestions en question étant achevée, le rapport ministériel susmentionné sera prochainement présenté au Gouvernement en conseil conformément à l'article 12(6) précité.

ad 5) + 6) Dès que le Gouvernement réuni en conseil aura délibéré sur les quatre avant-projets de règlements grand-ducaux rendant obligatoires les PDS, les communes et les particuliers qui ont transmis leurs avis et observations recevront un courrier contenant des précisions sur la procédure d'élaboration des plans directeurs sectoriels telle qu'elle est inscrite à l'article 12 de la loi précitée du 17 avril 2018 ainsi qu'un ensemble d'autres informations d'ordre général.

Sur le portail du Département de l'aménagement du territoire, www.amenagement-territoire.public.lu, les documents suivants, entre autres, seront mis à disposition du public pour consultation :

- le rapport du Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions conformément à l'article 12, paragraphe 6 de la loi précitée du 17 avril 2018 ;

- les PDS approuvés définitivement par le Gouvernement en conseil ;

- les rapports sur les incidences environnementales relatifs aux PDS.



Question 0721 (21.05.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **chiens d'assistance :**

An engem Artikel aus dem „Luxemburger Wort“ vum 15. Mee heescht et, datt laut Lëtzebuerger Gesetz just Hënn fir Mënsche mat ageschränkter Mobilitéit a Warnhënn fir Diabetiker

an Epileptiker vum Familljeministère offiziell de Statut vum Assistenzhond zouerkannt kréien. Dëst gëtt vu Verrieder vun der ASA (Amicale vun der Schoul fir Assistenzhënn) als Ongerechtheet empfonnt - an dat aus guddem Grund: Et gëtt esou zum Beispill och e Bedarf fir Assistenzhënn fir Persounen, déi u mentalen, psychesche Stéierung leiden.

An dem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an den Här Gesondheitsminister:

1. Aus wat fir engem Grund geet de Familljeministère esou selektiv vir beim Vergi vum Statut vun Assistenzhond?

2. Sinn den Här an d'Madamm Minister net der Meenung, datt och Leit mat mentale Problemer d'Recht missten hunn, en offiziellen Assistenzhond däerfen ze kréien?

3. Wéi gedenken den Här an d'Madamm Minister konkret virzegoen, fir dese Mësstand ze behiewen?

Réponse (04.06.2019) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Den Artikel 1 vum Gesetz vum 22. Juli 2008 iwwert d'Accessibilitéit vun öffentliche Plaze fir behënnt Persounen, déi vun engem Assistenzhond begleet sinn, définiëert en Assistenzhond als „Hond, deen eng Persoun mat engem Handicap begleet, onofhängeg vum Handicap, an deen derfir forméiert gouf - oder an der Formation ass -, fir eng Persoun mat engem Handicap an hiren aldeeglechen Deplacementer an Akten ze ënnerstëtzen“¹⁸.

Also huet all Persoun mat engem Handicap, onofhängeg vum Typ vum Handicap - dat kann natierlech och eng intellektuell oder eng psychesch Behënnerung sinn -, d'Méiglechkeet, hiren Hond als Assistenzhond unerkennen ze loosse.

Den Hondsmeeschter muss en Zertifikat virleeë kënnen, dass den Hond an engem Hondsschoul forméiert ginn ass oder forméiert gëtt, déi vun engem kompetenter Autoritéit vun engem vun de Memberstate vun der Europäescher Union agreëiert ass. Dësen Zertifikat gëtt dann zu Lëtzebuerg vum Ministère fir Famill, Intéegratioun an d'Groussregion automatesch unerkannt. D'Persoun, déi sech vun engem Assistenzhond begleeche léisst, kann da beim Ministère eng Hondsmédail ufroen, déi als Erkennungszeche ka benotzt ginn an déi den Zougang zu Plazen erméiglecht, déi fir aner Hënn net accessibel sinn.

De Ministère fir Famill, Intéegratioun an d'Groussregion geet deemno net selektiv beim Vergi vum Statut vum Assistenzhond vir.



Question 0722 (21.05.2019) de **MM. Marc Angel** et **Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **carte européenne d'invalidité :**

Étant donné qu'il n'existe aucune reconnaissance mutuelle du statut d'invalidité au niveau européen, beaucoup de personnes handicapées se heurtent à des problèmes dès lors qu'elles traversent la frontière. Tel est le cas notamment lorsqu'elles empruntent les transports publics - comme en a témoigné une personne concernée dans le cadre de l'émission « Mäin Europa » à la radio socio-culturelle 100,7 - mais également lors d'activités dans le domaine culturel, du sport ou des loisirs.

Pour remédier à cette situation et garantir une égalité d'accès au-delà des frontières nationales, l'Union européenne a l'intention de mettre en place un système de reconnaissance mutuelle visant à introduire une carte européenne d'invalidité. La phase pilote a démarré en 2016 avec la participation d'un premier groupe de huit pays de l'UE, à savoir la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Finlande, l'Italie, Malte, la Slovaquie et la Roumanie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du projet visant l'introduction d'une carte européenne d'invalidité ?

- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à l'introduction d'une carte européenne d'invalidité ?

- Madame la Ministre peut-elle nous expliquer pour quelle raison le Luxembourg ne figure pas parmi le groupe de pays participant à la phase pilote du projet ?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une reconnaissance mutuelle du statut d'invalidité au niveau européen et l'introduction d'une carte européenne d'invalidité pourraient simplifier grandement la vie des personnes handicapées

ou invalides vivant au Luxembourg, notamment au vu de la taille du pays ?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'entreprendre des démarches pour que le Luxembourg participe au projet d'une carte d'invalidité européenne ?

Réponse (04.06.2019) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

En 2015, le Luxembourg a participé aux discussions d'implémentation d'une carte européenne d'invalidité au niveau du High Level Group on Disability de la Commission européenne. Au vu des questions qui restaient à clarifier, à savoir les conditions d'attribution et les domaines d'application dans lesquels la carte pourrait être utilisée de façon uniforme dans tous les pays adhérents, le Luxembourg a pris le parti d'attendre les conclusions du projet pilote lancé dans huit États membres avant de décider d'une éventuelle adhésion.

À l'heure actuelle, le Luxembourg n'adhère donc pas au système de la European Disability Card ; il dispose de sa propre carte d'invalidité pour les résidents luxembourgeois et les frontaliers, carte qui garantit la gratuité des transports publics. Les autres cartes d'invalidité européennes et internationales sont acceptées par la plupart des prestataires, afin de pouvoir faire bénéficier les porteurs de ces cartes de réductions au niveau des activités culturelles et de loisirs.

Pour simplifier la vie des personnes en situation de handicap, la reconnaissance mutuelle du statut d'invalidité entre les États membres de l'UE devra être garantie et la carte européenne d'invalidité devra assurer l'égalité d'accès à certains avantages spécifiques, principalement dans les domaines de la culture, des loisirs, du sport et des transports.

Le processus d'évaluation de l'impact du projet pilote est en cours dans les huit pays participants et la présentation du rapport final aura lieu vers la mi-2020 au sein du High Level Group on Disability de la Commission européenne.

La décision de participation ou non du Luxembourg au projet de carte européenne d'invalidité sera prise en connaissance de cause et en fonction des conclusions tirées de l'évaluation de l'impact du projet pilote.



Question 0724 (22.05.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **contrôles de diesel :**

D'Agente vun der Douane hu bei Stroossekontrollen och d'Flicht, den Diesel an deenen eenzele Gefierer ze kontrolléieren, speziell ob et sech ëm rouden oder wäissen Diesel handelt. Laut mengen Informatiounen goufen déi lescht Jore keng Kontrollen duerchgefouert.

An dem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an de leschte fënnef Joer duerchgefouert?

2. Am Fall wou keng Kontrollen duerchgefouert goufen: Wat sinn déi genee Grënn, firwat d'Beamten keng Kontrollen duerchgefouert hunn?

Réponse (20.06.2019) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances :

Den Ennerscheed tëscht dem rouden an dem wäissen Diesel besteet doranner, dass de wäissen Diesel fir jidderen op der Tankstell accessibel ass an de rouden Diesel e speziell markéierten Diesel ass, deen ausschliesslech fir industriell Zwecker esou wéi och an der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft an am Gaardebau genotzt dierf ginn. Beim rouden Diesel handelt et sech also ëm e wäissen Diesel, deen mat engem spezielle roude Faarfstoff, dem Produit Solvent Yellow 124, markéiert gouf.

Béid Carburanten hunn och en ënnerschiddleche fiskaleschen Traitement. Op dem wäissen Diesel ginn déi normal Accisen erhewen. De markéierten Diesel profitéiert entweder vun engem reduzéierten Accisesaz oder vun enger Exonatioun vun den Accisen.

De Gebrauch vum markéierten Diesel am jeeuweilige Beräich gëtt duerch Autorisatiounen vun der Douane geneemegt. Duerch d'Informatisatioun vun den Autorisatiounen an op Basis vun enger adequater Risikoanalys huet d'Douane effektiv an de leschte Jore vu physesche Kontrollen ofgesinn.

D'Europäesch Kommissioun huet festgestallt, dass et Fäll vu Bedruch ginn, wat de Solvent Yellow 124 ugeet. Dofir ass d'Kommissioun amgaangen, nei a méi performant Marqueuren ze festen, déi de Solvent Yellow 124 ersetze sollen. D'Material, fir d'Dieselskontrollen duerchzuféieren, wäert dofir ugepasst respektiv ernoert ginn.

Physesche Kontrollen, déi dann op der öffentliche Strooss gemaach ginn, wäerten ee méi gezielte Charakter hunn an och mat anere Kontrollen am Transportberäich koordinéiert ginn, dëst am Kader vun integreierten Kontrollen.

¹⁸ Art. 1^{er} de la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance